

Déposé le : 28 avril 2009
No : CE-10
Secrétaire : M. Laroche

Ministère
de l'Éducation,
du Loisir et du Sport

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

1. Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par le ministre de l'Éducation.
2. Détail des coûts de système de l'éducation 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions 2009-2010 ventilé par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

PRIMAIRE ET SECONDAIRE

3. Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2009-2010.
4. Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2005-2006, par année. Tous documents, notes, rapports, états de situation, mémoire au Conseil des ministres quant à la fermeture d'écoles au Québec.
5. Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.
6. Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation concernant les suites à donner au rapport d'évaluation du programme d'Aide aux devoirs.
7. Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, avis, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres concernant le décrochage scolaire, la réussite éducative et ou tout projet de plan national de lutte au décrochage scolaire.
8. Copie du plan d'action du ministère sur la réussite éducative et la prévention de l'abandon des études pour 2008-2009 et ventilation ainsi que description et budget pour chaque mesure appliquée en 2008-2009.
9. Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Une école en forme » pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.
10. Sommes allouées à l'organisme « Québec en forme » depuis 2006-2007. Prévisions pour 2009-2010.
11. Programme Agir autrement : Tout projet de révision, document, note, état de situation depuis 2003.
12. Programme de soutien à l'école montréalaise : Tout projet de révision, document, note, état de situation depuis 2003.

13. Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

14. Prévision d'embauche de personnel enseignant en 2009-2010. Préciser :

- a) par niveau;
- b) par région;
- c) par commission scolaire;
- d) par matière d'enseignement.

15. Copie du dernier Plan triennal d'immobilisations (PTI).

16. Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école en 2008-2009.

17. État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2008 et prévisions pour le 30 juin 2009.

18. Ventilation des sommes accordées dans le cadre du plan d'action pour contrer la violence à l'école et bilan de la mise en œuvre de ce plan.

19. État de situation concernant le plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA).

- a) Montant investit par région et par commission scolaire;
- b) Ventilation des 955 nouvelles places pour des élèves qui sont hospitalisés ou hébergés dans un centre jeunesse ou dans un centre pour jeunes toxicomanes ainsi que le montant réellement dépensé en 2008-2009.

20. Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

21. Ventilation, par commission scolaire, des montants versés en 2008-2009 pour le maintien des actifs et prévisions pour 2009-2010.

22. Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires en 2008-2009 ainsi que les subventions prévues pour 2009-2010.

23. Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes. Liste des travaux en cours.

24. Financement accordé en 2008-2009 spécifiquement pour la formation continue et prévisions pour 2009-2010.

25. École d'horticulture de la Commission scolaire des Premières Seigneuries : tous documents, notes, états de situation du dossier, sommes y étant consacrées et échéancier de réalisation.

26. Budgets prévus pour l'embauche de techniciens de travaux pratiques dans les laboratoires pour l'implantation du nouveau programme de sciences et technologies et de la voie de cheminement appliquée du nouveau pédagogique au secondaire.

27. Ventilation des dépenses effectuées en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, aux chapitres de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :

- a) Répartition des enveloppes budgétaires 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 selon les régions administratives et selon les directions régionales;
- b) Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention;
- c) Indiquer les nouveaux groupes financés dans chaque région;
- d) Indiquer également, pour chaque région, le montant ou le pourcentage de l'enveloppe qui est accordé pour le développement de nouveaux groupes;
- e) Financement et modalités de financement pour 2008-2009 avec les dates prévues pour le versement de chaque tranche de la subvention;
- f) Copie des formulaires qui doivent être complétés par les organismes pour les demandes de subvention et des conditions qui s'y rattachent;
- g) Copie de l'entente relative aux Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation.

28. Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2008-2009 avec, pour chacune :

- a) Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
- b) La liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

29. Tableau comparatif 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires.

30. Tableau comparatif du nombre des demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.

31. Nombre de demandes de dérogations quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.

32. Tableau comparatif du nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle, par option professionnelle (programmes) depuis les cinq dernières années et mesures prises avec ventilation des sommes, par le ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2008-2009.

33. Sommes accordées en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 des mesures visant à augmenter les inscriptions en formation professionnelle et technique. Détail de ces mesures.

34. Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement (primaire, secondaire) et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2009-2010.

35. Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2008-2009.

36. Ventilation détaillée des budgets accordés par le ministère en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour le maintien des écoles de village et montants accordés à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.

37. Détail et ventilation des sommes accordées en 2008-2009 pour les élèves en milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires et prévisions pour 2009-2010.

38. Bilan de la participation du ministre de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2008-2009, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.

39. État d'avancement du plan d'action du ministère sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, incluant le nombre de projets et la nature des projets déposés par les commissions scolaires, les montants ventilés et le nombre de projets accordés et subvention accordée à chacun, de même que le solde de l'enveloppe budgétaire depuis le dépôt du plan d'action.

40. Crédits consentis par le ministère au chapitre de la francisation des allophones, des classes d'accueil, au soutien linguistique et au programme d'enseignement des langues d'origine en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 de même que le nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour les mêmes années.

41. Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2007-2008 et 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour les clientèles autochtones. Détail du matériel et coût du matériel produit à l'intention des autochtones.

42. Répartition de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'embauche d'enseignants et de professionnels pour l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005. Ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par poste, en date du 31 mars 2009, en vertu de l'enveloppe.

43. Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

44. Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien, professionnels) pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire. Orientations actives du MELS en matière de formation continue du personnel enseignant.

45. Enveloppe globale accordée au soutien aux plans de réussite ou en lien avec les plans de réussite. Détail des mesures et ventilation des budgets par mesure et par commission scolaire pour 2008-2009.

46. Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives. Bilan de leurs interventions pour 2008-2009.

47. Liste des programmes identifiés par le MELS entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles; copie du programme visant l'accès à la formation professionnelle; copie des programmes intégrés secondaire-collégial; copie des programmes préparant à l'exercice de métiers semi-spécialisés. Ajout et retrait de programmes effectués en 2008-2009 et état des travaux en cours.

48. Nombre d'inscriptions, par commission scolaire, dans les programmes d'alternance travail-études en 2008-2009 et prévisions ou cibles pour 2009-2010.

49. Liste des coûts de tous les projets d'amélioration ou de création de programmes d'enseignement professionnel et niveau d'avancement au Conseil du trésor.
50. Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires. Cumul de l'entretien différé accumulé.
51. Liste des commissions scolaires et des cégeps qui ont produit des plans de réussite. Sommes versées à la suite de la signature de ces plans de réussite ainsi que le détail de chacun de ces plans.
52. Admissions et contingentement en soins infirmiers en formation professionnelle pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.
53. Liste des projets soumis et ventilation des subventions accordées dans le cadre du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.
54. Enveloppes allouées par le ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Nombre d'écoles qui ne se sont pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.
55. Liste des manuels scolaires approuvés en 2009-2010 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Date d'approbation finale pour chaque manuel.
56. Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.
57. Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégories d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.
58. Évolution du nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et d'animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires depuis 2003-2004.
59. Bilan de l'implantation du bulletin chiffré au primaire et au secondaire. Nombre d'écoles ayant implanté le bulletin au 30 mars 2009. Coût pour la formation des enseignants reliés à l'implantation du bulletin chiffré. Copie de la directive du ministère concernant l'implantation du bulletin chiffré.
60. Échéancier des travaux et coût de l'implantation de la réforme de l'éducation aux adultes. Tous documents, notes, rapports, états de situation liés à cette réforme et copie des rapports de tous comités mis sur pied afin de bonifier la réforme.
61. Ventilation des sommes accordés dans le cadre du plan d'action pour l'amélioration de l'apprentissage du français au primaire et secondaire.
62. Coûts ventilés des travaux du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire. Liste des travaux en cours pour y donner suite. Copie de la partie accessible du mémoire au Conseil des ministres.
63. Bilan du plan d'action Investir pour l'avenir depuis son implantation. Ventilation des coûts par commission scolaire, liste des écoles ayant appliqué le plan d'action, liste des travaux, tous documents, notes, rapports, états de

situation, etc. Copie de la partie accessible du mémoire au Conseil des ministres.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

64. Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2008-2009 et prévisions pour 2008-2009.

65. Montant versé au Québec par la Fondation canadienne des bourses du millénaire pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2008-2009 et prévisions 2009-2010. Indiquer la date des versements pour chacune des années.

66. Copie des échanges intervenus entre le MELS et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2008-2009.

67. Tableau des différents taux d'intérêt assumés par le gouvernement aux institutions prêteuses, au chapitre d'aide financière, pour l'année 2008-2009.

68. Nombres de demandes acheminées au comité de dérogation en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.

69. Tableau de l'aide financière allouée aux élèves en formation professionnelle au niveau secondaire, en indiquant le nombre de bénéficiaires et le volume d'aide accordée en 2008-2009.

70. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement et catégories d'établissements, s'il y a lieu, qui ont réclamé au cours d'un trimestre de 2008-2009 des frais de scolarité excédant le plafond maximal instauré.

71. Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2008-2009.

72. Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.

73. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2008-2009.

74. Tableau de la ventilation de l'aide financière reçue, par ordre d'enseignement pour chacun des étudiants qui a atteint le seuil maximum d'endettement en 2008-2009.

75. Copie des études, avis, analyses et prévisions financières concernant la création d'un programme de remise de dette.

76. Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.

77. Nombre de plaintes en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.

78. Taux d'intérêt maximal en vigueur pour les prêts étudiants en 2008-2009, prévisions pour 2009-2010.

79. Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien des prêts et bourses pour les années 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Pour ces mêmes années, préciser les données qui ont servi au calcul de ces montants.

80. Évolution du nombre d'étudiants qui ont des créances douteuses ou des défauts de paiement et montant de ces créances douteuses et défauts de paiement pour les cinq dernières années, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.

81. Nombre et pourcentage de défauts de paiement chez les ex-étudiants endettés, mais qui ont quitté les études avant l'obtention d'un premier diplôme universitaire.

82. Nombre de demandes de remboursement de bourses versées en trop en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

83. État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2008 et prévisions pour 2009-2010.

84. Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des collèges en 2008-2009.

85. État des besoins relatifs à la révision des programmes de niveau technique. Copie des documents produits à ce sujet.

86. Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

87. Sommes accordées en 2008-2009 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2009-2010.

88. Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.

89. Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.

90. Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

91. Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour les cinq dernières années disponibles.

92. Bilan des sommes investies, ventilées par investissements, dans le cadre du Plan québécois d'infrastructures en 2008-2009.

93. Pour les années 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'**Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains**.

94. Tableau comparatif de l'effectif scolaire des établissements d'enseignement collégial selon la langue maternelle (français, anglais ou autre) et la langue d'enseignement (français ou anglais) au cours des dix dernières années.

95. Mesures appliquées en 2008-2009 pour favoriser la réussite scolaire dans des délais plus courts pour les programmes techniques et ventilation des sommes qui y ont été consacrées. Prévisions des sommes accordées à cette fin en 2009-2010.

96. Mesures appliquées pour augmenter la réussite en français au collégial et sommes prévues à cet effet en 2008-2009.

97. Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2005-2006 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée et la clientèle visée. Liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

98. Test de français pour les futurs enseignants : copie du contrat accordé au CÉFRAN, échéancier d'implantation, tous documents, notes, rapports le concernant.

99. Pour l'année 2008-2009, nombre de projets particuliers (recherche ou encadrement) financés au niveau collégial. Provenance de l'enveloppe et ventilation des projets financés. Prévisions pour 2009-2010.

100. Pour chacune des facultés de médecine :

- Le nombre d'étudiants admis par année depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants étrangers admis par année depuis 2003;
- La provenance des étudiants étrangers admis par année depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants ayant terminé leur doctorat par année et par faculté de médecine depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants étrangers ayant terminé leur doctorat par année et par faculté de médecine depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants payant des frais de scolarité d'étudiants étrangers (étudiants canadiens) ainsi que le montant des frais de scolarité pour chacune des années et pour chacune des facultés;
- Parmi tous les étudiants admis en faculté de médecine, combien paient des frais de scolarité d'étudiants étrangers (étudiants non canadiens);
- La provenance des étudiants en médecine par faculté de médecine depuis 2003;
- La provenance des étudiants étrangers étudiant en médecine par faculté de médecine depuis 2003.

101. Pour chacune des facultés de médecine :

- Le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence en médecine de famille depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence dans une spécialité depuis 2003;
- Le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence au Québec 2003;
- Le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence hors Québec.

102. Pour chacune des facultés de médecine :

- Le nombre de médecins ayant terminé leur résidence et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997;
- Le nombre de médecins ayant terminé leur résidence en médecine de famille et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997;

Le nombre de médecins ayant terminé leur résidence dans une spécialité et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997.

103. Le nombre d'étudiants qui viennent compléter un *fellow* dans les facultés de médecine québécoises par faculté et par année depuis 2003.

104. Le montant investi pour la formation d'un étudiant québécois en médecine.

105. Le montant investi pour la formation d'un étudiant étranger en médecine.

LOISIR ET SPORT

106. Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2008 avec :

- a) objectifs, critères d'admissibilité, réalisations 2008-2009;
- b) budgets respectifs;
- c) nombre de demandes reçues, projets refusés et acceptés et nombre de participants pour chacun des projets, s'il y a lieu;
- d) montant de la subvention de chaque organisme, municipalité, entreprise.

107. Sommes investies en 2008-2009 dans le programme de soutien aux Infrastructures de loisir et de sport. Prévisions pour 2009-2010.

108. Montant des subventions accordées par le Secrétariat au loisir et au sport aux fédérations sportives par le biais du programme de soutien aux opérations régulières pour 2008-2009. Liste des fédérations sportives en bénéficiant et montant alloué à chacune d'entre elle.

109. Sommaire des subventions accordées aux autres organismes sportifs et liste détaillée des subventions accordées dans le cadre de ces programmes :

- a) Programme de soutien aux événements sportifs;
- b) Centre national multisport-Montréal;
- c) Fédération québécoise du sport étudiant;
- d) Corporation Sports-Québec;
- e) Programme Équipe-Québec;
- f) Les bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence;
- g) Les bourses de la Fondation Palestre nationale;
- h) Soutien aux athlètes identifiés auprès de la direction du sport et de l'activité physique.

110. Soutien financier accordé aux athlètes québécois pour l'exercice financier 2008 2009. Prévisions pour 2009-2010.

111. Sommaire des subventions accordées et liste des subventions accordées dans le cadre des programmes suivants :

- a) Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir;
- b) Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées;
- c) Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport;
- d) Programme d'assistance financière aux camps de vacances;
- e) Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale;
- f) Programme Chantiers jeunesse;
- g) Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience;

- h) Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir;
- i) Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes;
- j) Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout terrain;
- k) Soutien financier au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec;
- l) Soutien financier au Conseil québécois du loisir;
- m) Soutien financier pour le projet Archipel (ville de Longueuil).

112. Liste des subventions accordées à la Fédération de l'âge d'or du Québec en 2008-2009. Prévisions pour 2009-2010.

113. Effectifs et subventions de Kino-Québec en 2008-2009. Prévisions 2009-2010.

114. À combien s'est élevée la rémunération du personnel des réseaux collégial et universitaire pour 2008-2009? Ventilation par catégories d'emploi.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par la ministre de l'Éducation.

RÉPONSE

Les documents sont joints en document d'appoint.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail des coûts de système de l'éducation 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions 2009-2010 ventilé par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

RÉPONSE

PRINCIPAUX FACTEURS DE CROISSANCE 2009-2010
par rapport au budget de dépenses 2008-2009

	PRIMAIRE- SECONDAIRE¹	COLLÉGIAL²	UNIVERSITAIRE³
	M\$	M\$	M\$
▪ Indexation salariale et autres rémunérations	163,8	26,4	23,4
▪ Ressources pour le soutien des EHDAA	10,0	-	-
▪ Services de dette	(22,9)	1,1	52,2
▪ Indexation des autres dépenses	15,2	1,9	6,8
▪ Nouveaux engagements 2009-2010 *	29,9	2,3	1,2
▪ Engagements des années précédentes	49,8	3,4	13,4
▪ Autres coûts **	49,6	11,5	(23,6)
Total	295,4	46,6	73,4

* Un montant de 15,7 M\$ est prévu pour le plan d'action pour les élèves handicapées ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage rendu public en juin 2008.

** Divers autres coûts reliés au maintien de l'offre de services à tous les ordres d'enseignement.

1. Total des ajouts de crédits du programme Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire (04)

2. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :

Cégeps (01)

Enseignement privé (03)

Service de la dette des cégeps (04)

Soutien à des partenaires en éducation (06)

3. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :

Universités (02)

Service de la dette des universités (05)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2009-2010.

RÉPONSE

Au 30 septembre 2008, 1 503 personnes enseignaient l'anglais, langue seconde (ALS) au primaire dans les commissions scolaires du Québec.

Le besoin de recrutement en 2009-2010 pour les commissions scolaires sera de 103 personnes.

Quelques 150 finissants universitaires ont reçu leur brevet d'enseignement en anglais langue seconde en 2008 et sont donc disponibles pour enseigner.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2005-2006, par année. Tous documents, notes, rapports, états de situation, mémoire au Conseil des ministres quant à la fermeture d'écoles au Québec.

RÉPONSE

La liste des écoles ayant fermé leurs portes est présentée en annexe.

Par l'expression fermeture d'école, on entend fermeture d'un bâtiment où il y a présence d'élèves à l'enseignement primaire ou secondaire, pour une année scolaire, et dans lequel on ne retrouve plus d'élèves à la formation générale des jeunes l'année suivante. Il est possible que certains bâtiments fassent l'objet d'une nouvelle affectation.

**LISTE DES BÂTIMENTS AYANT FERMÉ LEURS PORTES,
PAR RÉGION ET DEPUIS 2005-2006**

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
01 Bas-Saint-Laurent	2006	711001	Lac-Humqui
	2007	711005	Albertville
	2007	711044	Sainte-Irène
	2007	712009	Pavillon Notre-Dame-de-Lourdes
	2007	713041	De la Chanterelle
02 Saguenay - Lac-St-Jean	2005	723028	Saint-Louis
	2005	723043	Primaire Fréchette
	2005	723080	Centre 216
03 Capitale-Nationale	2005	732040	Saint-François-d'Assise
	2005	734028	Des Feux-Follets, 1 ^{er} cycle
	2006	731031	Saint-Firmin
	2006	732063	Centre Saint-Louis
	2007	732034	Centre d'enseignement primaire Stadacona
	2007	734102	De l'Assomption
04 Mauricie	2005	741057	Maurice-Poulin
	2005	742004	Saint-Louis
	2005	742024	Saint-Sauveur
	2006	741110	Pavillon de la Salle
	2006	742087	De la Jeune-Relève
05 Estrie	2006	753064	Sacré-Coeur
06 Montréal	2005	762027	Saint-François-Xavier
	2005	762104	Charles-Bruneau
	2005	762177	Le Caron
	2005	762225	Canadian Martyrs
	2005	888008	Allancroft
	2005	888019	Seigniory
	2005	888030	Spring Garden
	2005	888039	Charles A. Kirkland
	2005	888055	Bishop Whelan
	2005	888079	Cecil Newman
	2006	761062	Amos
	2006	763107	Notre-Dame-de-la-Garde, Annexe 2
	2006	887032	Frederick Banting
	2006	887062	McLearon
	2006	888051	Allion

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
07 Outaouais	2005	771071	Le Tremplin Édifice Saint-Antoine
	2005	771073	Le Tremplin Édifice Mat. Leblanc
	2005	771094	Des Belles-Rives, Édifice St-Jude
	2005	771101	Des Trois-Saisons, Éd. Lavic. A
	2005	771102	Des Trois-Saisons, Éd. Lavic. B
	2005	771191	Le Progrès
	2005	772144	Sainte-Thérèse
	2005	886019	Greater Gatineau-Henry A. Ward
	2005	886023	Dr. Wilbert Keon
	2005	886026	St-John'S/Jean-Paul II (prim.)
	2006	772106	Saint-Joseph
	2006	774027	L'Envolée
08 Abitibi-Témiscamingue	2005	784008	Renaud
	2006	785007	Pavillon de Gallichan
09 Côte-Nord	2006	791036	Centre Paul-Albert-Jean
	2006	793003	Notre-Dame-de-la-Confiance
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2005	813021	Primaire Saint-Pie X.
12 Chaudière-Appalaches	2005	821012	Fleuribel
	2007	824006	Petits-Cheminots (Fourmilière)
13 Laval	2005	831006	L'Étincelle
	2005	831036	Ulric-Debien
	2005	831041	Notre-Dame
	2005	831046	Saint-Charles Annexe
	2005	831048	Saint-Victor
	2005	831060	Le Sorbier (préscolaire)
	2005	831061	Le Frêne (préscolaire)
	2005	831089	Les Trois-Soleils (pavillon 2)
	2006	831015	Marcelle-Gauvreau
14 Lanaudière	2006	841104	Notre-Dame
15 Laurentides	2005	851061	Des Érables
	2005	851087	Des Perséides
	2005	852009	Mgr Lacourse
	2006	853038	Mgr Lionel-Scheffer
	2007	851018	Pavillon ESP

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
16 Montérégie	2005	861011	Jean-de-Brebeuf
	2005	862056	Pavillon Saint-Joseph
	2005	864093	D'Iberville (Pavillon Le Tremplin)
	2005	867005	Christ-Roi
	2005	869038	Pavillon Les Cèdres
	2006	861030	Enfant-Jésus
	2006	864070	Notre-Dame
	2006	865097	Labarre
	2006	866013	Saint-Benoît
	2006	889003	Saint-Joseph
	2007	869039	CFP Paul-Gérin-Lajoie
17 Centre-du-Québec	2005	871011	Parisoleil
	2006	871034	Harfang-des-Neiges, Annexe
	2006	873037	Saint-Frédéric

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Aide aux devoirs » s'adresse aux élèves du primaire. Il vise à soutenir les établissements scolaires afin de favoriser l'aide aux devoirs et de maintenir l'intérêt des élèves à l'école. Il vise également à mobiliser la communauté et à stimuler les initiatives locales dans la recherche de formules appropriées à chaque milieu afin de soutenir les élèves.
- Pour l'année scolaire 2008-2009, l'allocation budgétaire était de 20,0 M\$.
- À même le budget du programme « Aide aux devoirs », une somme de 250 000 \$ a été réservée pour l'organisme « Allô prof ». Un budget supplémentaire de 150 000 \$ leur a aussi été accordé en 2008-2009.
- Dans le cadre du Sommet socioéconomique des Premières Nations, une partie des sommes résiduelles anticipées, soit 100 000 \$, a été réservée pour des projets faits en collaboration avec les centres d'amitiés autochtones.
- L'annexe 1 présente, par commission scolaire, le nombre de projets soumis par des écoles à leur commission scolaire, la somme totale demandée, la somme maximale prévue et la somme totale versée.
- Les sommes demandées par école et par commission scolaire, et les sommes prévues et versées, sont présentées à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, plus de 19,6 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

Synthèse Aide aux devoirs 2008-2009

DR	RAS	# CS	Commission scolaire	1ère vague						2e vague				GRANDS TOTAUX			
				# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	Centres d'amitié autochtones	Montant total versé	# Projets	Montant demandé	Centres d'amitié autochtones	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Centres d'amitié autochtones	Montant versé
10	10	711000	Monts-et-Marées, CS des	23	155 379 \$	155 389 \$	155 379 \$		155 379 \$					23	155 379 \$	0 \$	155 379 \$
10	10	712000	Phares, CS des	25	197 479 \$	197 480 \$	197 479 \$		197 479 \$					25	197 479 \$	0 \$	197 479 \$
10	10	713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	12	97 547 \$	97 564 \$	97 547 \$		97 547 \$					12	97 547 \$	0 \$	97 547 \$
10	10	714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS	14	143 347 \$	143 354 \$	143 347 \$		143 347 \$					14	143 347 \$	0 \$	143 347 \$
10	110	811000	Îles, CS des	4	26 660 \$	37 953 \$	26 660 \$		26 660 \$	1	11 282 \$		11 282 \$	5	37 942 \$	0 \$	37 942 \$
10	110	812000	Chic-Chocs, CS des	16	107 181 \$	107 192 \$	107 181 \$		107 181 \$					16	107 181 \$	0 \$	107 181 \$
10	110	813000	René-Lévesque, CS	24	149 018 \$	166 769 \$	149 018 \$		149 018 \$	2	17 751 \$		17 751 \$	26	166 769 \$	0 \$	166 769 \$
10	110	882000	Eastern Shores, CS	14	73 038 \$	73 039 \$	73 038 \$		73 038 \$					14	73 038 \$	0 \$	73 038 \$
20	20	721000	Pays-des-Bleuets, CS du	18	169 449 \$	169 449 \$	169 449 \$		169 449 \$					18	169 449 \$	0 \$	169 449 \$
20	20	722000	Lac-Saint-Jean, CS du	21	168 251 \$	168 251 \$	168 251 \$		168 251 \$					21	168 251 \$	0 \$	168 251 \$
20	20	723000	Rives-du-Saguenay, CS des	28	257 008 \$	257 008 \$	257 008 \$		257 008 \$					28	257 008 \$	0 \$	257 008 \$
20	20	724000	De La Jonquière, CS	19	180 072 \$	180 337 \$	180 072 \$		180 072 \$					19	180 072 \$	0 \$	180 072 \$
30	30	731000	Charlevoix, CS de	4	56 532 \$	56 532 \$	56 532 \$		56 532 \$					4	56 532 \$	0 \$	56 532 \$
30	30	732000	Capitale, CS de la	41	469 898 \$	471 249 \$	469 898 \$	4 831 \$	474 729 \$	1		14 236 \$	14 236 \$	42	469 898 \$	19 067 \$	488 965 \$
30	30	733000	Découvreurs, CS des	18	232 569 \$	232 641 \$	232 569 \$		232 569 \$					18	232 569 \$	0 \$	232 569 \$
30	30	734000	Premières-Seigneuries, CS des	44	463 249 \$	463 249 \$	463 249 \$		463 249 \$					44	463 249 \$	0 \$	463 249 \$
30	30	735000	Portneuf, CS de			138 509 \$				15	138 501 \$		138 501 \$	15	138 501 \$	0 \$	138 501 \$
30	30	881000	Central Québec, CS	13	120 230 \$	120 321 \$	120 230 \$		120 230 \$					13	120 230 \$	0 \$	120 230 \$
30	120	821000	Côte-du-Sud, CS de la	40	245 229 \$	245 231 \$	245 229 \$		245 229 \$					40	245 229 \$	0 \$	245 229 \$
30	120	822000	Appalaches, CS des	17	130 745 \$	130 780 \$	130 745 \$		130 745 \$					17	130 745 \$	0 \$	130 745 \$
30	120	823000	Beauce-Etchemin, CS de la	48	390 558 \$	390 558 \$	390 558 \$		390 558 \$					48	390 558 \$	0 \$	390 558 \$
30	120	824000	Navigateurs, CS des	40	442 276 \$	442 276 \$	442 276 \$		442 276 \$					40	442 276 \$	0 \$	442 276 \$

40	40	741000	Chemin-du-Roy, CS du	37	372 817 \$	372 830 \$	372 817 \$		372 817 \$				37	372 817 \$	0 \$	372 817 \$	
40	40	742000	Énergie, CS de l'	22	205 809 \$	223 416 \$	205 809 \$	18 996 \$	224 805 \$	2	17 584 \$		17 584 \$	24	223 393 \$	18 996 \$	242 389 \$
40	170	871000	Riveraine, CS de la	24	143 279 \$	144 892 \$	143 279 \$		143 279 \$				24	143 279 \$	0 \$	143 279 \$	
40	170	872000	Bois-Francs, CS des	39	278 774 \$	278 778 \$	278 774 \$		278 774 \$				39	278 774 \$	0 \$	278 774 \$	
40	170	873000	Chênes, CS des	30	268 184 \$	268 218 \$	268 184 \$		268 184 \$				30	268 184 \$	0 \$	268 184 \$	
50	50	751000	Hauts-Cantons, CS des	27	192 734 \$	192 750 \$	192 734 \$		192 734 \$				27	192 734 \$	0 \$	192 734 \$	
50	50	752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	38	413 247 \$	413 314 \$	413 247 \$		413 247 \$				38	413 247 \$	0 \$	413 247 \$	
50	50	753000	Sommets, CS des	27	222 145 \$	222 145 \$	222 145 \$		222 145 \$				27	222 145 \$	0 \$	222 145 \$	
50	50	883000	Eastern Townships, CS	20	157 450 \$	157 463 \$	157 450 \$		157 450 \$				20	157 450 \$	0 \$	157 450 \$	
61	130	831000	Laval, CS de	52	736 016 \$	736 152 \$	736 016 \$		736 016 \$				52	736 016 \$	0 \$	736 016 \$	
61	140	841000	Affluents, CS des	48	627 165 \$	646 162 \$	627 165 \$		627 165 \$	1	18 997 \$		18 997 \$	49	646 162 \$	0 \$	646 162 \$
61	140	842000	Samares, CS des	47	499 550 \$	499 651 \$	499 550 \$	15 401 \$	514 951 \$				47	499 550 \$	15 401 \$	514 951 \$	
61	150	851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de l'	53	715 110 \$	728 609 \$	715 110 \$		715 110 \$	2	13 499 \$		13 499 \$	55	728 609 \$	0 \$	728 609 \$
61	150	852000	Rivière-du-Nord, CS de la	35	405 968 \$	405 969 \$	405 968 \$		405 968 \$				35	405 968 \$	0 \$	405 968 \$	
61	150	853000	Laurentides, CS des	16	163 906 \$	163 977 \$	163 906 \$		163 906 \$				16	163 906 \$	0 \$	163 906 \$	
61	150	854000	Pierre-Neveu, CS	9	91 631 \$	91 632 \$	91 631 \$		91 631 \$				9	91 631 \$	0 \$	91 631 \$	
61	150	885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	27	295 164 \$	295 165 \$	295 164 \$		295 164 \$				27	295 164 \$	0 \$	295 164 \$	
62	160	861000	Sorel-Tracy, CS de	14	131 257 \$	131 257 \$	131 257 \$		131 257 \$				14	131 257 \$	0 \$	131 257 \$	
62	160	862000	Saint-Hyacinthe, CS de	29	276 165 \$	288 087 \$	276 165 \$		276 165 \$				29	276 165 \$	0 \$	276 165 \$	
62	160	863000	Hautes-Rivières, CS des	39	408 919 \$	408 919 \$	408 919 \$		408 919 \$				39	408 919 \$	0 \$	408 919 \$	
62	160	864000	Marie-Victorin, CS	43	498 839 \$	665 968 \$	498 839 \$		498 839 \$				43	498 839 \$	0 \$	498 839 \$	
62	160	865000	Patriotes, CS des	50	640 843 \$	640 843 \$	640 843 \$		640 843 \$				50	640 843 \$	0 \$	640 843 \$	
62	160	866000	Val-des-Cerfs, CS du	34	345 893 \$	345 893 \$	345 893 \$		345 893 \$				34	345 893 \$	0 \$	345 893 \$	
62	160	867000	Grandes-Seigneuries, CS des	34	441 836 \$	441 836 \$	441 836 \$		441 836 \$				34	441 836 \$	0 \$	441 836 \$	
62	160	868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	27	220 924 \$	221 009 \$	220 924 \$		220 924 \$				27	220 924 \$	0 \$	220 924 \$	
62	160	869000	Trois-Lacs, CS des	21	285 222 \$	285 222 \$	285 222 \$		285 222 \$				21	285 222 \$	0 \$	285 222 \$	

62	160	884000	Riverside, CS	26	204 712 \$	221 573 \$	204 712 \$		204 712 \$	1	2 550 \$		2 550 \$	27	207 262 \$	0 \$	207 262 \$
62	160	889000	New Frontiers, CS	10	91 032 \$	91 033 \$	91 032 \$		91 032 \$					10	91 032 \$	0 \$	91 032 \$
63	60	761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	43	559 815 \$	559 815 \$	559 815 \$		559 815 \$					43	559 815 \$	0 \$	559 815 \$
63	60	762000	Montréal, CS de	110	1 505 426 \$	1 505 708 \$	1 505 426 \$		1 505 426 \$					110	1 505 426 \$	0 \$	1 505 426 \$
63	60	763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	58	744 942 \$	826 398 \$	744 942 \$		744 942 \$	27	81 456 \$		81 456 \$	85	826 398 \$	0 \$	826 398 \$
63	60	887000	English-Montréal, CS	33	460 721 \$	460 773 \$	460 721 \$		460 721 \$					33	460 721 \$	0 \$	460 721 \$
63	60	888000	Lester-B.-Pearson, CS	40	493 485 \$	493 486 \$	493 485 \$		493 485 \$					40	493 485 \$	0 \$	493 485 \$
70	70	771000	Draveurs, CS des	22	273 582 \$	330 118 \$	273 582 \$		273 582 \$	4	56 536 \$		56 536 \$	26	330 118 \$	0 \$	330 118 \$
70	70	772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	18	229 622 \$	271 774 \$	229 622 \$		229 622 \$	3	42 152 \$		42 152 \$	21	271 774 \$	0 \$	271 774 \$
70	70	773000	Coeur-des-Vallées, CS au	17	156 336 \$	156 351 \$	156 336 \$		156 336 \$					17	156 336 \$	0 \$	156 336 \$
70	70	774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des			58 333 \$				3	54 333 \$		54 333 \$	3	54 333 \$	0 \$	54 333 \$
70	70	886000	Western Québec, CS	17	165 194 \$	165 210 \$	165 194 \$		165 194 \$					17	165 194 \$	0 \$	165 194 \$
80	80	781000	Lac-Témiscamingue, CS du	9	63 871 \$	63 871 \$	63 871 \$		63 871 \$					9	63 871 \$	0 \$	63 871 \$
80	80	782000	Rouyn-Noranda, CS de	14	110 039 \$	124 986 \$	110 039 \$		110 039 \$					14	110 039 \$	0 \$	110 039 \$
80	80	783000	Harricana, CS	20	97 978 \$	97 990 \$	97 978 \$		97 978 \$					20	97 978 \$	0 \$	97 978 \$
80	80	784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	14	129 811 \$	129 834 \$	129 811 \$	26 478 \$	156 289 \$					14	129 811 \$	26 478 \$	156 289 \$
80	80	785000	Lac-Abitibi, CS du	7	65 789 \$	65 790 \$	65 789 \$		65 789 \$					7	65 789 \$	0 \$	65 789 \$
80	100	801000	Baie-James, CS de la	8	51 106 \$	59 733 \$	51 106 \$	18 343 \$	69 449 \$					8	51 106 \$	18 343 \$	69 449 \$
90	90	689000	Du Littoral, CS	13	61 260 \$	57 641 \$	57 641 \$		57 641 \$					13	61 260 \$	0 \$	57 641 \$
90	90	791000	Estuaire, CS de l'	21	151 900 \$	151 905 \$	151 900 \$		151 900 \$					21	151 900 \$	0 \$	151 900 \$
90	90	792000	Fer, CS du	12	114 242 \$	114 243 \$	114 242 \$		114 242 \$					12	114 242 \$	0 \$	114 242 \$
90	90	793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	7	28 000 \$	28 145 \$	28 000 \$		28 000 \$					7	28 000 \$	0 \$	28 000 \$
Totaux				1 844	19 073 425 \$	19 749 998 \$	19 069 806 \$	84 049 \$	19 153 855 \$	62	454 641 \$	14 236 \$	468 877 \$	1906	19 528 066 \$	98 285 \$	19 622 732 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation concernant les suites à donner au rapport d'évaluation du programme d'Aide aux devoirs.

RÉPONSE

Le Ministère ne détient aucun des documents demandés au regard du rapport d'évaluation du programme d'Aide aux devoirs.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous documents, notes, rapports, états de situation, avis, partie accessible du mémoire au Conseil des ministres concernant le décrochage scolaire, la réussite éducative et ou tout projet de plan national de lutte au décrochage scolaire.

RÉPONSE

Aucun mémoire n'a été déposé au Conseil des ministres concernant le décrochage scolaire, la réussite éducative ou tout projet de plan national de lutte au décrochage scolaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie du plan d'action du Ministère sur la réussite éducative et la prévention de l'abandon des études pour 2008-2009 et ventilation ainsi que description et budget pour chaque mesure appliquée en 2008-2009.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2008-2009, l'annexe 1 décrit les mesures d'allocations supplémentaires liées au plan d'action sur la réussite éducative.

La ventilation des budgets pour chaque volet en 2008-2009 est présentée à l'annexe 2. Certaines mesures ont été intégrées à l'allocation de base des commissions scolaires et ne sont plus disponibles de façon distincte depuis 2002-2003.

ALLOCATION DE BASE POUR LES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DES JEUNES

MATERNELLE 4 ANS EN MILIEUX DÉFAVORISÉS

Description

Cette mesure finance des services éducatifs aux enfants de 4 ans dans les milieux défavorisés hors de l'île de Montréal ainsi que ceux dans les écoles cibles de l'île de Montréal.

Normes d'allocation

Pour les services éducatifs aux enfants de 4 ans dans les milieux défavorisés, une somme de :

- 2 245 \$ est accordée pour chaque élève régulier inscrit à la maternelle 4 ans à demi-temps au 30 septembre 2008;
- 1 079 \$ est accordée pour chaque élève inscrit à des activités « Passe-Partout » au 30 septembre 2008.

ÉCOLE MONTRÉALAISE ET LUTTE À LA PAUVRETÉ (Mesure 30040)

Description

Cette mesure vise à soutenir financièrement certaines catégories d'interventions dans les écoles primaires accueillant des élèves qui proviennent des milieux les plus défavorisés de l'île de Montréal. Son objectif est de favoriser la réussite personnelle et la réussite des apprentissages de ces élèves, tout en tenant compte de leurs besoins et de leurs caractéristiques et en contribuant à la mise en place d'une communauté éducative engagée. Elle vise également à accroître l'aide alimentaire versée pour les écoles défavorisées sur le plan socio-économique en apportant un soutien alimentaire aux élèves du secondaire fréquentant les écoles situées parmi les 20 p. 100 les plus défavorisées.

Normes d'allocation

Pour le soutien à l'école montréalaise, les ressources sont allouées à la suite d'une concertation des représentants du Ministère et des cinq commissions scolaires de l'île de Montréal qui définissent les orientations du programme et les services collectifs offerts aux écoles, et ce, en fonction des ressources financières disponibles.

Pour l'aide alimentaire, les ressources allouées en 2008-2009 correspondent à celles de 2007-2008 indexées.

AGIR AUTREMENT (Mesure 30060)

Description

Cette mesure vise à financer une stratégie d'intervention pour la réussite des élèves dans les écoles en milieu défavorisé. Elle est complémentaire aux actions déjà menées pour rehausser la qualité du système d'éducation. Elle s'adresse aux écoles primaires et secondaires présentant une forte proportion d'élèves provenant de milieu défavorisé. Elle se veut un important levier pour assurer la réussite du plus grand nombre. Elle vise également à soutenir le déploiement de l'expertise et de l'accompagnement en matière d'intervention éducative en milieu défavorisé dans les commissions scolaires et les écoles visées par cette mesure.

Normes d'allocation

Pour les écoles secondaires, les ressources disponibles en 2008-2009 pour cette mesure correspondent à celles consenties pour l'année scolaire 2007-2008 indexées.

Pour l'embauche d'agents de développement, les ressources allouées en 2008-2009 correspondent à celles consenties en 2007-2008 indexées.

Pour les écoles primaires, les ressources allouées en 2008-2009 correspondent à celles consenties pour l'année scolaire 2007-2008 indexées.

VENTILATION DU BUDGET POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Mesures	Année scolaire 2008-2009 M\$
Allocation de base pour les enfants de 4 ans en milieux défavorisés	26,0 ⁽¹⁾
École montréalaise et lutte à la pauvreté (30040)	19,6
Agir autrement au secondaire (30061)	32,2
Agir autrement au primaire (30063)	12,0
Total	89,8

(1) Estimation.

Mesures liées à la réussite éducative et intégrées à l'allocation de base des commissions scolaires depuis 2002-2003 :

- cours spéciaux;
- cours à domicile;
- maintien des décrocheurs à l'école, projets d'écoles et lait-école;
- intervention en milieux défavorisés de l'île de Montréal.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme «Une école en forme» pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Écoles en forme et en santé » vise à donner aux jeunes de saines habitudes de vie, dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation. Les écoles accueillant des élèves du 3^e cycle du primaire ou du 1^{er} cycle du secondaire sont visées.
- Pour l'année scolaire 2008-2009, l'allocation était de 5 M\$.
- L'annexe 1 présente, par commission scolaire, le nombre de projets soumis par des écoles à leur commission scolaire, la somme totale demandée, la somme maximale prévue et la somme totale versée.
- Les sommes demandées par école et par commission scolaire, et les sommes prévues et versées, sont présentées à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, près de 4,98 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

Synthèse École en Forme et en Santé 2008-2009

DR	RAS	# CS	Commission scolaire	1ère vague				2e vague			Total		
				# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant versé
10	10	711000	Monts-et-Marées, CS des	28	43 776 \$	43 791 \$	43 776 \$				28	43 776 \$	43 776 \$
10	10	712000	Phares, CS des	27	54 160 \$	54 160 \$	54 160 \$				27	54 160 \$	54 160 \$
10	10	713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	17	28 707 \$	28 914 \$	28 707 \$				17	28 707 \$	28 707 \$
10	10	714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	17	34 901 \$	34 910 \$	34 901 \$				17	34 901 \$	34 901 \$
10	110	811000	Îles, CS des	5	8 912 \$	10 832 \$	8 912 \$	1	1 920 \$	1 920 \$	6	10 832 \$	10 832 \$
10	110	812000	Chic-Chocs, CS des	17	27 713 \$	27 714 \$	27 713 \$				17	27 713 \$	27 713 \$
10	110	813000	René-Lévesque, CS	28	41 596 \$	47 411 \$	41 596 \$	3	5 815 \$	5 815 \$	31	47 411 \$	47 411 \$
10	110	882000	Eastern Shores, CS	17	19 693 \$	19 694 \$	19 693 \$				17	19 693 \$	19 693 \$
20	20	721000	Pays-des-Blueets, CS du	22	45 252 \$	45 252 \$	45 252 \$				22	45 252 \$	45 252 \$
20	20	722000	Lac-Saint-Jean, CS du	25	44 316 \$	44 317 \$	44 316 \$				25	44 316 \$	44 316 \$
20	20	723000	Rives-du-Saguenay, CS des	30	66 459 \$	66 459 \$	66 459 \$				30	66 459 \$	66 459 \$
20	20	724000	De La Jonquière, CS	22	47 120 \$	47 298 \$	47 120 \$				22	47 120 \$	47 120 \$
30	30	731000	Charlevoix, CS de	6	15 646 \$	15 646 \$	15 646 \$				6	15 646 \$	15 646 \$
30	30	732000	Capitale, CS de la	48	115 522 \$	116 041 \$	115 522 \$				48	115 522 \$	115 522 \$
30	30	733000	Découvreurs, CS des	20	52 807 \$	52 828 \$	52 807 \$				20	52 807 \$	52 807 \$
30	30	734000	Premières-Seigneuries, CS des	51	119 086 \$	119 086 \$	119 086 \$				51	119 086 \$	119 086 \$
30	30	735000	Portneuf, CS de			38 470 \$		21	38 469 \$	38 469 \$	21	38 469 \$	38 469 \$
30	30	881000	Central Québec, CS	15	32 312 \$	32 312 \$	32 312 \$				15	32 312 \$	32 312 \$
30	120	821000	Côte-du-Sud, CS de la	47	65 340 \$	66 201 \$	65 340 \$				47	65 340 \$	65 340 \$
30	120	822000	Appalaches, CS des	19	33 711 \$	33 715 \$	33 711 \$				19	33 711 \$	33 711 \$
30	120	823000	Beauce-Etchemin, CS de la	54	96 505 \$	96 506 \$	96 505 \$				54	96 505 \$	96 505 \$
30	120	824000	Navigateurs, CS des	44	101 233 \$	101 233 \$	101 233 \$				44	101 233 \$	101 233 \$

40	40	741000	Chemin-du-Roy, CS du	43	99 110 \$	99 125 \$	99 110 \$				43	99 110 \$	99 110 \$
40	40	742000	Énergie, CS de l'	26	53 468 \$	59 672 \$	53 468 \$	2	3 024 \$	3 024 \$	28	56 492 \$	56 492 \$
40	170	871000	Riveraine, CS de la	23	37 659 \$	37 676 \$	37 659 \$				23	37 659 \$	37 659 \$
40	170	872000	Bois-Francis, CS des	42	70 347 \$	70 347 \$	70 347 \$				42	70 347 \$	70 347 \$
40	170	873000	Chênes, CS des	32	66 752 \$	67 730 \$	66 752 \$				32	66 752 \$	66 752 \$
50	50	751000	Hauts-Cantons, CS des	30	49 402 \$	49 407 \$	49 402 \$				30	49 402 \$	49 402 \$
50	50	752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	42	93 156 \$	93 162 \$	93 156 \$				42	93 156 \$	93 156 \$
50	50	753000	Sommets, CS des	30	55 862 \$	55 878 \$	55 862 \$				30	55 862 \$	55 862 \$
50	50	883000	Eastern Townships, CS	24	42 509 \$	42 514 \$	42 509 \$				24	42 509 \$	42 509 \$
61	130	831000	Laval, CS de	66	185 020 \$	185 020 \$	185 020 \$				66	185 020 \$	185 020 \$
61	140	841000	Affluents, CS des	58	167 590 \$	172 374 \$	167 590 \$	1	4 783 \$	4 783 \$	59	172 373 \$	172 373 \$
61	140	842000	Samares, CS des	58	127 558 \$	127 599 \$	127 558 \$				58	127 558 \$	127 558 \$
61	150	851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	62	183 009 \$	183 017 \$	183 009 \$				62	183 009 \$	183 009 \$
61	150	852000	Rivière-du-Nord, CS de la	43	106 434 \$	106 435 \$	106 434 \$				43	106 434 \$	106 434 \$
61	150	853000	Laurentides, CS des	17	41 071 \$	44 425 \$	41 071 \$				17	41 071 \$	41 071 \$
61	150	854000	Pierre-Neveu, CS	10	24 233 \$	24 233 \$	24 233 \$				10	24 233 \$	24 233 \$
61	150	885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	37	79 045 \$	79 046 \$	79 045 \$				37	79 045 \$	79 045 \$
62	160	861000	Sorel-Tracy, CS de	14	34 303 \$	34 304 \$	34 303 \$				14	34 303 \$	34 303 \$
62	160	862000	Saint-Hyacinthe, CS de	34	68 865 \$	68 874 \$	68 865 \$				34	68 865 \$	68 865 \$
62	160	863000	Hautes-Rivières, CS des	43	101 176 \$	101 176 \$	101 176 \$				43	101 176 \$	101 176 \$
62	160	864000	Marie-Victorin, CS	46	156 528 \$	163 274 \$	156 528 \$	3	6 120 \$	6 120 \$	49	162 648 \$	162 648 \$
62	160	865000	Patriotes, CS des	59	152 210 \$	152 210 \$	152 210 \$				59	152 210 \$	152 210 \$
62	160	866000	Val-des-Cerfs, CS du	33	77 440 \$	77 440 \$	77 440 \$				33	77 440 \$	77 440 \$
62	160	867000	Grandes-Seigneuries, CS des	48	115 454 \$	115 455 \$	115 454 \$				48	115 454 \$	115 454 \$
62	160	868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	32	61 449 \$	61 471 \$	61 449 \$				32	61 449 \$	61 449 \$
62	160	869000	Trois-Lacs, CS des	22	64 865 \$	64 866 \$	64 865 \$				22	64 865 \$	64 865 \$
62	160	884000	Riverside, CS	22	53 271 \$	56 747 \$	53 271 \$	1	1 009 \$	1 009 \$	23	54 280 \$	54 280 \$
62	160	889000	New Frontiers, CS	12	24 421 \$	24 421 \$	24 421 \$				12	24 421 \$	24 421 \$

63	60	761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	50	138 278 \$	138 306 \$	138 278 \$				50	138 278 \$	138 278 \$
63	60	762000	Montréal, CS de	122	368 481 \$	368 481 \$	368 481 \$				122	368 481 \$	368 481 \$
63	60	763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	68	183 719 \$	183 719 \$	183 719 \$				68	183 719 \$	183 719 \$
63	60	887000	English-Montréal, CS	56	129 372 \$	129 372 \$	129 372 \$				56	129 372 \$	129 372 \$
63	60	888000	Lester-B.-Pearson, CS	47	130 031 \$	130 032 \$	130 031 \$				47	130 031 \$	130 031 \$
70	70	771000	Draveurs, CS des	25	69 505 \$	82 184 \$	69 505 \$	4	6 213 \$	6 213 \$	29	75 718 \$	75 718 \$
70	70	772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	22	58 502 \$	61 772 \$	58 502 \$	2	3 064 \$	3 064 \$	24	61 566 \$	61 566 \$
70	70	773000	Coeur-des-Vallées, CS au	22	40 609 \$	40 615 \$	40 609 \$				22	40 609 \$	40 609 \$
70	70	774000	Hauts-Bols-de-l'Outaouais, CS des			15 303 \$		6	15 302 \$	15 302 \$	6	15 302 \$	15 302 \$
70	70	886000	Western Québec, CS	21	46 099 \$	46 109 \$	46 099 \$				21	46 099 \$	46 099 \$
80	80	781000	Lac-Témiscamingue, CS du	12	18 713 \$	18 714 \$	18 713 \$				12	18 713 \$	18 713 \$
80	80	782000	Rouyn-Noranda, CS de	9	32 417 \$	32 420 \$	32 417 \$				9	32 417 \$	32 417 \$
80	80	783000	Harricana, CS	17	26 967 \$	26 968 \$	26 967 \$				17	26 967 \$	26 967 \$
80	80	784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	1	36 505 \$	36 505 \$	36 505 \$				1	36 505 \$	36 505 \$
80	80	785000	Lac-Abitibi, CS du	8	17 568 \$	17 568 \$	17 568 \$				8	17 568 \$	17 568 \$
80	100	801000	Baie-James, CS de la	12	18 617 \$	18 679 \$	18 617 \$				12	18 617 \$	18 617 \$
90	90	689000	Du Littoral, CS	11	15 100 \$	15 101 \$	15 100 \$				11	15 100 \$	15 100 \$
90	90	791000	Estuaire, CS de l'	26	41 594 \$	41 597 \$	41 594 \$				26	41 594 \$	41 594 \$
90	90	792000	Fer, CS du	14	28 714 \$	28 715 \$	28 714 \$				14	28 714 \$	28 714 \$
90	90	793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	1	7 153 \$	7 153 \$	7 153 \$				1	7 153 \$	7 153 \$
Totaux				2111	4 894 918 \$	5 000 001 \$	4 894 918 \$	44	85 719 \$	85 719 \$	2155	4 980 637 \$	4 980 637 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes allouées à l'organisme « Québec en forme » depuis 2006-2007. Prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Année	Sport et loisir	Éducation	MSSS
2006-2007	1 000 000 \$	1 000 000 \$	2 000 000 \$
2007-2008	1 000 000 \$	1 000 000 \$	2 000 000 \$
2008-2009	1 000 000 \$	1 000 000 \$	2 000 000 \$
2009-2010	1 000 000 \$	1 000 000 \$	2 000 000 \$

Pour 2009-2010, la contribution des ministères sera la même qu'en 2008-2009, soit 4 millions de dollars.

Un décret a été sanctionné le 19 mars 2007 par le Conseil des ministres pour une entente sur trois ans (2007-2008, 2008-2009, 2009-2010) afin de poursuivre le partenariat entrepris depuis 2002. Un montant annuel de 4 M\$ par année du gouvernement est investi. Une convention de subvention engageant les deux ministères (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de la Santé et des Services sociaux) et Québec en forme a été signée. La poursuite de ce partenariat s'actualise maintenant à travers le nouveau mandat de Québec en forme défini à la suite de la mise sur pied du Fonds sur la promotion des saines habitudes de vie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Programme Agir autrement : Tout projet de révision, document, note, état de situation depuis 2003.

RÉPONSE

L'équipe de recherche de l'Université de Montréal a terminé la collecte de données débutée en 2003. Le rapport final de l'évaluation 2003-2007 devrait être déposé à l'automne 2009.

Des données préliminaires de l'évaluation ont été présentées au Comité national de pilotage de la Stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA). Cette évaluation est présentée en document d'appoint.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Programme de soutien à l'école montréalaise : Tout projet de révision, document, note, état de situation depuis 2003.

RÉPONSE

L'allocation supplémentaire de 12,2 M\$ dédiée au Programme de soutien à l'école montréalaise affectée aux 163 écoles ciblées a été répartie en deux catégories : les allocations aux écoles et les outils et les services destinés aux écoles.

Les allocations aux écoles représentent 90 % de la somme de 12,2 M\$, alors que les 10 % restant sont réservés à la prestation de services à ces écoles ainsi qu'à l'élaboration, à la conception et à la réalisation d'outils destinés aux écoles ciblées par le Programme de soutien à l'école montréalaise.

Les écoles ciblées mettent en œuvre les 7 mesures du Programme, lesquelles sont reconnues comme étant les avenues d'intervention les plus efficaces en vue de soutenir l'apprentissage en milieu défavorisé. Depuis quelques années, l'orientation de certaines mesures a été modifiée en fonction de récents résultats de recherches. C'est le cas notamment de la mesure 1 dont le libellé est maintenant *Pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous* (voir annexe 1). La mise en œuvre de cette mesure exige des écoles une réflexion sur les pratiques professionnelles en lien avec les caractéristiques générales des milieux défavorisés. Elle vise aussi une coresponsabilité de l'équipe-école envers la réussite des élèves issus de milieux défavorisés.

- Depuis l'année 2000-2001, les écoles doivent mettre en œuvre toutes les mesures du Programme.
- Les allocations aux écoles sont essentiellement déterminées selon leur taille et au prorata du nombre d'élèves. Elles sont versées en deux parties, le versement de la seconde partie étant conditionnel à la mise en œuvre des mesures du Programme dans l'école. L'équipe professionnelle de soutien s'en assure en analysant les plans de réussite et les autres sources d'informations disponibles.
- Une portion de l'allocation de 12,2 M\$ est consacrée à la mise sur pied de projets particuliers et de services collectifs. Ainsi, les écoles peuvent se prévaloir d'allocations supplémentaires en présentant des projets relatifs aux modèles novateurs d'accès aux ressources culturelles et aux activités de développement des mesures du Programme ou en participant aux différentes activités de développement professionnel.

Le plan de travail pour l'année 2008-2009 a pour objectifs : d'accroître, chez le personnel des écoles, la connaissance de certains éléments liés aux milieux défavorisés et de leurs effets sur l'apprentissage, notamment par rapport à l'origine culturelle des élèves qui fréquentent les écoles ciblées par le Programme; de soutenir le développement de pratiques éducatives reconnues en milieu défavorisé en proposant un accompagnement réflexif à l'ensemble des intervenants de l'équipe école; de poursuivre le travail amorcé avec tous les partenaires de la communauté, tels les organismes communautaires, les universités et les partenaires culturels, artistiques ou scientifiques, dans le développement et la mise en œuvre de projets qui ont pour objectif de soutenir la réussite des élèves montréalais.

L'évaluation

Un plan de recherche, de développement et d'évaluation a été élaboré.

- Les activités de recherche ont trait à la description du rôle d'une direction d'école en milieu défavorisé (étape 2 du devis), à une recension des écrits sur le leadership de justice sociale dans les écoles et à une recension des écrits sur « Des données pour diriger » dans le but de produire un outil destiné aux directions d'école.
- Les activités de développement et d'évaluation se rapportent à l'analyse de contenu des formulaires de mise en œuvre des mesures du Programme déposés par les écoles. À la suite de cette analyse, un portrait est dressé pour chaque mesure du Programme afin de dégager les tendances de changement de pratiques.
- Le suivi du cheminement des cohortes d'élèves (1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001) composées d'élèves de la 1^{re} à la 6^e année, fait partie du plan d'évaluation du Programme. Ces cohortes d'élèves sont observées, six ou sept ans plus tard, sous l'angle du retard scolaire, lequel retard est défini par le rapport entre l'âge et le niveau scolaire. À ce jour, les résultats du suivi des cohortes montrent que le pourcentage de retard scolaire des élèves qui ont fréquenté les écoles ciblées par le Programme de soutien à l'école montréalaise est inférieur aux élèves qui ont fréquenté d'autres écoles de même décile de défavorisation. De plus, les résultats montrent aussi que le pourcentage de retard scolaire des élèves qui ont fréquenté les écoles ciblées par le Programme de soutien à l'école montréalaise est inférieur ou légèrement supérieur à l'ensemble des élèves qui fréquentent les écoles publiques du Québec et ce, tout indice de défavorisation confondu. Le tableau ci-dessous illustre ces résultats.

Proportion (%) d'élèves en retard scolaire				
Cohorte	IMSE	ISFR	PSEM	RP
1998-1999*	24,35	22,92	16,24	19,41
1999-2000**	22,20	21,20	18,90	17,50
2000-2001***	25,50	23,70	19,60	19,30

IMSE : Indice du milieu socioéconomique

ISFR : Indice de faible revenu

PSEM : Programme de soutien à l'école montréalaise

RP : Réseau public

* : proportion d'élèves en retard scolaire en 2005-2006 issus de la cohorte 1998-1999.

** : proportion d'élèves en retard scolaire en 2006-2007 issus de la cohorte 1999-2000.

*** : proportion d'élèves en retard scolaire en 2006-2007 issus de la cohorte 2000-2001.

- Le suivi du cheminement de la cohorte d'élèves (2001-2002) fait partie du plan d'évaluation du Programme, mais les résultats seront disponibles en juin 2009.
- Les pourcentages des cohortes d'élèves des écoles ciblées par le Programme sont intéressants, particulièrement quand on considère que ces élèves se retrouvent uniquement dans le 10^e décile québécois de défavorisation, soit les plus défavorisés au Québec.

Mesure 1**Pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous****Orientation de la mesure**

Reconnaître la capacité à apprendre de tous les élèves et mettre en place les conditions pour assurer leur apprentissage.

Pourquoi des « pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous » particulièrement en milieu défavorisé ?

La réussite, l'orientation et la durée de la scolarité sont fortement liées au milieu socio-économique. Ainsi, les élèves issus de milieux défavorisés risquent davantage d'avoir une scolarité de courte durée et parsemée d'embûches dès l'entrée à l'école. Pourtant, les enfants issus de milieux défavorisés ont les mêmes capacités d'apprentissage que les autres.¹

Reconnaître cette capacité à apprendre de tous les élèves et mettre en place les conditions pour assurer leur apprentissage contribue à la réussite de la mission d'une école qui accueille des élèves issus de milieux défavorisés. Cette mission vise à faire apprendre ces élèves pour les faire réussir.

D'ailleurs, c'est ce que confirment plusieurs auteurs et chercheurs qui ont cherché à dégager les caractéristiques des écoles performantes (résultats scolaires élevés) en milieu défavorisé.² Les deux caractéristiques suivantes appuient cette idée :

- La mission de l'école porte d'abord sur l'apprentissage et sur la réussite de tous les élèves. Priorité de tous les instants, cette mission est la responsabilité de tous les acteurs concernés.
- L'équipe-école manifeste sa confiance dans la capacité de réussir des élèves et exprime des attentes élevées à leur égard.
 - L'expression d'attentes élevées envers les élèves est considérée comme un fondement de leur réussite.
 - La conviction que tous les enfants peuvent atteindre des résultats scolaires élevés, sans exception, conviction qui se concrétise dans l'action des intervenants au quotidien³.

Cette confiance en la capacité de réussir des élèves et l'expression d'attentes élevées à leur égard relèvent de l'évidence, diront certains. Mais cela peut se compliquer lorsque les intervenants des écoles font face quotidiennement à la culture des élèves qui semble, de prime abord, très éloignée de celle désirée par l'école. Que vient faire cette culture de l'élève en rapport avec la confiance des intervenants au sujet de leur réussite?

Croyances, attitudes et convictions à l'égard des élèves et de leur famille

La culture première de chaque individu se retrouve au cœur même du rapport qu'il établit avec le monde, avec soi et avec autrui.⁴ Cette culture première peut être définie par :

« l'ensemble des traits caractéristiques du mode de vie d'une société, d'une communauté ou d'un groupe, y compris les aspects que l'on peut considérer comme les plus quotidiens, les plus triviaux ou les plus "inavouables" »⁵.

¹ Chall, 1990; Fredericks, 1990; Heath, 1983

² Archambault, J., Ouellet, G., Harnois, L. (2006). *Diriger une école en milieu défavorisé- Ce qui ressort des écrits scientifiques et professionnels*. Université de Montréal en collaboration avec le Programme de soutien à l'école montréalaise, MELS.

³ Archambault, J., Ouellet, G., Harnois, L. (2006). *Diriger une école en milieu défavorisé- Ce qui ressort des écrits scientifiques et professionnels*. Université de Montréal en collaboration avec le Programme de soutien à l'école montréalaise, MELS.

⁴ Ministère de l'Éducation (2001), *La formation à l'enseignement*, Québec, Gouvernement du Québec. p.35

⁵ Forquin, J.-C. (1989), *École et culture. Le point de vue des sociologues britanniques*, Bruxelles, De Boeck.

Tandis que la culture seconde consiste en l'ensemble des œuvres produites par l'humanité pour se comprendre elle-même dans le monde.⁶ Fernand Dumont⁷ précise que la culture d'un individu se fonde sur les deux composantes du concept de culture défini plus haut.

Alors, une question se pose : peut-on dire que la rencontre de deux personnes signifie la rencontre de plusieurs cultures? Tout à fait. De cette rencontre peuvent émerger autant de splendeurs que de misères.

La culture première de l'élève est différente de celle visée par l'école. Il en est de même pour celle de l'enseignant et de tout intervenant. La culture visée par l'école correspond généralement à une norme souhaitée, elle représente une tentative de consensus social pour former une culture seconde reconnue socialement. Dans ce sens, le Programme de formation de l'école québécoise représente un élément important de la culture seconde souhaitée par l'école.

Le défi pour l'école n'est pas de combler l'écart entre la culture de l'élève et la culture souhaitée, mais de considérer la culture de l'élève pour mieux intervenir comme médiateur entre ces deux cultures. C'est pourquoi la teneur du regard porté par l'intervenant sur la culture de l'élève est capitale. Si l'intervenant porte un jugement négatif sur la culture des élèves ou la considère comme insuffisante pour faire les apprentissages visés et répondre aux attentes de l'école, le risque pour les élèves qu'ils ne s'y sentent pas à leur place, s'y sentent étrangers, voire même exclus, peut s'accroître de façon importante.

Par contre, si le regard que l'intervenant porte sur la culture de l'élève est caractérisé par la reconnaissance et la considération, la possibilité que l'enfant se sente accueilli s'accroît considérablement. Ainsi, il peut se reconnaître à l'école et construire de nouveaux savoirs. Or, la teneur du regard porté sur la culture de l'élève constitue une zone de pouvoir sur laquelle tout intervenant peut agir.

En somme, considérer la culture de l'élève, c'est reconnaître son bagage culturel comme levier pour l'apprentissage : qu'il s'agisse de ses intérêts, ses préoccupations, ses repères, ses représentations, son rapport à la langue, au savoir et à l'école; tous ces éléments culturels sont autant d'appuis pour guider les élèves dans leur construction de cette autre culture, celle souhaitée et valorisée socialement.

Il est important que tout intervenant de l'école reconnaisse la culture de l'élève, d'abord pour qu'il se sente reconnu à l'école, mais également pour que chacun des intervenants puisse mieux jouer son rôle de médiateur.

Agir comme médiateur c'est en premier lieu « prendre la mesure de la distance qui le sépare du rapport au monde hérité par ses élèves ». ⁸ En deuxième lieu, c'est guider les élèves dans leur apprentissage en reconnaissant leur rapport au monde et au savoir. L'expérience acquise par la formation et le travail permettra aux élèves de construire un nouveau rapport au monde, au savoir et à soi, donc d'apprendre pour mieux réussir.

Une équipe-école en milieu défavorisé qui développe des pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous, doit se questionner sur la posture adoptée par l'ensemble des intervenants de l'école au sujet de la culture des élèves et de leurs familles. Ils exploitent des pistes de réflexion qui mènent à ce questionnement pour valider leur posture et le caractère éducatif des moyens mis en place.

⁶ Ministère de l'Éducation (2001), *La formation à l'enseignement*, Québec, Gouvernement du Québec.

⁷ Dumont, F. (1968). *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*, Montréal, HMH.

⁸ Ministère de l'Éducation (2001), *La formation à l'enseignement*, Québec, Gouvernement du Québec. p.37

Exemples de pistes de réflexion :

- Est-ce qu'on remplit notre rôle de médiateur culturel?
 - Si oui, prend-on en compte la culture de tous les élèves?
- Adoptons-nous une attitude d'ouverture, de respect et de collaboration dans nos rapports avec les élèves, leurs familles et entre nous?
- Avons-nous confiance en la capacité d'apprentissage de tous les élèves?
 - Si oui, à quels indices pouvons-nous l'observer?
- Exprimons-nous des attentes élevées à l'égard de tous les élèves?
 - Si oui, comment?
- Croyons-nous que notre école et les personnes qui y travaillent peuvent faire la différence?
- Est-ce que les dispositifs mis en place à l'école pour que les élèves apprennent sont équitables, inclusifs ou engendrent-ils l'exclusion?

Dans une école qui accueille des élèves issus de milieux socio-économiques faibles, ce questionnement fait collectivement peut entraîner notamment les trois conséquences suivantes :

1. discuter des phénomènes d'inégalités (sociales et scolaires) ainsi que des phénomènes d'exclusion, des représentations, des croyances et des convictions de tout intervenant;
2. confronter ses façons de voir à celles des autres;
3. tendre vers une vision partagée des enjeux sociaux vécus à l'école.

Deux autres caractéristiques des écoles performantes en milieu défavorisé prennent tout leur sens ici et se lisent comme suit :

- L'école est un lieu sécuritaire et ordonné, propice aux apprentissages et où règnent l'ouverture, le respect et l'acceptation des différences.
- La direction et les enseignants sont expérimentés, connaissent et comprennent le milieu dans lequel ils œuvrent et sont passionnés par la cause des enfants de ce milieu⁹.

Des conditions à mettre en place pour assurer l'apprentissage de tous

Plusieurs conditions existent pour assurer l'apprentissage de tous. Nous n'avons pas l'intention de présenter une liste exhaustive. Les conditions retenues à l'intérieur de la mesure « Pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous » font référence à celles mentionnées dans les résultats de recherches effectuées en milieu défavorisé. Ces conditions sont de trois ordres : l'efficacité des pratiques pédagogiques, des pratiques de gestion centrées sur l'apprentissage et une responsabilité partagée entre tous les intervenants pour faire de l'école, un lieu d'apprentissage et de réussites pour tous.

L'efficacité des pratiques pédagogiques

Des pratiques pédagogiques efficaces sont des pratiques permettant aux élèves d'apprendre. Pour ce faire, il est important que le personnel enseignant connaisse et comprenne *ce qu'est apprendre* ainsi que les facteurs et les processus qui sont liés à l'apprentissage tels que le traitement de l'information, la métacognition, l'autorégulation, la motivation, la prise en charge par l'élève de son apprentissage, un environnement propice à l'apprentissage, pour ne nommer que ceux-là. Ainsi, les enseignants peuvent adopter des pratiques pédagogiques efficaces en toute connaissance de cause et constater qu'ils ont du pouvoir par leur intervention.

La liste suivante résume les principaux éléments retrouvés sous la caractéristique « Enseignement et pédagogie » dans les écoles performantes en milieu défavorisé¹⁰ :

⁹ Archambault, J., Ouellet, G., Harnois, L. (2006). *Diriger une école en milieu défavorisé- Ce qui ressort des écrits scientifiques et professionnels*. Université de Montréal en collaboration avec le Programme de soutien à l'école montréalaise, MELS.

- La présence d'une variété d'approches et d'interventions.
- La recherche de nouvelles façons d'enseigner.
- L'expérimentation comme moyen d'améliorer les pratiques.
- Un enseignement et un apprentissage de qualité pour tous les élèves.
- Une évaluation et un suivi de l'apprentissage et de l'enseignement.
- Une amélioration continue du curriculum.
- L'utilisation des données concernant les élèves et l'évaluation régulière et fréquente de leurs progrès afin d'aider à l'apprentissage.
- Une meilleure évaluation des domaines où chaque élève doit s'améliorer, ce qui permet d'identifier les stratégies d'enseignement appropriées.
- La prise en compte de la culture et de la langue maternelle de l'enfant.
- Une pédagogie intégrant les valeurs culturelles et sociales des élèves.
- L'augmentation du temps de travail des élèves sur des éléments spécifiques et plus difficiles.
- L'utilisation maximale du temps d'enseignement.

Tous ces éléments reviennent soit dans les recherches, soit dans les articles de revue professionnelle, peu importe le pays.

Il est donc important que chacune des équipes-écoles examine les dispositifs mis en place pour faire apprendre les élèves afin de s'assurer que ceux-ci soient profitables pour l'apprentissage de tous les élèves.

Une équipe-école en milieu défavorisé qui développe des pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous, doit se questionner sur ses pratiques pédagogiques. Les membres de l'équipe-école exploitent des pistes de réflexion qui mènent à ce questionnement pour valider leur pratique et l'améliorer.

Exemples de pistes de réflexion :

- Nos pratiques pédagogiques tiennent-elles compte de ce que les élèves savent et sont?
- Nos pratiques pédagogiques voient-elles à ce que les élèves se sentent culturellement engagés par les tâches proposées?
- Nos pratiques pédagogiques recourent-elles à des situations et des contextes d'apprentissage variés?
- Nos pratiques pédagogiques incluent-elles des évaluations régulières des impacts de nos interventions pédagogiques?
- Nos pratiques pédagogiques sont-elles remises en question?
- Nos pratiques pédagogiques sont-elles régularisées?
- Est-ce que l'innovation pédagogique est favorisée entre nous?

Il est présumé qu'un regard positif porté sur la culture de l'élève associé à des pratiques pédagogiques efficaces accroît la possibilité que les élèves issus des milieux défavorisés fassent des apprentissages et réussissent. Cette possibilité augmente en la combinant avec une autre condition : des pratiques de gestion centrées sur l'apprentissage.

Une gestion éducative de l'école

La gestion d'une école en milieu défavorisé doit participer elle aussi aux pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous. C'est d'ailleurs ce que l'on entend par l'expression consacrée en administration scolaire « la gestion éducative de l'établissement ». La définition qui suit rend bien l'idée de la mesure 1 du Programme de soutien à l'école montréalaise :

« La gestion éducative d'un établissement scolaire est guidée par une intention éducative et par un cadre conceptuel riche, systémique et rigoureux en matière éducative, et a pour

¹⁰ Archambault, J., Ouellet, G., Harnois, L. (2006). *Diriger une école en milieu défavorisé- Ce qui ressort des écrits scientifiques et professionnels*. Université de Montréal en collaboration avec le Programme de soutien à l'école montréalaise, MELS.

objectif d'agir pour avoir un effet sur l'apprentissage. Elle consiste à s'assurer que les services éducatifs, les structures et le fonctionnement de l'établissement concourent à favoriser l'apprentissage des élèves et des intervenants de l'école¹¹.»

Ceci implique que la direction d'une école en milieu défavorisé saisit chacune des occasions qui se présentent pour illustrer sa préoccupation et son questionnement reliés à l'apprentissage chez les élèves et chez le personnel. Cela veut aussi dire que l'organisation scolaire et les dispositifs mis en place pour soutenir l'ensemble des élèves, y compris ceux qui éprouvent des difficultés particulières, sont structurés de façon à rendre optimal l'apprentissage. Pour savoir ce qui est optimal, il faut tenir à jour ses connaissances sur l'apprentissage, voir à ce que l'analyse régulière de l'efficacité des formes de soutien et des services offerts se fasse et, enfin, superviser la mise en place de modèles d'organisation scolaire qui favorisent l'apprentissage de tous.

Une fois de plus, il est écrit dans les résultats de recherches sur les écoles performantes en milieu défavorisé que :

« La direction exerce un *leadership* pédagogique et administratif. Cependant, on y observe que le rôle des directions vis-à-vis de la pédagogie, de l'apprentissage, du climat de l'école est primordial. »

Or, une direction d'école de milieu défavorisé qui tend à une gestion éducative de son établissement est une direction qui se questionne sur ses pratiques afin de les améliorer.

Exemples de pistes de réflexion :

- Est-ce que je tiens compte de ce que le personnel connaît et fait?
- Est-ce que les conditions propices pour que le personnel de l'école puisse accroître ses connaissances sur les phénomènes d'inégalités sont réunies?
- Est-ce que j'interviens auprès du personnel qui juge de façon négative les élèves et leurs familles?
- Est-ce que des moyens sont mis en place pour soutenir le personnel de l'école qui ne connaît pas des éléments de la culture des élèves et de leurs familles?
- Est-ce que le personnel enseignant, professionnel et du service de garde profite des conditions nécessaires à la collaboration (par exemple : du temps de libération ou un aménagement de l'horaire tenant compte des besoins) pour mieux assurer la préparation, l'évaluation et le réajustement nécessaires à l'efficacité des actions?
- Est-ce que je sais comment faire de la supervision professionnelle, notamment autour des questions qui touchent la particularité de la défavorisation?
- Est-ce que je soutiens l'innovation pédagogique?

En somme, un regard positif sur la culture de l'élève associé à des pratiques pédagogiques efficaces dans une école gérée de façon éducative par la direction accroît la possibilité que les élèves issus des milieux défavorisés fassent des apprentissages et réussissent. Cette possibilité augmente en la combinant avec une autre condition, soit celle d'une responsabilité partagée pour faire de l'école, un lieu d'apprentissage pour tous.

Une responsabilité partagée pour faire de l'école, un lieu d'apprentissage pour tous

Des pratiques éducatives dans une école qui accueille des élèves issus de milieux défavorisés sont l'affaire de tous. Pour ce faire, les intervenants de l'école ne peuvent faire l'économie de la réflexion autour de grands thèmes tels que les phénomènes d'inégalités sociales et d'inégalités scolaires, les rapports au savoir, à la langue, et au monde des élèves, l'apprentissage et les différents facteurs qui lui sont reliés, l'organisation scolaire au service des besoins d'apprentissage des élèves, des services éducatifs offerts, etc. Si bien que cet exercice fait collectivement mène à une vision

¹¹ Archambault, J. (2006). Gestion éducative de l'établissement scolaire et sentiment d'efficacité personnelle. *Le Point en administration scolaire*, 9(1), 6-9.

partagée de l'intervention éducative en milieu défavorisé et peut produire certainement un effet mobilisateur chez les intervenants.

Cet exercice collectif autour de la vision de l'intervention éducative exige de tous les intervenants une collaboration. Le partage d'idées et de « façons de voir » différentes associé à une posture de recherche de « mieux faire » concourt à créer une communauté d'apprentissage engagée. Il favorise aussi le déploiement de la diversité d'expertise et construit progressivement la cohésion au sein des pratiques de tous. De surcroît, tous les intervenants sont conviés à prendre collectivement la responsabilité de faire apprendre et réussir les élèves.

En rapport avec la mise sur pied d'une communauté d'apprentissage, Bielaczyc et Collins (1999) mentionnent 4 repères¹² :

- diversité d'expertise parmi les membres qui sont valorisés pour leurs contributions;
- objet partagé qui permet le développement continu des savoirs et des habiletés de la communauté;
- capacité métacognitive qui incite les membres à s'interroger sur les façons dont l'apprentissage survient (apprendre à apprendre);
- mécanismes qui permettent le partage des savoirs et des habiletés développées.

Pour conclure

« Des pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous » engage tous les intervenants d'une école en milieu défavorisé à connaître et comprendre le milieu dans lequel ils œuvrent, à adopter une attitude d'ouverture envers les élèves et leurs familles et à être convaincus des capacités d'apprentissage de tous les élèves. Elles requièrent également des intervenants de mettre à jour leurs connaissances sur l'apprentissage et les facteurs qui lui sont liés afin d'intervenir efficacement auprès des élèves. Ces pratiques pédagogiques doivent être soutenues par une gestion d'école centrée sur l'apprentissage, donc par une direction d'école qui favorise l'innovation pédagogique, convie les intervenants à planifier et réguler ensemble les dispositifs mis en place et crée les conditions pour qu'ils puissent le faire. Enfin, « ces pratiques éducatives au service de l'apprentissage de tous » ne pourront prendre leur plein essor que dans une communauté apprenante engagée, afin que la diversité d'expertise soit mobilisée au profit de l'apprentissage et de la réussite de tous les élèves.

¹² Bielaczyc et Collins, 1999

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Dans le cadre du renouveau pédagogique, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a versé les sommes suivantes pour la formation du personnel enseignant et celui des directions d'école en 2008-2009 :

- Formation générale des jeunes : 8,3 M\$
- Formation générale des adultes : 6,5 M\$

Pour l'année scolaire 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Prévision d'embauche de personnel enseignant en 2009-2010. Préciser :

- a) par niveau;
- b) par région;
- c) par commission scolaire;
- d) par matière d'enseignement.

RÉPONSE

Les prévisions de besoins de recrutement de personnel enseignant proviennent de l'**Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant** que le Ministère transmet à chacune des commissions scolaires. Ces prévisions sont disponibles pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires.

- a) par niveau (ordre d'enseignement) :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant selon l'ordre d'enseignement pour l'année 2009-2010	
Ordre d'enseignement	Prévision de recrutement 2009-2010
Éducation préscolaire et enseignement primaire	1 698
Enseignement secondaire, formation générale des jeunes	953
Total	2 651
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version mars 2009	
Note : Les données sont arrondies.	

b) par région :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant par région administrative pour l'année 2009-2010	
Région administrative	Prévision de recrutement 2009-2010
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25
Bas-Saint-Laurent	48
Saguenay-Lac-Saint-Jean	40
Capitale-Nationale	167
Chaudière-Appalaches	106
Mauricie	32
Centre-du-Québec	60
Estrie	102
Montréal	467
Montréal	615
Laval	194
Lanaudière	115
Laurentides	176
Outaouais	216
Abitibi-Témiscamingue	58
Côte-Nord	43
Nord-du-Québec	187
Total	2 651
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version mars 2009	
Note : Les données sont arrondies.	

c) par commission scolaire :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant par commission scolaire pour l'année 2009-2010		
Région administrative	Commission scolaire	Prévision de recrutement 2009-2010
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La commission scolaire des Îles	4
	La commission scolaire des Chic-Chocs	10
	La commission scolaire René-Lévesque	0
	La commission scolaire Eastern Shore	10
Bas-Saint-Laurent	La commission scolaire des Monts-et-Marées	4
	La commission scolaire des Phares	17
	La commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	12
	La commission scolaire de Kamouraska - Rivière-du-Loup	15
Saguenay-Lac-Saint-Jean	La commission scolaire du Pays-des-Bleuets	4
	La commission scolaire du Lac-Saint-Jean	17
	La commission scolaire des Rives-du-Saguenay	9
	La commission scolaire De La Jonquière	11
Capitale-Nationale	La commission scolaire de Charlevoix	7
	La commission scolaire de la Capitale	56
	La commission scolaire des Découvreurs	22
	La commission scolaire des Premières-Seigneuries	27
	La commission scolaire de Portneuf	14
	La commission scolaire Central Québec	41
Chaudière-Appalaches	La commission scolaire de la Côte-du-Sud	26
	La commission scolaire de L'Amiante	13
	La commission scolaire de la Beauce-Etchemin	11
	La commission scolaire des Navigateurs	57
Mauricie	La commission scolaire du Chemin-du-Roy	27
	La commission scolaire de l'Énergie	5
Centre-du-Québec	La commission scolaire de la Rivéraine	10
	La commission scolaire des Bois-Francis	19
	La commission scolaire des Chênes	31
Estrie	La commission scolaire des Hauts-Cantons	21
	La commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	46
	La commission scolaire des Sommets	18
	La commission scolaire Eastern Townships	17
Montérégie	La commission scolaire de Sorel-Tracy	14
	La commission scolaire de Saint-Hyacinthe	42
	La commission scolaire des Hautes-Rivières	16
	La commission scolaire Marie-Victorin	80
	La commission scolaire des Patriotes	85
	La commission scolaire du Val-des-Cerfs	42
	La commission scolaire des Grandes-Seigneuries	42

Montréal (suite)	La commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	21
	La commission scolaire des Trois-Lacs	58
	La commission scolaire Riverside	46
	La commission scolaire New Frontiers	23
Montréal	La commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	102
	La commission scolaire de Montréal	200
	La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	152
	La commission scolaire English-Montréal	71
	La commission scolaire Lester-B.-Pearson	90
Laval	La commission scolaire de Laval	118
	La commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	75
Lanaudière	La commission scolaire des Affluents	73
	La commission scolaire des Samares	42
Laurentides	La commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	72
	La commission scolaire de la Rivière-du-Nord	62
	La commission scolaire des Laurentides	27
	La commission scolaire Pierre-Neveu	15
Outaouais	La commission scolaire des Draveurs	35
	La commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	78
	La commission scolaire au Coeur-des-Vallées	33
	La commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	24
	La commission scolaire Western Québec	47
Abitibi-Témiscamingue	La commission scolaire du Lac-Témiscamingue	4
	La commission scolaire de Rouyn-Noranda	16
	La commission scolaire Harricana	13
	La commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	13
	La commission scolaire du Lac-Abitibi	11
Côte-Nord	La commission scolaire du Littoral	18
	La commission scolaire de l'Estuaire	5
	La commission scolaire du Fer	16
	La commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	4
Nord-du-Québec	La commission scolaire crie	75
	La commission scolaire Kativik	103
	La commission scolaire de la Baie-James	8
Total		2 651
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version mars 2009		
Note : Les données sont arrondies.		

d) par matière d'enseignement :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant selon les matières pour l'année 2009-2010	
Matière	Prévision de recrutement 2009-2010
Adaptation scolaire	293
Titulaire préscolaire	265
Titulaire primaire	872
Langue d'enseignement	118
Maths et sciences	71
Étique et culture religieuse	194
Sciences humaines	-36
Informatique	20
Langue seconde	204
Éducation physique	134
Musique	253
Arts plastiques	204
Classes d'accueil	18
Autres matières	40
Total	2 651
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version mars 2009	
Note : Les données sont arrondies.	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie du dernier Plan triennal d'immobilisations (PTI)

RÉPONSE

Le Plan quinquennal d'immobilisations (PQI) est approuvé par le Conseil du trésor. Pour obtenir une copie, une demande doit leur être adressée.

Par ailleurs, la réponse à la question n° 92 dresse le bilan des sommes investies en 2008-2009 et qui découle du plan approuvé par le gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école en 2008-2009.

RÉPONSE

Exceptionnellement cette année, les informations ne seront pas disponibles avant la mi-mai 2009 en raison de l'implantation d'un nouveau système de collecte de données.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2008 et prévisions pour le 30 juin 2009.

RÉPONSE

La liste jointe en annexe présente, pour chaque commission scolaire, le montant du surplus ou du déficit accumulé au 30 juin 2008. Les données au 30 juin 2009 ne sont pas disponibles.

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2008 Rapport financier analysé - \$
689000	Littoral	1 715 150
711000	Monts-et-Marées	761 829
712000	Phares	3 996 611
713000	Fleuve-et-des-Lacs	3 930 640
714000	Kamouraska—Rivière-du-Loup	4 129 022
721000	Pays-des-Bleuets	2 383 471
722000	Lac-Saint-Jean	4 089 607
723000	Rives-du-Saguenay	4 641 881
724000	Jonquière	2 370 352
731000	Charlevoix	2 581 313
732000	Capitale	15 233 915
733000	Découvreurs	1 023 604
734000	Premières-Seigneuries	6 512 071
735000	Portneuf	(68 152)
741000	Chemin-du-Roy	1 148 363
742000	Énergie	148 027
751000	Hauts-Cantons	2 105 260
752000	Région-de-Sherbrooke	9 505 576
753000	Sommets	887 491
759000	Crie	7 030 964
761000	Pointe-de-l'Île	25 486 540
762000	Montréal	28 385 455
763000	Marguerite-Bourgeoys	7 873 254
769000	Kativik	738 275
771000	Draveurs	4 601 626
772000	Portages-de-l'Outaouais	4 067 313
773000	Coeur-des-Vallées	1 454 745
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	296 495
781000	Lac-Témiscamingue	100 595
782000	Rouyn-Noranda	1 418 797
783000	Harricana	1 506 080
784000	Or-et-des-Bois	2 737 063
785000	Lac-Abitibi	1 714 284
791000	Estuaire	780 738
792000	Fer	6 540 962
793000	Moyenne-Côte-Nord	1 224 158
800000	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal	(6 925 194)
801000	Baie-James	2 675 410
811000	Îles	3 499 826
812000	Chic-Chocs	3 396 692

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2008 Rapport financier analysé - \$
813000	René-Lévesque	4 623 140
821000	Côte-du-Sud	4 406 910
822000	Appalaches	647 468
823000	Beauce-Etchemin	14 279 060
824000	Navigateurs	12 992 966
831000	Laval	20 168 449
841000	Affluents	14 906 971
842000	Samares	10 081 709
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles	15 219 699
852000	Rivière-du-Nord	9 878 038
853000	Laurentides	2 021 099
854000	Pierre-Neveu	2 996 534
861000	Sorel-Tracy	2 555 056
862000	Saint-Hyacinthe	4 012 545
863000	Hautes-Rivières	2 596 533
864000	Marie-Victorin	4 773 941
865000	Patriotes	17 308 014
866000	Val-des-Cerfs	3 939 473
867000	Grandes-Seigneuries	10 868 835
868000	Vallée-des-Tisserands	1 340 901
869000	Trois-Lacs	4 263 237
871000	Riveraine	411 859
872000	Bois-Francis	7 604 408
873000	Chênes	2 816 564
881000	Central Québec	536 937
882000	Eastern Shores	1 578 006
883000	Eastern Townships	(8 721 403)
884000	Riverside	2 796 034
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	(2 681 417)
886000	Western Québec	2 728 740
887000	English-Montréal	15 648 409
888000	Lester-B.-Pearson	7 042 497
889000	New Frontiers	1 383 178

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées dans le cadre du plan d'action pour contrer la violence à l'école et bilan de la mise en œuvre de ce plan.

RÉPONSE

Il s'agit d'un investissement total de 16 880 000 \$ étalé sur trois ans et repart de la façon suivante :

Formation et accompagnement (agents de soutien, groupes-relais, sessions de formation)	4 145 000 \$
Mise en place d'interventions efficaces (allocation aux commissions scolaires)	6 900 000 \$
Service d'accompagnement des élèves suspendus ou expulsés (allocation aux commissions scolaires)	5 250 000 \$
Mécanismes d'information et d'échange (bulletin semestriel, site Internet, forum national, outil de référence)	120 000 \$
Interventions nationales (monitorage, comité d'experts, suivi, etc.)	465 000 \$
Total	16 880 000 \$

Ventilation annuelle des sommes investies

- 5 783 000 \$ en 2008-2009
- 5 574 000 \$ en 2009-2010
- 5 523 000 \$ en 2010-2011

Le tableau joint en annexe présente un état de situation de la mise en œuvre du plan d'action.

PLAN D'ACTION POUR PRÉVENIR ET TRAITER LA VIOLENCE À L'ÉCOLE – 2008-2011

ÉTAT DE SITUATION DE MISE EN ŒUVRE

Mesure	État de la situation – Mars 2009	Echéancier
Portrait de situation de la présence de la violence dans l'école	Une grille pour aider les écoles à faire leur autoportrait des actions réalisées a été remise aux agents de soutien régionaux et une autre grille pour les aider à faire leur portrait des manifestations de la violence est en préparation. Les agents accompagneront les CS dans l'appropriation de cette grille. Certaines écoles ont déjà commencé à faire ce portrait à partir d'autres grilles. En juin 2009, il sera demandé aux agents de soutien de faire le point sur la mise en place de cette mesure.	En juin 2009, la plupart des écoles devraient avoir réalisé leur autoportrait
Agents de soutien régionaux	Douze agents de soutien sont embauchés dans l'ensemble des régions du Québec. Différents moyens sont mis en place pour les soutenir dans leur mandat auprès des CS (conférences téléphoniques, rencontres, courriels, appels, etc.).	Actuellement embauchés
Groupe-relais régionaux	Sur les douze groupe-relais attendus, 9 sont en place et 3 sont en constitution.	Tous créés en avril 2009
Sessions de formation et d'accompagnement	Douze sessions seront données entre avril et décembre 2009, selon le calendrier établi avec les agents de soutien.	Annuel, durant 3 ans
Outils de soutien variés	<ul style="list-style-type: none"> – Un outil de référence sur diverses manifestations de violence, un relevé de littérature et un répertoire de pratiques prometteuses sont en élaboration. – Un premier bulletin d'information semestriel sortira ce printemps. Un autre devrait sortir en juin 2009. – Un forum national à l'intention des agents de soutien et des groupe-relais est en préparation pour l'automne 2009. Un projet sera présenté aux autorités du MELS ce printemps. 	En élaboration 2 par année durant 3 ans Automne 2009
Stratégie d'intervention dans l'école	Les écoles se donneront leur stratégie ou mettront à jour celle qu'elle possède déjà, à la lumière de l'autoportrait de situation qu'elles ont commencé à faire ou qu'elles feront. En juin 2009, il sera demandé aux agents de soutien de faire le point sur la mise en place de cette mesure.	Juin 2009
Mise en place d'interventions efficaces, en vue d'agir tôt	L'allocation 08-09 (2,3 M\$) a été versée aux CS. Elle leur est utile pour bonifier ce qu'elles font déjà et ce qu'elles décideront de faire, l'an prochain, après avoir fait leur portrait de situation. En juin 2009, il sera demandé aux agents de soutien de faire le point sur la mise en place de cette mesure.	Allocation récurrente
Service d'accompagnement des élèves suspendus ou expulsés de l'école	L'allocation 08-09 (1,75 M\$) a été versée aux CS pour les aider à mettre en place ce service. En juin 2009, il sera demandé aux agents de soutien de faire le point sur la mise en place de cette mesure.	Allocation récurrente
Plan d'intervention en situation d'urgence dans la commission scolaire	Plusieurs CS mettent à jour, en collaboration avec leurs services de police, leur plan sur les mesures d'urgence. L'opération pourra être un peu plus longue que prévue, car plusieurs CS veulent en profiter pour revoir ou se donner en même temps des plans d'intervention dans des situations de catastrophes diverses, et non pas seulement en cas de violence. En juin 2009, il sera demandé aux agents de soutien de faire le point sur la mise en place de cette mesure.	Décembre 2009
Mécanisme national de concertation	Les ministères concernés par la question de la violence ont désigné leur représentant pour le comité de concertation national. La première rencontre est prévue pour ce printemps.	Continu (première réunion en avril 2009)
Préparation de base du futur personnel scolaire	Un comité a été mis en place, avec la collaboration de la Direction de la formation et de la titularisation du personnel scolaire (DFTPS), pour aider les universités à prendre en compte des questions comme la violence dans la formation initiale du personnel scolaire. Des rencontres ont eu lieu à ce sujet avec les doyens concernés et les responsables universitaires de la formation. Accueil très favorable.	Continu
Portrait de situation national et système de monitoring	<p>Un rapport a été rédigé sur la violence perçue et subie dans le milieu scolaire, à partir de portraits que des écoles ont dressés sur leur climat socio-éducatif entre 2001 et 2005. Il est en ce moment à l'étape de l'analyse et sera transmis sous peu aux autorités.</p> <p>Un système de monitoring récurrent sera mis en place à l'automne 2009. Il permettra au Ministère d'avoir un portrait juste de la présence de la violence dans les écoles du Québec.</p>	Avril 2009 Automne 2009
Comité d'experts	Un comité d'experts a été mis sur pied pour valider certaines actions qui découlent de l'application des diverses mesures du plan d'action.	Continu
Comité de suivi	Un comité de suivi a été créé avec la collaboration de la Table de concertation sur la violence en milieu scolaire (3 réunions tenues).	Continu

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État de situation concernant le plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA).

- a) Montant investi par région et par commission scolaire.
- b) Ventilation des 955 nouvelles places pour des élèves qui sont hospitalisés ou hébergés dans un centre jeunesse ou dans un centre pour jeunes toxicomanes ainsi que le montant réellement dépensé en 2008-2009.

RÉPONSE

- a) L'annexe 1 fait état de la mise en œuvre de chacune des mesures du plan d'action pour soutenir la réussite des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA), alors que le tableau de l'annexe 2 précise les sommes qui sont allouées en 2008-2009 par région et par commission scolaire pour certaines mesures de ce plan d'action.
- b) Il n'est pas possible de répartir les 955 nouvelles places par commission scolaire ou par établissement du réseau de la santé et des services sociaux étant donné que ce chiffre est la différence entre le volume de places financées en 2007-2008 et le nombre de places qui le seront en 2008-2009. La liste des ressources reconnues par le Ministère dans le cadre du financement des places MELS-MSSS est fournie à l'annexe 1.

Les sommes que le Ministère prévoit allouer aux commissions scolaires pour le financement de ces places se répartissent de la façon suivante. Il est à noter que ces sommes portent sur l'ensemble des places (et non seulement les 955 nouvelles places) et ne sont pas incluses dans le volet a) de la présente question.

Allocation <i>a priori</i> ¹	10 906 500 \$
Allocation selon la déclaration au 30 septembre ²	
- Élèves présents	20 666 442 \$
- Élèves non présents	<u>14 769 380 \$</u>
Total	46 342 322 \$

1 Pour le financement des places dans des centres pour jeunes toxicomanes, dans des centres hospitaliers offrant des soins de courte durée, dans des centres de réadaptation pour jeunes en difficulté à l'intérieur desquels aucune scolarisation n'est offerte ainsi que dans les foyers de groupe et les ressources intermédiaires relevant des centres jeunesse.

2 Il s'agit de données provisoires, calculées à partir des élèves déclarées au bilan 2 du système Charlemagne, soit au 31 janvier 2009, avant la validation des EHDAA. Cette allocation sera confirmée au début du mois de mai. Elle vise les élèves qui sont scolarisés dans un centre de réadaptation pour jeunes en difficulté ou dans un centre hospitalier offrant des soins de longue durée.

État de la situation concernant la mise en œuvre des mesures - Mars 2009

Mesure	État de la situation - Mars 2009
<p>1 Rappel au milieu scolaire que l'organisation des services doit se faire sur la base de l'évaluation des besoins et des capacités de chaque élève. À cet effet, le MELS fera connaître, par l'intermédiaire des ressources d'accompagnement (voir mesure 2 ci-après), diverses modalités de regroupement permettant l'intégration, à temps plein ou à temps partiel, à la classe ordinaire et, selon les besoins, la fréquentation de la classe spéciale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Précisions présentées au milieu scolaire par des personnes-ressources régionales, présentes dans toutes les régions depuis l'automne 2008. ▪ Personnes-ressources régionales soutenues et accompagnées par des personnes-ressources nationales.
<p>2 Accompagnement des commissions scolaires et des directions d'établissement dans la diversification des modalités d'organisation des services aux EHDAA, par une équipe de personnes d'expérience.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allocation récurrente d'environ 2,4 M \$ prévue aux règles budgétaires 2008-2009. ▪ 18 personnes-ressources régionales (plus 3 à venir) présentes dans toutes les régions (1 à 3 personnes par région). ▪ 2 personnes-ressources nationales en soutien et en accompagnement aux personnes-ressources régionales.
<p>3 Suivi de l'application de l'approche prévue par la convention collective du personnel enseignant qui préconise une organisation des services éducatifs aux élèves en tenant compte de leurs besoins plutôt que de leur appartenance à une catégorie de difficulté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tournée des régions en cours de réalisation en prévision des prochaines conventions collectives.
<p>4 Réduction de la taille des groupes d'élèves (20 p. 100), au 2^e et 3^e cycle du primaire et à la 1^{re} année du secondaire, dans les écoles les plus défavorisées du Québec (indices 9 et 10), pour favoriser la prévention – Embauche de 1 000 enseignants additionnels (56,3 M\$).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Application graduelle, à compter de l'année scolaire 2009-2010, tel qu'annoncé dans le plan d'action. ▪ Diminution de 20 p. 100 au 2^e cycle du primaire prévue en 2009-2010.
<p>5 Définition de lignes directrices concernant les conditions requises pour une intégration réussie des EHDAA à la classe ordinaire (éléments favorables, contraintes et limites de la situation).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédaction en cours par le MELS.
<p>6 Libération ponctuelle d'enseignants qui accueillent plusieurs EHDAA dans leur classe ordinaire : 3,5 M\$ sera accordé aux commissions scolaires à cet effet.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allocation supplémentaire récurrente disponible depuis l'année scolaire 2008-2009.
<p>7 Élaboration, par le MELS, d'un cadre de référence relatif aux élèves ayant des difficultés de comportement afin de soutenir les intervenants dans leur action et dans l'organisation des services destinés à ces élèves.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherches et consultations réalisées. ▪ Rédaction en cours.
<p>8 Établissement, par les commissions scolaires, d'une procédure d'examen des plaintes formulées par les élèves ou leurs parents. Cette procédure devra inclure la désignation d'un protecteur de l'élève neutre et extérieur à la commission scolaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet de loi adopté en octobre 2008. ▪ Entrée en vigueur (articles de loi concernés) décrétée le 1^{er} juillet 2009.
<p>9 Suivi par le MELS, des demandes de révision de décision adressées aux commissions scolaires (LIP, article 187.1).</p>	<p>Début de la réalisation prévue en juin 2009, au moment du dépôt par les commissions scolaires des rapports.</p>

<p>10 Élaboration d'outils d'information à l'intention des parents (exemple : plan d'intervention, formation destinée aux membres des comités consultatifs EHDAA, etc.).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche et consultations réalisées. ▪ Entente convenue avec la Fédération des comités de parents du Québec pour le développement d'outils d'information à l'intention des parents présents dans les comités consultatifs des services aux EHDAA. ▪ Autre publication en préparation, en collaboration avec le MESS, concernant les services de soutien à l'emploi pour les jeunes ayant des besoins particuliers qui se retrouvent sur le marché du travail.
<p>11 Ajout de 8 personnes-ressources pour soutenir les intervenants scolaires dans la réalisation des plans d'action locaux conjoints prévus à l'Entente de complémentarité MSSS-MELS – 750 000 \$</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Personne-ressource nationale a été embauchée. ▪ Personnes-ressources présentes dans 7 des 11 régions.
<p>12 Soutien à la réalisation de projets conjoints favorisant le développement de l'expertise et l'arrimage des interventions entre le réseau de l'éducation et celui de la santé et des services sociaux - 500 000 \$</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 projets soutenus pour l'année scolaire 2008-2009. ▪ Mesure prévue dans le Programme de soutien à la recherche et au développement en adaptation scolaire (mesure 30054) à compter de l'année 2009-2010.
<p>13 Production d'un guide favorisant l'élaboration d'ententes portant sur la prestation conjointe de services aux élèves handicapés ou en difficulté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document produit et disponible sur le site Internet du MELS : <i>Guide d'élaboration d'un protocole d'entente sur la prestation conjointe de services aux jeunes par le réseau de l'éducation et le réseau de la santé et des services sociaux.</i>
<p>14 Révision des modalités de financement des places MSSS-MELS afin de tenir compte des nouveaux besoins des élèves – 2,3 M\$, ajout de 955 places.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelles modalités en vigueur depuis l'année scolaire 2008-2009. ▪ Prise en compte du virage milieu du MSSS.
<p>15 Précision des composantes de formation initiale visant à mieux préparer tous les futurs enseignants à l'intervention auprès des EHDAA, qu'ils soient en classe ordinaire ou en classe spéciale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux en cours par un comité formé de représentants du MELS et des universités.
<p>16 Invitation aux universités à élaborer des formules souples pour les programmes de formation du 2^e cycle permettant de répondre aux besoins de spécialisation en orthopédagogie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux en cours par un comité formé de représentants du MELS et des universités.
<p>17 Demande aux commissions scolaires de faire en sorte que chaque enseignant intègre des activités liées à l'intervention auprès des EHDAA à l'intérieur de son plan de formation continue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Demande formelle sera faite aux commissions scolaires à la suite des travaux du comité liés aux mesures 15 et 16.
<p>18 Examen des modalités de financements et de prestation des services aux élèves handicapés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux en cours.
<p>19 Publication, en annexe aux règles budgétaires de chaque année scolaire, des montants alloués à chaque commission scolaire pour toutes les catégories d'élèves handicapés et de la somme additionnelle versée pour les élèves à risque ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Cette information devra être transmise aux écoles, aux syndicats et aux parents.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelles annexes présentes aux règles budgétaires 2008-2009.

20 Analyse des résultats de l'évaluation de l'application de la politique de l'adaptation scolaire.	<ul style="list-style-type: none">▪ Plusieurs des recommandations de ce rapport seront prises en considération dans le cadre du présent plan d'action.▪ Au cours de la prochaine année scolaire, poursuite, en collaboration avec le Groupe de concertation en adaptation scolaire, de l'analyse des résultats de cette évaluation.
21 Suivi à la recommandation du rapport d'évaluation qui propose de former et d'outiller les directions d'école au regard de l'élaboration et de l'évaluation des plans d'intervention.	<ul style="list-style-type: none">▪ Volet priorisé dans le cadre de la planification 2009-2010 des personnes-ressources pour l'accompagnement des gestionnaires des commissions scolaires et des écoles (mesure 2).

Plan d'action pour soutenir la réussite des EHDAA : répartition des sommes par région et par commission scolaire pour la mise en oeuvre de certaines mesures, année scolaire 2008-2009

Direction régionale	Région administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires (mesure 2) ¹	Libération des enseignants (mesure 6)	Complémentarité MELS-MSSS (mesures 11 et 12) ²
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la- Madeleine	Bas-Saint-Laurent	CS des Monts-et-Marées		23 724 \$	
	Bas-Saint-Laurent	CS des Phares		31 695 \$	
	Bas-Saint-Laurent	CS du Fleuve-et-des-Lacs		14 889 \$	
	Bas-Saint-Laurent	CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup		30 191 \$	
	Total région			100 499 \$	
	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	CS des Îles		7 106 \$	
	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	CS des Chic-Chocs		15 866 \$	
	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	CS René-Lévesque		21 807 \$	
	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	CS Eastern Shores		13 422 \$	
	Total région			58 201 \$	
	Total DR		188 000 \$	158 700 \$	46 000 \$
Saguenay--Lac-Saint- Jean	Saguenay--Lac-Saint-Jean	CS du Pays-des-Bleuets		23 499 \$	
	Saguenay--Lac-Saint-Jean	CS du Lac-Saint-Jean		37 485 \$	
	Saguenay--Lac-Saint-Jean	CS des Rives-du-Saguenay		25 078 \$	
	Saguenay--Lac-Saint-Jean	CS De La Jonquière		25 754 \$	
	Total région et DR		120 000 \$	111 816 \$	36 000 \$
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	Capitale-Nationale	CS de Charlevoix		9 512 \$	
	Capitale-Nationale	CS de la Capitale		87 602 \$	
	Capitale-Nationale	CS des Découvreurs		35 417 \$	
	Capitale-Nationale	CS des Premières-Seigneuries		79 519 \$	
	Capitale-Nationale	CS de Portneuf		36 921 \$	
	Capitale-Nationale	CS Central Québec		14 287 \$	
	Total région			263 258 \$	
	Chaudière-Appalaches	CS de la Côte-du-Sud		25 566 \$	
	Chaudière-Appalaches	CS des Appalaches		16 092 \$	
	Chaudière-Appalaches	CS de la Beauce-Etchemin		69 255 \$	
	Chaudière-Appalaches	CS des Navigateurs		78 654 \$	
	Total région			189 567 \$	
	Total DR		240 000 \$	452 825 \$	90 000 \$

Direction régionale	Région administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires (mesure 2) ¹	Libération des enseignants (mesure 6)	Complémentarité MELS-MSSS (mesures 11 et 12) ²
Mauricie et Centre-du-Québec	Mauricie	CS du Chemin-du-Roy		53 426 \$	
	Mauricie	CS de l'Énergie		36 733 \$	
	Total région			90 159 \$	
	Centre-du-Québec	CS de la Rivéraine		23 123 \$	
	Centre-du-Québec	CS des Bois-Francis		56 547 \$	
	Centre-du-Québec	CS des Chênes		35 455 \$	
	Total région			115 125 \$	
	Total DR		120 000 \$	205 284 \$	36 000 \$
Estrie	Estrie	CS des Hauts-Cantons		29 364 \$	
	Estrie	CS de la Région-de-Sherbrooke		52 223 \$	
	Estrie	CS des Sommets		37 259 \$	
	Estrie	CS Eastern Townships		57 449 \$	
	Total région et DR		90 000 \$	176 295 \$	36 000 \$
Laval, Lanaudière et Laurentides	Laval	CS de Laval		62 412 \$	
	Lanaudière	CS des Affluents		133 509 \$	
	Lanaudière	CS des Samares		90 648 \$	
	Total région			224 157 \$	
	Laurentides	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles		112 041 \$	
	Laurentides	CS de la Rivière-du-Nord		82 865 \$	
	Laurentides	CS des Laurentides		36 846 \$	
	Laurentides	CS Pierre-Neveu		27 935 \$	
	Laurentides	CS Sir-Wilfrid-Laurier		44 478 \$	
	Total région			304 165 \$	
	Total DR		240 000 \$	528 322 \$	192 000 \$
Montérégie	Montérégie	CS de Sorel-Tracy		11 392 \$	
	Montérégie	CS de Saint-Hyacinthe		75 158 \$	
	Montérégie	CS des Hautes-Rivières		54 554 \$	
	Montérégie	CS Marie-Victorin		114 560 \$	
	Montérégie	CS des Patriotes		97 227 \$	
	Montérégie	CS du Val-des-Cerfs		42 561 \$	
	Montérégie	CS des Grandes-Seigneuries		94 257 \$	
	Montérégie	CS de la Vallée-des-Tisserands		40 681 \$	
	Montérégie	CS des Trois-Lacs		33 913 \$	
	Montérégie	CS Riverside		72 225 \$	
	Montérégie	CS New Frontiers		15 753 \$	
	Total région et DR		240 000 \$	652 281 \$	200 000 \$

Direction régionale	Région administrative	Commission scolaire	Accompagnement des gestionnaires (mesure 2) ¹	Libération des enseignants (mesure 6)	Complémentarité MELS-MSSS (mesures 11 et 12) ²
Montréal	Montréal Montréal Montréal Montréal Montréal Total région et DR	CS de la Pointe-de-l'Île CS de Montréal CS Marguerite-Bourgeoys CS English-Montréal CS Lester-B.-Pearson	 240 000 \$	96 626 \$ 379 172 \$ 119 673 \$ 97 528 \$ 102 566 \$ 795 565 \$	 90 000 \$
Outaouais	Outaouais Outaouais Outaouais Outaouais Outaouais Total région et DR	CS des Drapeurs CS des Portages-de-l'Outaouais CS au Coeur-des-Vallées CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais CS Western Québec	 120 000 \$	79 406 \$ 60 983 \$ 24 401 \$ 16 844 \$ 52 373 \$ 234 007 \$	 136 000 \$
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Abitibi-Témiscamingue Abitibi-Témiscamingue Abitibi-Témiscamingue Abitibi-Témiscamingue Abitibi-Témiscamingue Total région Nord-du-Québec Total DR	CS du Lac-Témiscamingue CS de Rouyn-Noranda CS Harricana CS de l'Or-et-des-Bois CS du Lac-Abitibi CS de la Baie-James	 125 000 \$	11 693 \$ 16 806 \$ 6 880 \$ 31 732 \$ 12 257 \$ 79 368 \$ 7 144 \$ 86 512 \$	 56 000 \$
Côte-Nord	Côte-Nord Côte-Nord Côte-Nord Total région et DR	CS de l'Estuaire CS du Fer CS de la Moyenne-Côte-Nord	 109 000 \$	22 408 \$ 7 106 \$ 2 857 \$ 32 371 \$	 28 000 \$
Communauté anglophone			250 000 \$		
National			250 000 \$		90 000 \$
Total			2 332 000 \$	3 496 390 \$	1 036 000 \$

¹

² Les sommes incluent aussi, s'il y a lieu, les projets conjoints MELS-MSSS. Pour les personnes-ressources, il s'agit des sommes maximales qui pourraient être allouées en 2008-2009. Voir note 1.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Les montants de l'allocation, par commission scolaire, pour l'année scolaire 2008-2009, sont présentés à l'annexe 1, alors que les montants budgétés par les commissions scolaires sont présentés à l'annexe 2.

Pour l'année scolaire 2009-2010, les données ne sont pas disponibles présentement.

ANNÉE SCOLAIRE 2008-2009 — TRANSPORT SCOLAIRE

Codes	Commissions scolaires	Allocations \$
689000	Littoral	528 556
711000	Monts-et Marées	6 466 802
712000	Phares	7 232 107
713000	Fleuve-et-des-Lacs	5 433 261
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup	6 206 754
721000	Pays-des-Bleuets	6 638 596
722000	Lac-Saint-Jean	5 057 132
723000	Rives-du-Saguenay	7 721 868
724000	De La Jonquière	5 627 330
731000	Charlevoix	2 913 660
732000	Capitale	9 540 678
733000	Découvreurs	4 759 259
734000	Premières-Seigneuries	12 906 868
735000	Portneuf	4 802 500
741000	Chemin-du-Roy	12 543 518
742000	Énergie	9 293 982
751000	Hauts-Cantons	7 242 115
752000	Région-de-Sherbrooke	9 638 692
753000	Sommets	5 990 338
759000	Crie	2 968 486
761000	Pointe-de-l'Île	6 636 726
762000	Montréal	11 690 401
763000	Marguerite-Bourgeoys	12 581 420
769000	Kativik	2 553 760
771000	Draveurs	8 278 739
772000	Portages-de-l'Outaouais	6 414 723
773000	Coeur-des-Vallées	4 724 125
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	5 311 960
781000	Lac-Témiscamingue	2 970 817
782000	Rouyn-Noranda	3 697 410
783000	Harricana	4 504 509
784000	Or-et-des-Bois	3 771 102
785000	Lac-Abitibi	4 362 095
791000	Estuaire	4 914 031
792000	Fer	2 632 684
793000	Moyenne-Côte-Nord	509 353
801000	Baie-James	1 154 940
811000	Îles	1 412 132
812000	Chic-Chocs	4 330 482

Codes	Commissions scolaires	Allocations \$
813000	René-Lévesque	7 132 712
821000	Côte-du Sud	8 362 516
822000	Appalaches	6 149 237
823000	Beauce-Etchemin	13 261 159
824000	Navigateurs	11 247 300
831000	Laval	15 777 764
841000	Affluents	16 751 436
842000	Samares	19 742 224
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles	17 280 243
852000	Rivière-du-Nord	12 547 583
853000	Laurentides	8 755 900
854000	Pierre-Neveu	4 451 291
861000	Sorel-Tracy	3 920 918
862000	Saint-Hyacinthe	7 387 464
863000	Hautes-Rivières	9 679 550
864000	Marie-Victorin	12 198 000
865000	Patriotes	14 748 565
866000	Val-des-Cerfs	10 056 841
867000	Grandes-Seigneuries	11 262 219
868000	Vallée-des-Tisserands	7 368 450
869000	Trois-Lacs	8 443 747
871000	Riveraine	5 949 880
872000	Bois-Francis	7 920 677
873000	Chênes	7 790 904
881000	Central Québec	3 418 167
882000	Eastern Shores	1 794 850
883000	Eastern Townships	6 047 591
884000	Riverside	7 971 840
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	11 371 074
886000	Western Québec	6 836 692
887000	English-Montréal	8 444 614
888000	Lester-B.-Pearson	11 602 434
889000	New Frontiers	3 617 778

**DÉPENSES DE TRANSPORT SCOLAIRE PRÉVUES
AU BUDGET 2008-2009**

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
689000	Littoral	461 470
711000	Monts-et Marées	6 896 641
712000	Phares	7 534 298
713000	Fleuve-et-des-Lacs	5 446 164
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup	6 360 788
721000	Pays-des-Bleuets	7 111 900
722000	Lac-Saint-Jean	5 353 944
723000	Rives-du-Saguenay	8 749 725
724000	De La Jonquière	6 393 000
731000	Charlevoix	3 127 659
732000	Capitale	10 066 674
733000	Découvreurs	5 613 641
734000	Premières-Seigneuries	14 554 642
735000	Portneuf	5 087 871
741000	Chemin-du-Roy	13 907 705
742000	Énergie	10 369 100
751000	Hauts-Cantons	7 242 115
752000	Région-de-Sherbrooke	9 912 197
753000	Sommets	5 990 338
759000	Crie	1 379 401
761000	Pointe-de-l'Île	6 694 726
762000	Montréal	11 516 450
763000	Marguerite-Bourgeoys	12 715 630
769000	Kativik	2 606 298
771000	Draveurs	8 528 130
772000	Portages-de-l'Outaouais	6 686 222
773000	Coeur-des-Vallées	5 022 982
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	5 311 960
781000	Lac-Témiscamingue	2 794 878
782000	Rouyn-Noranda	4 000 885
783000	Harricana	4 881 633
784000	Or-et-des-Bois	4 035 242
785000	Lac-Abitibi	4 682 071
791000	Estuaire	5 316 623
792000	Fer	2 772 183
793000	Moyenne-Côte-Nord	627 000
801000	Baie-James	1 154 940
811000	Îles	1 430 867
812000	Chic-Chocs	4 535 482

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
813000	René-Lévesque	7 382 712
821000	Côte-du Sud	9 100 623
822000	Appalaches	6 151 737
823000	Beauce-Etchemin	13 165 340
824000	Navigateurs	12 370 775
831000	Laval	17 495 138
841000	Affluents	17 328 197
842000	Samares	22 473 168
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles	17 556 745
852000	Rivière-du-Nord	12 558 194
853000	Laurentides	9 079 895
854000	Pierre-Neveu	4 820 772
861000	Sorel-Tracy	4 287 800
862000	Saint-Hyacinthe	8 260 000
863000	Hautes-Rivières	9 679 550
864000	Marie-Victorin	12 771 485
865000	Patriotes	15 614 565
866000	Val-des-Cerfs	10 515 910
867000	Grandes-Seigneuries	11 946 897
868000	Vallée-des-Tisserands	7 368 450
869000	Trois-Lacs	8 476 250
871000	Riveraine	5 953 094
872000	Bois-Francis	8 159 861
873000	Chênes	7 790 904
881000	Central Québec	3 432 506
882000	Eastern Shores	1 975 810
883000	Eastern Townships	7 238 626
884000	Riverside	8 271 285
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	11 957 233
886000	Western Québec	6 867 312
887000	English-Montréal	8 054 079
888000	Lester-B.-Pearson	11 602 434
889000	New Frontiers	3 877 783

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation, par commission scolaire, des montants versés en 2008-2009 pour le maintien des actifs et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

L'allocation de chaque commission scolaire pour 2008-2009 paraît en annexe.

Pour 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

**RÉPARTITION DES ENVELOPPES ALLOUÉES POUR L'AMÉLIORATION ET LA TRANSFORMATION
D'IMMEUBLES (AMT), POUR LE MAINTIEN DES BÂTIMENTS ET
POUR LA RÉSORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN
PAR COMMISSION SCOLAIRE 2008-2009**

No CS	Commission scolaire	AMT	Maintien des bâtiments	Résorption du déficit d'entretien
711000	CS des Monts-et-Marées	997 206 \$	1 958 686 \$	1 015 236 \$
712000	CS des Phares	1 410 792 \$	2 771 041 \$	1 272 519 \$
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	851 955 \$	1 673 388 \$	1 712 510 \$
714000	CS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	1 294 615 \$	2 542 849 \$	1 265 178 \$
721000	CS du Pays-des-Bleuets	1 231 145 \$	2 418 183 \$	1 150 140 \$
722000	CS du Lac-Saint-Jean	1 023 487 \$	2 010 307 \$	1 015 932 \$
723000	CS des Rives-du-Saguenay	1 933 403 \$	3 797 540 \$	1 791 936 \$
724000	CS De La Jonquière	1 436 684 \$	2 821 897 \$	1 615 409 \$
731000	CS de Charlevoix	525 750 \$	1 032 665 \$	532 882 \$
732000	CS de la Capitale	3 452 944 \$	6 782 183 \$	3 681 569 \$
733000	CS des Découvreurs	1 617 430 \$	3 176 914 \$	1 181 020 \$
734000	CS des Premières-Seigneuries	2 914 384 \$	5 724 357 \$	1 912 495 \$
735000	CS de Portneuf	815 453 \$	1 601 692 \$	929 359 \$
741000	CS du Chemin-du-Roy	2 499 611 \$	4 909 671 \$	1 937 243 \$
742000	CS de l'Énergie	1 636 000 \$	3 213 389 \$	1 646 425 \$
751000	CS des Hauts-Cantons	933 743 \$	1 834 034 \$	930 742 \$
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	2 313 329 \$	4 543 781 \$	2 170 751 \$
753000	CS des Sommets	1 116 929 \$	2 193 843 \$	1 113 113 \$
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	3 309 254 \$	6 499 951 \$	4 121 067 \$
762000	CS de Montréal	11 081 219 \$	21 765 443 \$	18 074 724 \$
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	4 885 973 \$	9 596 901 \$	6 390 592 \$
771000	CS des Draveurs	1 764 732 \$	3 466 241 \$	1 386 943 \$
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	1 502 419 \$	2 951 012 \$	1 056 961 \$
773000	CS au Coeur-des-Vallées	841 899 \$	1 653 636 \$	1 163 685 \$
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	554 218 \$	1 088 581 \$	578 928 \$
781000	CS du Lac-Témiscamingue	450 892 \$	885 630 \$	436 043 \$
782000	CS de Rouyn-Noranda	964 159 \$	1 893 776 \$	860 893 \$
783000	CS Harricana	798 711 \$	1 568 807 \$	914 421 \$
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	911 209 \$	1 789 773 \$	743 170 \$
785000	CS du Lac-Abitibi	561 361 \$	1 102 611 \$	725 195 \$
791000	CS de l'Estuaire	1 162 797 \$	2 283 936 \$	1 325 039 \$
792000	CS du Fer	932 812 \$	1 832 205 \$	904 844 \$
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	191 115 \$	375 383 \$	135 241 \$
801000	CS de la Baie-James	533 864 \$	1 048 602 \$	605 072 \$
811000	CS des Îles	376 765 \$	740 032 \$	489 821 \$
812000	CS des Chic-Chocs	689 999 \$	1 355 278 \$	1 004 124 \$

No CS	Commission scolaire	AMT	Maintien des bâtiments	Résorption du déficit d'entretien
813000	CS René-Lévesque	1 120 182 \$	2 200 232 \$	1 325 213 \$
821000	CS de la Côte-du-Sud	1 356 027 \$	2 663 473 \$	1 977 455 \$
822000	CS des Appalaches	834 954 \$	1 639 995 \$	820 157 \$
823000	CS de la Beauce-Etchemin	2 173 073 \$	4 268 294 \$	2 040 407 \$
824000	CS des Navigateurs	2 267 421 \$	4 453 609 \$	1 767 564 \$
831000	CS de Laval	4 424 516 \$	8 690 519 \$	3 494 002 \$
841000	CS des Affluents	2 746 567 \$	5 394 736 \$	2 629 037 \$
842000	CS des Samares	2 423 273 \$	4 759 730 \$	1 954 711 \$
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	2 896 262 \$	5 688 763 \$	3 150 561 \$
852000	CS de la Rivière-du-Nord	2 059 501 \$	4 045 218 \$	2 436 189 \$
853000	CS des Laurentides	997 741 \$	1 959 737 \$	930 933 \$
854000	CS Pierre-Neveu	890 742 \$	1 749 572 \$	854 112 \$
861000	CS de Sorel-Tracy	771 904 \$	1 516 154 \$	760 670 \$
862000	CS de Saint-Hyacinthe	1 570 401 \$	3 084 541 \$	1 771 236 \$
863000	CS des Hautes-Rivières	2 075 008 \$	4 075 677 \$	2 091 034 \$
864000	CS Marie-Victorin	3 702 320 \$	7 272 001 \$	2 701 441 \$
865000	CS des Patriotes	2 534 712 \$	4 978 616 \$	2 899 559 \$
866000	CS du Val-des-Cerfs	1 689 892 \$	3 319 242 \$	1 875 091 \$
867000	CS des Grandes-Seigneuries	2 113 655 \$	4 151 586 \$	2 072 790 \$
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	1 184 048 \$	2 325 676 \$	1 180 988 \$
869000	CS des Trois-Lacs	1 297 150 \$	2 547 828 \$	1 173 486 \$
871000	CS de la Riveraine	709 664 \$	1 393 904 \$	697 261 \$
872000	CS des Bois-Francs	1 517 563 \$	2 980 758 \$	1 941 579 \$
873000	CS des Chênes	1 455 990 \$	2 859 818 \$	1 620 519 \$
881000	CS Central Québec	673 241 \$	1 322 362 \$	619 812 \$
882000	CS Eastern Shores	271 793 \$	533 849 \$	218 658 \$
88300	CS Eastern Townships	1 012 650 \$	1 989 021 \$	1 302 094 \$
884000	CS Riverside	1 053 108 \$	2 068 487 \$	1 360 887 \$
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	1 452 235 \$	2 852 442 \$	1 044 507 \$
886000	CS Western Québec	946 769 \$	1 859 619 \$	1 391 437 \$
887000	CS English-Montréal	3 723 233 \$	7 313 078 \$	4 587 065 \$
888000	CS Lester-B.-Pearson	3 242 147 \$	6 368 141 \$	3 512 006 \$
889000	CS New Frontiers	657 434 \$	1 291 315 \$	706 303 \$
	Total	117 363 434 \$	230 522 211 \$	126 699 986 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires en 2008-2009 ainsi que les subventions prévues pour 2009-2010.

RÉPONSE

Les données relatives à la subvention de fonctionnement accordée à chaque commission scolaire, pour l'année scolaire 2008-2009 correspondent à une prévision du Ministère. Pour l'année scolaire 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

Code	Commission scolaire	Subvention prévue \$
711000	Des Monts-et-Marées	50 023 481
712000	Des Phares	74 431 075
713000	Du Fleuve-et-des-Lacs	40 422 959
714000	De Kamouraska—Rivière-du-Loup	56 924 942
721000	Du Pays-des-Bleuets	70 646 803
722000	Du Lac-Saint-Jean	57 106 971
723000	Des Rives-du-Saguenay	98 964 194
724000	De La Jonquière	70 003 965
731000	De Charlevoix	26 623 627
732000	De la Capitale	182 547 100
733000	Des Découvreurs	75 677 486
734000	Des Premières-Seigneuries	178 411 619
735000	De Portneuf	41 524 973
741000	Du Chemin-du-Roy	132 911 266
742000	De l'Énergie	80 743 594
751000	Des Hauts-Cantons	51 395 560
752000	De la Région-de-Sherbrooke	134 044 304
753000	Des Sommets	55 663 198
761000	De la Pointe-de-l'Île	190 364 932
762000	De Montréal	575 834 598
763000	Marguerite-Bourgeoys	247 039 200
771000	Des Draveurs	112 970 338
772000	Des Portages-de-l'Outaouais	82 682 882
773000	Au Coeur-des-Vallées	46 255 199
774000	Des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	29 093 262
781000	Du Lac-Témiscamingue	23 326 062
782000	De Rouyn-Noranda	46 432 599
783000	Harricana	36 131 636
784000	De l'Or-et-des-Bois	49 045 822
785000	Du Lac-Abitibi	31 631 003
791000	De l'Estuaire	50 506 030
792000	Du Fer	42 972 656
793000	De la Moyenne-Côte-Nord	11 844 602
800000	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal	1 630 720
801000	De la Baie-James	26 167 877
811000	Des Îles	16 261 193
812000	Des Chic-Chocs	36 256 554
813000	René-Lévesque	54 706 503
821000	De la Côte-du-Sud	68 125 728
822000	Des Appalaches	40 063 556
823000	De la Beauce-Etchemin	127 637 374
824000	Des Navigateurs	135 518 213
831000	De Laval	257 518 077
841000	Des Affluents	215 443 894
842000	Des Samares	150 788 216
851000	De la Seigneurie-des-Mille-Îles	226 205 796
852000	De la Rivière-du-Nord	155 952 881

Code	Commission scolaire	Subvention prévue \$
853000	Des Laurentides	51 270 665
854000	Pierre-Neveu	41 877 198
861000	De Sorel-Tracy	44 431 369
862000	De Saint-Hyacinthe	90 771 553
863000	Des Hautes-Rivières	120 080 803
864000	Marie-Victorin	214 690 073
865000	Des Patriotes	165 674 508
866000	Du Val-des-Cerfs	95 613 048
867000	Des Grandes-Seigneuries	138 897 178
868000	De la Vallée-des-Tisserands	65 890 598
869000	Des Trois-Lacs	88 549 041
871000	De la Riveraine	40 896 798
872000	Des Bois-Francs	84 513 721
873000	Des Chênes	82 302 069
881000	Central Québec	35 145 309
882000	Eastern Shores	19 736 446
883000	Eastern Townships	42 800 879
884000	Riverside	65 397 142
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	86 885 772
886000	Western Québec	47 729 468
887000	English-Montréal	175 911 634
888000	Lester-B.-Pearson	151 477 696
889000	New Frontiers	34 182 072

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes. Liste des travaux en cours.

RÉPONSE

Le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue rattaché à la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue (PGEAFC) a été établi sur cinq ans, à partir de l'année 2002-2003. Ce plan d'action quinquennal venait à échéance en 2007-2008. Depuis, les ministères et les partenaires impliqués poursuivent les travaux liés aux quatre priorités adoptées en 2008 par le Comité de suivi de l'implantation de la PGEAFC. Ces priorités touchent des aspects relatifs à la formation de base, la formation continue, la reconnaissance des acquis et des compétences et la francisation. Leurs efforts mettent l'accent dans les dossiers suivants :

- En 2008-2009, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), en collaboration avec les représentantes et les représentants du réseau scolaire :
 - continue l'implantation facultative, prolongée jusqu'en septembre 2010, des programmes d'études de la formation de base commune;
 - poursuit également l'adaptation des programmes d'études de la formation diversifiée (3^e, 4^e, 5^e secondaire) en vue de leur approbation par la ministre.
- Pour la reconnaissance des acquis et des compétences, l'implantation progressive des tests du « General Educational Development Testing Service » (GEDTS) se poursuit, de même que celle des Univers de compétences génériques et autres services afin d'en augmenter l'accessibilité.
- En 2008-2009, la somme de 10 M\$ a été répartie entre les commissions scolaires pour poursuivre l'implantation des services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement des adultes (SARCA), tant en formation générale des adultes qu'en formation professionnelle.
- Afin de valoriser l'apprentissage tout au long de la vie, le Ministère a donné son aval à la tenue de la cinquième édition de la Semaine québécoise des adultes en formation.

Pour les années 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et 2006-2007, 20 M\$ ont été consacrés annuellement par le MELS à la mise en œuvre de la Politique gouvernementale. Pour 2007-2008 la somme est de 20 575 000 \$ et pour 2008-2009 de 22 555 000 \$.

Les mesures prévues au plan d'action 2002-2007 de la PGEAFC ont été implantées en totalité ou en partie. Cependant, si bon nombre d'entre elles ont eu des retombées positives, certaines exigent la poursuite et l'accentuation des efforts entrepris pour favoriser une culture de la formation continue au Québec.

Les ministères impliqués ont entrepris les travaux pour l'actualisation de la PGEAFC en vue d'élaborer le plan d'action 2009-2014 prévu à l'automne 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Financement accordé en 2008-2009 spécifiquement pour la formation continue et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**

Les allocations de fonctionnement pour la formation continue à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes en 2008-2009 se ventilent comme suit :

— Formation professionnelle :	604,4 M\$
— Formation générale des adultes :	295,4 M\$

TOTAL	899,8 M\$
--------------	------------------

Pour les prévisions 2009-2010, les règles budgétaires ne sont pas encore approuvées.

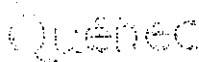
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

École d'horticulture de la Commission scolaire des Premières-Seigneuries : tous documents, notes, états de situation du dossier, sommes y étant consacrées et échéancier de réalisation.

RÉPONSE

Annexe 1 : Lettre d'annonce du projet d'immobilisation datée du 18 février 2008.



Gouvernement du Québec
La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
et ministre responsable de la région de Laval

Québec, le 18 février 2008

Monsieur Jean-Marc Laflamme
Président
Commission scolaire des Premières-Seigneuries
643, avenue du Cénacle
Québec (Québec) G1E 1B3

Monsieur le Président,

Dans le cadre des mesures prévues au Plan triennal des immobilisations, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'un montant de 8 700 000 \$ vous est réservé pour la construction d'une école d'horticulture sur le site de l'ancien Jardin zoologique du Québec afin d'y offrir les programmes d'études Arboriculture-élagage, Fleuristerie, Production horticole, Horticulture ornementale et Réalisation d'aménagements paysagers. De plus, cet investissement permettra d'aménager à cette école des locaux destinés à permettre d'offrir le programme d'études Soutien informatique, et ce, afin d'augmenter la capacité de formation dans les programmes d'études du secteur de la santé au Centre de formation professionnelle Fierbourg.

En ce qui concerne la serre indo-australienne, je vous demande de faire les analyses nécessaires afin de recycler ce bâtiment à des fins scolaires tout en portant une attention particulière au respect du budget autorisé ainsi qu'aux coûts de fonctionnement engendrés. Je souhaite vivement que ce projet devienne un modèle à suivre pour tous et démontre nos préoccupations concernant le développement durable. Le concept que vous retiendrez devra respecter l'enveloppe budgétaire consentie et, le cas échéant, tenir compte des avis qui pourront être émis par la Société immobilière du Québec (SIQ). Ce concept devra être approuvé par le Ministère.

...2

Québec
Édifice Marie-Guyart, 16^e étage
1035, rue De La Chevrotière
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 644-0664
Télécopieur : 418 646-7551
Courriel : ministre@mels.gouv.qc.ca

Montréal
600, rue Fullum, 9^e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1
Téléphone : 514 873-4792
Télécopieur : 514 873-1082

Dans le but de permettre l'engagement des professionnels et l'élaboration des études préliminaires permettant de définir le concept qui sera soumis à l'approbation du Ministère, j'alloue immédiatement la somme de 180 000 \$.

La Commission scolaire devra procéder à un appel de candidatures pour le choix des professionnels du projet (architectes et ingénieurs), conformément à l'Instruction ministérielle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Michelle Courchesne", with a stylized flourish at the end.

MICHELLE COURCHESNE

c. c. M. Michel Hamel

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Budgets prévus pour l'embauche de techniciens de travaux pratiques dans les laboratoires pour l'implantation du nouveau programme de sciences et technologies et de la voie de cheminement appliquée du renouveau pédagogique au secondaire.

RÉPONSE

Le projet de règles budgétaires des commissions scolaires pour l'année scolaire 2009-2010 est présentement en processus de consultation auprès des commissions scolaires. Un montant par élève de 21,00 \$ est prévu. Ce montant s'ajoutera à celui de 62,60 \$ versé en 2008-2009, soit un total de 83,60 \$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des dépenses effectuées en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010, aux chapitres de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :

- a) Répartition des enveloppes budgétaires 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 selon les régions administratives et selon les directions régionales; (annexes 27 a.1 et 27 a.2);
- b) Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention (annexe 27 b);
- c) Indiquer les nouveaux groupes financés dans chaque région (annexe 27 c);
- d) Indiquer également, pour chaque région, le montant ou le pourcentage de l'enveloppe qui est accordé pour le développement de nouveaux groupes : réponses présentes dans les annexes 27 a.1, 27 a.2 et 27 c;
- e) Financement et modalités de financement pour 2008-2009 avec les dates prévues pour le versement de chaque tranche de la subvention;
- f) Copie des formulaires qui doivent être complétés par les organismes pour les demandes de subvention et des conditions qui s'y rattachent; (annexes 27 f);
- g) Copie de l'entente relative aux initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (annexe 27 g).

RÉPONSE

En 2008-2009, grâce à un budget de 17 135 328 \$, le PACTE a alloué 16 795 949 \$ en soutien à la mission globale des organismes accrédités et 339 379 \$ à des organismes d'action communautaire autonome, accrédités ou non, pour des ententes de services en persévérance scolaire.

Depuis 2003-2004, les quatre champs d'activités soutenus par le PACTE sont : l'alphabétisation populaire, la lutte contre le décrochage scolaire, les écoles de la rue (raccrochage scolaire) et la formation continue destinée aux organismes d'action communautaire autonome.

Le financement et ses modalités pour l'année 2009-2010, avec les dates prévues pour les versements des subventions (mission globale ou ententes de services) ne sont pas encore déterminés. Toutefois, le soutien à la mission globale étant récurrent, le montant 2008-2009, soit 16,80 M\$, sera reconduit en 2009-2010 et un acompte de 25 % sera versé le 1^{er} juillet 2009, le solde après l'annonce ministérielle et une reddition de comptes satisfaisante.

Subventions 2008-2009 et subventions prévues pour 2009-2010 (selon le champ d'activités)			
Champ d'activités	Nombre d'organismes	Subventions 2008-2009	Subventions prévues 2009-2010
Alphabétisation populaire	131	12 701 293 \$	12 701 293 \$
Lutte contre le décrochage scolaire	29	2 191 500 \$	2 191 500 \$
Écoles de la rue (raccrochage)	7	503 369 \$	503 369 \$
Formation continue	15	1 399 787 \$	1 399 787 \$
Sous-total	182	16 795 949 \$	16 795 949 \$
Lutte contre le décrochage scolaire – ententes de services :		339 379 \$	Non encore déterminé
Total		17 135 328 \$	16 795 949 \$

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Annexe 27 a.1

RÉPARTITION PAR RÉGION

de l'enveloppe budgétaire du PACTE en 2008-2009 et subventions récurrentes prévues pour 2009-2010

	PACTE 2008-2009							PACTE 2009-2010
Région	Mission globale					Entente de services	Total	Mission globale
	Demande financière	Subvention récurrente	Accréditation	Augmentation	Sous-total récurrent	Subvention non récurrente	Subventions récurrentes et non récurrentes	Subvention récurrente prévue
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bas-Saint-Laurent (01)	804 933	561 000		16 497	577 497		577 497	577 497
Nombre d'organismes	6	6			6			6
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	1 095 932	791 550		4 226	795 776		795 776	795 776
Nombre d'organismes	10	10			10			10
Capitale-Nationale (03)	2 062 452	1 340 092		46 858	1 386 950		1 386 950	1 386 950
Nombre d'organismes	16	16			16			16
Mauricie (04)	1 460 244	725 707		12 620	738 327		738 327	738 327
Nombre d'organismes	8	8			8			8
Estrie (05)	497 518	449 558		6 029	455 587	80 316	535 903	455 587
Nombre d'organismes	4	4			4			4
Montréal (06)	9 702 016	4 958 109	100 000	97 290	5 155 399		5 155 399	5 155 399
Nombre d'organismes	49	49	2		51			51
Outaouais (07)	1 275 527	714 696		14 212	728 908		728 908	728 908
Nombre d'organismes	9	9			9			9
Abitibi-Témiscamingue (08)	1 092 694	522 358			522 358	59 530	581 888	522 358
Nombre d'organismes	6	6			6			6
Côte-Nord (09)	521 964	353 120		4 821	357 941	31 815	389 756	357 941
Nombre d'organismes	4	4			4			4

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Annexe 27 a.1

RÉPARTITION PAR RÉGION

de l'enveloppe budgétaire du PACTE en 2008-2009 et subventions récurrentes prévues pour 2009-2010

	PACTE 2008-2009							PACTE 2009-2010
Région	Mission globale					Entente de services	Total	Mission globale
	Demandé financière	Subvention récurrente	Accréditation	Augmentation	Sous-total récurrent	Subvention non récurrente	Subventions récurrentes et non récurrentes	Subvention récurrente prévue
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Nord-du-Québec (10)	100 000	100 000			100 000	20 000	120 000	100 000
Nombre d'organisme	1	1			1			1
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)	699 773	486 810		15 267	502 077	40 000	542 077	502 077
Nombre d'organismes	6	6			6			6
Chaudière-Appalaches (12)	2 039 669	852 000		4 180	856 180	107 718	963 898	856 180
Nombre d'organismes	9	9			9			9
Laval (13)	838 728	433 454		6 791	440 245		440 245	440 245
Nombre d'organismes	4	4			4			4
Lanaudière (14)	1 631 714	700 647		10 433	711 080		711 080	711 080
Nombre d'organismes	7	7			7			7
Laurentides (15)	1 134 278	702 150		13 904	716 054		716 054	716 054
Nombre d'organismes	8	8			8			8
Montréal (16)	3 948 783	2 306 170		31 174	2 337 344		2 337 344	2 337 344
Nombre d'organismes	28	28			28			28
Centre-du-Québec (17)	1 018 677	410 000		4 226	414 226		414 226	414 226
Nombre d'organismes	5	5			5			5
Total pour les organismes accrédités au PACTE	29 924 902	16 407 421	100 000	288 528	16 795 949	339 379	17 135 328	16 795 949
Nombre d'organismes	180	180	2		182			182

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
RÉPARTITION PAR DIRECTION RÉGIONALE

Annexe 27 a 2

de l'enveloppe budgétaire du PACTE en 2008-2009 et subventions récurrentes prévues pour 2009-2010

	PACTE 2008-2009							PACTE 2009-2010
	Mission globale					Entente de services	Total	Mission globale
Direction régionale	Demande financière	Subvention récurrente	Accréditation	Augmentation récurrente	Sous-total récurrent	Subvention non récurrente	Subventions récurrente et non récurrente	Subvention récurrente prévue
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (01)	1 504 706	1 047 810		31 764	1 079 574	40 000	1 119 574	1 079 574
Nombre d'organismes	12	12			12			12
du Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)	1 095 932	791 550		4 226			795 776	795 776
Nombre d'organismes	10	10			10			10
de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches (03)	4 102 121	2 192 092		51 038		107 718	2 350 848	2 243 130
Nombre d'organismes	25	25			25			25
de la Mauricie et du Centre-du-Québec (04)	2 478 921	1 135 707		16 846			1 152 553	1 152 553
Nombre d'organismes	13	13			13			13
de l'Estrie (05)	497 518	449 558		6 029		80 316	535 903	455 587
Nombre d'organismes	4	4			4			4

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
RÉPARTITION PAR DIRECTION RÉGIONALE

Annexe 27 a.2

de l'enveloppe budgétaire du PACTE en 2008-2009 et subventions récurrentes prévues pour 2009-2010

	PACTE 2008-2009							PACTE 2009-2010
	Mission globale					Entente de services	Total	Mission globale
Direction régionale	Demande financière	Subvention récurrente	Accréditation	Augmentation récurrente	Sous-total récurrent	Subvention non récurrente	Subventions récurrente et non récurrente	Subvention récurrente prévue
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
de Laval, des Laurentides et de Lanaudière (06.1)	3 604 720	1 836 251		31 128			1 867 379	1 867 379
Nombre d'organismes	19	19			19			19
de la Montérégie (06.2)	3 948 783	2 306 170		31 174			2 337 344	2 337 344
Nombre d'organismes	28	28			28			28
de Montréal (06.3)	9 702 016	4 958 109	100 000	97 290			5 155 399	5 155 399
Nombre d'organismes	49	49	2		51			51
de l'Outaouais (07)	1 275 527	714 696		14 212			728 908	728 908
Nombre d'organismes	9	9			9			9
de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du Québec (08)	1 192 694	622 358				79 530	701 888	622 358
Nombre d'organismes	7	7			7			7
de la Côte-Nord (09)	521 964	353 120		4 821		31 815	389 756	357 941
Nombre d'organismes	4	4			4			4
Total pour les organismes accrédités au PACTE	29 924 902	16 407 421	100 000	288 528	16 795 949	339 379	17 135 328	16 795 949
Nombre d'organismes	180	180	2		182			182

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Bas-Saint-Laurent (01)							
Matane (724)	19880036	La Gigogne inc.	Alphabétisation	Case postale 274	Matane	G4W 3N2	92 000
Rimouski (704)	19880070	Formation Clef Mitis – Neigette	Alphabétisation	Case postale 1149	Rimouski	G5L 7R1	149 497
Rimouski (704)	19900025	Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette	Lutte contre le décrochage	414, avenue Sirois	Rimouski	G5L 6E2	60 000
Rivière-du-Loup (698)	19880074	Centre d'alphabétisation des Basques inc.	Alphabétisation	15, rue Notre-Dame Est	Trois-Pistoles	G0L 4K0	92 000
Rivière-du-Loup (698)	19880077	Centre d'apprentissage Clé inc.	Alphabétisation	189, rue Principale	Saint-Cyprien	G0L 2P0	92 000
Rivière-du-Loup (698)	19900016	A B C des Portages	Alphabétisation	26, rue Joly	Rivière-du-Loup	G5R 3H2	92 000
Sous-total de la région Bas-Saint-Laurent (01)							577 497

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)							
Chicoutimi (764)	19960108	Centre Alpha du Haut-Saguenay	Alphabétisation	605, rue Saint-Paul	Chicoutimi	G7J 3Z4	88 000
Chicoutimi (764)	20070006	Carrefour communautaire Saint-Paul – Secteur Sainte-Thérèse	Lutte contre le décrochage	508, rue Saint-Augustin	Chicoutimi	G7J 2J9	50 000
Dubuc (758)	19880173	Regroupement des centres d'alphabétisation	Alphabétisation	156, rue Gaudreault	Saint-Ambroise	G7P 2J9	92 000
Dubuc (758)	19880179	Centre alpha de La Baie et du Bas-Saguenay	Alphabétisation	802, boulevard Grande-Baie Nord	La Baie	G7B 3K7	92 000
Dubuc (758)	19880181	Centre alpha de Laterrière inc.	Alphabétisation	6166, rue Notre-Dame	Laterrière	G7N 1A1	60 000
Jonquière (772)	19880169	Centre d'alphabétisation de Jonquière	Alphabétisation	2240, rue Montpetit	Jonquière	G7X 7V8	79 000
Lac-Saint-Jean (778)	19880135	Groupe Centre Lac d'Alma	Alphabétisation	285, boulevard Eymard Nord	Alma	G8B 5J3	92 000
Lac-Saint-Jean (778)	19880182	Organisme d'alphabétisation « Lettres Vivantes »	Alphabétisation	709, rue Gauthier	Larouche	G0W 1Z0	48 000
Lac-Saint-Jean (778)	19880183	La Clé, centre de lecture et d'écriture	Alphabétisation	20, rue Saint-Joseph Sud	Alma	G8B 3E4	97 226
Roberval (784)	19880178	Le Centre d'alphabétisation du comté Roberval inc.	Alphabétisation	1322, boulevard Sacré-Coeur	Saint-Félicien	G8K 2P8	97 550
Sous-total de la région Saguenay – Lac-Saint-Jean (02)							795 776

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Capitale-Nationale (03)							
Charlesbourg (618)	19951036	Atelier d'alphabétisation des Sourds de Québec	Alphabétisation	4635, 1 ^{re} Avenue, bureau 221	Québec	G1H 2T1	89 100
Charlevoix (678)	19951038	Le Service de formation en alphabétisation de Charlevoix (La FAC)	Alphabétisation	595, rue George-Edouard-Tremblay	Baie-Saint-Paul	G3Z 1V5	97 147
Chauveau (612)	19880321	Alpha Stoneham	Alphabétisation	926, rue Jacques-Bédard, bureau 202	Québec	G2N 1E3	92 000
Chauveau (612)	20060006	Vallée-Jeunesse-Québec inc.	Lutte contre le décrochage	1895, boulevard Valcartier	Saint-Gabriel-de-Valcartier	G0A 4S0	60 000
Jean-Lesage (624)	19951037	La Marée des Mots	Alphabétisation	3365, chemin Royal, 2 ^e étage	Québec	G1E 1W1	98 193
Jean-Lesage (624)	20030004	Au trait d'union Québec	Lutte contre le décrochage	2010, rue Sir-Mathias-Tellier	Québec	G1J 1G6	100 000
Jean-Talon (644)	19880325	Le Conseil d'alphabétisation Laubach de la région de Québec inc.- Quebec City (Laubach)	Alphabétisation	3005, rue William-Stuart, bureau 106	Québec	G1W 1V4	70 000
La Peltre (604)	20020016	Résidence La Colombière	École de la rue	4925, rue Pierre-Georges-Roy	Saint-Augustin-de-Desmaures	G3A 2J8	87 000
Louis-Hébert (652)	20040005	Groupe femmes, politique et démocratie	Formation	2750, chemin Sainte-Foy, bureau 209	Québec	G1V 1V6	90 000
Portneuf (598)	19951044	Centre d'alphabétisation « L'Ardoise »	Alphabétisation	145, boulevard de la Montagne	Saint-Casimir	G0A 3L0	101 925
Portneuf (598)	20050002	JeunEссор Portneuf	Lutte contre le décrochage	350, rue de l'Église	Saint-Basile	G0A 3G0	77 500

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Taschereau (632)	19880318	Atout-lire	Alphabétisation	266, rue Saint-Vallier Ouest	Québec	G1K 1K2	123 361
Taschereau (632)	19951034	Lis-moi tout Limoilou	Alphabétisation	798, 12 ^e Rue	Québec	G1J 2M8	111 861
Taschereau (632)	20020014	Les Œuvres de la Maison Dauphine inc.	École de la rue	14, rue Dauphine	Québec	G1R 3W8	75 000
Taschereau (632)	20060008	Centre solidarité jeunesse de Québec	Lutte contre le décrochage	1000, 3 ^e avenue, Case postale 52083	Québec	G1L 5A4	25 000
Vanier (638)	19881015	Alphabeille Vanier	Alphabétisation	235, rue Beaucage	Québec	G1M 1H2	88 863
Sous-total de la région Capitale-Nationale (03)							1 386 950

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Mauricie (04)							
Champlain (592)	19900069	Ebyôn	Alphabétisation	89, rue Saint-Irénée	Trois-Rivières	G8T 7C3	75 000
Laviolette (584)	19951000	Centre d'activités populaires et éducatives (C.A.P.E.)	Alphabétisation	770A, rue Réal	La Tuque	G9X 2S7	82 272
Maskinongé (348)	19910041	Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac	Alphabétisation	490, rue Grande Allée	Trois-Rivières	G9B 7S3	92 000
Maskinongé (348)	19920025	La Clé en éducation populaire de Maskinongé	Alphabétisation	110, 2 ^e Avenue, 2 ^e étage	Louiseville	J5V 1X1	123 055
Saint-Maurice (342)	19951001	La Cité des Mots	Alphabétisation	805, 111 ^e Rue	Shawinigan-Sud	G9P 2T5	92 000
Trois-Rivières (334)	19881017	Centre de formation communautaire de la Mauricie	Formation	39, rue Bellerive	Trois-Rivières	G8T 6J4	95 000
Trois-Rivières (334)	19881020	Centre d'organisation mauricien de services et d'Éducation populaire (COMSEP)	Alphabétisation	1060, rue Saint-François-Xavier, bureau 250	Trois-Rivières	G9A 1R8	129 000
Trois-Rivières (334)	20070012	Autonomie Jeunesse inc.	Lutte contre le décrochage	3425, rue de Courval	Trois-Rivières	G8Z 1S8	50 000
Sous-total de la région Mauricie (04)							738 327

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Estrie (05)							
Mégantic-Compton (102)	19880455	Centre de services éducatifs populaires du Haut	Alphabétisation	90, avenue Angus Nord	East Angus	J0B 1R0	112 000
Saint-François (108)	19880456	Action Alpha	Alphabétisation	257, rue Queen	Sherbrooke	J1M 1K7	103 682
Sherbrooke (114)	19880452	Le collectif d'alphabétisation des travailleurs : « La Maison Alpha »	Alphabétisation	412, rue Minto, bureau 1	Sherbrooke	J1H 1T6	132 918
Sherbrooke (114)	19880454	Centre d'éducation populaire de l'Estrie	Alphabétisation	311, rue Marquette, bureau 10	Sherbrooke	J1H 1M2	157 864
Orford (122)	20070020	Maison de la famille Memphrémagog	Autre ministère	95, rue Merry Nord	Magog	J1X 2E7	15 439
Saint-François (108)	20070022	Maison Jeune-Est	Autre ministère	393, rue King Est	Sherbrooke	J1G 1B4	14 000
Sous-total de la région Estrie (05)							535 903

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Montréal (06)							
Anjou (376)	19880827	Service d'aide communautaire Anjou inc.	Alphabétisation	6497, rue Azilda	Anjou	H1K 2Z8	130 679
Bourassa-Sauvé (434)	20020002	Centre de formation Jean-Paul Lemay	École de la rue	3735, rue Monselet	Montréal-Nord	H1H 2B3	92 000
Bourassa-Sauvé (434)	20050008	Mener autrement inc.	Lutte contre le décrochage	11794, avenue P.-M.-Favier	Montréal-Nord	H1G 5Z7	60 000
Bourassa-Sauvé (434)	20060002	Maison SAM X	École de la rue	6235, boulevard Léger	Montréal-Nord	H1G 6K8	50 000
Bourget (378)	19880820	Centre des lettres et des mots (CLEM)	Alphabétisation	8733, rue Hochelaga	Montréal	H1L 2M8	112 908
Crémazie (436)	19960119	Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	Alphabétisation	10770, rue Chambord	Montréal	H2C 2R8	95 000
Gouin (384)	19881061	Centre d'alphabétisation N-A Rive de Montréal	Alphabétisation	6971, rue Saint-Denis	Montréal	H2S 2S5	112 908
Gouin (384)	19920052	Centre Alpha Sainte-Anne (CASA)	Alphabétisation	6450, rue Christophe-Colomb	Montréal	H2S 2G7	52 272
Gouin (384)	20030002	Déclic, initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes	Lutte contre le décrochage	6200, rue des Écores	Montréal	H2G 2J5	80 000
Hochelaga-Maisonneuve (388)	19880818	Le Tour de lire	Alphabétisation	1691, boulevard Pie IX	Montréal	H1V 2C3	128 132
Hochelaga-Maisonneuve (388)	19880829	La Puce communautaire, Montréal inc.	Formation	3920, rue de Rouen	Montréal	H1W 1N3	95 000

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Hochelaga-Maisonneuve (388)	19910025	Centre D.E.B.A.T. Montréal (Développement de l'éducation de base au travail)	Alphabétisation	2430, rue Darling, 2 ^e étage	Montréal	H1W 2X1	95 000
Hochelaga-Maisonneuve (388)	20020005	REVDEC	Lutte contre le décrochage	4329, rue La Fontaine	Montréal	H1V 1N9	100 000
Hochelaga-Maisonneuve (388)	20020006	Je Passe Partout services de soutien scolaire et d'intervention familiale	Lutte contre le décrochage	1465, avenue Bennett	Montréal	H1V 2S5	100 000
Jacques-Cartier (412)	19920049	Alphabétisation sans limite/ Literacy unlimited	Alphabétisation	501, boulevard Saint-Jean	Pointe-Claire	H9R 3J5	86 498
Joliette (362)	20070003	Coalition des organismes communautaires autonomes de	Formation Regroupement	144, rue Saint-Joseph	Joliette	J6E 5C4	40 800
LaFontaine (374)	20040008	Équipe R. D. P.	Lutte contre le décrochage	9140, boulevard Perras	Montréal	H1E 7E4	100 000
Laurier-Dorion (426)	19880612	Le regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec	Alphabétisation Regroupement	65, rue de Castelnau Ouest, Local 400	Montréal	H2R 2W3	270 294
Laurier-Dorion (426)	19880614	Centre de formation populaire C.F.P.	Formation	65, rue de Castelnau Ouest, bureau 300	Montréal	H2R 2W3	100 000
Laurier-Dorion (426)	19880825	Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAS)	Alphabétisation	419, rue Saint-Roch, bureau 22,	Montréal	H3N 1K2	102 452
Laurier-Dorion (426)	19881060	Le Centre d'alphabétisation de Villeray : La Jarnigoine inc.	Alphabétisation	7445, rue Saint-Denis	Montréal	H2R 2E5	107 680
Laurier-Dorion (426)	19951041	Centre Alpha-Sourd	Alphabétisation	7400, boulevard Saint-Laurent, bureau 25	Montréal	H2R 2Y1	111 861

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Laurier-Dorion (426)	20020003	Motivation-Jeunesse 16/18 inc.	Lutte contre le décrochage	8200, boulevard Saint-Laurent	Montréal	H2P 2L8	100 000
Laurier-Dorion (426)	20020020	ROCQLD, Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage	Lutte contre le décrochage Regroupement	8605, rue Berri	Montréal	H2P 2G5	149 000
Laurier-Dorion (426)	20020022	Communautaire	Formation	65, rue de Castelnau Ouest, bureau 202,	Montréal	H2R 2W3	100 000
Laurier-Dorion (426)	20030003	Centre Alpha-Sourd Anglo	Alphabétisation	Case postale 322, succursale d'Youville	Montréal	H2P 1E3	60 800
Laurier-Dorion (426)	20060003	Association pour la réussite éducative des jeunes d'origine haïtienne du Québec (AREJ)	Lutte contre le décrochage	419, rue Saint-Roch	Montréal	H3N 1K2	50 000
Mercier (386)	19880824	Centre de lecture et d'écriture (Clé Montréal)	Alphabétisation	4450, rue Saint-Hubert, bureau 217	Montréal	H2J 2W9	107 680

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Mercier (386)	19881032	Collectif d'animation urbaine L'autre Montréal	Formation	3680, rue Jeanne-Mance, bureau 331	Montréal	H2X 2K5	60 000
Mercier (386)	20020009	Programme Alternative au décrochage du Plateau	Lutte contre le décrochage	4240, rue Bordeaux	Montréal	H2H 1Z5	80 000
Mercier (386)	20050001	Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie	Formation	5070, rue Berri	Montréal	H2J 2R9	50 000
Mont-Royal (422)	19940026	Association Jamaïquaine de Montréal inc.	Alphabétisation	4065, rue Jean-Talon Ouest	Montréal	H4P 1W6	92 000
Pointe-aux-Trembles (372)	19880816	Un Mondalire	Alphabétisation	11951, rue Notre-Dame Est	Montréal	H1B 2Y5	107 680
Pointe-aux-Trembles (372)	19910042	Centre de liaison pour l'éducation et les ressources culturelles	Alphabétisation	12618, rue Sainte-Catherine Est	Montréal	H1B 1W9	92 000
Pointe-aux-Trembles (372)	20020004	Je Réussis	Lutte contre le décrochage	12125, rue Notre-Dame Est, bureau 173	Montréal	H1B 2Y9	95 000
Rosemont (382)	19880822	Lettres en main	Alphabétisation	5483, 12 ^e Avenue	Montréal	H1X 2Z8	107 680
Rosemont (382)	20070005	Perspectives Jeunesse	Lutte contre le décrochage	5675 rue Lafond	Montréal	H1X 2X6	50 000
Sainte-Marie – Saint-Jacques (392)	19880556	Carrefour de participation ressourcement et formation C.P.R.F.	Formation	2520, avenue Lionel-Groulx, 3 ^e étage	Montréal	H3J 1J8	100 000

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Sainte-Marie – Saint-Jacques (392)	19880595	Centre St-Pierre	Formation	1212, rue Panet	Montréal	H2L 2Y7	106 490
Sainte-Marie – Saint-Jacques (392)	19880769	Relais-Femmes	Formation	110, rue Sainte-Thérèse, bureau 301	Montréal	H2Y 1E6	100 000
Sainte-Marie – Saint-Jacques (392)	19881059	Atelier des lettres en alphabétisation de Centre-Sud	Alphabétisation	1710, rue Beaudry	Montréal	H2L 3E7	107 680
Sainte-Marie – Saint-Jacques (392)	20020015	Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine	Formation	110, rue Sainte-Thérèse, bureau 101	Montréal	H2Y 1E6	172 497
Saint-Henri – Sainte-Anne (396)	19880812	Le Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri	Alphabétisation	2515, rue Delisle	Montréal	H3J 1K8	227 319
Saint-Henri – Sainte-Anne (396)	19880817	Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles	Alphabétisation	2356, rue Centre	Montréal	H3K 1J7	209 774
Saint-Henri – Sainte-Anne (396)	20020007	Milieu éducatif La Source	Lutte contre le décrochage	75, rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier	Montréal	H4C 3A1	100 000
Saint-Henri – Sainte-Anne (396)	20040003	Les scientifiques	Lutte contre le décrochage	525, rue Dominion, bureau 200	Montréal	H3J 2B4	55 000
Saint-Henri – Sainte-Anne (396)	19880821	C.E.L.A.M. (Conseil pour l'enseignement de la lecture aux analphabètes de Montréal)	Alphabétisation	1001, rue Lenoir, suite A2-10	Montréal	H4C 2Z6	83 635

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Verdun (398)	20020001	L'Ancre des Jeunes	Lutte contre le décrochage	3565, boulevard LaSalle	Montréal	H4G 1Z5	100 000
Verdun (398)	20060001	Toujours ensemble inc.	Lutte contre le décrochage	4926, rue de Verdun	Verdun	H4G 1N3	60 000
Viau (428)	19880771	Maison d'Haïti	Alphabétisation	8833, boulevard Saint-Michel, 2 ^e étage	Montréal	H1Z 3G3	107 680
Westmount – Saint-Louis (394)	20040006	Le Centre des organismes communautaires – The Centre For Community Organizations	Formation	3680, rue Jeanne-Mance, suite 470	Montréal	H2X 2K5	100 000
Sous-total de la région Montréal (06)							5 155 399

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Outaouais (07)							
Chapleau (544)	19951029	Le vent dans les lettres inc.	Alphabétisation	365, boulevard Gréber, bureau 107	Gatineau	J8T 5R3	95 000
Chapleau (544)	20040007	Le Tremplin des lecteurs	Alphabétisation	160, boulevard Maloney Est, bureau 12	Gatineau	J8P 1C1	85 000
Hull (552)	19880476	Centre d'éducation de base dans l'Outaouais (CEBO)	Alphabétisation	255, rue Saint-Rédempteur	Gatineau	J8X 2T4	75 000
Hull (552)	19980014	Vallée-Jeunesse (1997) inc.	Lutte contre le décrochage	111, rue Carillon	Gatineau	J8X 2P8	100 000
Hull (552)	20000071	L'Association de l'Ouïe de l'Outaouais (ADOO)	Alphabétisation	115, boulevard Sacré-Coeur, bureau 206	Gatineau	J8X 1C5	60 000
Papineau (532)	19880474	Comité Alpha Papineau	Alphabétisation	390, avenue de Buckingham	Gatineau	J8L 2G7	96 908
Papineau (532)	19951030	Atelier d'éducation populaire	Alphabétisation	299, route des Cantons	Saint-Émile-de-Suffolk	J0V 1Y0	82 000
Pontiac (558)	19880475	Conseil d'alphabétisation de l'ouest du Québec – The Western Quebec Literacy Council	Alphabétisation	381, route 148	Shawville	J0X 2Y0	85 000
Pontiac (558)	20070015	Le jardin éducatif du Pontiac	Lutte contre le décrochage	3, rue McCuaig	Campbell's Bay	J0X 1K0	50 000
Sous-total de la région Outaouais (07)							728 908

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Abitibi-Témiscamingue (08)							
Abitibi-Ouest (572)	19880519	Centre de Croissance d'Abitibi-Ouest inc.	Alphabétisation	302, rue Principale	La Sarre	J9Z 3J3	92 000
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	19880499	Association des parents d'enfants handicapés du Témiscamingue	Alphabétisation	3, rue Industrielle, bureau 1	Ville-Marie	J9V 1S3	80 000
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	19880518	Association des projets éducatifs du Témiscamingue (APET)	Alphabétisation	9, rue Notre-Dame-de-Lourdes	Ville-Marie	J9V 1X7	108 358
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	19881047	Alpha-Témis	Alphabétisation	3A, rue Sainte-Anne	Ville-Marie	J9V 2B6	94 530
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	20000042	Corporation concept alpha de Rouyn-Noranda	Alphabétisation	152, avenue Murdoch, 2 ^e étage	Rouyn-Noranda	J9X 1E2	92 000
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	20030001	CAFA, Centre d'animation, de formation et d'accompagnement	Formation	332, rue Perreault Est, bureau 211	Rouyn-Noranda	J9X 3C6	95 000
Rouyn-Noranda – Témiscamingue (564)	20070023	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	Autre ministère	80, rue Mgr Tessier Est, bureau 102	Rouyn-Noranda	J9X 3B9	20 000
Sous-total de la région Abitibi-Témiscamingue (08)							581 888

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Côte-Nord (09)							
Duplessis (744)	19880529	POPCO inc.	Alphabétisation	24, boulevard des Îles, bureau 104	Port-Cartier	G5B 2M9	92 000
Duplessis (744)	19880547	Centre Alpha Lira inc.	Alphabétisation	460A, place du Commerce	Sept-Îles	G4R 2Z6	110 941
René-Lévesque (752)	19880548	Maison alpha ABC Côte-Nord	Alphabétisation	600, rue Jalbert	Baie-Comeau	G5C 1Z9	81 815
René-Lévesque (752)	20000038	Plaisir de lire inc.	Alphabétisation	9, 11e Rue, bureau 202	Forestville	G0T 1E0	85 000
Duplessis (744)	20070024	L'Envol-Maison de la famille	Autre ministère	652, avenue De Quen	Sept-Îles	G4R 2R5	20 000
Sous-total de la région Côte-Nord (09)							389 756
Nord-du-Québec (10)							
Ungava (792)	19880170	Regroupement de « Bouches à Oreilles »	Alphabétisation	265, rue Lanctôt	Chibougamau	G8P 1C1	120 000
Sous-total de la région Nord-du-Québec (10)							120 000

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)							
Bonaventure (718)	19951002	Le Plaisir des Mots	Alphabétisation	200H, boulevard Perron Ouest	New-Richmond	G0C 2B0	71 120
Gaspé (732)	19890182	Conseil de la Gaspésie pour l'alphabétisme, Gaspésie Literacy Council	Alphabétisation	41, rue McDonald	Gaspé	G4X 2Y5	73 180
Gaspé (732)	19970037	Pouvoir des mots Gaspé	Alphabétisation	201, rue de la Reine	Gaspé	G4X 1T5	122 452
Gaspé (732)	20030006	Centre Alpha Rocher-Percé	Alphabétisation	630, rue de l'Hôtel-de-Ville	Chandler	G0C 1K0	85 000
Îles-de-la-Madeleine (738)	19951004	Développement Communautaire Unile inc.	Alphabétisation	1241, chemin du Bassin	Bassin	G4T 0E7	124 575
Matane (724)	20060007	Les bouts de papier de La Haute-Gaspésie	Alphabétisation	48B, 3 ^e avenue Ouest	Sainte-Anne-des-Monts	G4V 3T2	65 750
Sous-total de la région Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (11)							542 077

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Chaudière-Appalaches (12)							
Beauce-Sud (294)	19951018	Alphare	Alphabétisation	11785, 2 ^e Avenue	Saint-Georges	G5Y 1W9	96 180
Bellechasse (302)	19951014	Groupe Alpha des Etchemins	Alphabétisation	201, rue Claude-Bilodeau, bureau 17	Lac-Etchemin	G0R 1S0	115 000
Bellechasse (302)	20030014	Alpha Bellechasse	Alphabétisation	110B, rue Principale	Saint-Lazare	G0R 3J0	111 872
Frontenac (288)	19951011	La Clé de l'Alpha	Alphabétisation	Case postale 143	Thetford-Mines	G6G 5S5	92 000
Lévis (664)	19951013	Alpha-Entraide des Chutes-de-la-Chaudière	Alphabétisation	1120, boulevard de la Rive-Sud, bureau 210	Saint-Romuald	G6W 5M6	92 000
Lotbinière (314)	19951015	ABC Lotbinière	Alphabétisation	3, rue Bois-de-l'Ail	Saint-Flavien	G0S 2M0	92 000
Montmagny-L'Islet (684)	19951016	L'A B C des Hauts plateaux Montmagny-l'Islet	Alphabétisation	21, rue Principale	Saint-Pamphile	G0R 3X0	119 976
Montmagny-L'Islet (684)	19951017	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	Alphabétisation	62, rue Saint-Jean-Baptiste Est	Montmagny	G5V 1J8	120 000
Montmagny-L'Islet (684)	19951019	Groupe d'alphabétisation Clés en main	Alphabétisation	383F, avenue de Gaspé Ouest	Saint-Jean-Port-Joli	G0R 3G0	111 870
Lévis (664)	20070029	Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	Autre ministère	1659, boulevard de la Rive-Sud	Saint-Romuald	G6W 5M6	13 000
Sous-total de la région Chaudière-Appalaches (12)							963 898

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Laval (13)							
Fabre (446)	19951039	Au Jardin de la famille de Fabreville inc.	Alphabétisation	3867, boulevard Sainte-Rose	Laval	H7P 1C8	92 000
Laval-des-Rapides (442)	19881044	Centre Lire-Écrire – The Learning Exchange	Alphabétisation	2100, boulevard des Laurentides	Laval	H7M 2Y6	92 000
Laval-des-Rapides (442)	19951020	Le Groupe Alpha Laval	Alphabétisation	485, boulevard des Laurentides, bureau 105	Laval	H7G 2V2	156 245
Laval-des-Rapides (442)	20030009	Diapason-Jeunesse	Lutte contre le décrochage scolaire	599, rue Saint-André	Laval	H7G 3A4	100 000
Sous-total de la région Laval (13)							440 245

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Lanaudière (14)							
Berthier (354)	19951026	Centre d'alphabétisation populaire Matawinie Est	Alphabétisation	4354, rue Principale	Saint-Félix-de-Valois	J0K 2M0	92 000
Berthier (354)	19951027	Au Bord des Mots	Alphabétisation	171, rue Saint-Antoine Nord	Lavaltrie	J5T 2G6	92 000
Berthier (354)	19960112	Groupe Populaire Déclic	Alphabétisation	584, rue de Montcalm	Berthierville	J0K 1A0	99 316
Joliette (362)	19880937	Action dignité Lanaudière	Alphabétisation	144, rue Saint-Joseph	Joliette	J6E 5C4	100 000
Joliette (362)	20020021	Centre régional de formation de Lanaudière	Formation	144, rue Saint-Joseph	Joliette	J6E 5C4	95 000
Rousseau (504)	19881002	Coopérative de services multiples de Lanaudière	Alphabétisation	1317, chemin du Gouvernement	Sainte-Julienne	J0K 2T0	140 764
Terrebonne (458)	19881000	A B C des Manoirs	Alphabétisation	568, rue Léon-Martel	Terrebonne	J6W 2J8	92 000
Sous-total de la région Lanaudière (14)							711 080

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Laurentides (15)							
Argenteuil (518)	19881001	Conseil d'alphabétisation Laurentien inc. --	Alphabétisation	513, rue Principale, bureau 2	Lachute	J8H 1Y5	70 000
Argenteuil (518)	19930003	Maison populaire d'Argenteuil	Alphabétisation	335, rue Principale	Lachute	J8H 2Z7	112 908
Deux-Montagnes (484)	20040014	Centre d'Alphabétisation Populaire des Patriotes	Alphabétisation	49, rue Saint-Louis	Saint-Eustache	J7R 1X5	92 000
Groulx (478)	19951024	La Maison des Mots des Basses-Laurentides	Alphabétisation	4, chemin du Ravin	Sainte-Thérèse	J7E 2T2	104 544
Groulx (478)	20070018	Centre de prévention du décrochage scolaire Oméga	Lutte contre le décrochage	110, rue Curé-Labelle	Sainte-Thérèse	J7E 2X5	50 000
Labelle (524)	19880999	Association Alpha-Laurentides	Alphabétisation	499, rue Grégoire	Mont-Tremblant	J8E 2T2	89 150
Labelle (524)	19951048	La Griffé d'alpha	Alphabétisation	610, rue de la Madone	Mont-Laurier	J9L 1S9	95 000
Prévost (498)	19951023	Le Coin Alpha	Alphabétisation	475, rue Laviolette	Saint-Jérôme	J7Y 2T8	102 452
Sous-total de la région Laurentides (15)							716 054

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 27 b

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Montérégie (16)							
Beauharnois (154)	19951007	Les Grands Débrouillards de Valleyfield	Alphabétisation	52, rue Nicholson	Salaberry-de-Valleyfield	J6T 4M8	92 000
Brome-Missisquoi (128)	19880453	Conseil de l'alphabétisation de Yamaska –	Alphabétisation	239, rue Principale	Cowansville	J2K 1J4	82 500
Brome-Missisquoi (128)	19881064	L'EDA (l'Éducation des adultes en français de base)	Alphabétisation	455, rue Yamaska Est, bureau 210	Farnham	J2N 1J2	80 000
Brome-Missisquoi (128)	19930001	Bénévoles en alphabétisation du Québec (BAQ) – Litecery	Alphabétisation Regroupement	153, chemin Sugarhill	Lac-Brome	J0E 1V0	75 000
Brome-Missisquoi (128)	19951008	Le Sac à Mots	Alphabétisation	94, rue Sud	Cowansville	J2K 2X2	92 000
Châteauguay (174)	19880903	Le Comité d'entraide populaire de Châteauguay (CEP)	Alphabétisation	68A, rue Salaberry Sud	Châteauguay	J6J 4J5	81 500
Châteauguay (174)	19880921	Alphabétisation de Châteauguay Valley	Alphabétisation	214, rue McLeod, chemin 227	Châteauguay	J6J 2H4	60 000
Huntingdon (148)	19881063	Au coeur des mots	Alphabétisation	12, rue Sainte-Marie	Lacolle	J0J 1J0	92 000
Huntingdon (148)	19960110	Centre de formation de Huntingdon	Alphabétisation	64, rue Châteauguay, bureau 216	Huntingdon	J0S 1H0	67 954
Iberville (142)	19880887	Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région	Alphabétisation	290, avenue des Conseillers	Saint-Jean-sur-Richelieu	J2X 1Z8	65 000
Iberville (142)	19881038	Comité alphabétisation locale Marieville (CALM)	Alphabétisation	2005, rue du Pont	Marieville	J3M 1J8	75 000
Iberville (142)	20000040	Centre Alpha-Sourd Rive Sud	Alphabétisation	3-208, rue Notre-Dame	Saint-Pie	J0H 1W0	92 000
La Prairie (182)	19880922	La Clé des mots	Alphabétisation	200, rue Saint-Pierre, bureau 103	Saint-Constant	J5A 2G9	94 000

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
La Prairie (182)	20070007	Bénado inc.	Lutte contre le décrochage	67H, rue Georges-Gagné	Delson	J5B 2E5	50 000
Laporte (208)	19880918	Le Conseil de lecture de la Rive-sud -- South Shore Reading	Alphabétisation	279, rue Hubert, app. 4	Greenfield Park	J4V 1R9	74 000
Laporte (208)	19881041	Alphabétisation Iota	Alphabétisation	200, rue Saint-Louis	Longueuil	J4R 2L6	95 000
Laporte (208)	19910024	L'Écrit tôt de Saint-Hubert	Alphabétisation	3825, rue Windsor	Saint-Hubert	J4T 2Z6	108 726
Marie-Victorin (214)	19880883	Macadam Sud	École de la rue	895, rue Sainte-Hélène	Longueuil	J4K 3R7	64 369
Marie-Victorin (214)	19880920	La Boîte à lettres de Longueuil	Alphabétisation	212, rue Gentilly Ouest	Longueuil	J4H 1Z6	118 134
Marie-Victorin (214)	19910053	La Maison de Jonathan inc.	Lutte contre le décrochage	81, rue Saint-Jean	Longueuil	J4H 2W8	60 000
Richelieu (254)	19951010	L'Ardoise du Bas-Richelieu	Alphabétisation	71, rue de Ramesay, bureau 309	Sorel-Tracy	J3P 3Z1	92 000
Saint-Hyacinthe (262)	19951050	Aide pédagogique aux adultes, aux jeunes APAJ	Alphabétisation	330, rue Saint-Simon	Saint-Hyacinthe	J2S 5B9	92 000
Saint-Jean (188)	19881039	La Porte Ouverte (Centre d'alphabétisation et de francisation du Haut-Richelieu)	Alphabétisation	81, rue Frontenac	Saint-Jean-sur-Richelieu	J3B 2Y4	96 180
Shefford (134)	19881040	Alpha Haute-Yamaska inc.	Alphabétisation	125-1, rue Principale	Granby	J2G 2T9	77 801
Soulanges (162)	19880924	La magie des mots	Alphabétisation	13A, rue Principale	Coteau-du-Lac	J0P 1B0	92 000

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)
Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Taillon (222)	19880888	Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Lutte contre le décrochage	1000, boulevard Roland-Therrien	Longueuil	J4J 5H3	80 000
Taillon (222)	19951006	Le Fablier, une histoire de familles	Alphabétisation	2363, chemin de Chambly	Longueuil	J4L 4H3	96 180
Vaudreuil (168)	19880923	Comquat inc.	Alphabétisation	34, Grand Boulevard	Île Perrot	J7V 4W1	92 000
Sous-total de la région Montérégie (16)							2 337 344

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Liste ventilée par région des organismes subventionnés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Adresse	Municipalité	Code postal	Subvention totale \$
Centre-du-Québec (17)							
Arthabaska (322)	19880395	Éduco-pop des Bois-Francis	Alphabétisation	605, rue Notre-Dame Est, bureau 250	Victoriaville	G6P 6Y9	90 000
Arthabaska (322)	20020018	Répît Jeunesse	École de la rue	89, rue Notre-Dame Est	Victoriaville	G6P 3Z8	85 000
Drummond (274)	20040013	Le refuge La Piaule du Centre du Québec Inc.	École de la rue	165, rue Marchand	Drummondville	J2C 4N3	50 000
Nicolet-Yamaska (328)	19880378	Ludolettre	Alphabétisation	430, rue Lamothe	Saint-Léonard-d'Aston	J0C 1M0	92 000
Nicolet-Yamaska (328)	19880398	Alpha-Nicolet (Service d'éducation populaire en alphabétisation)	Alphabétisation	690, rue Monseigneur-Panet, bureau 110	Nicolet	J3T 1W1	97 226
Sous-total de la région Centre-du-Québec (17)							414 226
Total pour les organismes subventionnés par le PACTE							17 135 328

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Nouveaux groupes financés en 2008-2009

Région / Circonscription	Code	Organisme	Champ d'activités	Accréditation mission globale \$
Montréal (06)				
Laurier-Dorion (426)	20060003	Association pour la réussite éducative des jeunes d'origine haïtienne du Québec (AREJ)	Lutte contre le décrochage	50 000
Rosemont (382)	20070005	Perspectives Jeunesse	Lutte contre le décrochage	50 000
Total des nouveaux groupes financés				100 000

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION ET DE MISE À JOUR
SOUTIEN À LA MISSION GLOBALE**

**CYCLE TRIENNAL 2009-2012
ANNÉE 2009-2010**

DOCUMENTS À JOINDRE OBLIGATOIREMENT

Veuillez cocher les cases correspondant aux documents annexés ou qui ont déjà été transmis.

Annexés Déjà
transmis

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Lettres patentes (si elles ont été modifiées en cours d'année). |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Règlements généraux (s'ils ont été modifiés) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Rapport annuel d'activités du dernier exercice complété, adopté par l'assemblée générale des membres. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Rapport financier du dernier exercice complété, adopté par l'assemblée générale des membres, assorti d'un rapport de mission d'examen ou de vérification selon les seuils prescrits dans le PACTE, dûment signé par deux administrateurs. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Plan d'action de l'organisme établissant les priorités et la planification des activités pour l'exercice financier 2009-2010. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Liste des organismes membres (pour les regroupements). |

**N'oubliez pas que votre formulaire doit être signé par la présidente ou le président.
Cette signature doit être originale (non photocopiée, non télécopiée).**

Retournez le formulaire et les documents d'accompagnement, à l'adresse suivante, au plus tard le **22 mai 2009**, le cachet de la poste faisant foi du respect de la date limite.

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION DES ADULTES
ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue De La Chevrotière, 13^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5**

Il n'y a pas de version électronique

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

Lors de l'assemblée générale annuelle (ou assemblée générale extraordinaire) des membres tenue le _____ à l'adresse suivante _____ et à laquelle étaient présents _____ membres en règle, les documents suivants ont été dûment adoptés :

Adoption du rapport d'activités annuel

- L'adoption du rapport d'activités de l'année _____
est proposée par _____
est appuyée par _____
Résultat du vote : unanimité _____ ou majorité _____

Adoption du rapport financier annuel

- L'adoption du rapport financier de l'année _____
est proposée par _____
est appuyée par _____
Résultat du vote : unanimité _____ ou majorité _____

Début de l'année financière : / 1 / 4 / jour /mois Fusion

PRIÈRE DE LIRE LE CAHIER D'ACCOMPAGNEMENT 2009-2010 AVANT DE COMPLÉTER CE FORMULAIRE.

COORDONNÉES DE L'ORGANISME

«CodeOrgn» Fusion
 «Nomorgn» Fusion
 «AdrsOrgnI» Fusion
 «MuniOrgn» «ProvOrgn» «CodePost» Fusion
 Téléphone : «TelephOrgn» Fusion poste :
 Télécopieur : «TelecopOrgn» Fusion
 Courriel : «Courriel» Fusion
 Site Internet : «SiteWeb»
 Région administrative : «Region» Fusion
 Champ d'intervention principal : «ChampPrinc» Fusion

▪ Indiquer ici tout changement :

1. DEMANDE DE SUBVENTION

1.1 Subvention prévue du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour l'année 2009-2010 «SubRécurren» fusion \$

1.2 Demande financière de l'organisme pour l'exercice financier 2009-2010. Écrire un montant
 (si différent de 1.1, justifier la différence au point 9 voir Cahier d'accompagnement 2009-2010) _____ \$

2. RÉOLUTION

Au cours de la réunion du conseil d'administration de «Nomorgn» fusion
 en date du _____, le conseil d'administration :

- confirme que les renseignements figurant dans ce formulaire sont complets et exacts;
- autorise la présidente ou le président à solliciter, pour l'exercice financier 2009-2010, le montant indiqué à l'item « 1.2 Demande financière de l'organisme »;
- confirme que les renseignements inclus dans « l'extrait de procès-verbal » présenté en page couverture du formulaire sont exacts.

Cette demande est faite en connaissance des exigences et des procédures du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) pour le cycle triennal 2009-2012.

 Nom de la présidente ou du président au moment de la demande (en lettres moulées)

 Signature

 Date

3. VIE DÉMOCRATIQUE

3.1 Inscrire ou corriger le nom des membres du conseil d'administration qui occupent les fonctions suivantes. Ajouter, pour chacun, un numéro de téléphone autre que celui de l'organisme.

Nom	Fonction	Téléphone
«PrenPres» «NomPres» Corr : _____	Présidence	«TelPres» _____ - _____
«PrenVp» «NomVp» Corr : _____	Vice-présidence	«TelVp» _____ - _____
«PrenTres» «NomTres» Corr : _____	Trésorerie	«TelTres» _____ - _____
«PrenSec» «NomSec» Corr : _____	Secrétariat	«TelSec» _____ - _____

3.2 Nombre de membres au conseil d'administration (C.A.)	_____ membres
3.3 Nombre de réunions du C.A. tenues au cours du dernier exercice financier complété	_____ réunions
3.4 Nombre de membres en règle présents lors de votre dernière assemblée générale annuelle	_____ membres
3.5 Nombre de membres en règle en tout dans votre organisme	_____ membres

4. RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

4.1 Inscrire ou corriger le nom de la personne responsable (coordination, direction, etc.) de l'organisme :

«PrenResp» «NomResp» Fusion Correction : _____

4.2 Personne à joindre pendant l'été : _____ Tél. : () _____ - _____

4.3 Formulaire rempli par : _____ Tél. : () _____ - _____

Fonction : _____

5. MISSION

5.1 CHAMP D'INTERVENTION PRINCIPAL

Identifier le champ d'intervention principal de votre organisme. Si vous êtes en appartenance double, identifier la partie de votre mission principale qui vous rattache à la mission d'éducation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). (COCHER UNE SEULE CASE)
Corriger s'il y a lieu.

Alphabétisation.....	<input checked="" type="checkbox"/>	Correction <input type="checkbox"/>
Lutte contre le décrochage scolaire.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
École de la rue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue auprès des organismes d'action communautaire.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Regroupement d'organismes (fournir, en annexe, la liste à jour de vos membres)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5.2 AUTRES CHAMPS D'INTERVENTION DANS LES DOMAINES LIÉS À LA MISSION D'ÉDUCATION DU MELS

Au besoin, COCHER PLUSIEURS CASES
Corriger s'il y a lieu.

Alphabétisation.....	<input type="checkbox"/>	Correction <input type="checkbox"/>
Prévention de l'analphabétisme.....	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lutte contre le décrochage scolaire.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Raccrochage scolaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue auprès des organismes d'action communautaire.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre (préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5.3 CHAMPS D'INTERVENTION DANS LES DOMAINES AUTRES QUE LA MISSION D'ÉDUCATION DU MELS

Au besoin, COCHER PLUSIEURS CASES
Corriger s'il y a lieu.

Santé et services sociaux	<input checked="" type="checkbox"/>	Correction <input type="checkbox"/>
Défense collective des droits	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Loisir et sport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Insertion socioprofessionnelle.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Culture et communications	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Famille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre (préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre (préciser).....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5.4 ORGANISMES EN DOUBLE APPARTENANCE

Pour la réalisation de sa mission globale, votre organisme est soutenu en double appartenance par le MELS et :
1 ☒ MSSS 2 ☐ Min. Famille (...) 3 ☐ SACAIS 4 ☐ MDEIE 5 ☐ Autre
Corriger s'il y a lieu : 1 ☐ MSSS 2 ☐ Min. Famille (...) 3 ☐ SACAIS 4 ☐ MDEIE 5 ☐ Autre

6. TERRITOIRE DESSERVI

6.1 Nom du territoire que vous desservez (villes, villages, MRC, quartiers, etc.) :

6.2 S'agit-il d'un territoire : 1 ☐ Local 2 ☒ Régional 3 ☐ Supra régional 4 ☐ National
Corriger s'il y a lieu : 1 ☐ Local 2 ☐ Régional 3 ☐ Supra régional 4 ☐ National

7. LETTRES PATENTES (si le nom de votre organisme ou les objets ont été récemment modifiés, apporter ici les corrections et faire parvenir une copie de vos lettres patentes supplémentaires)

	Jour	Mois	An
7.1 Date d'incorporation de votre organisme selon les lettres patentes (TableCoor.DateInc)/ jour /mois/ année/ Corrections (s'il y a lieu)	/	/	/
7.2 Date des plus récentes modifications aux lettres patentes (s'il y a lieu) (TableCoor.DateModOrg) Corrections (s'il y a lieu)	/	/	/
7.3 Principaux objets : «ObjetsCharte» Fusion			

8. REVENUS (PRODUITS) ET DÉPENSES (CHARGES)

Pour remplir les deux sections qui suivent (8.1 et 8.2), vous devez tenir compte de l'exercice financier de VOTRE organisme.

Pour vous aider, vous référer aux instructions du Cahier d'accompagnement 2009-2010.

- Si votre plus récent exercice financier complété (états financiers adoptés) se situe en 2007-2008 ou le 31 décembre 2008 : vous devez REMPLIR LES COLONNES 1, 2 et 3.
- Si votre plus récent exercice financier complété (états financiers adoptés) se situe en 2008-2009 : vous devez REMPLIR LES COLONNES 2 et 3 seulement.
- Indiquer le montant au dollar près (pas de cents). Inscrire un seul montant par case.

Au cours des dernières années, plusieurs ministères ont subi des changements de noms et parfois aussi de vocation. Indiquer la provenance du soutien financier selon le nom du ministère pendant l'année où vous avez reçu ce soutien.

8.1 REVENUS (PRODUITS)		2007-2008 ou 2008 (12 mois)	2008-2009 ou 2009 (12 mois)	2009-2010 ou 2010 (12 mois)
Début de votre exercice financier / jour / mois / Fusion jour/mois				
Correction / / jour/mois				
PROVENANCE DU FINANCEMENT		Le plus récent exercice financier complété COLONNE 1	Exercice financier complété ou actuel COLONNE 2	Prévisions financières COLONNE 3
Ligne				
Gouvernement du Québec				
101	MELS- Soutien en appui à la mission globale (PACTE)			Sub récurrente prévue Fusion
	MELS- Soutien par ententes de services (PACTE)			
	Projets de la politique gouvernementale d'éducation des adultes			
102	Commissions scolaires			
103	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole			
104	Ministère des Affaires municipales et des Régions			
105	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exploitation (MDEIE)			
106	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Famille (MESSF)			
107	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)			
108	Ministère de la Famille (ou de la Famille et de l'Enfance)			
109	Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine			
110	Ministère de l'Environnement Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs			
111	Ministère de la Culture et des Communications			
112	Ministère de la Justice			
113	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles			
114	Ministère des Relations internationales			
115	MSSS - Programme de soutien récurrent (SOC)			
116	MSSS - Programme de soutien non récurrent (projet/entente de service)			
117	Office des personnes handicapées du Québec			
118	Ministère de la Sécurité publique			
119	SACAI - Programme de soutien récurrent			
120	SACAI - Programme de soutien non récurrent (projet/entente de service)			
121	Secrétariat aux Affaires autochtones			
122	Autre ministère provincial (spécifier)			
Gouvernement du Canada				
123	Projets IFPCA ligne pleine			
124	Ressources humaines et du Développement social Canada (RHDS)			
125	Autre ministère fédéral (spécifier)			
Revenus de sources non gouvernementales				
126	Centraide			
127	Activités d'autofinancement/dons			
128	Autres (spécifier) voir le Cahier d'accompagnement 2009-2010			
TOTAL DES REVENUS (PRODUITS)				

8.2 DÉPENSES (CHARGES)	2007-2008 ou 2008 (12 mois)	2008-2009 ou 2009 (12 mois)	2009-2010 ou 2010 (12 mois)
Ligne	Le plus récent exercice financier complété COLONNE 1	Exercice financier complété ou actuel COLONNE 2	Prévisions financières COLONNE 3
Frais salariaux			
201 Salaires			
202 Avantages sociaux			
203 Honoraires			
204 SOUS-TOTAL des frais salariaux			
Frais de logement			
205 Loyer			
206 Taxes, assurances			
207 Chauffage, électricité et conciergerie			
208 SOUS-TOTAL des frais de logement			
Autres frais			
209 Communications (poste, Internet, téléphone, télécopie, etc.)			
210 Matériel et fournitures de bureau (papeterie, photocopies, équipement, etc.)			
211 Autres frais liés aux activités (matériel didactique, perfectionnement, représentation, déplacement du personnel, etc.)			
212 Amortissements annuels ou acquisitions d'immobilisations			
213 Autres frais non inclus dans les rubriques précédentes (spécifier)			
214 SOUS-TOTAL des autres frais			
TOTAL DES DÉPENSES (CHARGES)			

9. Si votre demande financière est plus élevée que la subvention prévue du pacte

Justifier la différence entre votre demande financière et la subvention prévue par le Ministère, en répondant à la question suivante : « Que feriez-vous de plus que ce qui est inscrit dans votre planification actuelle si vous aviez le montant de subvention que vous demandez? »

Présenter le budget prévu pour appuyer votre demande additionnelle seulement.

10. Événements particuliers ayant eu un impact important sur l'organisme

Inscrire les événements particuliers ou les changements qui ont eu un impact sur la dynamique de l'organisme, son développement ou ses activités, après la période couverte par le rapport d'activités adopté lors de l'assemblée générale annuelle.

Vous pouvez joindre en annexe un document qui décrit ces événements. Voir des exemples dans le Cahier d'accompagnement 2009-2010.

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES OU SUGGESTIONS QUE VOUS VOULEZ PORTER À L'ATTENTION DU MELS

RENSEIGNEMENTS POUR FINS STATISTIQUES

Les données à fournir doivent provenir des rapports d'activités et financier les plus récents adoptés par l'assemblée générale des membres.

12. RESSOURCES HUMAINES

12.1 PERSONNES BÉNÉVOLES

Nombre total annuel de bénévoles : _____

Nombre total annuel d'heures : _____

Quelles tâches vos bénévoles effectuent-ils dans l'organisme? (Vous pouvez répondre sur un document en annexe)

- _____
- _____
- _____
- _____
- _____
- _____

12.2 PERSONNEL RÉMUNÉRÉ

12.2.1 Personnel régulier (temps plein et temps partiel)	Nombre de personnes	Total annuel des heures	Total annuel des salaires, honoraires et avantages sociaux
Direction et coordination			\$
Secrétariat			\$
Soutien			\$
Intervenants			\$
Autres fonctions (spécifier)			\$
▪			\$
▪			\$
SOUS-TOTAL			\$
12.2.2 Personnes travaillant à la réalisation de projets et d'ententes de services seulement (à l'exclusion du personnel régulier)	Nombre de personnes	Total annuel des heures	Total annuel des salaires, honoraires et avantages sociaux
▪			\$
▪			\$
▪			\$
▪			\$
▪			\$
▪			\$
▪			\$
SOUS-TOTAL			\$
TOTAL DES QUESTIONS 12.2.1 ET 12.2.2			\$

13. PÉRIODE D'OUVERTURE

13.1	Nombre de semaines de fonctionnement par année	_____ semaines
13.2	Nombre d'heures d'ouverture par semaine, pendant les activités régulières	_____ heures/sem.

14. PERSONNES TOUCHÉES PAR LES SERVICES DE L'ORGANISME**14.1 Ensemble des activités**

- Nombre approximatif de personnes rejointes par l'ensemble de la mission de l'organisme : _____ personnes

14.2 Activités d'information, de sensibilisation et de recrutement

- Nombre approximatif de personnes rejointes par l'ensemble de vos activités d'*information DE MASSE*, visant aussi la *sensibilisation* et le *recrutement* (site Web, conférences, petits journaux, portes ouvertes, outils promotionnels, soupers ou soirées bénéfiques, annonces dans les journaux, émissions à la radio communautaire, etc.) : _____ personnes
- Nombre de personnes rejointes INDIVIDUELLEMENT OU EN PETITS GROUPES par vos activités visant l'*information, la sensibilisation et le recrutement* (information en personne ou par courriel, appels téléphoniques, rencontres individuelles, etc.) : _____ personnes

14.3 Personnes rejointes par les activités liées à la réalisation de la mission

- Nombre de celles rejointes EN PERSONNE : _____ personnes

♦ Sexe :	Femmes	_____ %	♦ Âge :	- de 12 ans	_____ %	12 à 15 ans	_____ %
	Hommes	_____ %		16 à 24 ans	_____ %	25 à 34 ans	_____ %
				35 à 49 ans	_____ %	50 ans et +	_____ %
- Nombre de celles rejointes par la FORMATION À DISTANCE dans les programmes où il y a inscription : _____ personnes

15. PARTENARIAT AVEC DES COMMISSIONS SCOLAIRES**15.1 Partenariat avec des commissions scolaires?**

- ☐ Oui ☐ Non

15.2 Si oui, avec laquelle ou lesquelles _____

15.3 Quel type de partenariat?

- Financier ☐ Oui
- Autres ☐ Oui

Si autres partenariats, lesquels _____

PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIF A L'ALPHABÉTISATION

La présente ENTENTE a été conclue ce 25^e jour de Mars 2008.

ENTRE: LE GOUVERNEMENT DU CANADA (ci-après appelé « Canada »), représenté par le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement social;

ET: LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ci-après appelé « Québec »), représenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, dûment autorisés aux fins des présentes,

ATTENDU QUE le Québec, en vertu de sa compétence exclusive en éducation est responsable des services d'alphabétisation dispensés sur son territoire et qu'il alloue, à cet effet, des subventions aux commissions scolaires, aux organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités et aux organismes sans but lucratif.

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur l'instruction publique* (L.R.Q., chapitre I-13.3) adoptée en décembre 1988, l'alphabétisation fait partie des services éducatifs offerts à tous les résidents du Québec.

ATTENDU QUE le Canada a établi le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes (PAAACEA) dont un des objectifs est de faciliter la création d'occasions permettant aux adultes d'acquérir les connaissances dont ils ont besoin pour jouer un rôle dans l'économie du savoir et dans la société et qu'à cette fin il a créé le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) en avril 2007.

ATTENDU QUE le Québec et le Canada ont conclu un Protocole d'entente relatif à l'alphabétisation pour les exercices financiers 2002-2003 à 2006-2007 et un Accord de contribution relié à ce Protocole d'entente, par lesquels le Canada a contribué à différentes initiatives en alphabétisation menées par les commissions scolaires et les organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités;

ATTENDU QUE le ministre représentant le Canada aux fins des présentes agit à cet égard en conformité à l'article 10 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* (L.C. 2005, ch.34).

ATTENDU QUE les ministres représentant le Québec aux fins des présentes agissent à cet égard en conformité respectivement à l'article 13 de la *Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport* (L.R.Q., c. M-15) et à l'article 3.8 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30).

Le Canada et le Québec conviennent de continuer à collaborer pour assurer la complémentarité des interventions du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles du ministère des Ressources humaines et du Développement social Canada avec les politiques et programmes québécois en matière d'alphabétisation et de fixer, dans le présent protocole, les modalités de cette collaboration.

I. INITIATIVES FÉDÉRALES-PROVINCIALES CONJOINTES

1.1 Contributions

Le Québec assume les coûts de formation des personnes analphabètes en accordant annuellement aux commissions scolaires des subventions de l'ordre de 21,0 millions de dollars et aux organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités des subventions de l'ordre de 11,0 millions de dollars.

L'aide financière du Canada sera accordée pour des projets admissibles aux termes du PAAACEA. Sous réserve des crédits attribués par le Parlement du Canada, cette aide financière sera de 4 100 000\$ pour la période couverte par le présent protocole d'entente, soit pour l'exercice financier 2007-2008, en autant que la valeur totale des projets approuvés atteigne ce montant.

Plus précisément,

Une enveloppe financière de 1 700 000 \$ est dédiée aux projets admissibles qui sont présentés par les organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités ou par les organismes connus sous le volet Autres. Ce volet désigne les organisations non gouvernementales, les universités, les associations professionnelles, les organisations du domaine du travail dont les associations de gens d'affaires et les syndicats.

Une autre enveloppe financière de 2 400 000\$ est dédiée aux projets admissibles présentés par les commissions scolaires, par les organismes sans but lucratif qui soumettent des projets d'envergure provinciale ainsi que par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.

Ces enveloppes financières pourront être modifiées, pour tenir compte de la valeur de l'ensemble des projets admissibles qui seront recommandés et ultimement approuvés.

1.2 Sélection des projets

Le Canada et le Québec s'entendront sur les critères d'éligibilité et de financement des projets admissibles et sur le calendrier des opérations, et ce, dans le cadre d'un accord de contribution à intervenir entre les parties et dont le modèle est joint au présent protocole d'entente.

Parmi les projets présentés par les commissions scolaires, les organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités, les organismes connus sous le volet Autres, les organismes sans but lucratif (projets d'envergure provinciale) ainsi que par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le Québec présentera au Canada, pour approbation par le ministre des Ressources humaines et du Développement social, les projets dont il recommande le financement.

Lors de la sélection des projets admissibles, le Québec tiendra compte, en plus des critères d'éligibilité convenus avec le Canada, de la correspondance des projets aux besoins et aux priorités du Québec, d'un souci de partage équitable entre les régions, de même que de la cohérence des projets présentés par des organismes œuvrant sur un même territoire. Le Québec consultera le Canada lors de l'étude de ces projets.

1.3 Modalités de paiement des contributions

Les modalités de paiement des contributions seront définies dans le cadre de l'accord de contribution susmentionné.

Par ailleurs, les parties conviennent que les projets approuvés provenant des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités et des organismes connus sous le volet Autres, recevront une contribution qui sera versée directement par le Canada conformément aux lois applicables. Quant aux autres projets approuvés, à savoir, les projets provenant des commissions scolaires, les projets d'envergure provinciale provenant des organismes sans but lucratif ainsi que ceux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le Canada versera la contribution au Québec qui se chargera de leur financement.

Le Québec fera état de la contribution du Canada à toute commission scolaire et organismes sans but lucratif (projets d'envergure provinciale) dont le projet aura été approuvé.

1.4 Rapport d'activités

Les commissions scolaires, les organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation accrédités, les organismes sans but lucratif (projets d'envergure provinciale) et les organismes connus sous le volet Autres, feront parvenir deux exemplaires de leur rapport d'activités au Québec. Le Québec transmettra un de ces exemplaires au Canada.

1.5 Évaluation

Le Québec est responsable de l'évaluation des projets des commissions scolaires, de ceux des organismes sans but lucratif (projets d'envergure provinciale) et de ceux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il transmettra au Canada les résultats de cette évaluation.

2. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa dernière signature et prend fin le 31 mars 2008.

3. COMMUNICATIONS

Le Canada et le Québec s'entendront sur les communiqués conjoints à émettre dans le cadre de cette entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente:

POUR LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

PAR:



La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

PAR:



Le ministre des Ressources
humaines et du Développement
social

PAR:



Le ministre responsable des Affaires
intergouvernementales canadiennes,
des Affaires autochtones, de la Francophonie
canadienne, de la Réforme des institutions
démocratiques et de l'Accès à l'information

ACCORD MODIFICATEUR A L'ACCORD DE CONTRIBUTION
RELIE AU PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIVE A L'ALPHABETISATION

Le présent ACCORD MODIFICATEUR a été conclu ce 31 jour de MARS 2005.

ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA (ci-après appelé « Canada »), représenté par le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences portant le titre de ministre des Ressources humaines et du Développement social, lui-même représenté par la sous-ministre adjointe de la Direction des Compétences en milieu de travail du ministère des Ressources humaines et Développement des compétences.

ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ci-après appelé « Québec »), représenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, elle-même représentée par le sous-ministre adjoint par intérim à la formation professionnelle et technique et à la formation continue et le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, dûment autorisés aux fins des présentes, lui-même représenté par le secrétaire général associé du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Ci-après collectivement appelés « les Parties ».

ATTENDU QUE le Canada et le Québec ont conclu le Protocole d'entente relatif à l'alphabetisation pour l'exercice financier 2003-2008 et un Accord de contribution relié à ce Protocole d'entente, par lesquels le Canada contribue à différentes initiatives en alphabetisation menées par les commissions scolaires et les organismes d'action communautaire autonome en alphabetisation accrédités.

ATTENDU QUE les Parties souhaitent augmenter l'aide financière du Canada prévue dans le cadre de l'Accord de contribution et réduire de façon proportionnelle à celle accordée aux organismes d'action communautaire autonome en alphabetisation de même qu'aux organismes sous le volet Autres et ce, tout en conservant le montant total de l'entente, soit 4,1 M \$.

ATTENDU QUE cette modification nécessite d'apporter des ajustements à l'Accord de contribution dans le cadre du présent Accord modificateur :

Les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Le montant de l'article 4 de l'Accord de contribution est modifié pour 2 762 700 \$.
2. Le montant de 2 400 000 \$ de la première phrase de l'article 7 de l'annexe B de l'Accord de contribution est modifié pour 2 762 700 \$.
3. L'article 1 de l'annexe C de l'Accord de contribution est remplacé par le suivant :
Le Canada versera les montants au Québec selon la répartition suivante :
 - a) Un premier paiement de 1 920 000 \$, soit 80% de la Contribution, sera versé en mars 2005.
 - b) Un second paiement de 480 000 \$, soit 20% de la Contribution, sera versé en mars 2005.
 - c) Un troisième paiement de 362 700 \$ sera versé sur réclamation du Québec.
 - d) Les fonds de la Contribution ne doivent être utilisés que pour la réalisation du Projet.
4. Le présent accord modificateur prend fin le 31 mars 2005.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent accord modificateur :

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

PAR : A. Veilleux
Alain Veilleux
Sous-ministre adjoint à la formation professionnelle et technique et à la formation continue par intérim
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Date : 08-03-31

PAR : C. North
Camille North
Secrétaire général associé
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
Date : 08-03-31

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

PAR : K. Jackson
Karen Jackson
Sous-ministre adjointe principale par intérim
Direction générale des Compétences en milieu de travail
Ministère des Ressources humaines et du Développement social
Date : 08-03-31

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2008-2009 avec, pour chacune :

- Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
- La liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

Liste des institutions privées qui ont obtenu un permis pour l'année 2008-2009 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves
École Lakeview Montréal	Enseignement en formation générale au secondaire	8
Église-École mennonite de Roxton Falls	Enseignement au primaire	6
Extra Centre de Formation	Formation professionnelle au secondaire (Transport par camion)	30
TOTAL : 3		44

Liste des institutions privées qui ont obtenu un agrément pour l'année 2008-2009 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves	Montant estimé (k\$)
École Démosthène	Éducation préscolaire 5 ans Enseignement au primaire	33	899 610 \$
		138	
		171	
École primaire Socrates	Éducation préscolaire 5 ans Enseignement au primaire	190	1 447 385 \$
		957	
		1147	
L'Institut canadien pour le développement neuro-intégratif	Éducation préscolaire 4 et 5 ans Enseignement au primaire (Admission réservée aux élèves présentant des troubles envahissants du développement)	7	941 248 \$
		37	
		44	
TOTAL : 3		1362	3 288 243 \$

En 2008-2009, les seuls agréments aux fins de subventions accordés à des établissements d'enseignement privé font suite à l'adoption du projet de loi n° 88 où le statut des écoles privées associées a été révoqué et remplacé par un statut d'agréé aux fins de subventions.

Pour l'École Démosthène et l'École primaire Socrates, il en résulte une diminution progressive du financement accordé par le Ministère. Pour l'Institut canadien pour le développement neuro-intégratif, de par son statut d'école spécialisée en adaptation scolaire, son financement est le même. La majorité des élèves admis dans cette école sont référés par entente de scolarisation avec une commission scolaire.

Aucune demande de permis ou d'agrément n'est en attente.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires.

RÉPONSE

Les données relatives au taux de taxation et aux revenus générés de chacune des commissions scolaires et aux subventions de péréquation paraissent en annexe.

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2005-2006**

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 791 654	8 452 567
Phares, CS des	0,3500	9 055 573	12 214 071
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 573 751	6 672 680
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 051 085	8 100 939
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 606 175	12 773 143
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 446 239	9 396 018
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 496 552	16 170 855
De La Jonquière, CS	0,3500	8 799 780	12 906 092
Charlevoix, CS de	0,3500	5 040 409	2 919 006
Capitale, CS de la	0,3500	35 701 771	14 627 542
Découvreurs, CS des	0,3348	25 970 971	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	27 752 158	20 894 391
Portneuf, CS de	0,3500	7 012 705	5 821 177
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	19 671 690	19 500 866
Énergie, CS de l'	0,3500	12 470 213	11 037 386
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	8 547 035	5 716 875
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	21 101 272	16 753 360
Sommets, CS des	0,3500	14 060 473	3 409 762
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	17 817 325	17 104 554
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	18 837 114	6 998 537
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	7 300 198	6 571 102
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 396 694	3 421 551
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 286 458	3 089 808
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 068 493	8 158 871
Harricana, CS	0,3500	2 878 078	5 976 907
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 762 977	8 694 489
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 919 059	6 063 811
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 310 868	7 510 452
Fer, CS du	0,3500	5 853 748	3 805 239
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	614 535	1 048 543
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3287	376 514 238	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 656 189	2 251 393
Îles, CS des	0,3500	1 290 292	2 525 526
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 562 355	6 745 864
René-Lévesque, CS	0,3500	4 660 459	10 409 921
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 082 984	9 059 106
Appalaches, CS des	0,3500	6 619 863	6 128 822
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	17 373 894	20 086 739
Navigateurs, CS des	0,3500	25 234 917	15 945 199
Laval, CS de	0,3500	59 455 669	18 615 848
Affluents, CS des	0,3500	34 512 567	30 301 903

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Samares, CS des	0,3500	25 968 858	19 616 622
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	42 408 010	27 235 224
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	22 944 452	20 298 538
Laurentides, CS des	0,2350	18 534 300	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	5 722 659	4 814 466
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 662 424	6 730 631
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 094 463	10 444 677
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	20 900 000	15 350 230
Marie-Victorin, CS	0,3500	41 371 540	21 866 794
Patriotes, CS des	0,3500	46 134 318	8 482 382
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	21 258 139	9 531 180
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	24 635 007	15 464 544
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	10 876 316	9 660 272
Trois-Lacs, CS des	0,3500	16 618 826	9 553 474
Riveraine, CS de la	0,3500	6 936 935	5 403 346
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 266 432	11 968 091
Chênes, CS des	0,3500	12 608 247	11 579 215
Central Québec, CS	0,3500	3 361 495	5 444 318
Eastern Shores, CS	0,3500	1 166 540	2 214 848
Eastern Townships, CS	0,3500	8 506 809	4 779 298
Riverside, CS	0,3500	10 555 161	9 734 277
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	15 598 434	12 544 597
Western Québec, CS	0,3500	10 401 555	5 854 971
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 751 512	5 838 372

(1) Voir Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

<p align="center">TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION 2006-2007</p>

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 900 340	8 524 005
Phares, CS des	0,3500	9 394 057	12 405 586
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 687 863	6 575 310
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 543 396	8 019 991
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 799 009	12 949 955
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 697 743	9 393 709
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 856 248	16 430 689
De La Jonquière, CS	0,3500	9 040 904	13 018 635
Charlevoix, CS de	0,3500	5 509 690	2 631 252
Capitale, CS de la	0,3500	36 642 970	15 376 888
Découvreurs, CS des	0,3330	26 390 651	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	28 990 990	21 210 636
Portneuf, CS de	0,3500	7 700 975	5 297 594
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	20 212 858	20 083 822
Énergie, CS de l'	0,3500	13 023 350	10 877 922
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	9 003 996	5 573 823
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	22 066 427	17 381 605
Sommets, CS des	0,3500	16 274 760	1 276 231
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	25 342 850	10 526 980
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	25 883 052	523 146
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	8 923 394	5 438 713
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 703 859	3 334 043
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 321 822	3 140 432
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 138 026	8 450 532
Harricana, CS	0,3500	2 947 178	6 225 685
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 768 599	8 964 301
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 936 942	6 084 277
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 320 945	7 760 073
Fer, CS du	0,3500	5 866 179	3 964 220
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	637 948	1 078 457
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3346	389 081 426	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 655 312	2 351 149
Îles, CS des	0,3500	1 338 464	2 506 517
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 743 385	6 713 780
René-Lévesque, CS	0,3500	4 653 040	10 662 415
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 652 874	8 777 655
Appalaches, CS des	0,3500	6 864 700	6 252 684
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	18 527 831	19 967 575
Navigateurs, CS des	0,3500	26 502 955	16 498 587
Laval, CS de	0,3500	61 252 500	20 128 222
Affluents, CS des	0,3500	37 306 545	30 058 518

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Samares, CS des	0,3500	28 971 777	18 291 447
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	45 191 716	27 673 539
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	25 090 099	20 122 615
Laurentides, CS des	0,1948	19 004 925	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	6 305 241	4 599 828
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 913 064	6 832 755
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 808 984	10 693 113
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	22 240 000	15 535 767
Marie-Victorin, CS	0,3500	62 313 710	2 384 031
Patriotes, CS des	0,3500	54 027 896	2 659 155
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	23 368 320	8 171 625
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	25 776 227	16 144 798
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	11 947 232	9 234 836
Trois-Lacs, CS des	0,3500	18 011 236	9 045 177
Riveraine, CS de la	0,3500	7 206 404	5 348 804
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 830 448	12 215 378
Chênes, CS des	0,3500	15 419 069	9 920 699
Central Québec, CS	0,3500	3 742 324	5 425 108
Eastern Shores, CS	0,3500	1 177 363	2 258 904
Eastern Townships, CS	0,3500	9 795 793	3 698 151
Riverside, CS	0,3500	14 140 155	6 749 299
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	16 690 580	12 389 066
Western Québec, CS	0,3500	13 053 003	3 610 654
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 963 025	6 154 200

(1) Voir Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2007-2008**

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 982 449	8 591 844
Phares, CS des	0,3500	9 391 291	12 855 493
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 799 703	6 703 643
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 526 852	8 239 158
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	8 027 727	13 072 399
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 857 527	9 516 923
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	15 175 091	16 463 858
De La Jonquière, CS	0,3500	9 242 055	13 087 454
Charlevoix, CS de	0,3500	5 293 792	2 949 392
Capitale, CS de la	0,3500	38 353 973	15 376 909
Découvreurs, CS des	0,2988	26 888 939	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	29 954 379	21 656 900
Portneuf, CS de	0,3500	7 433 057	5 965 685
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	21 028 569	20 517 003
Énergie, CS de l'	0,3500	13 210 178	11 228 353
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	8 825 996	5 886 555
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	23 235 285	17 375 110
Sommets, CS des	0,3500	14 610 388	3 324 243
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	19 956 607	17 023 651
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	19 972 643	6 856 219
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	7 851 676	6 744 780
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 705 535	3 519 158
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 372 020	3 147 709
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 157 904	8 803 546
Harricana, CS	0,3500	3 061 457	6 327 531
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 992 390	9 036 437
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 994 655	6 247 412
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 399 515	8 030 421
Fer, CS du	0,3500	5 837 087	4 359 237
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	654 592	1 117 890
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3052	399 362 612	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 728 738	2 410 633
Îles, CS des	0,3500	1 370 850	2 675 207
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 749 463	6 805 931
René-Lévesque, CS	0,3500	4 815 970	10 667 264
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 608 080	9 281 797
Appalaches, CS des	0,3500	6 889 138	6 406 325
Beauce-Étchemin, CS de la	0,3500	18 548 580	20 736 689
Navigateurs, CS des	0,3500	27 248 877	16 196 564
Laval, CS de	0,3500	64 680 358	20 072 031

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Affluents, CS des	0,3500	38 919 215	30 992 857
Samares, CS des	0,3500	28 686 846	20 022 129
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	47 197 409	28 679 302
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	25 374 749	21 002 107
Laurentides, CS des	0,1952	19 183 214	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	6 133 255	4 953 335
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	7 033 251	7 092 788
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 909 371	11 181 875
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	22 505 625	16 014 787
Marie-Victorin, CS	0,3500	45 054 130	21 923 872
Patriotes, CS des	0,3500	49 996 834	8 372 372
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	23 374 325	9 040 293
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	26 492 073	16 820 951
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	11 285 565	10 144 498
Trois-Lacs, CS des	0,3500	18 742 825	9 551 584
Riveraine, CS de la	0,3500	7 185 308	5 615 276
Bois-Francis, CS des	0,3500	13 312 208	12 441 895
Chênes, CS des	0,3500	14 352 875	11 651 539
Central Québec, CS	0,3500	3 767 531	5 708 375
Eastern Shores, CS	0,3500	895 389	2 608 088
Eastern Townships, CS	0,3500	8 798 270	5 152 813
Riverside, CS	0,3500	11 261 001	10 125 490
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	18 282 572	12 020 316
Western Québec, CS	0,3500	11 687 081	5 379 576
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	4 098 007	6 289 894

(1) Voir Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2008-2009**

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	5 014 762	8 595 144
Phares, CS des	0,3500	9 448 972	12 859 838
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 851 914	6 706 255
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 553 269	8 249 688
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	8 200 541	13 107 848
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 806 469	9 524 032
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	15 286 331	16 465 782
De La Jonquière, CS	0,3500	9 497 514	13 150 379
Charlevoix, CS de	0,3500	5 309 972	2 951 276
Capitale, CS de la	0,3500	38 734 703	14 546 969
Découvreurs, CS des	0,2731	26 969 168	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	29 808 240	21 669 352
Portneuf, CS de	0,3500	7 286 971	5 967 689
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	20 496 415	20 510 629
Énergie, CS de l'	0,3500	13 461 950	11 227 201
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	9 031 866	5 886 297
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	23 704 060	17 387 781
Sommets, CS des	0,3207	14 043 963	3 841 488
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	20 497 923	16 937 753
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3419	20 123 120	6 791 944
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	8 921 657	5 779 599
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 766 669	3 525 667
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 331 316	3 148 169
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 305 195	8 520 747
Harricana, CS	0,3500	3 167 208	6 352 650
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	5 009 397	9 111 973
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	2 053 819	6 293 533
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 357 626	8 019 088
Fer, CS du	0,3500	5 878 971	4 259 144
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	713 403	1 052 786
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,2784	406 101 237	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 748 965	2 562 245
Îles, CS des	0,3500	1 316 885	2 675 208
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 727 463	6 804 601
René-Lévesque, CS	0,3500	4 623 613	10 678 574
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 823 512	9 289 990
Appalaches, CS des	0,3500	6 920 897	6 404 791
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	19 006 970	20 754 018
Navigateurs, CS des	0,3500	27 370 860	16 335 328
Laval, CS de	0,3500	66 094 902	20 121 191

	<u>Taux de taxation (\$)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Affluents, CS des	0,3500	40 156 977	30 990 908
Samares, CS des	0,3500	29 264 599	20 011 829
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	47 984 907	28 667 139
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	26 843 389	20 936 420
Laurentides, CS des	0,1762	19 716 711	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	6 172 875	4 942 724
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	7 426 477	7 094 077
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	16 120 301	11 183 253
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	22 682 488	16 024 976
Marie-Victorin, CS	0,3500	45 644 040	21 797 900
Patriotes, CS des	0,3268	50 381 014	8 344 027
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	23 829 060	9 005 311
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	26 760 088	16 903 076
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	11 568 021	10 144 498
Trois-Lacs, CS des	0,3500	19 441 597	9 551 585
Riveraine, CS de la	0,3500	7 260 732	5 615 084
Bois-Francis, CS des	0,3500	13 548 904	12 438 831
Chênes, CS des	0,3500	14 331 267	11 901 685
Central Québec, CS	0,3500	3 784 450	5 759 350
Eastern Shores, CS	0,3500	1 320 340	2 265 024
Eastern Townships, CS	0,3500	8 859 232	5 173 309
Riverside, CS	0,3500	11 501 460	10 045 975
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	18 164 212	12 860 391
Western Québec, CS	0,3500	10 182 872	6 878 193
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	4 136 796	6 173 721

(1) Voir Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif du nombre de demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.

RÉPONSE

Le nombre de demandes analysées en date du 24 mars 2009 s'établit, selon les critères, de la façon suivante :

CRITÈRES	2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	REFUSÉES	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées
ARTICLES 73 ET 86.1 (Études parents et enfants)	10 571	108	10 171	48	9 997	82	9 403	72	9 038	152	9172	73
ARTICLE 76 (Enfant dont l'un des parents aurait pu être déclaré admissible)	485	23	405	28	439	29	451	19	392	22	428	16
ARTICLE 81 (Difficultés graves d'apprentissage)	258	36	244	20	317	19	265	28	267	35	258	33
ARTICLE 85 ⁱ (Séjour temporaire)	731	35	756	22	787	7	1 066	11	1 280	22	1621	4
ARTICLE 85.1 (Situation grave d'ordre familial ou humanitaire)	28	34	45	27	36	26	39	36	40	28	41	33
ARTICLE 97 (Autochtones)	0	0	3	0	6	0	29	0	7	0	12	1
AUCUN CRITÈRE	0	33	0	27	0	13	0	33	0	41	0	31
TOTAL	12 073	269	11 624	172	11 582	176	11 253	199	11 024	300	11532	191

Source : Liste informatique « Distribution d'admissibilité » du système ADAN en date du 24 mars 2009

Les données présentées sont en « année scolaire » soit du 1^{er} juillet au 30 juin pour chaque année visée. Concernant le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le réseau public depuis dix ans, notons que les modifications apportées à certaines dispositions de la Charte de la langue française, en octobre 2002, font en sorte qu'il n'est plus tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui une demande d'admissibilité puisse être faite. Voir l'annexe pour les statistiques de fréquentation.

ⁱ La demande la plus récente apparaît dans ce tableau. Lorsqu'il y a une demande de renouvellement en séjour temporaire, la demande précédente a été retirée du tableau.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport Installations non agréées - élèves déclarés en Langue d'enseignement: Anglais Année scolaire 2008-2009						
Organisme	Nom de l'installation	Ordre d'enseignement				
		Total	Prés. 4	Prés. 5	Prim.	Secon.
009501	ACADEMIE KELLS (ens. EHDA - c.1)	72				72
009502	ACADEMIE KELLS (ens. ord. - c.1)	106				106
009504	ACADEMIE KELLS (ens. EHDA - c.3)	39			39	
009505	ACADEMIE KELLS (ens. ord. - c.3)	38		1	37	
015501	ACADEMIE KUPER	214			214	
015502	ACADEMIE KUPER	142		53	89	
015503	ACADEMIE KUPER	438				438
025501	ACADEMIE MARIE-LAURIER	341		66	275	
025502	ACADEMIE MARIE-LAURIER	119		23	96	
025503	COLLEGE MARIE-LAURIER	22				22
031501	ASSOCIATION DE L'ECOLE SEDBERGH	49				49
040501	ECOLE PRIVEE KINDERVILLE	99		22	77	
041501	CENTRE EDUCATIF CHANTE PLUME	133		23	110	
041502	CENTRE EDUCATIF CHANTE PLUME	54			54	
136501	COLLEGE PREP INTERNATIONAL	65			3	62
169501	ALEXANDER VON HUMBOLD école int. allemande inc.	218		17	109	92
189501	ÉCOLE BILINGUE NOTRE-DAME DE SION	301		43	258	
198501	ECOLE CHRETIENNE EMMANUEL	143		16	127	
219501	ECOLE MISS EDGAR ET MISS CRAMP	141		18	123	
308502	L'ECOLE ST-GEORGES DE MONTREAL INC. (c. 2)	180		21	159	
338501	ECOLE SELWYN HOUSE (c. 1)	245		26	219	
348501	EDUCATION PLUS	19				19
364501	ACADÉMIE ADVENTISTE GREAVES	187			72	115
364501	ACADÉMIE GREAVES	6		2	4	
408501	LOWER CANADA COLLEGE	224			224	
408502	LOWER CANADA COLLEGE (Barclay House)	33		33		
465501	THE PRIORY SCHOOL INC.	162		19	143	
466501	THE STUDY	205		29	176	
510501	ECOLE PRIVEE KINDERVILLE BROSSARD INC.	76		20	56	
537501	CENTRE D'EDUCATION ALTERNATIVE INTERACT INC	5			2	3
539501	COLLEGE HARRINGTON DU CANADA	42				42
548501	ACADEMIE ST-MARGARET	24		0	24	
550501	VISION TROIS-RIVIERES INC.	165		20	145	
551501	VISION SILLERY INC.	184		35	149	
552501	ÉCOLE VISION RIVE-SUD	197		40	157	
553501	VISION SHERBROOKE INC.	156		0	156	
554501	ECOLE VISION ST-AUGUSTIN	140		27	113	
555501	ECOLE VISION TERREBONNE INC.	105		20	85	
556501	ECOLE VISION VICTORIAVILLE	117			117	
557501	ACADEMIE TRIVIAM INC.	60		11	49	
558501	ECOLITA TRILINGUE INC.	64		14	50	
592501	ACADÉMIE ÉTOILE DU NORD	61				61
595501	Église-École ACADÉMIE CHRÉTIENNE LOGOS	17			15	2
596501	Église-École ACADÉMIE CHRÉTIENNE DE LA FOI	37			20	17
597501	Église-École ACADÉMIE CHRÉT. MAISON DU SERVITE	24			13	11
598501	Église-École ACADÉMIE CHRÉT. CEDAR (c. Fairview)	26			1	25
598502	Église-École ACADÉMIE CHRÉT. CEDAR (c.Nazaréen)	17			16	1
602501	Église-École CTRE ACADÉMIQUE DE L'OUTAOUAIS	44			27	17
603501	ACADÉMIE BETH ESTHER INC.	180			103	77
604501	ÉCOLE-IMMERSION SAINT-BERNARD	86		11	75	
607501	ÉGLISE-ÉCOLE MENNONITE DE ROXTON FALLS	6			6	
608501	ÉCOLE LAKEVIEW MONTRÉAL	8				8
Total Anglo - non agréé		5836	0	610	3987	1239

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de demandes de dérogations demandées quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.

RÉPONSE

Depuis le 1^{er} octobre 2002, le Comité d'examen sur la langue d'enseignement fait rapport au ministre seulement sur les demandes d'exemption à l'application de la Charte de la langue française en raison d'une situation grave d'ordre familial ou humanitaire.

En 2008-2009, le Comité d'examen a reçu 80 demandes concernant 101 enfants. De plus, le Comité a traité 10 demandes reçues en 2007-2008 pour 11 enfants. Parmi les 90 demandes traitées en 2008-2009, une demande était irrecevable, 2 demandeurs se sont désistés et 4 recommandations sont reportées dans l'attente d'informations supplémentaires. À la fin de l'année¹, 9 demandes se rapportant à 9 enfants étaient en attente de traitement.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a accordé l'admissibilité à recevoir l'enseignement en anglais à 54 enfants¹ pour les motifs suivants :

- 23 enfants très avancés dans leurs études;
- 14 enfants dont l'organisation familiale présente des caractéristiques exceptionnelles;
- 17 enfants qui éprouvent de graves problèmes de santé ou des traumatismes émotionnels;

L'admissibilité a été refusée à 49 enfants parce qu'ils sont jeunes et qu'ils sont au début de leur scolarisation ou de leurs études secondaires.

Ces enfants ont fréquenté l'école en anglais :

- dans une école privée non subventionnée au primaire;
- au Québec en vertu d'une autorisation temporaire;
- dans une autre province ou à l'étranger.

Dans les autres cas :

- les parents sont francophones;
- les parents ne parlent pas français et ne sont pas en mesure d'aider leurs enfants à réaliser leurs travaux scolaires.
- les difficultés scolaires de l'enfant ne sont pas en lien avec la langue d'enseignement.

¹ Les données sont en « année financière », soit du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif du nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle, par option professionnelle (programmes) depuis les cinq dernières années et mesures prises avec ventilation des sommes par le ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2008-2009.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint indique, pour chaque programme d'études de formation professionnelle, le nombre total d'inscriptions à temps plein depuis 2003-2004. Elles sont regroupées selon le secteur et la filière de formation.

Les mesures prises par le Ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2008-2009 se retrouvent dans la réponse à la question n° 33.

Tableau comparatif du nombre d'inscriptions par programme de formation professionnelle selon le secteur de formation, la filière et le programme d'étude
Ensemble du Québec, élèves à temps plein, de 2003-2004 à 2007-2008

No : 32
Annexe

Les données de 2007-2008 sont préliminaires.

				2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008p.	
Administration, commerce et informatique	ASP	505499	Représentation	122	236	250	314	397	
		522699	Secrétariat juridique	83	87	82	79	72	
		522799	Secrétariat médical	242	247	339	267	247	
		526499	Lancement d'une entreprise	2 479	2 812	2 874	3 060	3 499	
		530999	Gestion d'une entreprise de la construction	113	100	100	137	176	
	Total ASP			3 039	3 482	3 645	3 857	4 391	
	DEP	519699	Vente-conseil	775	893	1 005	1 221	1 325	
		521299	Secrétariat	4 232	4 221	4 241	4 247	4 335	
		522999	Soutien informatique	1 526	1 289	1 219	1 215	1 359	
		523199	Comptabilité	4 221	4 251	4 223	4 230	4 119	
		525599	Secrétariat (Inuktitut)			3			
	Total DEP			10 754	10 654	10 691	10 913	11 138	
Total Administration, commerce et informatique			13 793	14 136	14 336	14 770	15 529		
Agriculture et pêches	ASP	504399	Spécialités en horticulture	29	24	19	8	11	
	Total ASP			29	24	19	8	11	
	DEP	507999	Arboriculture-élagage	78	52	85	78	93	
		509499	Aquiculture	4	7				
		516799	Production laitière	298	247	232	229	236	
		516899	Production de bovins de boucherie	46	44	52	52	63	
		517199	Production porcine	45	28	27	27	9	
		517399	Fleuristerie	199	214	177	147	188	
		521099	Production horticole	158	148	119	91	81	
		525499	Grandes cultures	27	9	24	18	22	
		525699	Production acéricole	29	16	38	34	35	
		525799	Pêche professionnelle	94	117	99	72	60	
		528899	Horticulture et jardinerie	475	454	388	353	329	
		532099	Réalisation d'aménagements paysagers	149	133	168	178	200	
	Total DEP			1 602	1 469	1 409	1 279	1 316	
	Total Agriculture et pêches			1 631	1 493	1 428	1 287	1 327	
	Alimentation et tourisme	ASP	105799	Pâtisserie de restaurant	29	24	29	52	29
515999			Cuisine actualisée	140	156	117	100	158	
531499			Sommellerie	110	100	123	153	128	
Total ASP			279	280	269	305	315		
DEP		523699	Vente de voyages	111	183	203	185	273	
		526899	Boucherie de détail	268	281	236	246	294	
		527099	Boulangerie	55	53	61	70	75	
		528399	Réception en hôtellerie	141	183	172	231	223	
		529399	Service de la restauration	559	558	514	480	421	
		529799	Pâtisserie	496	481	505	528	496	
		531199	Cuisine	1 776	1 765	1 805	1 828	2 007	
Total DEP			3 406	3 504	3 496	3 568	3 789		
Total Alimentation et tourisme			3 685	3 784	3 765	3 873	4 104		
Arts	DEP	500599	Décoration intérieure et étalage	785	837	824	849	844	
		508599	Bijouterie-joaillerie	138	138	149	145	146	
		517899	Taille de pierre	14	5	13		11	
		529299	Photographie	136	135	128	137	132	
	Total DEP			1 073	1 115	1 114	1 131	1 133	
Total Arts			1 073	1 115	1 114	1 131	1 133		
Bâtiment et travaux publics	ASP	517299	Réparation d'appareils au gaz naturel	60	32	32	31	32	
		521599	Restauration de maçonnerie	14	12	31	43	49	
	Total ASP			74	44	63	74	81	
	DEP	503299	Pose de revêtements de toiture	73	72	112	123	149	
		511599	Pose de revêtements souples	50	72	61	30	29	
		511699	Peinture en bâtiment	154	166	186	207	201	
		511799	Préparation et finition de béton	39	57	48	41	35	
		511899	Pose de systèmes intérieurs	200	212	252	241	271	
		511999	Calorifugeage	63	36	40	36	23	
		512199	Mécanique de protection contre les incendies	54	59	75	70	32	
		514099	Découpe et transformation du verre	26	10	11			
		514699	Mécanique de machines fixes	145	161	185	167	175	
		514899	Plomberie et chauffage	914	954	1 008	1 023	1 125	
		520299	Entretien de bâtiments nordiques	6	9	5		9	
		521199	Entretien général d'immeubles	261	252	279	298	276	
		521499	Entretien et réparation de caravanes	13	15	16	17	30	
		521699	Entretien de systèmes de tuyauterie industrielle	14					
		523899	Arpentage et topographie	191	248	316	324	369	
		525099	Dessin de bâtiment	990	1 024	1 068	1 005	1 000	
		527299	Vente de produits de quincaillerie	20	32	19	12	10	
		528299	Installation et fabrication de produits verriers	113	133	119	138	143	
		528699	Plâtrage	102	137	113	124	149	
		530099	Carrelage	118	117	150	140	179	
		530399	Briquetage-maçonnerie	447	492	566	667	712	
		531599	Réfrigération	562	588	609	619	607	
		531999	Charpenterie-menuiserie	1 989	2 323	2 653	2 795	3 184	
		532299	Intervention en sécurité incendie	338	360	524	525	564	
	Total DEP			6 882	7 529	8 415	8 602	9 272	
	Total Bâtiment et travaux publics			6 956	7 573	8 478	8 676	9 353	
	Bois et matériaux connexes	DEP	503099	Ébénisterie	1 201	1 183	1 145	904	873
			503199	Rembourrage industriel					12
			508099	Rembourrage artisanal	44	47	41	15	20
514299			Finition de meubles	221	237	191	164	135	
515799			Modelage	37	37	32	29	11	
Total DEP			1 503	1 504	1 409	1 112	1 051		
Total Bois et matériaux connexes			1 503	1 504	1 409	1 112	1 051		
Chimie et biologie	DEP	521399	Conduite de procédés de traitement de l'eau	122	120	127	113	123	
	Total DEP			122	120	127	113	123	
Total Chimie et biologie			122	120	127	113	123		
Communications et documentation	DEP	520499	Traduction-interprétation (Inuttitut)	6				5	
		522199	Procédés infographiques	1 248	1 078	902	817	783	
		524099	Reprographie et façonnage	6	17	1	24	14	
		524699	Imprimerie	290	237	235	174	149	
	Total DEP			1 550	1 332	1 138	1 015	951	
Total Communications et documentation			1 550	1 332	1 138	1 015	951		
Cuir, textile et habillement	DEP	508299	Nettoyage à sec et entretien de vêtements	11	14	10	6	8	
		521899	Dessin de patron	82	66	62	50	66	
		521999	Confection de vêtements (Façon tailleur)	37	38	27	12		
		523999	Confection sur mesure et retouche	225	184	170	153	153	
	Total DEP			7	8	6	11	10	
Total Cuir, textile et habillement			362	310	275	232	237		
Total Cuir, textile et habillement			362	310	275	232	237		
Électrotechnique	ASP	508399	Réparation de magnétoscopes et de caméscopes	8					

Tableau comparatif du nombre d'inscriptions par programme de formation professionnelle
selon le secteur de formation, la filière et le programme d'étude
Ensemble du Québec, élèves à temps plein, de 2003-2004 à 2007-2008

No : 32
Annexe

Les données de 2007-2008 sont préliminaires.

			2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008p	
Total Électrotechnique		528099 Liaison en réseau d'équipement bureautique	80	82	7	14	13	
	Total ASP		88	82	7	14	13	
	DEP	502499 Réparation d'appareils électroménagers	50	42	51	42	16	
		518599 Montage de lignes électriques	76	85	111	95	126	
		526599 Service technique d'équipement bureautique	115	135	131	65	26	
		526699 Installation et réparation d'équipement de télécom	236	240	205	229	234	
		527199 Réparation d'appareils électroniques audiovisuels	566	511	410	296	262	
		528199 Électromécanique de systèmes automatisés	2 186	2 251	2 099	1 955	1 935	
		529599 Électricité	2 769	2 964	2 908	2 983	2 790	
		529699 Installation et entretien de systèmes de sécurité	160	168	167	162	156	
	Total DEP		6 158	6 396	6 082	5 827	5 545	
	Total DEP		6 246	6 478	6 089	5 841	5 558	
Total Électrotechnique								
Entretien d'équipement motorisé	ASP	523299 Mécanique de motocyclettes	11	14	9		9	
		525999 Mécanique de moteurs diesels et de contrôles élec	52	59	62	62	81	
	Total ASP		63	73	71	62	90	
	DEP	125099 Mécanique marine	4					
		504999 Mécanique de véhicules lourds routiers	933	948	952	955	1 017	
		505599 Mécanique d'engins de chantier	600	571	608	649	665	
		507099 Mécanique agricole	188	200	180	174	180	
		515499 Mécanique de véhicules légers	350	374	362	328	359	
		519499 Vente de pièces mécaniques et d'accessoires	181	207	216	203	199	
		521799 Carrosserie	776	838	976	926	898	
		525899 Service-conseil à la clientèle en équipement moto	113	105	91	101	68	
		529899 Mécanique automobile	3 434	3 677	3 745	3 524	3 405	
	Total DEP		6 579	6 920	7 130	6 860	6 791	
	Total DEP		6 642	6 993	7 201	6 922	6 881	
	Total Entretien d'équipement motorisé							
	Environnement et aménagement du territoire	DEP	517999 Protection et exploitation de territoires fauniques	253	230	228	240	298
	Total DEP			253	230	228	240	298
Total Environnement et aménagement du territoire			253	230	228	240	298	
Fabrication mécanique	ASP	504199 Matriçage	39	17	14	11	11	
		504299 Outillage	19	10	22	4	14	
		522499 Usinage sur machines-outils à commande numéri	381	284	256	260	277	
		524999 Fabrication de moules	23	7	7	5	5	
	Total ASP		462	318	299	280	307	
	DEP	519399 Conduite et réglage de machines à mouler	55	54	64	60	34	
		519799 Montage de structures en aérospatiale	93	59	276	262	305	
		522399 Techniques d'usinage	1 428	1 214	1 213	1 271	1 339	
		522599 Dessin industriel	680	615	574	579	612	
		524499 Tôlerie de précision	55	53	68	68	69	
		526799 Mise en oeuvre de matériaux composites	61	36	83	79	71	
		526999 Montage de câbles et de circuits	186	113	116	120	110	
		530799 Montage mécanique en aérospatiale	13	14	13	21	66	
		531099 Opération d'équipements de production	210	182	142	131	123	
	Total DEP		2 781	2 340	2 549	2 591	2 729	
	Total Fabrication mécanique			3 243	2 658	2 848	2 871	3 036
Foresterie et papier	DEP	507399 Affûtage	27	38	22	24	16	
		508899 Sciage	27	44	28	12	30	
		518999 Abattage et façonnage des bois	266	306	232	214	90	
		520899 Classement des bois débités	79	83	35	26	32	
		526299 Pâtes et papiers - Opérations	473	425	361	225	163	
		528999 Travail sylvicole	5	63	86	79	90	
		529099 Abattage manuel et débardage forestier	84	45	61	40	34	
		530699 Aménagement de la forêt	269	248	193	164	119	
	Total DEP		1 230	1 252	1 018	784	574	
	Total DEP		1 230	1 252	1 018	784	574	
Total Foresterie et papier								
Mécanique d'entretien	ASP	500699 Mécanique d'entretien en commandes industrielle	94	78	58	68	54	
		501299 Mécanique d'entretien préventif et prospectif ind	7	11	12	15	5	
		526399 Horlogerie-rhabillage	4	3	5	9	3	
	Total ASP		105	92	75	92	62	
	DEP	148999 Réparation d'armes à feu	15	12	15	9	10	
		516299 Serrurerie	18	18	14	12	11	
		518299 Horlogerie-bijouterie	25	24	21	20	20	
		520099 Mécanique d'ascenseur	59	58	58	75	74	
		520999 Mécanique de machines à coudre industrielles	14	4				
		526099 Mécanique industrielle de construction et d'entret	1 305	1 188	1 092	1 091	1 110	
	Total DEP		1 436	1 304	1 200	1 207	1 225	
Total Mécanique d'entretien			1 541	1 396	1 275	1 299	1 287	
Métallurgie	ASP	523499 Soudage haute pression	295	182	264	273	286	
	Total ASP		295	182	264	273	286	
	DEP	507699 Pose d'armature du béton	73	76	35	37	58	
		516599 Chaudronnerie	35	35	35	36	36	
		519599 Soudage-montage	2 235	2 379	2 416	2 413	2 642	
		520399 Fonderie	68	32	24	39	53	
		522299 Traitement de surface					5	
		523399 Ferblanterie-tôlerie	173	218	269	240	223	
		529999 Montage structural et architectural	71	78	65	82	82	
		530899 Fabrication de structures métalliques et de métaux	83	84	51	62	94	
	Total DEP		2 738	2 902	2 895	2 909	3 193	
	Total DEP		3 033	3 084	3 159	3 182	3 479	
	Total Métallurgie							
Mines et travaux de chantier	DEP	509299 Forage et dynamitage	18	19	31	33	31	
		522099 Conduite d'engins de chantier	226	268	247	317	421	
		524899 Conduite de grues	29	29	45	78	59	
		525399 Forage au diamant	28	34	32	50	33	
		526199 Extraction de minerai	29	46	54	91	174	
		527399 Conduite de machinerie lourde en voirie forestière	250	221	276	276	349	
		527499 Conduite de machines de traitement du minerai	8	9	10	17	13	
		528499 Conduite d'engins de chantier nordique	24	10	10	14	27	
	Total DEP		612	636	705	876	1 107	
Total Mines et travaux de chantier			612	636	705	876	1 107	
Santé	DEP	514499 Assistance dentaire	614	733	876	902	913	
		528799 Santé, assistance et soins infirmiers	4 153	5 104	5 484	5 528	5 885	
		530299 Assistance technique en pharmacie	407	482	708	769	897	
		531699 Assistance à la personne en établissement de santé	2 046	2 160	2 304	2 361	2 565	
		531799 Assistance à la personne à domicile	793	882	864	748	723	
	Total DEP		8 013	9 361	10 236	10 308	10 983	
Total Santé			8 013	9 361	10 236	10 308	10 983	
Soins esthétiques	ASP	506899 Épilation à l'électricité	346	334	420	333	298	
	Total ASP		346	334	420	333	298	
	DEP	503599 Esthétique	1 504	1 592	1 553	1 561	1 560	
		524599 Coiffure	1 890	2 031	1 988	1 953	1 972	
	Total DEP		3 394	3 623	3 541	3 514	3 532	

Tableau comparatif du nombre d'inscriptions par programme de formation professionnelle
selon le secteur de formation, la filière et le programme d'étude
Ensemble du Québec, élèves à temps plein, de 2003-2004 à 2007-2008

No : 32
Annexe

Les données de 2007-2008 sont préliminaires.

				2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008p.
Total Soins esthétiques				3 740	3 957	3 961	3 847	3 830
Transport	DEP	529199	Transport par camion	1 794	1 886	1 939	1 946	1 869
		530499	Régulation de vol	21	17	19	17	17
	Total DEP			1 815	1 903	1 958	1 963	1 886
Total Transport				1 815	1 903	1 958	1 963	1 886
Agriculture"et pêches	DEP	525499	Grandes cultures					1
	Total DEP							1
Total Agriculture"et pêches								1
Total général				67 043	69 315	70 748	70 342	72 728

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes accordées en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 des mesures visant à augmenter les inscriptions en formation professionnelle et technique. Détail de ces mesures.

RÉPONSE

Actions de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique

Actions de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique pour les programmes d'études en déficit de clientèle : on identifie ces programmes grâce aux liens que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) entretient avec ses principaux partenaires du marché du travail (Commission des partenaires du marché du travail, comités sectoriels de main-d'œuvre, Emploi-Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, etc.)

Dans le cas de déficit de clientèle, le Ministère mène différentes actions avec ses partenaires afin d'augmenter l'effectif scolaire dans les programmes d'études ciblés. Les principales sont :

- maintien des efforts de valorisation de la formation professionnelle et technique auprès des jeunes (en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail). Une somme de 2 152 000 \$ a été allouée en 2008-2009 pour la campagne gouvernementale incluant :
 - campagne *ToutPourReussir.com* mise en place en 2003-2004;
 - plans de communication régionaux de promotion de la FPT;
 - salons Emploi formation de Montréal et Éducation formation de Québec;
- promotion des métiers traditionnellement masculins de la formation professionnelle et technique comme un choix valable pour les filles grâce, entre autres, au *Concours Chapeau, les filles!* et son volet *Excelle Science*. Plus de 200 000 \$ sont remis en prix aux lauréates par l'ensemble des partenaires du concours;
- participation aux Olympiades québécoises de la formation professionnelle et technique afin d'intéresser les jeunes à choisir un métier ou une technique. Une subvention de 171 000 \$ est remise annuellement.

Consolidation de l'offre de formation technique

Pour atténuer l'impact de la baisse démographique et permettre aux cégeps de maintenir une offre de formation technique diversifiée, le Ministère a adopté, en 2002, différentes mesures de soutien. Pour l'année scolaire 2007-2008, ces mesures totalisent un investissement de 22 M\$, dont près de 6 M\$ pour la seule mesure visant le soutien et la consolidation de la Carte des enseignements dans les cégeps (S026). Cette mesure vise particulièrement à :

- soutenir les cégeps qui éprouvent des problèmes de recrutement de clientèle dans certains programmes d'études techniques (autorisations de programmes d'études en difficulté, c'est-à-dire avec moins de 45 élèves et offert par un seul cégep dans une région administrative) en majorant le financement prévu pour les enseignantes et les enseignants et en accordant une allocation de 5 000 \$ pour la promotion aux autorisations de programmes d'études en difficulté;
- accorder un soutien financier particulier aux cégeps qui désirent procéder à une rationalisation de leur offre de formation en cessant d'offrir un ou des programmes d'études, allocation pour les enseignantes et les enseignants mis en disponibilité et prise en charge des dépenses relatives à la relocalisation des élèves.

Accès des jeunes de moins de 20 ans à la formation professionnelle

En vue d'accroître le taux d'accès des jeunes de moins de 20 ans à la formation professionnelle, le Ministère a introduit, à compter de l'année scolaire 2007-2008, une nouvelle mesure dans le cadre des Règles budgétaires des commissions scolaires (Mesure 30280). Un budget de 5 M\$ a été attribué à cette mesure en vue de permettre aux commissions scolaires de déployer des actions destinées à accroître le taux de fréquentation et la réussite des jeunes de moins de 20 ans à la formation professionnelle.

Le Plan d'action éducation, emploi et productivité rendu public en avril 2008, a permis l'ajout de sommes additionnelles à cette mesure. Les investissements supplémentaires annoncés sont de 10 M\$ sur une période de cinq ans, soit 2 M\$ par année ajoutés aux 5 M\$ déjà dédiés à cet objectif depuis 2007.

La mesure 30280 sur l'accès à la formation professionnelle des jeunes de moins de 20 ans inscrite aux Règles budgétaires 2008-2009 des commissions scolaires a été bonifiée. Les composantes à cette mesure sont les suivantes et son budget s'élève à 9 M\$:

- toutes actions déployées par les commissions scolaires destinées à accroître le taux de fréquentation et la réussite des jeunes en formation professionnelle : 5 M\$;
- activités d'exploration de la formation professionnelle élaborées localement permettant à tout élève de la formation générale des jeunes (2 M\$) et des adultes (0,2 M\$) de se familiariser avec des programmes de la formation professionnelle : 2, 2 M\$;
- approbation de projets particuliers de concomitance permettant aux jeunes admis à un programme d'études professionnelles d'obtenir simultanément les préalables de formation générale à ce programme (4^e ou 5^e secondaire) ou les unités manquantes pour l'obtention du diplôme d'études secondaires (DES) : 1,8 M\$.

Le budget 2009-2010 permet de compter minimalement sur une reconduction du budget associé à cette mesure.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement (primaire, secondaire) et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2009-2010.

RÉPONSE

Le Ministère transmet annuellement à chacune des commissions scolaires des prévisions de besoins de recrutement de personnel enseignant au moyen de l'**Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant**. Ces prévisions sont disponibles pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires.

Les données ci-dessous proviennent de cet outil :

- Nombre d'enseignants dans les commissions scolaires au 30 septembre 2008 :
 - préscolaire et primaire : 38 699 personnes (réguliers et temps partiel)
 - secondaire, formation générale des jeunes : 26 976 personnes (réguliers et temps partiel)
- Prévisions de besoins de recrutement pour 2009-2010 (commissions scolaires) :
 - préscolaire et primaire : 1 698
 - secondaire, formation générale des jeunes : 953
- Départs prévus :
 - préscolaire et primaire : 2 148
 - secondaire, formation générale des jeunes : 1 861

Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version mars 2009

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2008-2009.

RÉPONSE

Voir le tableau ci-joint.

PERSONNEL EN PLACE AU 1 AVRIL 2009
PAR DIRECTION RÉGIONALE ET STATUT D'EMPLOI
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie –Îles-de-la-Madeleine	P	Bédard, Gérard	Cadre
	P	Belzile, Catherine	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Dufour, Hélène	Technicienne en administration
	P	Dufour, Roseline	Agente de secrétariat
	P	Francoeur, Roger	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Geoffrion, Catherine	Spéc. en sciences de l'éducation
	T	Lacasse, Maryse	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Proulx, Louiselle	Agente de secrétariat
	P	Tardif, Diane	Spéc. en sciences de l'éducation
Saguenay–Lac-Saint-Jean	P	Archambault, Mireille	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Desbiens, Pierre	Technicien en administration
	P	Girard, Suzanne	Agente de recherche
	P	Guillemette, Doris	Agente de secrétariat
	P	Martel, Lucie	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Raymond, Claire	Agente de recherche
	P	Simard, Doris	Spéc. en sciences de l'éducation
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	O	Ainsley, Alain	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Baron, Francine B.	Agente de secrétariat
	O	Bédard, Geneviève	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Bédard-Hô, Francine	Agente de recherche
	P	Denis, Guylaine	Agente de secrétariat
	P	Jean, Pauline	Agente de recherche
	P	Labonté, Jeanine	Technicienne en administration
	P	Larose, Guy	Cadre
	P	Mercier, Ginette	Agente de secrétariat
	P	Morin, Chantal	Agente de recherche
	P	Papillon, Denis	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Robitaille, Charles	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Ste-Marie, Chantal	Agente d'information
Mauricie et Centre-du-Québec	P	Bastien, Nancy	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Cauchon, Nathalie	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Chartier, Louise	Technicienne en administration
	P	Duranleau, Réjean	Spéc. en sciences de l'éducation
	O	Gauthier, Annie	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Lacerte, Marie-Andrée	Technicienne en administration
	P	Lamarre, Claude	Cadre
	O	Nadeau, Richard	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Renaud, Ginette	Agente de secrétariat
	P	Rheault, Marie-Hélène	Spéc. en sciences de l'éducation

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Estrie	P	Bilodeau, Johanne	Agente de secrétariat
	P	Couture Yvon	Agent de recherche
	P	Hudon, Micheline	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Lemieux, Julie	Technicienne en administration
	O	Morin, Jean-François	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Ouellet, Nathalie	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Tremblay, Roger	Cadre
	P	Veilleux, Sylvie	Spéc. en sciences de l'éducation
Laval, Laurentides et Lanaudière	P	Bernier, Aline	Agente de secrétariat
	P	Charlebois, Liette	Agente de secrétariat
	P	Desjardins, Chantal	Agente de secrétariat
	P	Desjardins, Josée	Agente de recherche
	P	Duguay, Christiane	Technicienne en administration
	P	Durocher, Sylvie	Agente d'information
	O	Goudreault, Gaëtan	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Lajeunesse, Gilles	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Langlois, Lauraine	Cadre
	P	Légaré, Jovette	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	L'Heureux, Jean-Marie	Technicien en administration
	P	Parent, Luc	Agent de recherche
	P	Poirier, Maxime	Agent de recherche
	P	Richer, Chantal	Spéc. en sciences de l'éducation
Montérégie	P	Beauregard, Marie-Claude	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Clermont, Hugo	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Culée, Francis	Cadre
	P	De Gagné, Carole	Agente de recherche
	P	Dion, Caroline	Agente de recherche
	P	Gagnon, Karen	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Hallée, Carole	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Joncas, Karine	Spéc. en sciences de l'éducation
	P	Lalancette, Francine	Agente vérificateur
	P	Lamarre, Lucie	Agente de secrétariat
	O	Langlois Caron, Flavie	Agent d'information
	P	Naud, Suzanne	Agente de secrétariat
	P	Stébenne, Suzanne	Agente de secrétariat

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Montréal	P P P P P P P P P P P T P P P P P P P P O	Barrette, Pierre Beauregard, Lucie Bonsaint, Lise Chevalier, Maryse Dyotte, Suzanne Fafard, Michèle Gauthier, Liliane Gravel, Denis Houle, Madeleine Lamirande, Gilles Lavallée, Richard Mailloux, Gaétan Poirier, Gisèle Rochon, Lucie Savard, Carmen Séguin, Richard Thibault, Louise Tremblay, Francine Vachon, Claire Zajc, Miléna	Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Agente de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Technicien en information Technicienne en administration Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Agent de bureau Cadre Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Agent d'information Agente de bureau Agente de bureau Technicienne en information Spéc. en sciences de l'éducation
Outaouais	P P P P P P P O P P O	Audet, Hélène Bilodeau, Martine Bisson, Lynda Bouchard, Jean Daoust, Christiane Duperré, Alain Goyette, Jacques Leblanc, Bernadette Savard, Francine Vaillancourt, Dominic	Cadre Technicienne en administration Spéc. en sciences de l'éducation Agent de recherche Agente de recherche Agent de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	P P P P T P P T	Bilodeau, Louise Boivin, Johanne Cloutier, Jocelyne Décarie, Marc Grenier, Vicky Lambert, Louise Larouche, Caroline Prévost, Françoise	Cadre Technicienne en administration Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Agente de recherche Agente de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation
Côte-Nord	P P P O P P P P	Côté, Suzanne De Mendonça, Lucy Gauthier, Nathalie Giguère, Antoine Leblanc, Sylvie Marquis, Éric Miville-Deschênes, Jean Tremblay, Lorraine	Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Agente de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Agente de bureau

Statut d'emploi : O = occasionnel
P = permanent
S = stagiaire
T = temporaire

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée des budgets accordés par le ministère en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour le maintien des écoles de village et montants accordés à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport intervient sur le plan du fonctionnement (annexe 1) par différentes mesures afin d'aider les commissions scolaires qui font face aux problématiques de la décroissance et de la survie de la dernière école de village.

La somme consacrée à la décroissance de l'effectif scolaire et à la survie de la dernière école de village est de 284,6 M\$ en 2008-2009, et couvre les mesures suivantes :

- mesures permettant d'assurer des services éducatifs dans les petites commissions scolaires, par l'allocation d'une subvention de base et un meilleur financement de la gestion des écoles et des autres dépenses éducatives (55,6 M\$);
- mesures visant les petites commissions scolaires, celles éloignées et dispersées et celles ayant des espaces excédentaires (96,8 M\$);
- ajustement de 73,1 M\$ pour limiter à 1 % par année la baisse des ressources administratives liées à la décroissance démographique;
- aide additionnelle de 47,0 M\$, pour les milieux moins favorisés et pour les élèves à risque, en protégeant ces enveloppes budgétaires de la décroissance;
- mesure destinée au maintien des écoles de village introduite en 2003-2004, totalisant 12,1 M\$.

Pour l'année scolaire 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

ALLOCATION POUR LE MAINTIEN DE L'ÉCOLE DE VILLAGE
(Volet fonctionnement)
Montant alloué par commission scolaire
et liste des écoles, année scolaire 2008-2009

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Monts-et-Marées, CS des	Albertville	15 000 \$
	Saint-Vianney	18 000 \$
	Saint-Tharcisius	30 000 \$
	Saint-Léon-le-Grand	20 500 \$
	Sr-Rachel-Fournier	30 000 \$
	Saint-Damase	30 000 \$
	La Volière	30 000 \$
	Assomption	30 000 \$
	Noël-Fortin	30 000 \$
	Émile-Dubé	15 000 \$
	Mgr-Ross	25 500 \$
	Le Marinier	17 000 \$
	Sainte-Irène	7 500 \$
	Sainte-Félicité	18 000 \$
	Albert-Morin	30 000 \$
	Saint-Léandre	29 000 \$
	Val-Joubert	21 500 \$
	Saint-René-Goupil	15 000 \$
	Total :	424 500 \$
Phares, CS des	La Colombe	21 000 \$
	Euclide Fournier	24 000 \$
	La Source	8 500 \$
	Arc-en-Ciel	26 000 \$
	Clair-Soleil	30 000 \$
	De La Rivière	10 500 \$
	Aux-Quatre-Vents	30 000 \$
	Du Sommet	28 000 \$
	L'envol	26 000 \$
	Marie-Elizabeth	5 500 \$
	Lavoie	30 000 \$
	Saint-Rosaire	15 500 \$
	Sainte-Luce	27 500 \$
	Lévesque	27 500 \$
	Total :	310 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	Gérard-Raymond	30 000 \$
	Chanoine-Côté	30 000 \$
	De Saint-Cyprien	15 500 \$
	April	27 500 \$
	De l'oiseau Chanteur	30 000 \$
	De Saint-Clément	30 000 \$
	De Sainte-Rita	25 000 \$
	De La Joie	30 000 \$
	Des Rayons de Soleil	19 000 \$
	De L'envol	21 000 \$
	Saint-David	27 500 \$
	Marie-Reine-Des-Coeurs	30 000 \$
	Saint-Joseph	19 500 \$
	Notre-Dame-de-Grâces	9 500 \$
	De Saint-Marc	30 000 \$
	Des-Verts-Sommets	20 000 \$
	Saint-Pierre	22 500 \$
	Plein-Soleil	30 000 \$
	De La Chanterelle	29 000 \$
	Clair-Matin	20 000 \$
	De La Marguerite	30 000 \$
	Beaucourt	27 500 \$
	Des Moussaillons	30 000 \$
	Des Parchemins	28 000 \$
	De Saint-Eusèbe	27 500 \$
	Maria-Goretti	27 500 \$
	De La Source	30 000 \$
	De L'étincelle	30 000 \$
	Total :	726 500 \$
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	L'étoile-Filante	30 000 \$
	La Pruchière	6 500 \$
	La Marée-Montante	26 500 \$
	L'orée-des-Bois	30 000 \$
	Vents-et-Marées	27 500 \$
	L'amitié	30 000 \$
	Saint-Louis	30 000 \$
	Saint-Bruno	30 000 \$
	J.-C. Chapais	30 000 \$
	Saint-Philippe	18 500 \$
	Notre-Dame	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Sainte-Hélène	5 500 \$
	Saint-Louis de Saint-Joseph	30 000 \$
	La Chanterelle	30 000 \$
	Riou	30 000 \$
	Notre-Dame-du-Sourire	30 000 \$
	Desbiens	17 500 \$
	Les Pèlerins	30 000 \$
	Saint-Modeste	13 500 \$
	Total :	473 000 \$
Pays-des-Bleuets, CS du	Édifice de la formation à l'emploi	30 000 \$
	Saint-Louis-de-Gonzague	3 500 \$
	Maria-Goretti	2 500 \$
	Jean XXIII	30 000 \$
	Saint-Lucien	30 000 \$
	Hélène-Laliberté	30 000 \$
	La Source	30 000 \$
	Les Prés Verts	30 000 \$
	Des Deux-Lacs	25 500 \$
	Boisjoli	27 500 \$
	Sainte-Hedwidge	30 000 \$
	Jolivent	5 500 \$
	L'arbrisseau	30 000 \$
	Total :	304 500 \$
Lac-Saint-Jean, CS du	Bon-Pasteur	24 500 \$
	Saint-Léon	10 500 \$
	Sainte-Hélène	30 000 \$
	Notre-Dame-du-Rosaire	30 000 \$
	Saint-Gérard	27 500 \$
	Du Bon-Conseil	9 500 \$
	Jean XXIII	27 500 \$
	Total :	159 500 \$
Rives-du-Saguenay, CS des	Sainte-Rose	24 000 \$
	Saint-Gabriel	27 500 \$
	Du-Vallon	27 500 \$
	Saint-Félix	30 000 \$
	Marie-Médiatrice	27 500 \$
	Total :	136 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
De La Jonquière, CS	Du Versant	7 500 \$
	Saint-Charles	27 500 \$
	Bon Pasteur	3 500 \$
	Saint-Jean	27 500 \$
	Total :	66 000 \$
Charlevoix, CS de	Léonce-Boivin	27 500 \$
	Saint-Francois	30 000 \$
	Marie-Reine	27 500 \$
	Dominique-Savio	21 500 \$
	Marie-Victorin	11 500 \$
	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Lorette	30 000 \$
	Fernand-Saindon	27 500 \$
	Beau-Soleil	30 000 \$
	Total :	235 500 \$
Premières-Seigneuries, CS des	De La Pionnière	27 500 \$
	Cap des Neiges II	16 500 \$
	Sainte-Famille	27 500 \$
	Total :	71 500 \$
Portneuf, CS de	Le Phare	15 500 \$
	Saint-Charles	30 000 \$
	La Morelle	27 500 \$
	Le Goéland	24 500 \$
	Marie du Saint-Sacrement	27 500 \$
	Les Sentiers	17 500 \$
	Saint-Coeur-de-Marie	30 000 \$
	Total :	172 500 \$
Chemin-du-Roy, CS du	Saint-Gabriel	17 500 \$
	Saint-Charles	30 000 \$
	Sainte-Marie	30 000 \$
	Champlain	18 500 \$
	Des Grès	30 000 \$
	Saint-Léon	27 500 \$
	Saint-Joseph (Belle-Vallée)	24 500 \$
	Marie-Immaculée	27 500 \$
	Saint-Justin	22 500 \$
	Total :	228 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Énergie, CS de l'	De la Tortue-des-Bois	25 500 \$
	Notre-Dame-des-Neiges	27 500 \$
	Notre-Dame-de-La-Joie	27 500 \$
	Villa de la Jeunesse	27 500 \$
	Des Vallons	8 500 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Jacques-Cartier	27 500 \$
	Maternelle Jacques-Buteux	30 000 \$
	Notre-Dame-de-L' Assomption	30 000 \$
	Le Sablon d'Or	27 500 \$
	Primadel	27 500 \$
	Plein Soleil	27 500 \$
	La Croisière	27 500 \$
	De La Vallée-de-Mékinac	27 000 \$
	Maternelle Marie-Médiatrice	25 000 \$
	De La Passerelle	30 000 \$
	Total :	423 500 \$
Hauts-Cantons, CS des	De La Voie-Lactée	27 500 \$
	Sancta-Maria	27 500 \$
	Saint-Pie-X	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Toutes-Aides	30 000 \$
	De Sainte-Edwidge	27 500 \$
	Saint-Paul	27 500 \$
	Des Trois-Cantons	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Lorette	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Paradis	8 500 \$
	D'Audet	30 000 \$
	De Lac-Drolet	27 500 \$
	De Sainte-Cécile	27 500 \$
	Des Sommets	30 000 \$
	De Saint-Romain	27 500 \$
	De La Rose-des-Vents	30 000 \$
	De Nantes	27 500 \$
	Des Monts Blancs	27 500 \$
	Liguge	30 000 \$
	Total :	491 000 \$
Région-de-Sherbrooke, CS de la	Notre-Dame-de-la-Paix	27 500 \$
	De la Passerelle no 1	7 500 \$
	Total :	35 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Sommets, CS des	Éducation adultes Asbesterie	27 500 \$
	Christ-Roi	27 500 \$
	Hamelin	13 500 \$
	Notre-Dame-de-L'Assomption	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	30 000 \$
	Le Baluchon	27 500 \$
	Les Deux Soleils, Pavillon 1	23 500 \$
	Notre-Dame-de-Bonsecours	12 500 \$
	Notre-Dame-de-Montjoie	22 500 \$
	Notre-Dame-du-Sourire	27 500 \$
	Notre-Dame-des-Érables	27 500 \$
	Saint-Laurent	30 000 \$
	Total :	299 500 \$
Portages-de-l'Outaouais, CS des	Sainte-Marie	14 500 \$
	Total :	14 500 \$
Coeur-des-Vallées, CS au	Adrien Guillaume	13 500 \$
	Centrale	28 000 \$
	Sacré-Coeur	15 500 \$
	Notre-Dame-de-la-Garde	27 500 \$
	Total :	84 500 \$
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	Saint-Nom-de-Marie	27 500 \$
	Sainte-Anne #1	27 500 \$
	Laval	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Grâce	30 000 \$
	Reine Perrault	30 000 \$
	Sainte-Marie	27 500 \$
	Sainte-Croix	5 500 \$
	Saint-Pierre	30 000 \$
	Saint-Boniface	30 000 \$
	Dominique Savio	30 000 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	27 500 \$
	Sacré-Coeur	27 500 \$
	Sainte-Thérèse	30 000 \$
	Total :	353 000 \$
Lac-Témiscamingue, CS du	Notre-Dame	27 500 \$
	Saint-André	29 000 \$
	L'Assomption	30 000 \$
	Notre-Dame-de-l'Assomption	30 000 \$
	Saint-Gabriel	30 000 \$
	Laforce (Centrale)	30 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Laforce (Centrale)	30 000 \$
	Saint-Isidore	18 500 \$
	Sainte-Anne	28 000 \$
	Saint-Joseph	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Liesse	27 500 \$
	Centre Le Tremplin	10 500 \$
	Saint-Louis	30 000 \$
	Du Carrefour	14 500 \$
	Saint-Viateur	23 000 \$
	Sainte-Bernadette	30 000 \$
	Total :	386 000 \$
Rouyn-Noranda, CS de	De Bellecombe	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	30 000 \$
	De Montbeillard	30 000 \$
	De Cloutier	30 000 \$
	Notre-Dame-de-l'Assomption	5 500 \$
	Sainte-Thérèse-de-Destor	18 000 \$
	Saint-Norbert-de-Mont-Brun	30 000 \$
	Sainte-Monique De Rollet	26 000 \$
	Total :	197 000 \$
Harricana, CS	Tétreault	30 000 \$
	Morency	30 000 \$
	Saint-Paul	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	27 500 \$
	Sainte-Gertrude	27 500 \$
	Sainte-Thérèse	30 000 \$
	Youville	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	30 000 \$
	Notre-Dame des Écoles	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Rosaire	30 000 \$
	Saint-Mathieu	30 000 \$
	Saint-Thomas-D'Aquin	27 500 \$
	Des Coteaux	30 000 \$
	Total :	377 500 \$
Or-et-des-Bois, CS de l'	Louis-Querbes	30 000 \$
	Charles-René-Lalande	27 500 \$
	Notre-Dame-de-l'Assomption	27 500 \$
	Total :	85 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Lac-Abitibi, CS du	Pavillon de Taschereau	21 500 \$
	Pavillon de Colombourg	30 000 \$
	Pavillon de Roquemaure	27 500 \$
	Pavillon de Poularies	27 500 \$
	Pavillon de Clermont	27 500 \$
	Pavillon de Ste-Germaine-Boule	27 500 \$
	Pavillon d'Authier-Nord	27 500 \$
	Pavillon de Mancebourg	27 500 \$
	Pavillon de Duparquet (Nouv.)	27 500 \$
	Total :	244 000 \$
Estuaire, CS de l'	Mgr Bouchard	30 000 \$
	Saint-Coeur-de-Marie	30 000 \$
	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	27 500 \$
	Pavillon Mgr Labrie	12 000 \$
	Saint-Joseph	30 000 \$
	Père Duclos	18 000 \$
	St-Joseph et Centre administratif	27 500 \$
	Pavillon Sacré-Coeur	30 000 \$
	Total :	205 000 \$
Fer, CS du	Dominique Savio	30 000 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Total :	60 000 \$
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	Notre-Dame-des-Anges	4 500 \$
	Leventoux	10 500 \$
	Saint-Francois d'Assise	30 000 \$
	Saint-Francois Régis	11 000 \$
	Notre-Dame-de-Grâce	21 000 \$
	Louis Garnier	21 000 \$
	Total :	98 000 \$
Baie-James, CS de la	Le Delta	8 500 \$
	Jacques Rousseau	30 000 \$
	Beauvalois	30 000 \$
	Total :	68 500 \$
Îles, CS des	Aux Iris	5 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	30 000 \$
	Total :	35 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Chic-Chocs, CS des	Notre-Dame-de-Liesse	30 000 \$
	Notre-Dame-des-Neiges	30 000 \$
	Saint-Antoine	30 000 \$
	Des Prospecteurs	13 500 \$
	Du P'tit-Bonheur	18 500 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Saint-Paul	27 500 \$
	Saint-Joseph-Alban	30 000 \$
	De La Découverte	27 500 \$
	Total :	237 000 \$
René-Lévesque, CS	Saint-Michel	30 000 \$
	Couvent de l'Assomption	30 000 \$
	Sainte-Marie	27 500 \$
	Couvent du Bon-Pasteur	30 000 \$
	Sacré-Coeur	9 500 \$
	Saint-Bernard	27 500 \$
	Le Phare	27 500 \$
	La Relève	30 000 \$
	Des Découvertes	12 500 \$
	Cap Beau-Soleil	8 500 \$
	Aux Mille-Ressources	30 000 \$
	Des Audomarois	27 500 \$
	Saint-Alexis (centrale)	30 000 \$
	Saint-Francois (centrale)	27 500 \$
	Total :	348 000 \$
Côte-du-Sud, CS de la	Aux Quatre Vents	3 500 \$
	Des Méandres	16 500 \$
	De La Ruche - De Lanaudière	27 500 \$
	Plein Soleil	27 500 \$
	Saint-Louis	30 000 \$
	Du Bon-Vent	30 000 \$
	Du Tremplin	11 500 \$
	De l'Éveil	30 000 \$
	Notre-Dame-de-l'Assomption	19 500 \$
	Des Tilleuls	27 500 \$
	Saint-Cyrille (centrale)	30 000 \$
	Chanoine-Ferland	20 500 \$
	De Saint-Just	30 000 \$
	Sainte-Lucie	23 000 \$
	Ste-Apolline-De-Patton (centrale)	30 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Saint-Marcel	30 000 \$
	Sainte-Félicité	20 000 \$
	Saint-Adalbert	20 000 \$
	Total :	427 000 \$
Appalaches, CS des	Saint-Nom-de-Jésus	27 500 \$
	Dominique-Savio	30 000 \$
	Du Saint-Nom-de-Marie	30 000 \$
	De la Pierre-Douce	30 000 \$
	Aux Quatre-Vents	27 500 \$
	De La Source	30 000 \$
	De L'arc-en-Ciel	27 500 \$
	Du Perce-Neige	27 500 \$
	De La Passerelle	27 500 \$
	Total :	257 500 \$
Beauce-Etchemin, CS de la	Grande-Coudée	11 500 \$
	Saints-Anges	18 500 \$
	Monseigneur-De Laval	26 500 \$
	L'Envolée	15 500 \$
	Louis-Albert-Vachon	14 500 \$
	Saint-Louis	22 500 \$
	L'écolinière	27 500 \$
	L'arc-en-Ciel	27 500 \$
	Arc-en-Ciel De Saint-Camille	27 500 \$
	Rayons-De-Soleil	30 000 \$
	Petite-Abeille	28 000 \$
	Fleurs-de-Soleil	6 500 \$
	Du Petit-Chercheur	2 500 \$
	La Tourterelle	27 500 \$
	Jouvence	27 500 \$
	La Découverte	26 500 \$
	Barabé	27 500 \$
	L'Étincelle	23 500 \$
	L'Astrale	27 500 \$
	La Source	14 500 \$
	L'éco-Pin	22 500 \$
	Des Bois-Francis	27 500 \$
	Bellarmin	27 500 \$
	Nazareth	8 500 \$
	Des Joyeux-Compagnons	3 500 \$
	Sainte-Martine	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Roy	27 500 \$
	Harmonie	26 500 \$
	Secondaire de la Haute-Beauce	27 500 \$
	Total :	631 500 \$
Navicateurs, CS des	Sainte-Thérèse	2 500 \$
	De L'Amitié	20 500 \$
	De la Caravelle (St-Flavien)	11 500 \$
	De la Caravelle (Joly)	27 500 \$
	De la Caravelle (Dosquet)	18 500 \$
	Du Chêne	11 500 \$
	De La Falaise	27 500 \$
	De La Clé d'Or	14 500 \$
	De La Berge	30 000 \$
	Total :	164 000 \$
Affluents, CS des	Marguerite-Bourgeois	7 500 \$
	Amédée-Marsan	27 500 \$
	Total :	35 000 \$
Samares, CS des	De l'Île Saint-Ignace	27 500 \$
	Sainte-Anne	27 500 \$
	Dusable	5 500 \$
	Pavillon Reine-Marie II	30 000 \$
	Pavillon Reine-Marie I	25 500 \$
	Émmelie-Caron	27 500 \$
	Panet	22 500 \$
	Bérard	30 000 \$
	Germain-Caron	30 000 \$
	De Saint-Côme	24 500 \$
	Sainte-Marcelline	18 500 \$
	Pavillon Notre-Dame-de-la-Merci	30 000 \$
	Pavillon Saint-Émile	30 000 \$
	Monseigneur J.-A.-Papineau	12 500 \$
	Pavillon Rose-des-Vents	27 500 \$
	Pavillon maternelle Wilfrid-Gervais	27 500 \$
	Saint-Joseph	7 500 \$
	Sainte-Marie-Salomé	20 500 \$
	Pavillon maternelle Ste-Geneviève	27 500 \$
	Total :	452 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	Félix-Leclerc	5 500 \$
	Total :	5 500 \$
Laurentides, CS des	La Ribambelle	10 500 \$
	Tournesol	21 500 \$
	L'arc-en-Ciel	27 500 \$
	La Relève	27 500 \$
	Ste-Bernadette	27 500 \$
	Mgr Ovide Charlebois	2 500 \$
	Total :	117 000 \$
Pierre-Neveu, CS	De L'amitié	27 500 \$
	De Notre-Dame	30 000 \$
	De Saint-Gérard	30 000 \$
	Notre-Dame-des-Anges	27 500 \$
	De L'Aventure	27 500 \$
	Du Christ-Roi	27 500 \$
	De Saint-Joseph	30 000 \$
	De Saint-Francois	27 500 \$
	Notre-Dame	21 500 \$
	Saint-Joachim	27 500 \$
	De Saint-Jean-l'Évangéliste	27 500 \$
	Sacré-Coeur	13 500 \$
	Henri-Bourassa	30 000 \$
	Du Sacré-Coeur	30 000 \$
	De Sainte-Anne	27 500 \$
	Total :	405 000 \$
Sorel-Tracy, CS de	Mgr-Brunault	27 500 \$
	Christ-Roi	27 500 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Saint-Gabriel	27 500 \$
	Pierre-de-Saint-Ours	15 500 \$
	Total :	128 000 \$
Saint-Hyacinthe, CS de	Notre-Dame	27 500 \$
	Sacré-Coeur	27 500 \$
	Pavillon Spenard	30 000 \$
	Saint-Thomas-d'Aquin, Pavillon II	30 000 \$
	Pavillon Saint-Bernard	30 000 \$
	Pavillon Saint-Jude	10 500 \$
	Pavillon Saint-Louis	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Pavillon Saint-Barnabé-Sud	21 500 \$
	Saint-Nazaire	27 500 \$
	Pavillon Saint-Hugues	4 500 \$
	Pavillon Saint-Marcel	30 000 \$
	Total :	266 500 \$
Hautes-Rivières, CS des	Henryville	9 500 \$
	Total :	9 500 \$
Patriotes, CS des	Au-Fil-de-l'Eau (Desrochers)	11 500 \$
	Centre services alternatifs	22 000 \$
	Total :	33 500 \$
Val-des-Cerfs, CS du	Saint-Joseph	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	27 500 \$
	Saint-François-d'Assise	2 500 \$
	Total :	57 500 \$
Grandes-Seigneuries, CS des	Sainte-Catherine	27 500 \$
	Langevin	27 500 \$
	Total :	55 000 \$
Vallée-des-Tisserands, CS de la	Saint-Étienne	23 500 \$
	Saint-Urbain	3 500 \$
	Saint-Joseph	26 500 \$
	Total :	53 500 \$
Trois-Lacs, CS des	Sainte-Justine-de-Newton	27 500 \$
	Immaculée-Conception	27 500 \$
	Cuillierrier	8 500 \$
	Saint-Zotique	27 500 \$
	Total :	91 000 \$
Riveraine, CS de la	La Source	27 500 \$
	Marie-Sophie	17 500 \$
	La Nacelle	27 500 \$
	Rayons de Soleil	27 500 \$
	Boutons d'Or	27 500 \$
	Centre de formation St-Léonard	30 000 \$
	La Jeunesse	17 500 \$
	Jean XXIII	19 500 \$
	De La Croisée	30 000 \$
	Le Rucher	18 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Des Arbrisseaux	30 000 \$
	Explorami	11 500 \$
	Le Phare	27 500 \$
	Terre des Jeunes	30 000 \$
	Total :	342 000 \$
Bois-Francis, CS des	Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours	19 500 \$
	Centrale	27 500 \$
	Sainte-Thérèse	27 500 \$
	Jean-Rivard	2 500 \$
	Jean-XXIII	26 500 \$
	Sainte-Famille	12 500 \$
	Marie-Immaculée	27 500 \$
	Centrale	30 000 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Saint-Coeur-de-Marie	30 000 \$
	Cité écologique	23 000 \$
	Total :	254 000 \$
Chênes, CS des	Notre-Dame	27 500 \$
	Carrousel	27 500 \$
	Saint-Bonaventure	5 500 \$
	Saint-Guillaume 126	4 500 \$
	Saint-Guillaume 128	22 000 \$
	Saint-Félix-Kingsey	6 500 \$
	L'Avenir	12 500 \$
	Saint-Eugène	8 500 \$
	Active Sainte-Jeanne-d'Arc	27 500 \$
	Des Deux Rivières Saint-Lucien	27 500 \$
	Total :	169 500 \$
Central Québec, CS	Valcartier	27 500 \$
	Portneuf	27 500 \$
	Maclean Memorial	27 500 \$
	Total :	82 500 \$
Eastern Shores, CS	Shigawake Port-Daniel School	27 500 \$
	New Richmond High School	27 500 \$
	Escuminac Intermediate School	25 500 \$
	Entry Island School	10 000 \$
	Belle-Anse Elementary School	30 000 \$
	Gaspe Elementary School	12 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Grosse-Ile High School	27 500 \$
	Metis Beach Intermediate	27 500 \$
	Baie Comeau High School	17 500 \$
	Riverview School	30 000 \$
	Total :	235 500 \$
Eastern Townships, CS	Asbestos-Danville-Shipton	26 500 \$
	Cookshire	14 500 \$
	Farnham	27 500 \$
	Mansonville	22 000 \$
	North Hatley	27 500 \$
	Pope Memorial	27 500 \$
	Sawyerville	30 000 \$
	Waterloo	4 500 \$
	Total :	180 000 \$
Riverside, CS	The Alternate School	30 000 \$
	Total :	30 000 \$
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	Ste. Adele Elementary	9 500 \$
	Grenville Elementary	25 500 \$
	Total :	35 000 \$
Western Québec, CS	Poltimore	30 000 \$
	Queen Elizabeth	30 000 \$
	St. Michael	27 500 \$
	Maniwaki Woodland	2 500 \$
	Onslow	15 500 \$
	Total :	105 500 \$
Lester-B.-Pearson, CS	Soulanges	19 000 \$
	Total :	19 000 \$
New Frontiers, CS	Franklin	30 000 \$
	Howick	27 500 \$
	Total :	57 500 \$
	GRAND TOTAL :	12 050 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail et ventilation des sommes accordées en 2008-2009 pour les élèves en milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Les sommes accordées en 2008-2009 pour les élèves des milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires sont de 285,3 M\$. Ces sommes se répartissent comme suit :

	<u>M\$</u>
• Ressources intégrées dans les allocations de base pour les activités éducatives	172,2
• École montréalaise	12,2
• Aide alimentaire au secondaire	7,4
• Agir autrement au secondaire	32,2
• Agir autrement au primaire	12,0
• Services aux enfants de 4 ans	26,0
• Services de garde éducatifs — 4 ans	3,6
• Collations en service de garde	4,2
• Ajout de ressources professionnelles et de soutien dans le cadre des conventions collectives	15,5
Total	<u>285,3</u>

Pour 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Bilan de la participation du ministre de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2008-2009, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.

RÉPONSE

- **94^e réunion statutaire du CMEC, 23 septembre 2008, Fredericton (Nouveau-Brunswick), participation du sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Michel Boivin**

Principaux dossiers ayant fait l'objet de discussions ou d'une décision des ministres :

- approbation du plan d'action du CMEC pour la littératie et l'alphabétisation;
- organisation et préparation du Sommet sur l'éducation des Autochtones;
- discussions sur le projet de rapport du sous-comité sur la capacité des systèmes postsecondaires;
- rapport de situation sur les négociations entre les provinces et territoires et le gouvernement fédéral en vue de la conclusion d'un nouveau protocole des langues officielles dans l'enseignement (PLOE);
- adoption d'un nouveau logo pour le CMEC.

- **95^e réunion statutaire du CMEC et Sommet sur l'éducation des Autochtones organisé par le CMEC, 23 au 25 février 2009, Saskatoon (Saskatchewan), participation du ministre responsable des Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil, et de l'adjointe parlementaire du premier ministre, M^{me} Stéphanie Vallée**

Principaux dossiers ayant fait l'objet de discussions ou d'une décision des ministres :

- lors de la rencontre statutaire du CMEC : discussions sur les investissements du gouvernement fédéral pour les réparations, les rénovations et les agrandissements à apporter aux infrastructures des établissements d'enseignement postsecondaire annoncés dans le dernier budget et sur les besoins en matière d'enseignement postsecondaire;
- lors de la tenue du Sommet sur l'éducation des Autochtones :
 1. les discussions ont porté précisément sur les conditions nécessaires à la réussite éducative des Autochtones; l'objectif du Sommet était d'engager un dialogue pancanadien sur l'élimination de l'écart de rendement entre les apprenantes et apprenants issus des Premières Nations et des communautés métisses et inuites et les autres Canadiennes et Canadiens;
 2. les ministres de l'Éducation ont convenu de consolider les relations qui les lient déjà aux représentantes et représentants régionaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État d'avancement du plan d'action du ministère sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, incluant le nombre de projets et la nature des projets déposés par les commissions scolaires, les montants ventilés et le nombre de projets accordés et subvention accordée à chacun, de même que le solde de l'enveloppe budgétaire depuis le dépôt du plan d'action.

RÉPONSE

Depuis 2008-2009, la mesure budgétaire 50670 assure un financement annuel récurrent de l'ordre de 30 M\$ par année à frais partagés ($\frac{2}{3}$ par le MELS et $\frac{1}{3}$ par les commissions scolaires). Il importe de souligner que ces dernières ne sont pas tenues de présenter des projets.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Crédits consentis par le ministère au chapitre de la francisation des allophones, des classes d'accueil, au soutien linguistique et au programme d'enseignement des langues d'origine en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 de même que le nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour les mêmes années.

RÉPONSE

Les crédits consentis au chapitre des classes d'accueil, des mesures spéciales et au soutien linguistique sont réunis sous une même mesure : *Programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français pour les élèves non francophones*.

	<u>2007-2008</u>	<u>2008-2009</u>
Programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français (élève en accueil et francisation)	29,16 M\$*	n/d**
Concentration ethnique (Intégration des élèves issus de l'immigration)	6,65 M\$	6,75 M\$
Programme d'enseignement des langues d'origine (PELO)	1,71 M\$	1,77 M\$

Les crédits consentis pour le Programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français (PASAF) incluent les montants nécessaires aux services d'accueil, de francisation et de soutien linguistique. Les ressources budgétaires du PASAF s'ajoutent à la partie de l'allocation de base pour les activités éducatives et sont reliées aux coûts additionnels pour les classes d'accueil et de francisation au 30 septembre par rapport à un élève régulier. Au PASAF, un *montant par élève* diffère pour chaque ordre d'enseignement, tant au niveau du montant que du temps accordé : au préscolaire, un montant minimum réparti sur 10 mois; au primaire, un montant majoré réparti sur 20 mois; au secondaire, un montant encore plus élevé réparti sur 30 mois.

Les données relatives au nombre de classes d'accueil fermées ne sont plus disponibles dans les banques de données du Ministère recueillant le nombre d'élèves déclarés « en accueil et soutien à l'apprentissage du français » puisque ces données n'ont plus à être transmises par les commissions scolaires depuis les modifications apportées au financement. Toutefois, les classes d'accueil existent majoritairement dans les commissions scolaires de l'île de Montréal et à de rares exceptions dans d'autres commissions scolaires lorsque le nombre le permet.

* Données actualisées.
** À venir.

Compte tenu que les cohortes d'immigration relèvent du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), il s'avère impossible de prévoir le nombre d'élèves qui fréquenteront les écoles en 2009-2010. Toutefois, selon l'hypothèse, basée sur le nombre d'élèves des trois dernières années, ce nombre pourrait s'établir à près de 18 000 élèves.

Enfin, le MELS ne détient pas de données relatives au nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2007-2008 et 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010 pour les clientèles autochtones. Détail du matériel et le coût du matériel produit à l'intention des autochtones.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ne produit pas de matériel à l'intention de l'effectif scolaire autochtone; cela relève de la responsabilité des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis.

Les subventions octroyées pour l'année scolaire 2007-2008 :

	Crie	Kativik	Naskapis	Total
Fonctionnement	101 572 746 \$	83 770 921 \$	4 513 388 \$	189 857 055 \$

Les subventions prévues pour l'année scolaire 2008-2009 :

	Crie	Kativik	Naskapis	Total
Fonctionnement	107 548 900 \$	92 570 300 \$	5 452 300 \$	205 571 500 \$

Pour l'année 2009-2010, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Répartition de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'embauche d'enseignants et de professionnels pour l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005. Ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par poste, en date du 31 mars 2009, en vertu de l'enveloppe.

RÉPONSE

La dernière négociation de la convention collective s'est conclue par une entente injectant une somme additionnelle de 100 M\$ sur trois ans pour accroître les services aux élèves à risque et aux élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage (EHDA).

Cette enveloppe est répartie comme suit :

- 30 M\$ pour l'embauche de 600 enseignants orthopédagogues au primaire;
- 30 M\$ pour l'embauche de 600 enseignants ressources au secondaire;
- 30 M\$ pour l'embauche ou le maintien en poste de ressources professionnelles et de soutien.
- 10 M\$ visant principalement à offrir du perfectionnement en adaptation scolaire pour les enseignants et pour soutenir les classes à groupes de plus d'une année d'études.

Les 90 M\$ prévus pour l'embauche ou le maintien de ressources destinées aux élèves à risque et aux EHDA se répartissent comme suit :

	2006-2007	2007-2008		2008-2009	
		Ajout	Total	Ajout	Total
Enseignants-orthopédagogues	20 M\$	5 M\$	25 M\$	5 M\$	30 M\$
Enseignants-ressources	15 M\$	10 M\$	25 M\$	5 M\$	30 M\$
Personnel professionnel et de soutien	15 M\$	5 M\$	20 M\$	10 M\$	30 M\$
Total	50 M \$	20 M\$	70 M\$	20 M\$	90 M\$

Quant aux données relatives aux ajouts et aux maintiens de postes par commission scolaire au 31 mars 2009, elles ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Vous trouverez joint en documents d'appoint, la copie de la politique de l'adaptation scolaire « *Une école adaptée à tous les élèves* » et du Plan d'action en matière d'adaptation scolaire.

Les ressources accordées pour l'adaptation scolaire regroupent des allocations de fonctionnement du Ministère et des revenus provenant du produit maximal de la taxe scolaire (taxe scolaire et subvention de péréquation).

Pour l'année scolaire 2007-2008, ces ressources s'élèvent à 1 712,3 M\$, ventilées comme suit :

1. Allocations MELS

– Allocations de base liées à l'enseignement	1 030,9 M\$
– Allocations de base liées au soutien à l'enseignement	253,6 M\$
– Allocations de base liées à l'organisation des services	14,3 M\$
– Allocations supplémentaires	132,6 M\$

2. Produit maximal de la taxe scolaire

– Part pour l'adaptation scolaire	280,9 M\$
	<hr/>
	1 712,3 M\$

Les données pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien, professionnels) pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire. Orientations actives du MELS en matière de formation continue du personnel enseignant.

RÉPONSE

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel cadre et enseignant

- Un budget de 9,3 M\$ est mis à la disposition des commissions scolaires pour permettre la formation du personnel scolaire relativement à l'implantation du curriculum au secondaire et à l'accompagnement et à la formation, en région, des personnes ressources chargées de soutenir leur milieu dans l'implantation du Renouveau pédagogique.
- Une somme de près de 2 M\$ est allouée chaque année par le MELS en vertu des règles budgétaires. Cette allocation, qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration du français à l'enseignement primaire et secondaire, vise à permettre à chaque enseignant de se donner un plan de formation continue en français.
- Une allocation financière annuelle, qui est passée de 5,5 M\$ à 6,5 M\$, est versée depuis 2002-2003 aux commissions scolaires pour soutenir le fonctionnement du Réseau pour le développement des compétences par l'intégration des technologies (RÉCIT).
- De l'année scolaire 2006-2007 à celle de 2008-2009, une somme de 3 M\$ a servi au financement de ressources régionales pour la préparation des enseignants au nouveau programme *Éthique et culture religieuse*.
- Les enseignantes et les enseignants se voient accorder annuellement 20 journées pédagogiques, dont une partie est utilisée aux fins de perfectionnement.
- Les cadres scolaires bénéficient annuellement d'une enveloppe de perfectionnement de 815 000 \$ gérée par les différentes associations qui les représentent.
- Dans le cadre du réinvestissement à l'enseignement supérieur, 2,5 M\$ sont accordés chaque année aux universités afin qu'elles développent et mettent en œuvre des projets de formation continue en collaboration avec les milieux scolaires.
- Par ailleurs, en vertu de l'Entente Canada-Québec sur l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement des langues secondes, une somme de 1 190 000 \$ est attribuée pour constituer des bourses individuelles et collectives destinées au personnel enseignant en enseignement et apprentissage de l'anglais langue seconde. Chaque région du Québec reçoit également, avec le soutien du Secteur des services à la communauté anglophone, une somme de 450 000 \$ pour le perfectionnement en enseignement de l'anglais.

Le MELS intervient également au chapitre des conventions collectives.

- Ainsi, une somme de 15,4 M\$, gérée de façon paritaire, est prévue pour le perfectionnement du personnel enseignant, notamment en adaptation scolaire. Lors du renouvellement de l'Entente nationale 2005-2010, le MELS a haussé de 50 % les montants alloués par enseignant équivalent temps plein (ETP).

Secteur d'enseignement	2000-2002	2005-2010	Montant alloué 2008-2009
Personnel enseignant (jeunes)	160 \$	240 \$	13 433 400 \$
Personnel enseignant (éducation des adultes)	160 \$	240 \$	521 204 \$
Personnel enseignant (formation professionnelle)	200 \$	300 \$	1 457 890 \$
Total			15 412 494 \$

- Une somme de 3,75 M\$ a également été ajoutée, sur une période de trois ans, pour soutenir les enseignantes et enseignants œuvrant dans les classes multiprogrammes. Cette mesure se poursuivra en 2009-2010 (1,5 M\$). Pour les années à venir, le MELS attend les recommandations des représentants patronaux qui siègent sur les comités de travail prévus à l'Entente nationale avant de décider de reconduire ou pas cette subvention.
- Par ailleurs, une somme de 6,5 M\$ a été ajoutée en 2008-2009 pour la formation du personnel au secteur des adultes.

NOMBRE DE PERSONNES CONCERNÉES PAR LES BUDGETS MINISTÉRIELS DE PERFECTIONNEMENT

Selon les données disponibles (année 2007-2008), on retrouve 73 400,6 enseignants en équivalent temps plein (ETP) dans les commissions scolaires et 5 743,2 cadres (ETP) dans le réseau des commissions scolaires. Ces données comprennent le personnel enseignant et cadre des commissions scolaires Crie et Kativik.

ORIENTATIONS DU MELS EN MATIÈRE DE FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Le ministre de l'époque a proposé au milieu scolaire, en juin 1999, de nouvelles orientations pour la formation continue du personnel enseignant (ce document est disponible sur le site Internet du MELS). On y rappelle que la responsabilité de la formation continue du personnel enseignant trouve ses racines dans la Loi sur l'instruction publique. On y mentionne qu'il est du devoir de l'enseignant de prendre les mesures appropriées qui lui permettent d'atteindre et de conserver un haut degré de compétence professionnelle (art. 22.6). La direction d'école a le devoir de s'assurer de la qualité des services éducatifs dispensés dans son établissement (art. 96.12). Elle doit également faire part à la commission scolaire, après consultation du personnel enseignant, des besoins de perfectionnement de son personnel et voir à l'organisation du perfectionnement (art. 96.20 et 96.21). La formation continue demande donc la participation des principaux partenaires que sont le personnel enseignant, la direction de l'établissement d'enseignement et la commission scolaire.

Perfectionnement du personnel professionnel et de soutien

Pour le personnel professionnel des commissions scolaires francophones, il n'y a aucun ajout, les conventions collectives 2005-2010 ont été renouvelées au *statu quo*. Le montant du perfectionnement s'élève à 700 000 \$ selon les informations disponibles dans la banque de données PERCOS.

Pour le personnel professionnel des commissions scolaires anglophones, il n'y a aucun ajout; la convention collective 2005-2010 a été renouvelée au *statu quo*. Le montant du perfectionnement s'élève à 50 000 \$ selon les informations disponibles dans la banque de données PERCOS.

Pour le personnel de soutien, la convention collective 2005-2010 prévoit un ajout de 1,4 M\$ à compter de 2006-2007 pour le perfectionnement. Cette enveloppe s'ajoute au 1,2 M\$ déjà investi, ce qui représente une augmentation de 122 %.

Il faut noter que des montants additionnels sont prévus pour les personnes travaillant dans les régions éloignées afin de tenir compte des frais de déplacements.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Enveloppe globale accordée au soutien aux plans de réussite ou en lien avec les plans de réussite. Détail des mesures et ventilation des budgets par mesure et par commission scolaire pour 2008-2009.

RÉPONSE

L'enveloppe globale accordée pour les mesures de soutien pour l'année 2008-2009 se chiffre à 2,1 M\$. L'enveloppe a été répartie entre les directions régionales du Ministère. Les mesures doivent être convenues entre les directions régionales et les commissions scolaires situées sur leur territoire. Une partie de l'enveloppe est administrée par le Secteur des services à la communauté anglophone.

Les mesures visent les gestionnaires des commissions scolaires et des écoles et, plus spécifiquement, les gestionnaires des écoles du programme « Agir autrement », des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes. Elles visent à développer des compétences de planification : analyse de situation, élaboration d'un plan d'action, mise en œuvre d'un plan d'action, suivi de la mise en œuvre, évaluation des résultats, etc. Elles peuvent viser les personnes qui travaillent à la planification de ces activités.

Les principales mesures prévues prennent la forme d'un soutien à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du plan stratégique et du plan de réussite, de mesures de reconnaissance et d'un soutien à la mise en place et à l'animation de réseaux d'échanges sur la gestion des établissements.

L'enveloppe globale a été répartie de la façon suivante entre les 11 directions régionales du Ministère et les services à la communauté anglophone.

Direction régionale	
DR du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	204 088 \$
DR du Saguenay-Lac-Saint-Jean	156 759 \$
DR de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	180 424 \$
DR de la Mauricie et du Centre-du-Québec	156 759 \$
DR de l'Estrie	144 926 \$
DR de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	168 591 \$
DR de la Montérégie	168 591 \$
DR de Montréal	215 920 \$
DR de l'Outaouais	156 759 \$
DR de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	164 809 \$
DR de la Côte-Nord	156 759 \$
Services à la communauté anglophone	195 000 \$
DGR (réserve)	30 000 \$
Total	2 099 385 \$

En annexe, sont décrites, par direction régionale, les mesures qui ont été réalisées ou qui seront réalisées au cours de l'année 2008-2009.

QP-45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Régions : Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Budget disponible : 204 088 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
BAS-SAINT-LAURENT <ul style="list-style-type: none"> Entente de partenariat <i>COSMOSS</i> (Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé, Scolarisé et en Santé) dans les huit territoires des municipalités régionales de comté du Bas-Saint-Laurent Soutien aux commissions scolaires pour la passation de l'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMPDE) 	80 000 \$ 18 096 \$	CS des Monts-et-Marées CS des Phares CS du Fleuve-et-des-Lacs CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup CS des Monts-et-Marées CS des Phares CS du Fleuve-et-des-Lacs CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup
GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE <ul style="list-style-type: none"> Entente de collaboration <i>Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale</i> Fonds d'intervention local pour l'autonomie jeunesse – Commission jeunesse Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine Soutien à l'organisme « Les bouts de papier » pour la production de matériel destiné à des activités d'éveil à la lecture et à l'écriture pour les enfants de la Haute-Gaspésie 	24 000 \$ 30 000 \$ 2 000 \$	CS des Chic-Chocs CS René-Lévesque CS des Îles CS Eastern Shores CS des Chic-Chocs
Total	154 096 \$	
Solde	49 992 \$	Trois projets à venir

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Solde 2007-2008 : 106 466 \$

Budget 2008-2009 : 156 759

Budget disponible : 263 225 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Soutenir les directions des établissements dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation du projet éducatif et du plan de réussite des écoles primaires et secondaires : <ul style="list-style-type: none"> Formation et soutien des gestionnaires des établissements primaires et secondaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan de réussite Formation, soutien et accompagnement des écoles secondaires participant à <i>la stratégie d'intervention Agir autrement</i>. Interventions auprès des services éducatifs des commissions scolaires au regard des stratégies d'apprentissage en lecture en contexte de défavorisation. 	201 448 \$ 38 235 \$	CS du Pays-des-Bleuets CS du Lac-Saint-Jean CS des Rives-du-Saguenay CS De La Jonquière
Soutien à des mesures favorisant la réussite des élèves jeunes et adultes : <ul style="list-style-type: none"> Soutien à la mise en œuvre du Plan de lecture à l'école. 	23 542 \$	CS du Pays-des-Bleuets CS du Lac-Saint-Jean CS des Rives-du-Saguenay CS De La Jonquière
Total	263 225 \$	
Solde	0 \$	

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Régions : Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches

Budget disponible : 180 424 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Offrir de l'accompagnement aux écoles ou aux établissements pour la réalisation des planifications (portrait et analyse de situation, projet éducatif et plans de réussite 2008-2009) <ul style="list-style-type: none">• Accompagnement des 9 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 64 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 26 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 57 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 24 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 49 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 23 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 61 écoles ou établissements par des personnes-ressources• Accompagnement des 54 écoles ou établissements par des personnes-ressources	<div>7 768 \$</div> <div>30 866 \$</div> <div>12 539 \$</div> <div>27 490 \$</div> <div>11 575 \$</div> <div>23 632 \$</div> <div>11 092 \$</div> <div>29 419 \$</div> <div>26 043 \$</div>	<div>CS de Charlevoix</div> <div>CS de la Capitale</div> <div>CS des Découvreurs</div> <div>CS des Premières-Seigneuries</div> <div>CS de Portneuf</div> <div>CS de la Côte-du-Sud</div> <div>Commission scolaire des Appalaches</div> <div>Commission scolaire de la Beauce-Etchemin</div> <div>Commission scolaire des Navigateurs</div>
Total :	180 424 \$	
Solde	0 \$	

QP-45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Régions : Mauricie et du Centre-du-Québec

Budget disponible : 156 759 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Chaque commission scolaire dispose d'un montant d'argent pour le dégagement d'une personne-ressource afin de soutenir et accompagner les écoles qui accueillent des élèves des milieux défavorisés dans le cadre de la <i>stratégie d'intervention Agir autrement</i> en collaboration avec la Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec.	60 000 \$	CS du Chemin-du-Roy CS de l'Énergie CS de La Riveraine CS des Bois-Francis CS des Chênes
Chaque commission scolaire contribue à accompagner les jeunes vers la réussite éducative, entre autres, par l'implantation d'un climat sain et sécuritaire pour tous les élèves et les acteurs du milieu scolaire. À cet effet, un appui financier est accordé à chaque commission scolaire des régions 04 et 17 pour les soutenir dans la mise en œuvre du plan d'action <i>La violence à l'école : ça vaut le coup d'agir ensemble</i> . Cet appui et ce soutien aux écoles se font en collaboration avec la personne-ressource régionale et la direction régionale.	25 000 \$	CS du Chemin-du-Roy CS de l'Énergie CS de La Riveraine CS des Bois-Francis CS des Chênes
Une personne-ressource a élaboré un cadre de référence visant une continuité des services entre les réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux pour les jeunes de 5 à 12 ans qui présentent des difficultés ou des troubles de comportement. Ces travaux se réalisent dans le cadre de l' <i>Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation</i> .	24 291 \$	CS du Chemin-du-Roy CS de l'Énergie CS de La Riveraine CS des Bois-Francis CS des Chênes
Total :	109 291 \$	
Solde	47 468 \$	

QP- 45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Estrie

Solde 2007-2008 : 1 744 \$

Budget 2008-2009 : 144 926 \$

Budget disponible : 146 670 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
<p>Soutien à la mise en œuvre de l'entente spécifique sur la réussite éducative en Estrie</p> <ul style="list-style-type: none">• Contribution du MELS Estrie à la mise en œuvre de l'entente spécifique sur la réussite éducative en Estrie. Ce montant vient compléter l'engagement total du MELS de 75 000 \$ par année sur cinq ans. Il s'agit du 3^e de cinq versements.• L'entente spécifique regroupe plus de 30 partenaires financiers différents et a pour principal objectif d'améliorer le taux d'obtention d'un diplôme des jeunes estriens.	25 000 \$	CS de la Région-de-Sherbrooke CS des Hauts-Cantons CS des Sommets CS Eastern Townships
<p>Soutien aux directions d'établissement des commissions scolaires (CS) francophones à l'égard de la finalisation des plans de réussite</p> <ul style="list-style-type: none">• Poursuite de l'implantation de l'approche de changement destinée aux directions des établissements scolaires dans le contexte de l'implantation des plans de réussite.• En 2008-2009, la formation s'est surtout concentrée sur les territoires des CS des Hauts-Cantons et des Sommets.	25 000 \$	CS des Hauts Cantons CS des Sommets

Développement d'un logiciel permettant le suivi des cohortes au primaire et au secondaire <ul style="list-style-type: none"> • Suivre l'évolution des apprentissages de chaque élève et des différentes cohortes d'élèves en Estrie tout en récupérant les données à même la gestion pédagogique intégrée (GPI) et en y assurant une sécurité. • Le projet est développé par la CS des Sommets, en collaboration avec la société GRICS. • L'utilisation des formulaires contribuera à assurer un meilleur suivi des élèves. Ce suivi pourrait être utilisé par les intervenants du projet de mobilisation régionale sur la réussite éducative en Estrie 	33 000 \$	CS des Sommets Les trois autres commissions scolaires de l'Estrie se joindront au projet une fois les outils développés.
Soutien à la chaire de recherche en lecture et écriture de l'Université de Sherbrooke <ul style="list-style-type: none"> • Cette chaire de recherche unique au Québec permet aux quatre CS de l'Estrie de bénéficier de l'expertise de recherche de l'Université de Sherbrooke quant au développement des meilleures pratiques en matière d'apprentissage de la lecture et de l'écriture au 1^{er} cycle du primaire et en maternelle. • Ce projet est issu de la mobilisation régionale de lutte au décrochage scolaire et répond à l'un des six champs prioritaires d'intervention du PRÉE (Partenaires pour la réussite éducative en Estrie) sur la maîtrise de la lecture et de l'écriture dès la première année. • La particularité de cette chaire est que 50 % de son temps ressource est destinée au transfert d'expertise auprès des enseignants. • D'une durée de 5 ans, cette chaire est aussi financée par les 4 CS de la région et certains projets de recherche qui seront menés seront soutenus financièrement par la mesure 18 du Plan d'action pour l'amélioration du français. 	60 000 \$	CS de la Région-de-Sherbrooke CS des Hauts-Cantons CS des Sommets CS Eastern Townships
Total	143 000 \$	
Solde	3 670 \$	

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Régions : Laval, Laurentides et Lanaudière
Budget disponible : 168 591 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
<u>ACCOMPAGNEMENT ET COORDINATION RÉGIONALE</u>		
Maintien d’une ressource régionale pour :		
Accompagnement des commissions scolaires pour la mise en œuvre et le suivi de la <i>stratégie d’intervention Agir autrement</i> et la coordination du comité régional ayant pour principal objectif de développer et de consolider une expertise régionale et locale pour l’amélioration de la réussite	100 000 \$	CS de Laval CS des Affluents CS des Samares CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Accompagnement des directions d’écoles - Soutien aux directions d’écoles dans des activités de planification liées au projet éducatif et au plan de réussite	12 641 \$	CS de la Rivière-du-Nord CS des Laurentides
Journée pédagogique régionale	10 310 \$	CS Pierre-Neveu CS Sir-Wilfrid-Laurier
Science et technologie au secondaire	25 000 \$	
Mathématique au primaire	8 000 \$	
Persévérance scolaire	5 000 \$	
Total	160 951 \$	
Solde	7 640 \$	

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Montérégie
Budget disponible : 168 591 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Volet « Stratégie d'intervention Agir autrement » ▪ Accompagnement des directions d'école	50 000 \$	Projets régionaux impliquant toutes les CS francophones de la région de la Montérégie :
Volet « Soutien à la réussite » ▪ Soutien à l'implantation du nouveau curriculum en formation générale des adultes	57 500 \$	CS de Sorel-Tracy
▪ Recherche action sur les stratégies d'apprentissage par la lecture (Lire pour apprendre)	50 000 \$	CS de Saint-Hyacinthe
▪ Plan d'action lecture (concours « J'ai la tête à lire »)	2 000 \$	CS des Hautes-Rivières
▪ Plan d'action pour l'intégration des TIC dans les arts (Artico Pra Tic)	2 091 \$	CS Marie-Victorin
▪ Arrimage entre le secondaire et le collégial en mathématique	2 000 \$	CS des Patriotes
▪ Instrumentation sur les parcours de 2 ^e cycle au secondaire	5 000 \$	CS du Val-des-Cerfs
		CS des Grandes-Seigneuries
		CS de la Vallée-des-Tisserands
		CS des Trois-Lacs
		Les CS anglophones sont associées à certains projets :
		CS Riverside
		CS New Frontiers
Total	168 591 \$	
Solde	0 \$	

QP-45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Montréal

Budget disponible : 215 920 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Ressource régionale <i>stratégie d'intervention Agir autrement</i> (1 ^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009)	100 000 \$	CS de la Pointe-de-l'Île CS de Montréal CS Marguerite-Bourgeoys
Projet pédagogique : Paradigme de l'apprentissage et gestion du changement	37 450 \$	CS de la Pointe-de-l'Île CS de Montréal CS Marguerite-Bourgeoys
« Passionnés de Réussites? Rendez-vous sur l'île » : Journée régionale à l'intention des équipes des écoles primaires, secondaires, des centres de formation professionnelle, formation générale des adultes et de leurs partenaires des réseaux de la santé, de l'emploi, des universités et des organismes communautaires	50 470 \$	CS de la Pointe-de-l'Île CS de Montréal CS Marguerite-Bourgeoys CS English-Montréal CS Lester-B.-Pearson
Ressources régionales pour la formation continue du personnel scolaire	28 000 \$	CS de la Pointe-de-l'Île CS de Montréal CS Marguerite-Bourgeoys CS English-Montréal CS Lester-B.-Pearson Université de Montréal Université du Québec à Montréal Université Concordia Université McGill
Total	215 920 \$	
Solde	0 \$	

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Outaouais
Solde 2007-2008 : 62 757 \$
Budget 2008-2009 : 156 759 \$
Budget disponible : 219 516 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
<ul style="list-style-type: none">Projet de formation et d'accompagnement sur le pilotage du changement en milieu scolaire	44 463 \$	Des directions d'écoles primaires et secondaires et des centres d'éducation aux adultes et de formation professionnelle de toutes les CS francophones de l'Outaouais
<ul style="list-style-type: none">Personne-ressource Stratégie régionale en persévérance scolaire	25 000 \$	CS des Portages-de-l'Outaouais CS au Cœur-des-Vallées CS des Draveurs CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais CS Western Québec En partenariat avec cégeps, université, CRÉ, Table Jeunesse
<ul style="list-style-type: none">Évaluation des apprentissages - Élaboration d'outils régionaux	24 000 \$	CS des Portages-de-l'Outaouais CS au Cœur-des-Vallées CS des Draveurs CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
<ul style="list-style-type: none">Projet de déploiement de l'expertise – <i>Stratégie d'intervention Agir autrement</i> (Complément à la mesure 30062 – Agent de développement en milieu défavorisé)	31 985 \$	CS des Portages-de-l'Outaouais CS au Cœur-des-Vallées CS des Draveurs CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

QP-45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Régions : Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

Solde 2007-2008 : 56 385 \$

Budget 2008-2009 : 164 809 \$

Budget disponible : 221 194 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS du Lac-Témiscamingue
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS de l'Or-et-des-Bois
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS du Lac-Abitibi
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS de Rouyn-Noranda
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS Harricana
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	CS de la Baie-James
Formation et accompagnement sur la gestion du changement	60 424 \$	
Total	180 424 \$	
Solde	40 770 \$	

QP-45

BILAN DES ACTIVITÉS 2008-2009

Région : Côte-Nord

Solde 2007-2008 : 12 178 \$

Budget 2008-2009 : 156 759 \$

Budget disponible : 168 937 \$

MESURE 30105

Mandat	Allocation versée	Nom des CS impliquées
Stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Service local (personne-ressource) pour soutien aux planifications et soutien aux directions d'établissement. Ventilation proposée : 1 807,48 \$ par école SIAA. ▪ Soutien à l'intégration de dossiers et plans ministériels. 	<p>86 759 \$</p> <p>30 000 \$</p>	<p>CS de l'Estuaire (34 342 \$) CS du Fer (25 305 \$) CS du Littoral (14 459 \$) CS de la Moyenne-Côte-Nord (12 653 \$)</p> <p>CS de l'Estuaire (10 000 \$) CS du Fer (10 000 \$) CS du Littoral (5 000 \$) CS de la Moyenne-Côte-Nord (5 000 \$)</p>
AIDE À LA RÉUSSITE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projets et initiatives des commissions scolaires en matière de réussite et de persévérance scolaire : <ul style="list-style-type: none"> A) Organisation d'activités de mobilisation sur la persévérance scolaire; B) Production d'outils de sensibilisation et de mobilisation; C) Activité sur des problématiques reliées à la persévérance et la diplomation au secondaire. Matières privilégiées : français et histoire. ▪ Instance régionale de concertation sur la persévérance scolaire (Comité RAP); deuxième et dernier versement pour une contribution totale de 30 000 \$ sur deux ans. 	<p>32 000 \$</p> <p>20 000 \$</p>	<p>Projet A : 8 000 \$ (2 000 \$ par CS) Projet B : 6 000 \$ (1 500 \$ par CS) Projet C : 18 000 \$</p>
Total	168 759 \$	
Solde	178 \$	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives.
Bilan de leurs interventions pour 2008-2009.

RÉPONSE

Les annexes ci-jointes présentent la composition des tables interordres et leurs actions respectives.

Q-46

**TABLES D'ÉDUCATION INTERORDRES
DOSSIERS 2008-2009**

REGION ADMINISTRATIVE	DOSSIERS INTERORDRES		FPT	FORMATION CONTINUE	COLLEGIAT	UNIVERSITAIRE
du Bas-Saint-Laurent	Prospectives 2014		Soutenir l'approche interordres Santé Plan de rapprochement FPT Reconnaissance des acquis et des compétences Mobilité des options et formation des petits groupes en formation professionnelle	Soudage au laser robotisé (AEP-AEC)		DEC-BAC Travail social
du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Assurer le maintien de tous les établissements d'enseignement de la région Stimuler le recrutement d'étudiants de l'extérieur de la région et de l'étranger Valoriser les sciences et les carrières scientifiques Renforcer l'enseignement de l'anglais langue seconde Renforcer la maîtrise du français		Assurer la diversité de l'offre de formation	Mise sur pied d'un service régional de reconnaissance des acquis		Assurer la diversité de l'offre de formation
de la Capitale-Nationale	Développement de la formation professionnelle et technique Persévérance et réussite scolaires Promotion des carrières scientifiques et techniques auprès des jeunes Promotion de la culture entrepreneuriale Insertion et rétention des immigrants de la région	Entente spécifique pour la persévérance et la réussite scolaires et les cheminements en science et technologie Recherche avec le Groupe Écobes	Rapprochement FP-FT Reconnaissance des acquis et des compétences Adéquation formation/emploi Continuité scolaires pour les moins de 20 ans Offre de formation de courte durée (AEC et AEP)	Services régionaux de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) Formation continue en lien avec les besoins du marché du travail	RAC Plans régionaux d'aménagement FP-FT Promotion des cheminements et carrières en science et technologie	Programme de collaboration universités - collèges du MELS
de la Mauricie	Mise en œuvre de la nouvelle entente spécifique sur la réussite éducative en Mauricie 2008-2011 - persévérance et réinsertion scolaires - FPT et FC - internationalisation - carrières en science et technologie		Adéquation formation/emploi Valorisation promotion Plan de rapprochement Reconnaissance des acquis et des compétences	Formation continue		

RÉGION ADMINISTRATIVE	DOSSIERS INTERORDRES	PES	FPT	FORMATION CONTINUE	COLLEGIAT	UNIVERSITAIRE
de l'Estrie	Persévérance scolaire, diplomation et qualification Promotion des carrières professionnelles, techniques et scientifiques	Diplomation et qualification	Répartition des options sur le territoire Listes d'attente dans certaines options Plan de rapprochement Mise en œuvre du plan d'aménagement de la FPT	Reconnaissance des acquis Formation continue répondant aux besoins du marché du travail	En 2008-2009, la TECIÉ se préoccupera de considérations interordres en lien avec l'enseignement supérieur	
de Montréal	Multiculturalisme/Internationalisation Reconnaissance des acquis et formation continue Persévérance et réussite scolaire	Valorisation de l'école publique La persévérance et la réussite scolaire	Plan de rapprochement FPT Reconnaissance des acquis	Reconnaissance des acquis	Plan de rapprochement FPT Reconnaissance des acquis et formation continue	Internationalisation Reconnaissance des acquis
de l'Outaouais	Persévérance scolaire Régionalisation et décentralisation	J'explore une carrière (élèves du secondaire)	Amélioration de l'offre de services Amélioration de la continuité Valorisation et promotion Adéquation formation/emploi Utilisation partagée des équipements entre établissements d'enseignement et entreprises		Offre de service en milieu rural	
de l'Abitibi-Témiscamingue	Accessibilité et offre de services éducatifs de qualité sur tout le territoire					
de la Côte-Nord	Accès et choix à des services éducatifs de qualité sur tout le territoire Secteur minier : adéquation formation\emploi Crise forestière Veille stratégique	Persévérance et réussite éducative	Recrutement de la main-d'œuvre pour projets économiques régionaux Valorisation et promotion Reconnaissance des acquis et des compétences	Reconnaissance des acquis et des compétences Implantation des SARCA Implantation du nouveau curriculum	CCTT – Suivi des demandes de 2 collèges de la région Demande d'autorisations provisoires	Absence d'université Coordination des services universitaires offerts à l'échelle de la région
du Nord-du-Québec	Baisse démographique importante		Le Plan de rapprochement La pénurie de main d'œuvre Les services à la clientèle autochtone	Reconnaissance des acquis et des compétences Programme pour les 16-24 ans	Offre de services sur le territoire	Offre de services sur le territoire
de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Élaboration du plan de rapprochement FPT Plan d'action pour la valorisation et la promotion de la formation et de la qualification	Persévérance scolaire	Plan de rapprochement FPT Reconnaissance des acquis et des compétences Centre intégré (2) Mobilité des options et formation		Maintenance d'éoliennes	DEC-BAC Travail social

RÉGION	DOSSIERS INTERORDRES	PPS	FPT	INFORMATION CONTINUE	COLLEGIAT	UNIVERSITAIRE
ADMINISTRATIVE	Persévérance scolaire Politique régionale sur la lecture		des petits groupes en FP			
de la Chaudière-Appalaches	Établissement d'un diagnostic régional de l'organisation des services éducatifs Importance d'une première qualification chez les jeunes Accès et attraction des clientèles aux carrières scientifiques et technologiques Promotion de la culture entrepreneuriale Accueil et intégration des immigrants	Favoriser l'obtention d'un premier diplôme chez les jeunes et la population en général Projet d'entente spécifique en persévérance scolaire	Rapprochement FP-FT Reconnaissance des acquis et des compétences Adéquation formation/emploi Continuité scolaires pour les moins de 20 ans Offre de formation de courte durée (AEC et AEP)	Faciliter le passage d'un ordre d'enseignement à l'autre Services régionaux de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) Formation continue en lien avec les besoins du marché du travail	RAC Plans régionaux d'aménagement FP-FT Promotion des cheminements et carrières en science et technologie	Programme de collaboration universités-collèges du MELS
de Laval	Plan d'aménagement Entente sur la culture scientifique Pénuries dans le secteur de la santé	Instance régionale sur la persévérance scolaire	Plan d'aménagement Gestion du fonds transitoire Reconnaissance des acquis et des compétences			
des Laurentides	Entente partenariale sur la réussite Plan d'aménagement	Renouvellement de l'entente du PREL Participation à une recherche d'Écoles	Plan d'aménagement Reconnaissance des acquis et des compétences Gestion du fonds transitoire			
de Lanaudière	Entente sur la valorisation de l'éducation Plan d'aménagement Promotion régionale de l'offre de formation	Renouvellement de l'entente du CREVALE	Gestion du fonds transitoire Plan d'aménagement Projet des ponts et passerelles Reconnaissance des acquis et des compétences			
de la Montérégie	1) Entente contre l'abandon scolaire Réussite Montérégie 2) Régionalisation des services de RAC 3) Plan de rapprochement FPT 4) Autres enjeux de l'éducation : accessibilité, accueil et intégration des immigrants, désaffectation pour les sciences, adéquation offre de services et besoins des PME en R&D, promotion concertée de l'offre de formation régionale interordres, offre de formation continue	Entente contre l'abandon scolaire; Autres enjeux : désaffectation pour les sciences, accueil et intégration des immigrants	Plan de rapprochement FPT : dépôt du plan régional d'aménagement de l'offre de formation en octobre 2008; tenue de 7 forums sectoriels régionaux associant le réseau de l'éducation, le réseau de l'emploi et les employeurs	Régionalisation des services de RAC : Lancement officiel d'un service régionalisé « InfoRac Montérégie » le 6 mai 2009, associant CS, collèges, Emploi-Québec et le MICC	Les collèges et les universités sont associés à tous les travaux NB : les membres de la Table ont cotisé pour constituer un fonds de 75 000 \$ qui a permis l'embauche d'un analyste pour effectuer les travaux relatifs aux autres enjeux que le Plan de rapprochement FPT et la RAC	Les 3 ordres d'enseignement sont associés dans 3 projets pour 2008-2009 : création d'une chaire de recherche sur les causes différenciées du décrochage scolaire en Montérégie, création d'une chaire de recherche sur le désintéressement des jeunes aux sciences et aux technologies, déploiement d'une offre de formation qualifiante pour la clientèle immigrante, en lien avec les exigences des ordres professionnels.
du Centre-du-Québec	Mise en œuvre de la nouvelle entente spécifique de régionalisation portant sur		Adéquation formation/emploi Plan de rapprochement			Desserte universitaire

RÉGION	DOSSIERS INTERORDRE	DES	FPT	FORMATION	COLLEGIAT	UNIVERSITAIRE
ADMINISTRATIVE	la mobilisation et le partenariat pour la réussite éducative au Centre-du-Québec 2008-2011 - persévérance scolaire et diplomation - FPT			Reconnaissance des acquis et des compétences Valorisation promotion		

Nom de la Table interordres : Table Éducation du Bas-Saint-Laurent

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Monts-et-Marées	Pierre Berthelet / Comité exécutif Directeur général	Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski	La direction régionale du MELS assume le secrétariat et le suivi des rencontres. (Maryse Lacasse)	a) Développer une connaissance plus pointue de la formation professionnelle, technique et universitaire ainsi que des perspectives d'évolution de l'emploi en région, dans une optique de favoriser les arrimages interordres et avec le marché de l'emploi prévisible. b) Identifier les prospectives 2014 des besoins d'emploi. c) Proposer un plan d'aménagement de la formation professionnelle et technique	Quatre commissions scolaires du Bas-Saint-Laurent. Président du Regroupement des commissions scolaires du Bas-Saint-Laurent. Directeurs généraux des cégeps de Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, La Pocatière. Directeur général de l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière. Recteur de l'Université du Québec à Rimouski. Directeur du Conservatoire de musique à Rimouski. Directeur général de la Conférence régionale des élus BSL. Directeur régional d'Emploi-Québec (MESS). Directeur régional du MELS. Représentant des organismes syndicaux représentant le personnel enseignant des commissions scolaires. Représentant des organismes syndicaux représentant le personnel enseignant des collèges.	La Table interordres se réunit quatre fois par année. Le comité exécutif se réunit six fois par année. Le comité est constitué des membres suivants : <ul style="list-style-type: none">▪ recteur de l'UQAR;▪ directeur général du cégep de Rivière-du-Loup;▪ directeur des études du cégep de Matane;▪ président du Regroupement des CS;▪ directeur général de la CS des Monts-et-Marées;▪ directeur général de la CRE;▪ directeur régional, MELS;▪ directeur régional, Emploi-Québec (MESS).	En fonction des mandats : <ul style="list-style-type: none">▪ plan de rapprochement;▪ mobilité des options (FP);▪ santé (FPT) universitaire;▪ régie interne (Table);▪ DEC-BAC-Travail social;▪ prospectives.
CS des Phares	Jacques Poirier, directeur général						
CS du Fleuve-et-des-Lacs	Serge Pelletier, directeur général						
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	Yvan Tardif, directeur général Serge Nolet, directeur du service FPT et FGA						
Regroupement des commissions scolaires	Raymond Trudeau / Comité exécutif Président de la CS des Phares						
Cégep de Matane	Émery Béland, directeur général Louis Poirier / Comité exécutif Directeur des études du comité exécutif						
Cégep de Rimouski	Jean-Pierre Villeneuve, directeur général						
Cégep de Rivière-du-Loup	André Morin / Comité exécutif Directeur général Marie Pelletier, directrice de la formation continue						
Cégep de la Pocatière	Claude Harvey, directeur général						
Université du Québec à Rimouski	Michel Ringuet / Comité exécutif Recteur Claude Galaise, doyen des études de premier cycle						
Institut de technologie agroalimentaire – La Pocatière	Luc Garon, directeur des études						
Conservatoire de musique	Benoit Plourde, directeur						
Emploi-Québec, MESS	Pierre Robitaille / Comité exécutif Directeur régional						
Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Gérard Bédard / Comité exécutif , Directeur régional						
Conférence régionale des élus Bas-Saint-Laurent (CRE)	Gérald Beaudry / Comité exécutif Directeur général						
Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis	Martine Cliche, présidente						
Syndicat des enseignantes et des enseignants du cégep de Rimouski	Isabelle Vézina, représentante						

Nom de la table interordres : Conseil interordres de l'éducation au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS du Pays-des-Bleuets	Rémi Rousseau, président Serge Bergeron, directeur général Michel Tremblay, directeur des services de l'enseignement	Jean Paradis, dir. gén. Collège d'Alma	Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS représentée par la directrice régionale par intérim, Lucie Martel et Claire Raymond, responsable du dossier de la formation professionnelle. Les mandats principaux sont de : <ul style="list-style-type: none">■ soutenir le comité exécutif dans la préparation du contenu des dossiers et de l'ordre du jour des rencontres;■ convoquer les réunions;■ rédiger les comptes rendus;■ participer à tous les groupes de travail du Conseil;■ assumer certains mandats de recherche pour le Conseil.	Établir un mécanisme de concertation et de coordination des institutions des trois ordres d'enseignement afin de remplir leurs missions propres et complémentaires en matière d'éducation des populations qu'elles desservent, de même que sur le plan de la recherche. Le conseil peut formuler des avis ou des observations sur toute question relevant de ses compétences. Le conseil est reconnu par la CRE Saguenay-Lac-Saint-Jean comme interlocuteur privilégié en matière d'éducation. Le conseil assure la mise en œuvre dans la région du plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique	Comité exécutif : un représentant de chaque ordre d'enseignement. Durée du mandat : <ul style="list-style-type: none">- deux ans. Comités de travail : <ul style="list-style-type: none">- mise sur pied de comités au besoin en fonction des sujets discutés. Actuellement, un comité est chargé de la confection du plan régional d'aménagement de l'offre de formation professionnelle et technique	Présidence : En alternance parmi les membres du comité exécutif. Durée du mandat : <ul style="list-style-type: none">- un an. Nombre de rencontres par année : <ul style="list-style-type: none">- trois à quatre rencontres par année. Date de création du conseil : <ul style="list-style-type: none">- le 4 février 2005.	<ul style="list-style-type: none">• Promotion des carrières scientifiques.• Valorisation des sciences physiques dans la région.• Recrutement d'étudiants étrangers.• Plan d'aménagement de l'offre de formation en formation professionnelle et technique.• Gouvernance régionale de la reconnaissance des acquis et des compétences.• Développement de la culture en entrepreneuriat.
CS de Rives-du-Saguenay	Liz S. Gagné, présidente Yvon Pelletier, directeur général Christine Tremblay, dir. gén. adj.						
CS de La Jonquière	Josette Lessard Morin, présidente Raynald Thibeault, dir. gén. Pierre-Yves Béland, dir. gén. adj.						
CS du Lac-Saint-Jean	Josée Bouchard, présidente Éric Blackburn, directeur général Éric Bergeron, dir. gén. adj.						
Cégep de Saint-Félicien	Normand Boutin, président Louis Lefebvre, directeur général Gilles Lapointe, dir. des études						
Collège d'Alma	Martin Bergeron, président Jean Paradis, directeur général Hélène O'Bomsawin, dir. des études						
Cégep de Jonquière	Nicole Landry, présidente Michel Gravel, directeur général Guylaine Proulx, dir. des études						
Cégep de Chicoutimi	Yves Fortin, président Ginette Sirois, directrice générale Sylvie Poiret, directrice des études						
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)	Michel Belley, recteur Francine Belle-Isle, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche André Dorion, vice-recteur à l'administration et aux finances Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général Alyre Caron, adjoint du recteur Jean Wauthier, directeur du Bureau des affaires publiques						
Institutions privées	Michel Simard, directeur Séminaire Marie-Reine-du-Clergé						
CS Central Québec	Marielle Stewart, directrice des services pédagogiques						
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	Isabelle Lalancette, déléguée à l'éducation.						

Nom de la Table interordres : Table Éducation de la région de la Capitale-Nationale

Composition 2008-2009		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep Limoilou	Pierre Malouin, directeur général	Co-président	Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : • soutenir les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; • convoquer les réunions; • rédiger les comptes rendus et en assurer les suivis; • participer à certains groupes de travail et comités de suivi de la Table; • assumer certains mandats de recherche pour la Table.	• Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main-d'œuvre pour les élèves, les étudiants et la population en général. La Table éducation se veut un interlocuteur privilégié et incontournable dans tous les grands dossiers qui touchent l'éducation, notamment auprès de la Conférence régionale des élus ou au besoin, auprès d'autres instances. • Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation chaque fois que jugé nécessaire. • Initier et mettre en œuvre des mesures pour résoudre les problématiques auxquelles est confrontée la région en matière d'éducation et de développement de la main-d'œuvre. • Préparer des avis et les soumettre aux organismes qui s'intéressent à des questions touchant l'éducation et la formation de la main-d'oeuvre. • Contribuer au développement socioéconomique de la région par la mise en commun des ressources de ses membres.	Comité exécutif : - les deux coprésidents, le directeur régional du MELS et la professionnelle de la DR du MELS agissent en tant que secrétaires exécutifs.	Présidence : coprésidence Chaque ordre d'enseignement (collèges et CS) nomme son ou ses représentants. Durée du mandat : - deux ans Fréquence des rencontres : - quatre à cinq rencontres par année pour l'exécutif, quatre à cinq rencontres pour les membres de la Table, incluant l'exécutif, et plusieurs autres rencontres pour les sous-comités de travail ou les comités de suivi, réparties entre les membres. Date de création de la Table : - la Table existe depuis 1999.	• La persévérance et la réussite scolaire à tous les ordres d'enseignement. • La promotion des carrières scientifiques et technologiques auprès des jeunes. • Le développement de la formation professionnelle et de la formation technique : - accessibilité et viabilité de la formation professionnelle et technique sur le territoire et offre de service universitaire; - utilisation optimale de l'ensemble des ressources disponibles sur le territoire; - passages entre les formations professionnelles et techniques, secondaires, collégiales et universitaires; - reconnaissance des acquis; - coordination de l'offre de formation continue et de la main d'œuvre • La promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement. • L'insertion et la rétention des immigrants dans la région.
Cégep François-Xavier Garneau	Yves Blouin, directeur général						
Centre d'études collégiales en Charlevoix	Gina Pinet, directrice						
Cégep de Sainte-Foy	Denis Juneau, directeur général						
Champlain St-Lawrence	Jean P. Robert, directeur						
Regroupement des collèges et cégeps de la Capitale-Nationale	Marcel Lafleur						
CS des Découvreurs	Reynald Deraspe, directeur général						
CS de Charlevoix	Robert Labbé, directeur général						
CS de la Capitale	Berthe Bernatchez, directrice générale Murielle Gingras, présidente						
CS Central Québec	Ronald Corriveau, directeur général	Co-président					
CS des Premières-Seigneuries	Michel Hamel, directeur général						
CS de Portneuf	Jean-Pierre Soucy, directeur général Serge Tremblay, président						
Université Laval	Serge Talbot, directeur général du 1 ^{er} cycle						
Emploi-Québec	Benoît L'Heureux, directeur de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail						
Université du Québec	Daniel R. Rousse, adjoint au vice-président à l'enseignement à la recherche						
Conférence régionale des élus	Josée Tremblay, directrice générale						

Composition 2008-2009		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
MELS Direction régionale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	Guy Larose, directeur régional Chantal Morin, agente de recherche	Membres de l'exécutif et secrétaire exécutive					

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DE LA MAURICIE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Serge Beauchamp, directeur général adjoint	Michel Morin, directeur général de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy	Le soutien technique et logistique est assuré par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : <ul style="list-style-type: none">▪ soutenir la présidence dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;▪ convoquer les réunions, rédiger les comptes rendus;▪ participer à tous les groupes de travail de la Table;▪ assumer certains mandats de recherche pour la Table;▪ alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	La Table régionale de l'éducation de la Mauricie est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sont conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.	Comité Exécutif : non Comité de gestion de l'entente : TREM Comités d'actualisation : <ul style="list-style-type: none">▪ comité persévérance et réinsertion scolaires;▪ comité formation professionnelle et formation technique;▪ comité internationalisation;▪ comité sciences et technologies.	Présidence : <ul style="list-style-type: none">- les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour deux ans en alternance pour chacun des ordres d'enseignement : commission scolaire, collège et université. Durée du mandat : <ul style="list-style-type: none">- deux ans. Nombre de rencontres par année : <ul style="list-style-type: none">- environ cinq réunions. Date de création de la Table : <ul style="list-style-type: none">- automne 2001.	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerner le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerner les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. La Table d'éducation interordres s'est dotée d'une entente spécifique où les parties conviennent de travailler en étroite collaboration afin de favoriser la citoyenneté active et responsable et d'établir les conditions gagnantes permettant la réussite éducative en poursuivant les quatre orientations et objectifs suivants : <ol style="list-style-type: none">1. Favoriser la persévérance et la réinsertion scolaires des jeunes.2. Développer la formation professionnelle et la
Cégep de Trois-Rivières	Christian Muckle, directeur général						
Collège Ellis, campus Trois-Rivières	Jean-Paul Aumais, directeur général						
Collège Laflèche	Marcel Côté, directeur général						
Collège Shawinigan	André Gingras, directeur général						
CS Central Quebec	Diane Labbé, directrice des services complémentaires						
CS de l'Énergie	Claude Leclerc, directeur général						
CS du Chemin-du-Roy	Michel Morin, directeur général						
CS du Chemin-du-Roy	Hélène Corneau, directrice gén. adj.						
Conférence régionale des élus de la Mauricie	Christian Savard, directeur général						
Forum jeunesse	Isabelle Bordeleau, directrice générale						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Claude Lamarre, directeur régional						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Ginette Lanthier, directrice régionale						
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Pierre Robert, directeur régional						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Denis Hébert, directeur régional						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées de la Mauricie (PS – P – S)	Michel Boucher, directeur général du Collège Marie-de-l'Incarnation						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université du Québec à Trois-Rivières	Ghislain Bourque, recteur						formation technique tant en formation continue qu'initiale en réponse aux besoins actuels et émergents du marché du travail. 3. Favoriser l'internationalisation. 4. Inciter les jeunes à choisir des carrières en science et technologie.

Note : Il est à noter que depuis l'automne 2005, les réseaux d'éducation de la Mauricie se sont dotés d'une instance de concertation que l'on nomme le caucus de l'éducation de la Mauricie. Celui-ci est composé des présidents et des directeurs généraux des commissions scolaires, des cégeps, des collèges privés, du président et du recteur de l'université ainsi que du directeur régional du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Cette instance convient des enjeux et des orientations à mettre en commun au niveau de la région pour l'éducation.

Nom de la Table interordres : TABLE ESTRIENNE DE CONCERTATION INTERORDRES EN ÉDUCATION

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Hauts-Cantons	Bernard Lacroix, directeur général	Coprésidence : ▪ le directeur général du cégep de Sherbrooke : Sylvain Saint-Cyr ▪ la directrice générale de la Commission scolaire des Sommets : Yolande Nantel	Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : ▪ soutenir les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et l'agenda des rencontres; ▪ préparer les ordres du jour, les convocations, les documents supports et les comptes rendus des réunions; ▪ réaliser ou s'assurer de la réalisation des suivis; ▪ participer aux groupes de travail de la Table; ▪ assumer certains mandats de recherche pour la Table.	Identifier les grands enjeux de la région en éducation, en lien avec le développement économique, culturel et social de l'Estrie. Mettre en place, en concertation avec les divers organismes du milieu, les mesures appropriées pour résoudre ces grands enjeux dont ceux de la persévérance et de la réussite éducative des jeunes estriens, celui de la disponibilité d'une relève en main-d'œuvre qualifiée et celui de l'accessibilité de l'offre de formation. Agir à titre d'interlocuteur auprès de la CRE – Estrie pour tout ce qui concerne l'éducation en Estrie.	Comité exécutif composé de : ▪ deux coprésidents; ▪ un représentant des DG des CS; ▪ un représentant de l'Université de Sherbrooke; ▪ PDG de l'ASSSS de l'Estrie; ▪ DG de la CRE-Estrie; ▪ un représentant des institutions anglophones; ▪ le président du comité mobilisation réussite, si non déjà membre de l'exécutif; ▪ la direction du MELS – Estrie. Des comités ad hoc sont mis en place selon les dossiers à traiter.	Présidence : ▪ représentant de l'enseignement supérieur, en alternance université-cégep; ▪ président de la Table des DG des CS de l'Estrie.. Durée du mandat : - deux ans. Nb de rencontres par année : Table interordres: - trois Tables interordres. Comité : - six comités. Date de création de la Table : - le 26 avril 2005	▪ Réussite éducative ▪ Valorisation de la diplomation ▪ Valorisation des carrières scientifiques, techniques et professionnelles ▪ Harmonisation et développement de la carte régionale des programmes d'enseignement professionnel et technique* ▪ Besoin de main-d'œuvre qualifiée vs l'offre régionale en FPT* ▪ Monitoring régional des divers volets de l'éducation ▪ Plan d'aménagement de la FPT en Estrie *En lien avec Table estrienne de concertation Formation Emploi.
CS de la Région-de-Sherbrooke	Claude St-Cyr, directeur général						
CS des Sommets	Yolande Nantel, directrice générale						
CS Eastern Townships	Ronald Canuel, directeur général						
Cégep de Sherbrooke	Sylvain St-Cyr, directeur général						
Champlain College	Kenneth J. Robertson, directeur général						
Université de Sherbrooke	Denis Marceau, recteur adjoint						
Université Bishop's	Michael Childs, vice-principal						
Association des écoles privées	André Métras, directeur général						
Direction régionale du MELS	Roger Tremblay, directeur régional						
Emploi-Québec	Anne-Marie Éthier, directrice régionale						
Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	Michel Baron, président et directeur						
CRE-Estrie	Marie-Hélène Wolfe, directrice générale						
Développement économique	Robert Fortin, directeur régional						
Forum Jeunesse Estrie	Dominique Desautels, conseillère						
Groupe d'action pour l'avancement technologique de l'Estrie	Guy Fouquet, président secteur environnement						
Maison régionale de l'Estrie	René Gendron, directeur général						
Ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire	Pierre Poulin, directeur régional						

Nom de la Table interordre : Table Éducation Montréal

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de Montréal	Gilles Petitclerc, directeur général	Antonio Lacroce, directeur général CS English Mtl (président p.i.)	<p>Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ supporter la présidente dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;▪ rédiger les comptes rendus;▪ participer à certains groupes de travail de la Table;▪ assumer certains mandats de recherches pour la Table.	<p>La Table Éducation Montréal a pour mission de faire la promotion de l'éducation sur le territoire de l'île de Montréal. Elle assure le développement en favorisant le partage de l'information, la concertation et le soutien mutuel entre les ordres d'enseignement. Elle porte un regard et se positionne sur les grands enjeux ayant cours sur l'île de Montréal et pouvant avoir un impact sur le monde de l'éducation. Elle initie et soutient des projets interordres, s'il y a lieu, répondant à des besoins de développement et de promotion de l'éducation sur l'île de Montréal.</p> <p>Pour ce faire, elle sera à l'écoute des enjeux politiques, économiques et culturels. Elle assurera sa présence auprès des instances concernées.</p>	<p>Comité directeur :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Antonio Lacroce, dg CS English Montreal (président);▪ Patrick Woodsworth, président du RCMM;▪ Richard Filion, resp. des dg des cégeps de Mtl;▪ Antonio Lacroce, dg de EMSB et représentant des CS;▪ Yves Sylvain, dg de CSMB. <p>DR de Montréal du MELS :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Gilles Lamirande, dir. et Pierre Barrette, professionnel.	<p>Présidence: vice-recteur.</p> <p>Durée du mandat :</p> <ul style="list-style-type: none">- un an. <p>Nb de rencontres par année :</p> <ul style="list-style-type: none">- trois par année. <p>Date de création de la Table :</p> <ul style="list-style-type: none">- septembre 1997. <p>Ré-activation de la Table :</p> <ul style="list-style-type: none">- mai 2007.	<p>La Table ne s'est pas réunie entre 2004 et 2007. Toutefois, le comité directeur se rencontre régulièrement depuis juin 2006.</p> <p>La Table et son comité directeur a recommencé ses activités sur la base de nouvelles orientations acceptées par tous les ordres.</p> <p>Une première rencontre de tous les membres (31 personnes) a eu lieu en mai 2007 et une seconde en octobre 2007.</p> <p>Sujets abordés :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ internationalisation;▪ reconnaissance des acquis (notamment des personnes immigrantes);▪ plan de rapprochement FPT;▪ persévérance scolaire. <p>Des rencontres régulières du comité directeur portent essentiellement sur la mise en œuvre du plan de rapprochement FPT.</p>
CS de la Pointe-de-l'Île	Antonio Bernardelli, directeur général						
CS Marguerite-Bourgeoys	Yves Sylvain, directeur général						
CS English-Montréal	Antonio Lacroce, directeur général						
CS Lester-B.-Pearson	Robert T. Mills, directeur général						
Collège Ahuntsic	Luc Demers, directeur général						
Cégep André-Laurendeau	Hervé Pilon, directeur général						
Collège Bois-de-Boulogne	Maurice Piché, directeur général p.i.						
Dawson College	Richard Filion, directeur général						
Collège Gérald-Godin	Pierre Schetagne, directeur général						
John Abbott College	Keith W. Henderson, directeur général						
Collège de Maisonneuve	Pierre Harrison, directeur général						
Cégep Marie-Victorin	Nicole Rouillier, directrice générale						
Collège de Rosemont	Patricia Hanigan, directrice générale						
Cégep de St-Laurent	Paul-Émile Bourque, directeur général						
Vanier College	Gilbert Héroux, directeur général						
Cégep du Vieux-Montréal	Jacques Roussil, directeur général						
Ecole technologie supérieure	Claude Olivier, dir. de l'enseignement						
Université de Montréal	Hélène David, vice-rectrice aux affaires académiques						
Concordia University	Danielle Morin, vice-rectrice exécutive aux affaires académiques						
École polytechnique	Pierre Lafleur, directeur de l'enseignement et de la formation						
McGill University	Morton Mendelson, vice-principal exécutif adjoint						
TÉLUQ	Kim Lien Do, cadre-conseil à la direction de la recherche						
École nationale d'administration publique	Nelson Michaud, directeur de l'enseignement et de la recherche						
UQAM	À venir						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Institut national de la recherche scientifique	Sinh LeQuoc, directeur scientifique						
HEC	Ruth Dupré, directrice des programmes						
Direction régionale du MELS de Montréal	Gilles Lamirande Pierre Barrette						
Direction générale du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain	Patrick Woodsworth						

Nom de la Table interordres : Table Éducation Outaouais

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Emploi-Québec	Claude Landry, directeur régional	François Jetté, dir. gén. CS des Draveurs Vice présidente : Marielle Poirier, directrice générale Cégep de l'Outaouais	Denis Dugal, secrétaire général de la Table Éducation Outaouais Ce sont les organismes membres qui assurent les frais de fonctionnement de la Table Éducation Outaouais et c'est aussi par le biais d'ententes spécifiques qui découlent de l'Entente cadre que les travaux d'envergure se réalisent. Les ministères supportent aussi, par leurs programmes réguliers, ses travaux.	La Table Éducation Outaouais est la porte-parole de l'éducation pour le développement régional. Elle s'est donnée pour mission de favoriser la concertation des principaux acteurs régionaux préoccupés par l'éducation, autour des enjeux majeurs auxquels l'Outaouais est confronté, et ce, à tous les ordres d'enseignement, tant pour la clientèle francophone qu'anglophone. La Table Éducation Outaouais participe aussi activement au développement de la région par son implication aux différentes structures, politiques et administratives, et aux différents mécanismes mis en place par les partenaires de tous les secteurs de l'économie, de l'emploi, de la santé et plus largement du monde des affaires.	Composante politique : - présidentes et présidents des conseils des commissaires et d'administration des commissions scolaires, cégeps et de l'université, la vice-présidente de la CREO, le président-directeur général de l'Agence de santé et des services sociaux et le président du Conseil régional des partenaires du marché du travail. Comité de direction interordres : ■ composé des directions générales des commissions scolaires, cégeps, du recteur de l'Université et de la directrice régionale du ministère de l'Édu- cation du Loisir et du Sport. Comités permanents de la TÉO: ■ comité exécutif de la TÉO ■ comité pour l'amélioration de la persé- vération scolaire. ■ comité de la formation professionnelle et de la formation technique.	Présidence : La présidente ou le président est une directrice générale ou un directeur général d'une commission scolaire, d'un cégep ou le recteur de l'université. Si la présidence de la TÉO est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre de l'enseignement « préscolaire, primaire, secondaire », la présidence du comité de direction interordres est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre d'enseignement « supérieur » et vice versa. Durée du mandat : ■ le mandat à la présidence est d'une durée de deux ans et peut être renouvelé une fois. Généralement, les années scolaires déter- minent les débuts et fins de mandats. Nb de rencontres par année : ■ la fréquence est d'environ aux deux mois ou selon l'état d'avancement des travaux. Date de création de la Table : ■ la Table Éducation Outaouais existe depuis plusieurs années, mais sous sa forme actuelle, elle a été reconnue dans l'entente cadre gouvernement - région signée en 2000.	■ Amélioration de la persévérance scolaire. ■ Amélioration de l'offre de service et de la continuité en formation professionnelle et en formation technique. ■ Arrimage de l'offre de formation et les besoins du marché du travail. ■ Valorisation de la formation professionnelle et technique. ■ Régionalisation et décen- tralisation. ■ J'explore une carrière - Journée d'observation dans les fonctions publiques provinciale, fédérale et municipale et dans des organismes parapublics pour des élèves du secondaire
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Hélène Audet, directrice régionale						
Agence de santé et des services sociaux de l'Outaouais	Hélène Dupont, directrice de la santé publique p.i.						
Conférence Régionale des Élus de l'Outaouais	Jean Hébert, directeur général						
CS au Coeur-des-Vallées	Maurice Groulx, directeur général						
CS Western Québec	Colin O'Shea, directeur général adjoint						
CS des Portages-de-l'Outaouais	Jean-Claude Bouchard, directeur général						
CS des Hauts-Bois-de- l'Outaouais	Harold Sylvain, directeur général						
CS des Draveurs	François Jetté, directeur général Julie Laberge, directrice générale adj.						
Collège Heritage	Louise Brunet, directrice générale Jo Anne Werner, directrice des études						
Cégep de l'Outaouais	Marielle Poirier, directrice générale Michel Yelle, directeur des études						
Collège Nouvelles Frontières	Bernard Garneau, directeur général						
Université du Québec en Outaouais	Jean Vaillancourt, recteur France Fouquette, adjointe au recteur						

Nom de la Table interordres : **TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES — ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de Rouyn-Noranda	Richard Gauthier, directeur général	Johanne Jean, rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Le soutien est assumé par une secrétaire financée par la Table et dont les mandats principaux sont de : ▪ soutenir la présidente dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; ▪ convoquer les réunions, rédiger les comptes rendus; ▪ participer, au besoin, aux groupes de travail de la Table; ▪ assumer certains mandats de recherches pour la Table;	Travaux portants sur : ▪ élaboration et la mise en place d'un plan régional d'aménagement de la formation professionnelle, technique et universitaire; ▪ valorisation du cheminement éducatif et la réussite scolaire; ▪ offre de formation dans le domaine minier et la mise en place d'un institut national des mines.	La Table s'est incorporée en 2006 Comité exécutif : aucun Comité de travail : ▪ plan d'aménagement de la formation professionnelle, technique et universitaire.	Présidence : Johanne Jean Durée du mandat : indéterminé Nb de rencontres par année : six Date de création de la Table : Septembre 1999 Une rencontre annuelle présidents-directeurs généraux	
Commission scolaire Harricana	Guy Baril, directeur général						
CS du Lac-Abitibi	Ghislain Godbout, directeur général						
CS de l'Or-et-des-Bois	Jean Denommé, directeur général						
CS du Lac-Témiscamingue	Éric Larivière, directeur général						
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Johanne Jean, rectrice et présidente						
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Daniel Marcotte, directeur général						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Louise Bilodeau, directrice régionale						

Nom de la Table interordres : Table régionale interordres de l'éducation de la Côte-Nord

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de la moyenne Côte-Nord	Marius Richard, directeur général Luc Noël, président	Pour 2008-2009 :	La direction régionale contribue à déterminer les priorités régionales, notamment : <ul style="list-style-type: none">à la conduite de recherches et d'enquêtes qui contribuent à dresser le portrait régional;à l'encadrement et la recherche dans le chantier de la reconnaissance des acquis et des compétences;en participant aux divers sous-comités de la Table;en facilitant la mobilisation des membres et le réseautage entre ceux-ci.	2007-2008 et 2008-2009 : <ul style="list-style-type: none">analyse et choix de mécanismes de concertation et de consultation;rapprochement FP/FT;développement des services universitaires régionaux;analyse d'indicateurs régionaux et adoption de plans d'action sectoriels;développement de pôles régionaux d'excellence en matière de formation, recherche et développement;visibilité et rayonnement de la Table;plan d'aménagement.	Comité exécutif : pour 2008-2009 : Robert Smith, CS du Fer Danielle Delorme, cégep de Baie-Comeau Jean-Daniel Ngatcha Kuipou, Corporation des services universitaires du secteur ouest de la Côte-Nord Pour 2007-2008 : Robert Smith, CS du Fer Donald Bhérer, Cégep Sept-Îles Stéphanie Coll, CSUSOCN	Présidence : Robert Smith, CS du Fer Vice-présidence : Danielle Delorme, Cégep de Baie-Comeau Secrétariat : Jean-Daniel Ngatcha Kuipou, Corporation des services universitaires Trésorerie et fiduciaire : - CS du Fer Nb de rencontres par année : - trois à quatre Date de création de la Table : - février 2007	Tout sujet en lien avec les priorités.
Commission scolaire du Fer	Robert Smith, directeur général Rodrigue Vigneault, président	Robert Smith, directeur général de la CS du Fer					
Cégep de Sept-Îles	Donald Bhérer, directeur général	Pour 2007-2008 :					
Cégep de Baie-Comeau	Danielle Delorme, directrice générale	Pour 2007-2008 :					
Conseil d'orientation des services universitaires, secteur Est de la Côte-Nord	Christian Gagnon, président	Robert Smith, directeur général de la CS du Fer					
CS du Littoral	Lucy De Mendonça, direc. générale	Pour 2006-2007 :					
CRE Côte-Nord	Patrick Hamelin, directeur général	Michel Filosa, directeur général de la CS du Fer					
Corporation des services universitaires du secteur Ouest de la Côte-Nord	Jean-Daniel Ngatcha Kuipou, directeur général						
CS de l'Estuaire	Alain Ouellet, directeur général Ginette Côté, présidente						
CS Eastern Shores	Nicole Cosgrove, directrice générale						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Éric Marquis, directeur régional			2006-2007 : <ul style="list-style-type: none">établir la structure et les priorités de la nouvelle Table.			
Emploi-Québec	Réginald Caron, directeur régional						

Nom de la Table interordres : LA GRANDE TABLE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de la Baie-James	Michèle Perron, directrice générale Esther Levasseur, directrice du service de la formation professionnelle et des services aux entreprises	Michèle Perron, directrice générale, CSBJ	Aucun	Concertation régionale : ▪ partage des ressources entre les ordres d'enseignement; ▪ élaboration et la mise en application de certaines politiques gouvernementales. Élaboration et mise en œuvre du plan d'aménagement de l'offre de formation professionnelle et technique.	Comité exécutif: aucun Comité de travail : aucun	Présidence : Directeur général de la CSBJ Durée du mandat : indéterminé Nb de rencontres par année : huit Date de création de la Table : Janvier 2000	
CS Central Québec	Frédéric Grégoire, directeur de l'école MacClean Memorial André Valois, directeur des finances						
CS Crie	Luc Collette, conseiller pédagogique à la formation professionnelle						
CS Kativik	Réjeanne Vaillancourt, service de l'éducation des adultes						
Centre d'études collégiales à Chibougamau	Gary James, directeur						
Cégep de Saint-Félicien	Réjean Lavoie, directeur des ressources humaines et directeur du service aux entreprises et aux collectivités						
Université du Québec Abitibi-Témiscamingue	Guy Lemire, secrétaire général André Bélanger, agent de liaison à Chibougamau						
Emploi-Québec	Ghislain Desjardins, dir. régional Renée Claude Baillargeon, directrice des opérations						
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Richard Leclerc, directeur régional						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Louise Bilodeau, dir. régionale Vicky Grenier, responsable FPT-FGA						

Nom de la Table interordres : Table Éducation, Formation, Emploi Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Direction régionale du MELS	Gérard Bédard, directeur régional	Roland Auger, directeur du cégep de la Gaspésie et des Îles De mai 2007 à mai 2009	La CRE assume le secrétariat et le suivi des rencontres.	<ul style="list-style-type: none">■ Persévérance scolaire■ Plan de rapprochement FPT■ Plan d'action de promotion et de valorisation de la formation et de la qualification■ Politique de la lecture et plan d'action	Comité Exécutif : - neuf membres ■ un représentant par CS; ■ un représentant du cégep; ■ un représentant de l'UQAR; ■ un représentant DR-MELS; ■ un représentant DR-Emploi-Québec; ■ un représentant CRE.	Présidence : - la présidence est élue en alternance parmi les membres provenant soit des commissions scolaires ou de l'enseignement supérieur. Durée du mandat : - deux ans Nb de rencontres par année : - cinq à six rencontres par année Date de création de la Table : - Continuité de la Commission sectorielle Éducation de la Gaspésie et des Îles	<ul style="list-style-type: none">■ Plan d'action régional en faveur de la formation et de la qualification.■ Persévérance scolaire.■ Plan de rapprochement FPT.■ Valorisation et promotion FPT.■ Projet personnel d'orientation : Approche orientante.
CS des Chic-Chocs	Jean Letarte, directeur général						
CS des Chic-Chocs	Jean-Pierre Pigeon, président						
CS des Îles	Diane Arsenault, directrice générale						
CS des Îles	Francine Cyr, présidente						
CS René-Lévesque	Chantal Bourdages, directrice générale						
CS René-Lévesque	Jean Couture, président mandataire de l'éducation à la CRE						
CS Eastern Shores	Nicole Cosgrove, directrice générale p.i.						
CS Eastern Shores	Audrey Acteson, présidente						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Roland Auger, directeur général						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Louis Bujold, directeur des études p.i.						
Cégep de Matane	Émery Béland, directeur intérimaire						
Université du Québec à Rimouski	Jean-Pierre Ouellet, vice-recteur à la formation et à la recherche						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale-Emploi-Québec	Marc Groleau, directeur régional						
Ass. des parents de la Gaspésie	Sylvie Pelletier, représentante						
Syndicat des travailleurs de l'enseignement des commissions scolaires	Simon Gallant, représentant						
Groupe en alpha	Delvyna Lachance, représentante						
Syndicat des travailleurs de l'enseignement supérieur	Marylène Nicolas, représentante						
Conférence régionale des élus(es)	Gilbert Scantland, directeur général						
	Micheline Pelletier, représentante politique						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gilles Pelletier, président-directeur général par intérim						

Nom de la Table interordres : Table Éducation – Région de la Chaudière-Appalaches

Composition 2008-2009		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep de Lévis-Lauzon	Jean Dallaire, président Guy Demers, directeur général	Président	Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : • soutenir le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; • convoquer les réunions; • rédiger les comptes rendus et en assurer les suivis; • participer à certains groupes de travail et comités de suivi des travaux de la Table; • assumer certains mandats de recherche pour la Table.	1. Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main-d'œuvre. 2. Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation. 3. Élaborer un plan d'action afin de mettre en œuvre des mesures pour résoudre les problématiques régionales en matière d'éducation et de développement de la main-d'œuvre. 4. Préparer des avis et les soumettre aux organismes ayant un intérêt pour l'éducation et la formation de la main-d'œuvre. 5. Par la mission spécifique de ses membres, contribuer au développement social, économique et culturel de la région, par la mise en commun et l'optimisation des ressources de ses membres.	Comité exécutif : ▪ composé d'un membre par ordre d'enseignement, nommé par chacun des ordres, du directeur régional du MELS et de la professionnelle de la direction régionale du MELS en tant que secrétaire exécutive. Comités de suivi : ▪ des comités de travail ou de suivi sont mis en place au besoin. Les membres en sont nommés par la Table.	La présidence est choisie par les membres de la Table, parmi les membres de l'exécutif. Durée du mandat : ▪ deux ans Nb de rencontres par année : ▪ quatre à cinq par année pour l'exécutif, quatre à cinq pour les membres de la Table restreinte (un membre par organisme, incluant l'exécutif), une rencontre par année pour la Table complète (incluant les présidents) et plusieurs autres rencontres des sous-comités de travail ou des comités de suivi, réparties entre les membres. Date de création de la Table : ▪ la Table a été créée en	1. Établissement d'un diagnostic régional de l'organisation des services éducatifs offerts : - accessibilité et viabilité de la formation professionnelle et technique sur le territoire et offre de service universitaire; - utilisation optimale de l'ensemble des ressources disponibles sur le territoire; - passages entre les formations professionnelles et techniques, secondaire, collégiale et universitaire; - reconnaissance des acquis; - coordination de l'offre de formation continue et de la main d'œuvre. 2. Promotion et accessibilité des carrières scientifiques et technologiques. 3. Sensibilisation des entreprises à l'importance de la formation et conclusion d'entente pour la première qualification.
Cégep de Thetford	Marc Bolduc, président François Dornier, directeur général						
Centre d'études collégiales de Montmagny	Ghyslaine Picard, directrice						
Cégep de Beauce-Appalaches	Manon Turmel, présidente Charles Garneau, directeur général						
Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches	André Roy, président						
CS des Navigateurs	Léopold Castonguay, président Joanne Plourde, directrice générale						
CS des Appalaches	Alain Chabot, directeur général Denis Langlois, président Yvon Gosselin, vice-président						
CS de la Beauce-Etchemin	Charles-Henri Lecours, président Normand Lessard, directeur général	Vice-président					
CS de la Côte-du-Sud	Alain Grenier, président Jocelyn Carrier, directeur général						
Université Laval – Direction générale de la formation continue	Guy Mineau, directeur général adjoint	Vice-président					
Université du Québec à Rimouski, Campus de Lévis	Robert Paré, vice-recteur à la planification et aux partenariats						
Centre universitaire des Appalaches	Serge Roy, président Luc Fournier, directeur général						
Emploi-Québec	Thérèse Leclerc, directrice régionale de la Chaudière-Appalaches						

Composition 2008-2009		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Juvenat Notre-Dame du Saint-Laurent	Claude Gélinas, directeur général	Membres de l'exécutif et secrétaire exécutive				1999. Elle a interrompu ses activités de 2003 au printemps 2005. La Table fonctionne sur une base régulière depuis ce temps.	4. Promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement. 5. Accueil et intégration des étudiants internationaux et scolarisation des immigrants.
Regroupement des commissions scolaires de la région de Chaudière-Appalaches	Brigitte Roy, coordonnatrice régionale						
Conférence régionale des élus	Laurent Lampron, directeur général						
Conférence régionale des élus	Manuella Daniel, analyste-conseil						
Conférence régionale des élus	François Barret, maire de St-Lambert-de-Lauzon						
Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Guy Larose, directeur régional Chantal Morin, agente de recherche et de planification socioéconomique						

Nom de la table interordres : TABLE CRÉDUCATION DE LAVAL

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de Laval	Louise Lortie, présidente Jean-Pierre Aubin, directeur gén. adjoint	Denyse Blanche, prés. Cégep Montmorency	Une secrétaire externe assure le secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Établir un diagnostic régional de l'organisation de ces services sur le territoire. ■ Établir un plan d'action régional de redéploiement de ces services. ■ Préparer le plan régional d'aménagement de l'offre de formation. ■ Soutenir les initiatives partenariales et les projets visant les objectifs du plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique. ■ Assurer la complémentarité des ressources disponibles par le partage d'expertises et le regroupement de service. ■ Confier au comité exécutif la gestion des budgets des AEC et des AEP. ■ Partager annuellement les priorités de développement et d'action de chacun des partenaires. ■ Identifier les projets ou actions communes à mener et les moyens pour les actualiser. ■ Élaborer, au besoin, des positions régionales communes sur les questions touchant le secteur de l'éducation publique sur le territoire de Laval. 	Comité exécutif Comités de travail : <ul style="list-style-type: none"> ■ comité sur la reconnaissance des acquis; ■ comité de suivi du plan régional d'aménagement; ■ comité de promotion. 	Présidence : en alternance Durée du mandat : <ul style="list-style-type: none"> - deux ans Nb de rencontres par année : <ul style="list-style-type: none"> - quatre rencontres Date de création de la Table : <ul style="list-style-type: none"> - septembre 2001 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le plan de rapprochement en FPT. ■ La planification stratégique des partenaires. ■ L'harmonisation des interventions auprès de la CRE ■ La décentralisation, régionalisation et adaptation de programme. ■ La promotion de la culture scientifique (projet d'entente spécifique) – Laval deviendra la région « phare » en matière de sciences au Québec. ■ L'impact de l'évolution démographique. ■ L'école communautaire. ■ Le rapport sur l'accès à l'éducation. ■ La gestion du fonds transitoire. ■ Les projets du fonds transitoire. ■ Les budgets des AEC et des AEP.
CS Sir-Wilfrid-Laurier	Steve Bletas, président Anne-Marie Lepage, directrice générale Alain Guay, directeur général adjoint						
Cégep Montmorency	Rosaire Sauriol, président Denyse Blanchet, directrice générale						
Conférence régionale des élus de Laval	Manon Caron, directrice générale						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Emploi-Québec Laval	Jean-Pierre Arsenault, directeur régional			<ul style="list-style-type: none">▪ Harmoniser, au besoin, les interventions des trois organismes auprès du Conseil régional de développement de Laval (CRDL), en prévoyant des mécanismes d'analyse des dossiers du CRDL ayant un impact sur les mandats éducatifs confiés à chacun des partenaires et en prévoyant, le cas échéant, des mécanismes de désignation d'un représentant de la Table au CRDL.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional avec d'autres intervenants des milieux de l'éducation ou d'autres milieux.▪ Gérer les budgets alloués à la Table.			

Nom de la table interordres : TABLE DE L'ÉDUCATION DE LANAUDIÈRE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Affluents	Yves St-Denis, président Thomas Duzyk, directeur général Daniel Forest, directeur général adjoint Alain Vézina, directeur général adjoint Guy Sauvageau, directeur éducation des adultes et formation professionnelle	Bernard Lachance, directeur général du cégep régional de Lanaudière	Un consultant assure le secrétariat de la Table ou la production de certains documents.	<ul style="list-style-type: none">Assurer la concertation entre les organismes d'éducation de la région.Partager les priorités de développement.Identifier les projets ou les actions communes.Harmoniser les interventions.Mise en œuvre du plan d'aménagement.	<p>Comité exécutif</p> <p>Comités de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">comité sur les ponts et passerelles;comité sur la reconnaissance des acquis;comité de suivi du plan régional d'aménagement;comité de promotion.	<p>Présidence : en alternance</p> <p>Durée du mandat : deux ans</p> <p>Nb de rencontres par année :</p> <ul style="list-style-type: none">- trois à cinq par année <p>Date de création de la Table :</p> <ul style="list-style-type: none">- la table a été créée en automne 2001.	<ul style="list-style-type: none">Le plan de rapprochement en FPT.La réussite des élèves et la lutte au décrochage (projet d'entente spécifique).La FPT.Les passerelles.Les demandes d'ajouts à la carte.La promotion régionale de l'offre de service.Le transport collectif.La reconnaissance des acquis.Les liens avec la CRE.La décentralisation, la régionalisation et l'adaptation de programme.Le rapport Gervais.Les projets du fonds transitoire.La gestion du fonds transitoire.Le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE).Les budgets des AEC et des AEP.
CS des Samares	François Charbonneau, président Richard Fiset, directeur général Sylvie Anctil, directrice générale adjointe Christian Trudel, directeur éducation des adultes et formation professionnelle						
CS Sir-Wilfrid-Laurier	Steve Bletas, président Alain Guay, directeur général adjoint						
Cégep régional de Lanaudière et constituantes du cégep régional	François Duval, président Bernard Lachance, directeur général Céline Durand, direct. coll. const. Terrebonne Dominique Courmoyer, direct. coll. const. Joliette Gabrielle Thérout, direct. coll. const. L'Assomption						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						
CRE Lanaudière	Marc Valade, directeur général						
Emploi-Québec Lanaudière	Ghislain Laprise, directeur régional						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Daniel Boutin, directeur régional						
Université du Québec à Trois-Rivières	Jean-Pierre Adam, doyen p. i.						
Table de l'éducation	Fernand Lefebvre, secrétaire exécutif						

Nom de la table interordres : TABLE INTERORDRES DES LAURENTIDES

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	Paule Fortier, présidente Jean-François Lachance, dir. gén.	Monique Laurin, directrice générale du collège Lionel Groulx	Une secrétaire externe assure le secrétariat.	Établir un diagnostic régional de l'organisation de ces services sur le territoire : <ul style="list-style-type: none"> ■ établir un plan d'action régional de redéploiement de ces services; ■ mise en œuvre du plan d'aménagement; ■ soutenir les initiatives partenariales et les projets visant les objectifs du plan de rapprochement; ■ assurer la complémentarité des ressources disponibles par le partage d'expertises et le regroupement de service; ■ confier au comité exécutif la gestion des budgets des AEC et des AEP; ■ exprimer, au besoin ou sur demande, des avis à la CRE Laurentides; ■ participer à toute consultation jugée pertinente; ■ élaborer, au besoin, des positions communes sur les questions touchant l'éducation et la formation sur le territoire des Laurentides; ■ développer les partenariats jugés utiles à la réalisation des missions respectives des établissements et au 	Comité exécutif Comités de travail : <ul style="list-style-type: none"> ■ comité sur la recon- naissance des acquis; ■ comité de suivi du plan régional d'amé- nagement. 	Présidence : en alternance Durée du mandat : <ul style="list-style-type: none"> - un ou deux ans Nb de rencontres par année : <ul style="list-style-type: none"> - quatre Date de création de la Table : <ul style="list-style-type: none"> - février 2002 	Le plan de rapprochement en FPT : <ul style="list-style-type: none"> ■ développement de la FPT et des passerelles; ■ amélioration de la réussite; ■ lutte au décrochage; ■ harmonisation interordres; ■ reconnaissance des acquis; ■ liens avec la CRE et son plan quinquennal; ■ décentralisation, régiona- lisation et adaptation de programme; ■ convergence des planifi- cations stratégiques des commissions scolaires et des cégeps; ■ rapport Gervais; ■ projets du fonds transitoire; ■ partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides (PREL); ■ gestion du fonds transitoire; ■ projets du fonds transitoire; ■ budgets des AEC et des AEP.
CS de la Rivière-du-Nord	Yves Charette, président Lise Allaire, directrice générale						
CS des Laurentides	Gisèle Godreau, présidente André Bouchard, directeur général						
CS Pierre-Neveu	Martine Loignon, présidente Normand Bélanger, directeur général adjoint						
CS Sir-Wilfrid-Laurier	Steve Bletas, président Anne-Marie Lepage, directrice générale						
Cégep Lionel-Groulx	Jean-François Boily, président Monique Laurin, directrice générale						
Cégep Saint-Jérôme	Luc St-Germain, président Serge Tessier, directeur général						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						
Direction régionale d'Emploi- Québec Laurentides	Louise Paradis, directrice régionale						
CRE des Laurentides	Roger Lapointe						
Pôle universitaire des Laurentides	Élie Fallu						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
				développement régional; ■ partager les planifications; ■ stratégies des organismes membres de la Table; ■ se doter d'une planification; ■ discuter des impacts de modifications réglementaires; ■ contribuer à améliorer la persévérance, la réussite et la diplomation; ■ rechercher des solutions à des problématiques communes; ■ gérer les budgets alloués à la Table.			

Nom de la Table interordres : TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTÉRÉGIE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Direction régionale du MELS	Francis Culée, directeur régional de la Montérégie	Claude Boivin, directrice générale de la CS des Hautes-Rivières) et Diane Schetagne, présidente de la CS des Trois-Lacs)	Le soutien est assumé par la direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : ▪ soutenir la présidence dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres de la Table et du comité exécutif; ▪ rédiger les convocations et les comptes rendus de la Table et du comité exécutif; ▪ participer à tous les groupes de travail de la Table; ▪ assumer certains mandats de recherches pour la Table et le comité exécutif.	Favoriser la concertation sur des préoccupations communes et mettre en œuvre des projets et interventions à cet égard.	Comité exécutif : - trois ordres d'enseignement (CS, cégep, université, DR-MELS). Présidents de la Table Comité de travail : - trois ordres d'enseignement et DR-MELS. Pour l'Entente pour contrer le décrochage scolaire (ajout de représentants : comité parents, Forum Jeunesse, Emploi Québec, Santé publique, ministère de la Famille et des Aînés).	Présidence : - la présidence est assurée en alternance aux deux ans par les réseaux des collèges et des commissions scolaires. Durée du mandat : - deux ans. Nb de rencontres par année : - trois rencontres par année. Date de création de la Table : - l'instance interordres de la Montérégie a été mise en place en mars 2007, dans sa forme actuelle.	1) Entente contre l'abandon scolaire. Réussite Montérégie 2) Régionalisation des services de RAC. 3) Plan de rapprochement FPT. 4) Autres enjeux de l'éducation : - accessibilité, accueil et intégration des immigrants, désaffection pour les sciences, adéquation offre de service et besoins des PME en R&D, promotion concertée de l'offre de formation régionale interordres, offre de formation continue.
Direction régionale du MELS	Caroline Dion, secrétaire						
CS de Sorel-Tracy	Jean Morin, directeur général						
CS de Saint-Hyacinthe	Richard Flibotte, président						
CS des Hautes-Rivières	Andrée Bouchard, présidente						
CS Marie-Victorin	Lucie Désilets, présidente						
CS des Patriotes	Susanne Chartrand, présidente						
CS du Val-des-Cerfs	Alain Lecours, directeur général						
CS des Grandes-Seigneuries	Marie-Louise Kerneis, présidente						
CS de la Vallée-des-Tisserands	Carole Houle, directrice générale						
CS des Trois-Lacs	Diane Schetagne, présidente						
CS Riverside	Kevin Lukian, directeur général						
CS New Frontiers	Wayne Goldthorp, directeur général						
Collège régional Champlain	Donald Shewan, directeur du campus						
Collège Édouard-Montpetit	Serge Brasset, directeur général						
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	Marie-Johanne Lacroix, directrice générale						
Cégep de Saint-Hyacinthe	Roger Sylvestre, directeur général						
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	Chantal Denis, directeur général						
Cégep de Sorel-Tracy	Fabienne Desroches, directrice générale						
Collège de Valleyfield	Guy Laperrière, directeur général						
L'Institut agro-alimentaire de Saint-Hyacinthe	Francine Lambert, directrice générale adjointe						
Université McGill	Morton Mendelson, premier vice-principal adjoint (études et vie étudiante)						
Université de Sherbrooke	Denis Marceau, vice-recteur aux études supérieures et de la formation continue et directeur par intérim						
Université du Québec à Montréal	Léon-Gérald Ferland, directeur du service de la formation continue						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université de Montréal	Manon Rivest, directrice du service à l'extension à l'enseignement à la Faculté de l'éducation permanente						
Université du Québec à Trois-Rivières	Jeannine Routhier, cadre-conseil, vice-rectorat aux études premier cycle et au soutien académique						
Emploi-Québec	Diane Landriault, directrice régionale						
CRE Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Jacques Laberge, directeur général						
CRE Montérégie-Est	Patrick Sabourin, directeur général						
CRE Longueuil	Michel Bienvenu, directeur général						

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Serge Beauchamp, dir. gén. adj.	Normand W. Bernier, directeur général du cégep de Drummondville	Le soutien technique et logistique est assuré par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont de : <ul style="list-style-type: none">▪ supporter la présidence dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;▪ rédiger les convocations, les comptes rendus des rencontres et assurer les suivis;▪ participer à tous les groupes de travail de la Table;▪ assumer certains mandats de recherche pour la Table;▪ alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	La Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), du ministère des Affaires municipales, Régions et occupation du territoire (MAMRO), d'Emploi-Québec, de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, du Forum jeunesse du Centre-du-Québec et de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ) sont conviés à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.	Comité exécutif: non Comité de gestion de l'entente : - TRECQ. Comités d'actualisation : - comité persévérance et diplomation; - comité formation professionnelle et formation technique.	Présidence : Les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour deux ans en alternance des ordres d'enseignement : - commission scolaire et collège. Durée du mandat: - deux ans Nombre de rencontres par année : - un minimum de cinq rencontres par année. Date de création de la Table : - automne 2001.	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerter le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerter les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. <p>La Table d'éducation interordres s'est dotée d'une entente spécifique où les parties conviennent de réaliser des projets de partenariat régionaux visant à améliorer la réussite éducative dans la région du Centre -du-Québec.</p> <p>Les objectifs de l'entente sont de :</p> <ul style="list-style-type: none">- favoriser la persévérance scolaire et la diplomation;
Cégep de Drummondville	Normand W. Bernier, dir. général						
Cégep de Victoriaville	Vincent Guay, directeur général						
CS de la Riveraine	Jean-René Dubois, dir. général						
CS des Bois-Francis	Louise Savard, directrice générale						
CS des Chênes	Yvan Aubé, directeur général						
Conseil régional des élus du Centre-du-Québec	Claude-Henri Léveillé, dir. gén.						
Forum jeunesse Centre-du-Québec	Mélanie Bergeron, coordonnatrice						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Claude Lamarre, directeur régional						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Jean-François Ruel, dir. rég. p.i.						
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Gaétan Désilets, directeur régional						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Vincent Bourassa, dir. régional						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées du Centre-du-Québec (PS - P - S)	Jean-Roch Gagné, dir.général du Collège Clarétain						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université du Québec à Trois-Rivières	Ghislain Bourque, recteur						<ul style="list-style-type: none"> - développer la formation professionnelle et la formation technique en réponse aux besoins de la région en s'appuyant sur la capacité d'adaptation des réseaux d'enseignement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des programmes identifiés par le MELS entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles; copie du programme visant l'accès à la formation professionnelle; copie des programmes intégrés secondaire-collégial; copie des programmes préparant à l'exercice de métiers semi-spécialisés. Ajout et retrait de programmes effectués en 2008-2009 et état des travaux en cours.

RÉPONSE**(1) Les passerelles entre les programmes de niveau secondaire et collégial**

Parmi les 140 programmes d'études professionnelles conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP), un peu plus d'une vingtaine présentent un potentiel d'harmonisation avec une quinzaine de programmes d'études techniques conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC).

Ces programmes, en plus de préparer à l'exercice d'une fonction de travail, permettent l'établissement de passerelles, favorisant des continuités de formation entre le secondaire et le collégial.

Le développement et la mise en œuvre de parcours de continuité de formation font partie du Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a désigné 22 consortiums d'établissements pour le développement et la mise en œuvre des parcours de continuité de formation pour 2006-2007 et 2007-2008 (voir annexe 1). Pour l'année scolaire 2008-2009, 4 nouveaux parcours de continuité de formation et 4 consortiums ont été désignés par la ministre.

Présentement, d'autres programmes d'études professionnelles et techniques font l'objet d'analyses, en vue de l'identification de nouveaux parcours de continuité de formation (5 parcours additionnels) permettant ainsi d'accroître l'accessibilité à l'enseignement supérieur.

(2) La concomitance, voie d'accès à la formation professionnelle

Depuis 1996-1997, l'élève qui détient les unités de la 3^e secondaire en langue d'enseignement, langue seconde et mathématique, a la possibilité d'être admis à un programme d'études menant au DEP (article 12 du Régime pédagogique de la formation professionnelle). Dans les cas où les conditions d'admission à un programme d'études menant au DEP reposent sur l'obtention d'unités de 4^e ou 5^e secondaire en langue d'enseignement, langue seconde et mathématique, l'élève admis à un tel programme d'études professionnelles peut poursuivre, simultanément à sa formation professionnelle, sa formation générale pour respecter les conditions d'admission du programme d'études et pour obtenir le DEP (article 12, 4^e paragraphe et article 22 du Régime pédagogique de la formation professionnelle).

Un élève peut également être admis à un programme d'études menant au DEP et poursuivre, en concomitance, sa formation générale dans le but d'obtenir les unités manquantes pour l'obtention

du diplôme d'études secondaires (DES), en plus du DEP, ou, encore, afin d'obtenir les unités requises pour son admission à un programme d'études conduisant au DEC.

(3) Les programmes intégrés secondaire-collégial

Les programmes d'études intégrés proposent aux élèves qui ont réussi la 3^e année du secondaire un cheminement de cinq ans permettant l'obtention de trois diplômes : DEP, DES et DEC technique. Ces programmes permettent néanmoins des sorties après l'obtention du DEP ou encore après le DES. Un consortium formé d'une commission scolaire et d'un cégep doit être mis en place afin de créer un continuum de formation.

Lors de la période d'expérimentation, trois projets avaient été approuvés et la formation avait débuté en septembre 1997 (trois cohortes en 1997 et une nouvelle cohorte en 1998 pour un total de 60 élèves environ).

Depuis 1998-1999, seule la Commission scolaire des Affluents a été en mesure de poursuivre et d'établir des consortiums avec différents collèges, afin d'offrir des programmes intégrés secondaire-collégial dans les secteurs de l'électronique et de l'informatique.

4) Ajouts et retraits de programmes effectués en 2008-2009

En 2008-2009, outre les modifications apportées à quelques programmes d'études existants, aucun nouveau programme n'a été ajouté à l'offre de formation professionnelle au secondaire.

En formation technique, on note deux retraits de programmes d'études soit *Technologie des matières textiles* (251.A0) et *Technologie de la production textile* (251.B0) de l'offre de formation collégiale. Cela a pour effet de diminuer le nombre total de programmes d'études techniques à 110.

5) Programmes d'études préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé

Depuis le 1^{er} juillet 2007, la formation à un métier spécialisé relève du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, pour les élèves jeunes, et du Régime pédagogique de la formation générale des adultes, pour les élèves adultes. Cette formation conduit, pour les jeunes comme pour les adultes, au certificat de formation à un métier semi-spécialisé (CFMS). Le répertoire des métiers semi-spécialisés est disponible à l'adresse Internet qui suit.

<http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/metiers/index.asp?page=recherche&action=search&navSeq=2&cmp2=&type=all&cmp1=&cmp3=>

LISTE DES PARCOURS DE CONTINUITÉ DE FORMATION ET DES CONSORTIUMS
DÉSIGNÉS PAR LA MINISTRE

Secteur de formation : 01 – Administration, commerce et informatique

5121	Secrétariat	06-07*	Service régional de l’Outaouais et Cégep de l’Outaouais
412.A0	Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Coordination du travail de bureau		
5121	Secrétariat	06-07	CS de Montréal et Cégep de Rosemont
412.A0	Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Micro-édition et hypermédia		
5221	Procédés infographiques	07-08	Cégep de Rosemont et CS de la Pointe-de-l’Île
412.A0	Techniques de bureautique Voie de spécialisation : Micro-édition et hypermédia		
5229	Soutien informatique	07-08*	Cégep de Valleyfield et CS des Grandes-Seigneuries
420.A0	Techniques de l’informatique Voie de spécialisation : Informatique de gestion		
5229	Soutien informatique	Expérimentation 02-03*	CS de Montréal et Cégep de Rosemont
420.A0	Techniques de l’informatique Voie de spécialisation : Gestion de réseaux informatiques		
5231	Comptabilité	Expérimentation 02-03	CS des Rives-du-Saguenay et Cégep de Chicoutimi
410.B0	Techniques de comptabilité et de gestion		

Secteur de formation : 02 – Agriculture et pêches

5167	Production laitière	06-07	CS de Saint-Hyacinthe et Institut de technologie agroalimentaire, Campus Saint-Hyacinthe
152.A0	Gestion et exploitation d’entreprise agricole Voie de spécialisation : Productions animales		
5210	Production horticole	07-08	Cégep de Victoriaville et CS de la Riveraine
152.A0	Gestion et exploitation d’entreprise agricole Voie de spécialisation : Productions végétales		

Secteur de formation : 03 – Alimentation et tourisme

5311	Cuisine	07-08	Institut de tourisme et d’hôtellerie du Québec et CS de la Pointe-de-l’Île
430.B0	Gestion d’un établissement de restauration		

Secteur de formation : 05 – Bois et matériaux connexes

5030	Ébénisterie	06-07	CS des Affluents, Cégep régional de Lanaudière et Cégep de Victoriaville
233.B0	Techniques du meuble et d’ébénisterie		

Secteur de formation : 07 – Bâtiments et travaux publics

5075	Réfrigération	07-08	Cégep de Jonquière et CS de la Jonquière
221.C0	Technologie de la mécanique du bâtiment		
5250	Dessin de bâtiment	07-08	Cégep de Trois-Rivières et CS de l’Énergie
221.A0	Technologie de l’architecture		

Secteur de formation : 09 – Électronique

5181	Électromécanique de systèmes automatisés	06-07	CS du Val-des-Cerfs et Cégep de Granby-Haute-Yamaska
243.C0	Technologie de l’électronique industrielle		
5266	Installation et réparation d’équipement de télécommunication	07-08	Cégep de Rimouski et CS des Phares
243.B0	Technologie de l’électronique Voie de spécialisation : Télécommunication		

Secteur de formation : 11 – Fabrication mécanique

5223	Techniques d’usinage	Expérimentation 02-03	CS des Chênes et Cégep de Drummondville
241.A0	Techniques de génie mécanique		
5225	Dessin industriel	06-07	CS des Chênes et Cégep de Drummondville
241.A0	Techniques de génie mécanique		

Secteur de formation : 12 – Foresterie et papier

5306	Aménagement de la forêt	06-07	CS Harricana et Cégep de l’Abitibi-Témiscamingue
190.B0	Technologie forestière		

Secteur de formation : 13 – Communications et documentation

5221	Procédés infographiques	07-08	Cégep de Sainte-Foy et CS de la Beauce-Etchemin
570.A0	Graphisme		
5221	Procédés infographiques	06-07	CS de la Pointe-de-l’Île et Collège Ahunatic
581.A0	Infographie en préimpression		
5246	Imprimerie	06-07	CS de la Pointe-de-l’Île et Collège Ahunatic
581.B0	Techniques de l’impression		

Secteur de formation : 14 – Mécanique d’entretien

5260	Mécanique industrielle de construction et d’entretien	07-08	Cégep de Sherbrooke, CS des Sommets et CS de la Région-de-Sherbrooke
241.D0	Technologie de maintenance industrielle		
5281	Électromécanique de systèmes automatisés	06-07	CS de la Région-de-Sherbrooke, CS des Sommets et Cégep de Sherbrooke
241.D0	Technologie de maintenance industrielle		

22 parcours de continuité de formation

* 2006-2007
* 2007-2008
* 2002-2003 – expérimentation de départ

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre d'inscriptions, par commission scolaire, dans les programmes d'alternance travail-études en 2008-2009 et prévisions ou cibles pour 2009-2010.

RÉPONSE

Les données pour l'année 2008-2009 seront disponibles à l'automne 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des coûts de tous les projets d'amélioration ou de création de programmes d'enseignement professionnel et niveau d'avancement au Conseil du trésor.

RÉPONSE

Programmes d'études de formation professionnelle approuvés
entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009

Code	Programme d'études	Date d'approbation	Montant financé
5321	Vente-conseil	2008-09-26	Coût nul
5323	Représentation	2008-09-18	Coût nul
5324	Cuisine du marché	2008-12-02	Coût nul
5325	Santé, assistance et soins infirmiers	2008-12-09	482 405 \$
Total			482 405 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires.
Cumul de l'entretien différé accumulé.

RÉPONSE

Les commissions scolaires du Québec possèdent environ 3 600 bâtiments de toute nature et de tout usage, dont 3 243 lieux de formation.

Ces équipements totalisent, en surface bâtie, environ 15 200 000 mètres carrés dont la valeur à neuf est estimée à 23,1 G\$ (sur la base de 1 520 \$/m² pour reconstruire).

Soulignons que 67 des 72 commissions scolaires ont répondu à un sondage réalisé en 2001-2002. Les résultats ont montré qu'environ 25 000 interventions étaient jugées requises pour un coût de réalisation des travaux estimé à environ 1,4 G\$. Selon les données les plus récentes compilées dans le Système informatisé pour le maintien des actifs immobiliers des commissions scolaires (SIMACS), le déficit d'entretien serait de plus de 2,0 G\$ en 2008-2009.

Les travaux faisant partie du déficit d'entretien portent principalement sur les toitures, les fenêtres et portes, les parements extérieurs, les systèmes mécaniques et les revêtements intérieurs. Au cours des quatre dernières années, les projets financés par le Ministère reflètent bien l'urgence de corriger l'enveloppe architecturale en priorité :

	Nombre de projets	Montant investi M\$	%
• Toitures	1 195	286	35,1
• Fenêtres et portes	920	213	26,1
• Parements extérieurs	437	109	13,4
• Systèmes mécaniques	485	87	10,7
• Autres	811	120	14,7
Total	3 848	815	100,0

Le déficit d'entretien de 2,0 G\$ mentionné plus haut évolue à chaque année en fonction des projets réalisés et des réparations qui s'ajoutent par le vieillissement des composantes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des commissions scolaires et des cégeps qui ont produit des plans de réussite. Sommes versées à la suite de la signature de ces plans de réussite ainsi que le détail de chacun de ces plans.

RÉPONSE

A. Commissions scolaires

- Les articles 37.1, 74 et 75 de la Loi sur l'instruction publique sont les principaux articles faisant référence aux plans de réussite des écoles.
- Les plans de réussite sont produits par les écoles et non par les commissions scolaires.
- Les plans de réussite des écoles sont transmis à la commission scolaire dont elles relèvent. Il n'y a pas d'obligation légale de transmission au Ministère de ces plans de réussite.
- Les commissions scolaires produisent des plans stratégiques qui sont transmis à la ministre.
- Pour les sommes versées, voir la réponse à la question n° 45.

B. Cégeps

Tous les cégeps ont produit un plan institutionnel de réussite intégré à leur plan stratégique.

Depuis 2005-2006, les sommes consenties en vertu des mesures *Plans institutionnels de réussite* (18,5 M\$) et *Orientation et encadrement* (18,2 M\$) de la version 2004-2005 du Régime budgétaire et financier des cégeps, qui totalisent plus de 36 M\$, sont intégrées aux paramètres « F » et « A » du modèle d'allocation FABES de la manière suivante :

- fixe général (8 260 000 \$, soit 170 000 \$ par cégep) (270 000 \$ dans le cas du Cégep régional de Lanaudière);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves (30 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves – Cégep régional Champlain (20 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves – Cégep régional de Lanaudière (20 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire entre 150 et 500 élèves (48 000 \$, soit 6 000 \$ par centre);
- activités brutes (27 426 300 \$);
- mesure d'aide aux cégeps en situation de baisse de leur effectif scolaire et mesure de répartition de la clientèle pour les cégeps des régions de Montréal et de Québec (986 700 \$).

Un suivi des plans de réussite est réalisé par la Direction de l'enseignement collégial et une relance est faite afin que chaque établissement ait un plan de réussite actualisé.

Pour le détail de chacun des plans de réussite des établissements d'enseignement collégial, on peut consulter le site de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC) à l'adresse suivante : www.ceec.gouv.qc.ca.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Admissions et contingentement en soins infirmiers en formation professionnelle pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Depuis l'année scolaire 2001-2002, il n'y a pas de contingentement fixé par le Ministère relativement à l'admission au programme d'études *Santé, assistance et soins infirmiers* qui vise à former pour les professions infirmières et infirmiers auxiliaires. Ce programme d'études est dispensé par 44 établissements dans toutes les régions du Québec.

Les données les plus récentes sur les inscriptions sont celles de 2007-2008 (préliminaires). L'année 2008-2009 n'est pas complétée (fin juin 2009). L'année 2009-2010, commencera à partir du 1^{er} juillet 2009.

Le tableau suivant fait état des inscriptions totales du programme d'études *Santé, assistance et soins infirmiers* pour l'ensemble du Québec au cours des cinq dernières années.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
<i>Santé, assistance et soins infirmiers</i>	4 153	5 104	5 484	5 528	5 885

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers par l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ventilation des subventions accordées dans le cadre du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.

RÉPONSE

• Projets soumis retenus :

Chacun des projets retenus s'est vu accorder une subvention de 50 000 \$ pour l'année 2008-2009.

1. **Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (16)* et CS de la Vallée-des-Tisserands (16)**
 Secteur 02 – *Grandes cultures (5254) – Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions végétales (152.A0)*

2. **Cégep Montmorency (13) et CS de Laval (13)**
 Secteur 03 – *Vente de voyages (5236) – Techniques de tourisme, voie de spécialisation : développement et promotion de produits du voyage (414.A0)*

3. **Cégep de Limoilou (03) et CS des Découvreurs (03)**
 Secteur 04 – *Bijouterie-joaillerie (5085) – Techniques de métiers d'arts, voie de spécialisation : joaillerie (573.A0)*

4. **Cégep de Trois-Rivières (04) et CS de Portneuf (03)**
 Secteur 12 – *Pâtes et papiers – Opérations (5262) – Technologie des pâtes et papiers (232.A0)*

TOTAL : 4

• Projets soumis, non retenus :

1. **Institut de technologie agroalimentaire (16) et CS de Saint-Hyacinthe (16)**
 Secteur 02 – *Grandes cultures (5254) – Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions végétales (152.A0)*

2. **Collège Mérici (03) et CS de la Capitale (03)**
 Secteur 03 – *Vente de voyages (5236) – Techniques de tourisme, voie de spécialisation : développement et promotion de produits du voyage (414.A0)*

TOTAL : 2

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Enveloppes allouées par le Ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Nombre d'écoles qui ne se sont pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.

RÉPONSE

La somme allouée aux commissions scolaires pour l'achat de manuels scolaires requis pour les nouveaux programmes de formation en 2008-2009 est de 20,4 M\$.

Ce programme de subvention pour l'achat de manuels scolaires requis pour le renouvellement pédagogique se terminait en 2008-2009.

Le Ministère ne dispose pas d'information quant au nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des manuels scolaires approuvés en 2009-2010 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Date d'approbation finale pour chaque manuel.

RÉPONSE

Les maisons d'édition sont actuellement en production des manuels scolaires destinés à l'enseignement en 5^e secondaire. Voici la liste des collections à venir.

<u>Disciplines</u>	<u>Nombre de collections</u>
Français, langue d'enseignement	4
Anglais, langue seconde	4
Histoire (Monde contemporain)	4
Mathématique (Culture, société et techniques)	3
Mathématique (Technico-sciences)	3
Mathématique (Sciences naturelles)	3
Chimie	2
Physique	2
Éthique et culture religieuse	2

L'approbation d'au moins un manuel par discipline est prévu pour la rentrée scolaire 2009-2010.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Bibliothèques scolaires	Sommes accordées	Sommes prévues
	2008-2009	2009-2010
Achat de nouvelles ressources pour les bibliothèques scolaires	8,3 M\$ + 6,7 M\$ (MELS) (CS)	8,3 M\$ + 6,7 M\$ (MELS) (CS)
<i>Programme à frais partagés</i>	15 M\$	15 M\$
Programme d'embauche de nouveaux bibliothécaires par les commissions scolaires	1 250 000 \$	2 500 000 \$
Ouverture du contingentement dans les écoles de bibliothéconomie		
- Offre de formation pour le volet scolaire	20 000 \$	20 000 \$
- Offre de formation à distance		40 000 \$
Total :	16 270 000 \$	17 560 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégories d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint illustre l'évolution du personnel du réseau des commissions scolaires selon la catégorie d'emploi et selon l'année scolaire, et ce, au cours des dix dernières années. Les données incluent toutes les personnes qui avaient un lien d'emploi avec les commissions scolaires durant chacune des années scolaires. Les données concernant l'année 2008-2009 ne seront disponibles qu'au printemps 2010.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI
(1998-1999 À 2007-2008)

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

CATÉGORIE D'EMPLOI	1998-1999		1999-2000		2000-2001		2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008	
	IND ¹	ETP ²	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
GESTIONNAIRE	5 635	5 251,2	5 768	5 315,2	5 937	5 347,8	5 986	5 379,2	6 191	5 470,6	6 262	5 554,1	6 261	5 565,9	6 160	5 446,5	6 324	5 560,6	6 418	5 609,4
PROFESSIONNEL	5 777	3 784,7	5 854	3 894,0	6 234	4 091,8	6 557	4 337,5	7 233	4 691,4	7 081	4 808,1	7 111	4 873,2	7 188	4 991,0	7 356	5 147,5	7 541	5 360,9
ENSEIGNANT	92 457	70 473,6	93 849	70 653,4	96 394	71 211,7	97 848	71 240,0	101 134	72 061,7	101 391	71 833,4	101 027	70 833,5	101 478	70 346,8	106 145	72 824,2	106 351	72 592,0
PERSONNEL DE SOUTIEN	57 424	25 819,2	60 934	27 631,6	64 304	29 386,2	66 805	30 760,6	68 930	32 013,4	68 651	32 479,1	68 990	32 416,9	70 265	32 215,3	71 560	32 979,1	72 551	33 720,5
TOTAL	161 293	105 328,7	166 405	107 494,2	172 869	110 037,5	177 196	111 717,3	183 488	114 237,1	183 385	114 674,7	183 389	113 689,5	185 091	112 999,6	191 385	116 511,4	192 861	117 282,8

COMMENTAIRE : Les données annuelles comptent toutes les personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation au cours d'une année scolaire complète.

¹ IND : individu par catégorie d'emploi.

² ETP : équivalent à temps plein.

Ces données représentent une année scolaire complète du 1er juillet au 30 juin.
Pour le personnel enseignant, ces informations concernent les emplois :
- à temps plein
- à temps partiel
- suppléants occasionnels (+ 20 jours, - 20 jours)
- à la leçon, à taux horaire (éducation des adultes et formation professionnelle).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et d'animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires depuis 2003-2004.

RÉPONSE

Les données concernant les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 (du 1^{er} juillet au 30 juin) ne sont pas encore disponibles.

Vous trouverez ci-joint un tableau illustrant le personnel professionnel en lien direct avec les élèves dans chacune des commissions scolaires, pour l'année scolaire 2007-2008 (1^{er} juillet au 30 juin). Il s'agit des classes d'emplois suivantes :

- Agent de réadaptation
- Agent de correction langage et audition
- Animateur de vie étudiante
- Bibliothécaire
- Conseiller pédagogique
- Conseiller d'orientation
- Conseiller en formation scolaire
- Conseiller en rééducation
- Orthophoniste ou audiologiste
- Orthopédagogue
- Psychologue
- Psychoéducateur
- Travailleur social ou agent de service social

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et d'animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires depuis 2003-2004.

RÉPONSE

Les données concernant les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 (du 1^{er} juillet au 30 juin) ne sont pas encore disponibles.

Vous trouverez ci-joint un tableau illustrant le personnel professionnel en lien direct avec les élèves dans chacune des commissions scolaires, pour l'année scolaire 2007-2008 (1^{er} juillet au 30 juin). Il s'agit des classes d'emplois suivantes :

- Agent de réadaptation
- Agent de correction langage et audition
- Animateur de vie étudiante
- Bibliothécaire
- Conseiller pédagogique
- Conseiller d'orientation
- Conseiller en formation scolaire
- Conseiller en rééducation
- Orthophoniste ou audiologiste
- Orthopédagogue
- Psychologue
- Psychoéducateur
- Travailleur social ou agent de service social

Le personnel professionnel en lien direct avec les élèves
Commissions scolaires – Année scolaire 2007-2008 (1^{er} juillet au 30 juin)
(Excluant les commissions scolaires Crie et Kativik)

N° : 58

	Corps d'emploi																										Total	
	Agent de réadaptation 2106		Agent de correction langage et audition 2151		Animateur de vie étudiante 2107		Bibliothécaire 2102		Conseiller pédagogique 2104		Conseiller d'orientation 2109		Conseiller en formation scolaire 2153		Conseiller en rééducation 2154		Orthophoniste ou audiologiste 2112		Orthopédagogue 2123		Psychologue 2113		Psychoéducateur 2150		Travailleur social ou agent de service social 2111+2149			
	IND ¹	ETP ²	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP		IND
Commission scolaire																												
Affluents, des (841)	3	0,0	5	0,4	1	0,5			63	46,9	10	7,8			3	0,3	16	10,2	50	29,9	35	23,5	11	7,1	1	0,7	198	127,9
Appalaches, des (822)	2	1,2							21	13,4	8	6,6					2	1,9			7	6,0	6	4,5	1	1,0	47	34,9
Baie-James, de la (801)	1	0,3							9	7,1	2	1,7							1	0,0	3	2,5	1	0,7	1	0,2	18	12,8
Beauce-Etchemin, de la (823)					1	1,0			57	34,5	16	10,7	4	2,4	4	1,1	4	3,6			32	21,1	4	2,3	3	2,7	125	79,9
Bois-Francs, des (872)	3	1,2	1	0,8	2	0,7			15	11,3	14	9,8					5	3,8	21	11,4	12	9,0	14	9,7	3	0,4	90	58,5
Capitale, de la (732)	3	1,3			1	1,0			52	40,1	48	36,7	12	8,0			18	10,6	1	0,9	37	23,1	19	14,2	3	2,8	194	139,1
Central Quebec (881)	4	1,9			6	0,1	1	0,5	11	6,2	5	2,8	1	0,8	2	1,3					5	4,4	3	0,7	2	1,8	40	20,8
Charlevoix, de (731)			7	3,6					11	7,4	4	3,9									2	1,8	3	2,0			27	18,9
Chemin-du-Roy, du (741)	54	33,5			7	2,7			18	15,2	20	13,2	2	0,8	2	1,9	5	4,7	38	22,0	29	19,6					175	113,9
Chics-Chocs, des (812)									18	13,0	4	2,9			1	0,9					6	3,4	2	1,3			31	21,7
Chênes, des (873)	10	6,0	7	4,9					26	17,6	13	9,6	7	4,7	2	0,7	5	3,0	20	11,8	11	7,8	18	14,1			119	80,6
Coeur-des-Vallées, au (773)					1	0,4			10	8,3	4	2,6	1	0,0			3	2,0	3	1,7	5	4,5	1	1,0			28	20,9
Côte-du-Sud, de la (821)									22	13,6	14	10,0			1	0,6	3	0,9			15	10,4	8	5,5	1	0,1	64	41,4
Draveurs, des (771)					1	1,0			31	22,4	10	6,8			4	1,6			47	29,8	13	10,5	1	1,0			107	73,2
Découvreurs, des (733)	2	0,4			19	2,8			12	10,3	18	13,3	1	0,1			10	7,0	9	5,5	19	13,1	2	1,0			92	54,0
Eastern Shores (882)									3	2,8	1	1,0															4	3,8
Eastern Townships (883)	7	6,1							12	7,7	7	4,1					2	1,2			6	3,6					34	23,0
English-Montreal (887)	1	0,7					5	3,7	39	30,6	33	27,0					12	10,4			14	11,3					104	83,9
Estuaire, de l' (791)	1	0,9							20	14,2	7	6,1			1	0,1	1	0,0	2	1,9	8	6,3	2	1,5			42	31,2
Fer, du (792)	2	0,1			4	1,1			15	9,1	4	3,5	1	0,3			1	0,9			3	2,7	1	0,8			31	19,0
Fleuve-et-des-Lacs, du (713)	1	1,0			1	0,3			10	7,8	7	5,7			2	1,7			3	2,8	4	2,6	7	4,4			35	26,7
Grandes-Seigneuries, des (867)	11	6,5	3	0,8	1	0,9			23	18,7	18	12,5	3	2,0	3	0,4	12	9,3	2	0,8	25	17,3	3	0,5			104	70,2
Harricana (783)	1	0,1			1	0,9			9	8,2	2	2,0									4	3,6	8	5,5	5	1,1	30	21,8
Haut-Cantons, des (751)	1	0,0			1	1,0			11	8,8	7	3,6	7	3,6			3	2,5			10	8,1	8	4,0	1	0,9	49	32,7
Hautes-Rivières, des (863)	42	25,8	1	0,0					21	16,3	12	9,4	1	1,0			9	7,7	30	20,5	20	16,3					136	97,3
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, des (774)	1	1,0							4	2,3	4	3,2					2	1,5	8	5,3	3	2,1					22	15,6
Iles, des (811)					2	0,9			6	4,3	2	0,9					2	0,3			5	2,2			2	0,6	19	9,5
Jonquière, de la (724)			1	0,3					68	22,4	11	8,5	1	0,9			2	1,2			14	10,1	6	5,2	2	1,9	105	50,7
Kamouraska-Rivière-du-Loup, de (714)	4	1,9	1	0,9					16	10,4	9	7,4									4	3,8	5	3,4			39	28,1

Le personnel professionnel en lien direct avec les élèves
Commissions scolaires – Année scolaire 2007-2008 (1^{er} juillet au 30 juin)
 (Excluant les commissions scolaires Crie et Kativik)

N° : 58

	Corps d'emploi																												Total	
	Agent de réadaptation 2106		Agent de correction langage et audition 2151		Animateur de vie étudiante 2107		Bibliothécaire 2102		Conseiller pédagogique 2104		Conseiller d'orientation 2109		Conseiller en formation scolaire 2153		Conseiller en rééducation 2154		Orthophoniste ou audiologiste 2112		Orthopédagogue 2123		Psychologue 2113		Psychoéducateur 2150		Travailleur social ou agent de service social 2111+2149					
IND ¹	ETP ²	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP			
L'Énergie, de (742)	2	0,1	1	0,2			1	1,0	15	13,7	9	8,3					5	3,4	39	24,5	18	13,2	20	14,2			110	78,9		
Lac-Abitibi, du (785)	12	7,4			2	1,2			15	11,3	2	0,9			1	0,2			1	0,9	2	1,9	8	7,0			43	31,2		
Lac-Saint-Jean, du (722)	2	1,6							17	14,9	5	3,4	1	0,5	1	0,5	1	1,0	4	1,7	6	5,2	3	2,2	3	1,7	43	33,1		
Lac-Témiscamingue, du (781)	2	1,4			3	0,1			8	5,7	4	3,3									2	1,5	2	1,4			21	13,6		
Laurentides, des (853)	2	1,0							18	12,5	8	5,0	5	1,5	4	2,1	2	1,2	1	0,0	5	3,1	2	2,0	3	1,5	50	30,4		
Laval, de (831)	22	17,1							71	50,4	21	14,7					30	18,6	2	1,8	52	32,2					198	135,1		
Lester-B.-Pearson (888)	6	5,0	2	2,0	2	1,0			37	30,1	15	11,8	1	0,7	7	4,3	11	8,0			20	14,8	2	1,2	1	0,4	104	79,7		
Littoral, du (689)	1	0,9			1	0,2			11	6,0	1	0,9															14	8,2		
Marguerite-Bourgeoys (763)	9	5,0	4	2,2	3	2,0			84	62,5	28	21,0	17	11,0	16	5,1	31	22,3			57	34,0	76	57,6	2	1,5	327	224,6		
Marie-Victorin (864)	9	6,7	7	2,3	1	0,8	1	1,0	51	43,6	25	17,0			10	4,0	26	19,3	3	2,3	38	28,3	27	19,4	8	3,7	206	149,0		
Montréal, de (762)	11	7,5	4	0,5			7	3,3	245	198,3	43	33,9	30	24,4	4	0,5	95	70,8			49	33,5	156	114,5	16	3,5	660	491,2		
Monts-et-Marées, des (711)	1	0,7			1	0,0			18	12,1	7	3,8			3	2,0	1	1,0	8	2,4	4	3,6	11	8,3	5	2,1	59	36,4		
Moyenne-Côte-Nord, de la (793)	1	0,7			2	1,0			3	1,9	1	0,9							11	1,0					1	1,0	19	6,7		
Navigateurs, des (824)	5	3,4			1	0,7			33	26,8	20	16,2	2	1,8			12	6,7	54	32,2	41	24,6	2	0,8	1	0,4	171	114,0		
New Frontiers (889)	1	0,5							7	5,5	3	2,5			1	0,8	3	1,8			3	1,0					18	12,4		
Or-et-des-Bois, de l' (784)	3	1,7			3	2,9			16	14,4	2	1,8	1	0,3			1	1,0			2	1,5	7	2,7	2	1,1	37	27,9		
Patriotes, des (865)	6	2,9	4	0,4					23	18,0	19	14,1	1	0,9	9	1,6	23	14,6			37	26,8	20	14,3			142	93,9		
Pays-des-Blueets, du (721)					5	4,9			20	14,9	11	6,7					3	2,7			9	7,5	5	3,7	5	3,7	58	44,3		
Phares, des (712)			3	1,6	3	2,1	1	0,9	17	13,5	6	5,3	5	3,5					13	10,2	3	2,1	10	8,9			61	48,6		
Pierre-Neveu (854)	2	1,1	2	0,8	4	0,8			7	5,8	4	3,0			1	0,0	1	0,9			6	4,5	3	2,4	1	0,6	31	20,3		
Pointe-de-l'Île, de la (761)	4	2,0	6	1,4	1	1,0	2	1,0	86	74,2	25	18,7	6	3,6	7	2,7	23	13,8			26	19,5	35	25,4			221	163,8		
Portages-de-l'Outaouais, des (772)					1	0,9			20	15,8	8	4,9			2	1,9	5	3,8	13	10,0	8	6,1	1	0,9			58	44,7		
Portneuf, de (735)			1	1,0	1	1,0			9	6,2	8	6,2	1	0,9			2	1,0	10	5,3	12	8,1	3	1,9	3	2,5	50	34,5		
Premières-Seigneuries, des (734)	1	0,2			2	1,1			63	31,3	27	20,3	4	2,8	1	0,0	13	9,7	1	0,0	47	30,8	7	5,4	1	1,0	167	102,9		
René-Lévesque (813)									11	9,1	10	6,6					2	1,9			2	1,8	7	5,0	1	0,7	33	25,4		
Riveraine, de la (871)	4	0,9	1	0,0	1	0,7			24	15,3	3	2,8					3	2,0	6	4,6	7	3,5	8	6,0			57	36,2		
Riverside (884)	4	2,0	1	0,0	1	0,6			12	10,7	2	1,1			6	3,8	2	1,8			4	2,4	1	0,4	1	1,0	34	24,0		
Rives-du-Saguenay, des (723)	4	2,8	1	0,0	2	0,8			21	16,5	13	9,5	3	1,4	4	2,0	5	3,7			11	8,7	12	8,7	9	4,6	85	59,3		
Rivière-du-Nord, de la (852)	5	3,0	3	0,5	1	0,0			37	33,1	18	11,1	1	0,3			9	6,7	5	3,9	17	12,2	10	7,0	5	4,5	111	82,8		
Rouyn-Noranda, de (782)	5	4,0			3	2,0			20	16,4	3	2,1	4	2,8							3	2,7	2	1,9			40	32,1		

Le personnel professionnel en lien direct avec les élèves
Commissions scolaires – Année scolaire 2007-2008 (1^{er} juillet au 30 juin)
(Excluant les commissions scolaires Crie et Kativik)

N° : 58

	Corps d'emploi																											
	Agent de réadaptation 2106		Agent de correction langage et audition 2151		Animateur de vie étudiante 2107		Bibliothécaire 2102		Conseiller pédagogique 2104		Conseiller d'orientation 2109		Conseiller en formation scolaire 2153		Conseiller en rééducation 2154		Orthophoniste ou audiologiste 2112		Orthopédagogue 2123		Psychologue 2113		Psychoéducateur 2150		Travailleur social ou agent de service social 2111+2149		Total	
	IND ¹	ETP ²	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
Région-de-Sherbrooke, de la (752)	3	2,0	1	0,5					41	31,5	15	10,6	2	1,7	3	0,9	6	4,5			25	15,5	23	15,5	2	0,8	121	84,0
Saint-Hyacinthe, de (862)	15	12,2			1	0,8			21	15,5	9	6,7			1	0,0	7	5,1			18	11,9	3	1,3	5	1,9	80	56,0
Samares, des (842)	7	3,0	1	0,0					65	35,1	20	13,9					10	5,2	24	16,3	19	14,3	10	8,2			156	96,6
Seigneurie-des-Mille-Îles, de la (851)	5	1,9	14	9,8	2	1,9	1	0,9	57	42,3	14	9,3	25	19,6	5	1,6					50	33,5	18	11,4	4	2,2	195	134,9
Sir-Wilfrid-Laurier (885)							3	1,0	18	14,7	15	8,6					6	4,1			13	7,2					55	35,8
Sommets, des (753)	16	11,9							15	11,9	11	7,8					7	4,0			13	7,2			2	2,0	64	45,0
Sorel-Tracy, de (861)	5	2,6	1	0,1	1	0,0			12	8,3	5	3,9	1	1,0	2	1,1	3	2,7	3	2,5	4	2,8	10	4,8			47	30,1
Trois-Lacs, des (869)	9	3,0	2	1,3					32	23,2	9	6,7			1	0,5	4	2,3			9	8,0	15	8,1	3	1,0	84	54,6
Val-des-Cerfs, de (866)	16	8,9	1	0,0					17	10,8	12	8,4	3	1,9	3	1,4	7	6,2			20	13,4	14	10,5	5	4,2	98	66,2
Vallée-des-Tisserands, de la (868)	11	6,4			2	1,4			13	9,5	5	3,9			2	0,4	3	2,1			9	7,5	13	10,8			58	42,3
Western Quebec (886)							1	0,9	8	6,9	6	5,0															15	12,9
Total	365	224,0	86	37,6	99	47,0	23	14,6	1 951	1 434,5	786	579,2	154	106,5	119	49,7	479	339,0	433	265,6	1 022	710,5	679	486,9	114	63,0	6 310	4 358,7

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Bilan de l'implantation du bulletin chiffré au primaire et au secondaire. Nombre d'écoles ayant implanté le bulletin au 30 mars 2009. Coût pour la formation des enseignants reliés à l'implantation du bulletin chiffré. Copie de la directive du Ministère concernant l'implantation du bulletin chiffré.

RÉPONSE

Le bulletin chiffré a été implanté dans les écoles au cours de l'année scolaire 2007-2008 à la suite de l'adoption par le gouvernement d'amendements au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. L'ensemble des écoles primaires et secondaires du Québec est donc tenu de respecter les dispositions du régime pédagogique relatives au bulletin chiffré. Selon les informations disponibles, les écoles respecteraient les dispositions du régime à cet égard.

Le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire et responsable des régions a tenu deux rencontres d'information (le 23 octobre 2007 à Québec et le 25 octobre 2007 à Montréal) à l'intention des gestionnaires du réseau scolaire portant sur l'ensemble des modifications apportées au régime pédagogique, incluant celles relatives au bulletin chiffré. Les coûts afférents à ces rencontres sont assumés par le budget de fonctionnement du Ministère. Les dépenses liées à la formation du personnel enseignant étaient, quant à elles, assumées par les écoles et les commissions scolaires.

Les dispositions relatives au bulletin chiffré, tenant lieu de directives ministérielles, figurent aux articles 30 et 30.1 du régime pédagogique. (Voir extrait en annexe).

Article 222 de la Loi sur l'Instruction publique

222. La commission scolaire s'assure de l'application du régime pédagogique établi par le gouvernement, conformément aux modalités d'application progressive établies par le ministre en vertu de l'article 459.

Exemption aux règles de sanction.

Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un élève, la commission scolaire peut, sur demande motivée des parents d'un élève, d'un élève majeur ou d'un directeur d'école, l'exempter de l'application d'une disposition du régime pédagogique. Dans le cas d'une exemption aux règles de sanction des études visée à l'article 460, la commission scolaire doit en faire la demande au ministre.

Dérogation à une disposition.

Elle peut également, sous réserve des règles de sanction des études prévues au régime pédagogique, permettre une dérogation à une disposition du régime pédagogique pour favoriser la réalisation d'un projet pédagogique particulier applicable à un groupe d'élèves. Toutefois, une dérogation à la liste des matières ne peut être permise que dans les cas et aux conditions déterminés par règlement du ministre pris en application de l'article 457.2 ou que sur autorisation de ce dernier donnée en vertu de l'article 459.

1988, c. 84, a. 222; 1997, c. 96, a. 60; 2004, c. 38, a. 3.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Échéancier des travaux et coût de l'implantation de la réforme de l'éducation aux adultes. Tous documents, notes, rapports, états de situation liés à cette réforme et copie des rapports de tous comités mis sur pied afin de bonifier la réforme.

RÉPONSE

- Les programmes d'études du nouveau curriculum en formation générale des adultes ont pour but de conduire l'apprenant à maîtriser les contenus disciplinaires destinés à lui permettre d'exercer les principaux rôles de l'adulte en société et de s'adapter aux changements associés à l'économie du savoir, à la mondialisation des échanges, etc.
- Les travaux ont porté jusqu'à présent sur la formation de base commune (FBC) et la formation de base diversifiée (FBD). La formation de base commune s'adresse aux personnes ayant moins de neuf années de scolarité et recouvre les services d'enseignement suivants : alphabétisation, présecondaire et premier cycle du secondaire.
- Le Ministère procède à la révision de la formation de base diversifiée, qui correspond au 2^e cycle du secondaire, en adaptant aux adultes les programmes d'études des jeunes.
- Le Ministère met aussi à jour des programmes combinant des acquis de formation générale et de formation professionnelle favorisant l'employabilité et l'insertion sociale.

Calendrier de mise en place du nouveau curriculum de la formation générale des adultes

- Formation de base commune
 - Septembre 2009 Implantation facultative
- Formation de base diversifiée
 - Septembre 2009 Implantation facultative
- Formation de base favorisant le développement de l'employabilité et l'insertion sociale
 - Septembre 2009 Implantation facultative

Les coûts de l'implantation

Sur le plan financier, les commissions scolaires ont reçu, en 2007-2008, les allocations supplémentaires suivantes :

- 6,5 M\$ pour financer des journées dédiées à l'appropriation des programmes d'études;
- 1,5 M\$ pris à même les 20 M\$ octroyés pour la Politique d'éducation des adultes et de formation continue pour soutenir l'implantation facultative;
- 200 000 \$ pris aussi à même ces 20 M\$ ont été mis à la disposition des directions régionales pour soutenir la concertation régionale;
- 1,5 M\$ pour les ressources professionnelles en soutien à l'intégration des TIC;
- 6,9 M\$ en immobilisations pour des locaux spécialisés.

Ces allocations ont été reconduites en 2008-2009 auxquelles s'ajoute 1 M\$ pour la production de matériel didactique et 5 M\$ pour améliorer les paramètres de financement concernant les rapports maîtres/élèves pour le premier cycle du secondaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées dans le cadre du Plan d'action pour l'amélioration de l'apprentissage du français au primaire et au secondaire.

RÉPONSE

Le Plan d'action pour l'amélioration du français comporte 22 mesures (voir annexe). Certaines de ces mesures exigent un investissement financier de la part du MELS.

- Une règle budgétaire a été établie pour encourager l'engagement de conseillères et conseillers pédagogiques de français au primaire et au secondaire dont le rôle est de soutenir l'enseignement du français, langue d'enseignement, du français, langue seconde et l'enseignement du français aux nouveaux arrivants (classes d'accueil). Une somme de 13 millions de dollars y est consacrée. (Mesure 12)
- Les enseignantes et enseignants sont invités à se donner un plan de formation en français. Dans les sommes allouées par le Ministère au réseau scolaire, une somme de 2 millions de dollars y est consacrée. (Mesure 16)
- Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, en partenariat avec le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, a lancé, en mars 2009, un appel de propositions pour des recherches sur l'écriture. Une somme de 2 millions de dollars y sera consacrée en 2009-2010 et en 2010-2011. (Mesure 18)

La 22^e mesure concerne la reconduction du Plan d'action sur la lecture à l'école.

Plan d'action pour l'amélioration du français à l'enseignement primaire et secondaire

Mesures pour améliorer la maîtrise du français chez les jeunes

Valoriser la place du français à l'école

1. Les élèves devront écrire un texte au moins une fois par semaine dans le cadre de leur cours de français et faire une dictée régulièrement de manière à vérifier l'acquisition des connaissances.
2. Une plage horaire consacrée à la lecture devra être prévue quotidiennement par les écoles.
3. Les commissions scolaires devront fournir annuellement de l'information à l'égard du temps que leurs écoles consacrent à l'enseignement du français et analyser en conséquence les résultats de leurs élèves aux épreuves du Ministère en français.
4. Chaque commission scolaire devra avoir une politique linguistique, notamment en ce qui concerne l'apprentissage du français et les communications avec les parents.
5. Le niveau de maîtrise du français atteint par chaque élève à la fin du primaire sera communiqué à l'école secondaire qui l'accueille.

Réviser le contenu du programme de français

6. Les programmes d'études en français seront revus de manière à préciser ce que les élèves doivent connaître et être en mesure de faire à la fin de chaque année (orthographe, syntaxe).
7. Un processus de mise à jour continue des programmes d'études sera établi, en commençant par le programme de français et en y associant étroitement les enseignants concernés.

Accroître le suivi des élèves en français

8. Deux examens d'écriture seront ajoutés (4^e année du primaire et 2^e secondaire) et les écoles devront prendre en considération le résultat obtenu par l'élève.
9. Les exigences de réussite à l'épreuve d'écriture de la fin du primaire seront rehaussées, notamment en orthographe.
10. Les commissions scolaires devront déterminer des cibles à atteindre concernant la performance des élèves aux examens de français du Ministère.
11. Les écoles devront se fixer des objectifs d'amélioration en écriture dans toutes les matières et les intégrer à leur planification annuelle.

Accroître le niveau de préparation des enseignants

12. Le nombre de conseillers pédagogiques en français sera augmenté et un plan de formation assurera la mise à jour de leurs connaissances.
13. Les universités devront revoir le contenu linguistique de leurs programmes de formation préparant à l'enseignement du français.
14. Les universités devront offrir une formation de 2^e cycle en didactique comportant notamment un volet consacré aux difficultés des élèves en lecture et en écriture.
15. Les universités devront faciliter l'accès à l'enseignement du français au secondaire pour les étudiants diplômés en linguistique et en littérature.
16. Chaque enseignant devra se donner un plan de formation continue en français. Les universités devront mettre en place une offre de formation compatible avec les besoins exprimés.

Renforcer les mesures de soutien

17. Une liste d'ouvrages sur l'écriture, la grammaire, l'orthographe et la syntaxe sera transmise aux écoles.
18. Un programme de recherches sera établi afin de subventionner des études pour améliorer la capacité des élèves à bien écrire.
19. Les impacts seront analysés pour déterminer, s'il y a lieu, la nécessité d'ajouter des exigences particulières pour pouvoir enseigner le français à l'enseignement secondaire.
20. Un portail informatique sera créé afin de faciliter l'accès pour le personnel scolaire à la documentation relative à l'enseignement du français.
21. Les programmes de formation à l'enseignement en formation professionnelle seront revus pour que les enseignants maîtrisent bien le lexique propre aux divers métiers concernés.
22. Le Plan d'action sur la lecture à l'école, qui est en vigueur depuis trois ans, sera renouvelé et bonifié par l'embauche de bibliothécaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Coûts ventilés des travaux du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire. Liste des travaux en cours pour y donner suite. Copie de la partie accessible du mémoire au Conseil des ministres.

RÉPONSE

Coûts ventilés des travaux du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire (année budgétaire 2008-2009) :

Ressources professionnelles	57 775 \$
Sondage auprès des directions d'école	88 721 \$
Expertise juridique	10 500 \$
Révision linguistique et traduction du rapport final	<u>15 689 \$</u>

Total des coûts : 172 685 \$

Liste des travaux en cours pour y donner suite :

- Mise sur pied d'un comité d'échanges pour poursuivre notamment la réflexion sur la notion de contrainte excessive ainsi que sur les réalités et les enjeux liés à la diversité, facilitant ainsi le suivi de l'évolution de la situation dans le milieu scolaire. Composé de partenaires et de personnes-ressources externes au Ministère, ce comité d'échanges contribuera à la concertation entre les décideurs, à la cohérence des actions entreprises et à la mise en commun des actions et des outils développés dans le réseau scolaire.
- Constitution d'une équipe de formateurs et de formatrices en matière de gestion de la diversité et d'accommodement raisonnable; offre de sessions de formation à l'intention du milieu scolaire, particulièrement des directions d'école.
- Validation, avant diffusion, d'un guide de référence sur l'accommodement raisonnable à l'intention du milieu scolaire. Ce guide précise en particulier le cadre légal de l'accommodement raisonnable, fournit des repères afférents et suggère un processus de prise de décision approprié pour le traitement des demandes.
- Analyse de la faisabilité de la création d'un site virtuel d'échanges avec les différents réseaux scolaires sur les questions relatives à l'accommodement raisonnable et à la prise en compte de la diversité culturelle et religieuse.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Bilan du plan d'action *Investir pour l'avenir* depuis son implantation. Ventilation des coûts par commission scolaire, liste des écoles ayant appliqué le plan d'action, liste des travaux, tous documents, notes, rapports, états de situation, etc. Copie de la partie accessible du mémoire au Conseil des ministres.

RÉPONSE

Le plan d'action *Investir pour l'avenir* est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) fournit les informations sous sa responsabilité.

Dans le plan d'action gouvernemental, le MELS est impliqué dans quatorze mesures. Un état de situation est présenté à l'annexe 1.

Le MELS est également responsable de la Politique-cadre *Pour un virage santé à l'école* qui est annoncée dans le plan d'action gouvernemental. Un état de situation à ce sujet est présenté à l'annexe 2.

Les allocations versées aux commissions scolaires pour l'année scolaire 2007-2008 concernant l'acquisition d'équipements pour favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires et l'aménagement et l'animation des cours d'école sont présentées aux annexes 3 et 4.

Pour l'année scolaire 2008-2009, une somme de 21 865 \$ est allouée à chaque commission scolaire pour la mise en place de politiques locales relatives aux saines habitudes de vie. Au total, cette somme représente 1,5 M\$ pour l'ensemble des commissions scolaires.

POLITIQUE-CADRE POUR UN VIRAGE SANTÉ À L'ÉCOLE - Mars 2009

ÉTAT DE SITUATION DE MISE EN ŒUVRE

ACTION	État de la situation - Mars 2009	Échéancier
Collecte de données	Une collecte de données effectuée en juin 2008 montre que la presque totalité des écoles primaires et secondaires ont éliminé les pommes de terre frites et les boissons gazeuses. La presque totalité des commissions scolaires possèdent une politique locale.	
Comité d'experts (Conseiller le MELS dans les réponses à apporter aux questions qui lui sont posées concernant l'application de la Politique-cadre)	Plusieurs rencontres du comité ont eu lieu. Cinq fiches d'information venant préciser les orientations de la Politique-cadre ont été produites par le MELS et distribuées au réseau scolaire, au réseau de la santé et au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). D'autres fiches d'information sont prévues.	Continu
Comité de suivi de la mise en œuvre de la Politique-cadre	Une première rencontre a eu lieu en novembre 2008 dans laquelle les partenaires ont pris connaissance de l'évolution du dossier. La prochaine rencontre est prévue pour le mois de juin 2009.	Continu
Bilan de la mise en œuvre de la Politique-cadre	Un questionnaire permettant de tracer le bilan de mise en œuvre dans les écoles sera mis en ligne. Un rapport sera produit. D'autres aspects de la Politique-cadre seront validés lors d'un bilan intégré de la Coordination des services complémentaires.	Printemps 2009 Automne 2009 Janvier 2010
Questionnaire permettant aux établissements scolaires d'effectuer un autoportrait de leur situation	Un questionnaire sera mis à la disposition des écoles afin qu'elles puissent faire leur portrait de situation, en ligne. Une fois les données saisies, une grille autoportrait sera automatiquement générée. Une version plus longue sera également disponible en ligne pour les écoles qui désirent obtenir un autoportrait plus complet.	Printemps 2009
Mise à jour du site Internet	Une mise à jour du site Internet a été effectuée. Ce site comprendra une section pour le milieu scolaire et une pour les parents et les élèves.	Printemps 2009
Outils d'information pour les parents	Un premier outil d'information pour les parents est en élaboration. Il fournit des exemples vécus dans les milieux. Il présente des conseils sur le déjeuner santé et sur les possibilités d'être actifs physiquement dans un contexte de plein air, en toute saison. Un autre outil est prévu.	Printemps 2009 Automne 2009
Outil pour les élèves	Un outil pour les élèves sera produit pour les informer sur la saine alimentation et un mode de vie physiquement actif.	Année 2009-2010
Outil pour le personnel	Un outil pour le personnel scolaire sera produit pour les informer sur la saine alimentation et un mode de vie physiquement actif et les aider dans leur rôle de soutien auprès des élèves.	Année 2009-2010
Allocation pour améliorer les équipements des services alimentaires	En 2007-2008, une somme de 6,4 M\$ a été répartie entre les commissions scolaires dans le cadre du plan triennal d'immobilisations, pour améliorer les équipements liés à l'alimentation.	En cours
Allocation pour l'embellissement des cours d'école	Une somme de 3 M\$ par année est allouée à des projets d'aménagement et d'animation de la cour d'école dans le cadre de la mesure <i>Embellissement des cours d'école</i> .	Allocation récurrente
Allocation aux commissions scolaires pour rédiger ou adapter leur politique locale sur les saines habitudes de vie	Une somme de 1,5 M\$ est répartie entre les commissions scolaires afin de leur permettre d'élaborer ou d'adapter leur politique locale sur la saine alimentation et un mode de vie physiquement actif à compter de l'année scolaire 2008-2009.	Allocation récurrente
Allocation pour les établissements d'enseignement privés	Une somme de 111 600 \$ est allouée aux établissements d'enseignement privés pour les soutenir dans les changements que demande l'application de la Politique-cadre.	Allocation récurrente (au montant d'1\$ par élève)

**Plan d'action gouvernemental en matière de promotion des saines habitudes de vie et
de prévention des problèmes reliés au poids (Investir pour l'avenir)
Suivi des actions du MELS – secteur éducation**

Mesure	Libellé de la mesure	État d'avancement / commentaires
9	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations gouvernementales en matière de nutrition au moment de la révision des contenus de cours se rapportant à l'alimentation dans le programme de formation Technique d'éducation à l'enfance offert au collégial.	Une lettre a été envoyée aux directeurs et directrices de programmes d'études dans le but de les sensibiliser au regard du plan d'action et de leur demander de prendre en compte ce plan d'action dans l'élaboration des cours du programme Technique d'éducation à l'enfance offert au collégial.
10	Sensibiliser les établissements scolaires à l'importance de se doter de politiques alimentaires locales inspirées de la politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires et soutenir les milieux qui adoptent de telles politiques.	Une tournée d'information a eu lieu au cours de l'automne 2007 dans le but de sensibiliser les établissements scolaires à se doter de politiques locales inspirées de la politique-cadre.
11	Instaurer un comité de suivi de la mise en œuvre de la politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires.	Le comité de suivi s'est réuni pour une première fois le 21 novembre 2008. Une autre réunion est prévue au printemps 2009.
12	Adapter la politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires pour les établissements d'enseignement supérieur.	Cadre de référence produit et transmis aux directions régionales du MELS et aux établissements. Ce document a été bien reçu par les établissements. Presque tous les établissements (95 %) ont transmis au MELS un rapport sur la mise en œuvre du cadre de référence. Les données sont actuellement en compilation.
13	Sensibiliser les établissements d'enseignement supérieur à l'importance de se doter de politiques alimentaires locales qui s'inspirent de la politique-cadre en matière d'alimentation dans les établissements scolaires et soutenir les milieux qui adoptent de telles politiques.	Le cadre de référence joue lui-même le rôle de sensibiliser les établissements, particulièrement par l'orientation 1 qui est libellée ainsi : « Instaurer une politique alimentaire d'établissement favorisant de saines habitudes alimentaires ». Pour soutenir les milieux dans la mise en œuvre de ce cadre de référence, le MELS a versé aux établissements une somme totalisant 700 000 \$.
14	Poursuivre le soutien (documentation, sessions de formation) aux réseaux scolaires pour la mise en place d'interventions globales et concertées (approche <i>École en santé</i>) favorables à une saine alimentation.	Les mesures 14 et 27 touchant les actions de l'approche <i>École en santé</i> se poursuivent dans les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux. En février 2008, 81,4 % des commissions scolaires et 78 % des centres de santé et de services sociaux (CSSS) avaient actuellement un accompagnateur de l'approche <i>École en santé</i> . Actions en cours, en complémentarité, dans les réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux : formations offertes en collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), documents produits et d'autres à venir, site Internet en développement.
20	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations gouvernementales en matière d'alimentation au moment de la révision des programmes d'études se rapportant au secteur de l'alimentation dans les programmes de formation professionnelle et technique.	Le nouveau programme <i>Cuisine du marché</i> a été approuvé par la ministre en septembre 2008. Des sessions d'implantation se sont données au printemps 2008 au cours desquelles 160 enseignants ont été rencontrés. Une lettre a été envoyée aux directeurs et directrices de programmes d'études dans le but de les sensibiliser au regard du plan d'action et de leur demander de prendre en compte ce plan d'action dans l'élaboration des cours du programme Technique d'éducation à l'enfance offert au collégial.

23	Favoriser la prise en compte des nouvelles orientations en matière d'activité physique et de psychomotricité au moment de la révision des contenus de cours du programme Technique d'éducation à l'enfance, à la formation collégiale.	Une lettre a été envoyée aux directeurs et directrices de programmes d'études dans le but de les sensibiliser au regard du plan d'action et de leur demander de prendre en compte ce plan d'action dans l'élaboration des cours du programme Technique d'éducation à l'enfance offert au collégial.
25	Favoriser l'établissement de partenariats locaux qui contribuent à une augmentation de la participation des élèves à des activités physiques et sportives.	Cette mesure fait référence aux orientations concernant l'activité physique dans la politique-cadre ministérielle pour lesquelles des actions sont en cours. Le MELS atteint principalement cette orientation par son implication dans le soutien à Québec en forme, qui vise précisément, le développement de partenariats locaux.
26	Encourager l'aménagement, l'animation et l'embellissement de cours d'école qui facilitent la pratique d'activité physique.	Allocation de 6 M\$ pour 07-08 et de 3 M\$ récurrents, à partir de 08-09. Mesure élargie à l'automne 2008 pour inclure l'animation de la cour d'école. Projets primaires et secondaires, incluant le partenariat. Les écoles pourront dorénavant utiliser un montant, jusqu'à concurrence de 5 000 \$, pour l'animation de la cour d'école ainsi que pour l'achat de petit matériel.
27	Poursuivre le soutien (documentation, sessions de formation) aux réseaux scolaires pour la mise en place d'interventions globales et concertées (approche École en santé) favorables à l'activité physique.	Même commentaire que pour la mesure 14.
28	Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'augmentation du temps d'enseignement alloué à l'éducation physique et à la santé, tel que déterminé par le régime pédagogique.	Une collecte de données a été effectuée à ce sujet il y a deux ans. Il n'est pas prévu d'en faire une autre pour le moment.
61	Sensibiliser les responsables de la formation initiale et continue (universités, associations et ordres professionnels, etc.) à l'importance de tenir compte des données les plus récentes relativement aux problèmes reliés au poids pour les professionnels des milieux de la santé, scolaires et sportifs.	Une lettre devait être envoyée aux vice-recteurs des affaires académiques des universités, au président du conseil interprofessionnel et aux ordres professionnels. Le projet de lettre doit être revu, puisque cette mesure présente des liens avec la mesure 60 sous la responsabilité du MSSS et que des arrimages doivent être établis avec le MSSS à ce sujet.
75	Assurer le transfert des connaissances issues de la recherche aux divers intervenants de tous les ministères et partenaires visés par la problématique.	Le suivi de cette mesure dépendra d'initiatives à venir de la part du MSSS. Celui-ci devrait procéder à l'organisation d'une rencontre réunissant le MELS, le MSSS et l'INSPQ.

Acquisition d'équipements pour favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires

Nom de la commission scolaire	\$
711000 Monts-et-Marées, CS des	59 742
712000 Phares, CS des	76 498
713000 Fleuve-et-des-Lacs, CS du	59 357
714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	64 703
721000 Pays-des-Bleuets, CS du	70 522
722000 Lac-Saint-Jean, CS du	58 854
723000 Rives-du-Saguenay, CS des	92 895
724000 De La Jonquière, CS	61 197
731000 Charlevoix, CS de	29 360
732000 Capitale, CS de la	168 233
733000 Découvreurs, CS des	82 568
734000 Premières-Seigneuries, CS des	158 189
735000 Portneuf, CS de	45 434
741000 Chemin-du-Roy, CS du	136 453
742000 Énergie, CS de l'	86 900
751000 Hauts-Cantons, CS des	58 776
752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	116 489
753000 Sommets, CS des	72 524
761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	165 635
762000 Montréal, CS de	472 633
763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	249 406
771000 Draveurs, CS des	113 501
772000 Portages-de-l'Outaouais, CS des	84 031
773000 Coeur-des-Vallées, CS au	48 844
774000 Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	38 377
781000 Lac-Témiscamingue, CS du	29 852
782000 Rouyn-Noranda, CS de	49 467
783000 Harricana, CS	45 669
784000 Or-et-des-Bois, CS de l'	45 880
785000 Lac-Abitibi, CS du	32 277
791000 Estuaire, CS de l'	53 642
792000 Fer, CS du	33 411
793000 Moyenne-Côte-Nord, CS de la	13 294
800000 Comité gestion taxe scol. île Montréal	0
801000 Baie-James, CS de la	21 536
811000 Îles, CS des	11 702
812000 Chic-Chocs, CS des	37 835
813000 René-Lévesque, CS	57 532
821000 Côte-du-Sud, CS de la	85 200
822000 Appalaches, CS des	42 503
823000 Beauce-Etchemin, CS de la	139 715
824000 Navigateurs, CS des	140 692
831000 Laval, CS de	234 653
841000 Affluents, CS des	191 580
842000 Samares, CS des	162 455
851000 Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	203 921
852000 Rivière-du-Nord, CS de la	126 176
853000 Laurentides, CS des	59 773
854000 Pierre-Neveu, CS	43 750
861000 Sorel-Tracy, CS de	43 292
862000 Saint-Hyacinthe, CS de	91 063
863000 Hautes-Rivières, CS des	117 812
864000 Marie-Victorin, CS	184 213
865000 Patriotes, CS des	169 342
866000 Val-des-Cerfs, CS du	97 883
867000 Grandes-Seigneuries, CS des	131 387
868000 Vallée-des-Tisserands, CS de la	73 674
869000 Trois-Lacs, CS des	87 090
871000 Riveraine, CS de la	50 073
872000 Bois-Francs, CS des	93 545
873000 Chênes, CS des	85 233
881000 Central Québec, CS	35 756
882000 Eastern Shores, CS	24 912
883000 Eastern Townships, CS	45 967
884000 Riverside, CS	59 925
885000 Sir-Wilfrid-Laurier, CS	91 368
886000 Western Québec, CS	54 763
887000 English-Montréal, CS	157 131
888000 Lester-B.-Pearson, CS	147 750
889000 New Frontiers, CS	30 097
Total	6 405 912

M30880⁽¹⁾ : Acquisition d'équipements pour favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires (Inv.)

ALLOCATIONS 2007-2008 EN \$
AMÉNAGEMENT ET ANIMATION DES COURS D'ÉCOLE

CODE	Nom CS	\$
711000	CS des Monts-et-Marées	16 138 \$
712000	CS des Phares	10 100 \$
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	0 \$
714000	CS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	97 175 \$
01	du Bas-Saint-Laurent	123 413 \$
721000	CS du Pays-des-Bleuets	207 980 \$
722000	CS du Lac-Saint-Jean	104 392 \$
723000	CS des Rives-du-Saguenay	130 418 \$
724000	CS De La Jonquière	24 845 \$
02	du Saguenay - Lac-St-Jean	467 635 \$
731000	CS de Charlevoix	34 176 \$
732000	CS de la Capitale	120 165 \$
733000	CS des Découvreurs	69 422 \$
734000	CS des Premières-Seigneuries	154 852 \$
735000	CS de Portneuf	33 703 \$
881000	CS Central Québec	0 \$
03	de la Capitale-Nationale	412 318 \$
741000	CS du Chemin-du-Roy	0 \$
742000	CS de l'Énergie	10 735 \$
04	de la Mauricie	10 735 \$
751000	CS des Hauts-Cantons	31 352 \$
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	51 838 \$
753000	CS des Sommets	129 374 \$
883000	CS Eastern Townships	0 \$
05	de l'Estrie	212 564 \$
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	35 939 \$
762000	CS de Montréal	240 988 \$
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	134 836 \$
887000	CS English-Montréal	140 414 \$
888000	CS Lester-B.-Pearson	24 960 \$
06	de Montréal	577 137 \$
771000	CS des Draveurs	53 374 \$
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	17 696 \$
773000	CS au Coeur-des-Vallées	181 766 \$
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	49 589 \$
886000	CS Western Québec	50 000 \$
07	de l'Outaouais	352 425 \$
781000	CS du Lac-Témiscamingue	18 234 \$
782000	CS de Rouyn-Noranda	0 \$
783000	CS Harricana	75 000 \$
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	55 934 \$
785000	CS du Lac-Abitibi	67 171 \$
08	de l'Abitibi-Témiscamingue.	216 339 \$
791000	CS de l'Estuaire	13 277 \$
792000	CS du Fer	113 836 \$
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	0 \$
09	de la Côte-Nord	127 113 \$

N°: 63
ANNEXE 4

801000	CS de la Baie-James	25 000 \$
10	du Nord-du-Québec	25 000 \$
811000	CS des Îles	0 \$
812000	CS des Chic-Chocs	34 470 \$
813000	CS René-Lévesque	25 000 \$
882000	CS Eastern Shores	13 177 \$
11	de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	72 647 \$
821000	CS de la Côte-du-Sud	24 312 \$
822000	CS des Appalaches	107 583 \$
823000	CS de la Beauce-Etchemin	95 287 \$
824000	CS des Navigateurs	72 878 \$
12	de Chaudière-Appalaches	300 060 \$
831000	CS de Laval	325 000 \$
13	de Laval	325 000 \$
841000	CS des Affluents	62 288 \$
842000	CS des Samares	110 182 \$
14	de Lanaudière	172 470 \$
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	196 787 \$
852000	CS de la Rivière-du-Nord	126 060 \$
853000	CS des Laurentides	50 000 \$
854000	CS Pierre-Neveu	5 760 \$
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	125 000 \$
15	des Laurentides	503 607 \$
861000	CS de Sorel-Tracy	10 574 \$
862000	CS de Saint-Hyacinthe	63 598 \$
863000	CS des Hautes-Rivières	102 380 \$
864000	CS Marie-Victorin	92 180 \$
865000	CS des Patriotes	87 486 \$
866000	CS du Val-des-Cerfs	292 838 \$
867000	CS des Grandes-Seigneuries	110 260 \$
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	19 034 \$
869000	CS des Trois-Lacs	43 507 \$
884000	CS Riverside	33 460 \$
889000	CS New Frontiers	0 \$
16	de la Montérégie	855 317 \$
871000	CS de la Riveraine	100 494 \$
872000	CS des Bois-Francs	179 310 \$
873000	CS des Chênes	129 868 \$
17	du Centre-du-Québec	409 672 \$
Total		5 163 452 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2008-2009 et prévisions pour 2008-2009.

RÉPONSE

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE AU PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES PAR ANNÉE D'ATTRIBUTION															
Ordre d'enseignement	Au prêt						À la bourse						Aide totale (M\$)		
	Nombre d'étudiants			Montant (M\$)			Nombre d'étudiants			Montant (M\$)					
	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²
Secondaire professionnel	21 708	21 719	21 916	75,1	75,6	77,7	16 241	16 286	16 323	63,8	64,0	66,4	138,9	139,6	144,1
Collégial général	13 818	13 834	14 126	35,5	35,6	36,1	8 162	8 371	8 522	21,8	22,3	24,8	57,3	57,9	60,9
Collégial technique	29 967	29 994	30 207	93,2	94,4	98,7	19 067	19 247	19 824	71,7	74,4	79,6	164,9	168,8	178,3
Collégial non subventionné	2 684	2 685	2 742	20,2	20,4	21,6	84	44	41	0,3	0,2	0,2	20,5	20,6	21,8
Universitaire 1 ^{er} cycle	53 405	53 456	55 274	185,7	188,2	196,5	36 257	36 777	38 432	162,7	180,8	192,4	348,4	369,0	388,9
Universitaire 2 ^e cycle	13 274	13 286	13 981	65,2	65,5	67,5	9 705	9 980	10 280	44,0	46,1	49,3	109,2	111,6	116,8
Universitaire 3 ^e cycle	2 535	2 541	2 777	14,4	14,7	16,0	1 546	1 605	1 654	7,5	8,1	8,6	21,9	22,8	24,6
Prêts seulement ³	155	155	160	1,2	1,2	1,2	---	---	---	---	---	---	1,2	1,2	1,2
TOTAL	137 546	137 670	141 183	490,5	495,6	515,3	91 062	92 310	95 076	371,8	395,9	421,3	862,3	891,5	936,6

STATISTIQUES SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DU CALCUL DU PRÊT ET DE LA BOURSE

Nombre moyen de semaines de traitement de la réception du document au calcul de l'aide :

- Calcul de l'aide (2006-2007) : 1,0 semaine
- Calcul de l'aide (2007-2008) : 1,1 semaine
- Calcul de l'aide (2008-2009) : 1,2 semaine

1 Données estimées pour l'ensemble de l'année d'attribution 2008-2009 (de septembre 2008 à août 2009)
2 Données estimées pour l'ensemble de l'année d'attribution 2009-2010 (de septembre 2009 à août 2010)
3. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE DANS LES AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE							
Autre programme	Nature de l'aide	Nombre de bénéficiaires			Aide totale (M\$)		
		2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ²
Programme de remboursement différé	Non-remboursable	13 156	15 625	15 625	6,3	7,5	7,5
Programme de prêts pour les études à temps partiel	Remboursable	2 321	2 355	2 375	3,1	3,2	3,2
Programme de bourses pour les étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle majeure (besoins spéciaux)	Non-remboursable	1 715	1 970	1 970	6,1	8,1	8,1
Programme de bourses d'études de langue seconde (cours d'été) ³	Non-remboursable	3 396	3 000	3 000	6,9	6,0	6,0
Programme de bourses pour les permanents élus des associations étudiantes	Non-remboursable	18	20	20	0,1	0,1	0,1
Programme études-travail ⁴	Non-remboursable	4 000	4 000	4 000	6,0	6,0	6,0
Programme de remise de dette	Non-remboursable	922	1 315	1 330	1,4	2,0	2,0
TOTAL		25 528	28 285	28 320	29,9	32,9	32,9

- 1. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2007 au 31 août 2008.
- 2. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2009
- 3. Programme coordonné par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.
- 4. Programme à frais partagés (50 %) avec les établissements d'enseignement.

DÉPENSES ESTIMÉES AU TITRE DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS			
Nature des dépenses	Montants (M\$)		
	2007-2008	2008-2009 ¹	2009-2010 ¹
Années financières			
Bourses consécutives aux prêts	286,6	311,7	334,8
Intérêts sur les prêts ²	83,0	79,3	70,3
Provision pour mauvaises créances	11,2	6,0	6,0
Autres bourses	10,1	11,3	13,8
Administration ³	29,2	31,3	26,4
TOTAL	420,1	439,6	451,3

- 1. Crédits aux livres des crédits
- 2. Inclut les dépenses du Programme de remboursement différé et du Programme de remise de dette.
- 3. Inclut l'amortissement pour le système CONTACT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Montant versé au Québec par la Fondation canadienne des bourses du millénaire pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Indiquer la date des versements pour chacune des années.

RÉPONSE

	Montant	Date
2004-2005	56,1 M\$	avril 2005
2005-2006	73,6 M\$	avril 2006
2006-2007	90,7 M\$	avril 2007
2007-2008	76,7 M\$	avril 2008
2008-2009	79,5 M\$	avril 2009

Le gouvernement du Canada a décidé de ne pas renouveler le mandat de la Fondation qui se terminera en septembre 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des échanges intervenus entre le MELS et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2008-2009.

RÉPONSE

Voir les documents en annexe.

Millennium
Scholarships



Les bourses
du millénaire

CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 29 août 2008

Monsieur Martin Doiron
Aide financière aux études
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue de la Chevrotière, 20^e étage
Québec QC G1R 5A5

Monsieur,

Dans son budget de 2008, le gouvernement du Canada a annoncé que le mandat de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire ne serait pas renouvelé. Par conséquent la Fondation cessera de distribuer des bourses aux étudiants en janvier 2010. C'est toutefois avec plaisir que je vous envoie CINQ exemplaires de l'édition du Manuel d'information 2008-2009 de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Depuis sa fondation, la Fondation a distribué chaque année quelque 340 millions de dollars en aide financière aux étudiants en bourses générales et d'excellence. Les premières sont attribuées en fonction des besoins financiers, tandis que les secondes récompensent des étudiants qui font preuve d'un engagement communautaire marqué et se distinguent par leurs résultats scolaires.

Ce manuel contient une foule de renseignements utiles sur les programmes de la Fondation. Vous constaterez que le document décrit en détail la façon dont les activités de la Fondation complètent celles des programmes d'aide financière aux étudiants existants des provinces et territoires.

J'espère qu'il vous sera utile et que tout votre personnel à l'aide financière aux étudiants aura le loisir de le consulter.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes cordiales salutations.

Le directeur des communications,

Jean Lapierre

p.j. Manuel d'information

Aide financière
aux études

Québec



La sous-ministre adjointe

Québec, le 4 mars 2009

Monsieur Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3R2

Monsieur le Directeur,

Le 3 mars 2009, nous avons transmis à la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire deux listes de noms d'étudiants du Québec. La première comprend les noms de ceux qui pourraient recevoir une bourse générale de la Fondation, et la deuxième, les noms de ceux à qui pourrait être accordée une bourse d'accès.

Je certifie que les personnes dont les noms figurent sur l'une ou l'autre de ces listes répondent aux critères d'admissibilité établis pour l'année 2008-2009 et qui sont précisés à l'article 3 de l'entente administrative conclue le 27 mai 2005 entre la Fondation, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Je certifie également qu'aucune des personnes ayant été déclarées admissibles à une aide financière aux études pour l'année 2008-2009 par le gouvernement du Québec et répondant aux critères d'admissibilité mentionnés ci-dessus n'a été exclue des listes transmises.

Nous espérons recevoir prochainement les sommes correspondant aux bourses accordées par la Fondation relativement à l'année 2008-2009, ce qui nous permettra d'effectuer les versements prévus. Une fois ces versements faits, nous vous ferons parvenir une seconde version des listes afin de vous informer des montants effectivement versés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,

Mimi Pontbriand

Ministère de l'Éducation,
du Loisir et du Sport
Aide financière aux études

1035, rue De la Chevrolle,
Québec (Québec) G1H 5A5
Téléphone : 418 643-3810
Télécopieur : 418 528-6779
www.afe.gouv.qc.ca

Millennium
Scholarships



Les bourses
du millénaire

CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 18 mars, 2009

Monsieur Daniel Caron
Directeur, Administration de l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation du Québec
1035, rue de la Chevrotière, 22ième étage
Québec, QC G1R 5A5

Monsieur Caron,

Je suis heureux de vous informer que le Conseil d'administration de la Fondation a accordé le 13 mars, 2009 une bourse générale du millénaire pour l'année académique 2008 - 2009 aux étudiants dont les noms apparaissent sur la liste que vous avez soumise à la Fondation au montant recommandé par votre province.

Permettez-moi de vous rappeler que l'approbation de chaque bourse est conditionnelle au respect des exigences de la Fondation au moment du versement. Dans le cas d'un étudiant qui aurait fait une demande d'aide financière dans plus d'une juridiction, la Fondation vous soumettra son nom le plus rapidement possible. Il deviendra alors inadmissible à recevoir une bourse pour l'année en cours et pour les années subséquentes.

En mon nom ainsi qu'au nom des membres du personnel, je profite de l'occasion pour vous exprimer notre appréciation à l'égard de l'administration du programme de bourses générales du Millénaire. Nous poursuivrons cette collaboration et assurerons ensemble le succès de cette initiative, dont le but ultime est l'aide financière aux étudiants dans le besoin.

En vous remerciant de votre concours, je vous prie d'agréer, Monsieur Caron, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction

1000 Sherbrooke West / Ouest, Bureau 800, Montréal Qc. H3A 5P2
Tél.: 514 985-0026 • 1 877 784 3999 (toll free / Sans frais) • Fax / Téléc. : 514 985-5987
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca



Le 20 mars, 2009

Madame Mimi Pontbriand
Sous-ministre adjointe à l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière
20e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Madame Pontbriand,

Je suis heureux de vous informer que le Conseil d'administration de la Fondation a accordé le 13 mars, 2009 une bourse d'accès du millénaire pour l'année académique 2008-2009 aux étudiants dont les noms apparaissaient sur la liste que vous avez soumise à la Fondation au montant recommandé par votre province.

Permettez-moi de vous rappeler que l'approbation de chaque bourse est conditionnelle au respect des exigences de la Fondation au moment du versement. Dans le cas d'un étudiant qui aurait fait une demande d'aide financière dans plus d'une juridiction, la Fondation vous soumettra son nom le plus rapidement possible. Il deviendra alors inadmissible à recevoir une bourse pour l'année en cours et pour les années subséquentes.

En mon nom ainsi qu'au nom des membres du personnel, je profite de l'occasion pour vous exprimer notre appréciation à l'égard de l'administration du programme de bourses d'accès du millénaire. Nous poursuivrons cette collaboration et assurerons ensemble le succès de cette initiative, dont le but ultime est l'aide financière aux étudiants dans le besoin.

En vous remerciant de votre concours, je vous prie d'agréer, Madame Pontbriand, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Randolph Harrold, Gestionnaire
Bourses générales et d'accès

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau des différents taux d'intérêt assumés par le gouvernement aux institutions prêteuses, au chapitre de l'aide financière, pour l'année 2008-2009.

RÉPONSE

TABLEAU DES DIFFÉRENTS TAUX D'INTÉRÊT ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT AUX INSTITUTIONS PRÊTEUSES, AU CHAPITRE D'AIDE FINANCIÈRE, 2008-2009, PAYABLES PAR LE GOUVERNEMENT (CLASSE A)	
MOIS	TAUX D'INTÉRÊT
Avril 2008	5,31 %
Mai 2008	5,06 %
Juin 2008	4,70 %
Juillet 2008	4,59 %
Août 2008	4,61 %
Septembre 2008	4,56 %
Octobre 2008	4,55 %
Novembre 2008	5,13 %
Décembre 2008	4,06 %
Janvier 2009	3,53 %
Février 2009	3,00 %
Mars 2009	2,53 %

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.

RÉPONSE

Demandes présentées au comité d'examen des demandes dérogatoires
2005-2006

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	250	N/D	N/D	1 612 378
Situations particulières	439	N/D	N/D	825 497
Total	689	403	1 092	2 437 875

2006-2007

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	226	88	314	1 301 843
Situations particulières	480	313	793	837 928
Total	706	401	1 107	2 139 771

2007-2008

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	218	79	297	1 330 212
Situations particulières	463	249	712	824 087
Total	681	328	1009	2 154 299

**Demandes présentées au comité d'examen des demandes dérogatoires
2008-2009 (suite)**

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	276	68	344	1 417 519
Situations particulières	341	188	529	923 538
Total	617	256	873*	2 341 057

Source : CONTACT

* Les données 2008-2009 sont incomplètes, car les dossiers reçus à la fin de la période de référence (mars 2009) ne sont pas encore fermés (128 dossiers). Ils seront traités aux réunions d'avril et de mai du comité d'examen des demandes dérogatoires. Les nombres et montants seront ajustés à la suite de la décision finale dans ces dossiers.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
 Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux élèves en formation professionnelle au niveau secondaire, en indiquant le nombre de bénéficiaires et le volume d'aide accordée en 2008-2009.

RÉPONSE

TABLEAU DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE AUX ÉLÈVES EN FORMATION PROFESSIONNELLE AU NIVEAU SECONDAIRE, EN INDIQUANT LE NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET LE VOLUME D'AIDE ACCORDÉE EN 2008-2009¹			
Au prêt		À la bourse	
Nombre de bénéficiaires	Montant d'aide (M\$)	Nombre de bénéficiaires	Montant d'aide (M\$)
21 719	75,6	16 286	64,0

1. Données estimées pour l'ensemble de l'année d'attribution 2008-2009 (de septembre 2008 à août 2009).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, s'il y a lieu, qui ont réclamé au cours d'un trimestre de 2008-2009 des frais de scolarité excédant le plafond maximal instauré.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT, S'IL Y A LIEU, QUI ONT RÉCLAMÉ AU COURS D'UN TRIMESTRE DE 2008-2009 DES FRAIS DE SCOLARITÉ EXCÉDANT LE PLAFOND MAXIMAL INSTAURÉ	
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	NOMBRE D'ÉTUDIANTS ¹
Secondaire - formation professionnelle (programmes non subventionnés)	190
Collégial (programmes subventionnés)	0
Collégial (programmes non subventionnés)	34
Universitaire (extérieur du Québec)	293
Prêts seulement (programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec)	79
TOTAL	596

¹ Les étudiants qui ont réclamé des montants de frais de scolarité équivalent au plafond maximal sont exclus à partir de 2008-2009, dans le cas contraire le nombre total aurait été de 723 étudiants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2008-2009.

RÉPONSE

NOMBRE, SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, DES MONTANTS DES PRÊTS ÉCHUS ET LE TAUX D'INTÉRÊT DE PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT ¹ EN 2008-2009		
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	Prêts échus en 2008-2009	
	Nombre	Montant (M\$)
Secondaire - formation professionnelle	12 943	109,5
Collégial programmes subventionnés		
Formation générale	3 416	18,1
Formation technique	12 566	118,0
Collégial programmes non subventionnés		
	1 799	23,1
Universitaire		
1 ^{er} cycle	17 889	233,0
2 ^e cycle	6 623	108,0
3 ^e cycle	1 002	23,5
Prêts seulement*		
	137	2,5
TOTAL	56 375	635,7

* Programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

TAUX D'INTÉRÊT DE PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTUDIANT ¹		
MOIS	2007-2008	2008-2009
Juillet 2007	6,70 %	
Décembre 2007	6,50 %	
Janvier 2008	6,38 %	
Mars 2008	5,75 %	
Juillet 2008		5,25 %
Décembre 2008		4,10 %
Janvier 2009		3,70 %
Mars 2009		3,00 %

1. À la date d'échéance, les prêts doivent être pris en charge par l'ex-étudiant et non par le gouvernement. Les taux indiqués sont donc ceux assumés par l'emprunteur.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.

RÉPONSE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DÉCLARÉ FAILLITE¹ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET QUI SE TROUVENT DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE REMBOURSER LEUR PRÊT ÉTUDIANT, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT, SI DISPONIBLE					
Ordre d'enseignement	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009
Secondaire professionnel	365	294	332	318	390
Collégial général	54	66	40	39	40
Collégial technique	312	310	274	248	306
Collégial non subventionné	169	194	141	110	149
Universitaire 1 ^{er} cycle	260	304	219	239	305
Universitaire 2 ^e cycle	56	54	67	44	65
Universitaire 3 ^e cycle	4	9	27	8	14
Prêts seulement ²	17	24	9	16	14
TOTAL	1 237	1 255	1109	1 022	1 283

1. Cas de faillite alors que les prêts étaient détenus par les établissements financiers.
2. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2008-2009.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT, QUI ONT ATTEINT LE NIVEAU D'ENDETTEMENT¹ MAXIMUM PRÉVU PAR LA LOI EN 2008-2009	
Ordre d'enseignement	Nombre d'étudiants
Secondaire professionnel	627
Collégial général	122
Collégial technique	337
Collégial non subventionné	57
Universitaire 1 ^{er} cycle	415
Universitaire 2 ^e cycle	43
Universitaire 3 ^e cycle	21
TOTAL	1 622

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de la ventilation de l'aide financière reçue, par ordre d'enseignement pour chacun des étudiants qui a atteint le seuil maximum d'endettement en 2008-2009.

RÉPONSE

TABLEAU DE LA VENTILATION DE L'AIDE FINANCIÈRE REÇUE, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT POUR CHACUN DES ÉTUDIANTS QUI A ATTEINT LE SEUIL MAXIMUM D'ENDETTEMENT ¹ EN 2008-2009			
Ordre d'enseignement	Montant des prêts (M\$)	Montant des bourses (M\$)	Montant d'aide totale (M\$)
Secondaire professionnel	7,00	2,57	9,57
Collégial général	0,69	0,26	0,95
Collégial technique	2,12	0,85	2,97
Collégial non subventionné	0,50	0	0,50
Universitaire 1 ^{er} cycle	3,03	0,90	3,93
Universitaire 2 ^e cycle	0,42	0,15	0,57
Universitaire 3 ^e cycle	0,31	0,05	0,36
TOTAL	14,07	4,78	18,85

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des études, avis, analyses et prévisions financières concernant la création d'un programme de remise de dette.

RÉPONSE

En 1997, le Comité d'experts sur les modalités de remboursement de la dette d'études (rapport Montmarquette) a examiné la question relative à la remise de dette. Il a alors recommandé qu'un programme de remise de dette soit instauré à l'intention des personnes qui ont atteint un niveau d'endettement minimal cumulatif et qui ont réussi leurs études dans les délais prescrits. On peut trouver le rapport du Comité d'experts dans le site Internet de l'Aide financière aux études à l'adresse suivante : <http://www.afe.gouv.qc.ca>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.

RÉPONSE

Le projet de développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans le plan d'action gouvernemental visant à moderniser l'administration publique par l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le projet s'est terminé en 2006-2007.

Les coûts du projet Contact

Le coût du projet Contact a été de 50,4 M\$. Ces investissements importants ont été largement compensés par les bénéfices non monétaires et monétaires engendrés par le projet. Les bénéfices non monétaires sont reflétés dans l'amélioration des services aux clients et aux partenaires. En ce qui a trait aux bénéfices monétaires, des gains significatifs ont été réalisés du fait :

- de considérer les droits de scolarité réels;
- de gains administratifs en fonctionnement et en productivité;
- de la réduction des provisions pour mauvaises créances ainsi que de l'augmentation des montants recouvrés.

	(000 \$)					Total
	1998-2003 ¹	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	
Ressources internes	n/d	2 288,5	2 027,0	764,0	0,0	n/d
Ressources externes	n/d	9 025,1	6 888,4	5 362,8	722,0	n/d
Ressources matérielles	n/d	1 434,2	299,9	380,0	250,0	n/d
TOTAL	20 966,6	12 747,8	9 215,3	6 506,8	972,0	50 408,5

Depuis 2007-2008, aucun coût supplémentaire n'est comptabilisé relatif à l'implantation du projet Contact.

Pour l'année d'attribution 2008-2009, 94 % des demandes d'aide ont été faites en ligne.

¹ Ces déboursés réels incluent aussi les années financières 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de plaintes en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.

RÉPONSE

En date du 31 mars 2009, 973 plaintes ont été présentées au Bureau des plaintes concernant l'année 2008-2009, comparativement à 1 187 en 2007-2008 et à 1 381 en 2006-2007.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Taux d'intérêt maximal en vigueur pour les prêts étudiants en 2008-2009, prévisions pour 2009-2010¹.

RÉPONSE

TABLEAU DES TAUX D'INTÉRÊT PAYÉS PAR LE GOUVERNEMENT AUX INSTITUTIONS PRÊTEUSES, SUR LE SOLDE DES PRÊTS DES PERSONNES AUX ÉTUDES (PRÊT A) ET LES TAUX D'INTÉRÊT PAYÉS PAR LES PERSONNES QUI REMBOURSENT (PRÊT B) EN 2008-2009		
MOIS	Sur les prêts du type « A »	Sur les prêts du type « B »
Avril 2008	5,31 %	5,25 %
Mai 2008	5,06 %	5,25 %
Juin 2008	4,70 %	5,25 %
Juillet 2008	4,79 %	5,25 %
Août 2008	4,61 %	5,25 %
Septembre 2008	4,56 %	5,25 %
Octobre 2008	4,55 %	4,50 %
Novembre 2008	5,13 %	4,50 %
Décembre 2008	4,06 %	4,00 %
Janvier 2009	3,53 %	3,50 %
Février 2009	3,00 %	3,50 %
Mars 2009	2,53 %	3,00 %

1. Pour 2009-2010, les prévisions qui sont à la base des crédits budgétaires (prêts de type « A ») sont disponibles au ministère des Finances. Pour les prêts de type « B », les prévisions établies à ce jour sont de 3,50 %.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien des prêts et bourses pour les années 2007-2008 et 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Pour ces mêmes années, préciser les données qui ont servi au calcul de ces montants.

RÉPONSE

Année de prêt	(M\$)	Données de base du calcul	
		Québec, nombre de personnes 18-24 ans	Coût net par tête par province participante (\$)
2007-2008	125,8	676 442	186,0

Les données pour 2008-2009 ne seront disponibles qu'au début de l'année 2010. Les prévisions pour 2009-2010 ne sont pas actuellement disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre d'étudiants qui ont des créances douteuses ou des défauts de paiement et montant de ces créances douteuses et défauts de paiement pour les cinq dernières années, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.

RÉPONSE

Voir le tableau sur la page suivante.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DES CRÉANCES DOUTEUSES OU DES DÉFAUTS DE PAIEMENT ET MONTANT DE CES CRÉANCES DOUTEUSES ET DÉFAUTS DE PAIEMENT POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENT.					
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Secondaire – formation professionnelle	2 003 12,16 M\$	2 186 12,36 M\$	2 197 13,01 M\$	2 724 19,3 M\$	2 104 15,6 M\$
Collégial – programmes subventionnés					
Formation générale	448 2,01 M\$	416 1,7 M\$	474 1,75 M\$	490 2,2 M\$	378 1,7 M\$
Formation technique	1 727 13,38 M\$	1 768 11,9 M\$	1 496 10,69 M\$	1 796 13,6 M\$	1 477 11,9 M\$
Collégial – programmes non subventionnés	1 328 18,66 M\$	1 164 14,8 M\$	913 10,04 M\$	940 10,3 M\$	673 7,5 M\$
Universitaire					
1 ^{er} cycle	1 996 23,12 M\$	1 945 20,9 M\$	1 684 18,99 M\$	2 122 22,6 M\$	1 886 21,3 M\$
2 ^e cycle	406 6,38 M\$	430 6,7 M\$	597 7,45 M\$	461 7,1 M\$	419 7,1 M\$
3 ^e cycle	73 1,65 M\$	102 2,4 M\$	201 2,96 M\$	95 2,1 M\$	106 2,8 M\$
Prêts seulement ¹	156 2,34 M\$	169 2,6 M\$	80 1,37 M\$	94 1,5 M\$	50 0,7 M\$
TOTAL	8 137 79,7 M\$	8 180 73,4 M\$	7 642 66,3 M\$	8 722 78,7 M\$	7 093 68,6 M\$

1. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre et pourcentage de défauts de paiement chez les ex-étudiants endettés, mais qui ont quitté les études avant l'obtention d'un premier diplôme universitaire.

RÉPONSE

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉFAUTS DE PAIEMENT CHEZ LES EX-ÉTUDIANTS ENDETTÉS, MAIS QUI ONT QUITTÉ LES ÉTUDES AVANT L'OBTENTION D'UN PREMIER DIPLÔME UNIVERSITAIRE			
Ordre d'enseignement	Nombre d'ex-étudiants qui devaient prendre charge de leurs prêts en 2008-2009 et qui n'ont pas obtenu de diplôme universitaire	Taux d'ex-étudiants en défaut de paiement ²	Taux de défaut de paiement sur le montant des prêts
Collégial général	3 416	12,1 %	12,9 %
Universitaire 1 ^{er} cycle	7 310 ¹	7,6 %	8,8 % ³

1. Parmi les 17 889 ex-étudiants du 1^{er} cycle qui devaient prendre en charge leurs prêts en 2008-2009.
2. Taux évalué sur la base des ex-étudiants qui devaient prendre charge de leurs prêts en 2003-2004 (un délai d'observation d'au moins cinq années est nécessaire afin d'avoir une valeur exhaustive du taux d'ex-étudiants en défaut de paiement, en raison notamment de la possibilité pour eux de bénéficier du Programme de remboursement différé au cours des cinq premières années suivant la fin des études).
3. Comparativement à un taux de 8,4 % pour ceux qui obtiennent leur diplôme universitaire selon la durée minimale des études (6 trimestres pour un programme d'études de 3 années).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de demandes de remboursement de bourses versées en trop en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

RÉPONSE

NOMBRE DE DEMANDES DE REMBOURSEMENT DE BOURSES VERSÉES EN TROP EN 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009¹					
	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007²	2007- 2008	2008- 2009³
TOTAL	4 775	4 592	5 397	7 650	8 568

1. Correspond à l'année où la demande de remboursement a été envoyée à l'étudiant (si la somme n'est pas remboursée intégralement, il peut recevoir un nouvel avis l'année suivante).
2. À partir de l'année 2006, un nouveau système informatique permettant l'émission des avis a été implanté. Les nouvelles fonctionnalités ont été graduellement utilisées.
3. Données préliminaires en date du 8 avril 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2008 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Le tableau ci-annexé présente, pour chacun des cégeps, les résultats de l'année scolaire 2007-2008 et les soldes de fonds au 30 juin 2008.

Les prévisions pour 2009-2010 ne sont pas disponibles.

**SITUATION FINANCIÈRE DES CÉGEPS
SOLDE DE FONDS DE FONCTIONNEMENT (K\$)
AU 30 JUIN 2008 AVANT ANALYSE PAR LE MINISTÈRE**

	Surplus (déficit) 2007-2008 (Avant analyse)	Solde de fonds au 30 juin 2008 (Avant analyse)
Abitibi-Témiscamingue	465,4	826,3
Ahuntsic	(339,6)	0,0
Alma	(383,3)	1 339,3
André-Laurendeau	428,9	814,5
Baie-Comeau	22,3	461,9
Beauce-Appalaches	13,7	1 199,1
Bois-de-Boulogne	908,8	1 273,8
Champlain	(83,6)	3 636,8
Chicoutimi	40,5	819,6
Dawson	(484,8)	2 508,3
Drummondville	(258,9)	418,3
Édouard Montpetit	910,8	2 107,6
St-Félicien	113,7	2 094,4
Sainte-Foy	411,7	1 109,1
François-Xavier Garneau	461,9	(1 472,5)
Gaspésie et des Îles	79,1	(232,0)
Gérald Godin	247,6	471,7
Granby Haute-Yamaska	8,4	720,2
Héritage	(57,0)	674,8
St-Hyacinthe	737,6	1 159,4
Saint-Jean-sur-Richelieu	220,0	1 111,7
Saint-Jérôme	492,5	904,2
John Abbott	1 092,2	4 854,9
Jonquière	73,9	1 653,0
Régional de Lanaudière	635,4	1 468,2
La Pocatière	(33,5)	1 295,0
Saint-Laurent	(547,0)	1 252,2
Lévis-Lauzon	(35,8)	432,7
Limoilou	57,6	138,7
Lionel Groulx	260,1	905,5
Maisonneuve	22,5	370,3
Marie-Victorin	(334,1)	464,8
Matane	(14,7)	997,5
Montmorency	133,6	459,5
Outaouais	301,1	2 297,4
Rimouski	(226,6)	503,1
Rivière-du-Loup	154,6	758,9
Rosemont	67,8	1 890,4
Sept-Îles	139,9	1 086,7
Shawinigan	(191,3)	249,4
Sherbrooke	(586,4)	626,0
Sorel-Tracy	159,3	415,5
Thetford	23,9	223,6
Trois-Rivières	(300,9)	1 550,6
Valleyfield	(172,6)	1 356,9
Vanier	(1 124,7)	1 158,1
Victoriaville	(279,5)	1 498,6
Vieux Montréal	(2 030,6)	(4 822,1)
	1 199,3	45 032,0

1 Les surplus (déficits) 2007-2008 regroupent les résultats de l'année, les redressements des années antérieures et les achats d'actifs immobilisés avant analyse.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des collèges en 2008-2009.

RÉPONSE

Le tableau ci-annexé présente, pour chacun des cégeps, le total des revenus et des dépenses au fonds de fonctionnement selon les données au budget de l'année scolaire 2008-2009.

**BUDGET DES CÉGEPS
RÉSULTATS PRÉVUS
AU 30 JUIN 2009**

	Revenus	Dépenses	Surplus (déficit) budgété
Abitibi-Témiscamingue	30 962 900	30 962 900	0
Ahuntsic	62 938 684	62 938 684	0
Alma	17 107 754	17 107 754	0
André-Laurendeau	28 779 881	28 779 881	0
Baie-Comeau	10 490 602	10 490 602	0
Beauce-Appalaches	19 055 116	19 055 116	0
Bois-de-Boulogne	34 339 921	34 339 921	0
Champlain	38 676 400	38 676 400	0
Chicoutimi	38 022 400	38 022 400	0
Dawson	68 272 753	68 643 867	(371 114)
Drummondville	23 936 411	23 936 411	0
Édouard Montpetit	72 665 589	72 665 589	0
St-Félicien	19 650 002	19 650 002	0
Sainte-Foy	67 472 048	67 472 048	0
François-Xavier Garneau	53 757 465	53 357 465	400 000
Gaspésie et des Îles	27 259 606	27 233 374	26 232
Gérald Godin	13 154 186	13 078 976	75 210
Granby Haute-Yamaska	17 525 554	17 525 554	0
Héritage	12 081 083	12 148 959	(67 876)
St-Hyacinthe	34 368 362	34 368 362	0
Saint-Jean-sur-Richelieu	31 069 308	31 069 308	0
Saint-Jérôme	37 720 643	37 720 643	0
John Abbott	49 810 136	49 958 180	(148 044)
Jonquière	54 258 629	54 258 629	0
Régional de Lanaudière	47 885 946	47 885 946	0
La Pocatière	18 756 800	19 127 700	(370 900)
Saint-Laurent	33 521 600	33 519 900	1 700
Lévis-Lauzon	33 534 420	33 534 420	0
Limoilou	50 587 088	50 587 088	0
Lionel Groulx	46 169 425	46 169 425	0
Maisonneuve	63 101 525	63 481 525	(380 000)
Marie-Victorin	41 465 455	41 465 455	0
Matane	14 089 661	14 139 662	(50 001)
Montmorency	50 061 596	49 854 294	207 302
Outaouais	46 588 776	46 582 214	6 562
Rimouski	44 868 941	44 868 941	0
Rivière-du-Loup	18 854 187	18 854 187	0
Rosemont	36 074 422	36 074 422	0
Sept-Îles	12 350 000	12 350 000	0
Shawinigan	16 458 701	16 458 701	0
Sherbrooke	56 085 861	56 085 861	0
Sorel-Tracy	13 968 600	13 968 600	0
Thetford	13 891 678	13 891 678	0
Trois-Rivières	47 891 500	47 809 400	82 100
Valleyfield	19 116 345	19 116 345	0
Vanier	51 492 358	51 721 953	(229 595)
Victoriaville	21 640 275	21 640 275	0
Vieux-Montréal	66 415 575	65 662 735	752 840
Total	1 728 246 168	1 728 311 752	(65 584)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État des besoins relatifs à la révision des programmes de niveau technique. Copie des documents produits à ce sujet.

RÉPONSE

Au 31 mars 2009, 108 programmes d'études révisés par compétences menant à un diplôme d'études collégiales (DEC) étaient approuvés.

Les travaux d'analyse se poursuivent au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour convenir de l'approbation et de l'implantation des deux derniers programmes d'études collégiales révisés par compétences. Ces programmes sont les suivants :

- *Techniques de génie chimique;*
- *Techniques de la plasturgie.*

Il n'y a pas de document spécifique à ce sujet.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Pour l'année 2008-2009, le nombre réel ne sera disponible qu'à l'hiver 2010 et il ne devrait pas y avoir d'augmentation d'effectifs pour cette période. Quant aux prévisions concernant l'effectif enseignant pour l'année 2009-2010, elles ne sont pas connues.

Le nombre total de ressources enseignantes allouées et financées à l'enseignement régulier dans le réseau collégial public est calculé et confirmé aux établissements au terme de chaque année scolaire. Ce nombre est tributaire du nombre d'étudiants inscrits à chacun des cours des différents programmes d'études offerts durant l'année scolaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes accordées en 2008-2009 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2009-2010.

RÉPONSE

En 2008-2009, le MELS a accordé 750 000 \$ supplémentaires pour la création des cinq nouveaux centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) reconnus par la ministre le 6 mars 2008, portant ainsi le financement global nécessaire au fonctionnement des 39 CCTT existants à 7 550 000 \$.

En 2009-2010, 450 000 \$ sont prévus pour soutenir jusqu'à trois nouveaux centres de recherche et de transfert dans le domaine des pratiques sociales novatrices. Le nombre de CCTT reconnus serait alors porté à 42.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.

RÉPONSE

Le 4 juillet 2008, la ministre lançait un appel de propositions pour la reconnaissance de centres de recherche et de transfert dans le domaine des pratiques sociales novatrices. Les établissements d'enseignement collégial avaient jusqu'au 14 novembre 2008 pour déposer leur demande de reconnaissance. À l'occasion de ce concours, 15 propositions ont été déposées au MELS. Actuellement, la décision de la ministre quant aux centres à reconnaître n'est pas annoncée.

Liste des centres en attente d'approbation depuis le 14 novembre 2008

Titre de la proposition	Établissement demandeur
Centre d'étude et de soutien à la scolarisation des populations autochtones et de la gouvernance en enseignement	Cégep de Sept-Îles / Abitibi / John-Abbott
Institut de recherche appliquée sur les pratiques d'intégration des immigrants au marché du travail	Cégep de Maisonneuve
Groupe d'étude des conditions de vie et des besoins de la population (ÉCOBES)	Cégep de Jonquière
Centre d'innovation sociale en agriculture	Cégep de Victoriaville
Centre collégial de transfert de technologie – Leadership pratique	Cégep de Thetford
CCTT-PSN en développement durable	Cégep de Rosemont
Centre collégial de transfert technologique en éco-gestion touristique	Collège Laflèche
CCTT-PSN en stimulation multisensorielle (Snoezelen) pour multientèle	Cégep de Granby
Centre de solutions technologiques en orthèses et prothèses	Collège Mérici
Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable	Cégep de la Gaspésie
Centre d'innovation en formation de la relève	Cégep de Sherbrooke
Centre de recherche appliquée en intégration et éducation interculturelles de Montréal	Cégep d'Ahuntsic
Centre collégial de transfert technologique en développement durable des collectivités	Cégep de Saint-Félicien
Centre de transfert sur les pratiques visant l'intégration des immigrants	Cégep Montmorency
Centre de prévention de l'exclusion sociale	Cégep Marie-Victorin

Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003

Nom des centres (et de leur collège d'appartenance)	Année de reconnaissance
Centre collégial de transfert de technologie en télécommunications (Trois-Rivières)	2008
Centre des technologies de l'eau (Saint-Laurent)	2008
Centre d'excellence en maintenance industrielle (Sept-Îles)	2008
CCTT en imagerie numérique et en médias interactifs (Sainte-Foy)	2008
Institut international de logistique de Montréal (André-Laurendeau)	2008
Centre CORUS (TechnoCentre éolien) (Gaspésie-les-Îles)	2007
Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers (SEREX) (Rimouski)	2007
Centre de développement des bioproduits (La Pocatière/ Institut de technologie agroalimentaire)	2007
Institut de technologie des emballages et du génie alimentaire (ITEGA) (Maisonneuve)	2007
Centre d'expérimentation et de développement en forêt boréale (CEDFOB) (Baie-Comeau)	2004
Centre technologique des résidus industriels (Abitibi-Témiscamingue)	2004
MÉCANIUM (Beauce-Appalaches)	2004

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.

RÉPONSE

L'entretien différé correspond à la valeur des travaux de maintien en bon état qui ont été reportés. Ces travaux, s'ils ne sont pas effectués, affectent le bon fonctionnement du bâtiment ou compromettent la durée de vie des autres composantes (réparation d'une toiture qui coule ou qui est sur le point de le faire, remplacement de fenêtres non étanches, infiltration d'eau par les parements extérieurs, etc.).

L'enveloppe nécessaire pour maintenir en état les bâtiments du réseau collégial public se chiffre à 65 M\$ en 2007-2008 et 68 M\$ en 2008-2009, soit 1,5 p. 100 de la valeur à neuf du parc immobilier. L'enveloppe consentie est ainsi passée de 49,2 M\$ en 2006-2007 à 68 M\$ en 2008-2009. Une insuffisance de fonds consacrés depuis plusieurs années à la conservation du parc immobilier a donc engendré un déficit d'entretien que l'on évalue à quelque 400 M\$.

Les plans d'accélération des investissements publics ont permis un certain rattrapage en augmentant temporairement les enveloppes affectées au maintien des actifs, mais pas suffisamment pour combler le retard accumulé au cours des trente dernières années.

Dans le Discours sur le budget 2005-2006, le gouvernement a annoncé une majoration des sommes accordées au réseau de l'éducation pour le maintien en bon état des bâtiments des cégeps. Pour les cégeps, l'enveloppe de maintien a été majorée de 9,3 M\$ en 2005-2006, puis de 12,9 M\$ en 2006-2007 et de 16,7 M\$ en 2007-2008 pour atteindre 68 M\$ en 2008-2009.

En outre, le Conseil du trésor a autorisé une enveloppe annuelle de 27,2 M\$ à compter du Plan quinquennal des immobilisations 2008-2013 pour la réalisation de travaux de rénovation en vue de résorber, au cours des 15 prochaines années, l'entretien différé accumulé des cégeps.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous illustre les subventions de fonctionnement octroyées, selon l'allocation initiale, aux universités québécoises dont la totalité sera versée au terme de l'année universitaire 2008-2009.

Subventions de fonctionnement pour
l'année universitaire 2008-2009

Universités	Subvention (k\$)
Université Bishop's	21 079,8
Université Concordia	191 956,8
Université Laval	327 853,7
Université McGill	273 158,3
Université de Montréal	386 329,8
École des hautes études commerciales de Montréal	68 629,1
École Polytechnique de Montréal	60 743,6
Université de Sherbrooke	184 347,0
Université du Québec	
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	25 551,8
Université du Québec à Chicoutimi	53 564,1
Université du Québec à Montréal	223 314,1
Université du Québec en Outaouais	40 715,8
Université du Québec à Rimouski	47 858,5
Université du Québec à Trois-Rivières	80 612,0
Institut national de la recherche scientifique	38 695,2
École nationale d'administration publique	12 568,3
École de technologie supérieure	51 016,1
Télé-Université	25 478,2
Siège social	11 882,8
	611 256,9
Sous-total	2 125 355,0
Subvention conditionnelle à verser	250 737,0
Autres subventions à distribuer en cours d'année	89 173,7
Total année universitaire 2008-2009	2 465 265,7

D'autres subventions sont à distribuer en cours d'année, totalisant environ 89 M\$, dont 25 M\$ proviennent des enveloppes des réinvestissements de 53,3 M\$ et de 112,2 M\$.

Les données de l'année universitaire 2009-2010 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour les cinq dernières années disponibles.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des surplus (déficits) accumulés au fonds de fonctionnement de 2003-2004 à 2007-2008.

Universités Québécoises
Évolution des surplus (déficits) accumulés ⁽¹⁾

Surplus (déficit) accumulé (en 000\$)	au 31 mai 2004	au 31 mai 2005	au 31 mai 2006	au 31 mai 2007	au 31 mai 2008
Université Bishop's	(829,5)	(584,6)	(2 374,5)	(4 084,5)	(7 780,3)
Université Concordia	15 631,4	10 464,4	3 404,7	3 113,8	(11 997,6)
Université Laval	(114 730,0)	(119 629,7)	(123 258,1)	(120 078,5)	(116 210,8)
Université McGill	(19 636,4)	(24 370,0)	(41 374,7)	(57 965,7)	(60 094,2)
Université de Montréal	(45 452,1)	(48 424,0)	(83 759,4)	(96 279,9)	(127 498,8)
École Des Hautes Études Commerciales	6 738,0	6 688,2	5 674,3	4 839,7	3 350,3
École Polytechnique	8 489,8	5 334,4	(2 075,7)	(4 961,1)	(8 255,7)
Université Sherbrooke	(4 564,6)	(11 699,6)	(12 666,1)	(15 018,4)	(14 333,2)
Université du Québec (ensemble du réseau)	(54 306,3)	(59 137,1)	(80 101,4)	(103 207,2)	(112 965,7)
Total du réseau	(208 659,7)	(241 358,0)	(336 530,9)	(393 641,8)	(455 786,0)
Université du Québec à Montréal	2 161,1	8,6	(16 917,3)	(43 777,0)	(65 035,5)
Université du Québec à Trois-Rivières	(18 594,4)	(17 760,7)	(17 108,5)	(13 783,6)	(6 914,2)
Université du Québec à Chicoutimi	(7 769,3)	(7 421,1)	(7 469,7)	(7 096,5)	(6 025,5)
Université du Québec à Rimouski	(6 089,0)	(6 079,5)	(6 476,2)	(6 468,2)	(6 333,2)
Université du Québec en Outaouais	(6 556,1)	(7 991,5)	(9 694,2)	(10 253,0)	(11 294,3)
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	(5 136,4)	(5 112,3)	(6 154,0)	(5 905,0)	(5 125,0)
Institut national de recherche scientifique	(1 841,4)	(2 781,5)	(2 807,1)	(2 794,5)	(930,4)
École nationale d'administration publique	2 045,4	1 336,8	1 335,8	24,1	8,8
École de technologie supérieure	109,9	(1 322,6)	(2 189,0)	(2 365,1)	(1 459,5)
Télé-université	2 442,4	2 491,2	1 223,4	2 715,8	3 970,6
Université du Québec (siège social)	(15 078,5)	(14 504,5)	(13 844,6)	(13 504,2)	(13 827,5)

Note 1 : Le solde de fonds est affecté par les redressements et les virements de soldes de fonds.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Bilan des sommes investies, ventilées par investissements, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures en 2008-2009.

RÉPONSE

Bilan des sommes investies dans le cadre du Plan québécois des infrastructures (PQI)
en 2008-2009 (en millions de \$)

	Commissions scolaires	Cégeps	Universités	Non réparti	TOTAL
Maintien d'actifs					
Budget de base	536,3	138,5	167,5	-	842,3
Résorption du déficit d'entretien cumulé	129,2	27,2	68,0	-	224,4
Sous-total Maintien d'actifs	665,5	165,7	235,5	-	1 066,7
Amélioration et remplacement					
Continuité	102,6	9,1			111,7
Nouvelles initiatives	30,4	39,3	28,5	17,6	115,8
Sous-total Amélioration et remplacement	133,0	48,4	28,5	17,6	227,5
Parachèvement	7,2	13,6	9,9		30,7
TOTAL	805,7	227,7	273,9	17,6	1 324,9
Instituts de technologies agroalimentaires		6,5			6,5
TOTAL AVEC LES ITA (MAPAQ)	805,7	234,2	273,9	17,6	1 331,4

Inclut 9,1 M\$ en continuité pour l'ITHQ dans les cégeps

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour les années 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

RÉPONSE

Soutien financier et services offerts aux immigrants au Québec pour les années scolaires 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 (en millions de \$)

	Éducation des adultes dans les commissions scolaires	Accueil et soutien au français des jeunes dans les écoles	Intégration et formation technique prescrite par les ordres professionnels au niveau collégial	Total
2006-2007*				
Services d'intégration et de francisation, incluant les demandeurs d'asile	34,8	24,0	0,0	58,8
Services d'intégration et de francisation, excluant les demandeurs d'asile	31,0	19,0	0,0	50,0
2007-2008*				
Services d'intégration et de francisation, incluant les demandeurs d'asile	41,6	25,0	0,0	66,6
Services d'intégration et de francisation, excluant les demandeurs d'asile	36,2	20,7	0,0	56,9
2008-2009**				
Services d'intégration et de francisation, incluant les demandeurs d'asile	40,5	25,0	1,3	66,8
Services d'intégration et de francisation, excluant les demandeurs d'asile	35,7	20,0	1,3	57,0

*** données actualisées**

**** montants prévus pour l'année scolaire 2008-2009**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif de l'effectif scolaire des établissements d'enseignement collégial selon la langue maternelle (français, anglais ou autre) et la langue d'enseignement (français ou anglais) au cours des dix dernières années.

RÉPONSE

Répartition (en %) des nouveaux inscrits à l'enseignement collégial
selon la langue maternelle et la langue d'enseignement, automnes 1997 à 2007

Langue maternelle	Année	Langue d'enseignement au collégial		Effectifs (N)
		Français	Anglais	
Français	1997	95,1	4,9	43 698
	1998	95,3	4,7	43 941
	1999	95,0	5,0	42 911
	2000	94,8	5,2	41 128
	2001	94,8	5,2	40 475
	2002	94,6	5,4	38 605
	2003	94,7	5,3	37 760
	2004	94,5	5,5	37 780
	2005	94,9	5,1	37 804
	2006	94,7	5,3	40 250
	2007*	94,4	5,6	43 983
Anglais	1997	4,7	95,3	4 422
	1998	5,4	94,6	4 396
	1999	4,3	95,7	4 507
	2000	5,4	94,6	4 370
	2001	5,7	94,3	4 355
	2002	4,9	95,1	4 430
	2003	5,6	94,4	4 233
	2004	6,2	93,8	4 296
	2005	6,7	93,3	4 454
	2006	6,6	93,4	4 635
	2007*	7,8	92,2	4 864
Autres	1997	43,4	56,6	4 244
	1998	43,9	56,1	4 165
	1999	41,2	58,8	4 263
	2000	43,7	56,3	4 213
	2001	42,1	57,9	4 385
	2002	43,8	56,2	4 399
	2003	43,8	56,2	4 507
	2004	45,8	54,2	4 722
	2005	46,4	53,6	4 938
	2006	46,5	53,5	5 142
	2007*	48,1	51,9	5 590

Source: MESL/DRSI

30-mars-2009

* Données provisoires.

Note: Depuis 2007, la langue d'enseignement "**Bilingue**" n'existe plus au collégial. Le Ministère a modifié sa collecte de données auprès des collèges qui ont désormais le choix entre le français et l'anglais. Les informations ont été corrigées en conséquence de façon rétrospective.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Mesures appliquées en 2008-2009 pour favoriser la réussite scolaire dans des délais plus courts pour les programmes techniques et ventilation des sommes qui y ont été consacrées. Prévisions des sommes accordées à cette fin en 2009-2010.

RÉPONSE

Le gouvernement du Québec a indiqué son intention de favoriser la diplomation dans des délais plus courts que ceux que l'on observe habituellement pour les élèves inscrits à des programmes menant au diplôme d'études collégiales (DEC).

Ainsi, les sommes autorisées ont été de 5 M\$ par année, 4,65 M\$ pour les cégeps et 0,35 M\$ pour les collèges privés subventionnés depuis 2004-2005.

La *Mesure de soutien à la réussite* vise à favoriser la persévérance aux études et à accroître la réussite au collégial : une portion de l'allocation (75 p. cent) doit soutenir la réussite, tandis que l'autre (25 p. cent) doit être consacrée à la reconnaissance de l'engagement étudiant.

Reconnaître l'engagement étudiant permet principalement de valoriser de façon officielle l'engagement volontaire des élèves qui mettent leur talent et leur intelligence au profit de la collectivité. Cet encouragement se traduit par l'ajout d'une mention à leur bulletin soulignant cette distinction.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Mesures appliquées et sommes prévues pour augmenter la réussite en français au collégial en 2008-2009 et sommes prévues à cet effet en 2009-2010.

RÉPONSE

Les mesures visant la valorisation et l'amélioration du français, langue d'enseignement, qui seront en vigueur en 2009-2010 sont les suivantes :

1. un cours de mise à niveau en français, langue d'enseignement, de 60 heures;
2. un cours de mise à niveau en français, langue d'enseignement, de 90 heures, adapté à une clientèle allophone;
3. un cours de mise à niveau en français, langue seconde, de 60 heures;
4. un cours de mise à niveau en français, langue seconde, de 90 heures, adapté à une clientèle allophone.

La première mesure est en vigueur depuis l'automne 2002 et la deuxième, depuis l'automne 2003.

Lors de l'élaboration du plan d'action pour la valorisation du français, langue d'enseignement, en 2001, il a été estimé que l'ajout d'un cours de mise à niveau de 60 heures, cours choisi en 2002-2003 par la grande majorité des collèges, entraînerait des coûts additionnels annuels de l'ordre de 1 M\$. L'autre mesure n'entraîne pas de coûts additionnels.

- En février 2004, un groupe de travail a été créé, avec le mandat de proposer des hypothèses d'ajustements à apporter aux cours de français et à l'épreuve uniforme.

Les conclusions de ce groupe de travail ont servi à élaborer les orientations relatives à l'actualisation des devis de la discipline français, langue d'enseignement et littérature, et de l'épreuve uniforme de français. Une somme de 25 000 \$ a été prévue pour la mise en place des recommandations de ce groupe de travail.

Par ailleurs, les travaux d'actualisation des devis de la formation générale menés depuis décembre 2005, et dont les résultats ont été déposés en novembre 2008, ont permis de préciser, dans les devis de cours, la contribution de chacune des disciplines au chapitre de la valorisation et de l'amélioration de la langue d'enseignement. En lien avec les nouvelles exigences en français écrit inscrites dans les devis actualisés, une somme de 16 000 \$ a été prévue en 2008-2009 et en 2009-2010 pour l'élaboration du matériel didactique, en collaboration avec le Centre collégial de développement de matériel didactique (CCDMD). Une somme de 15 000 \$ a également été prévue pour finaliser ces travaux et en permettre la mise en oeuvre.

Les troisième et quatrième mesures seront en application à l'automne 2009 et ne devraient pas entraîner de coûts additionnels, puisque ces cours remplacent d'autres activités de mise à niveau offertes en français, langue seconde.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2008-2009 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée et la clientèle visée. Liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

Répartition de la clientèle visée – automne 2007

Type de formation	Établissements privés subventionnés		Établissements privés non subventionnés	
	Temps plein N	Temps partiel N	Temps plein N	Temps partiel N
Accueil ou transition	76	5	0	0
Hors programme	6	53	0	0
Préuniversitaire	6 531	169	0	0
Technique	7 921	583	1 459	923
Total	14 534	810	1 459	923

Pour les autres renseignements, voir les documents joints en annexe.

- a) liste des institutions privées de niveau collégial ayant obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2008-2009;
- b) liste des demandes de permis ou d'agrément en traitement;
- c) montant de la subvention 2008-2009.

**LISTE DES INSTITUTIONS PRIVÉES DE NIVEAU COLLÉGIAL
AYANT OBTENU UN PERMIS OU UN AGRÉMENT
POUR L'ANNÉE 2008-2009**

LISTE DES PERMIS MODIFIÉS POUR AJOUT DE PROGRAMMES AVEC AGRÉMENT AUX FINS DE SUBVENTIONS (1)

Établissements	Programmes autorisés	
Campus Notre-Dame-de-Foy	CLT05	Techniques en environnement nordique (AEC)
	CTC02	Techniques de thanatologie, volet Conseiller funéraire aux familles (AEC)
	CTC03	Techniques de thanatologie, volet Embaumeur (AEC)
	CWA07	Actualisation en soins infirmiers, diplômés hors Québec (AEC)
	EEC26	Techniques du bâtiment vert et intelligent (AEC)
	EEC29	Inspection en bâtiment (AEC)
	JCA13	Techniques policières (AEC)
	JCA16	Techniques d'intervention en milieu correctionnel (AEC)
	JEE1A	Techniques d'éducation à l'enfance (AEC)
Collège Bart (1975)	NTL0L	Techniques d'animation 3D (AEC)
Collège Ellis campus de Drummondville	JYJ02	Gestion documentaire intégrée (AEC)
Collège Ellis campus de Trois-Rivières	JYJ02	Gestion documentaire intégrée (AEC)
Collège Laflèche	LCACM	Comptabilité et transactions internationales (AEC)
	142A0	Technologie de radiodiagnostic (DEC)
Collège LaSalle	EEC24	Courtier immobilier résidentiel (AEC)
	EJN16	Gestion des opérations et de la production (AEC)
	LCACL	Gestion de projet (AEC)
	LCACN	Conseil en assurances et en services financiers (AEC)
	LEA26	Développement d'applications Oracle (AEC)
	LEA27	Administrateur réseau Cisco (AEC)
	LEA28	Administrateur Système certifié Microsoft (MCSA) (AEC)
	LEA29	Développement de téléphonie IP (AEC)
	NTA1P	Design d'intérieur (AEC)
	NTC1N	Planification d'événements (AEC)
	NTC1P	Designer de mode masculine (AEC)
	NTC1S	Techniques d'ajustement de vêtements (AEC)
	NTC1T	Designer de vêtements techniques (AEC)
Collège O'Sullivan de Montréal inc.	LCE5B	Techniques de bureau/spécialisation juridique (AEC)
	NTL0H	Effets spéciaux pour la télévision et le cinéma (AEC)
Collège O'Sullivan de Québec	NWE2T	Techniques d'intégration Web (AEC)
	574B0	Techniques d'animation 3D et synthèse d'images (DEC)
Institut Teccart (2003)	ELJ34	Télécommunications (AEC)
	ELJ35	Instrumentation et automatisation (AEC)
	LEA5T	Informatique de gestion (AEC)
	NTA1N	Design d'intérieur (AEC)
	NTC1G	Commercialisation de la mode (AEC)
	NTC0N	Design de mode (AEC)
	NTL0P	Design d'animation (AEC)
	NWY13	Design de communication publicitaire (AEC)
Séminaire de Sherbrooke	EEC1Y	Courtage immobilier résidentiel (AEC)

**LISTE DES INSTITUTIONS PRIVÉES DE NIVEAU COLLÉGIAL
AYANT OBTENU UN PERMIS OU UN AGRÉMENT
POUR L'ANNÉE 2008-2009**

LISTE DES PERMIS MODIFIÉS POUR AJOUT DE PROGRAMMES SANS AGRÉMENT AUX FINS DE SUBVENTIONS

Académie de l'entrepreneurship québécois inc.	EEC21	Courtier immobilier résidentiel (AEC)
Collège de l'immobilier du Québec	EEC22	Courtier immobilier (AEC)
Collège d'enseignement en immobilier inc.	EEC27	Techniques de courtage immobilier résidentiel (AEC)

LISTE DES PERMIS RENOUVELÉS SANS AGRÉMENT AUX FINS DE SUBVENTIONS

Collège d'enseignement en immobilier inc.	xxxx1	Droit immobilier I (415-772-94) - Cours du 902.56 offert à distance
	xxxx2	Mathématiques immobilières I (415-774-94) - Cours du 902.56 offert à distance
	90256	Agent immobilier (AEC)
	90257	Courtier immobilier (AEC)
École de danse de Québec	NRC0A	Danse contemporaine (AEC)

DEMANDE DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières
Collège Ellis campus de Trois-Rivières

(1) Une enveloppe fermée regroupe l'ensemble du financement des AEC. La répartition par établissement se retrouve en annexe. En ce qui concerne la clientèle, nous ne pouvons fournir le nombre car plusieurs programmes ne débiteront qu'à l'automne.

**LISTE DES DEMANDES DE PERMIS
OU D'AGRÉMENTS EN TRAITEMENT
POUR L'ANNÉE 2008-2009**

Demande 97-B

DOSSIERS COMPLETS EN TRAITEMENT

Demandes de renouvellement de permis avec agrément

Collège Centennal	300A0	Sciences humaines (DEC)
	500A1	Arts et Lettres (DEC)
Collège Mérici	144B0	Techniques d'orthèses et de prothèses orthopédiques (DEC)
	351A0	Techniques d'éducation spécialisée (DEC)
	384A0	Techniques de recherche sociale (DEC)
	410B0	Techniques de comptabilité et de gestion (DEC)
	414A0	Techniques de tourisme (DEC)
	430A0	Techniques de gestion hôtelière (DEC)
	430B0	Gestion d'un établissement de restauration (DEC)
Collège O'Sullivan de Montréal inc.	310C0	Techniques juridiques (DEC)
	410D0	Gestion de commerces (DEC)
	411A0	Archives médicales (DEC)
	412A0	Techniques de bureautique (DEC)
	420A0	Techniques de l'informatique (DEC)
École de sténographie judiciaire	JCA0L	Sténographie judiciaire (AEC)
Séminaire de Sherbrooke	221A0	Technologie de l'architecture (DEC)
	310C0	Techniques juridiques (DEC)
	410C0	Conseil en assurances et en services financiers (DEC)
	430A0	Techniques de gestion hôtelière (DEC)
	571C0	Commercialisation de la mode (DEC)

Demandes de renouvellement de permis sans agrément

Ateliers de danse moderne de Montréal inc.	NRC05	Danse contemporaine (AEC)
Collège de photographie Marsan	NWE0N	Multimédia et production vidéo numérique (AEC)
Collège MultiHexa Saguenay/Lac Saint-Jean	LEA1A	Programmeur Analyste (AEC)
	LEA1B	Gestion de réseaux (AEC)
	LEA6M	Techniques de support informatique et de réseautique (AEC)
	LEAAG	Gestionnaire de réseaux Microsoft (AEC)
	LEAAH	Développeur d'applications Microsoft (AEC)
	LEAAJ	Développeur d'applications Oracle (AEC)
École du Show-Business	LCA3X	Agent de commercialisation (AEC)
	LCL1Y	Organisation d'événements artistiques, culturels et corporatifs (AEC)
	LCL1Z	Commercialisation et exportation d'un produit ou d'un service artistique ou culturel (AEC)
	NRC0J	Techniques de production d'événements culturels et corporatifs (AEC)
	NTC1R	Production de costumes de scène (AEC)
	NWY14	Gestion de plateaux de cinéma et de télévision (AEC)
Institut d'enregistrement du Canada enr.	NNC0B	Techniques de sonorisation et d'enregistrement musical (AEC)

**LISTE DES DEMANDES DE PERMIS
OU D'AGRÉMENTS EN TRAITEMENT
POUR L'ANNÉE 2008-2009**

Demande 97-B

Institut Trebas inc.	NNC0A	Traitement de sons et conception sonore (AEC)
	NNC0E	Gérance d'artiste de musique populaire (AEC)
	NNC09	Enregistrement du son et sonorisation (AEC)
	NWY1F	Production cinématographique et télévisuelle (AEC)

Demandes de modification de permis avec agrément

Campus Notre-Dame-de-Foy	180A0	Soins infirmiers (DEC)
Collège LaSalle	235B0	Technologie du génie industriel (DEC)
	500A0	Arts et Lettres (DEC)

Demandes de modification de permis sans agrément

Campus Notre-Dame-de-Foy	171A0	Techniques de thanatologie (DEC)
Collège CDI Administration . Technologie . Santé - Québec	xxxx1	Agent ou agente administrative médicale (AEC)
	xxxx2	Conception, modélisation et animation 3D (AEC)
Collège de photographie Marsan	NTA1N	Photographie commerciale (AEC)
Collège Inter-Dec	xxxxx	Introduction à la 3D (AEC)
	xxxx1	Design infographique (AEC)
	xxxx2	Jeux vidéo (AEC)
	xxxx3	Animation 3D pour la télévision et le cinéma (AEC)
École du Show-Business	xxxx1	Techniques de rédaction et production de messages publicitaires et promotionnels (AEC)
	xxxx2	Techniques de conception web: édimestre, intégrateur (AEC)
	xxxx3	Scénographie et décor de scène (AEC)
Institut supérieur d'informatique I.S.I.	xxxx1	Intégration de sites Web (AEC)

Demande de délivrance de permis

Collège Canada inc.	xxxx1	Comptabilité et gestion (AEC)
---------------------	-------	-------------------------------

Demande de retrait d'installation

Collège Ellis campus de Trois-Rivières
Collège Méridi

Demande de changement de raison sociale

Ateliers de danse moderne de Montréal inc.

Demande de changement d'adresse

Collège de photographie Marsan

**LISTE DES DEMANDES DE PERMIS
OU D'AGRÉMENTS EN TRAITEMENT
POUR L'ANNÉE 2008-2009**

Demande 97-B

Dossiers fermés ou retirés à la demande des collèges

Campus Notre-Dame-de-Foy	JCA0V	Techniques d'intervention en milieu correctionnel (AEC)
	JEE0K	Techniques d'éducation à l'enfance (AEC)
	LCA9L	Gestion immobilière (AEC)
	NTA1F	Design de présentation (AEC)
	NTC1F	Gestion et coordination en milieu de mode (AEC)
	NTC1M	Spécialisation mode (AEC)
Collège LaSalle	LCL1L	Guide accompagnateur de voyage (AEC)
	LCL13	Gestion d'événements touristiques (AEC)
	LEAAZ	Développement de téléphonie IP (AEC)
	LEA6V	Développement d'application Oracle (AEC)
	LEA8W	Développement technique SAP (AEC)
	NTC15	Animation tridimensionnelle du vêtement (AEC)
	NTC1B	Événements spéciaux (AEC)
	ZAA0A	Techniques de tourisme, option accueil et guidage touristique (AEC)
	ZAA0B	Techniques de tourisme; option mise en valeur de produits touristiques (AEC)
Collège O'Sullivan de Montréal inc.	LCC02	Archives médicales (AEC)
Institut d'enregistrement du Canada enr.	NWE0G	Multimédia interactif (AEC)
Institut Teccart (2003)	ELJ1N	Télécommunications (AEC)
	ELJ1P	Instrumentation et automatisation (AEC)
	ELJ1S	Logique programmable (AEC)
	ELJ1Y	Installateur de réseaux téléphoniques (AEC)
	ELJ12	Support technique aux usagers de systèmes informatiques (AEC)
	ELJ14	Support technique de PC et de Réseaux (AEC)

Allocation Initiale AEC 2008-2009
(en \$)

Année scolaire 08-09					Agrément 2005-2006	Allocation garantie 2008-2009	Allocation 2008-2009 (F et M)		
	Année 2005-2006	Année 2006-2007	Année 2007-2008	Médiane 3 années			Allocation de base	Ajouts depuis 2001-02	Total
Collège Centennial							-	-	-
Campus Notre-Dame-De-Foy	982 439	1 786 244	1 790 314	1 786 244	948 230	1 025 483	1 388 679	148 864	1 537 543
Collège André-Grasset	875 096	801 511	598 411	801 511	185 293	200 389	623 118	66 797	689 915
Collège Bart	796 711	829 430	749 470	796 711	438 713	474 455	619 387	68 397	685 784
Collège d'affaires Ellis	298 304	286 897	370 319	298 304	298 117	322 405	322 405	24 860	347 265
École de sténographie judiciaire	45 538	66 446	23 302	45 538	100 000	108 147	108 147	3 795	111 942
Collège Jean-de-Brébeuf	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collège Lafèche	323 877	265 452	210 483	265 452	254 221	274 933	274 933	22 123	297 056
Collège LaSalle	4 198 610	5 650 271	5 357 467	5 357 467	2 481 970	2 662 549	4 165 052	446 486	4 611 538
Collège Marianopolis	-	-	-	-	-	-	-	-	-
École nationale de cirque	156 505	143 505	216 545	156 505	102 100	110 418	121 672	13 043	134 715
Collège Mérici	336 257	358 427	335 473	336 257	114 307	123 620	261 416	28 023	289 439
Collège O'Sullivan Montréal	1 146 891	1 065 130	1 189 418	1 146 891	769 530	832 224	891 627	95 581	987 208
Collège O'Sullivan Québec	1 662 802	1 474 243	1 529 252	1 529 252	889 466	961 932	1 188 885	127 446	1 316 331
Conservatoire Lassalle	132 407	128 606	74 873	128 606	109 602	118 423	118 423	10 551	128 974
Collège Ellis - Campus de Trois-Rivières	398 645	433 537	209 853	398 645	415 808	449 684	449 684	33 223	482 907
École Vincent-d'Indy	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institut Teocart (2003)	872 531	1 010 946	1 008 038	1 008 038	1 213 484	1 312 348	1 312 348	84 009	1 396 357
Petit séminaire de Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Séminaire de Sherbrooke	135 070	155 108	154 243	154 243	163 270	176 572	176 572	12 854	189 426
Collège Mother House	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collège International des Marcellines	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	12 361 683	14 433 753	13 827 261	14 207 664	8 464 011	9 153 582	12 022 348	1 184 052	13 206 400
Collèges privés CONVENTIONNÉS									
Collège Marie-de-France	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collège Stanislas Inc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GRAND TOTAL	12 361 683	14 433 753	13 827 261	14 207 664	8 464 011	9 153 582	12 022 347	1 184 053	13 206 400

L'allocation de base correspond au plus élevé de la médiane des 3 dernières années (ajustée pour respecter l'enveloppe budgétaire) et de l'allocation initiale garantie. Les ajouts de ressources effectués depuis 2001-2002 sont répartis au prorata de la médiane des 3 dernières années.
À noter : l'allocation calculée dans ce tableau est ensuite répartie selon un ratio 10 % - 90 % entre le F et le M dans le sommaire d'allocations à la page 1.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Test de français pour les futurs enseignants : copie du contrat accordé au CÉFRAN, échéancier d'implantation, tous documents, notes, rapport le concernant.

RÉPONSE**Contexte, copies du contrat et du protocole**

- Dans la perspective de répondre aux préoccupations des partenaires quant à la maîtrise de la langue, le MELS et les universités ont entamé des négociations avec le Centre d'évaluation du rendement en français écrit (CEFRANC) afin de développer un nouvel instrument d'évaluation de la maîtrise de la langue des futurs enseignants, épreuve intitulée Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFÉE).
- Une allocation de 250 000\$ (voir document 1 en annexe) a été consentie au CEFRANC afin de couvrir les dépenses liées au développement et à la mise en œuvre du test de français pour les enseignants par le consortium MELS-Universités-CEFRANC. L'allocation servira à couvrir les frais qui auront été approuvés par le comité directeur du consortium, dont les noms figurent à l'entente entre les parties (voir document 2 en annexe).
- Le test est placé sous la responsabilité effective d'un comité directeur composé des deux coprésidents de la Table de concertation MELS-Universités sur la formation en enseignement, en collaboration avec une personne de la Direction de la formation et de la titularisation du personnel scolaire du MELS, du directeur du CEFRANC, en collaboration avec la responsable de ce centre.
- Un comité de développement et de suivi constitue l'instance scientifique du test et est composé de la responsable du CEFRANC et d'une autre personne désignée par le CEFRANC, d'une professionnelle du MELS, de deux représentants universitaires désignés par la Table de concertation MELS-Universités sur la formation à l'enseignement.

Échéancier

- Le test a fait l'objet d'une expérimentation à l'automne 2008 auprès de quelque 188 étudiants.
- Des simulations ont été effectuées à l'hiver 2009 et l'analyse des résultats obtenus par les étudiants a révélé qu'il s'agit d'une épreuve rigoureuse et valide sur le plan scientifique.
- Des travaux sont en cours afin d'élaborer un cahier de charge qui détermine les responsabilités respectives du CEFRANC et des universités et un guide de l'étudiant qui seront présentés au Comité directeur du CEFRANC pour approbation d'ici la mi-avril 2009.
- Des versions supplémentaires du test sont en cours d'élaboration et seront disponibles pour les premières passations du test en avril 2009.

*Entente
1106*

Québec, le 2 juillet 2008

Monsieur Antonio Bernardelli
Directeur général
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
550, 53^e avenue
Montréal (Québec) H1A 2T7

Monsieur le Directeur général,

Vous trouverez, ci-joint, une allocation au montant de 250 000\$ permettant d'assurer le financement des dépenses liées au développement et à la mise en œuvre du test de français pour les enseignants par le consortium MELS-UNIVERSITÉS-CEFRANC.

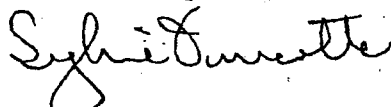
Ce montant, dont vous avez accepté d'en gérer l'administration, servira à couvrir les frais qui auront été approuvés par le comité directeur du consortium, dont les noms figureront à l'entente entre les parties.

Après entente au comité directeur du consortium, et si cela était nécessaire, le MELS pourra récupérer d'éventuelles sommes résiduelles de cette allocation ou les utiliser pour effectuer des travaux supplémentaires de développement ou de recherche relatifs à ce test.

Je vous remercie grandement de votre collaboration dans ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice de la formation et de la
titularisation du personnel scolaire,



Sylvie Turcotte

ST/nl

p. j. (1)

Direction de la formation et de la
titularisation du personnel scolaire
1035, rue De La Chevrotière, 28^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Téléphone : 418 643-2948 poste 3002
Télécopieur : 418 643-2149

Le 25 juin 2008

AUTORISATION AUX ORGANISMES SCOLAIRES
RELATIVEMENT AUX ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES
POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2007-2008

FONCTIONNEMENT

ORGANISME SCOLAIRE

761000 Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

ALLOCATEUR

S.M.A. - éducation prés., ens. prim. et sec.

NUMÉRO DE DEMANDE

920125

MESURE

30292 Autres alloc.-éd. prés., ens. prim. sec.

MONTANT ALLOUÉ

250 000 \$

COMMENTAIRES

7030: Développement et mise en oeuvre du test de français pour les enseignants pour le Consortium MELS-ADEREQ (CREPUQ)-CEFRANC.

Carl Gauthier
(RESPONSABLE DE LA MESURE)

08-06-27
DATE

[Signature]
(GESTIONNAIRE AUTORISÉ(E))

08-06-27
DATE

(SOUS RÉSERVE DE L'APPLICATION DES RÈGLES BUDGÉTAIRES 2007-2008)

N° 98
ANNEXE 2

**PROTOCOLE CADRE RELATIF AU TEST DE
CERTIFICATION EN FRANÇAIS ÉCRIT POUR
L'ENSEIGNEMENT**

NOVEMBRE 2008

ENTENTE

ENTRE :

le Centre d'évaluation du rendement en français écrit (CEFRANC), organisme relevant de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, personne morale de droit public ayant son siège social au 550, 53^e avenue, Montréal (Québec) H1A 2T7, représenté par son directeur général, M. Antonio Bernardelli

ET :

le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), représenté par M. Alain Veilleux, sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire et responsable des régions

ET :

les universités du Québec, représentées par M^{me} Heather Munroe-Blum, présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

(les signataires sont ci-après appelés « les parties »)

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour but de définir les responsabilités des parties en ce qui concerne l'élaboration et la passation d'un test de certification de la langue française pour l'enseignement. Pour ce faire, les parties ont décidé de se regrouper pour établir un consortium pour développer et mettre en œuvre ce nouveau test.

2. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

• LE COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur a pour mandat :

- d'assurer la mise en œuvre de l'élaboration d'un test de certification de la compétence linguistique des étudiantes et des étudiants inscrits dans les programmes de formation à l'enseignement et des candidates et des candidats à l'enseignement provenant de l'extérieur du Québec en vue de l'obtention de leur autorisation d'enseigner;
- d'assurer la production de nouvelles versions du test;
- de voir à l'encadrement normatif et de veiller au respect de l'entente établie entre les partenaires;
- d'approuver les coûts de passation et les modalités administratives du test après avoir analysé le bilan des activités (opérationnelles et financières) et les recommandations de l'équipe chargée de l'administration du test;
- de nommer les membres du comité de développement et de suivi ainsi que les membres du groupe d'experts;
- de recevoir les propositions du comité de suivi relatives aux activités couvrant la présente entente et d'y apporter les suites appropriées;
- de rendre compte annuellement de la présente entente aux instances compétentes des parties signataires.

COMPOSITION DU COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur est formé :

- des deux coprésidentes ou coprésidents de la Table de concertation MELS-Universités sur la formation en enseignement, en collaboration avec une personne professionnelle de la Direction de la formation et de la titularisation du personnel scolaire (DFTPS) du MELS;
- du directeur du Centre d'évaluation du rendement en français écrit (CEFRANC), en collaboration avec la responsable de ce centre.

• LE COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE SUIVI

Sous la gouverne du comité directeur, le comité de développement et de suivi a pour mandat général de veiller à ce que le nouveau test et ses versions subséquentes contribuent à évaluer la maîtrise de la langue française pour l'enseignement.

Plus particulièrement, il a pour mandat :

- d'assurer la bonne marche de l'élaboration du test confié à un groupe d'experts;
- de faciliter l'expérimentation du test;
- d'assurer la validité du test et, pour ce faire, de recruter une personne compétente;
- de transmettre les résultats de l'expérimentation et de la validation au comité directeur et de lui faire une recommandation pour la fixation des seuils de réussite;
- d'assurer le suivi et de transmettre ses recommandations au comité directeur sur la qualité du test et sur les nouveaux éléments de développement à mettre en place;
- de décider des balises et des contenus relatifs au guide de préparation et au matériel d'information destinés aux candidates et aux candidats;
- de consulter, le cas échéant, un ou des experts sur le renouvellement des éléments du test et la mise en place des différentes versions;
- d'évaluer la faisabilité et la pertinence d'informatiser la passation du test.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE SUIVI

Le comité de développement et de suivi est formé :

- de la responsable du CEFRANC et d'une autre personne désignée par le CEFRANC;
- d'une professionnelle du MBLS;
- de deux représentants universitaires désignés par la Table de concertation MBLS-Universités sur la formation à l'enseignement.

- **LES EXPERTS**

Un premier groupe d'experts est chargé d'élaborer les deux premières versions du test, de rédiger les examens et d'élaborer la grille de correction, et ce, à partir du référentiel de compétences du MELS, de la *Politique de la langue commune aux programmes de formation à l'enseignement au sein des universités québécoises francophones* et des orientations prises par le comité de la Table MELS-Universités. Par la suite, un ou des experts pourront être appelés à participer à la production de nouvelles versions du test et être consultés lors du renouvellement de certains éléments ou de certaines parties du test. Ces experts verront enfin à documenter le test et à en faire le suivi à partir d'études psychométriques. Ils participeront, au besoin, à la formation des correcteurs.

COMPOSITION DU PREMIER GROUPE D'EXPERTS

Le premier groupe d'experts est formé :

- de trois spécialistes du CEFranc désignés par le CEFranc;
- de trois spécialistes des universités désignés par la Table de concertation MELS-Universités sur la formation à l'enseignement;
- d'autres spécialistes, au besoin (MELS, milieu scolaire, universitaires, etc.).

- **L'ÉQUIPE CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION DU TEST** (le CEFranc de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île)

L'équipe chargée de l'administration du test assume entièrement la gestion des opérations d'ordre administratif et regroupe des personnes aptes à :

- assurer la production et la mise en page des différentes versions du test;
- organiser les passations des tests dans les conditions appropriées;
- assurer une correction de qualité;

- communiquer les résultats aux étudiantes et étudiants ainsi qu'aux universités, selon des modalités à déterminer;
- produire et entreposer le matériel ayant servi au test (instruments, guides et rapports);
- saisir les données en vue d'analyses utiles au comité de développement et de suivi;
- assurer un service d'accueil et d'inscription;
- assurer les liens avec la personne-ressource identifiée dans chaque université.

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION DU TEST

L'équipe chargée de l'administration du test est formée du personnel du CEFranc (direction, responsable, personnel professionnel, administratif et de soutien).

FINANCEMENT

Chaque organisme partenaire (MELS, universités, CEFranc) désigne ses représentants et assume l'ensemble des dépenses liées à leur participation aux différentes instances.

Le CEFranc s'engage, financièrement, à apporter son expertise et son expérience à l'élaboration du test et à en assumer l'administration et la gestion pour l'ensemble des universités et pour les besoins du MELS. Il s'engage à transmettre les résultats aux universités et aux étudiants (modalités à déterminer) et, également, à charger un coût de passation raisonnable aux étudiants, soit 70 \$ la première année.

Le MELS s'engage à financer le développement, la validation et l'expérimentation des deux premières versions du test. Pour les versions subséquentes, le comité directeur conviendra des modalités de financement des coûts, après analyse du bilan fourni par l'équipe chargée de l'administration du test.

Les universités s'engagent à fournir les conditions matérielles et les ressources humaines pour faciliter la passation du test et optimiser son fonctionnement (par exemple, désigner une personne-ressource qui assure les liens avec le CEFranc, avoir

de la souplesse dans l'horaire, regrouper les étudiantes et étudiants, offrir des locaux adéquats, etc.).

Advenant un déficit dû au développement de nouvelles versions de tests, le comité directeur décidera des solutions appropriées (augmentation du coût du test, contribution des partenaires, etc.).

CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle des épreuves rédigées par les parties appartiendra exclusivement aux partenaires. Les épreuves ne pourront pas être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été conçues et produites conformément aux consignes décrites dans cette entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

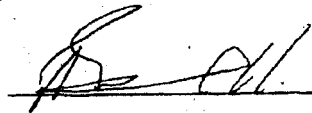
Cette entente est valide pour une durée d'un an et sera revue par les partenaires à la date anniversaire de celle-ci ou à une autre date si les partenaires en conviennent.

CLAUSE DE RETRAIT

Aucune des trois parties ne peut se retirer au cours de la première année, à moins que tous les partenaires en conviennent ensemble.

Une clause de retrait sera élaborée au terme de la première année.

FAIT ET SIGNÉ À MONTRÉAL, LE _____

 08/11/20

Antonio Bernardelli
Directeur général
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

 08.11.13

Alain Veilleux, sous-ministre adjoint à l'éducation
préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire
et responsable des régions
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

 11.12.08

Heather Munroe-Blum
Présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des
universités du Québec (CREPUQ)

VU ET APPROUVÉ PAR :

NOM DE L'UNIVERSITÉ :

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour l'année 2008-2009, nombre de projets particuliers (recherche ou encadrement) financés au niveau collégial. Provenance de l'enveloppe et ventilation des projets financés. Prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

CRÉDITS ALLOUÉS SELON LE PROGRAMME ET LA PROVENANCE, 2008-2009

Programme d'aide à la recherche technologique (PART)

• Nombre de projets subventionnés en avril et novembre 2007	65	
• Dégagement en équivalent à temps complet (ETC)	10,65	
• Subventions versées		
○ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		2 390 459 \$
○ Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies		390 349 \$
○ Total des subventions		2 780 808 \$

Programme d'aide à la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage (PAREA)

• Nombre de projets subventionnés	19	
• Dégagement en équivalent à temps complet (ETC)	20,43	
• Subventions versées		
○ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		1 112 940 \$
○ Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies		298 914 \$
○ Total des subventions		1 411 854 \$

Total des programmes

• Nombre de projets subventionnés	84	
• Dégagement en équivalent à temps complet (ETC)	31,08	
• Subventions versées		
○ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport		3 503 399 \$
○ Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies		689 263 \$
○ Total des subventions		4 192 662 \$

PRÉVISIONS SELON LE PROGRAMME ET LA PROVENANCE, 2009-2010

○ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	3 850 000 \$
○ Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies	595 000 \$
○ Total	4 445 000 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour chacune des facultés de médecine :

- Le nombre d'étudiants admis par année depuis 2003 (Tableau 1);
- Le nombre d'étudiants étrangers admis par année depuis 2003 (Tableau 2);
- La provenance des étudiants étrangers admis depuis 2003 (Tableaux 3a, 3b, 3c, 3d, 3e);
- Le nombre d'étudiants ayant terminé leur doctorat par année et par faculté de médecine depuis 2003 (Tableau 4);
- Le nombre d'étudiants étrangers ayant terminé leur doctorat par année et par faculté de médecine depuis 2003 (Tableau 5);
- Le nombre d'étudiants payant des frais de scolarité d'étudiants étrangers (étudiants canadiens) ainsi que le montant des frais de scolarité pour chacune des années et pour chacune des facultés (Tableau 6);
- Parmi tous les étudiants admis en faculté de médecine, combien paient des frais de scolarité d'étudiants étrangers (étudiants non canadiens) (Tableau 7);
- La provenance des étudiants en médecine par faculté de médecine depuis 2003 (Tableaux 3a, 3b, 3c, 3d, 3e);
- La provenance des étudiants étrangers étudiant en médecine par faculté de médecine depuis 2003 (Tableaux 3a, 3b, 3c, 3d, 3e).

RÉPONSE

Les tableaux sont fournis en annexe.

Tableau 1
Nombre d'étudiants admis par année depuis 2003 par faculté de médecine

	Trimestre d'automne				
	2003	2004	2005	2006	2007
Laval	177	187	206	203	205
McGill	151	182	170	172	168
Montréal	361	406	438	417	438
Sherbrooke	146	158	165	195	195
Total	835	933	979	987	1006

Tableau 2
Nombre d'étudiants étrangers admis par année depuis 2003 par faculté de médecine

	Trimestre d'automne				
	2003	2004	2005	2006	2007
Laval	2		2		
McGill	21	11	12	6	6
Montréal	1	1		1	2
Sherbrooke	2	1	1	1	
Total	26	13	15	8	8

Tableau 3a
Provenance des étudiants au doctorat en médecine en 2003

			Type d'étudiant		
		Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
Laval		Colombie-Britannique	1		1
		Île-du-Prince-Édouard	1		1
		Nouveau-Brunswick	15		15
		Ontario	3		3
		Québec	659	1	660
		République de Maurice		1	1
		Japon	1		1
		République socialiste du Viet Nam		1	1
		Indéterminé	1		1
Somme Laval			681	3	684
McGill		Alberta	7		7
		Colombie-Britannique	11		11
		Île-du-Prince-Édouard	1		1
		Manitoba	1		1
		Nouveau-Brunswick	1		1
		Nouvelle-Écosse	2		2
		Ontario	32	1	33
		Québec	459		459
		Saskatchewan	3		3
		Terre-Neuve-et-Labrador	2		2
		États-Unis d'Amérique	5	58	63
		Bermudes		2	2
		République-Unie de Tanzanie		1	1
		République du Honduras		1	1
		États-Unis du Mexique		1	1
		République d'Haïti		1	1

			Type d'étudiant		
		Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
		République de Trinité-et-Tobago		1	1
		République de Chypre		2	2
		République française		1	1
		République hellénique	1		1
		République populaire de Chine	1		1
		Hong-Kong	1		1
		République d'Indonésie		1	1
		Japon	1		1
		Malaisie		7	7
		Royaume du Népal		1	1
		République de Singapour		1	1
		Royaume d'Arabie saoudite	1		1
		Émirats arabes unis		2	2
		République islamique d'Iran	1		1
		État d'Israël	1		1
		République libanaise	2	1	3
		République arabe d'Égypte	1		1
		Syrie		1	1
		Indéterminé	1		1
Somme McGill			535	83	618
Montréal		Nouveau-Brunswick	13		13
		Ontario	2		2
		Québec	852	3	855
		États-Unis d'Amérique		1	1
		République algérienne démocratique et populaire	1		1
		République du Cameroun		1	1
		République de Mali	1		1
		Royaume de Belgique	1		1
		République française	1	1	2
		République libanaise	1	1	2
		Pays inconnu	1		1
		Indéterminé	9	1	10
			882	8	890
Sherbrooke		Nouveau-Brunswick	71		71
		Nouvelle-Écosse	1		1
		Ontario	1		1
		Québec	404		404
		République algérienne démocratique et populaire	1		1
		Burkina Faso		1	1
		République tunisienne		1	1
		République française	1	6	7
	568	Serbie-et-Monténégro	1		1
	572	République de Bosnie-Herzégovine	1		1
	622	République de l'Inde	1		1
Somme Sherbrooke			482	8	490
Total			2 580	102	2 682

Tableau 3b
Provenance des étudiants au doctorat en médecine en 2004

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
Laval	Colombie-Britannique	1		1
	Île-du-Prince-Édouard	1		1
	Nouveau-Brunswick	16		16
	Ontario	2		2
	Québec	734	1	735
	République de Maurice		1	1
	République française	1		1
	République socialiste du Viet Nam		1	1
	Indéterminé	1		1
Somme Laval		756	3	759
McGill	Alberta	11		11
	Colombie-Britannique	12		12
	Île-du-Prince-Édouard	1		1
	Manitoba	1		1
	Nouveau-Brunswick	1		1
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	39	1	40
	Québec	516		516
	Saskatchewan	2		2
	Terre-Neuve-et-Labrador	2		2
	États-Unis d'Amérique	7	50	57
	République de l'Ouganda		1	1
	République du Honduras		1	1
	États-Unis du Mexique		1	1
	République d'Haïti		1	1
	République de Trinité-et-Tobago		1	1
	République de Chypre		1	1
	République hellénique	1		1
	République de Pologne		1	1
	Hong-Kong	1		1
	République d'Indonésie		1	1
	Malaisie		7	7
	Royaume du Népal		1	1
	République de Singapour		1	1
	Royaume d'Arabie saoudite	1		1
	Émirats arabes unis		2	2
	République islamique d'Iran	1		1
	République libanaise	4	1	5
	République arabe d'Égypte	1		1
	Syrie		1	1
Somme McGill		602	72	674
Montréal	Nouveau-Brunswick	13		13
	Ontario	2		2
	Québec	936	3	939
	République de Mali	1		1
	République française	1	1	2
	République libanaise	1	1	2
	Pays inconnu	1		1
	Indéterminé	12		12
Somme Montréal		967	5	972
Sherbrooke	Colombie-Britannique	1		1
	Nouveau-Brunswick	82		82
	Nouvelle-Écosse	4		4
	Ontario	1		1
	Québec	437		437
	République fédérale islamique de Comores		1	1
	République rwandaise	1		1
	République tunisienne		1	1
	Royaume de Belgique	1		1
	République française	3	2	5
	Roumanie	2		2
	Serbie-et-Monténégro	1		1

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
	République de Bosnie-Herzégovine	1		1
	République de l'Inde	1		1
Somme Sherbrooke		535	4	539
Total		2 860	84	2 944

Tableau 3 c
Provenance des étudiants au doctorat en médecine en 2005

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
Laval	Nouveau-Brunswick	16		16
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	3		3
	Québec	813	2	815
	République française	1		1
	République socialiste du Viet Nam		1	1
	Indéterminé	1		1
Somme Laval		835	3	838
McGill	Alberta	12		12
	Colombie-Britannique	13		13
	Île-du-Prince-Édouard	1		1
	Manitoba	1		1
	Nouveau-Brunswick	1		1
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	40	1	41
	Québec	555		555
	Saskatchewan	2		2
	Terre-Neuve-et-Labrador	2		2
	Territoires du Nord-Ouest	1		1
	États-Unis d'Amérique	10	45	55
	Bermudes		1	1
	République de Maurice	1		1
	République de l'Ouganda		1	1
	République tunisienne	1		1
	République du Honduras	1		1
	République d'Haïti		2	2
	République de Trinité-et-Tobago		1	1
	République de Chypre		1	1
	Royaume d'Espagne	1		1
	République hellénique	1		1
	République de Pologne		1	1
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		1	1
	République de Corée		1	1
	République d'Indonésie		1	1
	Malaisie		4	4
	République islamique du Pakistan	1		1
	République de Singapour		1	1
	Royaume d'Arabie saoudite	2		2
	Émirats arabes unis		1	1
	République islamique d'Iran	1		1
	République libanaise	3	1	4
	République arabe d'Égypte	1		1
	Syrie		1	1
	Indéterminé	1		1
Somme McGill		653	64	717
Montréal	Nouveau-Brunswick	14		14
	Ontario	2		2
	Québec	1010	3	1013
	République française	2		2
	République italienne	1		1
	République libanaise	1	1	2
	Indéterminé	10		10
Somme Montréal		1040	4	1044
Sherbrooke	Colombie-Britannique	2		2
	Nouveau-Brunswick	88		88
	Nouvelle-Écosse	5		5
	Ontario	2		2
	Québec	462		462
	République fédérale islamique de Comores		1	1
	République rwandaise	1		1
	République tunisienne		1	1
	République d'Haïti	1		1

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
	République française	6	1	7
	République de Pologne	1		1
	Roumanie	2		2
	Serbie-et-Monténégro	1		1
	République de Bosnie-Herzégovine	1		1
	République de l'Inde	1		1
	République islamique d'Iran	1		1
Somme Sherbrooke		574	3	577
Total		3102	74	3176

Tableau 3d
Provenance des étudiants au doctorat en médecine en 2006

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
Laval	Nouveau-Brunswick	16		16
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	4		4
	Québec	846	2	848
	Royaume du Maroc	1		1
	République française	1		1
	République socialiste du Viet Nam		1	1
Somme Laval		869	3	872
McGill	Alberta	10		10
	Colombie-Britannique	14		14
	Manitoba	2		2
	Nouveau-Brunswick	2		2
	Ontario	47		47
	Québec	584		584
	Saskatchewan	2		2
	Terre-Neuve-et-Labrador	1		1
	Territoires du Nord-Ouest	1		1
	États-Unis d'Amérique	11	38	49
	République de Maurice	1		1
	République de l'Ouganda		1	1
	République tunisienne	1		1
	République d'Haïti		1	1
	République de Trinité-et-Tobago		1	1
	Royaume d'Espagne	1		1
	République hellénique	1		1
	République de Pologne		1	1
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		1	1
	Confédération suisse	1		1
	République populaire de Chine	1		1
	République de Corée	1		1
	République d'Indonésie		1	1
	République islamique du Pakistan	1		1
	République de Singapour		1	1
	Royaume d'Arabie saoudite	2		2
	Émirats arabes unis		1	1
	République islamique d'Iran	1		1
	République libanaise	3	1	4
	République arabe d'Égypte	1		1
	Syrie	2	1	3
	Indéterminé	1		1
Somme McGill		692	48	740
Montréal	Nouveau-Brunswick	16		16
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	3		3
	Québec	1060	2	1062
	République française	1		1
	République italienne	1		1
	Émirats arabes unis	1		1
	République libanaise	1	1	2
	Indéterminé	9		9
Somme Montréal		1093	3	1096
Sherbrooke	Colombie-Britannique	2		2
	Manitoba	2		2
	Nouveau-Brunswick	93		93
	Nouvelle-Écosse	6		6
	Ontario	2		2
	Québec	519		519
	République fédérale islamique de Comores	1		1
	Royaume du Maroc	1		1
	République rwandaise	1		1
	République tunisienne		1	1
	République d'Haïti	1		1

	République fédérale d'Allemagne	1		1
	République française	6	2	8
	République de Pologne	1		1
	Roumanie	2		2
	Serbie-et-Monténégro	1		1
	République de Bosnie-Herzégovine	1		1
	République libanaise	1		1
	Somme Sherbrooke	641	3	644
	Total	3295	57	3352

Tableau 3e
Provenance des étudiants au doctorat en médecine en 2007

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
Laval	Nouveau-Brunswick	15		15
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	5		5
	Québec	863	1	864
	États-Unis d'Amérique	1		1
	Royaume du Maroc	1		1
	République française	2		2
	République socialiste du Viet Nam	1		1
	Indéterminé	1		1
Somme Laval		890	1	891
McGill	Alberta	8		8
	Colombie-Britannique	14		14
	Manitoba	2		2
	Nouveau-Brunswick	1		1
	Nouvelle-Écosse	1		1
	Ontario	57		57
	Québec	603		603
	Territoires du Nord-Ouest	1		1
	États-Unis d'Amérique	16	27	43
	République du Kenya	1		1
	République de Maurice	1		1
	République de l'Ouganda		1	1
	République tunisienne	1		1
	République d'Haïti		1	1
	République de Pologne	1		1
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		1	1
	Confédération suisse	2		2
	République populaire de Chine	2		2
	République de Corée	1		1
	République de l'Inde		1	1
	République islamique du Pakistan	1		1
	République de Singapour	1		1
	Royaume d'Arabie saoudite	2	1	3
	République libanaise	3		3
	République arabe d'Égypte	1		1
	Syrie	2		2
	Indéterminé	1		1
Somme McGill		723	32	755
Montréal	Nouveau-Brunswick	16		16
	Nouvelle-Écosse	2		2
	Ontario	5		5
	Québec	1120	1	1121
	Royaume du Maroc		1	1
	République française	1		1
	République italienne	1		1
	Émirats arabes unis	1		1
	République libanaise	1		1
	Indéterminé	4		4
Somme Montréal		1151	2	1153
Sherbrooke	Alberta	1		1
	Colombie-Britannique	2		2
	Manitoba	3		3
	Nouveau-Brunswick	93		93
	Nouvelle-Écosse	8		8
	Ontario	2		2
	Québec	563		563
	Saskatchewan	1		1
	République algérienne démocratique et populaire	1		1
	République fédérale islamique de Comores	1		1
	Royaume du Maroc	2		2
	République rwandaise	1		1
	République d'Haïti	1		1

		Type d'étudiant		
	Lieu de résidence à la 1ère admission	CAN	ETR	Total
	République d'Albanie	1		1
	République fédérale d'Allemagne	1		1
	République française	4	2	6
	Grand-Duché du Luxembourg	1		1
	République de Pologne	1		1
	Fédération de Russie	1		1
	République libanaise	1		1
Somme Sherbrooke		689	2	691
Total		3453	37	3490

Tableau 4
Nombre d'étudiants ayant terminé leur doctorat par faculté, depuis 2003

	Année civile				
	2003	2004	2005	2006	2007
Laval	126	128	139	155	175
McGill	125	132	135	148	156
Montréal	153	165	172	183	206
Sherbrooke	104	96	115	124	134
Total	508	521	561	610	671

Tableau 5
Nombre d'étudiants étrangers ayant terminé leur doctorat par faculté, depuis 2003

	Année civile				
	2003	2004	2005	2006	2007
Laval		1	1		
McGill	24	24	19	22	21
Montréal	3	3		2	
Sherbrooke	2	2	2		
Total	29	30	22	24	21

Tableau 6
Effectif étudiant canadien au doctorat de 1^{er} cycle en médecine, selon qu’il est soumis ou exempté du montant forfaitaire¹

	Grand total	Avec Critère Résid. Québec	Sans Critère Résid. Québec		
		Exemptés	Exemptés	Soumis	Total
Automne 2007					
Laval	890	873	15	2	17
McGill	723	688		35	35
Montréal	1 151	1 136	15		15
Sherbrooke	689	585	96	8	104
Total	3 453	3 282	126	45	171
Automne 2006					
Laval	869	854	14	1	15
McGill	692	663		29	29
Montréal	1 093	1 077	16		16
Sherbrooke	641	543	23	75	98
Total	3 295	3 137	53	105	158
Automne 2005					
Laval	835	820	15		15
McGill	653	625		28	28
Montréal	1 040	1 025	13	2	15
Sherbrooke	574	482	1	91	92
Total	3 102	2 952	29	121	150
Automne 2004					
Laval	756	741	14	1	15
McGill	602	576		26	26
Montréal	967	954	11	2	13
Sherbrooke	535	451	19	65	84
Total	2 860	2 722	44	94	138
Automne 2003					
Laval	681	667	14		14
McGill	535	510		25	25
Montréal	882	869	12	1	13
Sherbrooke	482	413	31	38	69
Total	2 580	2 459	57	64	121

1 Les étudiants payant des frais de scolarité d’étudiants étrangers sont les étudiants soumis au montant forfaitaire

Tableau 7
Effectif étudiant étranger au doctorat de 1^{er} cycle en médecine, selon qu’il est soumis ou exempté du montant forfaitaire¹

	Automne 2007			Automne 2006			Automne 2005			Automne 2004			Automne 2003		
	Soumis	Exemptés	Total	Soumis	Exemptés	Total	Soumis	Exemptés	Total	Soumis	Exemptés	Total	Soumis	Exemptés	Total
Laval		1	1	2	1	3	2	1	3		3	3	1	2	3
McGill	29	3	32	44	4	48	56	8	64	61	11	72	73	10	83
Montréal		2	2	1	2	3	1	3	4	1	4	5	2	6	8
Sherbrooke		2	2	1	2	3	2	1	3	2	2	4	1	7	8
Total	29	8	37	48	9	57	61	13	74	64	20	84	77	25	102

¹ Les étudiants payant des frais de scolarité d’étudiants étrangers sont les étudiants soumis au montant forfaitaire

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

- Pour chacune des facultés de médecine :
- le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence en médecine de famille depuis 2003 (Tableau 1);
 - le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence dans une spécialité depuis 2003 (Tableau 1);
 - le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence au Québec depuis 2003 (Tableau 2);
 - le nombre d'étudiants qui choisissent de faire leur résidence hors Québec (Tableau 2).

RÉPONSE

Tableau 1

Nombre d'étudiants du contingent régulier qui choisissent de faire leur résidence en médecine familiale (Fam.) et en médecine spécialisée (Spé.) depuis 2003, par faculté de médecine :

	Faculté							
Année	Laval		Sherbrooke		McGill		Montréal	
	Fam.	Spé.	Fam.	Spé.	Fam.	Spé.	Fam.	Spé.
2003-2004	49	81	49	62	39	66	59	99
2004-2005	57	84	46	65	46	68	65	104
2005-2006	64	89	57	63	48	77	85	108
2006-2007	63	91	58	71	51	85	84	122
2007-2008	66	102	57	79	34	90	77	130

Tableau 2

Nombre d'étudiants du contingent régulier qui choisissent de faire leur résidence au Québec (Qué) et hors Québec (HQ) par faculté, depuis 2003 :

	Faculté							
Année	Laval		Sherbrooke		McGill		Montréal	
	Qué	HQ	Qué	HQ	Qué	HQ	Qué	HQ
2003-2004	130	2	111	2	105	42	158	4
2004-2005	141	0	111	0	114	35	169	2
2005-2006	153	1	120	3	125	26	193	2
2006-2007	154	nd	129	nd	136	31	206	nd
2007-2008	168	2	136	9	124	54	207	12

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour chacune des facultés de médecine :

- le nombre de médecins ayant terminé leur résidence et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997;
- le nombre de médecins ayant terminé leur résidence en médecine de famille et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997;
- le nombre de médecins ayant terminé leur résidence dans une spécialité et qui restent au Québec afin de pratiquer la médecine, et ce, par année depuis 1997.

RÉPONSE

Le MELS ne collige pas de données sur ce sujet. Les informations suivantes sont tirées du *Canadian Post-M.D. Education Registry* (CAPER) et sont uniquement disponibles pour la période de 2004 à 2008. De plus, les données présentées ne sont pas ventilées selon les différentes spécialités de la médecine.

Nouveaux médecins qui ont fait leur résidence au Québec et qui pratiquent au Québec depuis deux ans :

Lieu de la résidence	Année				
	2004 Nb (%)	2005 Nb (%)	2006 Nb (%)	2007 Nb (%)	2008 Nb (%)
Laval	87 (89 %)	73 (92 %)	83 (93 %)	97 (87 %)	84 (89 %)
Sherbrooke	49 (79 %)	45 (75 %)	50 (75 %)	64 (74 %)	65 (80 %)
Montréal	154 (92 %)	166 (86 %)	110 (83 %)	114 (77 %)	150 (88 %)
McGill	58 (56 %)	59 (55 %)	71 (64 %)	63 (53 %)	63 (59 %)
Total	348 (81 %)	343 (78 %)	314 (79 %)	338 (73 %)	362 (80 %)

1 Le pourcentage indique la proportion des nouveaux médecins qui ont fait leur résidence au Québec sur l'ensemble des finissants de la cohorte.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Le nombre d'étudiants qui viennent compléter un *fellow* dans les facultés de médecine québécoises par faculté et par année depuis 2003.

RÉPONSE

Nombre d'étudiants ayant complété un *fellow*¹
dans une faculté de médecine québécoise depuis 2003

Année	Faculté			
	Laval	McGill	Montréal	Sherbrooke
2003-2004	5	13	33	3
2004-2005	7	13	19	0
2005-2006	10	13	14	2
2006-2007	5	20	13	3
2007-2008	1	8	13	1
2008-2009	2	11	19	1

1. Résidents en formation complémentaire pour recrutement universitaire, financés par la RAMQ, excluant les moniteurs

Source : banque de données sur les résidents de la CREPUQ, 8 avril 2009.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Le montant investi pour la formation d'un étudiant québécois en médecine.

RÉPONSE

La formation universitaire d'un médecin est financée par différentes sources : les subventions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), les droits de scolarité (61,27 \$ par unité en 2008-2009) et d'autres revenus. Cette fiche présente les subventions du MELS associées à cette formation.

Les subventions du MELS sont divisées selon quatre catégories : l'enseignement, le soutien à l'enseignement et à la recherche, le soutien aux hôpitaux et l'entretien des terrains et des bâtiments. Les subventions relatives à l'enseignement sont ventilées entre la formation initiale (4 ou 5 ans selon les établissements) et les deux années (R1 et R2) de résidence obligatoire. Les données tiennent compte de la durée des programmes. Elles représentent des estimations.

Formation d'un médecin généraliste	Subventions du MELS (\$) 2008-2009
Enseignement <ul style="list-style-type: none">Formation initiale (200 unités)Résidences (R1 et R2-104 unités)	96 264 41 266
Soutien à l'enseignement et à la recherche	16 454
Soutien à l'enseignement médical	13 686
Entretien des terrains et bâtiments	7 032
Total	174 702

De plus, un financement additionnel a été octroyé pour le financement de la formation doctorale, soit une somme non récurrente de 4 M\$ en 2007-2008 et de 2,8 M\$ en 2008-2009.

Pour les spécialités médicales (R3 à R7), il est impossible de calculer une subvention spécifique pour chacune. On peut néanmoins constater que chaque année de résidence additionnelle (le nombre varie selon les spécialités) entraîne des coûts estimés à 22 800 \$ par étudiant.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Le montant investi pour la formation d'un étudiant étranger en médecine.

RÉPONSE

La formation universitaire d'un médecin est financée par différentes sources : les subventions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), les droits de scolarité (61,27 \$ par unité en 2008-2009) et d'autres revenus. Cette fiche présente les subventions du MELS associées à cette formation.

Les subventions du MELS sont divisées selon quatre catégories : l'enseignement, le soutien à l'enseignement et à la recherche, le soutien aux hôpitaux et l'entretien des terrains et des bâtiments. Les subventions relatives à l'enseignement sont ventilées entre la formation initiale (4 ou 5 ans selon les établissements) et les deux années (R1 et R2) de résidence obligatoire. Les données tiennent compte de la durée des programmes. Elles représentent des estimations.

Formation d'un médecin généraliste	Subventions du MELS (\$) 2008-2009
Enseignement <ul style="list-style-type: none">• Formation initiale (200 unités)• Résidences (R1 et R2-104 unités)	96 264 41 266
Soutien à l'enseignement et à la recherche	16 454
Soutien à l'enseignement médical	13 686
Entretien des terrains et bâtiments	7 032
Total	174 702

De plus, un financement additionnel a été octroyé pour le financement de la formation doctorale, soit une somme non récurrente de 4 M\$ en 2007-2008 et de 2,8 M\$ en 2008-2009.

Pour les spécialités médicales (R3 à R7), il est impossible de calculer une subvention spécifique pour chacune. On peut néanmoins constater que chaque année de résidence additionnelle (le nombre varie selon les spécialités) entraîne des coûts estimés à 22 800 \$ par étudiant.

En plus des droits de scolarité de base, il est à noter que les étudiants étrangers soumis aux montants forfaitaires paient des montants forfaitaires qui sont récupérés par le MELS. Selon les tarifs de 2008-2009, la récupération des montants forfaitaires pour un médecin généraliste est estimée à 107 704 \$. Le coût net d'un médecin généraliste pour le MELS s'élève donc à 67 058 \$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par la ministre de l'Éducation.

RÉPONSE

Les documents sont joints en document d'appoint.

30 MAI 2008

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

OBJET : Appui financier du gouvernement du Québec pour la candidature de Québec à l'Universiade d'hiver 2015

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. État de situation**1.1 Rappel des faits**

Une note présentée au Conseil des ministres le 21 mai dernier décrivait les étapes réalisées et à venir en relation avec la mise en candidature de la ville de Québec à l'Universiade d'hiver 2015. Cet événement se déroulerait pendant onze jours entre le 8 et le 18 janvier, et réunirait plus de 2 500 athlètes et officiels en provenance d'au moins 50 pays sans compter les étrangers qui viendront assister aux compétitions de 10 à 13 disciplines. Les principaux éléments de cette note sont repris dans la présente section.

Le 4 février dernier, l'Université Laval a transmis une lettre d'intention à Sport interuniversitaire canadien (SIC) au regard de l'Universiade de 2015. L'Université Laval a transmis cette lettre après avoir travaillé en concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ainsi qu'avec le Bureau de la Capitale-Nationale.

De plus, elle a déposé un plan d'affaires préliminaire à SIC avant le 5 mai 2008. Pour ce dépôt, elle avait demandé à la ville de Québec et au gouvernement du Québec une lettre de principe confirmant leur volonté d'appuyer la candidature internationale de Québec.

Le 1^{er} mai dernier, le conseil de la ville de Québec a adopté une résolution appuyant officiellement le projet et désignant le maire comme chef de la délégation de Québec qui doit présenter le dossier à SIC le 8 juin 2008. Selon les règles de la SIC, c'est la ville hôte qui doit être responsable de la candidature et des aspects financiers de l'événement.

À la suite de la position prise par la Ville, le MELS a transmis la lettre d'appui jointe à l'annexe 1 au recteur de l'Université Laval. Cette lettre n'impliquait cependant aucun engagement financier du gouvernement, celui-ci devant être formulé dans une autre lettre d'appui qui doit être transmise avant le 8 juin prochain à l'Université Laval. Les villes retenues le 5 mai dernier devront, le 8 juin prochain, procéder à une présentation finale à SIC.

SIC annoncera son choix le 10 juin 2008 et choisira une seule ville canadienne pour une candidature internationale. Les villes en lice au Canada sont Edmonton pour l'Universiade d'été 2015 et Québec pour celle d'hiver 2015. Québec serait actuellement seule sur le plan international alors que l'Afrique du Sud et l'Allemagne auraient signifié un intérêt pour l'Universiade d'été. La candidate choisie et SIC devront présenter un dossier à Sport Canada pour obtenir l'appui du gouvernement fédéral, condition essentielle pour la présentation d'une candidature à un événement multisport international.

Par ailleurs, Toronto désire déposer sa candidature pour les Jeux panaméricains de 2015. Celle-ci, les villes avoisinantes (Hamilton, St. Catharines, Markham, Oakville, Mississauga) et l'Ontario ont déjà signalé leur intérêt à cet égard. Ce dossier doit être présenté à Sport Canada par le Comité olympique canadien (COC) et non pas par SIC, puisque le processus de sélection pour cet événement diffère de celui des universiades.

Comme Sport Canada prévoit ne privilégier qu'un seul événement pour 2015, il devrait donc choisir entre le projet de l'Universiade et celui des Jeux Panaméricains, sinon refuser les deux. Même si une ville québécoise était choisie par SIC, sa candidature sur le plan international ne serait pas assurée pour autant, en raison de l'aval nécessaire du gouvernement fédéral. La date limite pour le dépôt de la candidature internationale à la Fédération internationale du sport universitaire (FISU) est fixée en mars 2009 et cette dernière fera connaître sa décision en juin 2009.

Le coût de mise en candidature sur le plan international à l'Universiade d'hiver 2015 était estimé à 1,22 million de dollars et celui de l'organisation à 66,1 millions de dollars. L'Université Laval demandait au gouvernement du Québec une aide financière de 0,3 million de dollars (38 % du coût total) pour la mise en candidature internationale et de 23 millions de dollars (35 % du coût) pour l'organisation, dont aucune somme pour les immobilisations.

Pour éviter les dépenses liées aux immobilisations, Québec proposait de tenir les compétitions de saut à ski et de combiné nordique à Lake Placid, plutôt que de bâtir une nouvelle installation. Des pourparlers sont entamés avec cette ville à ce sujet. Pour le cas où cette solution ne serait pas acceptée par SIC et la FISU, une évaluation des scénarios de construction et d'aménagements temporaires est déjà en cours. Le projet de couverture de l'anneau de glace Gaétan Boucher, s'il était réalisé par la Ville, permettrait la tenue de la compétition de patinage longue piste, sport optionnel de cet événement.

Afin d'évaluer le montant d'aide que le gouvernement devrait consentir pour la mise en candidature et l'organisation, la note du 21 mai 2008 au Conseil des ministres prévoyait les étapes suivantes :

- la création d'un comité interministériel regroupant les ministères concernés, notamment, outre le MELS, le Bureau de la Capitale-Nationale, le ministère du Tourisme, le ministère des Affaires municipales et des Régions, le ministère du Conseil exécutif (le Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes) et le ministère des Relations internationales pour convenir, entre autres, de l'intérêt pour le gouvernement du Québec de participer financièrement à cet événement et, le cas échéant, de ce que pourrait être la contribution de chacun;
- la présentation au Conseil des ministres des résultats de ces travaux;
- si le projet est jugé pertinent par le Conseil des ministres, la transmission avant le 8 juin prochain au recteur de l'Université Laval, en conformité avec le processus mis en place par SIC, d'une lettre concernant l'engagement financier que le gouvernement est prêt à prendre pour la mise en candidature et l'organisation de l'Universiade d'hiver 2015.

1.2 Faits nouveaux depuis le 21 mai 2008 et résultats des travaux du comité interministériel

Selon des informations obtenues, l'interprétation que feraient certains représentants municipaux et universitaires de la lettre d'appui conditionnelle acheminée par la ministre aux promoteurs de la candidature de Québec est que, dans la mesure où celle-ci serait retenue, l'appui financier du gouvernement serait automatique.

La ministre indique pourtant dans sa lettre que l'appui gouvernemental est de nature conditionnelle « à un appui financier que le gouvernement du Québec jugera suffisant de la part de la Ville de Québec et du gouvernement du Canada » et « sous réserve de l'obtention des autorisations gouvernementales requises ». En conséquence, il convient, comme la note d'information au Conseil des ministres l'indique, de préciser dès à présent l'ampleur du soutien financier gouvernemental qui serait fourni le cas échéant.

Par ailleurs, des représentants de SIC ont visité la ville de Québec notamment pour connaître la qualité des installations sportives disponibles. Lors cette visite, ces représentants n'ont pas indiqué que des investissements additionnels seraient essentiels pour la sélection de la candidature de Québec.

Quant aux 66,1 millions de dollars prévus au budget de dépenses pour l'organisation de l'événement, il a été révisé à 68,1 millions de dollars (voir détails à l'annexe 2). Ce montant a été estimé à partir d'informations obtenues à l'égard d'événements comparables, soit des coûts de l'Universiade d'hiver 2007 de Turin et ceux des derniers Jeux du Canada, ainsi que le budget prévisionnel utilisé par Edmonton pour sa candidature à l'Universiade d'hiver 2011.

Les dépenses prévues incluent notamment 0,9 million de dollars de droits payables à SIC, dont 0,3 million en 2009-2010, et 4,5 millions de dollars à FISU payable en 2009-2010. La ventilation annuelle des autres coûts entre l'année budgétaire 2009-2010 et celle de 2014-2015 ne pourrait pas être disponible avant l'automne 2008 si la candidature de Québec était retenue par SIC. Les promoteurs devront alors préparer un plan d'affaires détaillé pour l'examen de la candidature de Québec par Sport Canada.

Selon les nouvelles prévisions obtenues, l'Université Laval souhaite obtenir une contribution du Québec et du gouvernement fédéral de 23,5 millions de dollars 2008 chacun, ainsi que 9,5 millions de dollars de la ville de Québec, dont 7,5 millions en biens et services.

Quant aux travaux du comité interministériel, il s'en dégage les éléments suivants :

- la tenue à Québec d'un tel événement serait souhaitable en raison de l'importance de ses retombées tant sur le plan économique que sportif, sous réserve que le gouvernement indique clairement le montant maximal de sa contribution et s'assure d'une participation suffisante du gouvernement fédéral et de la Ville, et sous réserve que soit mise en place, si la candidature de Québec était retenue, une structure d'encadrement efficace pour l'organisation de l'événement;
- aucun autre ministère n'est actuellement en mesure de participer financièrement à cet événement afin de réunir les 15 millions de dollars exigés pour compléter le financement du gouvernement du Québec, à l'exception du MELS, dans la mesure qui sera indiquée à la section « Implications financières » du présent mémoire. En effet, les ministères ne connaissent pas aujourd'hui les crédits budgétaires qu'ils auront de 2009 à 2015 et l'ensemble des demandes auxquelles ils auront à répondre.

2. Lois existantes

À la suite de l'adoption en 2006 de la Loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (L.R.Q., chapitre F-4.003), une somme annuelle de 6 millions de dollars est versée à ce Fonds pour le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens.

Par ailleurs, plusieurs autres ministères et organismes, dont ceux du Tourisme et des Affaires municipales et des Régions, ainsi que le Bureau de la Capitale-Nationale, peuvent, en vertu des lois qui les régissent, verser une subvention pour la candidature de la ville de Québec et l'organisation de cet événement. Les règles de cumul de l'aide gouvernementale établies par les modalités de leurs programmes pourraient cependant aussi limiter leur possibilité d'accorder une aide significative pour la tenue de cet événement.

3. Solutions possibles

Première solution : Ne pas transmettre de lettre d'appui à l'Université Laval

Deuxième solution : Transmettre une lettre d'appui à l'Université Laval

4. Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution : Ne pas transmettre de lettre d'appui à l'Université Laval

Avantages

Cette solution éviterait au gouvernement de prendre un engagement financier pour la tenue d'un événement d'envergure internationale.

Inconvénients

Cette solution ne permettrait pas à la région de la Capitale-Nationale et à tout le Québec de profiter des retombées importantes d'un tel événement, tant sur le plan économique que sportif. Les retombées économiques découleraient d'abord de la présence à Québec, pendant plus de 10 jours, de plus de 2 500 athlètes et officiels ainsi que d'un très grand nombre d'étrangers qui viendraient voir à l'œuvre ces athlètes. Ces retombées seraient comparables à celles qu'ont générées récemment les Championnats mondiaux de hockey à Québec et à Halifax.

Quant aux retombées sportives, elles se traduiraient par les éléments suivants :

- la promotion du sport auprès de la population, notamment auprès des jeunes, et la contribution ainsi à l'amélioration des saines habitudes de vie, un des objectifs poursuivis par le gouvernement;
- la valorisation et l'enrichissement de l'expertise sportive québécoise;
- la promotion de la région de la Capitale-Nationale et du Québec sur le plan international pour leurs attraits touristiques et leur capacité à organiser des événements d'envergure internationale.

Deuxième solution : Transmettre une lettre d'appui à l'Université Laval

Avantages

Cette solution permettrait à la région de la Capitale-Nationale et à tout le Québec, d'avoir la possibilité de profiter des retombées d'un tel événement sur le plan tant économique que sportif.

Inconvénients

Cette solution exigerait du gouvernement de prendre un engagement financier pour un événement d'envergure internationale huit ans avant sa tenue.

Elle pourrait aussi faire en sorte que le gouvernement soit amené à revoir à la hausse sa contribution financière si les promoteurs avaient sous-évalué les dépenses ou encore si les autres revenus prévus ne se concrétisaient pas.

Cette possibilité pourrait être minimisée si la contribution du gouvernement du Québec était conditionnelle à l'octroi d'une aide jugée suffisante du gouvernement fédéral et de la ville de Québec, les deux autres sources principales de revenus.

5. Activité réglementaire

Les deux solutions n'ont aucun impact réglementaire.

6. Implications financières

La première solution n'a aucune implication financière sur les dépenses du gouvernement. Cependant, elle ne lui permettrait pas de bénéficier des retombées en taxes de la venue d'un nombre importants d'étrangers au Québec lors d'un tel événement.

Quant à la deuxième solution, elle exigerait un engagement du gouvernement du Québec pour un événement qui serait, le cas échéant, tenu dans huit ans. Cet engagement serait de 0,3 million de dollars si Québec était retenue au niveau canadien par SIC le 10 juin 2008 et par Sport-Canada avant mars 2009 et de 23 millions de dollars additionnels si, en plus, elle était retenue par la FISU en juin 2009.

Le MEIS pourrait financer, à l'aide des fonds disponibles, la subvention demandée pour la mise en candidature internationale et 8 des 23 millions de dollars qui sont prévus pour l'organisation de cet événement si Québec était choisie par la FISU. Le solde de 15 millions de dollars serait financé par l'ajout de nouvelles sommes à l'un ou l'autre des ministères concernés, si Québec était retenue en juin 2009 par la FISU.

7. Relations intergouvernementales

La première solution n'a aucun impact de nature intergouvernementale. Quant à la deuxième solution, elle requiert des relations avec le gouvernement fédéral, notamment pour la sélection sur le plan canadien de la ville de Québec pour la candidature internationale ainsi que pour l'obtention d'une contribution financière importante pour cette mise en candidature et l'organisation de l'événement.

8. Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale-Nationale ou sur la métropole

La première solution n'a aucun impact particulier sur les régions, la Capitale-Nationale et la métropole. Quant à la deuxième solution, elle pourrait avoir un impact important sur toutes les régions du Québec, et plus particulièrement sur la région hôte de la Capitale-Nationale, si la ville de Québec était choisie sur le plan international comme hôte de l'Universiade d'hiver 2015. On songe à la venue de beaucoup d'étrangers lors d'un tel événement, aux effets générés sur la pratique d'activités physiques par la population et à l'expertise en matière d'organisation d'événements de grande envergure qu'elle permettrait d'accroître.

9. Implications sur les jeunes

La première solution n'a aucun impact particulier sur les jeunes. Quant à la deuxième solution, elle en aurait un important sur ceux-ci si la ville de Québec était choisie sur le plan international comme ville hôte de l'Universiade d'hiver 2015 puisque cet événement réunit surtout des jeunes et que d'autres jeunes pourront aussi y travailler lors de sa tenue.

Toutefois, selon le Bureau de la Capitale-Nationale, même si Québec est désignée pour accueillir un tel événement, des interrogations sont soulevées par rapport aux retombées considérant les dépenses engendrées et le profil des visiteurs venant de l'extérieur. En outre, selon le budget prévisionnel soumis par l'Université Laval, et en se basant sur les expériences des Jeux mondiaux policiers pompiers et des Championnats mondiaux de hockey, plusieurs sommes sont laissées en droits et héritage aux organisations canadiennes et internationales et la part des retombées économiques régionales ne semble pas proportionnelle pour un événement d'une telle ampleur. Aussi, en matière de rayonnement international, la couverture médiatique demeure plus limitée par rapport à la clientèle visée.

10. Consultation entre les ministères

Le Bureau de la Capitale-Nationale, le ministère du Tourisme, le ministère des Affaires municipales et des Régions, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et le ministère des Relations internationales ont été consultés.

Ceux-ci sont d'avis que la tenue à Québec d'un tel événement pourrait être souhaitable. Toutefois, la contribution du gouvernement du Québec de 23,5 millions de dollars, à l'exception de celle du MELS, ne peut pas être financée à même les enveloppes budgétaires des programmes existants des ministères, même en étalant les sommes exigées sur sept ans.

De plus, selon eux, cet événement pourrait être souhaitable sous réserve que le gouvernement indique clairement le montant maximal de sa contribution en fonction de ses capacités et s'assure d'une participation suffisante du gouvernement fédéral et de la ville de Québec, et sous réserve que soit mise en place, si la candidature de Québec était retenue, une structure d'encadrement efficace pour l'organisation de l'événement.

Ils sont tous prêts à rendre disponibles leurs ressources pour faciliter la mise en candidature, tant sur le plan canadien qu'international et, le cas échéant, la tenue d'un tel événement à Québec.

La ministre de l'Éducation, du Loisir,
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

13 JUIN 2008

OBJET : Proposition de modifications au Règlement sur le régime des études collégiales

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 Exposé de la situation

Des travaux ont été menés au cours des vingt-quatre derniers mois en vue de soutenir le développement de l'enseignement collégial, d'en améliorer l'accessibilité et de favoriser la réussite des élèves. Des rencontres réunissant des représentants du Ministère et des principaux partenaires du milieu de l'enseignement ont eu lieu entre les mois d'avril et de novembre 2006. Ces rencontres ont permis d'établir des consensus autour de mesures qui nécessitent des changements sur le plan réglementaire.

Le présent mémoire ainsi que le projet de règlement qui l'accompagne sont soumis à l'approbation du Conseil des ministres à la suite d'une consultation publique de 45 jours et de la publication d'un avis du Conseil supérieur de l'éducation, qui a consulté 23 organismes du domaine de l'éducation et qui se montre favorable à chacune des modifications proposées.

Rappelons que le Règlement sur le régime des études collégiales (RREC) a fait l'objet de modifications de concordance avec le nouveau Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, en août 2007.

2 Lois existantes

Règlement sur le régime des études collégiales (L.R.Q., chapitre C-29, r. 5.1.1), établi par le gouvernement en vertu de l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

3 Solution retenue

Les modifications réglementaires qui sont soumises au Conseil des ministres concernent l'admission aux programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (ci-après nommés programmes de DEC), l'organisation scolaire et la sanction des études reconnue par l'État. Par la suite, sont présentés neuf changements de moindre importance qui visent essentiellement à clarifier ou à actualiser certaines dispositions déjà existantes.

3.1 Modifications concernant l'admission

Des modifications sont proposées afin d'élargir les conditions d'admission, de manière à permettre l'accès au collège à des élèves qui pourraient poursuivre et réussir des études, mais qui en sont actuellement exclus en vertu des règles d'admission présentement en vigueur.

3.1.1 L'admission conditionnelle

Un assouplissement des conditions générales pour l'admission aux programmes de DEC pourrait s'avérer une mesure efficace pour prévenir le décrochage scolaire des élèves qui n'ont pas tout à fait atteint le niveau de formation requis pour être admis aux études collégiales, mais qui sont jugés capables d'entamer des études supérieures.

Selon les données actuelles concernant la diplomation au secondaire, on peut estimer à environ 7 000 le nombre de jeunes et d'adultes qui pourraient être touchés annuellement par un assouplissement des conditions générales pour l'admission à un programme de DEC. Ce sont des élèves qui ont poursuivi leurs études jusqu'à la toute fin de la 5^e secondaire, mais auxquels il manque la réussite d'un cours pour obtenir le DES ou pour satisfaire aux conditions d'admission relatives aux cours de formation générale du secondaire qui seraient exigées des titulaires d'un DEP. Le changement envisagé permettrait à ces élèves d'étudier à temps plein en ayant accès au collège, tout en suivant à l'enseignement secondaire le cours manquant. L'objectif poursuivi est de favoriser la continuité de la formation en évitant l'interruption momentanée des études qui, trop souvent, se transforme en abandon définitif.

Tout en donnant son appui à l'admission conditionnelle, le Conseil supérieur de l'éducation considère que cette mesure risque de poser certaines difficultés de mise en œuvre. C'est pourquoi il fait quatre recommandations qui pourront être mises en application dès l'entrée en vigueur du règlement puisque les travaux réalisés dans le contexte des modifications apportées aux conditions générales d'admission du mois d'août 2007 ont amené le Ministère, les collèges et les commissions scolaires à agir dans le sens préconisé par le Conseil.

Premièrement, les collèges seront invités à affecter une partie du réinvestissement fédéral en enseignement postsecondaire à des ressources pour assurer un encadrement adéquat des élèves.

Deuxièmement, dans le but d'établir le statut temps plein des élèves admis conditionnellement, une proposition de modifications au Règlement sur les droits de scolarité et les droits spéciaux qu'un collège d'enseignement général et professionnel doit exiger sera soumise d'ici l'automne 2008 à l'approbation du gouvernement, pour tenir compte de la double inscription au secondaire et au collégial.

Troisièmement, et dans le but d'exercer un suivi de la mesure aux fins de la persévérance et de la réussite scolaires, le système de traitement de données du collégial, *Socrate*, sera modifié.

Quatrièmement, les ententes que les collèges et les commissions scolaires ont été invitées à conclure pour offrir la formation manquante pourront également servir à l'offre de cours pour les élèves admis sous condition.

3.1.2 La formation jugée suffisante

Le profil des personnes qui fréquentent le réseau des collèges s'est modifié au cours des années : de plus en plus d'adultes font un retour aux études et un plus grand nombre de personnes immigrantes font des demandes d'admission dans les collèges. L'assouplissement recherché vise à faciliter l'admission de ces personnes qui veulent s'inscrire à un programme de DEC, et ce, en tenant compte de leurs acquis de formation et d'expérience.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à l'admission sur la base d'une formation jugée suffisante. Cependant, il considère que, tout comme pour l'admission conditionnelle, la formation jugée suffisante risque de poser des difficultés de mise en œuvre. Il formule ainsi cinq recommandations, dont trois ont trouvé des réponses dans le cadre des travaux réalisés par le Ministère, les collèges et les commissions scolaires, à la suite des modifications apportées aux conditions générales d'admission du mois d'août 2007.

Les deux autres recommandations visent le report à l'automne 2009 de l'obligation de mise en œuvre de ce moyen d'admission et le développement d'instruments de reconnaissance des acquis. À cet égard, le Ministère invitera les collèges à appliquer cette disposition dans la mesure de leur capacité à l'automne 2008 et à l'hiver 2009, compte tenu que les instruments de reconnaissance des acquis devraient être prêts pour la rentrée scolaire de l'automne 2009, moment où la modification prendra tout son effet.

3.2 Modifications concernant l'organisation scolaire

Les propositions de modifications regroupées sous cette rubrique concernent en particulier la composante de formation générale complémentaire d'un programme de DEC et le calendrier scolaire.

3.2.1 La formation générale complémentaire

La formation générale complémentaire vise à mettre l'élève en contact avec d'autres domaines du savoir que ceux qui caractérisent la composante spécifique de son programme d'études techniques ou préuniversitaires.

Actuellement, la formation complémentaire n'offre pas la marge de manœuvre qui permettrait à un collège d'offrir des cours en lien avec des problèmes contemporains, comme ceux liés à la mondialisation, ou encore de reconnaître l'engagement étudiant, notamment celui qui est fait à titre bénévole dans des causes humanitaires ou communautaires.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à cette modification qui vise l'ajout d'un sixième domaine en formation générale complémentaire.

3.2.2 Le calendrier scolaire

Les collèges qui ont mis en place des formules pédagogiques particulières, comme l'alternance travail-études, font face aux contraintes réglementaires présentement en vigueur. En effet, le RREC ne leur donne presque aucune marge de manœuvre pour adapter le calendrier scolaire aux particularités de certains programmes d'études, dans la mesure où les normes fixées par l'article 18 du RREC imposent « au moins deux sessions comportant chacune un minimum de 82 jours consacrés aux cours et à l'évaluation ».

Ces contraintes réglementaires empêchent le démarrage de sessions à des dates variables d'un programme à l'autre et, par le fait même, les collèges ne peuvent mettre en application des formules pédagogiques qui seraient mieux adaptées aux besoins de certains programmes d'études. Par exemple, dans le domaine du tourisme ou de l'agriculture, certains collèges pourraient trouver avantageux, pour le bénéfice des étudiants, de décaler la date de début de la session et de réaménager les horaires de cours et d'examen, tout en respectant toutes les conditions du programme prescrites par le ministre, notamment le nombre d'heures de cours prescrit.

Par conséquent, le nombre d'heures de cours prescrit serait respecté, mais à l'intérieur d'un calendrier étalé sur un nombre de jours plus restreint. Actuellement, les collèges n'ont pas cette souplesse.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à cette modification et ne formule pas de recommandation particulière sur sa mise en œuvre.

3.3 Modifications concernant la sanction des études reconnue par l'État

Deux modifications au sujet de la sanction des études et de sa reconnaissance par l'État sont proposées : le DEC général et le diplôme de spécialisation d'études techniques.

3.3.1 Le DEC général

Actuellement, un élève doit remplir trois conditions pour obtenir un diplôme d'études collégiales :

- avoir atteint l'ensemble des objectifs et standards du programme d'études;
- avoir réussi l'épreuve synthèse propre à ce programme;
- avoir réussi l'épreuve uniforme en langue d'enseignement et littérature.

De façon générale, on compte annuellement environ 20 000 élèves au secteur préuniversitaire et 16 000 au secteur technique qui obtiennent un DEC après avoir satisfait à ces trois conditions. On trouve par ailleurs plusieurs élèves pour lesquels le diplôme demeure inaccessible, même après quelques années d'études au collégial, et ce, malgré le fait qu'ils aient réussi autant de cours qu'une personne qui possède un DEC préuniversitaire. Ce sont le plus souvent des élèves qui ont changé de programme en cours de formation et qui ne poursuivent pas leurs études suffisamment longtemps pour atteindre l'ensemble des objectifs et standards de leur nouveau programme d'études.

On estime qu'un élève sur trois environ change de programme au cours de ses études collégiales. Ces étudiants accumulent des unités, réussissent des cours et font des apprentissages dans chacun des programmes qu'ils fréquentent. Or, ces acquis ne sont reconnus par aucune sanction d'études officielle, à moins qu'ils ne poursuivent leurs études dans un programme donné jusqu'à l'obtention du diplôme d'études collégiales pour ce programme.

Un assouplissement réglementaire à cet égard pourrait permettre à la ministre de décerner un DEC aux élèves qui ont atteint l'ensemble des objectifs de la formation générale, qui ont accumulé un nombre d'unités équivalent au minimum d'unités de formation spécifique d'un programme préuniversitaire, qui ont réussi l'épreuve uniforme en langue d'enseignement et littérature et qui ont abandonné leurs études.

Ce diplôme permettrait l'accès aux programmes d'études universitaires qui ne requièrent pas d'exigences particulières d'admission. Toutefois, ce diplôme d'études collégiales ne pourrait être décerné à l'étudiant qui est déjà titulaire d'un diplôme d'études collégiales ou qui est encore inscrit dans un programme conduisant au diplôme d'études collégiales.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à cette modification et ne formule pas de recommandation particulière sur sa mise en œuvre.

3.3.2 Le diplôme de spécialisation d'études techniques (DSET)

Dans l'exercice de certaines activités spécialisées, principalement dans le domaine de la santé, la formation offerte dans le cadre d'un DEC technique n'est plus suffisante. Considérant que le DEC technique ne peut dépasser 65 unités de formation, il faut songer à offrir une surspécialisation qui conduirait à l'obtention d'un diplôme supplémentaire de niveau collégial. Les formules actuelles d'attestation d'études collégiales et de certificat universitaire de premier cycle ne permettent pas de répondre à ce type de nouveaux besoins. On peut songer, par exemple, au domaine de la cytotechnologie.

En ce qui concerne les dispositions relatives à la mise en œuvre de ces nouveaux programmes, les règles qui suivent seront adoptées :

- les programmes conduisant à l'obtention d'un DSET seront offerts aux titulaires d'un DEC qui veulent poursuivre des études de spécialisation technique. Ils seront toutefois réservés aux personnes qui possèdent un DEC de l'un des programmes désignés comme préalables par la ministre et qui satisfont, le cas échéant, aux conditions particulières d'admission que peut établir la ministre;
- ces programmes pourront comporter des éléments de formation spécifique pour un nombre d'unités fixé par la ministre et variant de 10 à 30.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à cette modification et ne formule pas de recommandation particulière sur sa mise en œuvre.

3.4 Changements mineurs

Aux modifications proposées plus haut s'ajoutent les neuf autres modifications suivantes de moindre importance qui visent à préciser certains articles du RREC ou à en faciliter l'interprétation par les collèges :

- modifier le libellé des paragraphes 4^e et 5^e du deuxième alinéa de l'article 2 à des fins de concordance avec les libellés des mêmes éléments du nouveau Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire;
- modifier le libellé de l'article 4 sur l'admission aux programmes d'études conduisant à une attestation d'études collégiales (AEC) dans le but d'en faciliter l'interprétation;
- ajouter, à l'article 12, les mentions qui doivent figurer de manière obligatoire pour la sanction d'études « module de formation »;
- abroger l'article 15 puisque l'autorisation de la ministre pour la mise en œuvre d'un programme d'études collégiales par un cégep est déjà prévue par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;
- préciser, à l'article 21, que la dispense concerne l'élève qui n'est pas en mesure d'atteindre les objectifs du cours pour lequel le collège accorde la dispense;
- ajouter, à l'article 22, l'expérience (hors de toute formation) aux bases d'équivalence existantes, qui sont la scolarité antérieure et la formation extrascolaire;
- modifier le libellé de l'article 23 en remplaçant le singulier par le pluriel dans la notion de cours substitués;
- modifier le libellé de l'article 29 pour indiquer que la ministre détermine, en fonction de la durée de la session, la date limite avant ou à laquelle l'élève doit signifier l'abandon d'un cours auquel il s'est inscrit afin d'éviter qu'un échec ne soit porté à son bulletin pour ce cours;
- modifier l'article 31 afin de préciser que le bulletin, dans le cas d'une session terminale, doit faire état de l'atteinte des objectifs et des standards.

Le Conseil supérieur de l'éducation donne son appui à ces modifications et ne formule pas de recommandation particulière sur leur mise en œuvre.

À la suite de la consultation publique et des questions qui ont été soulevées, le Ministère propose d'ajouter deux alinéas à l'article 2 :

- Le premier permet à la ministre de rendre obligatoires des activités de mise à niveau particulières pour tenir compte de l'évolution et des différences entre les régimes pédagogiques.

Par exemple, des activités de mise à niveau en arts pourraient être exigées des titulaires du DES qui n'ont pas accumulé d'unités dans cette matière.

- Le second alinéa vise à préciser que les activités de mise à niveau donnent droit aux unités, mais que celles-ci ne peuvent être prises en compte pour l'obtention du DEC.

4 Avantages et inconvénient

Avantages

L'ensemble des propositions de modifications présentées visent à combler certaines attentes des collèges, à contrer le décrochage scolaire et à faciliter le retour aux études pour les adultes.

Les recommandations concernant l'admission visent à élargir l'accessibilité aux études collégiales aux élèves à qui il ne manque qu'un cours ou six unités et moins pour obtenir le DES, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas obtenu de DES et qui désirent retourner aux études après avoir acquis quelques années d'expérience sur le marché du travail.

Les deux modifications proposées sous la rubrique de l'organisation scolaire permettent, quant à elles, d'assouplir l'application du RREC en y intégrant des situations auxquelles les collèges sont régulièrement confrontés, sans pouvoir y répondre de façon appropriée dans les pratiques pédagogiques. Elles répondent donc à des attentes des collèges et des besoins exprimés par le marché de l'emploi.

Le diplôme d'études collégiales général permet de reconnaître le cheminement accompli au collège par un certain nombre d'élèves, même s'ils n'ont pas complété l'un ou l'autre des programmes dans lesquels ils s'étaient inscrits. Il s'agit d'un diplôme qui peut éventuellement permettre l'accès à l'université et qui donne un avantage supplémentaire à la détention d'un DES, particulièrement dans les cas de plus en plus fréquents de retour aux études après quelques années sur le marché du travail.

Enfin, le diplôme de spécialisation d'études techniques correspond à une formation « surspécialisée » dans certains domaines professionnels, principalement la santé, où les besoins justifient de plus en plus une formation définie et reconnue par l'État. La « surspécialisation » de niveau collégial sera offerte aux personnes qui possèdent un DEC dans le même domaine de formation. Ce nouveau diplôme de spécialisation permettra de mieux répondre à des besoins du marché du travail.

Inconvénient

Aucun inconvénient n'est à signaler.

5 Analyse comparative

Les changements réglementaires prévus ne conduiront pas à différencier davantage la formation collégiale de celle offerte dans d'autres pays en matière d'enseignement supérieur.

6 Implications financières

L'ensemble des changements envisagés pourraient avoir comme première conséquence d'augmenter le nombre d'élèves à l'enseignement collégial en favorisant l'accès au collège à plus de jeunes et d'adultes.

De plus, l'implantation de certains changements réglementaires exigera des modifications aux systèmes informatiques ministériels existants. On peut estimer les coûts de ces modifications à environ 3,0 millions de dollars.

En ce qui concerne la mise en œuvre des programmes de spécialisation d'études techniques, on peut en estimer les coûts d'implantation et de fonctionnement entre 1,0 et 2,0 millions de dollars pour chacun des quelques programmes actuellement prévus.

Sur le plan financier, les coûts entraînés par ces modifications pourraient coïncider avec la baisse démographique qui est prévue pour les prochaines années et qui devrait toucher plus particulièrement les collèges en région¹.

7 Relations intergouvernementales

Aucune incidence n'est prévue sur le plan des relations intergouvernementales.

1. Les effets de la décroissance sur le plan démographique se font sentir dans les collèges depuis une quinzaine d'années, particulièrement en région. Cette baisse de l'effectif étudiant se poursuivra et pourrait même s'accroître. On estime à plus de 10 pour cent, d'ici l'année scolaire 2014-2015, la diminution de l'effectif scolaire dans presque la moitié des régions du Québec.

8 Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

La région de Montréal ainsi que celle de la Capitale nationale ne sont pas touchées différemment des autres régions du Québec.

9 Implications sur les jeunes

Les changements réglementaires visent les jeunes et, au terme de leur mise en œuvre, ils devraient permettre à un plus grand nombre d'entre eux de pouvoir accéder aux études collégiales et de les réussir.

10 Consultation entre ministères


Aucune consultation n'a été effectuée auprès d'autres ministères.

11 Autres consultations

Conformément à l'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, le projet de règlement a été soumis à l'examen du Conseil supérieur de l'éducation, qui a émis un avis positif à son sujet. Plusieurs organismes et groupements ont été consultés par le Conseil dans la préparation de son avis.

D'autres consultations préalables avaient été réalisées auprès des partenaires, lesquels ont transmis par écrit leurs commentaires au mois d'octobre 2006.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : DOCTEUR YVES BOLDUC
Ministre de la Santé et des Services sociaux

18 Août 2008

et

MADAME MICHELLE COURCHESNE
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

OBJET : Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. EXPOSÉ DE LA SITUATION

1.1 INTRODUCTION

Ce mémoire conjoint présente la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 (ci-après, politique doctorale).

Comme par les années passées, les membres de la Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec (ci-après, Table de concertation) ont été consultés lors de l'élaboration de la politique doctorale. Leurs propositions sont présentées à la section 1.3 de ce mémoire. Les ministères concernés sont en accord avec les propositions formulées à cette Table.

1.2 OBJECTIFS VISÉS PAR LA POLITIQUE

La politique doctorale est le principal levier dont dispose le gouvernement pour déterminer l'ajout de médecins au Québec en fonction des objectifs suivants :

- doter, à moyen terme, le Québec d'un nombre suffisant de médecins pour équilibrer l'offre et la demande de services médicaux ;
- utiliser une partie des capacités d'accueil des facultés de médecine du Québec pour admettre des candidates et des candidats canadiens et étrangers, contribuant ainsi au rayonnement des universités québécoises, à l'émulation des étudiants et à la diffusion des connaissances scientifiques.

1.3 DÉMARCHES AYANT MENÉ À L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE

Avis de la Table de concertation

La Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a été consultée pour l'élaboration du projet de politique doctorale (annexe 1). Les membres de la Table de concertation ont principalement porté leur attention sur :

- le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ;
- les contingents particuliers du doctorat en médecine ;
- les médecins exerçant sous permis restrictif au Québec ;
- le libellé I.D. de la politique doctorale.

Le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine

En tenant compte des capacités d'accueil des programmes de formation médicale et de la nécessité d'assurer la qualité de la formation, les membres de la Table de concertation ont discuté des nouvelles inscriptions à prévoir au cours des prochaines années afin de répondre aux besoins d'effectifs médicaux du Québec. À cet égard, ils recommandent de maintenir à 772 le nombre de nouvelles places dans le contingent régulier du doctorat en médecine en 2008-2009, en 2009-2010 et en 2010-2011. Ces inscriptions comprennent annuellement un minimum de 24 places pour le campus satellite de l'Université de Montréal à Trois-Rivières ainsi qu'au campus satellite de l'Université de Sherbrooke à Saguenay. Le contingent régulier est destiné à répondre aux besoins d'effectifs médicaux du Québec.

De plus, les membres de la Table de concertation recommandent que les facultés de médecine procèdent collectivement à un remplacement accéléré d'attritions dans le contingent régulier du doctorat en médecine pour 2008-2009. Selon l'entente de principe intervenue en 2004 entre les universités québécoises dotées d'une faculté de médecine et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), 22 remplacements d'attritions devaient être effectués en 2008-2009. À la lumière des données les plus récentes concernant les attritions, les facultés savent qu'elles auront au moins 22 attritions supplémentaires à remplacer en 2009-2010. Elles ont proposé de devancer à 2008-2009 le moment où ces attritions seront remplacées. Ceci aura comme résultat qu'un nombre plus élevé d'étudiants du Québec et possiblement de diplômés hors du Canada et des États-Unis (DHCEU) désireux d'être admis au 1^{er} cycle sera admis dans le contingent régulier du doctorat en médecine pour 2008-2009, soit 22 personnes de plus qu'initialement prévu.

Cette approche a été proposée par les représentants des universités comme alternative à la proposition du MSSS d'augmenter le nombre de nouvelles inscriptions dans le contingent régulier à compter de 2008-2009. Toutefois, il s'agit d'une augmentation non récurrente, qui, pour devenir permanente, nécessitera que les universités et leur faculté de médecine avec le MSSS et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) s'entendent sur les conditions à mettre en place pour le maintien de la qualité de la formation et s'assurent que celles-ci soient réalisées.

La Fédération médicale étudiante du Québec, la Fédération des médecins résidents du Québec, la Fédération des médecins spécialistes du Québec et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec appuient cette proposition, mais se disent préoccupées par le maintien de la qualité de la formation médicale; elles s'attendent à ce que les universités et les facultés de médecine, en étroite collaboration avec le MELS et le MSSS, prennent les moyens pour mettre en place les conditions garantes, dans les circonstances, d'une formation médicale de qualité.

Les contingents particuliers du doctorat en médecine

Pour répondre à d'autres besoins d'effectifs médicaux, la Table de concertation recommande d'accepter annuellement 33 nouvelles inscriptions dans les contingents particuliers du doctorat en médecine en 2008-2009, en 2009-2010 et en 2010-2011.

Ces inscriptions comprennent un contingent de 11 places pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick, un contingent de 12 places pour les personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études, un contingent de 6 places pour les membres francophones des Forces canadiennes et un nouveau contingent de 4 places réservées à des membres des Premières Nations et des Inuits inscrits au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C., c. I-5) ou au registre des bénéficiaires Inuits, membres d'une nation autochtone établie sur le territoire du Québec, recommandés par des représentants de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ou des Inuits.

Le nombre de nouvelles inscriptions recommandé au total dans le contingent régulier et dans les contingents particuliers est donc de 805 pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, soit 4 places de plus que dans la politique précédente.

Le recrutement des médecins exerçant sous permis restrictif au Québec

Les membres de la Table de concertation ont discuté du contingent des « médecins sélectionnés professeurs » et ont recommandé d'autoriser, de 2002-2003 à 2008-2009, le recrutement de 140 « médecins sélectionnés professeurs ». Tous les départs de « médecins sélectionnés professeurs » peuvent être remplacés sans être comptabilisés dans le quota de recrutement, tandis que les anatomopathologistes recrutés ne sont pas comptabilisés dans le contingent.

Les membres de la Table de concertation recommandent aussi la reconduction, pour l'année 2008-2009, des conditions de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs » mises en place à compter du 1^{er} juillet 2005 afin de s'assurer que ces médecins comblent bien des besoins dans les domaines de l'enseignement, de la recherche ou de l'évaluation des technologies. Les facultés de médecine devront également continuer de compléter et de transmettre au MSSS une fiche signalétique soutenant le recrutement d'un « médecin sélectionné professeur » en milieu universitaire avant tout recrutement.

Le libellé 1.D. de la politique doctorale

Les membres de la Table de concertation ont discuté du libellé 1.D. de la politique doctorale et ont recommandé de le retirer. Ce libellé est le suivant :

« D'exiger, de façon à exercer un contrôle sur une éventuelle installation au Québec des personnes provenant de l'extérieur du Québec, la signature d'un engagement à pratiquer pendant quatre années consécutives en établissement désigné par le ministre de la Santé et des Services sociaux, si elles s'installent au Québec au terme de leur formation. Cet engagement de quatre ans doit être pris par la personne au moment de sa première inscription. Une pénalité de 300 000 \$ est prévue en cas de non-respect de l'engagement. Sauf en cas d'avis contraire, les personnes doivent être averties par les universités, dès leur demande d'admission, que la signature du contrat est un préalable à l'inscription en médecine ».

La disposition qui est décrite dans le libellé ci-dessus en vue d'exercer un contrôle sur une éventuelle installation au Québec des personnes provenant de l'extérieur du Québec n'a pas été mise en application depuis plusieurs années. Étant donné cette situation, la Table de concertation juge ce libellé inapproprié et susceptible d'avoir un effet négatif sur les clientèles visées par cette disposition.

Toutefois, un avis juridique obtenu auprès des autorités compétentes du MSSS déconseille de donner suite à cette recommandation.

Ajustements à la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 proposés par les deux ministères responsables

Les ministères concernés proposent, pour la politique triennale, de retenir les ajustements de la Table de concertation.

Le maintien du nombre d'inscriptions dans le contingent régulier du doctorat en médecine

Au cours des dernières années, l'augmentation de la clientèle étudiante en médecine a amené une utilisation presque maximale des capacités d'accueil de certains milieux de stages de formation clinique. Les facultés de médecine sont toujours en développement afin de maintenir la qualité de la formation médicale au niveau doctoral et postdoctoral.

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre annuellement 772 places dans le contingent régulier, soit le même nombre que les deux politiques précédentes. Rappelons qu'en 2005-2006 et en 2006-2007, les développements respectifs des campus satellites de l'Université de Montréal à Trois-Rivières et de l'Université de Sherbrooke à Saguenay avaient permis d'augmenter les inscriptions au doctorat en médecine de 32 et de 24 places.

Le nombre minimum de nouvelles inscriptions exigé pour chacun des campus satellites est de 24 en 2008-2009, en 2009-2010 et en 2010-2011. Les autres quotas de la politique doctorale sont donnés pour l'ensemble des quatre universités qui ont une faculté de médecine. Par ailleurs, si les universités devaient utiliser une répartition interuniversitaire des inscriptions dans le contingent régulier du doctorat différente de celle convenue dans la politique doctorale, elles devraient expressément en informer le MSSS et le MELS.

Comme c'était le cas au cours des dernières années, les universités ont l'obligation de remplacer, collectivement, durant l'année ou subséquemment, toutes les personnes du contingent régulier qui abandonnent de façon définitive leur formation doctorale en médecine au Québec. Il est à noter que, pour l'année 2008-2009, ce sera un double remplacement d'attritions afin d'admettre 22 étudiants de plus, ce qui fera passer le nombre de nouvelles inscriptions à 794 au lieu de 772. Par ailleurs, la politique doctorale précise que les dossiers d'inscription des DHCEU doivent être examinés d'abord afin de combler ces places. Pour l'année 2009-2010, la prochaine politique le précisera.

Les ajustements aux contingents particuliers du doctorat en médecine

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre annuellement 33 places dans les contingents particuliers, soit 4 places de plus que la politique précédente.

Les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre annuellement 11 places réservées aux personnes admissibles dans le cadre de l'entente intergouvernementale Québec / Nouveau-Brunswick, soit le même nombre que la politique précédente.

Depuis 2006-2007, 24 étudiants du Nouveau-Brunswick sont admis chaque année pour recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Toutefois, si les conditions permettant l'accueil de ces étudiants à Moncton n'étaient plus remplies pour permettre la poursuite de ce projet, un nombre équivalent d'étudiants pourraient, comme cela était permis dans les politiques antérieures, être admis à entreprendre leur formation doctorale au Québec, sur le campus principal de l'Université de Sherbrooke.

Les personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre annuellement 12 places réservées pour des personnes de nationalité étrangère munies d'un permis de séjour pour études, soit le même nombre de places que dans la politique précédente compte tenu des capacités d'accueil des facultés de médecine.

À la demande des facultés de médecine, un maximum de 5 de ces 12 places pourraient être comblées exceptionnellement par des personnes canadiennes provenant d'autres provinces ou territoires dont les dossiers d'inscription sont supérieurs à ceux de candidats de nationalité étrangère et pourraient être comptabilisées en ajout au contingent régulier.

Les membres des Forces canadiennes

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre annuellement 6 places à des Québécoises et des Québécois francophones et à des personnes canadiennes francophones provenant d'autres provinces ou territoires, membres des Forces canadiennes, sélectionnés par cette organisation et répondant aux critères d'admission réguliers des universités. Ces places sont subventionnées par les Forces canadiennes et non par le gouvernement du Québec.

Les membres des Premières Nations et Inuits

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 offre un nouveau contingent de 4 places réservées à des membres des Premières Nations et des Inuits inscrits au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C., c. I-5) ou au registre des bénéficiaires Inuits, membres d'une nation autochtone établie sur le territoire du Québec, recommandés par des représentants de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ou des Inuits.

Le recrutement de médecins exerçant sous permis restrictif pour répondre à des besoins particuliers

Les « médecins sélectionnés professeurs »

Le projet de politique doctorale pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 établit un quota de 140 « médecins sélectionnés professeurs » pouvant être recrutés de 2002-2003 à 2008-2009, soit 20 places de plus que la politique précédente pour la période 2002-2003 à 2007-2008.

Les « médecins sélectionnés professeurs » détiennent un diplôme de docteur en médecine délivré par une école située à l'extérieur du Canada et des États-Unis et sont recrutés par les facultés de médecine pour combler des besoins exceptionnels dans les domaines de l'enseignement, de la recherche ou de l'évaluation des technologies dans un établissement de santé universitaire.

Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins sélectionnés professeurs ».

Les « médecins non professeurs »

Le projet de politique doctorale permet le recrutement de « médecins non professeurs » de 2008-2009 à 2010-2011. Les « médecins non professeurs » détiennent un diplôme de docteur en médecine délivré par une école située à l'extérieur du Canada et des États-Unis et sont recrutés par des établissements pour répondre à des besoins cliniques en régions non universitaires ayant d'importantes pénuries d'effectifs médicaux. Le recrutement des « médecins non professeurs » n'est pas limité par un quota. Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins non professeurs ».

Suivi des recommandations formulées par le Conseil des ministres

Dans sa décision du 27 juin 2007, le Conseil des ministres adoptait la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. De plus, le Conseil des ministres confiait au ministre de la Santé et des Services sociaux et à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de lui faire rapport avant le 1^{er} mars 2008, des moyens que le gouvernement devra prendre au cours des cinq prochaines années pour remédier à la pénurie de médecins ainsi qu'une estimation des coûts des mesures proposées. Les travaux sont en cours et le rapport suivra à l'automne 2008.

1.4 PRINCIPAUX PARAMÈTRES

Le tableau suivant présente les paramètres quantitatifs de la première année de la politique doctorale. La politique doctorale fait une distinction entre les Québécoises et Québécois, les Canadiennes et Canadiens venant des autres provinces et les personnes de nationalité étrangère. Pour distinguer les différents candidats les uns des autres, les critères prévus par le MELS dans les politiques sur les droits de scolarité universitaires (annexe 2) sont utilisés.

Tableau 1 - Paramètres quantitatifs de la Politique doctorale pour l'année 2008-2009

CONTINGENTS VISÉS	CIBLES RECOMMANDÉES (différence par rapport à 2007-2008 entre parenthèses)
INSCRIPTIONS AU DOCTORAT EN MÉDECINE	
▪ Québécois ¹ (contingent régulier)	772 (+0)
▪ Canadiens via l'entente Québec / Nouveau-Brunswick ² :	
Du Nouveau-Brunswick	6 (+0)
De l'Île-du-Prince-Édouard	1 (+0)
De la Nouvelle-Écosse	3 (+0)
De Terre-Neuve	1 (+0)
▪ Personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études ³	12 (+0)
▪ Membres des Forces canadiennes ⁴	6 (+0)
▪ Les membres des Premières Nations et Inuits ⁵	4 (+4)
TOTAL	805 (+4)

1. Un minimum de 24 nouvelles inscriptions doit être maintenu annuellement au campus satellite de l'Université de Montréal ainsi qu'au campus satellite de l'Université de Sherbrooke. Aussi, parmi les 772 places du contingent régulier, un maximum de 10 places peut être offert à des étudiants provenant des autres provinces ou territoires canadiens qui satisfont de façon équivalente aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

2. Depuis 2006-2007, 24 étudiants du Nouveau-Brunswick sont admis chaque année pour recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Toutefois, si les conditions permettant l'accueil de ces étudiants à Moncton n'étaient plus remplies pour permettre la poursuite de ce projet, un nombre équivalent d'étudiants pourraient, comme cela était permis dans les politiques antérieures, être admis à entreprendre leur formation doctorale au Québec, sur le campus principal de l'Université de Sherbrooke.

3. Un maximum de 5 de ces 12 places pourraient être comblées exceptionnellement par des personnes canadiennes provenant d'autres provinces ou territoires dont les dossiers d'inscription sont supérieurs à ceux de candidats de nationalité étrangère et pourraient être comptabilisées en ajout au contingent régulier.

4. Ces places sont subventionnées par les Forces canadiennes et non par le gouvernement du Québec. Les membres des Forces canadiennes doivent satisfaire aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

5. Ces places sont réservées à des membres des Premières Nations et des Inuits inscrits au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C., c. I-5) ou au registre des bénéficiaires Inuits, membres d'une nation autochtone établie sur le territoire du Québec, recommandés par des représentants de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ou des Inuits. Les membres des Premières Nations et des Inuits doivent satisfaire aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

Dans le contingent régulier du doctorat en médecine, le présent mémoire propose un nombre de 772 inscriptions pour 2008-2009, pour 2009-2010 ainsi que pour 2010-2011 (+0 par rapport à 2007-2008). Au terme de cette politique doctorale, 2 316 étudiants (772 x 3 années) auront été admis en médecine pour répondre aux besoins du Québec. Les universités doivent remplacer tous les abandons du contingent régulier.

En ce qui concerne les contingents particuliers, le présent mémoire propose 33 places annuellement : 11 (+0) prévues pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick, 12 (+0) prévues pour les personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études, 6 (+0) pour les membres des Forces canadiennes et 4 (+4) pour les membres des Premières Nations et Inuits.

Le texte complet de la politique doctorale apparaît à l'annexe 3 et le projet de décret pour 2008-2009 est présenté à l'annexe 4.

2. LOIS EXISTANTES

Les politiques triennales des inscriptions au doctorat en médecine prévoient toujours qu'un certain nombre de places sont offertes à des candidats non québécois. En 2008-2009, un maximum de 43 places sont disponibles pour cette clientèle (33 places dans les contingents particuliers auxquelles s'ajoutent 10 places pouvant être offertes à des étudiants provenant des autres provinces ou territoires canadiens dans le contingent régulier).

L'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) permet au gouvernement d'autoriser des places supplémentaires dans les programmes de doctorat en médecine destinées à des étudiants provenant de l'extérieur du Québec. Ces places sont assujetties à des contrats d'engagement.

3. ANALYSE COMPARATIVE

Les inscriptions dans les facultés de médecine

Le Québec est la province canadienne où l'augmentation des admissions en médecine a été une des plus importantes entre 1996-1997 et 2006-2007, après des années de diminution. Cette situation crée des pressions financières, organisationnelles et matérielles importantes pour les milieux cliniques d'apprentissage et les universités. En 10 ans, cette augmentation a été de 80 %. À titre de comparaison, l'Ontario et l'Alberta, qui ont aussi consenti des efforts considérables à ce chapitre, n'ont haussé leurs admissions que de 51 % et 52 % respectivement au cours de la même période. Les admissions dans les autres provinces sont demeurées relativement stables, sauf la Colombie-Britannique qui, depuis 2003-2004, a connu une hausse marquée.

Tableau 2 - Comparaison interprovinciale de toutes les nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, 1996-1997 à 2006-2007

Provinces	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07
Québec	453	452	466	529	566	612	674	734	786	806	819
Terre-Neuve	65	61	60	59	60	60	60	60	60	60	60
Nouvelle-Écosse	93	80	89	85	84	83	84	93	92	92	92
Ontario	538	531	532	539	586	655	701	702	705	793	813
Manitoba	74	75	71	75	75	88	89	89	87	94	101
Saskatchewan	55	56	55	51	55	60	60	59	59	60	59
Alberta	180	177	183	181	227	240	237	238	232	229	273
Colombie-Britannique	119	120	120	120	120	128	128	128	198	224	223

Sources : Collecte du MEIS effectuée auprès des universités, pour les données du Québec

L'Association des facultés de médecine du Canada, pour les données des autres provinces

Comme d'autres provinces, le Québec a mis en place des campus satellites qui permettent de former des étudiants à l'extérieur des régions universitaires (l'Université de Montréal à Trois-Rivières depuis septembre 2005 et l'Université de Sherbrooke à Saguenay depuis septembre 2006). L'Ontario et la Colombie-Britannique privilégient également la formation des médecins hors des grands centres urbains et ont développé des facultés de médecine en région.

4. LA PROJECTION DES EFFECTIFS MÉDICAUX ET LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EN MÉDECINE

Les modèles de projection développés par le MSSS permettent d'évaluer l'évolution en nombre des effectifs médicaux sur un horizon de deux à trois décennies. Les hausses d'admissions dans les programmes de doctorat en médecine des dernières années ont été justifiées, entre autres, par les résultats du modèle de projection des effectifs médicaux de 2001 qui prévoyait un déficit d'effectifs médicaux pour les années à venir.

Une nouvelle version du modèle de projection sera élaborée au cours de la prochaine année.

Mise à jour du modèle de projection actuel

Couvrant la période 2006 à 2023, les tableaux suivants présentent les projections d'effectifs médicaux pour la médecine familiale et pour la médecine spécialisée.

Les principales hypothèses utilisées :

- Augmentation permanente à compter de 2008-2009 du nombre de nouvelles inscriptions en médecine à 794 ;
- La répartition des postes d'entrée à la résidence est de 45 % / 55 % entre la médecine familiale et la médecine spécialisée ;
- Le taux d'installation des nouveaux diplômés en médecine du Québec est de 92 % pour la médecine familiale et de 85 % pour la médecine spécialisée. Cette hypothèse est jugée optimiste et permet d'estimer la pénurie minimum anticipée des effectifs médicaux au cours de la période analysée ;
- Le déficit en effectifs médicaux à l'année de départ 2006 est évalué à 790 pour la médecine de familiale et à 670 pour la médecine spécialisée. Une hypothèse de croissance de 1 % par année est appliquée par la suite ;
- Les taux d'activité des médecins sont maintenus constants aux niveaux observés en 2006 pour un équivalent temps complet (ETC).

Tableau 3 - Impacts des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine familiale

Année de projection	Projection du nombre absolu d'omnipraticiens (1)		Projection du nombre d'omnipraticiens en ETC 2006 (2)		Évolution de la demande d'omnipraticiens (3)		Écart entre l'offre en ETC 2006 et la demande (4 = 3 - 2)	
	Nombre	Variation	Nombre	Variation	Nombre	Variation	Nombre	Variation
2006	7 713	-	7 713	-	8 503	-	-790	-
2007	7 805	92	7 741	28	8 588	85	-847	-57
2008	7 912	107	7 786	44	8 674	86	-888	-41
2009	8 010	98	7 817	31	8 761	87	-944	-55
2010	8 136	126	7 876	59	8 848	88	-973	-29
2011	8 299	163	7 979	104	8 937	88	-958	15
2012	8 464	165	8 079	100	9 026	89	-947	11
2013	8 632	168	8 189	110	9 116	90	-927	20
2014	8 800	168	8 305	116	9 208	91	-903	22
2015	8 956	156	8 406	101	9 300	92	-894	5
2016	9 105	149	8 511	105	9 393	93	-881	5
2017	9 246	141	8 603	92	9 487	94	-883	-9
2018	9 376	130	8 699	96	9 581	95	-883	-10
2019	9 497	121	8 789	90	9 677	96	-888	-14
2020	9 606	109	8 864	75	9 774	97	-910	-30
2021	9 712	106	8 946	82	9 872	98	-926	-25
2022	9 808	96	9 018	72	9 970	99	-952	-34
2023	9 902	94	9 097	78	10 070	100	-974	-31
2006-2023	2 189	129	1 384	81	1 567	92	-184	-11

Tableau 4 - Impacts des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine spécialisée

Année de projection	Projection du nombre absolu de médecins spécialistes (1)		Projection du nombre de médecins spécialistes en ETC 2006 (2)		Évolution de la demande de médecins spécialistes (3)		Écart entre l'offre en ETC 2006 et la demande (4 = 3 - 2)	
	Nombre	Variation	Nombre	Variation	Nombre	Variation	Nombre	Variation
2006	8 168	-	8 168	-	8 838	-	-670	-
2007	8 221	53	8 197	29	8 926	88	-730	-60
2008	8 294	73	8 238	41	9 016	89	-778	-48
2009	8 375	81	8 283	45	9 106	90	-823	-45
2010	8 470	95	8 352	69	9 197	91	-845	-22
2011	8 582	112	8 425	73	9 289	92	-864	-19
2012	8 712	130	8 517	93	9 382	93	-864	0
2013	8 853	141	8 620	103	9 476	94	-855	9
2014	9 011	158	8 743	123	9 570	95	-827	28
2015	9 173	162	8 884	141	9 666	96	-782	45
2016	9 341	168	9 025	141	9 763	97	-737	45
2017	9 504	163	9 169	144	9 860	98	-691	46
2018	9 674	170	9 318	149	9 959	99	-641	50
2019	9 834	160	9 455	137	10 058	100	-604	37
2020	9 990	156	9 603	148	10 159	101	-556	47
2021	10 143	153	9 741	138	10 261	102	-520	36
2022	10 291	148	9 884	143	10 363	103	-479	41
2023	10 440	149	10 025	141	10 467	104	-442	37
2006-2023	2 272	134	1 857	109	1 629	96	228	13

Les résultats des différents scénarios à l'étude tendent à montrer que, malgré la hausse d'admissions doctorales en médecine dans le contingent régulier à compter de 2008-2009, le Québec demeurera en déficit de médecins de famille et de médecins spécialistes à court et à moyen terme.

Par ailleurs, on constate que pour maintenir l'offre de service de médecins de famille à son niveau actuel jusqu'en 2023, l'augmentation du nombre de nouvelles inscriptions à 794 resterait insuffisante. Cependant, cette augmentation permettrait d'atténuer la croissance de la pénurie de médecins de famille. En revanche, au cours de cette même période, on constate que l'offre de service de médecins spécialistes pourrait s'améliorer de manière globale.

5. IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Au plan financier, les mesures proposées dans ce mémoire découlant de l'acceptation d'une cohorte de 805 nouveaux étudiants ont des impacts pour les universités et les milieux cliniques accueillant des externes et des médecins résidents en stage.

L'incidence financière liée à cette cohorte est de l'ordre de 21,7 M\$ supplémentaires, sur un financement total de l'effectif étudiant estimé à 85,5 M\$ en 2008-2009 pour les 3 165 étudiants prévus à la politique triennale. La subvention afférente au financement des clientèles qui sera versée aux universités a été évaluée avec les paramètres budgétaires de l'année 2007-2008 après réinvestissement en enseignement supérieur, soit 27 010 \$ pour un étudiant admis au programme de doctorat en médecine.

Par ailleurs, le MELS accorde des subventions additionnelles totalisant 210 000 \$ pour la délocalisation du programme de formation en médecine de l'Université de Sherbrooke à Saguenay et de l'Université de Montréal à Trois-Rivières. Également, le MELS accorde une majoration de la norme pour calculer les subventions relatives à l'enseignement d'un pourcentage équivalent à 30 % pour l'Université de Sherbrooke et à 18 % pour l'Université de Montréal.

6. RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Aucune

7. IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA
CAPITALE-NATIONALE ET SUR LA MÉTROPOLE

Les places de formation doctorale en médecine dans les campus satellites situés en régions semblent une alternative intéressante au problème de saturation des campus principaux situés en régions universitaires et répondent en partie à la nécessité de mieux préparer les futurs médecins à la pratique en régions non universitaires.

8. IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

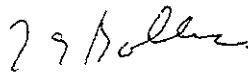
Aucune

9. CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de la Santé et des Services sociaux se sont concertés pour la réalisation de ce mémoire conjoint.

Le ministre de la Santé et
des Services sociaux,

La ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,



Docteur Yves Bolduc



Michelle Courchesne

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

12 SEP. 2008

OBJET : Projet de loi instituant l'institut national des mines

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Depuis plusieurs mois, le secteur minier au Québec vit une effervescence qu'il n'avait pas connue depuis longtemps : mise en chantier de nouveaux projets, besoins de remplacement de la main-d'œuvre vieillissante, difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée, etc.

À l'abri du phénomène de délocalisation que provoque la mondialisation des marchés, le secteur minier est en croissance aussi rapide que durable grâce notamment aux importants besoins des pays émergents comme la Chine et l'Inde. Le Québec, dont le potentiel minier est notable, doit donc profiter de la croissance de ce secteur sur le plan de la richesse collective (PIB) et sur celui du développement régional (régions septentrionales) qu'il induit.

Or, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante constitue un élément névralgique dans l'exploitation des gisements miniers. Les partenaires, notamment les entreprises, signalent à cet effet des besoins considérables.

Il incombe donc à l'État d'agir sur le dispositif de formation de la main-d'œuvre pour l'ajuster aux besoins des entreprises minières. Compte tenu des investissements déjà consentis en matière de formation minière, c'est surtout l'efficacité et l'effet du dispositif qu'il faut optimiser en cherchant à coordonner les interventions des acteurs réunis dans une instance commune.

Dans cette foulée, le gouvernement du Québec annonçait, lors du Discours sur le budget du 13 mars 2008, la création d'un institut national des mines. Le récent Plan d'action éducation, emploi et productivité, annoncé par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en avril dernier, précisait qu'une somme de 5 millions de dollars sur cinq ans sera consacrée à la formation de la main-d'œuvre dans le secteur minier. Cette somme servira notamment à la mise en place de l'institut national des mines et à son fonctionnement. Elle servira aussi à la réalisation de divers projets-pilotes dans le domaine de la formation minière.

Le MELS, assisté du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, a ainsi rencontré les principaux acteurs du secteur (commissions scolaires, cégeps, universités, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines, Association minière du Québec, Association de l'exploration minière du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, associations minières régionales, etc.) afin de recueillir leur avis et d'assurer une implantation harmonieuse de l'institut national des mines.

Mission, attributions et composition de l'institut

L'institut national des mines se veut un organisme de concertation dont les activités sont orientées vers la recherche de l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail pour le secteur minier. Plus spécifiquement, il est proposé que des représentants du milieu de l'éducation s'associent aux principaux acteurs de l'industrie minière pour créer un institut national des mines ayant pour mandat de maximiser la capacité de formation de la main-d'œuvre, en optimisant les moyens disponibles et en les utilisant selon la vision concertée de tous les acteurs du secteur, contribuant ainsi à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du Québec.

La mission de l'institut national des mines comporte quatre volets :

- 1° orchestrer les actions de formation pour répondre aux besoins à court, moyen et long termes, en coordonnant les interventions des différents intervenants (commissions scolaires, cégeps, universités);
- 2° assurer une estimation adéquate des besoins de formation et une veille permanente de leur évolution quant à leur nature et à leur répartition géographique;
- 3° recommander à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ainsi qu'aux ministères concernés le cas échéant, toute modification jugée nécessaire au dispositif de formation, quant à sa capacité, à la carte des enseignements ainsi qu'à la révision et à l'actualisation des programmes de formation;
- 4° participer activement aux efforts de promotion des métiers et professions du secteur minier.

À ce titre, et aux fins de réalisation de sa mission, l'institut peut procéder à l'octroi de contrats en vue notamment :

- de réaliser ou de faire réaliser les études et recherches nécessaires à la connaissance du secteur et à ses tendances en matière de compétences;
- d'agir en partenariat avec d'autres organismes pour accroître l'efficacité des interventions et promouvoir les métiers et professions du secteur;
- de conduire des projets-pilotes et des expérimentations utiles, notamment dans le domaine de l'organisation de la formation;
- de réaliser tout autre mandat confié par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

L'institut national des mines sera géré par un conseil d'administration composé de 13 membres ayant droit de vote et de participants provenant des ministères concernés par le développement minier au Québec. Il se réunira minimalement quatre fois par année et pourra mettre sur pied différents comités afin de réaliser ses mandats.

Le conseil d'administration réunira des représentants du milieu de l'éducation et du milieu du travail. Le gouvernement, après consultation des organismes visés, nommera les membres du conseil d'administration pour un mandat d'une durée maximale de trois ans. Les représentants du milieu de l'éducation seront issus essentiellement des commissions scolaires, des cégeps et des universités dispensant des activités de formation liées au secteur minier. Les commissions scolaires Crie et Kativik seront aussi représentées au conseil d'administration. Les représentants du milieu du travail proviendront des associations d'entreprises minières, des associations minières régionales, des associations de travailleurs et du Comité sectoriel de main-d'œuvre du secteur des mines. Les membres votants du conseil d'administration devront être gestionnaires des organismes qu'ils représentent (directrices générales ou directeurs généraux).

S'ajouteront au conseil d'administration des représentants des ministères de l'Éducation, du Loisir et du Sport, des Ressources naturelles et de la Faune, et de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ils auront droit de participer aux réunions du conseil et d'y prendre la parole, sans toutefois avoir le droit de vote. Ces personnes auront pour rôle principal d'alimenter le conseil d'administration de données et d'informations utiles pour éclairer les membres et faciliter la prise de décision.

Le gouvernement nommera le directeur général de l'institut qui présidera le conseil d'administration avec droit de vote. Son mandat, renouvelable, sera d'une durée initiale de trois ans. Les membres du personnel de l'institut seront nommés selon le plan d'effectif établi par règlement de l'institut.

Gouvernance de l'organisme

À l'instar des sociétés d'État, l'institut national des mines doit être régi selon des principes de bonne gouvernance, de reddition de comptes et de responsabilisation. Cependant, compte tenu de sa dimension modeste et de son mandat de concertation, il ne paraît pas nécessaire de le soumettre entièrement aux impératifs liés à la gouvernance des sociétés d'État, notamment en matière de mise sur pied des comités de vérification, de gouvernance et d'éthique, et des ressources humaines.

Toutefois, les principes de saine gestion, de reddition de comptes et de responsabilisation doivent être respectés par l'institut national des mines et son conseil d'administration. Les éléments ci-après assurent à cet égard la bonne gouvernance et le contrôle :

- les membres de l'institut et de son conseil d'administration sont soumis au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, qui a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique, de favoriser la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement et de responsabiliser les administrations et les administrateurs publics;
- chaque année, l'institut doit soumettre à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, pour approbation, un plan d'action faisant état des objectifs et cibles à atteindre ainsi que du budget afférent pour l'année visée. De même, il doit soumettre à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport un rapport de gestion pour l'année écoulée;
- la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut donner à l'institut des directives concernant ses objectifs et ses orientations et le mandater sur des objets spécifiques;
- au plus tard sept ans après la création de l'institut, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport fera état au gouvernement du bilan de l'action de l'institut et de l'opportunité de le maintenir, de le modifier ou de l'abolir.

2- Lois existantes

Pour déterminer le cadre légal de création de l'institut national des mines, plusieurs avenues ont été envisagées. Compte tenu de l'existence d'organismes d'enseignement œuvrant déjà dans le domaine de la formation minière à l'enseignement secondaire, collégial et universitaire, le MEELS ne souhaite pas mettre sur pied une véritable école puisque la mission de l'organisme à créer ne consiste pas à dispenser de la formation ni à délivrer des diplômes, mais plutôt, comme stipulé dans le Plan d'action éducation, emploi et productivité, à assurer une estimation adéquate des besoins de formation, à orchestrer les actions de formation en coordonnant les diverses interventions, à faire des recommandations à la ministre relativement au dispositif de formation, à la carte des enseignements ou à l'offre de programmes d'études, et à assurer la promotion des emplois du secteur minier.

3- Solutions possibles

Première solution

Création d'un institut par voie législative.

Deuxième solution

Création d'un organisme à but non lucratif.

Troisième solution

Élaborations d'ententes relatives à la collaboration en matière de formation, de recherche et de développement.

Quatrième solution

Création d'une commission en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'Université du Québec;

Création d'un collège régional en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;

Création d'un centre collégial de transfert de technologie.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution : création d'un institut par voie législative

Avantages

- La voie législative permet de bien circonscrire la mission, les mandats, la composition et le fonctionnement de l'institut en plus de garantir le respect des objectifs gouvernementaux visés.
- La création de l'institut national des mines fournit un élément catalyseur et rassembleur dans le développement durable de ce secteur au Québec et dans ses régions.
- La création d'un institut permet de regrouper l'ensemble des partenaires associés au développement du secteur minier.
- La voie législative constitue la solution correspondant le plus étroitement aux objectifs recherchés dans le cadre du discours du budget 2008-2009.
- Seule la voie législative permet d'aménager la mission de l'organisme et de lui donner les outils nécessaires au pilotage national de la formation.
- Une loi permet d'établir clairement pour l'organisme des principes de gouvernance et de reddition de comptes.
- La loi constitutive permet à l'organisme d'offrir des services de recherche, de consultation et de gestion ainsi que de conclure des ententes avec des établissements d'enseignement.
- La création d'un institut permet de favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande avec une composante de recherche importante.
- Une clause de temporisation de sept ans permettrait au gouvernement d'évaluer la pertinence de maintenir l'organisme ou d'en modifier certains aspects.

Inconvénients

- La demande des partenaires d'autres secteurs économiques à se doter d'instituts analogues, risque d'autant plus réel que la qualification de la main-d'œuvre, fondement de la création de l'institut, est un enjeu pour de nombreux autres secteurs d'activité économique.

Cet élément peut néanmoins être minimisé si une durée de vie limitée de l'institut (sept ans) était adoptée, et justifiée par la « maturité » et l'autonomie des partenaires, acquises à terme, dans la pratique de la concertation.

Deuxième solution : création d'un organisme à but non lucratif (OBNL)

Avantage

- Option intéressante au regard de la mission projetée pour l'institut national des mines et de ses relations avec ses partenaires.

Inconvénient

- l'incorporation crée une personne morale ayant une personnalité juridique propre de nature privée, ce qui peut limiter l'influence gouvernementale quant aux orientations et aux attentes à l'égard de l'institut.

Troisième solution : Élaboration d'ententes relatives à la collaboration en matière de formation, de recherche et de développement

Avantage

- Cette solution permet de réunir les acteurs à une table autour de préoccupations communes.

Inconvénient

- Son succès dépend cependant d'un niveau élevé d'adhésion des acteurs, ce qui aurait normalement dû les avoir déjà incités à se lancer par eux-mêmes dans différentes actions de concertation.

Quatrième solution : Création d'une commission en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'Université du Québec ou création d'un collège régional en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel ou encore création d'un centre collégial de transfert de technologie.

Avantage

- Il n'y a aucun avantage à cette solution.

Inconvénient

- Ces trois options se révèlent inappropriées pour la fondation de l'institut, en raison principalement du fait qu'elles font, chacune, référence à un seul ordre d'enseignement, limitant ainsi fortement le potentiel de concertation partenariale attendue de la mise en place de l'institut.

5- Analyse comparative

Dans le monde, les instituts dans le domaine des mines sont nombreux et ce, aux différents ordres d'enseignement. Fréquemment, ces établissements offrent à la fois des services d'enseignement et des services de recherche et de collaboration avec l'industrie. Au Québec, la formation est offerte, selon le métier visé, par la formation professionnelle au secondaire, la formation technique au collégial et la formation universitaire.

Cependant, bien que la formation soit accessible, le Conseil canadien de l'innovation minière notait récemment que l'industrie minière tirait de l'arrière en matière d'innovation en gestion des ressources humaines, particulièrement au niveau du recrutement, de la fidélisation et de la formation de sa main-d'œuvre. Ceci entraverait sa croissance et sa viabilité dans le contexte démographique et économique que nous connaissons. L'institut national des mines, tel que proposé, est ainsi de nature à jouer ce rôle d'aide à l'innovation en matière de formation et de qualification de la main-d'œuvre grâce à la concertation des partenaires qu'il établira.

6- Activité réglementaire

La création de l'institut national des mines a pour effet d'instaurer la concertation entre les partenaires du domaine minier, dont les entreprises, en vue de faire correspondre les interventions de formation aux besoins de ces dernières.

À l'exception de la contribution souhaitée des entreprises (sur une base volontaire) pour faciliter la formation (ex. : stages, accès aux équipements, etc.), ce projet ne leur impose aucune charge administrative ou financière.

7- Implications financières

Le cadre financier de l'institut national des mines a été adopté dans le Budget 2008-2009 du gouvernement du Québec. Il prévoit qu'une somme de 5 millions de dollars sur cinq ans sera consacrée à la formation de la main-d'œuvre dans le secteur minier. Cette somme servira notamment à la mise en place de l'institut national des mines (3 millions de dollars) et à son fonctionnement à raison de 600 000 \$ par année. Elle servira aussi à la réalisation de divers projets-pilotes (2 millions de dollars) soit 400 000 \$ par année, dans le domaine de la formation minière.

Il est souhaitable et même attendu que le secteur privé, notamment les entreprises minières, contribue à la réalisation du mandat de l'institut. Cette contribution peut prendre plusieurs formes dont le financement, l'accueil de stagiaires, le prêt d'équipement ou de personnel, l'accès aux installations, etc.

8- Relations intergouvernementales

Cette rubrique ne s'applique pas au présent dossier.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

L'industrie minière se caractérise du fait qu'elle couvre toute une gamme d'activités industrielles allant de l'exploration à l'exploitation minière, de la concentration du minerai à sa première transformation. De plus, elle regroupe des entreprises offrant des services de laboratoire et de recherche. À divers degrés, on retrouve des activités minières dans toutes les régions du Québec, que ce soit dans la production de métaux usuels (fer, cuivre, niobium, zinc, nickel), d'or et d'autres métaux précieux ou de minéraux industriels ou liés à la construction (chrysotile, ilménite, silice). Cependant, trois régions du Québec se distinguent nettement au niveau de l'activité minière en raison de l'effervescence qu'elles connaissent : l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Plus d'une vingtaine de sites miniers sont actuellement en opération au Québec. Ils produisent une trentaine de métaux et de minéraux différents. En 2007, le secteur minier du Québec comptait plus de 18 000 emplois. Près de la moitié des emplois miniers québécois sont offerts dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. L'Abitibi-Témiscamingue regroupe la majorité de ces emplois et elle est suivie par la Côte-Nord. Cependant, bien que plusieurs exploitations minières soient situées sur la partie sud du territoire de la région administrative du Nord-du-Québec, une bonne part de leurs employés résident en Abitibi-Témiscamingue.

L'industrie minière génère des retombées économiques importantes non seulement dans les régions minières, mais aussi dans l'ensemble du Québec. Le secteur minier québécois a connu un développement important depuis 2003, la valeur de sa production ayant progressé de 33 p. cent passant de 3,6 milliards de dollars à 4,8 milliards de dollars en 2006.

10- Impacts sur les jeunes

Le secteur minier offre des opportunités d'emploi fort intéressant pour les jeunes du Québec. En forte progression et aux prises avec un besoin de remplacement croissant de sa main-d'œuvre vieillissante, le secteur des mines offre des salaires et des conditions de travail nettement supérieures à la moyenne québécoise. Les importants changements technologiques touchant le secteur permettent de plus aux jeunes intégrant le secteur de profiter d'un contexte de travail axé sur l'utilisation de technologies de pointe.

11- Consultation entre ministères

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a mené un important exercice de consultation dans le cadre de l'implantation de l'institut national des mines.

Outre les partenaires concernés de l'éducation (commissions scolaires, cégeps et universités) et du marché du travail (associations d'entreprises minières, associations de salariées, associations minières régionales et nationales, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines, Commission des partenaires du marché du travail), le Ministère a consulté le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Ce dernier a par ailleurs participé activement à toutes les rencontres de partenaires menées par le Ministère.

Comme prévu par l'article 54 de la Loi sur la santé publique, l'évaluation de l'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux personnes concernées du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

06 OCT. 2008

OBJET : Projet de loi sur l'institut national des mines

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le 12 septembre 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Michelle Courchesne, a adressé au Conseil des ministres un mémoire concernant le projet de loi instituant l'institut national des mines. Pour donner suite aux consultations menées auprès des différents ministères, des modifications ont été apportées au mémoire et au projet de loi.

2- Modifications apportées

2.1 Mission

L'institut aurait pour mission de soutenir le gouvernement dans l'exercice de sa responsabilité en matière d'éducation dans le secteur minier. Il aurait notamment pour mandat de maximiser la capacité de formation de la main-d'œuvre en optimisant les moyens disponibles et en les utilisant selon la vision concertée de tous les acteurs du secteur minier, contribuant ainsi à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du Québec.

Plus particulièrement, sa mission consisterait notamment à :

- coordonner les interventions des différents ordres d'enseignement pour répondre aux besoins de formation et de main-d'œuvre du secteur minier;
- estimer les besoins de formation actuels et futurs du secteur minier et à assurer une veille continue de leur évolution quant à leur nature et à leur répartition géographique;
- soumettre à la ministre des propositions visant à actualiser l'offre de formation;
- participer activement aux efforts de promotion des métiers et des professions du secteur minier.

Aux fins de réalisation de sa mission, l'institut pourrait s'adjoindre la collaboration du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines afin de réaliser ou de faire réaliser les études et recherches nécessaires à la connaissance du secteur minier et à ses tendances en matière de compétences requises.

2.2 Gouvernance

L'ajout d'un président du conseil d'administration porterait le nombre de membres à 17. Ce président, avec droit de vote prépondérant, serait, tout comme le président-directeur général, nommé par le gouvernement pour une période de cinq ans.

L'article 10 du projet de loi précise la répartition de chacun des groupes au sein du conseil d'administration.

2.3 Représentativité

Au minimum, trois membres du conseil d'administration devraient provenir de régions administratives autres que celles de Montréal et de la Capitale-Nationale. De même, au moins un des membres du conseil d'administration devrait avoir une compétence en matière comptable ou financière.

2.4 Éthique

Un article a été ajouté au projet de loi garantissant l'intégrité du personnel du conseil d'administration et l'absence de conflit d'intérêts. Les membres du personnel seraient soumis aux mêmes exigences par l'intermédiaire de la régie interne de l'institut.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michelle Courchesne', with a stylized flourish at the end.

MICHELLE COURCHESNE

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

15 SEP. 2008

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des établissements
d'enseignement de niveau universitaire

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 – Exposé de la situation

Les établissements d'enseignement universitaire au Québec, incluant l'Université du Québec (UQ), offrent des services à caractère public. Les dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels confirment d'ailleurs que tous les établissements universitaires sont des organismes publics au sens de cette loi. Enfin, la création d'un nouvel établissement présuppose en tout temps l'intervention du législateur.

De plus, l'État contribue de façon importante au financement des établissements. En 2007-2008, selon des données publiées par Statistique Canada au sujet de l'ensemble des sources de revenus des établissements, les parts de fonds publics étaient pour les établissements au Québec de 58,5 % par le gouvernement du Québec et de 11,0 % par le gouvernement du Canada.

Outre la préoccupation constante du gouvernement du Québec pour une saine gestion des fonds publics et d'une reddition de comptes accrue et basée sur le respect du principe de la transparence, la modernisation de la gouvernance des établissements d'enseignement universitaire s'inscrit en toute cohérence dans la foulée des différents gestes concrets posés par le gouvernement et des conséquences de ceux-ci :

- l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, en avril 2006;
- la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, adoptée en décembre 2006;
- le mandat de vérification particulière confié au Vérificateur général du Québec à l'égard de la situation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2007;
- les rapports du Vérificateur général du Québec au sujet de l'UQAM, publiés en novembre 2007 et en juin 2008;
- le projet de loi n° 88 – Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur les élections scolaires – déposé à l'Assemblée nationale en mai 2008, qui modernise la gouvernance des commissions scolaires.

Cette démarche gouvernementale se déploie sur la toile de fond d'une préoccupation québécoise de gouvernance qui rejoint progressivement l'ensemble des entités privées et publiques. Une telle reconsidération de la gouvernance vise aussi à restaurer la confiance du public dans ses institutions, laquelle exigeant à son tour une définition plus claire des rôles respectifs de la haute direction et des administrateurs de ces institutions. Un tel changement peut requérir l'intervention de l'État par la mise en place de règles de gouvernance plus exigeantes, rigoureuses et transparentes.

La légitimité de cette démarche du gouvernement est appuyée par la préoccupation similaire d'entités comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui confirme la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité, de façon à améliorer l'efficacité des systèmes, notamment ceux de l'éducation qui jouent un rôle décisif dans l'économie.

Les événements récents concernant le réseau universitaire militent pour l'application de principes de gouvernance rigoureux, entre autres :

- En septembre 2007, l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) a publié le *Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec*. Dans tous ses rapports sur la gouvernance des universités, des PME et des établissements de santé, l'IGOPP a confirmé la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité.
- En avril 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport présidait une rencontre inédite regroupant les présidents des conseils d'administration et les chefs des établissements universitaires sur la question des principes de gouvernance de ceux-ci.
- Le 5 juin 2008, le gouvernement déposait auprès du Directeur des poursuites pénales et criminelles (DPCP) la deuxième partie du Rapport du Vérificateur général du Québec sur la situation financière de l'UQAM. Le DPCP poursuit son analyse.

Ce mémoire propose un projet de loi édictant des règles de gouvernance devant être prises en compte par chacun des conseils d'administration des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

2 – Lois existantes

- Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1)
- Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1)
- Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15)

Tout conseil d'administration d'établissement universitaire devra, au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi, avoir pris toute mesure utile pour en assurer l'application et présenter les modifications législatives nécessaires le cas échéant. Après ce délai d'un an, le projet de loi devra s'appliquer.

L'ensemble des lois, chartes ou lois constitutives instituant les établissements d'enseignement universitaire énumérés aux paragraphes 1^o à 8^o de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire pourrait être modifié à la demande de ceux-ci pour des questions de concordance, après l'adoption du projet de loi.

3 – Solutions possibles

Première solution

La première solution consiste à maintenir le *statu quo* au chapitre des lois existantes, sans intervention législative pour édicter des principes de gouvernance.

Deuxième solution

La deuxième solution consiste à définir, par voie législative, les objets relatifs à la gouvernance des établissements d'enseignement universitaire.

Le projet de loi joint au mémoire prévoit les principales dispositions qui suivent.

— Moins de membres au conseil d'administration, ci-après le « conseil »

Le nombre de membres peut varier entre 11 et 17 membres pour les établissements hors réseau de l'UQ (il est hautement variable présentement et dépasse souvent 20) et est fixé à 17 pour les établissements de l'UQ (il y est de 17 présentement sauf à l'Institut national de la recherche scientifique où il est de 19).

— Conseil formé majoritairement de membres indépendants

Au moins les deux tiers et au plus les trois quarts des administrateurs sont des membres indépendants. En s'inspirant de l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, un minimum est prévu pour éviter notamment la mainmise de la haute direction et l'absence de diversité des profils d'expérience et de compétence. La limite supérieure est introduite pour éviter la critique d'une représentation réduite de la communauté universitaire.

Un membre se qualifie d'indépendant s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions, eu égard aux intérêts de l'établissement.

— Diversité des expertises réunies au conseil

L'établissement établit et rend publique une politique ayant pour objectif une diversité des profils d'expérience et de compétence des membres de son conseil permettant à celui-ci d'exercer adéquatement ses fonctions.

— Diversité des instances de nomination au conseil, incluant la nomination du premier dirigeant par le conseil

Trois instances de nomination sont prévues : au moins un membre est nommé par le conseil d'administration, au moins un autre est nommé par la communauté universitaire, et au moins trois membres sont nommés par le gouvernement sur recommandation de la ministre après consultation des groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail.

Le premier dirigeant, qui travaille exclusivement pour l'établissement, est nommé par le conseil. Il représente auprès de celui-ci la haute direction, dont il est le seul à siéger au conseil. Il ne peut cumuler la fonction de président du conseil. Sa performance est évaluée par ce dernier, comme celle de tous les autres membres.

Le gouvernement nomme neuf membres indépendants au conseil de chaque établissement de l'UQ. La communauté universitaire nomme quatre membres. Le conseil nomme les quatre autres, dont trois indépendants. Le premier dirigeant travaille exclusivement pour l'établissement et est nommé par le conseil.

— Représentativité du conseil

La ministre établit et rend publique une politique ayant pour objectifs que, pour l'ensemble des établissements de l'UQ d'une part et pour l'ensemble des autres établissements universitaires d'autre part, les conseils soient constitués de membres dont l'identité culturelle reflète les différentes composantes de la société québécoise. Chacun des conseils d'administration doit être constitué à parts égales de femmes et d'hommes.

Il est prévu que cette politique entre en vigueur au plus tard le 1^{er} juin 2011 pour les établissements de l'UQ et au plus tard le 1^{er} juin 2013 pour les autres établissements.

— Présidence du conseil

Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres indépendants. Ce dernier préside les réunions du conseil et voit à son bon fonctionnement. En cas d'égalité, il a voix prépondérante. Il voit également au bon fonctionnement des comités du conseil.

— Rôles et responsabilités du conseil clairement établis et connus de tous

Le conseil exerce ses pouvoirs selon les principes de saine gouvernance (efficacité, efficience, transparence, responsabilité et imputabilité) et dans le respect de la mission (enseignement, recherche, services à la collectivité) et des valeurs de l'établissement.

Le conseil établit les orientations stratégiques de l'établissement, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante. Il approuve ainsi le plan stratégique, les règles de gouvernance et le code d'éthique applicable de l'établissement.

Le conseil approuve notamment les prévisions budgétaires, le budget annuel, les plans d'immobilisations, les états financiers, le rapport annuel, les politiques d'encadrement de la gestion des risques, les mesures d'évaluation de l'efficacité, de l'efficience et de la performance de l'établissement. Il suit sa situation financière et s'assure que les contrôles appropriés sont en place afin de préserver sa santé financière à court et à long terme.

Le conseil est imputable des décisions de l'établissement auprès de toute instance et le président du conseil est chargé d'en répondre.

— Comités du conseil

Le conseil doit créer un comité de gouvernance et d'éthique, un comité de vérification et un comité des ressources humaines, et peut créer un comité exécutif et d'autres comités *ad hoc*. Tous recommandent au conseil et sont entièrement composés de membres indépendants. Toutefois, le premier dirigeant peut être membre du comité exécutif mais ne peut le présider. Le président du conseil peut participer à toute réunion d'un comité.

— Rémunération des membres suivant un règlement du conseil

Les membres sont rémunérés selon un règlement adopté par le conseil. Pour les établissements de l'UQ, le barème est déterminé par le gouvernement après consultation.

— Durée des mandats et réduction des délais de nomination ou de renouvellement

La durée du mandat d'un membre du conseil autre que le premier dirigeant est de deux ans pour les étudiants et de trois ans pour les autres membres. Au plus deux renouvellements sont possibles à titre de membre du conseil. En sus de ses mandats en tant que membre le cas échéant, le président peut être renouvelé deux fois à ce titre.

Le gouvernement s'engage à pourvoir aux nominations et aux renouvellements dont il a la responsabilité dans un délai de six mois de la vacance du poste.

— Nouvelles formes de reddition de comptes

Le rapport annuel de chaque établissement devra contenir notamment les conclusions et recommandations de chaque rapport présenté au conseil par ses trois comités obligatoires.

Le conseil doit tenir à jour et rendre accessibles sur le site Internet de l'établissement, notamment : le code d'éthique applicable; la rémunération de la haute direction et des membres du conseil; des informations relatives aux mandat, statut, profil de compétence et d'expérience des membres, et à leur assiduité aux réunions du conseil; les décisions du conseil légalement accessibles; les procès-verbaux de ses réunions tels qu'approuvés.

Après consultation des présidents de conseil d'administration d'établissement, la ministre établit des indicateurs généraux et leurs définitions communes pour une reddition de comptes annuelle faite à elle par chaque établissement et couvrant : la qualité de l'enseignement; la performance de la recherche; l'efficacité et l'efficience; les résultats atteints en regard de la stratégie du conseil, de la mission et des valeurs et objectifs de l'établissement, et des principes de gouvernance; des comparaisons par étalonnage. Un établissement peut prévoir des indicateurs particuliers pour rendre compte de ses spécificités.

Tous les trois ans, la ministre soumet à l'Assemblée nationale un rapport sur la performance du système universitaire. Ce rapport tient compte notamment des données d'étalonnage rendues publiques par les conseils d'administration des établissements et, si jugé opportun, l'opinion d'une firme externe sur l'application des définitions communes.

Le conseil de chaque établissement tient au moins deux fois par année une séance d'information et de consultation publique auprès de la communauté universitaire et de la collectivité desservie par l'établissement, afin de rendre compte de ses activités, des services fournis, des résultats atteints, de ses priorités, des orientations adoptées, de sa situation financière et de sa gestion, ainsi qu'afin de répondre aux questions. Chaque séance doit être précédée d'un avis public paru au moins trente jours avant sa tenue.

— Formation obligatoire des membres d'un conseil

Dans la première année de son mandat, chaque nouveau membre du conseil doit avoir complété une formation lui permettant d'exercer ses fonctions avec compétence.

— Régime de défense des membres prévu dans le cas de l'Université du Québec (constituantes, écoles, institut)

Eu égard au renforcement de la responsabilité et de l'imputabilité des membres de conseil, il y a lieu de prévoir, pour les établissements visés par la Loi sur l'Université du Québec, un régime de défense semblable à celui prévu dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

4 – Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution

Avantages

- Adhésion du milieu universitaire puisque les présidents de conseil et les chefs d'établissement ont indiqué préférer l'absence d'intervention législative et souhaité, en consultation avec la ministre le 25 avril 2008, une déclaration commune sur les principes de gouvernance.

Inconvénients

- Les changements introduits par les conseils pourraient s'avérer marginaux eu égard aux améliorations souhaitées.
- La visibilité et la pérennité des principes de gouvernance pourraient être moindres.
- L'objectif d'accroître la confiance du public dans les institutions ne serait pas atteint.
- Les attentes en matière de responsabilisation des conseils pourraient mettre un certain temps avant d'être reconnues par les communautés universitaires et ne pas être respectées, voire contestées, ralentissant ainsi l'effet des changements.
- L'objectif d'accroître la confiance du public dans les institutions ne serait pas atteint.
- La reddition de comptes pourrait demeurer inégale, peu transparente, bien que les universités offrent des services à caractère public.

Deuxième solution

Avantages

- Un meilleur équilibre serait atteint entre d'une part les droits qu'entraîne l'autonomie universitaire fondée sur la mission de l'établissement (enseignement, recherche, services à la collectivité), et d'autre part les devoirs qu'entraînent l'usage des fonds publics et les attentes légitimes de la population à l'endroit du réseau universitaire.
- Une reddition de comptes publique renforcée – à la publication du rapport annuel, en permanence sur le site Internet de l'établissement, lors d'au moins deux séances d'information publique par an auprès de la communauté universitaire et de la collectivité desservie – accroîtrait la transparence et l'imputabilité des établissements.
- Une reddition de comptes à la ministre fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage permettrait une transaction plus transparente avec les établissements et un meilleur suivi de leur situation.
- Une gouvernance resserrée rendrait plus efficace l'action des établissements, la recentrerait sur les volets essentiels de leur mission et améliorerait l'efficacité de la gestion des fonds publics.
- Le premier dirigeant verrait son rôle mieux défini et sa performance évaluée selon des critères d'évaluation approuvés par le conseil.
- Les autres membres de la haute direction verraient eux aussi leur rôle mieux défini à l'égard du conseil et de ses comités (présentation des dossiers, réponse aux questions, soutien au chapitre de l'expertise), évitant une influence indue de la haute direction sur les travaux et délibérations du conseil et remettant à celui-ci l'entièreté du rôle qui lui revient en saine gouvernance.
- La loi favoriserait l'élargissement, à l'ensemble du réseau universitaire québécois, des recommandations du Vérificateur général du Québec dans son rapport de juin 2008.

Inconvénients

- Des modifications substantielles seraient apportées à l'économie générale des chartes, des lois constitutives, des lettres patentes, des statuts et des règlements actuels des établissements d'enseignement universitaire, hors réseau de l'UQ notamment.
- L'approche par loi pourrait être contestée car reçue comme contraire aux principes d'une gouvernance fondée sur l'autonomie et la responsabilité des établissements (troisième principe retenu par l'IGOPP) et de responsabilité de leurs administrateurs.

5 – Analyse comparative

La définition législative des principes de gouvernance n'apparaît pas courante. Deux situations particulières méritent d'être mentionnées :

- En Nouvelle-Écosse, un projet de loi mort au feuillet en 2004 préconisait que tout conseil d'administration universitaire ait un *membership* étudiant d'au moins 25 %.
- En Colombie-Britannique, les dispositions de l'University Act (Chapter 468) définissent la composition du conseil des gouverneurs (équivalent du conseil d'administration). Aucun principe de gouvernance n'est prescrit par la loi.

6 – Activité réglementaire

Les dispositions du projet de loi ne comportent aucun effet sur les activités réglementaires visant les entreprises.

7 – Implications financières

Les solutions proposées dans ce mémoire n'ont pas de conséquence financière quantifiable. On peut estimer qu'une gouvernance plus efficace et une reddition de comptes resserrée, désormais fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage, permettraient un meilleur suivi de la situation des établissements, une efficacité et une efficience accrues, ainsi que l'élargissement, à l'ensemble du réseau universitaire québécois, des recommandations du Vérificateur général du Québec dans son rapport de juin 2008.

8 – Relations intergouvernementales

Les mesures proposées dans ce mémoire n'ont pas d'incidence sur les relations intergouvernementales.

9 – Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Une meilleure représentativité des conseils, reflétant les différentes composantes de la société québécoise, pourrait avoir des impacts positifs dans les régions.

10 – Implications sur les jeunes

Des étudiantes et des étudiants continueront de pouvoir siéger au conseil d'administration.

11 – Consultation entre ministères

Le présent mémoire n'a fait l'objet d'aucune consultation formelle.

Comme prévu par l'article 54 de la Loi sur la santé publique, l'évaluation d'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux interlocuteurs concernés du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michelle Courchesne', with a stylized flourish at the end.

MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

16 OCT. 2008

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des établissements
d'enseignement de niveau universitaire

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le 15 septembre 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Michelle Courchesne, a adressé au Conseil des ministres un mémoire concernant des modifications législatives à apporter en matière de gouvernance des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Pour donner suite aux consultations menées auprès des présidents de conseil d'administration ainsi qu'auprès des premiers dirigeants des établissements universitaires, des modifications ont été apportées au mémoire et au projet de loi.

2- Modifications apportées

2.1 Nombre de membres des conseils d'administration

Le nombre de membres serait de 13 à 25 (au lieu de 11 à 17) pour tous les établissements universitaires.

2.2 Nomination par le gouvernement

Dans le cas des constituantes de l'Université du Québec, le gouvernement nommerait trois membres (au lieu de neuf). Pour tous les autres établissements, il en nommerait un seul (au lieu de trois).

2.3 Nomination du premier dirigeant

Dans le cas des établissements autres que les constituantes de l'Université du Québec, le *statu quo* s'appliquerait pour la nomination du premier dirigeant, alors que le mémoire adressé le 15 septembre 2008 prévoyait que seul le conseil d'administration procéderait à la nomination du premier dirigeant.

2.4 Représentativité

Dans ses nominations, le conseil d'administration devrait concourir à ce que les différentes composantes de la collectivité desservie soient représentées, mais il n'y aurait pas d'obligation d'établir une politique à cet effet tel qu'il était prévu dans le mémoire.

2.5 Profils de compétence et d'expérience

Le conseil approuverait les profils de compétence et d'expérience requis pour la nomination des membres du conseil, sans toutefois avoir à adopter une politique. Le mémoire prévoyait que la ministre devait établir et rendre publique une telle politique.

2.6 Fonctions du conseil d'administration

Lorsqu'il approuverait les règles de gouvernance et établirait les orientations stratégiques, le conseil d'administration devrait tenir compte de la spécificité de l'établissement au sein du réseau universitaire québécois; la notion de spécificité n'était pas prévue dans le mémoire adressé le 15 septembre 2008.

2.7 Composition des comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration (gouvernance et éthique, vérification interne, ressources humaines) seraient composés majoritairement de membres indépendants et seul l'un d'eux pourrait présider un comité. Ces comités devaient être composés exclusivement de membres indépendants dans le mémoire.

2.8 Consultations par le conseil d'administration

Le conseil s'assurerait que, au moins une fois par année, une séance d'information et de consultation publique auprès de la collectivité desservie serait tenue au lieu de deux, tel qu'il était proposé dans le mémoire.

Par ailleurs, toute décision du conseil portant sur les orientations stratégiques, la performance de l'établissement, les plans d'immobilisations, les investissements importants, les modes de gestion des fonds publics, les prévisions budgétaires et les projets immobiliers devrait faire l'objet d'une consultation préalable d'une instance ou d'un comité représentatif de la communauté universitaire, qui devrait préalablement avoir obtenu les documents pertinents à la consultation sur ces questions. Cette consultation auprès d'une instance ou d'un comité représentatif de la communauté universitaire n'était pas prévue dans le mémoire.

2.9 Reddition de comptes

Pour tenir compte de la diversité et de la spécificité des établissements universitaires, les indicateurs relatifs à l'enseignement et à la recherche seraient laissés au choix de l'établissement alors qu'ils devaient être convenus avec la ministre dans le mémoire.

2.10 Régime de défense

Un régime de défense des membres du conseil d'administration semblable à celui prévu dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., c. G-1.02) est prévu pour chacun des établissements d'enseignement de niveau universitaire plutôt qu'uniquement pour les constituantes de l'Université du Québec.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

22 OCT. 2008

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des établissements
d'enseignement de niveau universitaire

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le 15 septembre 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Michelle Courchesne, a adressé au Conseil des ministres un mémoire concernant des modifications législatives à apporter en matière de gouvernance des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Pour donner suite aux consultations menées auprès des présidents de conseil d'administration ainsi qu'auprès des premiers dirigeants des établissements universitaires, des modifications ont été apportées au mémoire et au projet de loi.

2- Modifications apportées

2.1 Nombre de membres des conseils d'administration

Le nombre de membres serait de 13 à 25 (au lieu de 11 à 17) pour tous les établissements universitaires.

2.2 Nomination par le gouvernement

Dans le cas des constituantes de l'Université du Québec, le gouvernement nommerait trois membres (au lieu de neuf). Pour tous les autres établissements, il en nommerait un seul (au lieu de trois).

2.3 Nomination du premier dirigeant

Dans le cas des établissements autres que les constituantes de l'Université du Québec, le *statu quo* s'appliquerait pour la nomination du premier dirigeant, alors que le mémoire adressé le 15 septembre 2008 prévoyait que seul le conseil d'administration procéderait à la nomination du premier dirigeant.

2.4 Représentativité

Dans ses nominations, le conseil d'administration devrait concourir à ce que les différentes composantes de la collectivité desservie soient représentées, mais il n'y aurait pas d'obligation d'établir une politique à cet effet tel qu'il était prévu dans le mémoire.

2.5 Profils de compétence et d'expérience

Le conseil approuverait les profils de compétence et d'expérience requis pour la nomination des membres du conseil, sans toutefois avoir à adopter une politique. Le mémoire prévoyait que la ministre devait établir et rendre publique une telle politique.

2.6 Fonctions du conseil d'administration

Lorsqu'il approuverait les règles de gouvernance et établirait les orientations stratégiques, le conseil d'administration devrait tenir compte de la spécificité de l'établissement au sein du réseau universitaire québécois; la notion de spécificité n'était pas prévue dans le mémoire adressé le 15 septembre 2008.

2.7 Composition des comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration (gouvernance et éthique, vérification interne, ressources humaines) seraient composés de membres indépendants et d'au plus un membre représentant la communauté universitaire. Toutefois, ils ne pourraient être présidés que par un membre indépendant. Ces comités devaient être composés exclusivement de membres indépendants dans le mémoire.

2.8 Consultations par le conseil d'administration

Le conseil s'assurerait que, au moins une fois par année, une séance d'information et de consultation publique auprès de la collectivité desservie serait tenue au lieu de deux, tel qu'il était proposé dans le mémoire.

Par ailleurs, toute décision du conseil portant sur les orientations stratégiques, la performance de l'établissement, les plans d'immobilisations, les investissements importants, les modes de gestion des fonds publics, les prévisions budgétaires et les projets immobiliers devrait faire l'objet d'une consultation préalable d'une instance ou d'un comité représentatif de la communauté universitaire, qui devrait préalablement avoir obtenu les documents pertinents à la consultation sur ces questions. Cette consultation auprès d'une instance ou d'un comité représentatif de la communauté universitaire n'était pas prévue dans le mémoire.

2.9 Reddition de comptes

Pour tenir compte de la diversité et de la spécificité des établissements universitaires, les indicateurs relatifs à l'enseignement et à la recherche seraient laissés au choix de l'établissement alors qu'ils devaient être convenus avec la ministre dans le mémoire.

2.10 Régime de défense

Un régime de défense des membres du conseil d'administration semblable à celui prévu dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., c. G-1.02) est prévu pour chacun des établissements d'enseignement de niveau universitaire plutôt qu'uniquement pour les constituantes de l'Université du Québec.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

17 OCT. 2008

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des collèges d'enseignement général et professionnel

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 – Exposé de la situation

Les collèges d'enseignement général et professionnel sont des établissements publics d'enseignement de niveau collégial, qui ont été créés par l'intervention du législateur en 1967. Depuis lors, le gouvernement du Québec pourvoit au développement et à la pérennité des 48 cégeps existants en contribuant à plus de 86 % à leurs revenus de fonctionnement.

Outre la préoccupation constante du gouvernement du Québec pour une saine gestion des fonds publics et une reddition de comptes accrue et basée sur le respect du principe de la transparence, la modernisation des collèges d'enseignement général et professionnel s'est notamment traduite par la mise sur pied de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, en 1993, mandatée par le gouvernement pour évaluer la manière dont les collèges remplissent leurs responsabilités pédagogiques.

Une nouvelle étape de modernisation est proposée pour adapter les structures de gouvernance des collèges d'enseignement général et professionnel aux principes généralement reconnus. Cette démarche s'inscrit en toute cohérence dans la foulée des différents gestes concrets posés par le gouvernement et des conséquences de ceux-ci :

- l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, en avril 2006;
- la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, adoptée en décembre 2006;
- le projet de loi n° 88 – Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur les élections scolaires – déposé à l'Assemblée nationale en mai 2008, qui modernise la gouvernance des commissions scolaires;
- le projet de loi sur la gouvernance des établissements d'enseignement de niveau universitaire, proposé au Conseil des ministres pour un dépôt à l'automne 2008 à l'Assemblée nationale.

Cette démarche gouvernementale se déploie sur la toile de fond d'une préoccupation québécoise de gouvernance qui rejoint progressivement l'ensemble des entités privées et publiques. Une telle reconsidération de la gouvernance vise aussi à raffermir la confiance du public dans ses institutions, laquelle exige à son tour une définition plus claire des rôles respectifs de la haute direction et des administrateurs de ces institutions. Un tel changement peut requérir l'intervention de l'État, par la mise en place de règles de gouvernance plus exigeantes, rigoureuses et transparentes.

La légitimité de cette démarche du gouvernement est appuyée par la préoccupation similaire d'entités comme l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui confirme la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité, de façon à améliorer l'efficacité des systèmes, notamment ceux de l'éducation qui jouent un rôle décisif dans l'économie.

Des événements récents militent pour l'application de principes de gouvernance rigoureux, entre autres :

- En septembre 2007, l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) a publié le *Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec*. Dans tous ses rapports sur la gouvernance des universités, des PME et des établissements de santé, l'IGOPP a confirmé la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité.
- En avril et octobre 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport présidait deux rencontres regroupant les présidents des conseils d'administration et les chefs des établissements d'enseignement de niveau universitaire sur la question des principes de gouvernance de ceux-ci.

Ce mémoire propose un projet de loi édictant des règles de gouvernance devant être prises en compte par chacun des conseils d'administration des collèges d'enseignement général et professionnel ainsi que des règles concernant la délocalisation des programmes d'études collégiales à l'extérieur du Québec.

2 – Loi existante

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)

Il s'agit d'ajouter de nouvelles sections à cette loi afin de prévoir les règles de gouvernance, notamment par l'introduction de dispositions prévoyant une répartition claire des responsabilités du conseil d'administration, de nouvelles règles de formation et de fonctionnement du conseil d'administration, un partage clair de responsabilités entre le président du conseil et le directeur général, des moyens de contrôle gouvernementaux accrus et adaptés, la création d'un comité de vérification, d'un comité de gouvernance et d'éthique par le conseil d'administration ainsi que d'un comité des ressources humaines et l'ajout de règles relatives aux conflits d'intérêt et de règles de reddition de comptes. Le projet de loi prévoit un certain délai pour que les établissements demandent les modifications nécessaires aux lettres patentes, le cas échéant.

3 – Solutions possibles

Première solution

La première solution consiste à maintenir le *statu quo* en ce qui concerne la loi existante, sans intervention législative pour édicter des principes de gouvernance, laissant aux conseils d'administration des collèges la responsabilité d'introduire les changements qu'ils jugent appropriés.

Deuxième solution

La deuxième solution consiste à définir, par voie législative, les règles communes relatives à la gouvernance des collèges publics.

Le projet de loi joint au mémoire prévoit les principales dispositions qui suivent.

- Moins de membres au conseil d'administration ci-après le « conseil »

Le nombre de membres est déterminé à 17 membres pour tous les collèges publics, ce qui constitue le nombre optimal d'administrateurs pour un collège d'enseignement supérieur. En outre, les conseils d'administration n'auront plus la possibilité d'augmenter le nombre de membres lorsque le collège exerce ses activités sur plus d'un site, incluant les collèges régionaux. À cet égard, le chapitre de la loi concernant le collège régional sera abrogé.

– Conseil formé majoritairement de membres indépendants

Environ les deux tiers des membres du conseil d'administration, soit 11, sont des membres indépendants. En s'inspirant de l'énoncé de politique, *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, la présence de onze membres indépendants assure une indépendance du conseil à l'égard de la haute direction du collège et est suffisante pour favoriser une diversité des profils d'expérience et de compétence.

Un membre se qualifie d'indépendant s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale ou professionnelle, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions, eu égard aux intérêts du collège.

– Diversité des expertises réunies au conseil

Le collège établit et rend publique une politique ayant pour objectif d'assurer une diversité des profils d'expérience et de compétence des membres de son conseil permettant à celui-ci d'exercer adéquatement ses fonctions.

– Diversité des instances de nomination au conseil, incluant la nomination du premier dirigeant par le conseil

Cinq instances de nomination sont prévues : trois membres indépendants et le directeur général sont nommés par le conseil d'administration, deux sont nommés par les étudiants, deux par les enseignants, un par les autres membres du personnel du collège et huit membres sont nommés par la ministre.

– Représentativité du conseil

La ministre établit et rend publique une politique ayant pour objectif que la composition des conseils reflète les différentes composantes de la collectivité desservie par le collège. Chacun des conseils d'administration doit être constitué en parts égales de femmes et d'hommes.

Il est prévu que cette politique entre en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 2011.

– Présidence du conseil

Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres indépendants. Ce dernier préside les réunions du conseil et voit à son bon fonctionnement. En cas d'égalité, il a voix prépondérante. Il voit également au bon fonctionnement des comités du conseil.

– Rôles et responsabilités du conseil clairement établis et connus de tous

Le conseil exerce ses pouvoirs selon les principes de saine gouvernance (efficacité, efficience, transparence, responsabilité et imputabilité) et dans le respect de la mission (enseignement, recherche appliquée, services à la collectivité) et des valeurs du collège. La mission première du collège est la formation préuniversitaire et technique, tant à l'enseignement ordinaire qu'à la formation continue. Aux fins de sa mission, le collège peut établir les partenariats utiles avec les différents acteurs intéressés des milieux du travail, de la recherche appliquée, de l'innovation technologique, du développement régional et autres.

Le conseil établit les orientations stratégiques du collège, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante. Il approuve ainsi le plan stratégique, les règles de gouvernance et le code d'éthique du collège.

Le conseil approuve notamment les prévisions budgétaires, le budget annuel, les plans d'immobilisations, les états financiers, le rapport annuel, les politiques

d'encadrement de la gestion des risques, les mesures d'évaluation de l'efficacité, de l'efficience et de la performance du collège. Il suit sa situation financière et s'assure que les contrôles appropriés sont en place afin de préserver sa santé financière à court et à long terme.

Le conseil est imputable de ses décisions et son président est chargé d'en répondre auprès de la ministre.

– Comités du conseil

Le conseil doit constituer un comité de gouvernance et d'éthique, un comité de vérification et un comité des ressources humaines, et peut créer un comité exécutif. Tous ces comités formulent des recommandations au conseil et sont majoritairement composés de membres indépendants. Toutefois, un membre interne ne peut présider un comité. Le président du conseil peut participer à toute réunion d'un comité. La Commission des études est maintenue et formule des recommandations au conseil sur les objets relevant de sa responsabilité.

Le conseil institue une commission consultative de la communauté collégiale et en détermine la composition par règlement. La commission consultative doit comprendre au moins le directeur général, qui en est le président, des enseignants, des membres du personnel professionnel, des membres du personnel de direction, des membres du personnel de soutien et des étudiants.

La commission consultative a pour fonction de conseiller le conseil sur toute question concernant les orientations stratégiques et la mission du collège. Doit être soumise à la commission consultative, avant toute décision du conseil d'administration, toute question portant sur le plan stratégique, la mission, les orientations financières, les projets immobiliers ainsi que la performance du collège. La commission consultative doit avoir obtenu au préalable tout document utile à la prise en compte et à la consultation sur ces questions.

– Rémunération des membres suivant un règlement du gouvernement

Les membres du conseil sont rémunérés selon un règlement adopté par le gouvernement.

– Durée des mandats

La durée du mandat d'un membre du conseil autre que le directeur général est de un an pour les étudiants et de trois ans pour les autres membres. Au plus, un renouvellement est possible à titre de membre du conseil, à l'exception du président dont le mandat peut être renouvelé deux fois consécutivement à titre de membre ou de président.

– Formation obligatoire des membres d'un conseil

Dans la première année de son mandat, chaque nouveau membre du conseil doit avoir suivi une formation lui permettant d'exercer ses fonctions avec compétence.

– Partage clair de responsabilités entre le président du conseil et le directeur général

Les fonctions de président du conseil d'administration et celles de directeur général ou de directeur des études du collège ne peuvent pas être cumulées, même en cas d'absence ou d'empêchement de l'une de ces personnes.

Le président du conseil d'administration voit au bon fonctionnement des trois comités statutaires du conseil; il évalue la performance des autres membres du conseil selon les critères établis par le conseil.

Le directeur général, qui travaille exclusivement pour le collège, est nommé par le conseil d'administration. Il est le seul membre du conseil issu de la direction du collège. Il assume la direction et la gestion des affaires courantes du collège dans le cadre de ses règlements et de ses politiques. Il s'assure que le conseil dispose, à sa demande et en vue de l'accomplissement de ses fonctions et de celles de ses comités, de ressources humaines, matérielles et financières adéquates.

Le directeur des études du collège conserve les fonctions déjà prévues dans la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

– Nouvelles formes de reddition de comptes

Le rapport annuel de chaque collège devra contenir notamment les conclusions et recommandations de chaque rapport présenté au conseil par les trois comités statutaires.

Le conseil doit tenir à jour et rendre accessibles sur le site Internet du collège, notamment : le code d'éthique applicable; la rémunération de la haute direction et des membres du conseil; des informations relatives au mandat, au statut, au profil de compétence et d'expérience des membres, et à leur assiduité aux réunions du conseil; les décisions du conseil légalement accessibles; les procès-verbaux de ses réunions tels qu'approuvés.

Après consultation des présidents de conseil d'administration de collège, la ministre établit des indicateurs généraux qualitatifs et quantitatifs et leurs définitions communes ainsi que les mesures d'étalonnage à utiliser dans le cadre de la reddition de comptes annuelle de chaque collège. Les indicateurs généraux couvrent notamment : l'enseignement; les services à la collectivité; la recherche appliquée et le transfert de connaissances; les activités de formation de la main-d'œuvre; les partenariats avec les milieux; l'utilisation des ressources mises à la disposition du collège; les résultats atteints en regard de la stratégie du conseil, de la mission et des valeurs et des objectifs du collège, et des principes de gouvernance; des comparaisons par étalonnage. Un collège peut prévoir des indicateurs particuliers pour rendre compte de ses spécificités.

Le conseil de chaque collège tient, au moins une fois par année, une séance d'information et de consultation publique auprès de la collectivité desservie par le collège afin de rendre compte de ses activités, des services fournis, des résultats atteints, de ses priorités, des orientations adoptées, de sa situation financière et de sa gestion. Chaque séance doit être précédée d'un avis public paru au moins trente jours avant sa tenue.

La ministre doit, tous les trois ans, soumettre un rapport à l'Assemblée nationale sur la performance du système collégial public. Ce rapport tient compte notamment des données d'étalonnage rendues publiques par les conseils d'administration des collèges. Il peut contenir l'opinion d'une firme externe au sujet de l'application des définitions communes.

– Régime de défense des membres

Eu égard au renforcement de la responsabilité et de l'imputabilité des membres des conseils d'administration, il y a lieu de prévoir, pour les collèges visés par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, un régime de défense semblable à celui prévu dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., chapitre G-1.02).

4 – Autre modification

– Délocalisation des programmes d'études collégiales à l'extérieur du Québec

Un volet de la mission des collèges concerne la participation à l'élaboration et à la réalisation de programmes de coopération avec l'extérieur, dans le respect de la politique québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales. Depuis quelques années, la coopération a notamment pris la forme d'ententes de partenariat entre des collèges québécois et des collèges étrangers pour offrir en sol étranger des programmes d'études québécois conduisant à l'obtention du diplôme d'études collégiales. Chaque entente fait l'objet d'une approbation particulière de la ministre.

La ministre pourra adopter un règlement concernant la délocalisation des programmes d'études collégiales à l'extérieur du Québec.

5 – Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution

Avantages

Les différentes instances internes des collèges n'ont pas demandé de changements relatifs à la composition des conseils d'administration des collèges. L'absence d'intervention législative en cette matière reflète mieux leur position sur la composition des conseils et le mode de participation aux processus décisionnels des collèges publics.

Inconvénients

Les changements introduits par les conseils pourraient s'avérer marginaux eu égard aux améliorations souhaitées.

La visibilité et la pérennité des principes de gouvernance pourraient être moindres.

L'objectif d'accroître la confiance du public dans les institutions ne serait pas atteint.

Les attentes en matière de responsabilisation des conseils pourraient mettre un certain temps avant d'être reconnues par le milieu collégial et ne pas être respectées, voire contestées, ralentissant ainsi l'effet des changements.

La reddition de comptes pourrait demeurer inégale ou peu transparente, en dépit du fait que les collèges publics offrent des services à caractère public.

Deuxième solution

Avantages

Un meilleur équilibre serait atteint entre, d'une part, les droits qu'entraîne l'autonomie institutionnelle fondée sur la mission du collège (enseignement, recherche appliquée, services à la collectivité) et, d'autre part, les devoirs qu'entraînent l'usage des fonds publics et les attentes légitimes de la population à l'endroit du réseau collégial.

Une reddition de comptes publique renforcée – à la publication du rapport annuel, en permanence sur le site Internet du collège, lors d'au moins une séance d'information publique par an auprès de la collectivité desservie – accroîtrait la transparence et l'imputabilité des collèges.

Une reddition de comptes à la ministre, fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage, permettrait une relation plus transparente avec les collèges et un meilleur suivi de leur situation.

Une gouvernance resserrée rendrait plus efficace l'action des collèges, la recentrerait sur les volets essentiels de leur mission et améliorerait l'efficacité de la gestion des fonds publics.

Le directeur général verrait son rôle mieux défini et sa performance évaluée selon des critères d'évaluation approuvés par le conseil.

Les autres membres de la direction verraient eux aussi leur rôle mieux défini à l'égard du conseil et de ses comités (présentation des dossiers, réponse aux questions, soutien au chapitre de l'expertise), évitant une influence indue de la direction sur les travaux et délibérations du conseil et remettant à celui-ci l'entière responsabilité du rôle qui lui revient en saine gouvernance.

Inconvénients

Les différentes instances internes représentées au conseil d'administration pourraient s'opposer aux modifications proposées. Les représentants des fédérations syndicales des enseignantes et des enseignants ont déjà fait connaître leur opposition à une modification de la composition des conseils, notamment au regard de la proportion de membres externes; ils se sont prononcés en faveur d'un plus grand nombre de membres internes.

6 – Analyse comparative

La définition législative de la gouvernance des collèges d'enseignement supérieur au Canada varie de manière importante d'une province à l'autre. Deux situations particulières méritent d'être mentionnées.

En Colombie-Britannique, les conseils d'administration de tous les types d'établissement d'enseignement supérieur (collège, institut, université) sont composés d'un minimum de 14 membres, dont au moins huit sont nommés par le gouvernement. Le président et le directeur de la Commission des études (*education council*) sont membres d'office, mais ils n'ont pas droit de vote. Le registraire du collège doit organiser une élection pour pourvoir les postes réservés aux deux étudiants, à l'enseignant et au membre du personnel administratif. De plus, chaque collège institue une commission des études composée de 20 membres. Cette commission est dotée de pouvoirs étendus et exclusifs en matière d'enseignement et de pédagogie.

En Ontario, les conseils d'administration des collèges d'arts appliqués et de technologie sont composés de 17 à 25 membres, dont un nombre pair variant entre 12 et 20 sont nommés par le conseil d'administration. Les autres membres du conseil, soit un étudiant, un enseignant, un membre du personnel administratif et un membre du personnel de soutien, sont élus par leurs pairs. Le président du collège est membre d'office avec droit de vote.

7 – Activité réglementaire

Les dispositions du projet de loi ne comportent aucun effet sur les activités réglementaires visant les entreprises.

8 – Implications financières

À une exception près, les solutions proposées dans ce mémoire n'ont pas de conséquence financière quantifiable. On peut estimer qu'une gouvernance plus efficace et une reddition de comptes resserrée, désormais fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage, permettraient un meilleur suivi de la situation des collèges ainsi qu'une efficacité et une efficacité accrues.

Cependant, la rémunération des membres des conseils d'administration représentera un coût supplémentaire que les collèges devront absorber. Si la rémunération de base des membres était établie à 4 000 \$ par année, plus un supplément pour la participation aux comités statutaires (2 000 \$) et pour le président (4 000 \$), la rémunération globale s'élèverait à environ 90 000 \$ par collège par année ou 4 300 000 \$ pour l'ensemble des collèges publics par année.

Pour l'année financière 2008-2009, l'impact sera nul puisque les changements à la composition des conseils se feront graduellement, à compter de l'année 2009-2010, au fur et à mesure des fins de mandat des membres en place. Ces changements devraient s'échelonner sur une période de trois ans et prendre leur pleine mesure durant l'année 2011-2012. La rémunération des membres des conseils pourra être prise à même le budget de fonctionnement des collèges.

9 – Relations intergouvernementales

Les mesures proposées dans ce mémoire n'ont pas d'incidence sur les relations intergouvernementales.

10 – Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Une meilleure représentativité des conseils, reflétant les différentes composantes de la société québécoise, pourrait avoir des impacts positifs dans toutes les régions.

11 – Implications sur les jeunes

Des étudiantes et des étudiants continueront de siéger aux conseils d'administration.

12 – Consultation entre ministères

Le présent mémoire n'a fait l'objet d'aucune consultation formelle.

Comme prévu par l'article 54 de la Loi sur la santé publique, l'évaluation d'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux interlocuteurs concernés du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

27 OCT. 2008

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des collèges d'enseignement général et professionnel.

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 - Exposé de la situation

Le 17 octobre 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Michelle Courchesne, a adressé au Conseil des ministres un mémoire concernant des modifications législatives en matière de gouvernance des collèges d'enseignement général et professionnel.

Pour donner suite aux consultations menées auprès de ministères, des modifications ont été apportées au mémoire et au projet de loi.

2 - Modifications apportées

2.1 Nombre de membres au conseil d'administration

Le nombre de membres proposé demeure fixé à 17 pour tous les collèges publics, à l'exception des collèges à vocation régionale qui pourraient nommer au plus deux membres indépendants supplémentaires. La ministre désignerait par règlement les collèges à vocation régionale qui pourront se prévaloir de cette disposition.

2.2 Représentativité du conseil

Le texte sur la représentativité du conseil est maintenant rédigé dans la loi de telle manière qu'une politique de la ministre ne serait plus requise.

Ce n'est que la parité de la représentation des hommes et des femmes au conseil d'administration de chaque collège qui entrerait en vigueur le 1^{er} juillet 2011.

2.3 Comités du conseil

Au lieu d'être composés d'une majorité de membres indépendants comme cela était initialement prévu dans le mémoire du 17 octobre 2008, le comité de gouvernance et d'éthique, le comité de vérification, le comité des ressources humaines ainsi que le comité exécutif seraient composés de membres indépendants et d'au plus un membre issu de la communauté collégiale. Ces comités ne pourraient être présidés que par un membre indépendant.

L'obligation d'instituer une commission consultative est remplacée par l'obligation de consulter un comité consultatif, dont la composition serait déterminée par règlement du conseil d'administration. Ce comité consultatif serait présidé par le directeur général. Les objets obligatoires de consultation ont été redéfinis de telle sorte que le conseil d'administration consulterait ce comité sur les orientations stratégiques et financières du collège.

2.4 . . Reddition de comptes

Parmi les informations et les documents que le conseil devrait tenir à jour et rendre accessibles sur le site Internet du collège, il n'est plus proposé d'exiger que les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration y soient déposés. Cependant, l'obligation de transmettre à la ministre les procès-verbaux ainsi que la documentation qui s'y rapporte est maintenue.

Tel qu'il est indiqué dans le mémoire du 17 octobre 2008, la ministre devrait soumettre à l'Assemblée nationale un rapport sur la performance du système collégial public tous les trois ans. La possibilité que ce rapport contienne l'opinion d'une firme externe au sujet de l'application des définitions communes n'est plus proposée.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

23 JAN. 2009

OBJET : Projet de loi sur l'institut national des mines

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. Exposé de la situation

Le secteur minier au Québec a besoin de remplacer sa main-d'œuvre vieillissante et éprouve des difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée. Bien que la conjoncture économique actuelle ait quelque peu ralenti le rythme de croissance du secteur, l'industrie minière demeure tout de même un moteur dans l'accroissement de la richesse collective (PIB) et dans le développement des régions.

Or, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante constitue un élément névralgique dans l'exploitation des gisements miniers. Les partenaires, notamment les entreprises, signalent à cet effet des besoins considérables et ces besoins se trouvent accentués par le vieillissement de la main-d'œuvre actuellement en emploi.

Il incombe donc à l'État d'agir sur le dispositif de formation de la main-d'œuvre pour l'ajuster aux besoins des entreprises minières. Compte tenu des investissements déjà consentis en matière de formation minière, c'est surtout l'efficacité et l'effet du dispositif qu'il faut optimiser en cherchant à coordonner les interventions des acteurs réunis dans une instance commune.

Dans cette foulée, le gouvernement du Québec annonçait, lors du discours du budget du 13 mars 2008, la création d'un institut national des mines. Le récent Plan d'action éducation, emploi et productivité, annoncé par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en avril 2008, précisait qu'une somme de 5 millions de dollars sur cinq ans sera consacrée à la formation de la main-d'œuvre dans le secteur minier. Cette somme servira notamment à la mise en place de l'institut national des mines et à son fonctionnement. Elle servira aussi à la réalisation de divers projets-pilotes dans le domaine de la formation minière.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), assisté du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), a ainsi rencontré les principaux acteurs du secteur (commissions scolaires, cégeps, universités, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines, Association minière du Québec, Association de l'exploration minière du Québec, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, associations minières régionales, etc.) afin de recueillir leur avis et d'assurer une implantation harmonieuse de l'institut national des mines.

Mission, attribution et composition de l'institut

L'institut national des mines se veut un organisme de concertation dont les activités sont orientées vers la recherche de l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail pour le secteur minier. Plus spécifiquement, il est proposé que des représentants du milieu de l'éducation s'associent aux principaux acteurs de l'industrie minière pour créer un institut national des mines ayant pour mandat de maximiser la capacité de formation de la main-d'œuvre, en optimisant les moyens disponibles et en les utilisant selon la vision concertée de tous les acteurs du secteur, contribuant ainsi à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du Québec.

La mission de l'institut national des mines comporte quatre volets :

- 1° orchestrer les actions de formation pour répondre aux besoins à court, moyen et long termes, en coordonnant les interventions des différents intervenants (commissions scolaires, cégeps, universités);
- 2° assurer une estimation adéquate des besoins de formation et une veille permanente de leur évolution quant à leur nature et à leur répartition géographique;
- 3° recommander à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ainsi qu'aux ministères concernés le cas échéant, toute modification jugée nécessaire au dispositif de formation, quant à sa capacité, à la carte des enseignements ainsi qu'à la révision et à l'actualisation des programmes de formation;
- 4° participer activement aux efforts de promotion des métiers et des professions du secteur minier.

À ce titre, et aux fins de réalisation de sa mission, l'institut peut procéder à l'octroi de contrats en vue notamment :

- de réaliser ou de faire réaliser les études et les recherches nécessaires à la connaissance du secteur et à ses tendances en matière de compétences;
- d'agir en partenariat avec d'autres organismes pour accroître l'efficacité des interventions et promouvoir les métiers et professions du secteur;
- de conduire des projets-pilotes et des expérimentations utiles, notamment dans le domaine de l'organisation de la formation;
- de réaliser tout autre mandat confié par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

L'institut national des mines sera géré par un conseil d'administration composé de quatorze membres ayant droit de vote et de trois personnes sans droit de vote provenant des ministères concernés par le développement minier au Québec (MELS, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, MRNF). Ces personnes auront pour rôle principal d'alimenter le conseil d'administration de données et d'informations utiles pour éclairer les membres et faciliter la prise de décision.

Le conseil d'administration se réunira minimalement quatre fois par année et pourra mettre sur pied différents comités afin de réaliser ses mandats. Il réunira des représentants du milieu de l'éducation et du milieu du travail. Le gouvernement, après consultation des organismes visés, nommera les membres du conseil d'administration pour un mandat d'une durée maximale de trois ans. Les représentants du milieu de l'éducation seront issus essentiellement des commissions scolaires, des cégeps et des universités dispensant des activités de formation liées au secteur minier. Les commissions scolaires Crie et Kativik seront aussi représentées au conseil d'administration. Les représentants du milieu du travail proviendront des associations d'entreprises minières, des associations de travailleurs et du Comité sectoriel de main-d'œuvre du secteur des mines. Les membres votants du conseil d'administration devront être gestionnaires des organismes qu'ils représentent (directrices générales ou directeurs généraux).

Le gouvernement nommera le président du conseil d'administration et le président-directeur général de l'institut pour un mandat d'au plus cinq ans. Les membres du personnel de l'institut seront nommés selon le plan d'effectif établi par règlement de l'institut.

Gouvernance de l'organisme

À l'instar des sociétés d'État, l'institut national des mines doit être régi selon des principes de bonne gouvernance, de reddition de comptes et de responsabilisation. Cependant, compte tenu de sa dimension modeste et de son mandat de concertation, il ne paraît pas nécessaire de le soumettre entièrement aux impératifs liés à la gouvernance des sociétés d'État, notamment en matière de mise sur pied des comités de vérification, de gouvernance et d'éthique, et des ressources humaines.

Toutefois, les principes de saine gestion, de reddition de comptes et de responsabilisation doivent être respectés par l'institut national des mines et son conseil d'administration. Les éléments ci-après assurent à cet égard la bonne gouvernance et le contrôle :

- les membres de l'institut et de son conseil d'administration sont soumis au Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, qui a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance des citoyens dans l'intégrité et l'impartialité de l'administration publique, de favoriser la transparence au sein des organismes et entreprises du gouvernement et de responsabiliser les administrations et les administrateurs publics;
- chaque année, l'institut doit soumettre à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, pour approbation, un plan d'action faisant état des objectifs et cibles à atteindre ainsi que du budget afférent pour l'année visée. De même, il doit soumettre à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport un rapport de gestion pour l'année écoulée;
- la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut donner à l'institut des directives concernant ses objectifs et ses orientations et le mandater sur des objets spécifiques;
- au plus tard sept ans après la création de l'institut, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport fera état au gouvernement du bilan de l'action de l'institut et de l'opportunité de le maintenir, de le modifier ou de l'abolir;
- le président du conseil d'administration aurait droit de vote prépondérant;
- l'article 10 du projet de loi précise la répartition de chacun des groupes au sein du conseil d'administration.

Au minimum, trois membres du conseil d'administration devront provenir de régions administratives autres que celles de Montréal et de la Capitale-Nationale. De même, au moins un des membres du conseil d'administration doit avoir une compétence en matière comptable ou financière.

Afin de garantir l'intégrité du personnel du conseil d'administration et l'absence de conflit d'intérêts, les membres du personnel seront soumis aux mêmes exigences par l'intermédiaire de la régie interne de l'institut.

2. Lois existantes

Pour déterminer le cadre légal de création de l'institut national des mines, plusieurs avenues ont été envisagées. Compte tenu de l'existence d'organismes d'enseignement œuvrant déjà dans le domaine de la formation minière à l'enseignement secondaire, collégial et universitaire, le MELS ne souhaite pas mettre sur pied une véritable école puisque la mission de l'organisme à créer ne consiste pas à dispenser de la formation ni à délivrer des diplômes, mais plutôt, comme stipulé dans le Plan d'action éducation, emploi et productivité, à assurer une estimation adéquate des besoins de formation, à orchestrer les actions de formation en coordonnant les diverses interventions, à faire des recommandations à la ministre relativement au dispositif de formation, à la carte des enseignements ou à l'offre de programmes d'études, et à assurer la promotion des emplois du secteur minier.

3. Solutions possibles

Quatre solutions ont été analysées et la première a été retenue :

Première solution

Création d'un institut par voie législative.

Deuxième solution

Création d'un organisme à but non lucratif.

Troisième solution

Élaboration d'ententes relatives à la collaboration en matière de formation, de recherche et de développement.

Quatrième solution

Création d'un des trois organismes suivants :

- une commission en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'Université du Québec;
- un collège régional en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;
- un centre collégial de transfert de technologie.

4. Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution : création d'un institut par voie législative

Avantages

- La voie législative permet de bien circonscrire la mission, les mandats, la composition et le fonctionnement de l'institut en plus de garantir le respect des objectifs gouvernementaux visés.
- La création de l'institut national des mines fournit un élément catalyseur et rassembleur dans le développement durable de ce secteur au Québec et dans ses régions.
- La création d'un institut permet de regrouper l'ensemble des partenaires associés au développement du secteur minier.
- La voie législative constitue la solution correspondant le plus étroitement aux objectifs recherchés dans le cadre du discours du budget 2008-2009.
- Seule la voie législative permet d'aménager la mission de l'organisme et de lui donner les outils nécessaires au pilotage national de la formation.
- Une loi permet d'établir clairement pour l'organisme des principes de gouvernance et de reddition de comptes.
- La loi constitutive permet à l'organisme d'offrir des services de recherche, de consultation et de gestion ainsi que de conclure des ententes avec des établissements d'enseignement.
- La création d'un institut permet de favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande avec une composante de recherche importante.
- Une clause de temporisation de sept ans permettrait au gouvernement d'évaluer la pertinence de maintenir l'organisme ou d'en modifier certains aspects.

Inconvénient

- La demande des partenaires d'autres secteurs économiques à se doter d'instituts analogues, risque d'autant plus réel que la qualification de la main-d'œuvre, fondement de la création de l'institut, est un enjeu pour de nombreux autres secteurs d'activité économique.

Cet élément peut néanmoins être minimisé si une durée de vie limitée de l'institut (sept ans) était adoptée, et justifiée par la « maturité » et l'autonomie des partenaires, acquises à terme, dans la pratique de la concertation.

Deuxième solution : création d'un organisme à but non lucratif (OBNL)

Avantage

- Option intéressante au regard de la mission projetée pour l'institut national des mines et de ses relations avec ses partenaires.

Inconvénient

- L'incorporation crée une personne morale ayant une personnalité juridique propre de nature privée, ce qui peut limiter l'influence gouvernementale quant aux orientations et aux attentes à l'égard de l'institut.

Troisième solution : Élaboration d'ententes relatives à la collaboration en matière de formation, de recherche et de développement

Avantage

- Cette solution permet de réunir les acteurs à une table autour de préoccupations communes.

Inconvénient

- Son succès dépend cependant d'un niveau élevé d'adhésion des acteurs, ce qui aurait normalement dû les avoir déjà incités à se lancer par eux-mêmes dans différentes actions de concertation.

Quatrième solution : Création d'une commission en vertu de l'article 22 de la Loi sur l'Université du Québec ou création d'un collège régional en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel ou encore création d'un centre collégial de transfert de technologie

Avantage

- Il n'y a aucun avantage à cette solution.

Inconvénient

- Ces trois options se révèlent inappropriées pour la fondation de l'institut, en raison principalement du fait qu'elles font, chacune, référence à un seul ordre d'enseignement, limitant ainsi fortement le potentiel de concertation partenariale attendue de la mise en place de l'institut.

5. Analyse comparative

Dans le monde, les instituts dans le domaine des mines sont nombreux, et ce, aux différents ordres d'enseignement. Fréquemment, ces établissements offrent à la fois des services d'enseignement et des services de recherche et de collaboration avec l'industrie. Au Québec, la formation est offerte, selon le métier visé, par la formation professionnelle au secondaire, la formation technique au collégial et la formation universitaire.

Cependant, bien que la formation soit accessible, le Conseil canadien de l'innovation minière notait récemment que l'industrie minière tirait de l'arrière en matière d'innovation en gestion des ressources humaines, particulièrement en ce qui concerne le recrutement, la fidélisation et la formation de sa main-d'œuvre. Cela entraverait sa croissance et sa viabilité dans le contexte démographique et économique que nous connaissons. L'institut national des mines, tel que proposé, est ainsi de nature à jouer ce rôle d'aide à l'innovation en matière de formation et de qualification de la main-d'œuvre grâce à la concertation des partenaires qu'il établira.

6. Activité réglementaire

La création de l'institut national des mines a pour effet d'instaurer la concertation entre les partenaires du domaine minier, dont les entreprises, en vue de faire correspondre les interventions de formation aux besoins de ces dernières.

À l'exception de la contribution souhaitée des entreprises (sur une base volontaire) pour faciliter la formation (ex. : stages, accès aux équipements), ce projet ne leur impose aucune charge administrative ou financière.

7. Implications financières

Le cadre financier de l'institut national des mines a été adopté dans le budget 2008-2009 du gouvernement du Québec. Il prévoit qu'une somme de 5 millions de dollars sur cinq ans sera consacrée à la formation de la main-d'œuvre dans le secteur minier. Cette somme servira notamment à la mise en place de l'institut national des mines (3 millions de dollars) et à son fonctionnement à raison de 600 000 \$ par année. Elle servira aussi à la réalisation de divers projets-pilotes (2 millions de dollars), soit 400 000 \$ par année, dans le domaine de la formation minière.

Il est souhaitable et même attendu que le secteur privé, notamment les entreprises minières, contribue à la réalisation du mandat de l'institut. Cette contribution peut prendre plusieurs formes dont le financement, l'accueil de stagiaires, le prêt d'équipement ou de personnel, l'accès aux installations, etc.

8. Relations intergouvernementales

Cette rubrique ne s'applique pas au présent dossier.

9. Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

L'industrie minière se caractérise du fait qu'elle couvre toute une gamme d'activités industrielles allant de l'exploration à l'exploitation minière, de la concentration du minerai à sa première transformation. De plus, elle regroupe des entreprises offrant des services de laboratoire et de recherche. À divers degrés, on retrouve des activités minières dans toutes les régions du Québec, que ce soit dans la production de métaux usuels (fer, cuivre, niobium, zinc, nickel), d'or et d'autres métaux précieux ou de minéraux industriels ou liés à la construction (chrysotile, ilménite, silice). Cependant, trois régions du Québec se distinguent nettement dans le domaine de l'activité minière en raison de l'effervescence qu'elles connaissent : l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Plus d'une vingtaine de sites miniers sont actuellement en opération au Québec. Ils produisent une trentaine de métaux et de minéraux différents. En 2007, le secteur minier du Québec comptait plus de 18 000 emplois. Près de la moitié des emplois miniers québécois sont offerts dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. L'Abitibi-Témiscamingue regroupe la majorité de ces emplois et elle est suivie par la Côte-Nord. Cependant, bien que plusieurs exploitations minières soient situées sur la partie sud du territoire de la région administrative du Nord-du-Québec, une bonne part de leurs employés résident en Abitibi-Témiscamingue.

L'industrie minière génère des retombées économiques importantes non seulement dans les régions minières, mais aussi dans l'ensemble du Québec. Le secteur minier québécois a connu un développement important depuis 2003, la valeur de sa production ayant progressé de 33 p. cent passant de 3,6 milliards de dollars à 4,8 milliards de dollars en 2006.

10. Impacts sur les jeunes

Le secteur minier offre des opportunités d'emploi fort intéressantes pour les jeunes du Québec. En forte progression et aux prises avec un besoin de remplacement croissant de sa main-d'œuvre vieillissante, le secteur des mines offre des salaires et des conditions de travail nettement supérieurs à la moyenne québécoise. Les importants changements technologiques touchant le secteur permettent de plus aux jeunes intégrant le secteur de profiter d'un contexte de travail axé sur l'utilisation de technologies de pointe.

11. Consultation entre ministères

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a mené un important exercice de consultation dans le cadre de l'implantation de l'institut national des mines.


Outre les partenaires concernés de l'éducation (commissions scolaires, cégeps et universités) et du marché du travail (associations d'entreprises minières, associations de salariés, associations minières régionales et nationales, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines, Commission des partenaires du marché du travail), le Ministère a consulté le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Ce dernier a par ailleurs participé activement à toutes les rencontres de partenaires menées par le Ministère.

Comme prévu par l'article 54 de la Loi sur la santé publique, l'évaluation de l'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux personnes concernées du ministère de la Santé et des Services sociaux.

12. Remarque

Au moment de son passage en Abitibi-Témiscamingue, le dimanche 16 novembre 2008, le chef du Parti libéral du Québec et premier ministre sortant M. Jean Charest, a annoncé que le Parti libéral s'engage à établir l'institut national des mines à Val-d'Or. Le jeudi 18 décembre 2008, le premier ministre réaffirmait cet engagement lors de la nomination du Conseil des ministres.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

03 MARS 2009

OBJET : Modifications législatives en matière de gouvernance des établissements d'enseignement de niveau universitaire

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 – Exposé de la situation

Les établissements d'enseignement de niveau universitaire au Québec, incluant l'Université du Québec (UQ), offrent des services à caractère public. Diverses dispositions législatives du *corpus* législatif du Québec établissent que les établissements d'enseignement universitaire sont des organismes publics. Enfin, la création d'un nouvel établissement présuppose en tout temps l'intervention du législateur.

De plus, l'État contribue de façon importante au financement des établissements. En 2007-2008, selon des données publiées par Statistique Canada au sujet de l'ensemble des sources de revenus des établissements, les parts de fonds publics étaient pour les établissements au Québec de 58,5 % par le gouvernement du Québec et de 11,0 % par le gouvernement du Canada.

Outre la préoccupation constante du gouvernement du Québec pour une saine gestion des fonds publics et une reddition de comptes accrue et basée sur le respect du principe de la transparence, la modernisation de la gouvernance des établissements d'enseignement universitaire s'inscrit en toute cohérence dans la foulée des différents gestes concrets posés par le gouvernement et des conséquences de ceux-ci :

- l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, en avril 2006;
- la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, adoptée en décembre 2006;
- le mandat de vérification particulière confié au Vérificateur général du Québec à l'égard de la situation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2007;
- les rapports du Vérificateur général du Québec au sujet de l'UQAM, publiés en novembre 2007 et en juin 2008;
- la Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives, sanctionnée le 29 octobre 2008, qui modernise la gouvernance des commissions scolaires.

Cette démarche gouvernementale se déploie sur la toile de fond d'une préoccupation québécoise de gouvernance qui rejoint progressivement l'ensemble des entités privées et publiques. Une telle reconsidération de la gouvernance vise aussi à restaurer la confiance du public dans ses institutions, laquelle exige à son tour une définition plus claire des rôles respectifs de la haute direction et des administrateurs de ces institutions. Un tel changement peut requérir l'intervention de l'État par la mise en place de règles de gouvernance plus exigeantes, rigoureuses et transparentes.

La légitimité de cette démarche du gouvernement est appuyée par la préoccupation similaire d'entités comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui confirme la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité, de façon à améliorer l'efficacité des systèmes, notamment ceux de l'éducation qui jouent un rôle décisif dans l'économie.

Les événements récents concernant le réseau universitaire militent pour l'application de principes de gouvernance rigoureux, entre autres :

- En septembre 2007, l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) a publié le *Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec*. Dans tous ses rapports sur la gouvernance des universités, des PME et des établissements de santé, l'IGOPP a confirmé la nécessité de renforcer la responsabilité des conseils d'administration en contrepartie de leur imputabilité.
- En avril 2008, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport présidait une rencontre inédite regroupant les présidents des conseils d'administration et les chefs des établissements d'enseignement universitaire sur la question des principes de gouvernance de ceux-ci.
- Le 5 juin 2008, le gouvernement déposait auprès du Directeur des poursuites pénales et criminelles (DPCP) la deuxième partie du Rapport du Vérificateur général du Québec sur la situation financière de l'UQAM. Le DPCP poursuit son analyse.

Ce mémoire propose un projet de loi édictant des règles de gouvernance devant être prises en compte par chacun des conseils d'administration des établissements d'enseignement de niveau universitaire. Le projet de loi soumis par ce mémoire présente un caractère d'urgence au sens de l'article 16 du décret du gouvernement numéro 292-2007 en date du 19 avril 2007.

2 – Lois existantes

- Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1)
- Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1)
- Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15)

Tout conseil d'administration d'établissement universitaire devra, au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi, avoir pris toute mesure utile pour en assurer l'application et présenter les modifications législatives nécessaires le cas échéant.

L'ensemble des lois, chartes ou lois constitutives instituant les établissements d'enseignement universitaire énumérés aux paragraphes 1^o à 8^o, 10^o et 11^o de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire pourrait être modifié à la demande de ceux-ci pour des questions de concordance, après l'adoption du projet de loi.

3 – Solutions possibles

Première solution

La première solution consiste à maintenir le *statu quo* au chapitre des lois existantes, sans intervention législative pour édicter des principes de gouvernance.

Deuxième solution

La deuxième solution consiste à définir, par voie législative, les objets relatifs à la gouvernance des établissements d'enseignement universitaire.

Le projet de loi joint au mémoire prévoit les principales dispositions qui suivent.

— Moins de membres au conseil d'administration, ci-après le « conseil »

Le nombre de membres peut varier entre 13 et 25 membres pour tous les établissements.

— Conseil formé majoritairement de membres indépendants

Au moins 60 pour cent des administrateurs sont des membres indépendants et au moins 25 pour cent des administrateurs sont issus de la communauté universitaire. En s'inspirant de l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, un premier minimum est prévu pour éviter notamment la mainmise de la haute direction et l'absence de diversité des profils d'expérience et de compétence. Un deuxième minimum est introduit pour éviter la critique d'une représentation réduite de la communauté universitaire.

Un membre se qualifie d'indépendant s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale, professionnelle, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions, eu égard aux intérêts de l'établissement. Les relations ou intérêts de nature philanthropique d'une personne ne sont pas pris en compte dans sa qualification de membre indépendant.

Un administrateur est réputé ne pas être indépendant :

- 1) s'il est ou a été, au cours des trois années précédant la date de sa nomination, à l'emploi de l'établissement;
- 2) si, au cours des trois années précédant la date de sa nomination, il a fourni à titre onéreux à l'établissement des services autres qu'académiques ou des biens;
- 3) si un membre de sa famille immédiate, telle que définie par le conseil d'administration, fait partie de la direction supérieure de l'établissement;
- 4) s'il est étudiant de l'établissement et inscrit à plus d'une activité d'enseignement ou de recherche, ou s'il est étudiant de l'établissement et inscrit à une activité conduisant à un grade, à un diplôme ou à un certificat.

Diversité des expertises réunies au conseil

Le conseil approuve les profils de compétence et d'expérience requis pour la nomination des membres du conseil.

— Diversité des instances de nomination au conseil, incluant la nomination du premier dirigeant par le conseil

Le conseil d'administration nomme tous les membres indépendants, sauf trois membres indépendants nommés par le gouvernement dans le cas des établissements de l'Université du Québec et un membre indépendant nommé par le gouvernement pour ce qui est des autres établissements. La communauté universitaire nomme les autres membres, sous réserve du premier dirigeant qui peut être nommé par le conseil. Un membre nommé par le gouvernement ne peut faire partie du personnel du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Le premier dirigeant de l'établissement est nommé par le conseil d'administration pour la durée qu'il détermine ou, selon le cas, selon la procédure de nomination établie par la loi constitutive de l'établissement, sa charte, ses statuts, règlements ou lettres patentes, si le conseil estime que cette procédure permet l'égalité des chances des candidats de l'externe et de l'interne ainsi que l'examen des candidatures de façon indépendante et confidentielle. Le premier dirigeant travaille exclusivement et à temps plein pour l'établissement; le conseil détermine les modalités d'évaluation de sa performance.

— Représentativité du conseil

La composition du conseil d'administration concourt à ce que les différentes composantes de la collectivité desservie par l'établissement y soient reflétées.

Chacun des conseils d'administration doit être constitué en parts égales de femmes et d'hommes et cette disposition entre en vigueur au plus tard le 1^{er} juin 2013. Lorsque le nombre de membres est impair, la présence du premier dirigeant comme membre d'office n'est pas prise en compte dans ce calcul.

— Présidence du conseil

Le conseil d'administration désigne un président parmi ses membres indépendants. Ce dernier préside les réunions du conseil et voit à son bon fonctionnement. En cas d'égalité, il a voix prépondérante. Il voit également au bon fonctionnement des comités du conseil. Les fonctions de président du conseil et celles de premier dirigeant de l'établissement ne peuvent être cumulées.

— Consultations par le conseil d'administration

Le conseil s'assure que, au moins une fois par année, une séance d'information et de consultation publique auprès de la collectivité desservie sera tenue.

Une décision du conseil d'administration portant sur les orientations stratégiques ou financières ou sur le plan d'immobilisations fait l'objet d'une consultation préalable d'une instance ou d'un comité représentatif de la communauté universitaire, qui doit avoir pu, préalablement et dans un délai raisonnable, obtenir les documents pertinents à la consultation sur ces questions.

— Rôles et responsabilités du conseil clairement établis et connus de tous

Le conseil exerce ses pouvoirs selon les principes de saine gouvernance (efficacité, efficience, transparence, responsabilité et imputabilité) et dans le respect de la mission (enseignement, recherche, services à la collectivité) et des valeurs de l'établissement.

Le conseil établit les orientations stratégiques de l'établissement, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante. Il adopte ainsi le plan stratégique, les règles de gouvernance et le code d'éthique applicable de l'établissement. En agissant au chapitre des orientations et des approbations, le conseil tient compte de la spécificité de l'établissement au sein du réseau universitaire québécois.

Le conseil approuve notamment les prévisions budgétaires, le budget annuel, les plans d'immobilisations, les états financiers, le rapport annuel, les politiques d'encadrement de la gestion des risques, les mesures d'évaluation de l'efficacité, de l'efficience et de la performance de l'établissement. Il suit sa situation financière et s'assure que les contrôles appropriés sont en place afin de préserver sa santé financière à court et à long terme.

Le conseil détermine les modalités d'évaluation de la performance du premier dirigeant de l'établissement.

Le conseil est imputable de ses décisions et le président du conseil est chargé d'en répondre auprès de la ministre.

— Comités du conseil

Le conseil doit créer un comité de gouvernance et d'éthique, un comité de vérification et un comité des ressources humaines; ces trois comités du conseil d'administration sont composés de membres indépendants et d'au plus un membre représentant la communauté universitaire; ces comités sont présidés par un membre indépendant.

Le conseil peut également former un comité exécutif aux fins de veiller à l'élaboration des documents à être présentés au conseil, d'émettre des avis sur les propositions à lui faire et de s'assurer de l'exécution des décisions du conseil. Le conseil peut en outre former, pour le conseiller, d'autres comités nécessaires pour l'étude de questions particulières. Le président du conseil peut participer à toute réunion d'un comité.

— Rémunération des membres

Les membres peuvent être rémunérés dans la mesure prévue par le conseil. Pour les établissements de l'Université du Québec, le barème est déterminé par la mesure prévue par le gouvernement.

— Durée des mandats et réduction des délais de nomination ou de renouvellement

La durée du mandat d'un membre du conseil autre que le premier dirigeant est de trois ans, sauf pour un membre étudiant pour lequel elle est de deux ans.

Au plus deux renouvellements sont possibles, consécutivement ou non.

Le cas échéant, en sus de ses mandats en tant que membre, le président peut être renouvelé deux fois à ce titre, consécutivement ou non.

— Nouvelles formes de reddition de comptes

L'établissement doit transmettre au ministre un rapport annuel de ses activités dans les quatre mois de la fin de son exercice financier (i.e. le 30 septembre suivant le 31 mai). Ce rapport doit notamment contenir le sommaire accompagné des conclusions et recommandations du rapport présenté au conseil d'administration par chacun des trois comités du conseil. Ce rapport est déposé à l'Assemblée nationale par la ministre. L'établissement doit également transmettre à la ministre les procès-verbaux des réunions du conseil.

Le conseil rend public sur le site Internet de l'établissement, notamment : le code d'éthique applicable; la rémunération et les avantages versés à chacun des membres du conseil; des informations relatives aux mandats, statut, profil de compétence et d'expérience des membres, et à leur assiduité aux réunions du conseil; les décisions du conseil légalement accessibles; les honoraires payés au vérificateur externe.

Après consultation des présidents de conseil d'administration d'établissement, la ministre établit des indicateurs généraux et leurs définitions communes pour une reddition de comptes annuelle faite à elle par chaque établissement et couvrant : 1) l'utilisation des ressources; 2) les résultats atteints en regard des orientations stratégiques; 3) pour les deux éléments antérieurs, des comparaisons par étalonnage

avec d'autres établissements comparables; 4) les résultats de l'année en regard de la mission, des valeurs et objectifs de l'établissement.

Un établissement peut également convenir avec la ministre de certains indicateurs particuliers de manière à rendre compte de ses spécificités, notamment au regard de la qualité de l'enseignement et de la performance en matière de recherche.

Les résultats de l'application des indicateurs généraux et particuliers sont transmis annuellement à la ministre au moment déterminé par la ministre après avoir été soumis au conseil d'administration.

Tous les trois ans, la ministre soumet à l'Assemblée nationale un rapport sur la performance du système universitaire. Ce rapport tient compte notamment des données d'étalonnage rendues publiques par les conseils d'administration des établissements.

Le conseil s'assure que l'établissement tient au moins une fois par année une séance d'information et de consultation publique auprès de la communauté universitaire et de la collectivité desservie par l'établissement, afin de rendre compte de ses activités, des services fournis, des résultats atteints, de ses priorités, des orientations adoptées, de sa situation financière et de sa gestion, ainsi qu'afin de répondre aux questions. Chaque séance doit être précédée d'un avis public paru au moins trente jours avant sa tenue.

— Formation obligatoire des membres d'un conseil

Dans la première année de son mandat, chaque nouveau membre du conseil doit avoir complété une formation lui permettant d'exercer ses fonctions avec compétence.

— Régime de défense des membres du conseil

L'établissement assume la défense d'un membre du conseil d'administration qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions et paie, le cas échéant, pour le préjudice résultant de cet acte, sauf s'il a commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de ses fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, l'établissement n'assume le paiement des dépenses d'un membre du conseil que lorsque ce membre a été libéré ou acquitté ou lorsque l'établissement estime que celui-ci a agi de bonne foi.

— Dispositions transitoires ou de concordance

La Loi s'applique malgré toute disposition prévue par la loi constitutive, la charte, les statuts, règlements ou lettres patentes d'un établissement d'enseignement de niveau universitaire visé aux paragraphes 1^o à 8^o, 10^o et 11^o de l'article 1 ou d'une université constituante, d'un institut de recherche et d'une école supérieure visés à la Loi sur l'Université du Québec.

En outre des dispositions transitoires prévues par la Loi, le gouvernement peut, par règlement, édicter toute autre disposition transitoire ou mesure utile pour l'application de la Loi. À défaut pour un conseil d'administration de se conformer, le gouvernement peut, après avoir donné à l'établissement l'opportunité de le faire dans un délai raisonnable, prendre lui-même les dispositions et mesures qui y sont visées.

4 – Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Première solution

Avantages

- Adhésion du milieu universitaire puisque les présidents de conseil et les chefs d'établissement ont indiqué préférer l'absence d'intervention législative et souhaité, en consultation avec la ministre le 25 avril 2008, une déclaration commune sur les principes de gouvernance.

Inconvénients

- Les changements introduits par les conseils pourraient s'avérer marginaux eu égard aux améliorations souhaitées.
- La visibilité et la pérennité des principes de gouvernance pourraient être moindres.
- L'objectif d'accroître la confiance du public dans les institutions ne serait pas atteint.
- Les attentes en matière de responsabilisation des conseils pourraient mettre un certain temps avant d'être reconnues par les communautés universitaires et ne pas être respectées, voire contestées, ralentissant ainsi l'effet des changements.
- L'objectif d'accroître la confiance du public dans les institutions ne serait pas atteint.
- La reddition de comptes pourrait demeurer inégale, peu transparente, bien que les universités offrent des services à caractère public.

Deuxième solution

Avantages

- Un meilleur équilibre serait atteint entre d'une part les droits qu'entraîne l'autonomie universitaire fondée sur la mission de l'établissement (enseignement, recherche, services à la collectivité), et d'autre part les devoirs qu'entraînent l'usage des fonds publics et les attentes légitimes de la population à l'endroit du réseau universitaire.
- Une reddition de comptes publique renforcée – par la publication de rapports annuels, l'information présente en permanence sur le site Internet de l'établissement et lors d'au moins une séance d'information publique par an auprès de la communauté universitaire et de la collectivité desservie – accroîtrait la transparence et l'imputabilité des établissements.
- Une reddition de comptes à la ministre fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage permettrait une transaction plus transparente avec les établissements et un meilleur suivi de leur situation.
- Une gouvernance resserrée rendrait plus efficace l'action des établissements, la recentrerait sur les volets essentiels de leur mission et améliorerait l'efficacité de la gestion des fonds publics.
- Le premier dirigeant verrait son rôle mieux défini et sa performance évaluée selon des critères d'évaluation approuvés par le conseil.
- Les autres membres de la haute direction verraient eux aussi leur rôle mieux défini à l'égard du conseil et de ses comités (présentation des dossiers, réponse aux questions, soutien au chapitre de l'expertise), évitant une influence indue de la haute direction sur les travaux et délibérations du conseil et remettant à celui-ci l'entièreté du rôle qui lui revient en saine gouvernance.
- La loi favoriserait l'élargissement, à l'ensemble du réseau universitaire québécois, des recommandations du Vérificateur général du Québec dans son rapport de juin 2008.

Inconvénients

- Des modifications substantielles seraient apportées à l'économie générale des chartes, des lois constitutives, des lettres patentes, des statuts et des règlements actuels des établissements d'enseignement universitaire, hors réseau de l'Université du Québec notamment.
- L'approche par loi pourrait être contestée car perçue comme contraire aux principes d'une gouvernance fondée sur l'autonomie et la responsabilité des établissements (troisième principe retenu par l'IGOPP) et la responsabilité de leurs administrateurs.

5 – Analyse comparative

La définition législative des principes de gouvernance n'apparaît pas courante. Deux situations particulières méritent d'être mentionnées :

- En Nouvelle-Écosse, un projet de loi mort au feuillet en 2004 préconisait que tout conseil d'administration universitaire ait un *membership* étudiant d'au moins 25 %.
- En Colombie-Britannique, les dispositions de l'University Act (Chapter 468) définissent la composition du conseil des gouverneurs (équivalent du conseil d'administration). Aucun principe de gouvernance n'est prescrit par la loi.

6 – Activité réglementaire

Les dispositions du projet de loi ne comportent aucun effet sur les activités réglementaires visant les entreprises.

7 – Implications financières

On peut estimer qu'une gouvernance plus efficace et une reddition de comptes resserrée, désormais fondée sur des indicateurs et de l'étalonnage, permettraient un meilleur suivi de la situation des établissements, une efficacité et une efficience accrues, ainsi que l'élargissement, à l'ensemble du réseau universitaire québécois, des recommandations du Vérificateur général du Québec dans son rapport de juin 2008 au sujet de l'UQAM.

Rémunération des administrateurs. Le tableau qui suit présente les paramètres de rémunération des membres de conseil d'administration en vigueur dans les commissions scolaires et les sociétés d'État.

Rémunération des membres de conseil d'administration ou l'équivalent

Source : Gouvernement du Québec, Décrets N^{os} 836-2000, 610-2006, 962-2006, 763-2007

	2007-2008		28 juin 2006	
	Commissions scolaires		Sociétés d'État	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Présidence du conseil	14 001	64 173	16 000	125 000
Présidence d'un comité	4 445	16 361	11 000	21 000
Membres du conseil	3 309	11 553	8 000	16 000
Plus les jetons de présence et les remboursements de dépenses engagées.				

Rémunération des administrateurs des universités. Le coût de la subvention de fonctionnement pour rémunérer les administrateurs des universités pourrait être significatif et pourrait tenir compte de plusieurs éléments fondamentaux tels le coût de la présence d'un membre au conseil, la rémunération de la présidence du conseil, la

rémunération de la présidence d'un comité du conseil; les jetons de présence pour inciter la participation aux séances; le nombre de séances du conseil et des comités; ainsi que la rémunération offerte à la présidence des commissions scolaires de grande taille.

Le projet de loi prévoit une rémunération déterminée par une mesure du gouvernement dans le cas des établissements de l'Université du Québec, et dans la mesure prévue par le conseil d'administration dans les autres universités.

8 – Relations intergouvernementales

Les mesures proposées dans ce mémoire n'ont pas d'incidence sur les relations intergouvernementales.

9 – Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Une meilleure représentativité des conseils, reflétant les différentes composantes de la collectivité desservie par l'établissement, pourrait avoir des impacts positifs dans les régions.

10 – Implications sur les jeunes


Des étudiantes et des étudiants continueront de pouvoir siéger au conseil d'administration.

11 – Consultation entre ministères

Le présent mémoire n'a fait l'objet d'aucune consultation formelle; toutefois, pendant l'automne 2008, les contenus du présent mémoire furent traités par plusieurs ministères et le Comité de la législation.

Comme prévu par l'article 54 de la Loi sur la santé publique, l'évaluation d'impact sur la santé a été réalisée et transmise aux interlocuteurs concernés du ministère de la Santé et des Services sociaux.

La ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



MICHELLE COURCHESNE

DE : Madame Michelle Courchesne
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

25 MARS 2009

OBJET : Approbation du Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2008 au 31 mai 2013

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dans le cadre du processus annuel d'approbation des programmes d'immobilisations, présente le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQI) pour la période du 1^{er} juin 2008 au 31 mai 2013.

Le montant global du PQI 2008-2013 s'élève à 1 307,275 millions de dollars, dont une somme de 344,010 millions de dollars pour l'année 2008-2009, qui correspond au montant présenté au Conseil du trésor.

Les enveloppes normalisées destinées au maintien des actifs immobiliers ainsi que l'enveloppe pour le développement des systèmes d'information totalisent 135,250 millions de dollars pour l'année 2008-2009. Est aussi incluse dans ces enveloppes une enveloppe de rattrapage en rénovation de 42,916 millions de dollars.

Depuis l'année 2007-2008, une enveloppe est autorisée au titre de la bonification du maintien des actifs immobiliers associée à des corrections aux allocations normalisées accordées antérieurement pour la rénovation des bâtiments. Cette enveloppe est de 15,079 millions de dollars pour l'année 2008-2009.

À compter de l'année 2008-2009, une enveloppe est autorisée au titre de la résorption du déficit d'entretien accumulé des bâtiments. Cette enveloppe, qui s'inscrit dans le rehaussement du soutien aux établissements pour le maintien des actifs immobiliers instauré dans le cadre du Plan québécois des infrastructures, est de 68,000 millions de dollars pour l'année 2008-2009.

De plus, une enveloppe est autorisée afin d'accroître le parc mobilier des établissements en fonction des hausses observées, depuis le Plan quinquennal d'investissements 2003-2004, de l'effectif étudiant et du personnel. Cette enveloppe est de 12,000 millions de dollars pour l'année 2008-2009.

Au chapitre des initiatives nouvelles figurent deux volets totalisant 98,611 millions de dollars pour l'année 2008-2009 : les projets d'ajouts d'espace et les projets d'infrastructures de recherche.

Les projets d'initiatives nouvelles d'une somme globale de 28,527 millions de dollars correspondent à ceux qui ont été présentés au Conseil du trésor. Parmi ceux-ci, des investissements sont consentis en 2008-2009 pour un agrandissement des espaces d'enseignement de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda (contribution du Ministère de 4,736 millions de dollars), pour un rachat d'espace d'enseignement de l'Université du Québec à Montréal (contribution du Ministère de 21,221 millions de dollars) et pour la première phase du relèvement de l'enveloppe de développement informatique, cette phase étant associée à la modernisation des systèmes et des technologies de l'information de l'Université Laval (tranche de contribution du Ministère de 2,570 millions de dollars sur une contribution totale prévue de 18,000 millions de dollars sur les sept prochaines années).

Les projets d'infrastructures de recherche totalisant 70,084 millions de dollars sont ceux faisant l'objet de virements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, autorisés par le Conseil du trésor pour les investissements universitaires le 10 décembre 2007, pour une somme de 18,627 millions de dollars, et le 16 septembre 2008, pour une somme de 51,457 millions de dollars.

Quant aux parachèvements, les projets d'ajouts d'espace autorisés dans un plan antérieur, mais dont la réalisation n'est pas complétée, sont réinscrits. Ils totalisent 9,900 millions de dollars pour l'année 2008-2009.

Enfin, une enveloppe de 3 millions de dollars est autorisée pour des projets visant l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments universitaires et une enveloppe de 2,170 millions de dollars est allouée, par le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, pour des équipements visant à soutenir les jeunes chercheurs et chercheuses.

Un projet de décret concernant le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2008 au 31 mai 2013 est joint au présent mémoire.

2- Loi existante

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2008 au 31 mai 2013 doit être approuvé par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

3- Solutions possibles

Ne s'applique pas.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Ne s'applique pas.

5- Analyse comparative

Ne s'applique pas.

6- Activité réglementaire

Ne s'applique pas.

7- Implications financières

L'annexe A présente les nouveaux engagements pour les cinq prochaines années ainsi que l'évolution des projets en parachèvement déjà autorisés dans les plans antérieurs.

L'annexe B présente les conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du plan.

L'annexe C présente la répartition, par établissement universitaire, des enveloppes normalisées.

L'annexe D présente la répartition, par établissement universitaire, de l'enveloppe de bonification du maintien des actifs immobiliers (corrections des allocations normalisées pour la rénovation des espaces), de l'enveloppe pour la résorption du déficit d'entretien accumulé et de l'enveloppe pour l'ajout au parc mobilier lié à la croissance de l'effectif étudiant et du personnel des établissements universitaires.

8- Relations intergouvernementales

Ne s'applique pas.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Ne s'applique pas.

10- Implications sur les jeunes

Ne s'applique pas.

11- Consultation entre ministères

Ne s'applique pas.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michelle Courchesne', with a stylized flourish at the end.

MICHELLE COURCHESNE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Aide aux devoirs » s'adresse aux élèves du primaire. Il vise à soutenir les établissements scolaires afin de favoriser l'aide aux devoirs et de maintenir l'intérêt des élèves à l'école. Il vise également à mobiliser la communauté et à stimuler les initiatives locales dans la recherche de formules appropriées à chaque milieu afin de soutenir les élèves.
- Pour l'année scolaire 2008-2009, l'allocation budgétaire était de 20,0 M\$.
- À même le budget du programme « Aide aux devoirs », une somme de 250 000 \$ a été réservée pour l'organisme « Allô prof ». Un budget supplémentaire de 150 000 \$ leur a aussi été accordé en 2008-2009.
- Dans le cadre du Sommet socioéconomique des Premières Nations, une partie des sommes résiduelles anticipées, soit 100 000 \$, a été réservée pour des projets faits en collaboration avec les centres d'amitiés autochtones.
- L'annexe 1 présente, par commission scolaire, le nombre de projets soumis par des écoles à leur commission scolaire, la somme totale demandée, la somme maximale prévue et la somme totale versée.
- Les sommes demandées par école et par commission scolaire, et les sommes prévues et versées, sont présentées à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, plus de 19,6 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

QP-5 DOCUMENTS D'APPOINT

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Monts-et-Marées**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	711002	Lac-au-Saumon	6 521 \$
2	711007	St-Vianney/St-Tharcisius	5 219 \$
3	711009	Victor-Côté	8 211 \$
4	711012	Caron	9 291 \$
5	711014	St-Léon	5 939 \$
6	711015	St-Racher-Fournier	4 692 \$
7	711016	St-Damase-La Volière	5 717 \$
8	711019	Bon-Pasteur	8 488 \$
9	711027	St-Victor	6 465 \$
10	711028	St-RosaireSt-Raphaël	9 347 \$
11	711029	Assomption	5 052 \$
12	711030	Ste-Marie	8 128 \$
13	711032	Noë-Fortin	4 914 \$
14	711033	Émile-Dubé-Albert Morin	5 135 \$
15	711036	Mgr Belzile	6 188 \$
16	711037	Zénon-Soucy	12 422 \$
17	711038	Val-Brillant-Ste-Irène	6 909 \$
18	711040	Ste-Ursule	10 760 \$
19	711042	Le Marinier-Mgr Ross	5 496 \$
20	711046	Ste-Félicité	5 717 \$
21	711053	St-Léandre	4 692 \$
22	711057	Val-Joubert	4 664 \$
23	711081	St-René	5 412 \$
Montant total demandé			155 379 \$

Montant maximal prévu 155 389 \$

Montant versé **155 379 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009
Commission scolaire : des Phares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	712B060-712B045	L'écho-des-Montagnes/Lavoie	7 355 \$
2	712B039	De l'Estran	6 312 \$
3	712B025	Élisabeth-Turgeon	8 487 \$
4	712B064	Boijoli	3 826 \$
5	712B011	La Colombe	3 043 \$
6	712B049	Des Bois-et-Marées	4 974 \$
7	712B063	Lévesque	3 529 \$
8	712B031	L'Aquarelle	6 217 \$
9	712B062	Des Sources	5 204 \$
10	712B074	La Rose-des-Vents	7 108 \$
11	712B023-712B024	Des Beaux-Séjours: D'Amours, Sainte-Odile	9 719 \$
12	712B009-712B010	Les Azilés: Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Joseph	5 379 \$
13	712B014	De la Rivière	3 867 \$
14	712B013-712B011	Clair-Soleil, Arc-en-Ciel	6 314 \$
15	712B021-712B002-712B003	Des Hauts-Plateaux: Marie-Élisabeth, Euclide-Fournier, La Source	10 208 \$
16	712B044	Des Merisiers	5 190 \$
17	712B061-712B047	Du Havre/Mont Saint-Louis, Saint-Rosaire	8 477 \$
18	712B034-712B040	Grand-Pavois: Sainte-Agnès, Saint-Yves	9 273 \$
19	712B007	Norjoli	5 987 \$
20	712B018	L'Envol	3 056 \$
21	712B042-712B041	Du Rocher, D'Auteuil	9 178 \$
22	712B015-712B016-712B017	Les Cheminots: Saint-Rémi, Aux Quatre-Vents, Du Sommet	10 601 \$
23		Organisme : Concertation École-Famille (écoles de la Mitis)	8 860 \$
24		Organisme : Fondation Pro-Jeune-Est	28 159 \$
25		Organisme : Maison de la famille de la Mitis	17 159 \$
Montant total demandé			197 479 \$

 Montant maximal prévu **197 480 \$**

 Montant versé **197 479 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : du Fleuve-et-des-Lacs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	713100	Georges-Gauvin, Les Moussaillons, Des Parchemins	7 766 \$
2	713001	Gérard-Collin	9 761 \$
3	713108	L'Étincelle, La Source, Maria-Goretti	7 462 \$
4	713004	JALL	6 769 \$
5	713037	Notre-Dame	7 102 \$
6	713010	St-Eusèbe, Beaucourt	6 631 \$
7	713006	Desbiens, St-Pierre	9 124 \$
8	713022	St-Marc, St-David, St-Joseph, Verts-Sommets, Notre-Dame-de-Grâces, Marie-Reine-des-Cœurs	11 672 \$
9	713001	Litalien, L'Oiseau-Chanteur, De la Joie	9 899 \$
10	713005	Chanoine-Côté, Gérard-Raymond, L'Envol, Rayons de Soleil	6 465 \$
11	713009	Ste-Marie, April	7 323 \$
12	713007	St-Cyprien, St-Clément, Ste-Rita	7 573 \$
Montant total demandé			97 547 \$

Montant maximal prévu 97 564 \$

Montant versé **97 547 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Kamouraska-Rivière-du-Loup**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	714003	Des Vieux-Moulins, Notre-Dame-du-Sourire, Riou	8 128 \$
2	714001	Moissons d'Arts, La Chanterelle	6 909 \$
3	714004	Roy, Joli	13 281 \$
4	714007	Notre-Dame-du-Portage et les Pèlerins	7 490 \$
5	714096	St-François-Xavier	9 956 \$
6	714006	La Croisée	13 641 \$
7	714002	Vents-et-Marées, Desbiens, St-Modeste	10 870 \$
8	714008	Lanouette	12 034 \$
9	714010	Hudon-Ferland, Sainte-Hélène, Saint-Louis (Saint-Joseph)	10 538 \$
10	714011	Mgr-Boucher, St-Louis, St-Bruno	12 172 \$
11	714012	Saint-Philippe, Notre-Dame, J.C.-Chapais	8 155 \$
12	714014	Sacré-Cœur	14 583 \$
13	714015	De la Marée-Montante, de l'Orée-des-Bois, de l'Étoile-filante	7 490 \$
14	714016	Des Vents-et-Marées, De la Pruchière, De L'Amitié	8 100 \$
Montant total demandé			143 347 \$
Montant maximal prévu			143 354 \$
Montant versé			143 347 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Îles (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	811007	École Saint-Pierre	11 282 \$
Montant total demandé			11 282 \$

Montant maximal prévu **11 293 \$**

Montant versé **11 282 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Îles

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	811006	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	4 858 \$
2	811003	Centrale de Havre-aux-Maisons	7 129 \$
3	811008	Stella-Maris	8 513 \$
4	811009	Iris de Bassin	6 160 \$
Montant total demandé			26 660 \$

Montant maximal prévu **37 953 \$**

Montant versé **26 660 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Chic-Chocs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	812001	Saint-Norbert	7 988 \$
2	812005	de l'Anse	7 988 \$
3	812006	Gabriel-Le Courtois	8 874 \$
4	812009	des Bois-et-Marées	6 575 \$
5	812013	Notre-Dame-des-Neiges	4 692 \$
6	812015	Saint-Maxime	5 440 \$
7	812017	Saint-Antoine	4 830 \$
8	812021	des Prospecteurs	5 578 \$
9	812025	du P'tit-Bonheur	6 021 \$
10	812027	Notre-Dame	4 609 \$
11	812029	Saint-Paul	5 551 \$
12	812031	aux Quatre-Vents	7 545 \$
13	813036	St-Joseph-Alban	5 080 \$
14	812038	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	6 742 \$
15	812041	Saint-Rosaire	14 636 \$
16	812044	Notre-Dame-de-Liesse	5 032 \$
Montant total demandé			107 181 \$

Montant maximal prévu **107 192 \$****Montant versé** **107 181 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : René-Lévesque**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	813002	Saint-Michel de Percé	3 620 \$
2	813003	Assomption-Val-D'Espoir	4 480 \$
3	813004	Ste-Marie Cap-D'Espoir	5 275 \$
4	813005	Bon Pasteur de Sainte-Thérèse	3 395 \$
5	813011	Saint-Paul de Pabos	6 881 \$
6	813108	Bon-Pasteur Grande-Rivière	6 500 \$
7	813112	Saint-Joseph-Chandler	10 480 \$
8	813018	Saint-Bernard-Gascons	5 607 \$
9	813019	Le Phare-Port-Daniel	5 801 \$
10	813021	La Source de Paspébiac	8 741 \$
11	813023	La Relève de Saint-Elzéar	4 804 \$
12	813026	François-Thibault de Bonaventure	8 265 \$
13	813029	Découvertes - St-Siméon	6 189 \$
14	813031	Aux Mille-Ressources de Saint-Alphonse	5 081 \$
15	813030	Cap Beau-Soleil de Caplan	5 850 \$
16	813032	Le Bois-Vivant de New-Richmond	9 844 \$
17	813034	Saint-Donat de Maria	7 435 \$
18	813035	Bourg de Carleton	8 542 \$
19	813037	Des Audomarois de Saint-Omer	5 634 \$
20	813040	École centrale de Nouvelle	6 314 \$
21	813041	Père-Pacifique de Pointe-à-la-Croix	6 239 \$
22	813042	Des-Deux-Rivières de Matapédia	5 041 \$
23	813043	Du Plateau de Saint-Alexis	4 500 \$
24	813045	Du Plateau de Saint-François	4 500 \$
Montant total demandé			149 018 \$

Montant maximal prévu **166 769 \$**Montant versé **149 018 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : René-Lévesque (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1		Projet-pilote de la Commission scolaire	11 424 \$
2	813013	Sacré-Cœur - Newport	6 327 \$
Montant total demandé			17 751 \$

Montant maximal prévu 17 751 \$

Montant versé 17 751 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Eastern Shores**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	882016	Escuminac Intermediate	4 200 \$
2	882005	Riverview School	3 000 \$
3	882014	Entry Island	1 000 \$
4	882007	Fermont School	4 000 \$
5	882002	New Carlisle High School	9 000 \$
6	882018	Flemming Elementary School	3 500 \$
7	882019	Baie-Comeau High School	5 400 \$
8	882004	Shigawake-Port-Daniel School	5 000 \$
9	882001	Belle Anse Elementary School	4 900 \$
10	882011	New Richmond High School	8 000 \$
11	882008	Grosse Ile	6 500 \$
12	882017	St-Patrick's School	6 038 \$
13	882015	Gaspé Elementary School	7 500 \$
14	882003	Métis Beach	5 000 \$
Montant total demandé			73 038 \$

Montant maximal prévu **73 039 \$****Montant versé** **73 038 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Pays-des-Bleuets**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	721049/721051	Boisjoli/des Deux lacs	7 075 \$
2	721053	Sainte-Hedwidge	5 191 \$
3	721058	Benoît-Duhamel	12 200 \$
4	721055	Notre-Dame	11 314 \$
5	721060/721075	Jolivent/L'Arbrisseau	7 463 \$
6	721013	Maria-Goretti	6 438 \$
7	721014	Carrefour étudiant	7 241 \$
8	721016	Hébert	11 674 \$
9	7210221	Mgr Bluteau	10 732 \$
10	721026/721025	Jeanne-Mance/Pie XII	11 405 \$
11	721027	Sainte-Marie	8 986 \$
12	721029/721036	Jean XXIII/Sainte-Lucien	5 717 \$
13	721033	Sainte-Lucie	8 238 \$
14	721035	Notre-Dame-de-Lourdes	6 354 \$
15	721001/721003	Sacré-Cœur/Sainte-Thérèse	17 885 \$
16	721037	Bon-Pasteur	6 410 \$
17	721040/721006	Notre-Dame-des-Anges/Sains-Louis-de-Gonzague	19 159 \$
18	721045/721048	La Source/Les Prés Verts	5 967 \$
Montant total demandé			169 449 \$

Montant maximal prévu **169 449 \$**Montant versé **169 449 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Lac-Saint-Jean**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	722101	Albert-Naud	8 155 \$
2	722103	Arc-en-ciel	6 405 \$
3	722106	Saint-Julien	7 765 \$
4	722107	Saint-Joseph A	16 021 \$
5	722109	Saint-Pierre	15 634 \$
6	722111	Saint-Sacrement	10 260 \$
7	722113	Notre-Dame	8 040 \$
8	722202	Maria	9 870 \$
9	722203	Bon-Pasteur	5 935 \$
10	722204	Saint-Léon	6 240 \$
11	722206	Notre-Dame-de-Lorette	7 130 \$
12	722207	Sainte-Hélène	4 775 \$
13	722208	Notre-Dame-du-Rosaire	4 800 \$
14	722210	Garnier	8 235 \$
15	722240	Jean XXIII	5 635 \$
16	722241	Saint-Antoine	6 850 \$
17	722047	Saint-Joseph	8 210 \$
18	722243	Saint-Gérard	5 551 \$
19	722245	Bon-Conseil	6 185 \$
20	722248	Mgr Victor	8 570 \$
21	722249	Saint-Bruno	7 985 \$
Montant total demandé			168 251 \$

Montant maximal prévu 168 251 \$

Montant versé 168 251 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Des Rives-du-Saguenay**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	723117	André-Gagnon	9 668 \$
2	723108	Antoine-de-Saint-Exupéry	8 614 \$
3	723105	De La Pulperie	14 349 \$
4	723126/723179	Notre-Dame/Des Jolis-Prés	13 379 \$
5	723119	Des Quatre-Vents	8 588 \$
6	723137	Du Vallon	5 651 \$
7	723116	Félix-Antoine-Savard	11 108 \$
8	723172	Fréchette	5 263 \$
9	723146	Georges-Vanier	7 562 \$
10	723142/723150	Jean-Fortin/La Source	13 241 \$
11	723152	La Carrière	8 947 \$
12	723129	Le Roseau	10 471 \$
13	723110/723115	L'Horizon/Marguerite d'Youville	9 889 \$
14	723141	Marie-Médiatrice	5 209 \$
15	723132	Médéric-Gravel	10 498 \$
16	723131	Mont-Valin	6 980 \$
17	723127	Notre-Dame-du-Rosaire	10 581 \$
18	723113/723104	Saint-Antoine/Saint-Cœur-de-Marie	10 665 \$
19	723144	Saint-David	7 368 \$
20	723122/723121	Saint-Denis/Saint-Isidore	11 662 \$
21	723101	Sainte-Claire	10 055 \$
22	723134	Sainte-Rose	4 459 \$
23	723148	Sainte-Thérèse	12 245 \$
24	723140	Saint-Félix	5 153 \$
25	723136	Saint-Gabriel	5 319 \$
26	723116	Sainte-Bernadette	7 756 \$
27	723135	Saint-Joseph	11 967 \$
28	723125	Vanier	10 361 \$
Montant total demandé			257 008 \$

Montant maximal prévu **257 008 \$**Montant versé **257 008 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : De La Jonquière**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	724021	Notre-Dame-de-l'Assomption	11 978 \$
2	724022	Notre-Dame-du-Sourire	9 014 \$
3	724024	Sainte-Bernadette	11 313 \$
4	724025	Sainte-Lucie	14 720 \$
5	724034	Bois-Joli	9 402 \$
6	724033	Sacré-Cœur	13 003 \$
7	724032	Saint-Joseph	9 762 \$
8	724032	Collège Saint-Ambroise	6 383 \$
9	724036	Saint-Charles	5 524 \$
10	724035	Saint-Jean	5 634 \$
11	724031	Sainte-Cécile	9 900 \$
12	724048	Du Versant	6 188 \$
13	724040	Immaculée-Conception	12 282 \$
14	724041	Marguerite-Belley	10 870 \$
15	724046	Notre-Dame-du-Rosaire	11 534 \$
16	724047	Saint-Jean-Baptiste	9 568 \$
17	724043	Saint-Luc	6 687 \$
18	724044	Sainte-Marie	8 266 \$
19	724045	Trefflé-Gauthier	8 044 \$
Montant total demandé			180 072 \$

Montant maximal prévu 180 337 \$

Montant versé **180 072 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de Charlevoix**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	731003	Marguerite-d'Youville Félix-Antoine-Savard Marie-Victorin Notre-Dame-du-Bon-Conseil	19 099 \$
2	731004	Laure-Gaudreault Fernand-Saindon Beau-Soleil	11 951 \$
3	731005	St-Pierre (Primaire) Léonce-Boivin Marie-Reine Notre-Dame-de-Lorette	9 707 \$
4	731006	Thomas-Tremblay Sir-Rodolphe-Forget Saint-François Dominique-Savio	15 775 \$

Montant total demandé 56 532 \$**Montant maximal prévu 56 532 \$****Montant versé 56 532 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Capitale (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
		Montant total demandé	
		Montant maximal prévu	6 182 \$
		Ajustement - Centre d'amitié autochtone Québec	14 236 \$
		Montant versé	14 236 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Capitale

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	732002	Anne-Hébert	14 526 \$
2	732003	Chanoine-Côté	10 510 \$
3	732004	De Château d'Eau	11 312 \$
4	732005	De la Chanterelle	13 640 \$
5	732006	De la Chaumière	12 282 \$
6	732007	De la Source	7 019 \$
7	732008	De l'Accueil	17 241 \$
8	732009	De l'Apprenti-Sage	17 241 \$
9	732010	De l'Arc-en-Ciel et de l'Aventure	12 727 \$
10	732012	Dominique-Savio	8 238 \$
11	732013	Des Grands Saules	14 276 \$
12	732014	Du Beau-Séjour	7 795 \$
13	732015	Du Buisson	8 931 \$
14	732017	Du Joli-Bois	6 521 \$
15	732018	Du Val-Joli	14 997 \$
16	732019	Du Vignoble	13 030 \$
17	732023	Du Domaine/Jean XXIII	15 165 \$
18	732024	Amédée-Boutin/Jules-Émond	18 046 \$
19	732025/036	Les Prés-Verts/Saint-Bernard	13 225 \$
20	732026	Marguerite-Bourgeois	10 066 \$
21	732027	De l'Escabelle	13 972 \$
22	732028	De la Mosaïque	11 119 \$
23	732029	Notre-Dame de Fatima	6 493 \$
24	732030	Notre-Dame des Neiges	12 947 \$
25	732031	Notre-Dame-du-Canada	10 454 \$
26	732033	Sacré-Cœur	7 324 \$
27	732035	Saint-Albert-le-Grand	8 598 \$
28	732038	Saint-Claude	10 149 \$
29	732039	Saint-Fidèle	9 401 \$
30	732041	Saint-Jean-Baptiste	9 817 \$
31	732043	Saint-Malo	10 814 \$
32	732045	Saint-Paul Apôtre	7 767 \$
33	732346/047	Jeunes-du-Monde	13 779 \$
34	732048	Saint-Roch	11 202 \$
35	732049	Saint-Sacrement	11 590 \$
36	732051	Sainte-Odile	9 512 \$
37	732052	À l'Orée-des-Bois	15 856 \$
38	732058	Des Quatre-Saisons	4 498 \$
39	732066	Jacques-Cartier	15 580 \$
40	732034	De la Grande-Hermine	8 931 \$
41	732097	Alexander-Wolff	13 307 \$
Montant total demandé			469 898 \$

Montant maximal prévu **471 249 \$**

Ajustement - Centre d'amitié autochtone Québec **4 831 \$**

Montant versé 474 729 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Découvreurs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	733043	Des Cœurs-Vaillants	15 855 \$
2	733116	Des Grandes-Marées	8 398 \$
3	733005	Des Hauts-Clochers	19 123 \$
4	733002	Des Pionniers	21 394 \$
5	733016/733049	Du Versant (Notre-Dame-de-Foy)	6 016 \$
6	733016/733055	Du Versant (Sainte-Geneviève)	7 013 \$
7	733010/733050	Fernand-Séguin	12 309 \$
8	733011	Filteau - Saint-Mathieu	18 542 \$
9	733024/733015	L'Arbrisseau	10 758 \$
10	733003	L'Étincelle - Trois-Saisons	13 833 \$
11	733025/733115	Les Bocages	12 420 \$
12	733022	Les Primevères - Jouvence	16 935 \$
13	733012/733007	Le Ruisselet	13 694 \$
14	733027/733117	Les Sources	12 005 \$
15	733023/733078	Madeleine-Bergeron	4 914 \$
16	733041	Marguerite-d'Youville	11 390 \$
17	733019	Saint-Louis-de-France/Saint-Yves	15 910 \$
18	733028	Saint-Michel et autisme	12 060 \$
Montant total demandé			232 569 \$

Montant maximal prévu 232 641 \$

Montant versé 232 569 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Premières-Seigneuries

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	734028/800	Sainte-Famille, I.O.	2 800 \$
2	734028/104	Saint-Pierre, I.O.	5 128 \$
3	734028/029	Saint-Laurent, I.O.	4 574 \$
4	734026	Beausoleil	11 451 \$
5	734027	Du Parc	10 640 \$
6	734030	Du Bois-Joli et du Bocage	12 864 \$
7	734031	Du Petit-Prince	8 764 \$
8	734032	De la Châtelaine	5 712 \$
9	734032/033	De la Place-de-l'Éveil	5 573 \$
10	734034	Des Beaux-Prés	8 370 \$
11	734034/035	De la Pionnière	4 045 \$
12	734036	Cap-des-Neiges I	4 853 \$
13	734036/037	Cap-des-Neiges II	3 994 \$
14	734002	Marie-Renouard	14 637 \$
15	734004	Saint-Édouard	13 501 \$
16	734006	Sainte-Chrétienne	12 148 \$
17	734015	Maria-Goretti	9 928 \$
18	734016	Du Rucher	7 989 \$
19	734018	Du Parc-Orléans	13 269 \$
20	734019	L'Escale et du Plateau	12 781 \$
21	734021	La Fourmière	13 952 \$
22	734058	Joseph-Paquin	1 763 \$
23	734056	De l'Envol	5 148 \$
24	734001	Primerose	15 634 \$
25	734003	Monseigneur-Robert	12 864 \$
26	734005	De Saint-Michel	14 942 \$
27	734007	Du Trivent	12 318 \$
28	734008	Optionnelle Yves-Prévost	10 980 \$
29	734009	De la Ribambelle	9 872 \$
30	734010	Du Sous-Bois	11 590 \$
31	734011	Des Cimes	13 003 \$
32	734012	De la Farandole	12 310 \$
33	734017	Du Bourg-Royal	13 000 \$
34	734020	Guillaume-Mathieu	14 221 \$
35	734025	Aux Quatre-Vents I et II	12 892 \$
36	734040	Du Cap-Soleil et Des Loutres	13 889 \$
37	734041	Chabot et de l'Oasis	16 050 \$
38	734042	De l'Escalade I et II	10 953 \$
39	734043	Du Boisé I et II	11 978 \$
40	734044	Du Harfang-des-Neiges	10 000 \$
41	734045	De l'Arc-en-Ciel	10 703 \$
42	734047	De la Passerelle	14 000 \$
43	734048	Montagnac	18 016 \$
44	734049	Du Châtelet	10 150 \$
Montant total demandé			463 249 \$

Montant maximal prévu 463 249 \$

Montant versé 463 249 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009Commission scolaire : de Portneuf (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	735101/107	Des Bourdons et Courval	10 233 \$
2	735104	Bon Pasteur	7 657 \$
3	735103	Les Trois Sources	8 017 \$
4	735204	Le Goéland	6 494 \$
5	735206	Ste-Marie	8 792 \$
6	735201	Le Phare	6 077 \$
7	735214	Marie du Saint-Sacrement	6 162 \$
8	735215	St-Cœur de Marie	5 274 \$
9	735102	La Saumonière	10 178 \$
10	735203	St-Charles	6 494 \$
11	735202	Le Bateau blanc	10 000 \$
12	735205	La Morelle	8 500 \$
12	735211	St-Joseph	11 258 \$
13	735212	Marguerite d'Youville	13 988 \$
14	735213	Perce-Neige	18 877 \$
15	735105	La Riveraine	500 \$
Montant total demandé			138 501 \$

Montant maximal prévu 138 509 \$

Montant versé **138 501 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009
Commission scolaire : de la Côte-du-Sud

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	821110	Provencher	10 115 \$
2	821113	Morissette	8 813 \$
3	821114	Aux Quatre-Vents	5 406 \$
4	821115	Des Méandres	5 378 \$
5	821120	De la Marelle	6 819 \$
6	821121	Du Phare	5 932 \$
7	821122	De la Ruche-De Lanaudière	5 101 \$
8	821123	Plein-Soleil	4 436 \$
9	821124	De la Source	7 511 \$
10	821125	De la Nouvelle-Cadie	8 730 \$
11	821126	De l'Étincelle	7 317 \$
12	821130	Belle-Vue	6 015 \$
13	821131	Des Échos-de-la-Forêt	4 408 \$
14	821132	Du Bon-Vent	4 020 \$
15	821135	Du Tremplin	5 322 \$
16	821136	De l'Éveil	4 020 \$
17	821138	Des Rayons-de-Soleil	6 264 \$
18	821140/040	Notre-Dame-de-l'Assomption	5 129 \$
19	821140/041	De la Francolière	6 514 \$
20	821142	De Saint-Pierre	5 239 \$
21	821143	Saint-Thomas	6 098 \$
22	821144	Beaubien	11 030 \$
23	821145	Saint-Nicolas	6 070 \$
24	821146	Saint-Pie-X	8 315 \$
25	821148	Monseigneur-Sirois	8 813 \$
26	821150	Saint-François-Xavier	7 151 \$
27	821152	Saint-Jean	8 425 \$
28	821153/053	Aubert-De Gaspé	6 209 \$
29	821153/055	De Saint-Cyrille	4 187 \$
30	821156	Jeanne-De Chantal	6 098 \$
31	821160	De la Colline	5 904 \$
32	821162/062	Chanoine-Ferland	5 101 \$
33	821162/063	De Saint-Just	4 103 \$
34	821162/064	De Sainte-Lucie	3 799 \$
35	821160	De Sainte-Apolline	4 242 \$
36	821170/070	De Saint-Marcel	4 131 \$
37	821170/071	De Sainte-Félicité	3 716 \$
38	821170/073	De Saint-Adalbert	3 716 \$
39	821174	Saint-Joseph	8 453 \$
40	821175	De Sainte-Perpétue	7 179 \$
Montant total demandé			245 229 \$

 Montant maximal prévu **245 231 \$**

 Montant versé **245 229 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Appalaches**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	822038	Aux-Quatre-Vents	5 495 \$
2	822032/033	De l'Arc-en-Ciel et de la Source	6 547 \$
3	822012	Sainte-Luce	10 203 \$
4	822030	Du Perce-Neige	5 135 \$
5	822036/037	Paul VI et Saint-Nom-de-Marie	9 206 \$
6	822034/035	De la Pierre-Douce/de la Passerelle	6 160 \$
7	822011	Dominique-Savio	5 135 \$
8	822015	Notre-Dame	7 710 \$
9	822020	Du Tournesol	9 649 \$
10	822025	Saint-Gabriel	8 541 \$
11	822014	Sainte-Bernadette	6 686 \$
12	822010	Saint-Nom-de-Jésus	5 800 \$
13	822020	Saint-Noël	11 919 \$
14	822024	Du Plein-Soleil	7 517 \$
15	822017	Saint-Louis	9 593 \$
16	822021	De l'Étincelle	8 347 \$
17	822042	AIBL (5e et 6e)	7 101 \$
Montant total demandé			130 745 \$

Montant maximal prévu 130 780 \$

Montant versé 130 745 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Beauce-Etchemin

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	823004	Saints-Anges	5 805 \$
2	823005	De Léry-Monseigneur-De Laval	17 252 \$
3	823007	Le Tremplin	8 211 \$
4	823009	Sainte-Famille	6 356 \$
5	823012	D'Youville-Lambert	12 421 \$
6	823013	Arc-en-Ciel (Saint-Odilon)	6 281 \$
7	823014	L'Envolée	5 905 \$
8	823016	Le Cerf-Volant/Louis-Albert Vachon	6 230 \$
9	823019	L'Enfant-Jésus	6 607 \$
10	823024	Mgr-Feuillault	16 001 \$
11	823025	Maribel	11 846 \$
12	823027	L'Arc-en-Ciel (Saint-Narcisse)	5 429 \$
13	823028	Notre-Dame (Saint-Elzéar)	7 409 \$
14	823030	Notre-Dame de Lac-Etchemin	10 615 \$
15	823031	Arc-en-Ciel (Saint-Camille)	5 203 \$
16	823032	Rayons-de-Soleil	5 028 \$
17	823034	Petite-Abeille	4 577 \$
18	823035	Dominique-Savio	8 412 \$
19	823039	Du Trait-d'Union	10 592 \$
20	823043	Les Sommets	6 657 \$
21	823044	Jouvence	5 379 \$
22	823048	La Découverte	5 579 \$
23	823052	Barabé et Drouin	7 935 \$
24	823056	L'Étincelle	5 629 \$
25	823057	L'Accueil	7 359 \$
26	823060	L'Aquarelle (Saint-Bernard)	8 410 \$
27	823062	Dionne	9 088 \$
28	823063	Mgr-Fortier	14 628 \$
29	823064	Les Petits-Castors	7 986 \$
30	823065	Aquarelle (Saint-Georges)	14 172 \$
31	823066	L'Astrale	5 479 \$
32	823069	La Source	5 755 \$
33	823070	Lacroix	13 475 \$
34	823072	Les Sittelles	14 325 \$
35	823078	L'Éco-Pin	5 755 \$
36	823080	Kennebec	9 889 \$
37	823081	Grande-Coudée	10 990 \$
38	823084	Sainte-Thérèse	7 484 \$
39	823086	Des Bois-Francis	5 454 \$
40	823087	Bellarmin	5 303 \$
41	823089	Primaire de Saint-Gédéon	11 379 \$
42	823093	Sainte-Martine	5 203 \$
43	823092	L'Éveil	6 532 \$
44	823093	Roy-Saint-Louis	7 359 \$
45	823096	Harmonie	5 629 \$
46	823097	Curé-Beaudet	8 913 \$
47	823098	Notre-Dame-du Rosaire	6 632 \$
48		Coup de pouce en apprentissage, coordonné par l'Association des retraités de l'enseignement	2 000 \$
Montant total demandé			390 558 \$

Montant maximal prévu 390 558 \$

Montant versé 390 558 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Navigateurs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	824011-013	Des Moussaillons	21 124 \$
2	824020	Charles-Rodrigue	15 437 \$
3	824022	L'Auberivière	9 621 \$
4	824023	Desjardins	12 101 \$
5	824024	Du Ruisseau	7 056 \$
6	824026	Notre-Dame	9 749 \$
7	824027	Saint-Dominique	12 871 \$
8	824028	Saint-Joseph	8 638 \$
9	824029	Sainte-Marie	8 638 \$
10	824030-032	Belleau-Gagnon	13 128 \$
11	824040	Saint-Louis-de-France	16 848 \$
12	824045	Petits-Cheminots	7 355 \$
13	824050	De Taniata	17 789 \$
14	824052	Rose-des-Vents	14 197 \$
15	824054	Alizé	10 562 \$
16	824055	Mousserons	8 424 \$
17	824057	De la Nacelle	11 332 \$
18	824060	Du Bac	16 249 \$
19	824070	Grand-Voilier	11 545 \$
20	824075	De l'Odyssée	15 394 \$
21	824075	Clair-Soleil	10 391 \$
22	824077	Martinière	16 121 \$
23	824080	Sainte-Hélène	12 828 \$
24	824090	Tourmesol	5 644 \$
25	824097	De la Ruche	19 627 \$
26	824100	Grand-Fleuve	17 575 \$
27	824102	Notre-Dame d'Etchemin	7 269 \$
28	824111	Plein-Soleil	10 391 \$
29	824115	Chanterelle	15 052 \$
30	824119	Clé-du-Boisé	7 483 \$
31	824120	Du Chêne, de la Berge et de la Falaise	6 885 \$
32	824130	La Caravelle	8 552 \$
33	824140	La Source	10 134 \$
34	824150	La Mennais	6 329 \$
35	824160	La Clé-d'Or	3 207 \$
36	824170	Étienne-Chartier et L'Amitié	8 253 \$
37	824180	Épervière et Sainte-Thérèse	7 911 \$
38	824190	Quatre-Vents	12 743 \$
39	824210	Îlot des Appalaches	428 \$
40	824216	PALS primaire	7 398 \$
Montant total demandé			442 276 \$

Montant maximal prévu **442 276 \$**

Montant versé **442 276 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009Commission scolaire : **Central Québec**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	881003	Dollard des Ormeaux	10 270 \$
2	881011	Everest Elementary	19 325 \$
3	881004	Holland Elementary	19 976 \$
4	881017	La Tuque High School	1 321 \$
5	881021	MacLean Memorial	5 611 \$
6	881014	Mauricie English Elementary	11 319 \$
7	881009	Portneuf Elementary	2 052 \$
8	881020	Riverside Regional Elementary School	6 737 \$
9	881016	Shawinigan High School	5 857 \$
10	881007	St.Pat's Elementary	10 045 \$
11	881001	St.Vincent School	9 766 \$
12	881006	Ste-Foy Elementary	11 647 \$
13	881008	Valcartier Elementary	6 304 \$
Montant total demandé			120 230 \$

Montant maximal prévu Montant versé

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : du Chemin-du-Roy

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	741002	Saint-Charles/Saint-Gabriel	6 830 \$
2	741004	De la Solidarité	6 570 \$
3	741011	Madeleine-de-Verchères	6 484 \$
4	741015	Sainte-Marie	4 520 \$
5	741016	de la Source	7 841 \$
6	741019	Sainte-Bernadette	13 415 \$
7	741022	Saint-Eugène	7 754 \$
8	741024	Jacques-Héty	11 000 \$
9	741027	Sainte-Madeleine	19 985 \$
10	741029	Mgr-Comtois	7 500 \$
11	741030	Dollard	8 043 \$
12	741032	Notre-Dame-des-Prairies	6 250 \$
13	741034	de l'Envolée	7 869 \$
14	741035	Saint-Gabriel-Archange	5 993 \$
15	741039	Champlain	5 646 \$
16	741042	Louis-de-France	14 224 \$
17	741054	Curé-Chamberland	6 200 \$
18	741058	Cardinal-Roy	4 500 \$
19	741060	Saint-Pie X	6 200 \$
20	741061	Jacques-Buteux	11 600 \$
21	741062	Sainte-Thérèse	7 783 \$
22	741064	Saint-Philippe	15 804 \$
23	741067	Saint-Sacrement	10 556 \$
24	741068	Saint-Paul	11 313 \$
25	741074	Saint-François-d'Assise	13 854 \$
26	741078	Saint-Dominique	9 863 \$
27	741079	Notre-Dame-du-Rosaire	9 000 \$
28	741080	Marguerite-Bourgeois	8 072 \$
29	741082	Richelieu	7 466 \$
30	741086	Ami-Joie	11 130 \$
31	741092	primaire Louiseville	18 301 \$
32	741098	Belle-Vallée	11 653 \$
33	741122	Yamachiche-Saint-Léon	11 364 \$
34	741146	du Bois-Joli	12 230 \$
35	741147	de Pointe-du-Lac	18 324 \$
36	741154	les Terrasses	11 000 \$
37	741155	intégrée des Forges	16 678 \$
Montant total demandé			372 817 \$

Montant maximal prévu **372 830 \$**

Montant versé **372 817 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de l'Énergie

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	742015	Sainte-Marie	11 895 \$
2	742008	institutionnelle N-D. de-la-Joie, N-D. des Neiges, des Vallons	8 654 \$
3	742044	institutionnelle Marie-Médiatrice	9 041 \$
4	742025	Notre-Dame	11 534 \$
5	742093	Saint-Jacques	9 014 \$
6	742022	Saint-André	11 119 \$
7	742047	institutionnelle Jacques-Buteux, maternelle Jacques-Buteux	9 983 \$
8	742101	Antoine-Hallé	10 011 \$
9	742104	centrale	9 512 \$
10	742039	institutionnelle Lac-à-Tortue (Notre-Dame, Jacques-Cartier)	8 404 \$
11	742028	Laflèche	11 230 \$
12	742005	des Boisés	7 933 \$
13	742059	Notre-Dame de l'Assomption	4 499 \$
14	742010	institutionnelle Saint-Joseph, Villa-de-la-Jeunesse	8 654 \$
15	742001	Tortue-des-Bois	5 884 \$
16	742033	institutionnelle Sainte-Flore, Saint-Paul	7 490 \$
17	742083	Immaculée-Conception	9 318 \$
18	742018	Saint-Paul	11 036 \$
19	742076	institutionnelle Saint-Charles-Garnier, Saint-Joseph	10 814 \$
20	742067	institutionnelle La Providence, de la Vallée-de-Mékinac	10 066 \$
21	742020	Saint-Georges	8 294 \$
22	742036	institutionnelle Saint-Georges (Dominique-Savio et Notre-Dame)	11 424 \$
Montant total demandé			205 809 \$

Ajustement - Centre d'amitié autochtone La Tuque inc. 18 996 \$

Montant maximal prévu 223 416 \$

Montant versé 224 805 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de l'Énergie (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	742064	institutionnelle La Croisière, Plein Soleil et Primadel	8 044 \$
2	742063	institutionnelle Masson, Le Sablon d'Or et de la Passerelle	9 540 \$
Montant total demandé			17 584 \$
Montant maximal prévu			17 607 \$
Montant versé			17 584 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Riveraine**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	871026	Rayons-de-Soleil	3 330 \$
2	871027	Marie-Sophie	4 035 \$
3	871005	Arc-en-Ciel	6 532 \$
4	871007	Beauséjour	10 924 \$
5	871006	Curé-Brassard	16 325 \$
6	871020	Des Arbrisseaux/de la Croisée	5 884 \$
7	871021	Despins	6 437 \$
8	871009	Explorami	4 000 \$
9	871022	Terre-des-Jeunes	2 400 \$
10	871008	Boutons d'Or	1 600 \$
11	871023	Harfang-des-Neiges	8 820 \$
12	871016	Jean XXIII	4 216 \$
13	871017	Le Rucher	3 717 \$
14	871014	La Jeunesse	6 050 \$
15	871029	La Nacelle	2 500 \$
16	871028	La Source	4 000 \$
17	871031	Le Phare	5 467 \$
18	871025	L'Oasis	6 769 \$
19	871010	Marquis	7 435 \$
20	871001	Vincent-Lemire	4 881 \$
21	871002	Maurault	5 324 \$
22	871003	Notre-Dame de l'Assomption	7 129 \$
23	871004	Paradis	6 935 \$
24	871011	Tournesol	8 570 \$
Montant total demandé			143 279 \$

Montant maximal prévu **144 892 \$**Montant versé **143 279 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Bois-Francis

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	872003	J.-P.-H.-Massicotte	6 169 \$
2	872021	Saint-Christophe	3 541 \$
3	872005	Saint-David	16 013 \$
4	872006	Sainte-Famille	8 656 \$
5	872008	Saint-Gabriel-Lalemant	11 809 \$
6	872010	Saint-Paul	5 258 \$
7	872011	Cœur-Immaculé	6 870 \$
8	872013	Le manège	13 211 \$
9	872014	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	6 659 \$
10	872017	Monseigneur-Grenier	10 969 \$
11	872018	Monseigneur-Milot	7 115 \$
12	872019	Notre-Dame-de-l'Assomption	8 516 \$
13	872021	Notre-Dame-des-Bois-Francis	10 233 \$
14	872022	Pie-X	12 720 \$
15	872010	Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours	4 803 \$
16	872025	Eau Vive	6 344 \$
17	872026	Centrale	3 471 \$
18	872028	Sacré-Cœur	18 010 \$
19	872029	Notre-Dame-de-l'Assomption	9 812 \$
20	872033	De la Croisée	5 188 \$
21	872035	Notre-Dame	5 153 \$
22	872052	Sainte-Thérèse	3 752 \$
23	872041	Notre-Dame	7 255 \$
24	872042	Sainte-Julie	5 258 \$
25	872041	Jean-Rivard	5 503 \$
26	872044	Bon-Pasteur	5 503 \$
27	872045	Jean-XXIII	4 417 \$
28	872046	Sainte-Famille	5 153 \$
29	872045	Marie-Immaculée	3 857 \$
30	872048	Saint-Édouard	7 781 \$
31	872052	Centrale	2 526 \$
32	872052	Notre-Dame	4 102 \$
33	872045	Saint-Cœur-de-Marie	3 086 \$
34	872055	Saint-Cœur-de-Marie	5 398 \$
35	872059	Saint-Médard	6 624 \$
36	872061	Sainte-Marie	8 481 \$
37	872063	La Sapinière	6 064 \$
38	872064	Amédée-Boisvert	5 994 \$
39	872065	Cascatelle	7 500 \$
Montant total demandé			278 774 \$

Montant maximal prévu **278 778 \$**

Montant versé **278 774 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Chênes**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	873001	Bruyère	10 160 \$
2	873002	Saint-Charles	11 877 \$
3	873003	Christ-Roi	8 886 \$
4	873004	Duvernay	9 855 \$
5	873005	Frédéric-Tétreau	9 578 \$
6	873006	Immaculé-Conception	6 697 \$
7	873007	Saint-Marjorique	11 018 \$
8	873008	Saint-Félix	5 617 \$
9	873009	Saint-Guillaume	6 199 \$
10	873010	Notre-Dame-du-Rosaire	11 489 \$
11	873011	Sainte-Marie	10 464 \$
12	873012	Des 2 Rivières	5 091 \$
13	873013	Saint-Étienne	9 994 \$
14	873014	Saint-Joseph	13 484 \$
15	873015	Saint-Louis-de-Gonzague	7 944 \$
16	873016	Saint-Nicéphore	13 982 \$
17	873018	Saint-Pie X	9 163 \$
18	873019	Saint-Pierre	10 437 \$
19	873020	Saint-Simon	8 581 \$
20	873022	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	7 611 \$
21	873024	intégrée Saint-Germain	18 564 \$
22	873025	Saint-Eugène	5 700 \$
23	873026	Saint-Bonaventure	5 672 \$
24	873027	L'Aquarelle	7 722 \$
25	873028	L'Avenir	5 589 \$
26	873030	Cyrille-Brassard	12 930 \$
27	873036	Carroussel	4 647 \$
28	873044	Notre-Dame de Durham Sud	4 897 \$
29	873046	Sainte-Jeanne d'Arc	5 035 \$
30	873047	Saint-Jean Wickham	9 301 \$
Montant total demandé			268 184 \$
Montant maximal prévu			268 218 \$
Montant versé			268 184 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Hauts-Cantons**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	751074	Notre-Dame-de-Fatima	11 202 \$
2	751071	Sacré-Cœur	11 978 \$
3	751091	de la Source	5 302 \$
4	751089	de la Rose-des-Vents	4 859 \$
5	751086	de la Feuille-d'Or	6 576 \$
6	751088	de Saint-Romain	5 440 \$
7	751082	de Sainte-Cécile	5 662 \$
8	751084	des Sommets	4 914 \$
9	751094	des Monts-Blancs	5 440 \$
10	751095	de la Voie-Lactée	5 357 \$
11	751079	d'Audet	4 970 \$
12	751080	de Lac-Drolet	5 579 \$
13	751051	Saint-Camille	10 648 \$
14	751047-48	du Parchemin côté Couvent, côté Collège	13 307 \$
15	751067	Notre-Dame-du-Paradis	6 382 \$
16	751068	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	7 629 \$
17	751058	Des Trois-Cantons	5 801 \$
18	751055	Saint-Paul	5 468 \$
19	751063	Notre-Dame-de-Lorette	5 801 \$
20	751027	Sacré-Cœur	8 958 \$
21	751024	Gendreau	9 318 \$
22	751041	Monseigneur-Durand	10 039 \$
23	751039	Louis-Saint-Laurent	8 321 \$
24	751030	Saint-Luc	6 853 \$
25	751032	Sancta-Maria	5 468 \$
26	751036	Notre-Dame-de-Ttes-Aides/Saint-Pie-X	5 634 \$
27	751037	Sainte-Edwidge/Ligugé	5 828 \$
Montant total demandé			192 734 \$

Montant maximal prévu 192 750 \$

Montant versé 192 734 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Région-de-Sherbrooke**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	752001	Beaulieu	12 019 \$
2	752002-027	Quatre-Vents	11 869 \$
3	752003	Champlain	10 300 \$
4	752004	Cœur-Immaculée	16 150 \$
5	752005	Desjardins	8 200 \$
6	752006	Desranleau	13 000 \$
7	752009	Hélène-Boullé	9 600 \$
8	752010	Jean XXIII	9 300 \$
9	752011-023	Pie-X-de-l'Assomption	13 105 \$
10	752012	Laporte	10 500 \$
11	752013	Larocque	9 731 \$
12	752015	Marie-Immaculée	8 749 \$
13	752016	Marie-Reine	8 640 \$
14	752017	Soleil-Levant	12 450 \$
15	752018	N.-D.-de Liesse	12 000 \$
16	752019	Passerelle	7 060 \$
17	752021	N.-D.-du-Rosaire	12 551 \$
18	752024	Sacré-Cœur	19 854 \$
19	752025	St-Antoine	11 017 \$
20	752026	St-Esprit	13 845 \$
21	752029	Ste-Anne	8 198 \$
22	752031	Ste-Famille	12 000 \$
23	752033	Sylvestre	8 500 \$
24	752034	Carillon	20 000 \$
25	752035	N.-D.-des-Champs	9 000 \$
26	752037	Source-Vive	7 749 \$
27	752038	Brébeuf	8 553 \$
28	752039	Académie du S.-Cœur	9 497 \$
29	752041	Boisjoli	14 850 \$
30	752042	Maisonnée	16 132 \$
31	752044	Alfred-Desrochers	16 500 \$
32	752045	Eymard	8 300 \$
33	752046	Jardin-des-Lacs	8 553 \$
34	752048	N.D.-de-la-Paix	6 440 \$
35	752049	Écollectif	7 204 \$
36	752050	Samare	8 640 \$
37	752055	Enfants-de-la-Terre	8 120 \$
38	752151	Touret	5 071 \$
Montant total demandé			413 247 \$

Montant maximal prévu **413 314 \$**Montant versé **413 247 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Sommets**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	753003	Passerelle	11 078 \$
2	753004	Christ-Roi	5 385 \$
3	753005	Hamelin	6 105 \$
4	753006	Tourelle	8 792 \$
5	753007	Masson	8 377 \$
6	753008	Notre-Dame-de-l'Assomption	5 163 \$
7	753009	Notre-Dame-de-Lourdes	4 886 \$
8	753021	Saint-Patrice/Brassard	19 874 \$
9	753022	Saint-Jean-Bosco	9 845 \$
10	753024	Dominique-Savio	7 407 \$
11	753025	Jardin-des-Frontières	8 959 \$
12	753028	Baluchon	5 357 \$
13	753030	Deux-Soleils	9 125 \$
14	753033	Saint-Pie-X	7 490 \$
15	753034	Saint-Barthélémy	6 659 \$
16	753035	Sainte-Marguerite	11 203 \$
17	753036	Val-de-Grâce	9 319 \$
18	753051	Arc-en-Ciel	8 460 \$
19	753055	Chanterelle	11 231 \$
20	753058	Plein Cœur	10 787 \$
21	753060	Notre-Dame-de-Bonsecours	6 216 \$
22	753061	Notre-Dame-de-Montjoie	5 911 \$
23	753063	Notre-Dame-des-Érables	5 468 \$
24	753062	Notre-Dame-du-Sourire	5 496 \$
25	753065	Saint-Gabriel	6 715 \$
26	753066	Saint-Laurent	4 858 \$
27	753067	Saint-Philippe	11 979 \$
Montant total demandé			222 145 \$

Montant maximal prévu 222 145 \$

Montant versé 222 145 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Eastern Townships**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	883201	ADS	5 911 \$
2	883202	Ayer's Cliff	7 707 \$
3	883203	Butler	7 450 \$
4	883205	Cookshire	6 244 \$
5	883206	Drummondville	8 155 \$
6	883207	Farnham	5 400 \$
7	883208	Heroes	9 041 \$
8	883209	Knowlton	10 371 \$
9	883210	Lennoxville	11 534 \$
10	883211	Mansonville	4 416 \$
11	883212	North Hatley	5 357 \$
12	883213	Parkview	11 031 \$
13	883214	Pope Memorial	5 634 \$
14	883215	Princess Elizabeth	8 765 \$
15	883216	Sawyerville	5 186 \$
16	883217	Sherbrooke	16 017 \$
17	883218	St-Francis	10 200 \$
18	883219	Sunnyside	6 903 \$
19	883220	Sutton	6 161 \$
20	883221	Waterloo	5 967 \$
Montant total demandé			157 450 \$

Montant maximal prévu 157 463 \$

Montant versé **157 450 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Laval

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	831001	Raymond	14 249 \$
2	831003	Fleur de vie	12 092 \$
3	831007	La Source	11 619 \$
4	831008	L'Orée-des-bois	13 111 \$
5	831009	Des Cèdres	18 532 \$
6	831010	Cœur Soleil	11 673 \$
7	831012	Pépin	12 261 \$
8	831013	Le Petit Prince	17 475 \$
9	831014	Marc-Aurèle-Fortin	16 319 \$
10	831016	L'Aquarelle	14 107 \$
11	831017	L'Envolée	14 576 \$
12	831018	Le Baluchon	9 038 \$
13	831020	Demers	11 400 \$
14	831021	Villemaire	9 093 \$
15	831023	Du Parc	10 776 \$
16	831025	Des Cardinaux	17 894 \$
17	831027	Le Sentier	11 924 \$
18	831028	Charles-Bruneau	14 477 \$
19	831030	Les Explorateurs	14 268 \$
20	831032	Paul-Comtois	9 370 \$
21	831033	Père-Vimont	14 857 \$
22	831034	Sainte-Béatrice	16 812 \$
23	831035	Alfred-Pellan	8 891 \$
24	831037	Hébert	14 095 \$
25	831038	Fleur-Soleil	14 199 \$
26	831039	L'Escale	12 313 \$
27	831040	N.-Dame du Sourire	10 444 \$
28	831042	Jean XXIII	12 915 \$
29	831043	L'Envol	10 178 \$
30	831044	Du Bois-joli	12 198 \$
31	831045	Val-des-Arbres	10 678 \$
32	831049	Des Ormeaux	12 842 \$
33	831053	J.-Jean-Joubert	5 744 \$
34	831054	Saint-Julien	9 344 \$
35	831055	Saint-Gilles	23 795 \$
36	831058	Coursol	10 316 \$
37	831062	L'Arc-en-ciel	20 727 \$
38	831064	Léon-Guilbault	15 096 \$
39	831068	Simon-Vanier	16 986 \$
40	831069	Sainte-Marguerite	15 152 \$
41	831074	Saint-Norbert	17 934 \$
42	831077	Les Quatre-Vents/Mgr-Laval	27 839 \$
43	831081	Le Tandem	21 642 \$
44	831082	L'Harmonie	18 068 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Laval

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
45	831083	Saint-Paul	25 678 \$
46	831084	Pierre-Laporte	14 525 \$
47	831085	Jean-Lemonde	8 890 \$
48	831086	Paul-V1	9 346 \$
49	831087	Sainte-Dorothée	10 300 \$
50	831088	Les Trois-Soleils	11 363 \$
51	831091	Marcel-Vaillancourt	25 299 \$
52	831092	Saint-François	13 297 \$
Montant total demandé			736 016 \$

Montant maximal prévu 736 152 \$

Montant versé **736 016 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	841006	Amédée-Marsan	5 745 \$
2	841049	Au-Point-du-Jour	12 670 \$
3	841025	Aux-Quatre-Vents	10 000 \$
4	841119	Aux 4 Vents	19 678 \$
5	841120	Bernard-Corbin	18 210 \$
6	841002	de Charlemagne (école institutionnelle)	10 731 \$
7	841137	de l'Aubier	17 822 \$
8	841128	de l'Étincelle	16 604 \$
9	841040	de la Paix	16 437 \$
10	841114	de la Sablière	15 415 \$
11	841116	de la Source	19 097 \$
12	841115	des Hauts-Bois	15 468 \$
13	841033	des Moissons	13 889 \$
14	841111	du Boisé	11 811 \$
15	841130	du Geai-Bleu	20 426 \$
16	841037	du Moulin	11 451 \$
17	841129	du Soleil-Levant	13 266 \$
18	841127	du Vieux-Chêne	14 105 \$
19	841030	Emile-Nelligan	9 346 \$
20	841036	Entramis	11 400 \$
21	841117	Esther-Blondin	15 717 \$
22	841035	Gareau	12 338 \$
23	841012	Henri-Bourassa	6 964 \$
24	841122	Jean-de-la-Fontaine	19 955 \$
25	841047	Jean-Duceppe	14 111 \$
26	841018	Jean-XXIII	9 291 \$
27	841121	l'Arc-en-ciel	21 257 \$
28	841051	la Majuscule	10 980 \$
29	841101	la Mennais	16 631 \$
30	841001	la Passerelle	5 939 \$
31	841042	la Tourterelle	18 300 \$
32	841039	le Bourg-Neuf	15 246 \$
33	841118	Le Castelet	11 811 \$
34	841103	Le Rucher	15 994 \$
35	841010	Lionel-Groulx	7 075 \$
36	841020	Longpré	10 510 \$
37	841024	Louis-Hoseph-Huot	13 390 \$
38	841014	Marie-Victorin	11 450 \$
39	841005	Marguerite-Bourgeois	6 632 \$
40	841057	Mgr Mongeau	9 372 \$
41	841011	Pie-XII	8 515 \$
42	841110	Saint-Charles (école dédiée)	6 825 \$
43	841055	Saint-Guillaume	14 821 \$
44	841106	Saint-Joachim	8 404 \$
45	841007	Saint-Louis (Assomption)	12 144 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
46	841107	Saint-Louis (Terrebonne)	22 282 \$
47	841015	Soleil-de-l'Aube	7 075 \$
48	841032	Tournesol	10 565 \$
Montant total demandé			627 165 \$

Montant maximal prévu 646 162 \$

Montant versé 627 165 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	841136	de l'Orée-des-Bois	18 997 \$
Montant total demandé			18 997 \$

Montant maximal prévu 18 997 \$

Montant versé 18 997 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Samares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	842001	L'Aubier	12 020 \$
2	842002	Île St-Ignace	6 010 \$
3	842004	Sainte-Anne, St-Norbert	5 759 \$
4	842005	St-Joseph, Berthierville	16 949 \$
5	842006	La Source D'Autray	10 025 \$
6	842007	Sainte-Anne, St-Cuthbert	7 338 \$
7	842008	Dusablé	6 341 \$
8	842011	Jean-Chrysostome-Chaussé	42 659 \$
9	842015	Des Explorateurs	19 691 \$
10	842016	Saint-Cœur-de-Marie	7 144 \$
11	842017	Sainte-Bernadette	7 726 \$
12	842018	Emmilie-Caron	5 759 \$
13	842022	Sainte-Marguerite	15 343 \$
14	842025	Bernèche	10 025 \$
15	842027	Panet	5 981 \$
16	842029	Ami-Soleil	6 757 \$
17	842031	Bérard	5 344 \$
18	842033	Youville	7 449 \$
19	842035	Germain-Caron	4 928 \$
20	842037	Sainte-Hélène	7 643 \$
21	842040	Saint-Jean-Baptiste	7 532 \$
22	842041	Saint-Alphonse	7 920 \$
23	842043	Sainte-Anne, Rawdon	16 174 \$
24	842047	Saint-Côme	5 981 \$
25	842048	Sainte-Marcelline	6 092 \$
26	842049	Saint-Théodore-de-Chertsey	15 880 \$
27	842052	des Trois-Temps, Pav. De L'Arc-En-Ciel	22 267 \$
28	842058	Louis-Joseph-Martel	12 850 \$
29	842059	Notre-Dame, St-Roch	13 376 \$
30	842064	Dominique-Savio, NDP	15 232 \$
31	842066	Sainte-Marie, Joliette	15 232 \$
32	842069	Lorenzo-Gauthier	12 324 \$
33	842070	Mgr J.-Papineau	6 590 \$
34	842075	Sainte-Thérèse	7 283 \$
35	842079	Marie-Charlotte, Pavillon Saint-Pierre	18 251 \$
36	842084	Sacré-Cœur-de-Jésus	9 776 \$
37	842085	Notre-Dame-de-la-Paix	10 551 \$
38	842086	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	10 745 \$
39	842087	Des Brise-Vent	8 640 \$
40	842089	Saint-Joseph, St-Liguori	6 369 \$
41	842091	Notre-Dame, St-Alexis	7 948 \$
42	842093	Sainte-Marie-Salomé	6 064 \$
43	842094	Saint-Louis-de-France	8 917 \$
44	842095	Grand-Pré	4 956 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Samares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
45	842096	Dominique-Savio, St-Esprit	7 504 \$
46	842114	Sacré-Cœur	12 961 \$
47	842125	Carrefour-des-Lacs	11 244 \$
Montant total demandé			499 550 \$

Ajustement - Centre d'amitié autochtone de Lanaudière 15 401 \$

Montant maximal prévu 499 651 \$

Montant versé 514 951 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Seigneurie-des-Mille-Îles**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	851278	Alpha	31 870 \$
2	851245	Arc-en-ciel	27 690 \$
3	851216	Arthur-Vaillancourt	9 720 \$
4	851246	Au Cœur-Du-Boisé	9 910 \$
5	851223	Chante-Bois	9 210 \$
6	851250	Clair-Matin	13 620 \$
7	851247	Cœur à Cœur	10 330 \$
8	851249	Curé-Paquin	8 650 \$
9	851213	De Fontainebleau	16 000 \$
10	851201	De l'Amitié	9 200 \$
11	851225	De l'Aquarelle	11 440 \$
12	851224	De l'Envolée	15 350 \$
13	851288	De l'Harmonie-Jeunesse	5 500 \$
14	851276	De la Clairière	10 260 \$
15	851206	De la Clé-des-Champs	10 330 \$
16	851218	De la Renaissance	15 000 \$
17	851222	De la Seigneurie	25 900 \$
18	851270	Des Grands-Chemins	10 000 \$
19	851208	Des Lucioles	10 300 \$
20	851253	Des Mésanges	10 450 \$
21	851210	Des Perséides	15 650 \$
22	851202	Des Pins	22 270 \$
23	851220	Des Ramilles	13 160 \$
24	851226	Des Semailles	10 810 \$
25	851287	Du Bois-Joli	14 780 \$
26	851275	Du Mai	11 440 \$
27	851285	Du Ruisseau	10 010 \$
28	851214	Du Trait d'Union	10 580 \$
29	851240	Emmanuel-Chénard	12 880 \$
30	851273	Gabrielle-Roy	11 340 \$
31	851274	Gaston-Pilon	12 570 \$
32	851203	Girouard	7 090 \$
33	851209	Horizon-du-Lac	13 600 \$
34	851252	Horizon-Soleil	14 230 \$
35	851283	Jeunes du Monde	11 840 \$
36	851280	Le Carrefour	8 200 \$
37	851282	Le Rucher	16 700 \$
38	851215	Le Sentier	8 520 \$
39	851271	Le Tandem	25 050 \$
40	851279	Le Tournesol	12 000 \$
41	851284	Marie-Soleil-Tougas	16 410 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Seigneurie-des-Mille-Îles**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
42	851242	Notre-Dame	12 500 \$
43	851221	Notre-Dame-de-l'Assomption	33 000 \$
44	851219	Plateau Saint-Louis	11 970 \$
45	851205	Prés Fleuris	10 280 \$
46	851207	Rose-des-Vents	9 200 \$
47	851217	Saint-Pierre	12 000 \$
48	851204	Sainte-Scholastique	8 860 \$
49	851241	Sauvé	10 560 \$
50	851251	Terre des Jeunes	11 150 \$
51	851212	Terre-Soleil	11 900 \$
52	851277	Val-des-Ormes	10 660 \$
53	851244	Village-des-Jeunes	23 170 \$
Montant total demandé			715 110 \$

Montant maximal prévu **728 609 \$****Montant versé 715 110 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Seigneurie-des-Mille-Îles (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	851249	Curé-Paquin	3 499 \$
2	851214	Du Trait d'Union	10 000 \$
Montant total demandé			13 499 \$

Montant maximal prévu **13 499 \$**

Montant versé **13 499 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Rivière-du-Nord

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	852001	de la Durantaye	8 045 \$
2	852005	Dubois	12 866 \$
3	852006	Notre-Dame	11 480 \$
4	852007	Prévost	11 508 \$
5	852009	St-Jean-Baptiste	10 732 \$
6	852012	St-Joseph	8 263 \$
7	852013	Mariboisé	9 098 \$
8	852014	Horizon-Soleil	11 813 \$
9	852015	Ste-Paule	9 652 \$
10	852016	Bellefeuille	9 430 \$
11	852017	Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus	17 188 \$
12	852018	Aux-Quatre-Vents	12 644 \$
13	852019	Jean-Moreau	15 802 \$
14	852020	Sacré-Cœur	14 500 \$
15	852021	Val-des-Monts	13 752 \$
16	852022	des Hauteurs	11 591 \$
17	852023	des Hautbois	11 397 \$
18	852024	Sainte-Anne	13 004 \$
19	852027	À l'Unisson	9 984 \$
20	852028	La Fourmilière	8 461 \$
21	852030	De l'Envolée	9 100 \$
22	852035	de La Source	14 777 \$
23	852036	du Joli-Bois	13 752 \$
24	852037	du Champ-Fleuri	15 304 \$
25	852038	de la Croisée-des-Champs	15 664 \$
26	852039	À l'Orée-des-Bois	17 243 \$
27	852040	de la Volière	16 689 \$
28	852051	St-André	7 990 \$
29	852052	L'Oasis	9 846 \$
30	852053	St-Philippe	8 987 \$
31	852054	St-Hermas	5 607 \$
32	852055	St-Alexandre	10 677 \$
33	852056	St-Julien	10 428 \$
34	852057	Bouchard	9 402 \$
35	852058	Dansereau/St-Martin	9 292 \$
Montant total demandé			405 968 \$

Montant maximal prévu **405 969 \$**

Montant versé **405 968 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Laurentides**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	853025	Chante-au-Vent	8 044 \$
2	853009	ND Sagesse	9 041 \$
3	853004	ND Lourdes	9 540 \$
4	853011	Campus Tremblant	24 382 \$
5	853019	St-Joseph	12 559 \$
6	853024	St-Jean Baptiste	14 083 \$
7	853026	Marie-Rose	10 565 \$
8	853020	La Relève	5 440 \$
9	853022	Le Tremplin	8 294 \$
10	853027	Mgr O. Charlebois	6 244 \$
11	853007	Lionel-Groulx	5 939 \$
12	853003	Mgr Bazinet	8 158 \$
13	853013	Le Carrefour	7 241 \$
14	853012	Arc-en-Ciel	5 634 \$
15	853021	De la Vallée	13 634 \$
16	853005	Fleur-des-Neiges	15 108 \$
Montant total demandé			163 906 \$

Montant maximal prévu 163 977 \$

Montant versé 163 906 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Pierre-Neveu

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	854010	Jean-XXIII	9 769 \$
2	854014	St-Eugène	12 181 \$
3	854001	de la Madone et de la Carrière	11 523 \$
4	854003	Ferme-Neuve et des Rivières	11 852 \$
5	854007	du Val-des-Lacs	7 302 \$
6	854006	aux Quatre Vents	9 960 \$
7	854005	de la Lièvre Sud	7 165 \$
8	854018	du Méandre	11 139 \$
9	854009	des Trois Sentiers	10 740 \$
Montant total demandé			91 631 \$

Montant maximal prévu 91 632 \$

Montant versé 91 631 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Sir Wilfrid Laurier**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	885151	Arundel	5 050 \$
2	885152	Crestview	8 768 \$
3	885153	Grenville	3 257 \$
4	885154	Hillcrest	16 436 \$
5	885155	Pinewood	12 817 \$
6	885156	John F. Kennedy	11 290 \$
7	885157	Joliette	7 241 \$
8	885158	Laurentia	7 373 \$
9	885159	Laurentian	11 954 \$
10	885161	McCaig	20 153 \$
11	885162	Morin Heights	8 170 \$
12	885163	Mountainview	10 925 \$
13	885164	Our Lady of Peace	7 008 \$
14	885165	Rawdon	6 145 \$
15	885166	Souvenir	24 004 \$
16	885168	St-Jude	10 162 \$
17	885169	St-Paul	19 423 \$
18	885170	Genesis	8 602 \$
19	885171	Ste-Adèle	3 988 \$
20	885172	Ste-Agathe	4 519 \$
21	885173	Terry Fox	21 050 \$
22	885174	Twin Oaks	11 722 \$
23	885175	St-Vincent	10 261 \$
24	885177	Pierre E. Trudeau	14 842 \$
25	885178	Jules Verne	11 124 \$
26	885179	Franklin Hill	11 556 \$
27	885000	Commission scolaire	7 324 \$
Montant total demandé			295 164 \$

Montant maximal prévu **295 165 \$**Montant versé **295 164 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Sorel-Tracy

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	861040	Au Petit Bois	12 000 \$
2	861038	Christ-Roi	5 988 \$
3	861034	Intégrée d'Yamaska	6 500 \$
4	861052	Laplume	11 050 \$
5	861024	Maria-Goretti	13 550 \$
6	861054	Martel	8 248 \$
7	861036	Mgr-Brunault	5 800 \$
8	861020	Mgr-Prince	6 651 \$
9	861032	Pierre-de-Saint-Ours	6 049 \$
10	861026	Saint-Gabriel-Lalemant	14 819 \$
11	861058	Saint-Jean-Bosco	13 851 \$
12	861055	Saint-Roch	7 675 \$
13	861030	Sainte-Anne-les-Îles	9 683 \$
14	861022	Sainte-Victoire	9 393 \$
Montant total demandé			131 257 \$

Montant maximal prévu **131 257 \$**

Montant versé **131 257 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de Saint-Hyacinthe**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	862 040	René-Saint-Pierre - primaire	5 828 \$
2	862 103	Saint-Hugues/Saint-Marcel	6 880 \$
3	862 104	Notre-Dame-de-la-Paix	6 382 \$
4	862 105	Au Cœur-des-Monts	14 885 \$
5	862 107	Saint-Charles-Garnier	10 065 \$
6	862 109	Plein-Soleil	6 520 \$
7	862 110	De la Rocade	8 597 \$
8	862 111	Saint-Nazaire	5 717 \$
9	862 112	Saint-Pierre	7 683 \$
10	862 113	Roméo-Forbes	12 087 \$
11	862 114	Maurice-Jodoin	8 099 \$
12	862 115	Henri-Bachand	10 841 \$
13	862 116	De la Croisée	7 628 \$
14	862 140	Roger-LaBrèque	10 647 \$
15	862 142	Des Moissons	6 714 \$
16	862 143	Notre-Dame	5 495 \$
17	862 144	Saint-Jean-Baptiste	8 376 \$
18	862 146	Saint-Joseph/Spénard	11 755 \$
19	862 201	La Présentation	7 960 \$
20	862 202	Assomption	12 060 \$
21	862 203	Bois-Joli/Sacré-Cœur	20 563 \$
22	862 205	Aux Quatre-Vents	10 758 \$
23	862 206	Douville	14 248 \$
24	862 207	Lafontaine	7 573 \$
25	862 208	Larocque	7 046 \$
26	862 212	Sainte-Rosalie	12 337 \$
27	862 215	Saint-Damase	8 487 \$
28	862 216	Saint-Sacrement	11 506 \$
29	862 217	Saint-Thomas d'Aquin	9 428 \$
Montant total demandé			276 165 \$

Montant maximal prévu 288 087 \$

Montant versé **276 165 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Hautes-Rivières**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	863 001	Jean-XXIII	9 126 \$
2	863 002	Saint-Michel	8 128 \$
3	863 003	Saint-Vincent	13 807 \$
4	863 004	Micheline-Brodeur	9 652 \$
5	863 006	Notre-Dame-du-Sourire	6 910 \$
6	863-015	Notre-Dame-de-Lourdes (Iberville)	13 918 \$
7	863 018	Laflamme	8 516 \$
8	863 020	Chabanel	8 433 \$
9	863 021	Sacré-Cœur (Iberville)	11 314 \$
10	863 022	Hamel	9 901 \$
11	863 025	Henryville	6 356 \$
12	863 026	Saint-Alexandre	10 704 \$
13	863 027	Sainte-Anne	7 602 \$
14	863 028	Frère-André	10 234 \$
15	863 029	Du Petit-Clocher	7 187 \$
16	863 030	Saint-Joseph (St-Sébastien)	6 633 \$
17	863 032	De Richelieu	12 339 \$
18	863 033	Jeanne-Mance	6 743 \$
19	863 034	Notre-Dame-de-Fatima	8 627 \$
20	863 035	Crevier	14 278 \$
21	863 037	Pointe-Olivier	10 677 \$
22	863 039	Alberte-Melançon	8 128 \$
23	863 040	Providence	12 006 \$
24	863 042	Sacré-Cœur (St-Luc)	12 089 \$
25	863 043	Saint-Jacques	6 771 \$
26	863 044	Saint-Blaise	7 103 \$
27	863 046	Saint-Joseph (Lacolle)	8 461 \$
28	863 047	Napoléon-Bourassa	14 361 \$
29	863 049	Saint-Eugène	16 023 \$
30	863 050	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	11 452 \$
31	863 051	Saint-Gérard	11 037 \$
32	863 052	Notre-Dame-de-Lourdes (St-Jean)	12 394 \$
33	863 054	Bruno-Choquette	12 643 \$
34	863 055	Saint-Lucien	12 034 \$
35	863 059	Joseph-Amédée-Bélanger	11 951 \$
36	863 080	Marie-Rivier	5 802 \$
37	863 081	Aux Quatre-Vents	16 688 \$
38	863 084	Des Prés-Verts	17 245 \$
39	863 085	Marie-Derome	11 646 \$
Montant total demandé			408 919 \$

Montant maximal prévu **408 919 \$**Montant versé **408 919 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Marie-Victorin**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	864 001	Adrien-Gamache	14 332 \$
2	864 002	Armand-Racicot	8 709 \$
3	864 005	Bourgeois-Champagnat	8 709 \$
4	864 006	Carillon	10 537 \$
5	864 007	Charles-Bruneau	9 000 \$
6	864 008	Charles-Le Moyne	19 152 \$
7	864 009	Christ-Roi	12 400 \$
8	864 017	D'Iberville	20 038 \$
9	864 032	De la Mosaïque	8 948 \$
10	864 013	De Maricourt	9 845 \$
11	864 014	De Normandie	12 726 \$
12	864 003	Des Mille-Fleurs	19 500 \$
13	864 015	Des Quatre-Vents	11 673 \$
14	864 016	Des Saints-Anges	1 000 \$
15	864 010 / 110	Du Curé-Lequin/Saint-Jude	11 328 \$
16	864 060	Du Tournesol	15 883 \$
17	864 021	Gaétan-Boucher	10 797 \$
18	864 023	George-Étienne-Cartier	15 080 \$
19	864 025	Guillaume-Vignal	19 401 \$
20	864 022	Gentilly	20 011 \$
21	864 027	Hugert-Perron	16 437 \$
22	864 029	Jean-De Lalande	9 560 \$
23	864 033	Lajeunesse	6 320 \$
24	864 035	Laurent-Benoît	10 100 \$
25	864 039	Marie-Victorin de Brossard	13 954 \$
26	864 040	Marie-Victorin de Longueuil	13 750 \$
27	864 041	Maurice-L.-Duplessis	11 313 \$
28	864 042	Monseigneur-Forget	9 956 \$
29	864 043	Paul-Chagnon	8 910 \$
30	864 044	Paul-De Maricourt	3 800 \$
31	864 045	Pierre-d'Iberville	11 645 \$
32	864 046	Pierre-Laporte	15 495 \$
33	864 047	Plein-Soleil	5 108 \$
34	864 048	Préville	13 461 \$
35	864 049	Raveau	8 000 \$
36	864 050	Saint-Joseph	9 983 \$
37	864 058	Saint-Laurent	11 682 \$
39	864 054	Sainte-Claire de Brossard	13 500 \$
40	864 055	Sainte-Claude de Longueuil	5 699 \$
41	864 056	Samuel-De Champlain de Brossard	16 853 \$

42	864 057	Samuel-De Champlain-de Longueuil Les Petits Castors	16 920 \$
43	864 054	Tourterelle	7 324 \$
Montant total demandé			498 839 \$

Montant maximal prévu 665 968 \$

Montant versé 498 839 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Patriotes**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	865 101	Saint-Mathieu	16 323 \$
2	865 102	Jolivent	11 746 \$
3	865 105	Le Petit Bonheur	12 681 \$
4	865 107	Le Tournesol	13 917 \$
5	865 111	Louis-Hyppolyte-Lafontaine	12 362 \$
6	865 112	Pierre-Boucher	11 476 \$
7	865 113	Antoine-Girouard	13 287 \$
8	865 114	Paul VI	16 615 \$
9	865 115	De La Broquerie	11 000 \$
10	865 116	Père-Marquette	12 278 \$
11	865 118	Jeunes Découvreurs	14 826 \$
12	865 130	Du Parchemin	12 480 \$
13	865 141	De La Roselière	7 814 \$
14	865 143	De Bourgogne	21 869 \$
15	865 144	Sainte-Marie	17 585 \$
16	865 145	De Salaberry	15 841 \$
17	865 146	Jacques-de-Chambly	11 893 \$
18	865 150	Mère Marie-Rose	14 263 \$
19	865 161	La Farandole	8 913 \$
20	865 170	Au-Fil-de-l'Eau	20 372 \$
21	865 173	De La Pommeraie	10 266 \$
22	865 175	De L'Aquarelle	13 008 \$
23	865 180	Notre-Dame	18 066 \$
24	865 190	François-Williams	3 365 \$
25	865 191	Le Sablier	14 903 \$
26	865 192	De L'Envolée	12 076 \$
27	865 200	Georges-Étienne-Cartier	6 117 \$
28	865 211	Jacques-Rochelleau	10 800 \$
29	865 212	De La Chanterelle	13 817 \$
30	865 213	De La Mosaïque	11 114 \$
31	865 220	De Montarville	15 443 \$
32	865 223	Albert-Schweitzer	16 617 \$
33	865 224	Mgr Gilles-Gervais	13 213 \$
34	865 230	Saint-Charles	6 893 \$
35	865 240	Saint-Denis	8 775 \$
36	865 245	De L'Amitié	9 711 \$
37	865 250	Des Trois-Temps	7 198 \$
38	865 270	L'Arpège	12 513 \$
39	865 271	Le Rucher	17 500 \$
40	865 272	Aux-Quatre-Vents	16 499 \$
41	865 273	Ars-en-Ciel	12 597 \$

42	865 274	Du Moulin	15 500 \$
43	865 275	Du Grand Chêne	10 500 \$
44	865 277	Du Tourne-Vent	12 600 \$
45	865 281	Marie-Victorin	10 764 \$
46	865 282	Les Marguerite	11 540 \$
47	865 283	La Roseraie	11 746 \$
48	865 284	De La Source	15 239 \$
49	865 286	Du Carrousel	12 656 \$
50	865 290	Ludger-Duvernay	12 266 \$
Montant total demandé			640 843 \$

Montant maximal prévu **640 843 \$**

Montant versé **640 843 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : du Val-des-Cerfs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	866 003	Avé-Maria	13 970 \$
2	866 024	Centrale	6 880 \$
3	866 042	Curé-A.-Petit	6 299 \$
4	866 045	de la Chantignole	13 693 \$
5	866 037	de la Clé-des-Champs	8 486 \$
6	866 020	de la Moisson-d'Or	10 647 \$
7	866 002	de l'Assomption	16 379 \$
8	866 029	Du Premier-Envol	6 437 \$
9	866 022	Joseph-Poitevin	12 031 \$
10	866 032	Mgr-Desranleau	9 040 \$
11	866 035	Mgr-Douville	9 622 \$
12	866 004	Notre-Dame (W.)	9 705 \$
13	866 028	Notre-Dame-de-Lourdes	5 329 \$
14	866 006	Roxton Pond	10 480 \$
15	866 008	Saint-André	10 979 \$
16	866 010	Saint-Bernard	12 253 \$
17	866 021	Saint-Bernardin	15 521 \$
18	866 040	Saint-Édouard	7 656 \$
19	866 011	Saint-Eugène	13 250 \$
20	866 036	Saint-François-d'Assise	6 409 \$
21	866 030	Saint-Jacques	6 936 \$
22	866 007	Saint-Jean	14 358 \$
23	866 012	Saint-Joseph (Granby)	12 419 \$
24	866 026	Saint-Joseph (NDS)	5 689 \$
25	866 041	Saint-Léon	14 108 \$
26	866 014	Saint-Luc	10 148 \$
27	866 015	Saint-Marc	6 326 \$
28	866 025	Saint-Romuald	9 733 \$
29	866 044	Saint-Vincent-Ferrier	10 674 \$
30	866 016	Sainte-Cécile	10 065 \$
31	866 019	Sainte-Famille	11 588 \$
32	866 018	Sainte-Marie	9 373 \$
33	866 043	Sainte-Thérèse	11 062 \$
34	866 039	Sutton	8 348 \$
Montant total demandé			345 893 \$

Montant maximal prévu **345 893 \$**Montant versé **345 893 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Grandes-Seigneuries

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	867 077	Daigneau	15 098 \$
2	867 079	Saint-Bernard	4 927 \$
3	867 071	Saint-Édouard	5 080 \$
4	867 060	Saint-Isidore-Langevin	7 178 \$
5	867 072	Saint-Michel-Archange	10 469 \$
6	867 075	Saint-Patrice	7 039 \$
7	867 080	Saint-Romain	6 061 \$
8	867 063 867 064	Saint-Viateur Clotilde-Raymond	15 940 \$
9	867 073	Sainte-Clotilde	5 818 \$
10	867 001	de la Petite-Gare	11 385 \$
11	867 069	des Moussaillons	12 639 \$
12	867 002	Émilie-Gamelin	19 276 \$
13	867 068	Jacques-Barclay	5 465 \$
14	867 013	Jean-Leman	24 525 \$
15	867 006	Jean-XXIII	10 705 \$
16	867 004 867 003	Notre-Dame Saint-Joseph	18 903 \$
17	867 014	Saint-Marc	14 917 \$
18	867 032	de l'Aquarelle	12 054 \$
19	867 021	de l'Odyssée	14 459 \$
20	867 023 867 024	des Bourlingueurs Sainte-Catherine	16 874 \$
21	867 033	Félix-Leclerc	16 174 \$
22	867 018	Louis-Lafortune	19 638 \$
23	867 028	Piché-Dufrost	21 458 \$
24	867 025	Saint-Jean	13 514 \$
25	867 029	Vinet-Souigny	16 765 \$
26	867 043	de la Rive	12 919 \$
27	867 039	des Trois-Sources	11 654 \$
28	867 038	Gérin-Lajoie	12 690 \$
29	867041	Laberge	15 929 \$
30	867 045	Notre-Dame-de-l'Assomption	10 539 \$
31	867 040	Saint-Jean-Baptiste	10 049 \$
32	867 054	Saint-Joseph	10 051 \$
33	867 047	Saint-Jude	14 627 \$
34	867 056	Saint-René	17 017 \$
Montant total demandé			441 836 \$

Montant maximal prévu **441 836 \$**

Montant versé **441 836 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Vallée-des-Tisserands**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	868 001	Saint-Eugène	7 920 \$
2	868 002	Notre-Dame-de-la-Paix	7 920 \$
3	868 003	Sainte-Étienne	5 904 \$
4	868 004	Jésus-Marie	8 920 \$
5	868 005	Saint-Paul	9 620 \$
6	868 006	Sacré-Cœur	7 920 \$
7	868 007	Saint-Urbain	7 920 \$
8	868 008	Montpetit/Saint-Joseph	10 420 \$
9	868 009	Saint-Jean	7 920 \$
10	868 010	Saint-Antoine-Abbé	5 920 \$
11	868 011	Omer-Séguin	5 920 \$
12	868 012	Notre-Dame-du-Rosaire	6 420 \$
13	868 013	Notre-Dame	12 920 \$
14	868 014	des Jeunes-Riverains	6 920 \$
15	868 015	Notre-Dame-de-l'Assomption	6 920 \$
16	868 016	Marie-Rose	10 920 \$
17	868 018	Elisabeth-Monette	9 620 \$
18	868 019	Montpetit	7 320 \$
19	868 020	Sainte-Agnès	9 820 \$
20	868 021	Saint-Joseph-Artisan	7 320 \$
21	868 022	Langlois	9 420 \$
22	868 023	Fédéric-Girard	10 920 \$
23	868 024	Dominique-Savio	7 420 \$
24	868 025	Notre-Dame-du-Saint-Esprit	8 220 \$
25	868 026	Sacré-Cœur	7 420 \$
26	868 027	Saint-Eugène	8 120 \$
27	868 036	Sainte-Martine	4 920 \$
Montant total demandé			220 924 \$

Montant maximal prévu 221 009 \$

Montant versé 220 924 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Trois-Lacs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	869 005	Léopold-Carrière	15 520 \$
2	869 006	Riveraine	14 621 \$
3	869 008	Saint-Ignace	18 388 \$
4	869 011	Sainte-Madeleine	17 319 \$
5	869 012	Saint-Michel	14 524 \$
6	869 015	Marguerite-Bourgeoys	13 770 \$
7	869 018	Épervière	10 951 \$
8	869 019	Harwood	14 718 \$
9	869 023	Notre-Dame-de-la-Garde	7 285 \$
10	869 020	José-Maria	6 771 \$
11	869 022	Notre-Dame-de-Lorette	16 420 \$
12	869 025	Virginie-Roy	11 170 \$
13	869 016	Saint-Thomas	15 423 \$
14	869 026	François-Perrot	14 743 \$
15	869 024	La Perdriolle	11 753 \$
16	869 002	Sacré-Cœur	10 270 \$
17	869 028	La Samare	13 698 \$
18	869 027	Orée-du-Bois	12 871 \$
19	869 001	Sainte-Marthe	9 444 \$
20	869 014	du Papillon Bleu	19 410 \$
21	869 017	Auclair	16 153 \$
Montant total demandé			285 222 \$

Montant maximal prévu **285 222 \$****Montant versé** **285 222 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Riverside**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	884 012	Boucherville Elementary	9 638 \$
2	884 013	Cedar Street	7 460 \$
3	884 014	Courtland Park International	8 808 \$
4	884 007	Greenfield Park International	100 \$
5	884 037	Harold Napper	19 764 \$
6	884 003	John Adam Memorial	10 467 \$
7	884 031	Reach	2 726 \$
8	884 009	Royal Charles	6 320 \$
9	884 008	Royal Oak	2 200 \$
10	884 008	Royal Oak	1 875 \$
11	884 008	Royal Oak	1 875 \$
12	884 008	Royal Oak	610 \$
13	884 005	St.Jude	15 271 \$
14	884 030	St.Lambert	7 605 \$
15	884 030	St.Lambert	8 405 \$
16	884 025	St.Lawrence	16 964 \$
17	884 019	St.Mary's	13 059 \$
18	884 018	Terry Fox	7 115 \$
19	884 027	William Latter	11 953 \$
20	884 001	St.Johns Elementary	17 034 \$
22	884 006	Good Shepherd	9 430 \$
23	884 021	Harold Sheppard	4 316 \$
24	884 011	Mount-Bruno	11 539 \$
25	884 017	Mountainview	9 811 \$
26	884 030	St.Lambert	367 \$
Montant total demandé			204 712 \$

Montant maximal prévu **221 573 \$****Montant versé** **204 712 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Riverside (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	884 007	Greenfield Park Primary International School	2 550 \$
Montant total demandé			2 550 \$

Montant maximal prévu **16 861 \$**

Montant versé **2 550 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : New Frontiers

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	889 004	Centennial Park	10 500 \$
2	889 005	Franklin Elementary	5 900 \$
3	889 009	Gault Institute	2 600 \$
4	889 019	Harmony Elementary	11 200 \$
5	889 012	Hemmingford Elementary	3 500 \$
6	889 008	Heritage Elementary	11 832 \$
7	889 010	Howick Elementary	5 000 \$
8	889 006	Mary Gardner	17 800 \$
9	889 011	Ormstown Elementary	6 100 \$
10	889 003	St.Willibrord School	16 600 \$
Montant total demandé			91 032 \$

Montant maximal prévu 91 033 \$

Montant versé 91 032 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Pointe-de-l'Île**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	761001	Saint-Octave	9 790 \$
2	761002	Sainte-Germaine-Cousin	12 754 \$
3	761003	Félix-Leclerc	12 200 \$
4	761004	François-la Bernade	13 225 \$
5	761006	Sainte-Marguerite-Bourgeois	10 427 \$
6	761008	Montmartre	11 231 \$
7	761009	Notre-Dame	13 059 \$
8	761010	René-Pelletier	6 992 \$
9	761011	Sainte-Maria-Goretti	11 147 \$
10	761013	Saint-Marcel	10 316 \$
11	761020	Alphonse-Pesant	13 696 \$
12	761021	Gabrielle-Roy	15 414 \$
13	761022	La Dauversière	16 550 \$
14	761023	Lambert-Closse	15 885 \$
15	761024	Pie XII	9 818 \$
16	761025	Victor-Lavigne	15 553 \$
17	761026	Wilfrid-Bastien	15 469 \$
18	761030	Cardinal-léger	9 818 \$
19	761031	Chénier	10 067 \$
20	761033	Des Roseraies	10 427 \$
21	761035	Jacques-Rousseau	14 777 \$
22	761037	Saint-Joseph	9 153 \$
23	761038	Wilfrid-Pelletier	21 814 \$
24	761039	Albatros	6 659 \$
25	761040	Denise-Pelletier	14 860 \$
26	761042	Fernand-Gauthier	8 922 \$
27	761044	Marc-Aurèle-Fortin	17 132 \$
28	761045	Notre-Dame-de-Fatima	14 943 \$
29	761046	Simone-Desjardins	22 035 \$
30	761050	Adélard-Desrosiers	18 184 \$
31	761052	De la Fraternité	12 062 \$
32	761054	Jean-Nicolet	14 694 \$
33	761055	Jules-Verne	20 235 \$
34	761057	Le Carignan	17 243 \$
35	761058	Marc-Laflamme	6 327 \$
36	761059	Pierre-de-Coubertin	11 674 \$
37	761060	René-Guénette	18 323 \$
38	761062	Saint-Rémi	15 663 \$
39	761063	Saint-Vincent-Marie	18 101 \$
40	761064	Sainte-Colette	10 732 \$
41	761066	Sainte-Gertrude	13 004 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de la Pointe-de-l'Île

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
42	761072	Le Tournesol	5 385 \$
43	761094	Le Prélude	4 055 \$
Montant total demandé			559 815 \$

Montant maximal prévu 559 815 \$

Montant versé 559 815 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école		Montant demandé
1	762001	École Philippe-Labarre	Est	11 875 \$
2	762002	École Armand-Lavergne	Est	11 875 \$
3	762003	École Saint-Justin	Est	11 875 \$
4	762005	École La Vérendrye	Est	11 875 \$
5	762009	École Sainte-Claire	Est	11 875 \$
6	762010	École Sainte-Louise-de-Marillac	Est	11 875 \$
7	762012	École Saint-François-d'Assise	Est	11 875 \$
8	762013	École Boucher-De La Bruère	Est	11 875 \$
9	762014	École Saint-Donat	Est	11 871 \$
10	762015	École Saint-Fabien	Est	12 112 \$
11	762017	École Louis-Dupire	Est	12 649 \$
12	762019	École Guillaume-Couture	Est	12 794 \$
13	762022	École Notre-Dame-des-Victoires	Est	13 215 \$
14	762023	École Alphonse-Desjardins	Centre	8 000 \$
15	762024	École Notre-Dame-du-Foyer	Centre	9 393 \$
16	762029	École Saint-Jean-Vianney	Centre	8 074 \$
17	762030	École Marie-Rollet	Centre	9 776 \$
18	762032	École Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle	Est	8 484 \$
19	762033	École Saint-Nom-de-Jésus	Est	9 239 \$
20	762040	École Saint-Albert-le-Grand	Centre	9 776 \$
21	762041	École Baril	Est	9 310 \$
22	762043	École Sainte-Bernadette-Soubirous	Centre	13 219 \$
23	762044	École Saint-François-Solano	Centre	9 776 \$
24	762048	École Saint-Émile	Centre	9 776 \$
25	762049	École Notre-Dame-de-l'Assomption	Est	6 950 \$
26	762050	École Hochelaga	Est	8 460 \$
27	762051	École Saint-Antoine-Marie-Claret	Nord	20 356 \$
28	762054	École Sainte-Lucie	Nord	18 188 \$
29	762056	École Sans-Frontières	Centre	9 776 \$
30	762058	École Saint-Jean-de-la-Lande	Centre	9 776 \$
31	762063	École Saint-Mathieu	Nord	15 835 \$
32	762064	École Saint-Jean-de-Brébeuf	Centre	9 776 \$
33	762065	École Saint-Marc	Centre	14 180 \$
34	762068	École Saint-Anselme	Sud	4 040 \$
35	762069	École Saints-Martyrs-Canadiens	Nord	26 021 \$
36	762070	École Saint-Louis-de-Gonzague	Sud	8 100 \$
37	762071	École Saint-Barthélemy, pavillon des Érables	Centre	15 875 \$
38	762074	École Jean-Baptiste-Meilleur	Sud	6 342 \$
39	762075	École La Visitation	Nord	14 695 \$
40	762076	École Saint-Grégoire-le-Grand	Centre	11 413 \$
41	762077	École Madeleine-de-Verchères	Centre	10 500 \$
42	762079	École Saint-Pierre-Claver	Sud	11 000 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
43	762080	École Champlain Sud	12 210 \$
44	762081	École Élan Sud	7 440 \$
45	762082	École Saint-Isaac-Jogues Nord	20 000 \$
46	762084	École Saint-Gabriel-Lalemant Centre	14 950 \$
47	762085	École Garneau Sud	10 000 \$
48	762086	École Saint-Ambroise Centre	13 100 \$
49	762087	École Paul-Bruchési Sud	9 000 \$
50	762089	École Lanaudière Sud	15 000 \$
51	762090	École Le Plateau Sud	3 000 \$
52	762091	École Marguerite-Bourgeoys Sud	13 000 \$
53	762092	École Louis-Colin Nord	18 095 \$
54	762094	École Marie-Favery Centre	12 112 \$
55	762095	École Saint-Arsène Centre	10 640 \$
56	762096	École Saint-Étienne Centre	13 100 \$
57	762097	École Arc-en-Ciel Sud	6 000 \$
58	762098	École Louis-Hippolyte-Lafontaine Sud	9 000 \$
59	762100	École Saint-Paul-de-la-Croix Nord	21 487 \$
60	762102	École Christ-Roi Nord	18 095 \$
61	762103	École Laurier Sud	15 000 \$
62	762104	École Saint-Gérard Centre	13 100 \$
63	762105	École La Mennais Centre	13 100 \$
64	762106	École Hélène-Boullé Centre	12 901 \$
65	762107	École Sainte-Cécile Centre	11 410 \$
66	762110	École La Petite-Patrie, pavillon Notre-Dame-de-la-Défense Centre	7 330 \$
67	762111	École Saint-Enfant-Jésus Sud	12 000 \$
68	762114	École Au-Pied-de-la-Montagne Sud	13 250 \$
69	762115	École Lambert-Closse Sud	9 500 \$
70	762117	École Ahuntsic Nord	18 095 \$
71	762120	École Saint-Simon-Apôtre Nord	22 896 \$
72	762122	École Barclay Centre	20 396 \$
73	762127	École FACE Sud	15 705 \$
74	762128	École Barthélemy-Vimont Centre	25 303 \$
75	762129	École De la Petite-Bourgogne Ouest	15 000 \$
76	762130	École Charles-Lemoyne Ouest	11 977 \$
77	762131	École Jeanne-LeBer Ouest	6 640 \$
78	762132	École François-de-Laval Nord	10 450 \$
79	762134	École Félix-Leclerc Ouest	10 000 \$
80	762135	École Bedford Ouest	18 562 \$
81	762136	École Internationale de Montréal.(prim) Sud	11 270 \$
82	762139	École Victor-Rousselot Ouest	4 961 \$
83	762140	École Ludger-Duvernay Ouest	6 150 \$
84	762142	École Notre-Dame-des-Neiges Ouest	10 553 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école		Montant demandé
85	762145	École Gilles-Vigneault	Nord	19 225 \$
86	762146	École Sainte-Odile	Nord	15 000 \$
87	762147	École Alice-Parizeau	Nord	8 980 \$
88	762149	École Lucille-Teasdale	Ouest	2 167 \$
89	762149	École Saint-Pascal-Baylon	Ouest	17 512 \$
90	762150	École Simonne-Monet	Ouest	17 512 \$
91	762151	École Louisbourg	Nord	27 500 \$
92	762152	École des Nations	Ouest	17 512 \$
93	762153	École du Petit-Chapiteau	Ouest	11 947 \$
94	762154	École Saint-Zotique	Ouest	13 365 \$
95	762155	École Iona	Ouest	19 000 \$
96	762156	École Notre-Dame-de-Grâce	Ouest	22 375 \$
97	762161	École des Cinq-Continents, pavillon Saint-Antonin	Ouest	36 217 \$
98	762164	École Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours	Ouest	14 000 \$
99	762165	École Coeur-Immaculé-de-Marie	Ouest	9 000 \$
100	762167	École Saint-Jean-de-Matha	Ouest	23 000 \$
101	762169	École Les-Enfants-du-Monde	Ouest	12 496 \$
102	762170	École Sainte-Catherine-de-Sienne	Ouest	16 222 \$
103	762201	École Gadbois	EHDAA	3 200 \$
104	762207	École Charles-Bruneau	EHDAA	11 670 \$
105	762208	École Dominique-Savio	EHDAA	6 000 \$
106	762215	École de l'Étincelle	EHDAA	8 000 \$
107	762217	École de la Lancée (Primaire)	EHDAA	11 000 \$
108	762000	BRAC	CSDM	37 001 \$
109	762000	BRAC Allô prof	CSDM	40 000 \$
110	762000	BRAC Projets institutionnnels	CSDM	60 000 \$
Montant total demandé				1 505 426 \$

Montant maximal prévu

1 505 708 \$

Montant versé

1 505 426 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Marguerite-Bourgeys**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	763001	Académie St-Clément	13 530 \$
2	763005	Bois-Franc-Aquarelle	16 134 \$
3	763007	Édouard-Laurin	8 321 \$
4	763008	Enfant-Soleil	16 384 \$
5	763009	Guy-Drummond	13 200 \$
6	763010	Katimavik-Hébert	18 000 \$
7	763011	Henri-Beaulieu	21 149 \$
8	763012	Jonathan	6 438 \$
9	763013	Lajoie	12 000 \$
10	763014	Laurentide	12 200 \$
11	763015	Morand-Nantel-Beau-Séjour	13 530 \$
12	763016	Nouvelle-Querbes	11 258 \$
13	763017	Saint-Clément	22 975 \$
14	763018	Saint-Germain-d'Outremont	12 560 \$
15	763019	De la Mosaïque	17 732 \$
16	763020	Jean-Grou	10 500 \$
17	763100	Chanoine-Joseph-Théorêt	10 095 \$
18	763101	Des Rapides-de-Lachine	11 120 \$
19	763102	Du Grand-Héron	8 876 \$
20	763103	Henri-Forest	10 926 \$
21	763104	Île-des-Sœurs	20 000 \$
22	763105	Jardin-des-Saints-Anges	9 651 \$
23	763106	Laurendeau-Dunton	15 469 \$
24	763107	Pierre-Rémy	10 300 \$
25	763108	Lévis-Sauvé	11 064 \$
26	763109	Martin-Bélanger	9 624 \$
27	763110	Notre-Dame-de-la-Garde	14 638 \$
28	763111	Notre-Dame-de-la-Paix	11 397 \$
29	763112	Notre-Dame-de-Lourdes	10 095 \$
30	763113	Notre-Dame-des-Rapides	10 000 \$
31	763114	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	10 261 \$
32	763115	Paul-Jarry	9 014 \$
33	763116	Philippe-Morin	10 150 \$
34	763117	Sainte-Catherine-Labouré	13 364 \$
35	763118	Sainte-Geneviève	12 228 \$
36	763119	Terre-des-Jeunes	12 006 \$
37	763120	Très-Saint-Sacrement	10 510 \$
38	763121	Victor-Thérien	15 746 \$
39	763122	Catherine-Soumillard	12 400 \$
40	763200	Dollard-des-Ormaux	16 772 \$
41	763201	Du Grand-Chêne	11 812 \$
42	763203	Gentilly	17 741 \$
43	763204	Harfang-des-Neiges	9 520 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Marguerite-Bourgeoys

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
44	763206	Jacques-Bizard	13 447 \$
45	763208	Jonathan-Wilson	13 479 \$
46	763209	Joseph-Henrico	8 320 \$
47	763210	Lalande	10 000 \$
48	763211	Marguerite-Bourgeoys	15 194 \$
49	763212	Murielle-Dumont	18 489 \$
50	763213	Perce-Neige	17 049 \$
51	763214	Beaconsfield	11 120 \$
52	763216	Pointe-Claire	14 389 \$
53	763217	Saint-Gérard	13 170 \$
54	763218	Saint-Louis	13 419 \$
55	763219	Saint-Luc	13 190 \$
56	763220	Saint-Rémi	15 497 \$
57	763222	Du Bout-de-l'Isle	12 089 \$
58	763237	John-F.-Kennedy	5 400 \$
Montant total demandé			744 942 \$

Montant maximal prévu 826 398 \$

Montant versé **744 942 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Marguerite-Bourgeoys (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	763005	Bois-Franc-Aquarelle	4 225 \$
2	763008	Enfant-Soleil	2 616 \$
3	763009	Guy-Drummond	385 \$
4	763010	Katimavik-Hébert	916 \$
5	763012	Jonathan	3 371 \$
6	763014	Laurentide	4 225 \$
7	763015	Morand-Nantel-Beau-Séjour	2 470 \$
8	763017	Saint-Clément	612 \$
9	763019	De la Mosaïque	1 422 \$
10	763020	Jean-Grou	204 \$
11	763022	Enfants-du-Monde	8 986 \$
12	763104	Île-des-Sœurs	623 \$
13	763107	Pierre-Rémy	4 225 \$
14	763109	Martin-Bélanger	1 076 \$
15	763111	Notre-Dame-de-la-Paix	4 225 \$
16	763112	Notre-Dame-de-Lourdes	4 225 \$
17	763113	Notre-Dame-des-Rapides	482 \$
18	763117	Sainte-Catherine-Labouré	4 225 \$
19	763119	Terre-des-Jeunes	2 394 \$
20	763120	Très-Saint-Sacrement	1 490 \$
21	763122	Catherine-Soumillard	382 \$
22	763202	Émile-Nelligan	16 134 \$
23	763208	Jonathan-Wilson	1 076 \$
24	763209	Joseph-Henrico	3 243 \$
25	763210	Lalande	3 170 \$
26	763211	Marguerite-Bourgeoys	829 \$
27	763217	St-Gérard	4 225 \$
Montant total demandé			81 456 \$

Montant maximal prévu **81 456 \$**

Montant versé **81 456 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : English-Montréal**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	887001	Bancroft	9 190 \$
2	887003	Cedarcrest	9 132 \$
3	887004	Dalkeith	11 635 \$
4	887005	Dante	16 902 \$
5	887006	Dunrae Gardens	16 174 \$
6	887007	East Hill	18 735 \$
7	887008	Edinburgh	13 526 \$
8	887009	Edward Murphy	12 973 \$
9	887010	Elizabeth Ballantyne	13 061 \$
10	887012	Pierre Elliot Trudeau	13 876 \$
11	887014	Gardenvue	24 875 \$
12	887015	Gerald McShane	15 563 \$
13	887016	Hampstead	9 918 \$
14	887017	Holy Cross	10 325 \$
15	887018	Honoré Mercier	19 928 \$
16	887019	John Caboto	11 577 \$
17	887021	Leonardo Da Vinci	18 590 \$
18	887023	Merton	10 907 \$
19	887024	Michelangelo	17 600 \$
20	887026	Nesbitt	16 349 \$
21	887027	Our Lady of Pompei	12 944 \$
22	887028	Parkdale	13 759 \$
23	887029	Pierre de Coubertin	21 674 \$
24	887030	Roslyn	17 688 \$
25	887031	St. Brendan	9 743 \$
26	887037	St. John Bosco	10 645 \$
27	887039	St. Monica	10 704 \$
28	887043	Willingdon	17 804 \$
29	887044	St. Raphael	6 222 \$
30	887046	Royal Vale	14 021 \$
31	887047	F.A.C.E.	10 151 \$
32	887048	General Vanier	12 508 \$
33	887000	Projet Commission scolaire	12 022 \$
Montant total demandé			460 721 \$

Montant maximal prévu **460 773 \$**Montant versé **460 721 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Lester-B.-Pearson**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	888002	Allion	10 320 \$
2	888003	Beacon Hill	11 847 \$
3	888004	Beechwood	11 070 \$
4	888005	Bishop Whelan	10 892 \$
5	888009	Children's World	15 623 \$
6	888010	Christmas Park	14 792 \$
7	888012	Dorset	11 311 \$
8	888013	Edgewater	13 346 \$
9	888014	Evergreen	13 506 \$
10	888015	Forest Hill Jr.	9 570 \$
11	888016	Greendale	11 392 \$
12	888017	Purcell	15 971 \$
13	888021	Meadowbrook	10 454 \$
14	888022	Mount Pleasant	12 293 \$
15	888024	Riverview	10 936 \$
16	888027	Saint Anthony	13 186 \$
17	888029	Saint Charles	12 221 \$
18	888030	Saint Edmund	10 856 \$
19	888031	Saint John Fisher Sr.	14 846 \$
20	888032	Soulanges	4 241 \$
21	888033	Saint Paul	12 516 \$
22	888037	Terry Fox	12 382 \$
23	888038	Thorndale	11 900 \$
24	888040	Westpark	18 622 \$
25	888041	Wilder Penfield	14 792 \$
26	888044	Saint Patrick	12 159 \$
27	888045	Pierre Elliott Trudeau	13 721 \$
28	888046	Margaret Manson	12 811 \$
29	888047	Verdun	9 704 \$
30	888048	Forest Hill Sr.	13 239 \$
31	888080	Clearpoint	12 570 \$
32	888081	Dorval	12 757 \$
33	888082	Saint Lawrence Jr.	10 195 \$
34	888083	Saint Lawrence Sr.	16 640 \$
35	888084	Sunshine	13 507 \$
36	888085	Springdale	13 614 \$
37	888086	Saint John Fisher Jr.	8 392 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Lester-B.-Pearson

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
38	888087	Sherwood Forest	14 417 \$
39	888088	Jubilee	10 882 \$
40	888089	Orchard	9 991 \$
Montant total demandé			493 485 \$

Montant maximal prévu **493 486 \$**

Montant versé **493 485 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Draveurs**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	771075	Carle	13 909 \$
2	771066	de l'Envolée	17 083 \$
3	771070	de l'Odyssée	19 031 \$
4	771064	de la Colline	6 189 \$
5	771080	de la Montée	10 266 \$
6	771086	de la Rose-des-Vents	12 935 \$
7	771054	de Touraine	15 244 \$
8	771079	des Belles-Rives	13 007 \$
9	771068	des Cépages	16 903 \$
10	771073	des Trois-Saisons	7 127 \$
11	771072	du Bois-Joli	14 270 \$
12	771053	du Nouveau-Monde	15 857 \$
13	771067	du Vallon	14 811 \$
14	771077	l'Équipage	17 733 \$
15	771059	l'Oiseau Bleu	15 821 \$
16	771051	la Source	10 446 \$
18	771065	le Petit Prince	17 119 \$
19	771056	le Tremplin	9 147 \$
20	771050	Massé	14 125 \$
21	771022	Nicolas-Gatineau	2 510 \$
22	771015	Ste-Élisabeth	10 049 \$
Montant total demandé			273 582 \$

Montant maximal prévu **330 118 \$**Montant versé **273 582 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Draveurs (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	771083	la Sablonnière	17 406 \$
2	771043	de l'Escalade	18 779 \$
3	771051	de la Traversée	13 584 \$
4	771082	Raymond	6 767 \$
Montant total demandé			56 536 \$

Montant maximal prévu 56 536 \$

Montant versé 56 536 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : des Portages-de-l'Outaouais**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	772001	Eüclide-Lanthier	13 272 \$
2	772002	Côte-du-Nord	13 814 \$
3	772003	des Rapides-Deschênes	26 064 \$
4	772004	du Mont-Bleu	13 976 \$
5	772005	Jean-de-Brébeuf	10 452 \$
6	772006	du Village	17 091 \$
7	772007	Lac-des-Fées	12 540 \$
8	772008	du Plateau	17 230 \$
9	772012	du Grand-Boisé	12 865 \$
10	772013	Saint-Paul	12 350 \$
11	772014	des Trois-Portages	12 784 \$
12	772015	Parc-de-la-Montagne	11 428 \$
13	772016	St-Jean-Bosco	11 537 \$
14	772017	Notre-Dame	9 422 \$
15	771018	du Dôme	13 028 \$
16	772019	Saint-Rédempteur	10 642 \$
18	772027	de la Vallée-des-Voyageurs	11 127 \$
Montant total demandé			229 622 \$

Montant maximal prévu **271 774 \$**Montant versé **229 622 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Portages-de-l'Outaouais (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	772011	du Vieux-Verger	14 474 \$
2	772028	des Deux-Ruisseaux	14 871 \$
3	772020	au Cœur-des-Collines	12 807 \$
Montant total demandé			42 152 \$

Montant maximal prévu 42 152 \$

Montant versé 42 152 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : au Cœur-des-Vallées**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	773001	Adrien-Guillaume	5 994 \$
2	773002	St-Cœur-de-Marie	6 576 \$
3	773004	Providence/J.M.Robert	11 285 \$
4	773006	Centrale	4 637 \$
5	773007	St-Michel (M)	6 964 \$
6	773009	St-Pie X	7 019 \$
7	773016	Sacré-Cœur	6 161 \$
8	773018	Maria-Goretti	9 762 \$
9	773019	St-Jean-de-Brébeuf	9 845 \$
10	773021	du Sacré-Cœur	13 557 \$
11	773022	aux Quatre-Vents	12 449 \$
12	773023	du Ruisseau	10 897 \$
13	773026	Mgr Charbonneau	7 435 \$
14	773027	St-Michel (G)	10 731 \$
15	773028	St-Laurent	14 443 \$
16	773029	du Boisé	11 562 \$
17	773033	de la Montagne	7 019 \$
Montant total demandé			156 336 \$

Montant maximal prévu **156 351 \$**Montant versé **156 336 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	774002	Primaire-Pontiac	18 352 \$
2	774003	Cœur-de-la-Gatineau	13 540 \$
3	774004	Le Rucher	22 441 \$
Montant total demandé			54 333 \$

Montant maximal prévu

58 333 \$

Montant versé

54 333 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Western Québec**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	886005	Dr. Wilbert Keon	5 850 \$
2	886007	St-John's Elementary School	6 500 \$
3	886008	Namur Intermediate School	7 178 \$
4	886009	Noranda School	6 480 \$
5	886011	Buckingham Elementary School	7 000 \$
6	886013	Pierre Elliott Trudeau Elementary School	18 500 \$
7	886015	Chelsea Elementary School	10 000 \$
8	886016	Greater Gatineau Elementary School	15 000 \$
9	886018	Wakefield Elementary School	10 925 \$
10	886021	Dr. S.E. McDowell Elementary School	9 052 \$
11	886022	Onslow Elementary School	6 000 \$
12	886023	Eardley Elementary School	19 007 \$
13	886030	Maniwaki Woodland	7 000 \$
14	886032	Poltimore Elementary School	6 000 \$
15	886033	Queen Elizabeth Elementary School	6 240 \$
16	886034	Lord Aylmer School	20 900 \$
17	886025	CS Western Québec/LEARN	3 562 \$
Montant total demandé			165 194 \$

Montant maximal prévu **165 210 \$****Montant versé** **165 194 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Lac-Témiscamingue

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	781048	Laverlochère	7 796 \$
2	781038	Belleterre	5 883 \$
3	781060	Gilbert-Théberge	8 932 \$
4	781044	Marie-Assomption	7 103 \$
5	781807	St-Viateur	5 052 \$
6	781043	Guérin	5 856 \$
7	781053	St-Joseph	5 385 \$
8	781058	St-Gabriel	10 816 \$
9	781036	Béarn	7 048 \$
Montant total demandé			63 871 \$

Montant maximal prévu **63 871 \$**

Montant versé **63 871 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Rouyn-Noranda

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	782001	Bellecombe	3 020 \$
2	782002	Immaculée-Conception	20 000 \$
3	782003	Clérick-Montbrun-Destor	7 086 \$
4	782004	Notre-Dame-de-Grâce	12 600 \$
5	782007	Notre-Dame-de-Protection	8 840 \$
6	782008	D'Alembert	4 823 \$
7	782009	Sacré-Cœur	2 594 \$
8	782010	Cloutier	2 144 \$
9		Montbeillard	2 144 \$
10		Rollet	2 144 \$
11	782012	St-Bernard et Notre-Dame-de-l'Assomption (Évain)	12 600 \$
12	782014	Granada	15 000 \$
13	782015	Le Prélude	14 900 \$
14	782020	Des Kekeko	2 144 \$
Montant total demandé			110 039 \$

Montant maximal prévu **124 986 \$**

Montant versé 110 039 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Harricana**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	783002	Sacré-Cœur d'Amos	5 145 \$
2	783003	Saint-Paul - Preissac	4 494 \$
3		Sainte-Gertrude	4 606 \$
4	783007	Morency, Villemontel	4 415 \$
5		Launay	4 270 \$
6	783008	Saint-Joseph - Amos	5 359 \$
7	783009	Saint-Thomas d'Aquin	4 539 \$
8	783010	Des Coteaux	4 371 \$
9	783011	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur - Barraute	5 493 \$
10	783012	Sainte-Thérèse - Amos	6 953 \$
11	783015	Youville	4 629 \$
12		Christ-Roi	4 977 \$
13	783016	La Corne	4 719 \$
14		Saint-Marc	4 337 \$
15	783017	Saint-Félix	4 472 \$
16		Sant-Dominique	4 494 \$
17	783018	Saint-Viateur	6 785 \$
18	783019	Tétreault - La Motte	4 382 \$
19		Saint-Mathieu	4 281 \$
20	783020	Notre-Dame-de-Fatima - Landrienne	5 257 \$
Montant total demandé			97 978 \$

Montant maximal prévu **97 990 \$****Montant versé** **97 978 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : Or-et-des-Bois**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	784016	Saint-Philippe	7 628 \$
2	784003	Charles-René-Lalande	5 357 \$
3	784005	Louis-Querbes	5 136 \$
4	784008	Notre-Dame-du-Rosaire	10 010 \$
5	784009	Notre-Dame-de-l'Assomption	5 579 \$
6	784001	Saint-Sauveur	9 705 \$
7	784002	Papillon-d'Or	5 828 \$
8	784006	Notre-Dame-de-Fatima	14 912 \$
9	784007 784004	Chanoine-Delisle et Saint-Paul	12 863 \$
10	784011	Saint-Joseph	11 866 \$
11	784013	Sainte-Marie	9 761 \$
12	784014	Saint-Isidore	9 041 \$
13	784015	Saint-Martin	11 367 \$
14	784012	Sainte-Lucie	10 758 \$
Montant total demandé			129 811 \$

Ajustement - Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or 26 478 \$

Montant maximal prévu 129 834 \$

Montant versé 156 289 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Lac-Abitibi

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	785001	Dagenais (2 pavillons)	7 878 \$
2	785002	Quatre-Cantons (3 pavillons)	8 876 \$
3	785004	Royal-Roussillon	7 518 \$
4	785005	Envol (2 pavillons)	18 769 \$
5	785006	Abana	5 883 \$
6	785007	Du Maillon	8 100 \$
7	785008	Bellefeuille (3 pavillons)	8 765 \$
Montant total demandé			65 789 \$

Montant maximal prévu 65 790 \$

Montant versé 65 789 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009

Commission scolaire : Baie-James

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	801018	Beauvalois	4 900 \$
2	801002	Bon-Pasteur	8 100 \$
3	801017	Boréale	5 000 \$
4	801012	Galinée	6 500 \$
5	801015	Jacques-Rousseau	4 000 \$
6	801001	Notre-Dame-du-Rosaire	5 400 \$
7	801005	St-Dominique-Savio	7 000 \$
8	801004	Vatican II	10 206 \$
Montant total demandé			51 106 \$

Ajustement - Centre indien Cri de Chibougamau 18 343 \$

Montant maximal prévu 59 733 \$

Montant versé 69 449 \$

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : du Littoral**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	689016	Mgr Scheffer	6 300 \$
2	689016	Mgr Scheffer	1 700 \$
3	689017	Saint-Joseph	3 250 \$
4	689104	Marie-Sarah	8 000 \$
5	689018	Gabriel-Dionne	2 950 \$
6	689012	St-Augustine	5 400 \$
7	689013	St-Lawrence	1 560 \$
8	689008	Mecatina	9 150 \$
9	689019	Netagamiou	2 700 \$
10	689007	Harrington	4 300 \$
11	689009	Kegaska	2 700 \$
12	689010	Mountain Ridge	8 000 \$
13	689015	St-Theresa	5 250 \$
Montant total demandé			61 260 \$

Montant maximal prévu **57 641 \$**Montant versé **57 641 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de l'Estuaire**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	791039	Marie-immaculée	8 198 \$
2	791041	NDSC	7 988 \$
3	791037	St-joseph	4 430 \$
4	791035	Bois-du-Nord	11 756 \$
5	791011	Richard	6 837 \$
6	791015	Ste-marie	5 843 \$
7	791068	St-Luc	10 814 \$
8	791006	St-Cœur-de-Marie	3 122 \$
9	791008	Notre-Dame-du-bon-conseil	4 273 \$
10	791002	Mgr Bouchard	3 174 \$
11	791019	Bosivert	12 750 \$
12	791016	Mgr Labrie	1 762 \$
13	791036	Dominique Savio	2 704 \$
14	791027	Mgr Bélanger	8 878 \$
15	791032	Père Duclos	2 023 \$
16	791078	La Marée	7 884 \$
17	791080	Les Dunes	6 471 \$
18	791026	Trudel	9 139 \$
19	791028	St-Cœur-de-Marie	11 808 \$
20	791018	St-Joseph Baie-Trinité	2 442 \$
21	791020	Leventoux	19 604 \$
Montant total demandé			151 900 \$

Montant maximal prévu 151 905 \$

Montant versé **151 900 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : du Fer**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	792001	Des Découvertes	9 179 \$
2	792015	Mère d'Youville (regroupement 4 écoles)	29 237 \$
3	792018	St-Alexandre	
4	792019	Notre-Dame	
5	792020	Dominique-Savio	
6	792026	Maisonneuve	11 754 \$
7	792030	Mgr Blanche	6 105 \$
8	792033	Jacques Cartier	12 363 \$
9	792034	Gamache	11 006 \$
10	792039	Marie-Immaculée	14 690 \$
11	792051	Camille-Marcoux	9 732 \$
12	792064	Bois-Joli	10 176 \$
Montant total demandé			114 242 \$

Montant maximal prévu **114 243 \$****Montant versé** **114 243 \$**

PROGRAMME : AIDE AUX DEVOIRS 2008-2009**Commission scolaire : de la Moyenne-Côte-Nord**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	793013	Louis-Garnier	2 200 \$
2	793009	Saint-François-d'Assise	800 \$
3	793009	Saint-François-d'Assise	3 500 \$
4	793005	Leventoux	7 000 \$
5	793010	Lestrat et Saint-François-Régis	7 800 \$
6	793016	Notre-Dame-de-Grâce	2 300 \$
7	793002	Notre-Dame-de-Grâce	4 400 \$
Montant total demandé			28 000 \$

Montant maximal prévu **28 145 \$**Montant versé **28 000 \$**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme «Une école en forme» pour l'année scolaire 2008-2009, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Écoles en forme et en santé » vise à donner aux jeunes de saines habitudes de vie, dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation. Les écoles accueillant des élèves du 3^e cycle du primaire ou du 1^{er} cycle du secondaire sont visées.
- Pour l'année scolaire 2008-2009, l'allocation était de 5 M\$.
- L'annexe 1 présente, par commission scolaire, le nombre de projets soumis par des écoles à leur commission scolaire, la somme totale demandée, la somme maximale prévue et la somme totale versée.
- Les sommes demandées par école et par commission scolaire, et les sommes prévues et versées, sont présentées à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, près de 4,98 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

QP-9 DOCUMENTS D'APPOINT

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Monts-et-Marées

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	711002	Lac-au-Saumon	1 332 \$
2	711007	St-Vianney-St-Tharcisius	1 113 \$
3	711009	Victor-Côté	1 393 \$
4	711012	Caron	1 612 \$
5	711014	St-Léon	1 192 \$
6	711015	Sr Rachel Fournier	1 061 \$
7	711016	St-Damase-La Volière	1 192 \$
8	711019	Bon-Pasteur	1 393 \$
9	711021	Polyvalente A-St-Onge	4 282 \$
10	711022	Polyvalente Forimont	1 630 \$
11	711027	St-Victor	1 271 \$
12	711028	St-Rosaire-St-Raphaël	1 551 \$
13	711029	Assomption	1 271 \$
14	711030	Ste-Marie	1 446 \$
15	711032	Noël-Fortin	1 113 \$
16	711033	Émile-Dubé-Albert-Morin	1 262 \$
17	711036	Mgr Belzile	1 639 \$
18	711037	Zénon-Soucy	1 822 \$
19	711038	Val-Brillant-Ste-Irène	1 332 \$
20	711039	Polyvalente Sayabec	1 814 \$
21	711040	Ste-Ursule	1 787 \$
22	711042	Le Marinier-Mgr Ross	1 341 \$
23	711046	Ste-Félicité	1 393 \$
24	711053	St-Léandre	1 052 \$
25	711057	Val-Joubert, Ste-Paule	1 113 \$
26	711059	Polyvalente Matane	1 411 \$
27	711062	Marie-Guyart	3 608 \$
28	711081	St-René	1 350 \$
Montant total demandé			43 776 \$

Montant maximal prévu 43 791 \$

Montant versé **43 776 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Phares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	712B060-712B045	L'écho-des-Montagnes, Lavoie	2 403 \$
2	712B039	De l'Estran	1 527 \$
3	712B025	Élisabeth-Turgeon	2 123 \$
4	712B064	Boijoli	1 406 \$
5	712B011	La Colombe	880 \$
6	712B049	Des Bois-et-Marées	1 259 \$
7	712B063	Lévesque	948 \$
8	712B031	L'Aquarelle	1 466 \$
9	712B062	Des Sources	1 302 \$
10	712B055	Sainte-Luce	1 363 \$
11	712B074	La Rose-des-Vents	1 692 \$
12	712B023-712B024	Des Beaux-Séjours: D'Amours, Sainte-Odile	1 735 \$
13	712B009-712B010	Les Azilés: Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Joseph	1 241 \$
14	712B 014	De la Rivière	966 \$
15	712B013-712B011	Clair-Soleil, Arc-en-Ciel	1 674 \$
16	712B003	La Source secondaire et Hauts-Plateaux (primaire 3e cycle)	3 149 \$
17	712B007	Norjoli	1 562 \$
18	712B018	L'Envol	836 \$
19	712B061-712B047	Du Havre/Mont Saint-Louis, Saint-Rosaire	2 662 \$
20	712B028	Langevin	5 232 \$
21	712B038	Saint-Jean	4 204 \$
22	712B067	Paul-Hubert	1 614 \$
23	712B065	Le Mistral	3 962 \$
24	712B044	Des Merisiers	1 856 \$
25	712B034-712B040	Grand-Pavois: Sainte-Agnès, Saint-Yves	2 628 \$
26	712B015-712B016-712B017	Les Cheminots: Saint-Rémi, Aux Quatre-Vents, Du Sommet	2 779 \$
27	712B042-712B041	Du Rocher, D'Auteuil	1 692 \$
Montant total demandé			54 160 \$

Montant maximal prévu **54 160 \$**

Montant versé 54 160 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Fleuves-et-des-Lacs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	713100	Georges-Gauvin, Les Moussaillons, Des Parchemins	1 446 \$
2	713002	Gérard-Collin	1 569 \$
3	713004	JALL	1 315 \$
4	713132	Secondaire du Transcontinental	2 050 \$
5	713108	L'Étincelle, La Source, Maria-Goretti	1 385 \$
6	713127	Secondaire L'Arc-en-ciel	2 103 \$
7	713001	Litalien, L'Oiseau-Chanteur, De la Joie	1 884 \$
8	713022	Notre-Dame-de-Grâces, St-Marc, St-Joseph, Verts-Sommets, Marie-Reine-des-Cœurs, St-David	1 779 \$
9	713006	Desbiens	1 551 \$
10	713009	Ste-Marie	1 954 \$
11	713007	St-Cyprien, St-Clément, Ste-Rita	1 359 \$
12	713010	Beaucourt-St-Eusèbe	1 280 \$
13	713037	Notre-Dame	1 376 \$
14	713013	École secondaire Vallée-des-Lacs	1 551 \$
15	713020	École secondaire de Dégelis	2 313 \$
16	713005	École L'Envol, École Rayons de Soleil	1 096 \$
17	713121	École secondaire de Cabano	2 698 \$
Montant total demandé			28 707 \$

Montant maximal prévu **28 914 \$**

Montant versé 28 707 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Kamouraska-Rivière-du-Loup

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	714011	Mgr-Boucher, St-Louis, St-Bruno	1 770 \$
2	714007	Notre-Dame-du-Portage et les Pèlerins	1 376 \$
3	714004	Roy, Joli	2 015 \$
4	714006	La Croisée	1 927 \$
5	714012	Saint-Philippe, Notre-Dame, J.C.-Chapais	1 472 \$
6	714001	Moissons d'Arts La Chanterelle	1 463 \$
7	714005	Saint-François-Xavier	1 700 \$
8	714010	Hudon-Ferland, Sainte-Hélène, Saint-Louis (Saint-Joseph)	1 787 \$
9	714015	De la Marée-Montante, de l'Orée-des-Bois, de l'Étoile-filante	1 446 \$
10	714016	Des Vents-et-Marées, De la Pruchière, De L'Amitié	1 437 \$
11	714002	Vents-et-Marées, Desbiens, St-Modeste	1 691 \$
12	714008	Lanouette	1 796 \$
13	714014	Sacré-Cœur	2 172 \$
14	714003	Des Vieux-Moulins, Notre-Dame-du-Sourire, Riou	1 674 \$
15	714021	Secondaire de Rivière-du-Loup	5 937 \$
16	714022	Secondaire Chanoine-Beaudet	2 313 \$
17	714023	Polyvalente La Pocatière	2 925 \$
Montant total demandé			34 901 \$

Montant maximal prévu **34 910 \$**

Montant versé **34 901 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Îles

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	811008	Stella-Maris	1 534 \$
2	811002	Polyvalente des Îles	3 590 \$
3	811006	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	1 105 \$
4	811009	Iris de Bassin	1 245 \$
5	811003	Centrale de Havre-aux-Maisons	1 438 \$
Montant total demandé			8 912 \$

Montant maximal prévu **10 832 \$**

Montant versé **8 912 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Îles (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	811001	École Saint-Pierre	1 920 \$
Montant total demandé			1 920 \$
Montant maximal prévu			1 920 \$
Montant versé			1 920 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Chic-Chocs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	812001	de l'Escabelle Saint-Norbert	1 875 \$
2	812006	Gabriel-Le Courtois	3 564 \$
3	812009	des Bois-et-Marées	1 288 \$
4	812013	Notre-Dame-des-Neiges	1 078 \$
5	812015	Saint-Maxime	1 507 \$
6	812017	Saint-Antoine	1 105 \$
7	812021	des Prospecteurs	1 297 \$
8	812025	du P'tit-Bonheur Esdras-Minville	1 708 \$
9	812027	Notre-Dame	1 096 \$
10	812029	Saint-Paul	1 227 \$
11	812031	aux Quatre-Vents	1 420 \$
12	812034	Antoine-Roy	2 032 \$
13	813036	St-Joseph-Alban	1 070 \$
14	812038	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 314 \$
15	812040	C.-E.-Pouliot	2 785 \$
16	812041	Saint-Rosaire	2 190 \$
17	812044	Notre-Dame-de-Liesse	1 157 \$
Montant total demandé			27 713 \$

Montant maximal prévu **27 714 \$**

Montant versé **27 713 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : René-Lévesque

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	813002 813004	Saint-Michel de Percé - Sainte-Marie de Cap d'Espoir	1 460 \$
2	813003	Assomption-Vai-D'Espoir	1 070 \$
3	813005	Bon Pasteur de Sainte-Thérèse	1 114 \$
4	813008	Bon-Pasteur de Grande-Rivière	1 656 \$
5	813012	Saint-Joseph - Chandler	1 600 \$
6	813018	Saint-Bernard de Gascons	1 158 \$
7	813019	Le Phare de Port-Daniel	1 201 \$
8	813021	La Source de Paspébiac	1 709 \$
9	813023	La Relève de Saint-Elzéar	1 114 \$
10	813026	François-Thibault de Bonaventure	1 473 \$
11	813029	Des Découvertes de Saint-Siméon	1 000 \$
12	813031	Aux Mille-Ressources de Saint-Alphonse	1 000 \$
13	813030	Cap Beau-Soleil de Caplan	1 000 \$
14	813032	Le Bois-Vivant de New-Richmond	2 514 \$
15	813034	Saint-Donat de Maria	1 252 \$
16	813035	Bourg de Carleton	1 508 \$
17	813037	Des Audomarois de Saint-Omer	1 123 \$
18	813040	École centrale de Nouvelle	1 263 \$
19	813041	Père-Pacifique de Pointe-à-la-Croix	1 306 \$
20	813042	Des Deux-Rivières de Matapédia	658 \$
21	813043	École du Plateau de St-Alexis	700 \$
22	813045	École du Plateau de St-François	700 \$
23	813007	École du Littoral de Grande-Rivière	2 514 \$
24	813012	Mgr Sévigny de Chandler	2 733 \$
25	813019	École polyv. De Paspébiac	1 746 \$
26	813024	École aux Quatre-Vents de Bonaventure	2 724 \$
27	813036	École Antoine-Bernard de Carleton	2 881 \$
28	813033	École des Deux-Rivières de Matapédia	1 419 \$
Montant total demandé			41 596 \$

Montant maximal prévu **47 411 \$**

Montant versé **41 596 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : René-Lévesque (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1		Projet-pilote de la Commission scolaire	3 289 \$
2	813011	Saint-Paul - Pabos	1 298 \$
3	813013	Sacré-Cœur - Newport	1 228 \$
Montant total demandé			5 815 \$

Montant maximal prévu 5 815 \$

Montant versé 5 815 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Eastern Shores

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	882015	Gaspé Elementary School	1 200 \$
2	882005	Riverview School	1 100 \$
3	882014	Entry Island School	1 000 \$
4	882007	Fermont School	1 000 \$
5	882006	Gaspé Polyvalent	1 300 \$
6	882016	Escuminac School	1 200 \$
7	882002	New Carlisle High School	1 493 \$
8	882016	Baie-Comeau High School	1 200 \$
9	882000	Flemming Elementary School	1 200 \$
10	882112	Queen Elizabeth High School	1 300 \$
11	882004	Shigawake-Port-Daniel School	1 100 \$
12	882001	Belle Anse Elementary	1 100 \$
13	882011	New Richmond High School	1 200 \$
14	882008	Grosse Isle School	1 200 \$
15	882017	St-Patrick's School	1 000 \$
16	882009	Evergreen High	1 000 \$
17	882003	Metis Beach School	1 100 \$
Montant total demandé			19 693 \$

Montant maximal prévu 19 694 \$

Montant versé **19 693 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Pays-des-Bleuets

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	721049	Des Deux-Lacs	1 341 \$
2	721053	Sainte-Hedwidge	1 113 \$
3	721058	Benoît-Duhamel	1 857 \$
4	721055	Notre-Dame	1 814 \$
5	721060/721075	Jolivent/L'arbrisseau	1 420 \$
6	721065	Cité Étudiante	4 168 \$
7	721013	Maria-Goretti	1 245 \$
8	721014	Carrefour étudiant	1 367 \$
9	721016	Hébert	1 752 \$
10	721021	Mgr Bluteau	1 752 \$
11	721026	Jeanne-Mance	1 735 \$
12	721066	Polyvalente des Quatre-Vents	4 133 \$
13	721027	Sainte-Marie	1 542 \$
14	721029	Jean XXIII	1 183 \$
15	721033	Sainte-Lucie	1 472 \$
16	721035	Notre-Dame-de-Lourdes	1 262 \$
17	721064	Polyvalente de Normandin	2 768 \$
18	721001/721003	Sacré-Cœur/Sainte-thérèse	2 286 \$
19	721037	Bon-Pasteur	1 245 \$
20	721040/721006	Notre-Dame-des-Anges/Saint-Louis-de-Gonzague	2 383 \$
21	721048	Les Prés Verts	1 236 \$
22	721042/721070	Hélène-Laliberté/Secondaire des Chutes	6 178 \$
Montant total demandé			45 252 \$

Montant maximal prévu **45 252 \$**

Montant versé **45 252 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Lac-Saint-Jean

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	722101	Albert-Naud	1 499 \$
2	722103	Arc-en-Ciel	1 324 \$
3	722106	Saint-Julien	1 403 \$
4	722107	Saint-Joseph A	2 339 \$
5	722109	Saint-Pierre	2 304 \$
6	722111	Saint-Sacrement	1 639 \$
7	722113	Notre-Dame	1 578 \$
8	722202	Maria	1 726 \$
9	722203	Bon-Pasteur	1 201 \$
10	722204	Saint-Léon	1 271 \$
11	722206	Notre-Dame-de-Lorette	1 455 \$
12	722207	Sainte-Thérèse	1 000 \$
13	722208	Notre-Dame-du-Rosaire	1 070 \$
14	722210	Garnier	1 508 \$
15	722240	Jean XXIII	1 149 \$
16	722241	Saint-Antoine	1 403 \$
17	722242	Saint-Joseph	1 455 \$
18	722243	Saint-Gérard	1 184 \$
19	722245	Bon Conseil	1 166 \$
20	722248	Mgr Victor	1 543 \$
21	722249	Saint-Bruno	1 464 \$
22	722002	École secondaire Camille-Lavoie	2 873 \$
23	722003	Pavillon Wilbrod-Dufour	4 579 \$
24	722004	Curé-Hébert	2 995 \$
25	722009	Jean-Gauthier	3 188 \$
Montant total demandé			44 316 \$

Montant maximal prévu 44 317 \$

Montant versé **44 316 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Des Rives-du-Saguenay

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	723117	André-Gagnon	1 504 \$
2	723108	Antoine-De-Saint-Exupéry	1 915 \$
3	723145	Charles-Gravel	7 603 \$
4	723105	De La Pulperie	2 633 \$
5	723179	Des Jolis-Prés	2 135 \$
6	723119	Des Quatre-Vents	1 592 \$
7	723137	Du Vallon	1 163 \$
8	723116	Félix-Antoine-Savard	1 793 \$
9	723172	Fréchette	1 740 \$
10	723152	La Carrière	1 408 \$
11	723150	La Source	2 029 \$
12	723129	Le Roseau	1 539 \$
13	723110	L'Horizon	1 487 \$
14	723141	Marie-Médiatrice	1 163 \$
15	723132	Médéric-Gravel	1 697 \$
16	723131	Mont-Valin	1 285 \$
17	723127	Notre-Dame-du-Rosaire	1 741 \$
18	723178	Odyssée/Lafontaine	8 224 \$
19	723173	Polyvalente de La Baie	5 940 \$
20	723101	Sainte-Claire	1 933 \$
21	723113	Saint-Antoine	1 759 \$
22	723144	Saint-David	1 355 \$
23	723122	Saint-Denis	1 959 \$
24	723114	Sainte-Bernadette	1 425 \$
25	723134	Sainte-Rose	1 058 \$
26	723148	Sainte-Thérèse	2 327 \$
27	723140	Saint-Félix	1 180 \$
28	723136	Saint-Gabriel	1 163 \$
29	723135	Saint-Joseph	2 178 \$
30	723025	Vanier	1 531 \$
Montant total demandé			66 459 \$

Montant maximal prévu **66 459 \$**

Montant versé **66 459 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : De La Jonquière

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	724021	Notre-Dame-de-l'Assomption	2 129 \$
2	724022	Notre-Dame-du-Sourire	1 595 \$
3	724024	Sainte-Bernadette	1 630 \$
4	724025	Sainte-Lucie	2 383 \$
5	724034	Bois-Joli	1 508 \$
6	724033	Sacré-Cœur	1 936 \$
7	724028/724030	Saint-Joseph/Collège Saint-Ambroise	1 665 \$
8	724036	Saint-Charles	1 223 \$
9	724035	Saint-Jean	1 175 \$
10	724031	Sainte-Cécile	1 674 \$
11	724048	Du Versant	1 228 \$
12	724040	Immaculée-Conception	2 146 \$
13	724041	Marguerite-Belley	1 849 \$
14	724046	Notre-Dame-du-Rosaire	1 735 \$
15	724047	Saint-Jean-Baptiste	1 438 \$
16	724043	Saint-Luc	1 438 \$
17	724044	Sainte-Marie	1 420 \$
18	724045	Trefflé-Gauthier	1 341 \$
19	724002	Polyvalente Arvida	5 200 \$
20	724014	Polyvalente Jonquière	5 288 \$
21	724003	Secondaire Kénogami	4 824 \$
22	724032	Bon Pasteur	2 295 \$
Montant total demandé			47 120 \$

Montant maximal prévu 47 298 \$

Montant versé **47 120 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Charlevoix

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	731001	Centre éducatif Saint-Aubin	3 039 \$
2	731002	Secondaire du Plateau	4 011 \$
3	731003	Félix-Antoine-Savard Marie-Victorin Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 742 \$
4	731004	Laure-Gaudreault Fernand-Saindon Beau-Soleil	1 849 \$
5	731005	Saint-Pierre (primaire) Saint-Pierre (secondaire) Léonce-Boivin Marie-Reine Notre-Dame-de-Lorette	1 788 \$
6	731006	Sir-Rodolphe-Forget Saint-François Dominique-Savio	2 217 \$
Montant total demandé			15 646 \$

Montant maximal prévu 15 646 \$

Montant versé **15 646 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Capitale

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	732002	Anne-Hébert	2 383 \$
2	732003	Chanoine-Côté	1 840 \$
3	732004	De Château d'Eau	1 875 \$
4	732005	De la Chanterelle	1 945 \$
5	732006	De la Chaumière	2 059 \$
6	732007	De la Source	1 306 \$
7	732008	De l'Accueil	3 756 \$
8	732009	De l'Apprenti-Sage	2 523 \$
9	732010	De l'Arc-en-Ciel	2 365 \$
10	732012	Dominique-Savio	1 481 \$
11	732013	Des Grands Saules	2 225 \$
12	732015	Du Buisson	1 454 \$
13	732016	Du Domaine/Jean XXIII	2 304 \$
14	732017	Du Joli-Bois	1 271 \$
15	732018	Du Val-Joli	2 216 \$
16	732001	Amédée-Boutin/Jules-Émond	2 453 \$
17	732025	Les Prés-Verts	2 094 \$
18	732026	Marguerite-Bourgeois	1 473 \$
19	732027	De l'Escabelle	1 989 \$
20	732028	De la Mosaïque	1 683 \$
21	732029	Notre-Dame de Fatima	1 280 \$
22	732030	Éduc. Intern. Notre-Dame des Neiges	2 264 \$
23	732031	Notre-Dame-du-Canada	1 691 \$
24	732033	Sacré-Cœur	1 289 \$
25	732035	Saint-Albert-le-Grand	1 455 \$
26	732038	Saint-Claude	1 604 \$
27	732039	Saint-Fidèle	1 455 \$
28	732041	Saint-Jean-Baptiste	1 525 \$
29	732043	Saint-Maio	1 569 \$
30	732045	Saint-Paul-Apôtre	1 385 \$
31	732047	Des Jeunes-du-Monde	2 050 \$
32	732048	Saint-Roch	2 111 \$
33	732049	Internationale de Saint-Sacrement	1 656 \$
34	732051	Sainte-Odile	1 499 \$
35	732052	À l'Orée-des-Bois	2 461 \$
36	732053	Des Quatre-Saisons	1 210 \$
37	732069	Alexander-Wolff	1 919 \$
38	732034	De la Grande-Hermine	1 674 \$
39	732157	Cardinal-Roy	3 923 \$
40	732159	Jean-de-Brébeuf	2 426 \$
41	732160	Joseph-François-Perrault	2 978 \$
42	732161	La Camaradière	5 875 \$
43	732162	De la Cité	4 168 \$
44	732164	De Neufchâtel	7 039 \$
45	732165	Roger-Comtois	8 018 \$
46	732166	Jacques-Cartier/Saint-Denys-Garneau	2 733 \$
47	732167	Vanier	2 575 \$
48	732168	De l'Odyssée	5 000 \$
Montant total demandé			115 522 \$

Montant maximal prévu 116 041 \$

Montant versé 115 522 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Découvreurs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	733007	Des Cœurs-Vaillants	2 269 \$
2	733115	Des Grandes-Marées	4 648 \$
3	733005	Des Hauts-Clochers	2 951 \$
4	733002	Des Pionniers	4 483 \$
5	733016/733049	Du Versant (Notre-Dame-de-Foy)	938 \$
6	733016/733055	Du Versant (Sainte-Geneviève)	1 130 \$
7	733010/733050	Fernand-Séguin	1 936 \$
8	733011	Filteau - Saint-Mathieu	2 505 \$
9	733024/733105	L'Arbrisseau	1 814 \$
10	733003	L'Étincelle - Trois-Saisons	2 295 \$
11	733022	Les Primevères - Jouvence	2 496 \$
12	733012/733007	Le Ruisselet	1 989 \$
13	733035/733851	L'Escale	500 \$
14	733023/733078	Madeleine-Bergeron	806 \$
15	733041	Marguerite-d'Youville	1 121 \$
16	733019	Saint-Louis-de-France - Saint-Yves	2 523 \$
17	733028	Saint-Michel et autisme	1 744 \$
18	733031	De Rochebelle	7 361 \$
19	733032/733084	Les Compagnons-de-Cartier	4 089 \$
20	733030/733002	Polyvalente de l'Ancienne-Lorette	5 209 \$
Montant total demandé			52 807 \$

Montant maximal prévu **52 828 \$**

Montant versé **52 807 \$**

Commission scolaire : des Premières-Seigneuries

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	734028/800	Sainte-Famille, I.O.	738 \$
2	734028/104	Saint-Pierre, I.O.	1 150 \$
3	734028/029	Saint-Laurent, I.O.	950 \$
4	734026	Beausoleil	1 849 \$
5	734027	Du Parc	1 700 \$
6	734030	Du Bois-Joli et du Bocage	1 884 \$
7	734031	Du Petit-Prince	1 508 \$
8	734032	De la Châtelaine	903 \$
9	734033	De la Place-de-l'Éveil	955 \$
10	734034	Des Beaux-Prés	1 314 \$
11	734034/035	De la Pionnière	693 \$
12	734036	Cap-des-Neiges I	780 \$
13	734036/037	Cap-des-Neiges II	736 \$
14	734002	Marie-Renouard	2 321 \$
15	734004	Saint-Édouard	2 400 \$
16	734006	Sainte-Chrétienne	1 919 \$
17	734015	Maria-Goretti	1 656 \$
18	734016	Du Rucher	1 508 \$
19	734018	Du Parc-Orléans	1 980 \$
20	734019	De l'Escale et du Plateau	1 901 \$
21	734021	La Fourmilière	1 875 \$
22	734058	Joseph-Paquin	1 925 \$
23	734056	De l'Envol	1 228 \$
24	734001	De la Primerose	2 068 \$
25	734003	Monseigneur-Robert	1 936 \$
26	734005	De Saint-Michel	2 164 \$
27	734007	Du Trivent	1 648 \$
28	734008	Optionnelle Yves-Prévost	1 710 \$
29	734009	De la Ribambelle	1 744 \$
30	734010	Du Sous-Bois	1 726 \$
31	734011	Des Cimes	1 578 \$
32	734012	De la Farandole	2 243 \$
33	734017	Du Bourg-Royal	2 000 \$
34	734020	Guillaume-Mathieu	2 321 \$
35	734025	Aux Quatre-Vents I et II	1 945 \$
36	734040	Du Cap-Soleil et des Loutres	2 208 \$
37	734041	Chabot et de l'Oasis	2 415 \$
38	734042	De l'Escalade I et II	1 796 \$
39	734043	Du Boisé I et II	1 805 \$
40	734044	Du Harfang-des-Neiges	2 033 \$
41	734047	De la Passerelle	2 208 \$
42	734048	Montagnac	2 540 \$
43	734049	Du Châtelet	1 735 \$
44	734050	Académie Sainte-Marie	6 618 \$
45	734051	Samuel-De Champlain	5 095 \$
46	734052	La Seigneurie	2 016 \$
47	734057	Polyvalente de Charlesbourg	7 283 \$
48	734060	De la Couvilloise	7 512 \$
49	734061	Du Mont-Sainte-Anne	5 277 \$
50	734065	Le Sommet	5 558 \$
51	734066	Saint-Pierre et des Sentiers	6 031 \$
Montant total demandé			119 086 \$

Montant maximal prévu 119 086 \$

Montant versé 119 086 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009Commission scolaire : **Central Québec**

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	881007	A.S. Johnson Memorial	1 306 \$
2	881003	Dollard des Ormeaux	700 \$
3	881011	Everest Elementary	1 264 \$
4	881004	Holland Elementary	1 400 \$
5	881017	La Tuque High School	1 696 \$
6	881021	MacLean Memorial School	1 500 \$
7	881014	Mauricie English Elementary	2 941 \$
8	881009	Portneuf Elementary School	500 \$
9	881002	Québec High School	5 901 \$
10	881010	St.Patrick Elementary School	1 824 \$
11	881005	St.Patrick's High School	5 000 \$
12	881001	St.Vincent School	1 482 \$
13	881006	Ste-Foy Elementary School	1 238 \$
14	881015	Three Rivers Academy	4 680 \$
15	881008	Valcartier Elementary	880 \$
Montant total demandé			32 312 \$

Montant maximal prévu **32 312 \$**Montant versé **32 312 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Portneuf (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	735101/107	Des Bourdons et Courval	846 \$
2	735103	Les Trois Sources	780 \$
3	735104	Bon Pasteur	688 \$
4	735204	Le Goéland	618 \$
5	735206	Ste-Marie	771 \$
6	735201	Le Phare	627 \$
7	735105/108	Les Sentiers et La Riveraine	772 \$
8	735214	Marie du Saint-Sacrement	583 \$
9	735215	St-Cœur de Marie	588 \$
10	735102	La Saumonière	885 \$
11	735202	Le Bateau blanc	671 \$
12	735203	St-Charles	562 \$
13	735205	La Morelle	570 \$
14	735213	Perce-Neige	1 388 \$
15	735010	Secondaire Donnacona	4 098 \$
16	735013	Secondaire Louis-Jobin	3 862 \$
17	735011	Alternative Le Relais	1 779 \$
18	735014	Secondaire St-Marc	2 768 \$
19	735211	St-Joseph	1 301 \$
20	735012	Secondaire St-Charles	2 663 \$
21		Toutes les écoles primaires	11 649 \$
Montant total demandé			38 469 \$

Montant maximal prévu 38 470 \$

Montant versé 38 469 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009.

Commission scolaire : de la Côte-du-Sud

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	821110	Provencher	1 511 \$
2	821113	Morissette	1 519 \$
3	821114	Aux Quatre-Vents	1 091 \$
4	821115	Des Méandres	1 073 \$
5	821120	De la Marelle	1 231 \$
6	821121	Du Phare	1 117 \$
7	821122	De la Ruche-De Lanaudière	1 108 \$
8	821123	Plein-Soleil	985 \$
9	821124	De la Source	1 274 \$
10	821125	De la Nouvelle-Cadie	1 423 \$
11	821126	De l'Étincelle	1 283 \$
12	821130	Belle-Vue	1 178 \$
13	821131	Des Échos-de-la-Forêt	1 003 \$
14	821132	Du Bon-Vent	959 \$
15	821135	Du Tremplin	1 029 \$
16	821136	De l'Éveil	933 \$
17	821138	Des Rayons-de-Soleil	1 161 \$
18	821140/040	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 073 \$
19	821140/041	De la Francoière	1 239 \$
20	821142	De Saint-Pierre	1 047 \$
21	821143	Saint-Thomas	1 161 \$
22	821144	Beaubien	1 572 \$
23	821145	Saint-Nicolas	1 187 \$
24	821146	Saint-Pie-X	1 388 \$
25	821148	Monseigneur-Sirois	1 388 \$
26	821150	Saint-François-Xavier	1 213 \$
27	821152	Saint-Jean	1 502 \$
28	821153/053	Aubert-De Gaspé	1 143 \$
29	821153/055	De Saint-Cyrille	933 \$
30	821156	Jeanne-De Chantal	1 213 \$
31	821160	De la Colline	1 108 \$
32	821162/062	Chanoine-Ferland	1 091 \$
33	821162/063	De Saint-Just	968 \$
34	821162/064	De Sainte-Lucie	933 \$
35	821160/065	De Sainte-Apolline	985 \$
36	821170/070	De Saint-Marcel	968 \$
37	821170/071	De Sainte-Félicité	898 \$
38	821170/073	De Saint-Adalbert	907 \$
39	821174	Saint-Joseph	1 388 \$
40	821175	De Sainte-Perpétue	1 336 \$
41	821216	Secondaire de Saint-Anselme	2 981 \$
42	821227	Secondaire de Saint-Charles	2 325 \$
43	821237	Secondaire de Saint-Damien	2 640 \$
44	821247	Secondaire Louis-Jacques-Casault	4 032 \$
45	821251	Secondaire Bon-Pasteur	2 369 \$
46	821261	Secondaire de Saint-Paul	1 852 \$
47	821277	Secondaire de la Rencontre	2 622 \$
Montant total demandé			65 340 \$

Montant maximal prévu 66 201 \$

Montant versé 65 340 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Appalaches

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	822012	Sainte-Luce	1 534 \$
2	822038	Aux-Quatre-Vents	1 131 \$
3	822032	De l'Arc-en-Ciel	1 210 \$
4	822036	Paul VI	1 499 \$
5	822011	Dominique-Savio	1 175 \$
6	822015	Notre-Dame	1 359 \$
7	822022	Saint-Noël	1 779 \$
8	822020	Du Tournesol	1 490 \$
9	822025	Saint-Gabriel	1 298 \$
10	822030	Du Perce-Neige	1 070 \$
11	822035	De la Passerelle	1 158 \$
12	822014	Sainte-Bernadette	1 280 \$
13	822010	Saint-Nom-de-Jésus	1 175 \$
14	822021	De l'Étincelle	1 411 \$
15	822024	Du Plein-Soleil	1 376 \$
16	822045	Polyvalente de Thetford Mines	5 436 \$
17	822042	Polyvalente de Black Lake (AIBL) Primaire (5e et 6e) Polyvalente de Black Lake	3 809 \$
18	822040	Polyvalente de Disraeli	2 838 \$
19	822017	Saint-Louis et Saint-Louis (CDM)	1 683 \$
Montant total demandé			33 711 \$

Montant maximal prévu **33 715 \$**

Montant versé **33 711 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Beauce-Etchemin

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	823004	Saints-Anges	1 191 \$
2	823005	De Léry-Monseigneur-De Laval	2 110 \$
3	823007	Le Tremplin	1 475 \$
4	823009	Sainte-Famille	1 245 \$
5	823012	D'Youville-Lambert	1 750 \$
6	823113	Arc-en-Ciel (Saint-Odilon)	1 291 \$
7	823014	L'Envolée	1 199 \$
8	823016	Le Cerf-Colant/Louis-Albert Vachon	1 123 \$
9	823017	Secondaire Veilleux	3 749 \$
10	823018	Polyvalente Saint-François	2 991 \$
11	823019	L'Enfant-Jésus	1 260 \$
12	823024	Mgr-Feuillaut	2 968 \$
13	823027	L'Arc-en-Ciel (Saint-Narcisse)	1 138 \$
14	823028	Notre-Dame (Saint-Elzéar)	1 314 \$
15	823030	Notre-Dame de Lac-Etchemin	1 605 \$
16	823031	Arc-en-Ciel (Saint-Camille)	1 153 \$
17	823032	Rayons-de-Soleil	1 092 \$
18	823034	Petite-Abeille	1 069 \$
19	823035	Primaire Sainte-Justine	1 490 \$
20	823039	Du Trait-d'Union	1 720 \$
21	823040	Du Petit-Chercheur	1 214 \$
22	823041	La Tourterelle	1 100 \$
23	823043	Des Sommets	1 283 \$
24	823044	Jouvence	1 146 \$
25	823045	Polyvalente des Abénakis	2 953 \$
26	823046	Polyvalente des Appalaches	2 095 \$
27	823047	Notre-Dame (Secondaire)	1 368 \$
28	823048	La Découverte	1 176 \$
29	823052	Barabé et Drouin	1 482 \$
30	823056	L'Étincelle	1 153 \$
31	823057	Accueil	1 245 \$
32	823060	L'Aquarelle (Saint-Bernard)	1 429 \$
33	823063	Mgr-Fortier	2 685 \$
34	823065	Aquarelle (Saint-Georges)	1 965 \$
35	823066	L'Astrale	1 138 \$
36	823069	La Source	1 161 \$
37	823070	Lacroix	2 348 \$
38	823072	Les Sittelles	2 473 \$
39	823074	Polyvalente Benoît-Vachon	6 146 \$
40	823077	Notre-Dame-de-la-Trinité	7 058 \$
41	823078	L'Éco-Pin	1 168 \$
42	823080	Kennebec	1 544 \$
43	823081	Grande-Coudée	1 498 \$
44	823084	Sainte-Thérèse	1 322 \$
45	823086	Des Bois-Francis	1 100 \$

46	823087	Bellarmin	1 130 \$
47	823089	Des Joyeux Compagnons/ Primaire Saint-Gédéon	2 132 \$
48	823093	Sainte-Martine	1 107 \$
49	823093	Secondaire de la Haute-Beauce	1 414 \$
50	823093	Roy-Saint-Louis	1 406 \$
51	823095	Polyvalente Bélanger	3 083 \$
52	823096	Harmonie	1 146 \$
53	82397	Curé-Beaudet	1 605 \$
54	823098	Notre-Dame-du-Rosaire	1 299 \$
Montant total demandé			96 505 \$

Montant maximal prévu **96 506 \$**

Montant versé **96 505 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Navigateurs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	824011	Moussaillons	2 459 \$
2	824020	Charles-Rodrigue	1 938 \$
3	824023	Desjardins	2 459 \$
4	824024	Du Ruisseau	796 \$
5	824026	Notre-Dame Lévis	1 172 \$
6	824027	Saint-Dominique	1 693 \$
7	824028	Saint-Joseph	926 \$
8	824029	Sainte-Marie	1 128 \$
9	824030	Belleau	1 490 \$
10	824040	Saint-Louis-de-France	3 313 \$
11	824050	De Taniata	2 155 \$
12	824052	Rose-des-Vents	1 736 \$
13	824054	Alizé	1 476 \$
14	824055	Mousserons	998 \$
15	824057	De la Nacelle	1 201 \$
16	824060	Du Bac	1 881 \$
17	824070	Grand-Voilier	1 403 \$
18	824074	Odyssée	1 866 \$
19	824077	La Martinière	2 691 \$
20	824080	Sainte-Hélène	1 721 \$
21	824097	La Ruche	2 835 \$
22	824100	Grand-Fleuve	3 154 \$
23	824111	Plein-Soleil	521 \$
24	824115	La Chanterelle	622 \$
25	824119	Clé-du-Boisé	2 532 \$
26	824120	Du Chêne et de la Falaise	868 \$
27	824130	De la Caravelle	1 215 \$
28	824140	La Source	1 143 \$
29	824150	La Mennais	897 \$
30	824160	De la Clé-d'Or	347 \$
31	824170	L'Amitié, Étienne-Chartier	911 \$
32	824180	Épervière	926 \$
33	824190	Quatre-Vents	1 476 \$
34	824210	Îlot des Appalaches	1 562 \$
35	824216	PALS primaire	2 083 \$
36	824224	PALS secondaire	2 835 \$
37	824217	Champagnat	5 627 \$
38	824217	Guillaume-Couture	5 642 \$
39	824230	L'Horizon	6 148 \$
40	824240	Envol	6 032 \$
41	824250	Aubier	8 029 \$
42	824260	Beaurivage	4 166 \$
43	824270	Pamphile-Lemay	4 340 \$
44	824280	Clé-du-Boisé (secondaire)	2 821 \$
Montant total demandé			101 233 \$

Montant maximal prévu 101 233 \$

Montant versé 101 233 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : du Chemin-du-Roy

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	741002	Saint-Gabriel	1 377 \$
2	741004	De la Solidarité	1 248 \$
3	741011	Madeleine-de-Verchères	1 218 \$
4	741015	Sainte-Marie	1 178 \$
5	741016	de la Source	1 486 \$
6	741019	Sainte-Bernadette	2 121 \$
7	741022	Saint-Eugène	1 496 \$
8	741027	Sacré-Cœur	2 546 \$
9	741029	Mgr-Comtois	1 575 \$
10	741030	Dollard	1 363 \$
11	741032	Notre-Dame-des-Prairies	1 500 \$
12	741034	de l'Envolée	1 436 \$
13	741035	Saint-Gabriel-Archange	1 268 \$
14	741042	Louis-de-France	2 298 \$
15	741054	Curé-Chamberland	1 406 \$
16	741058	Cardinal-Roy	1 486 \$
17	741060	Saint-Pie X	1 317 \$
18	741061	Jacques-Buteux	2 100 \$
19	741062	Sainte-Thérèse	1 297 \$
20	741064	Saint-Philippe	2 416 \$
21	741067	Saint-Sacrement	1 574 \$
22	741068	Saint-Paul	1 307 \$
23	741074	Saint-François d'Assise	1 644 \$
24	741078	Saint-Dominique	1 684 \$
25	741079	Notre-Dame-du-Rosaire	1 704 \$
26	741080	Marguerite-Bourgeois	3 882 \$
27	741082	Richelieu	1 991 \$
28	741086	Ami-Joie	1 832 \$
29	741092	primaire Louiseville	2 060 \$
30	741098	Belle-Vallée	2 010 \$
31	741122	Yamachiche-Saint-Léon	1 882 \$
32	741146	du Bois-Joli	2 000 \$
33	741147	de Pointe-du-Lac	2 814 \$
34	741154	les Terrasses	1 790 \$
35	741155	intégrée des Forges	2 496 \$
36	741021	Collège de l'Horizon	8 373 \$
37	741111	Chavigny	9 000 \$
38	741110	des Pionniers	6 000 \$
39	741112	le Tremplin	3 200 \$
40	741109	les Estacades	3 050 \$
41	741108	l'Escale	4 800 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de l'Énergie

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	742036	institutionnelle Saint-Georges (Dominique-Savio)	1 840 \$
2	742020	Saint-Georges	1 289 \$
3	742018	Saint-Paul	1 858 \$
4	742044	institutionnelle Marie-Médiatrice	1 543 \$
5	742047	Jacques-Buteux	1 726 \$
6	742031	institutionnelle Sainte-Flore	1 403 \$
7	742100	secondaire des Chutes	4 054 \$
8	742059	Notre-Dame de l'Assomption	1 131 \$
9	742067	institutionnelle La Providence et de la Vallée-de-Mékinac	1 726 \$
10	742015	Sainte-Marie	1 901 \$
11	742010	institutionnelle Villa-de-la-Jeunesse et Saint-Joseph	1 551 \$
12	742022	Saint-André	1 796 \$
13	742104	Centrale	1 551 \$
14	742097	secondaire Val-Mauricie	5 918 \$
15	742076	institutionnelle Saint-Charles-Garnier, Saint-Joseph	1 761 \$
16	742008	institutionnelle Notre-Dame-des-Neiges, Notre-Dame-de-la-Joie, des Vallons	1 543 \$
17	742083	Immaculée-Conception	1 560 \$
18	742106	secondaire du Rocher	3 826 \$
19	742093	Saint-Jacques	1 578 \$
20	742005	des Boisés	1 814 \$
21	742001	de la Tortue-des-Bois	1 184 \$
22	742101	Antoine-Hallé	1 648 \$
23	742039	institutionnelle Lac-à-la-Tortue	1 516 \$
24	742105	secondaire Paul-Le-Jeune	3 975 \$
25	742025	Notre-Dame	1 936 \$
26	742028	Laflèche	1 840 \$
Montant total demandé			53 468 \$

Montant maximal prévu 59 672 \$

Montant versé **53 468 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de l'Énergie (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	742064	institutionnelle La Croisière, Plein Soleil et Primadel	1 411 \$
2	742063	institutionnelle Masson, Le Sablon d'Or et de la Passerelle	1 613 \$
Montant total demandé			3 024 \$

Montant maximal prévu 6 204 \$

Montant versé 3 024 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Rivéraine

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	871027	Marie-Sophie	745 \$
2	871026	Rayons-de-Soleil	683 \$
3	871005	Arc-en-Ciel	1 288 \$
4	871007	Beauséjour	1 796 \$
5	871006	Curé-Brassard	2 522 \$
6	871018	de la Croisée	1 131 \$
7	871021	Despins	1 288 \$
8	871009	Explorami	693 \$
9	871022	Terre-des-Jeunes	735 \$
10	871023	Harfang-des-Neiges	1 647 \$
11	871016	Jean XXIII	1 481 \$
12	871014	La Jeunesse	1 192 \$
13	871028	La Source	1 393 \$
14	871031	Le Phare	1 148 \$
15	871025	L'Oasis	1 262 \$
16	871010	Marquis	1 358 \$
17	871003	Notre-Dame de l'Assomption	1 227 \$
18	871004	Paradis	1 367 \$
19	871011	Tournesol	1 533 \$
20	871001	Vincent-Lemire	1 752 \$
21	871012	secondaire Jean-Nicolet	4 369 \$
22	871013	secondaire La Découverte	3 958 \$
23	871019	secondaire Les Seigneuries	3 091 \$
Montant total demandé			37 659 \$

Montant maximal prévu **37 676 \$**

Montant versé **37 659 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Bois-Francis

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	872003	J.-P.-J.-Massicotte	1 863 \$
2	872005	Saint-David	1 948 \$
3	872006	Sainte-Famille	1 534 \$
4	872008	Saint-Gabriel	1 709 \$
5	872010	Saint-Paul	1 253 \$
6	872011	Cœur-Immaculé	1 330 \$
7	872013	Le manège	1 772 \$
8	872014	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	1 225 \$
9	872017	Monseigneur-Grenier	1 695 \$
10	872018	Monseigneur-Milot	1 344 \$
11	872019	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 470 \$
12	872021	Notre-Dame-des-Bois-Francis	1 653 \$
13	872022	Pie-X	1 597 \$
14	872010	Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours	1 204 \$
15	872025	comm. L'Eau Vive	1 323 \$
16	872026	Centrale	1 098 \$
17	872028	Sacré-Cœur	2 243 \$
18	872029	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 548 \$
19	872033	De la Croisée	1 183 \$
20	872035	Notre-Dame	1 154 \$
21	872052	Sainte-Thérèse	1 140 \$
22	872041	Notre-Dame	1 323 \$
23	872042	Sainte-Julie	1 190 \$
24	872041	Jean-Rivard	1 133 \$
25	872044	Bon Pasteur	1 239 \$
26	872045	Jean XXIII	1 105 \$
27	872046	Sainte-Famille	1 168 \$
28	872045	Marie-Immaculée	1 147 \$
29	872048	Saint-Édouard	1 639 \$
30	872052	Notre-Dame	1 239 \$
31	872045	Saint-Cœur-de-Marie	1 070 \$
32	872055	Saint-Cœur-de-Marie	1 281 \$
33	872056	secondaire Monique-Proulx	3 092 \$
34	872061	Sainte-Marie	1 906 \$
35	872063	La Sapinière	1 316 \$
36	872063	Amédée-Boisvert	1 267 \$
37	872065	Cascatelle	1 323 \$
38	872067	secondaire Le tandem boisé - Albert-Morissette	3 738 \$
39	872067	secondaire Le tandem boisé - Albert-Morissette	5 119 \$

40	872069	Polyvalente La Samare	4 208 \$
41	872070	Sainte-Marie	2 046 \$
42	872071	Sainte-Anne	1 512 \$
Montant total demandé			70 347 \$

Montant maximal prévu **70 347 \$**

Montant versé **70 347 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Chênes

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	873001	Saint-Charles	2 475 \$
2	873003	Christ-Roi	1 416 \$
3	873004	Duvernay	1 679 \$
4	873005	Frédéric-Tétreau	2 090 \$
5	873007	Saint-Majorique	1 819 \$
6	873008	Saint-Félix	1 189 \$
7	873009	Saint-Guillaume	1 233 \$
8	873010	N.D. du Rosaire	1 906 \$
9	873011	Sainte-Marie	1 723 \$
10	873012	Des 2 Rivières	1 145 \$
11	873013	Saint-Étienne	1 556 \$
12	873014	Saint-Joseph	1 880 \$
13	873015	Saint-Louis-de-Gonzague	1 775 \$
14	873016	Saint-Nicéphore	2 029 \$
15	873018	Saint-Pie X	1 434 \$
16	873019	Saint-Pierre	1 696 \$
17	873020	Saint-Simon	1 460 \$
18	873022	N.D. du Bon-Conseil	1 373 \$
19	873024	intégrée Saint-Germain	2 265 \$
20	873025	Saint-Eugène	1 206 \$
21	873026	Saint-Bonaventure	1 180 \$
22	873027	L'Aquarelle	1 390 \$
23	873028	L'Avenir	1 241 \$
24	873030	Cyrille-Brassard	1 871 \$
25	873036	Carroussel	1 040 \$
26	873044	N.D. Durham Sud	1 128 \$
27	873046	Sainte-Jeanne d'Arc	1 128 \$
28	873047	Saint-Jean Wickham	1 513 \$
29	873050	Jean-Rimbault	5 415 \$
30	873053	Jeanne-Mance	6 115 \$
31	873055	Marie-Rivier	5 669 \$
32	873072	La Poudrière	5 713 \$
Montant total demandé			66 752 \$

Montant maximal prévu **67 730 \$**

Montant versé **66 752 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Hauts-Cantons

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	751074	Notre-Dame-de-Fatima	1 516 \$
2	751071	Sacré-Cœur	1 849 \$
3	751091	de la Source	1 131 \$
4	751089	de la Rose-des-Vents	1 158 \$
5	751086	de la Feuille-d'Or	1 263 \$
6	751088	de Saint-Romain	1 105 \$
7	751082	de Sainte-Cécile	1 175 \$
8	751084	des Sommets	1 105 \$
9	751094	des Monts-Blancs	1 114 \$
10	751095	de la Voie-Lactée	1 131 \$
11	751079	d'Audet	1 096 \$
12	751080	de Lac-Drolet	1 166 \$
13	751006	Polyvalente Montignac	5 016 \$
14	751051	Saint-Camille	1 595 \$
15	751048	du Parchemin, côté Collège	2 006 \$
16	751067	Notre-Dame-du Paradis	1 306 \$
17	751068	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 429 \$
18	751058	Des Trois-Cantons	1 175 \$
19	751055	Saint-Paul	1 123 \$
20	751063	Notre-Dame-de-Lorette	1 228 \$
21	751007	Polyvalente Louis-St-Laurent	3 975 \$
22	751027	Sacré-Cœur	1 709 \$
23	751024	Gendreau	1 604 \$
24	751041	Monseigneur-Durand	1 534 \$
25	751039	Louis-Saint-Laurent	1 420 \$
26	751030	Saint-Luc	1 193 \$
27	751032	Sancta-Maria	1 175 \$
28	751036	Notre-Dame-de-Ttes-Aides-Saint-Pie X	1 193 \$
29	751037	Sainte-Edwidge/Ligugé	1 149 \$
30	751005	La Frontalière	4 763 \$
Montant total demandé			49 402 \$

Montant maximal prévu

Montant versé

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Région-de-Sherbrooke

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	752001	Beaulieu	1 925 \$
2	752002-027	Quatre-Vents	1 599 \$
3	752003	Champlain	1 708 \$
4	752004	Cœur-Immaculée	2 235 \$
5	752005	Desjardins	1 425 \$
6	752006	Desranleau	1 800 \$
7	752009	Hélène-Boullé	1 530 \$
8	752010	Jean XXIII	1 500 \$
9	752011-023	Pie-X-de-l'Assomption	1 978 \$
10	752012	Laporte	1 750 \$
11	752013	Larocque	1 632 \$
12	752016	Marie-Reine	1 410 \$
13	752017	Soleil-Levant	2 100 \$
14	752018	N.D.-de-Liesse	1 700 \$
15	752019	Passerelle	1 280 \$
16	752021	N.D.-du-Rosaire	2 000 \$
17	752024	Sacré-Cœur	2 703 \$
18	752025	St-Antoine	2 100 \$
19	752026	St-Esprit	1 776 \$
20	752029	Ste-Anne	1 615 \$
21	752031	Ste-Famille	1 700 \$
22	752033	Sylvestre	1 320 \$
23	752034	Carillon	2 425 \$
24	752035	N.D.des-Champs	1 650 \$
25	752037	Source-Vive	1 366 \$
26	752038	Brébeuf	1 430 \$
27	752039	Académie du S.-Cœur	2 160 \$
28	752041	Boisjoli	2 200 \$
29	752042	Maisonnée	2 332 \$
30	752044	Alfred-Desrochers	2 500 \$
31	752045	Eymard	1 695 \$
32	752046	Jardins-des-Lacs	1 422 \$
33	752048	N.D.-de-la-Paix	1 180 \$
34	752049	Écollectif	1 312 \$
35	752050	Samare	1 546 \$
36	752055-158	Enfants-de-la-Terre	1 357 \$
37	752116	Triolet	8 296 \$
38	752123	Mitchell-Montcalm	6 400 \$
39	752136	De la Montée	5 900 \$
40	752148	du Phare	4 743 \$
41	752151	Touret	1 556 \$

42	752155	Vai-du-Lac	2 900 \$
Montant total demandé			93 156 \$
Montant maximal prévu			93 162 \$
Montant versé			93 156 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Sommets

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	753003	Passerelle	2 295 \$
2	753004	Christ-Roi	1 183 \$
3	753005	Hamelin	1 175 \$
4	753006	Tourelle	1 472 \$
5	753007	Masson	2 600 \$
6	753008	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 500 \$
7	753009	Notre-Dame-de-Lourdes	1 070 \$
8	753021	Saint-Patrice/Brassard	3 038 \$
9	753022	Saint-Jean-Bosco	1 979 \$
10	753024	Dominique-Savio	1 341 \$
11	753025	Jardin-des Frontières	1 446 \$
12	753027	Transit	6 383 \$
13	753028	Baluchon	1 166 \$
14	753030	Deux-Soleils	1 621 \$
15	753033	Saint-Pie-X	1 358 \$
16	753034	Saint-Barthélémy	1 245 \$
17	753035	Sainte-Marguerite	1 989 \$
18	753036	Val-de-Grâce	1 639 \$
19	753051	Arc-en-Ciel	1 585 \$
20	753053	l'Odyssée	2 207 \$
21	753055	Chanterelle	1 962 \$
22	753057	Tournesol	4 203 \$
23	753058	Plein-Cœur	1 770 \$
24	753060	Notre-Dame-de-Bonsecours	1 262 \$
25	753061	Notre-Dame-de-Montjoie	1 218 \$
26	753062	Notre-Dame-du-Sourire	1 157 \$
27	753063	Notre-Dame-des-Érables	1 201 \$
28	753065	Saint-Gabriel	1 288 \$
29	753066	Saint-Laurent	1 311 \$
30	753067	Saint-Philippe	1 971 \$
Montant total demandé			55 862 \$

Montant maximal prévu **55 878 \$**

Montant versé **55 862 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Eastern Townships

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	883201	ADS	1 210 \$
2	883202	Ayer's Cliff	1 351 \$
3	883203	Butler	1 595 \$
4	883205	Cookshire	1 228 \$
5	883206	Drummondville	1 446 \$
6	883207	Farnham	1 200 \$
7	883208	Heroes	1 849 \$
8	883209	Knowlton	1 971 \$
9	883210	Lennoxville	1 920 \$
10	883211	Mansonville	1 044 \$
11	883212	North Hatley	1 088 \$
12	883213	Parkview	2 112 \$
13	883214	Pope Memorial	1 194 \$
14	883215	Princess Elizabeth	1 474 \$
15	883216	Sawyerville	1 124 \$
16	883217	Sherbrooke	2 392 \$
17	883218	St-Francis	1 770 \$
18	883219	Sunnyside	1 439 \$
19	883220	Sutton	1 298 \$
20	883221	Waterloo	1 341 \$
21	883122	Alexander Galt	4 588 \$
22	883123	Massey-Vanier	3 731 \$
23	883124	Richmond Regional	2 600 \$
24	883125	Learning Centre	1 544 \$
Montant total demandé			42 509 \$

Montant maximal prévu **42 514 \$**

Montant versé **42 509 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Laval

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	831001	Raymond	1 767 \$
2	831003	Fleur-de-Vie	1 299 \$
3	831007	La Source	1 471 \$
4	831008	L'Orée-des-Bois	1 655 \$
5	831009	Des Cèdres	2 292 \$
6	831010	Cœur-Soleil	1 487 \$
7	831012	Pépin	1 567 \$
8	831013	Le Petit-Prince	2 032 \$
9	831014	Marc-Aurèle-Fortin	2 000 \$
10	831016	L'Aquarelle	1 735 \$
11	831017	L'Envolée	1 920 \$
12	831018	Le Baluchon	1 094 \$
13	831020	Demers	1 495 \$
14	831021	Villemaire	1 543 \$
15	831023	Du Parc	1 439 \$
16	831025	Des Cardinaux	2 308 \$
17	831027	Le Sentier	1 635 \$
18	831028	Charles-Bruneau	2 000 \$
19	831030	Les Explorateurs	1 828 \$
20	831032	Paul-Comtois	1 286 \$
21	831033	Père-Vimont	1 984 \$
22	831034	Sainte-Béatrice	2 304 \$
23	831035	Alfred-Pellan	1 170 \$
24	831037	Hébert	1 699 \$
25	831038	Fleur-Soleil	1 763 \$
26	831039	L'Escale	1 307 \$
27	831040	Notre-Dame-du-Sourire	1 290 \$
28	831042	Jean-XXIII	1 391 \$
29	831043	L'Envol	1 142 \$
30	831044	Du Bois-Joli	1 547 \$
31	831045	Val-des-Arbres	1 290 \$
32	831049	Des Ormeaux	1 727 \$
33	831053	J.-Jean-Joubert	874 \$
34	831054	Saint-Julien	1 138 \$
35	831055	Saint-Gilles	2 377 \$
36	831058	Coursol	1 194 \$
37	831062	L'Arc-en-ciel	2 264 \$
38	831064	Léon-Guilbault	1 479 \$
39	831068	Simon-Vanier	1 479 \$
40	831069	Sainte-Marguerite	1 467 \$
41	831074	Saint-Norbert	1 860 \$
42	831077	Les 4 Vents	2 445 \$
43	831081	Le Tandem	2 485 \$
44	831082	L'Harmonie	1 683 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Laval

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
45	831083	Saint-Paul	2 433 \$
46	831084	Pierre-Laporte	1 807 \$
47	831085	Jean-Lemonde	1 098 \$
48	831086	Paul-VI	1 250 \$
49	831087	Sainte-Dorothée	1 295 \$
50	831088	Les Trois-Soleils	1 467 \$
51	831091	Marcel-Vaillancourt	2 413 \$
52	831092	Saint-François	1 663 \$
53	831107	Leblanc	8 001 \$
54	831100	Poly-Jeunesse	20 876 \$
55	831102	Curé-Antoine-Labelle	2 424 \$
56	831105	Horizon-Jeunesse	498 \$
57	831106	L'Odyssée-des-Jeunes	12 390 \$
58	831108	Georges-Vanier	7 860 \$
59	831119	Alphonse-Desjardins	2 688 \$
60	831113	Le Virage	4 581 \$
61	831114	Mont-de-La Salle	12 046 \$
62	831118	Jean-Piaget	2 688 \$
63	831119	Saint-Maxime	1 952 \$
64	831120	Saint-Martin	13 437 \$
65	831121	École internationale	8 065 \$
66	831000	Commission scolaire	875 \$
Montant total demandé			185 020 \$

Montant maximal prévu 185 020 \$

Montant versé 185 020 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	841112	Armand-Corbeil	8 201 \$
2	841049	Au Point-du-Jour	2 138 \$
3	841119	Aux 4 Vents	2 444 \$
4	841025	Aux-Quatre-Vents	1 760 \$
5	841120	Bernard-Corbin	2 864 \$
6	841003	Charlemagne	1 595 \$
7	841137	de l'Aubier	2 383 \$
8	841050	de l'Amitié	3 520 \$
9	841128	de l'Étincelle	2 610 \$
10	841131	de l'Odyssée	6 801 \$
11	841040	de la Paix	2 505 \$
12	841114	de la Sablière	2 251 \$
13	841116	de la Source	5 329 \$
14	841115	des Hauts-Bois	2 173 \$
15	841033	des Moissons	2 190 \$
16	841108	des Rives	5 585 \$
17	841134	des Trois-Saisons	3 091 \$
18	841111	du Boisé	1 857 \$
19	841008	du Coteau	5 305 \$
20	841130	du Geai-Bleu	2 890 \$
21	841037	du Moulin	2 173 \$
22	841129	du Soleil-Levant	1 884 \$
23	841127	du Vieux-Chêne	2 391 \$
24	841030	Émile-Nelligan	1 648 \$
25	841036	Entramis	1 928 \$
26	841117	Esther-Blondin	1 866 \$
27	841041	Félix-Leclerc	6 696 \$
28	841035	Gareau	2 120 \$
29	841012	Henri-Bourassa	1 298 \$
30	841027	Jean-Baptiste-Meilleur	8 545 \$
31	841122	Jean-de-la-Fontaine	2 636 \$
32	841047	Jean-Duceppe	2 155 \$
33	841018	Jean-XXIII	1 700 \$
34	841121	l'Arc-en-ciel	3 013 \$
35	841038	l'Horizon	5 953 \$
36	841125	l'Impact	1 745 \$
37	841051	la Majuscule	1 866 \$
38	841101	la Mennais	2 348 \$
39	841001	la Passerelle	1 201 \$
40	841042	la Tourterelle	2 715 \$
41	841039	le Bourg-Neuf	2 251 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
42	841118	le Castelet	1 945 \$
43	841105	le Prélude	4 999 \$
44	841103	Le Rucher	2 339 \$
45	841010	Lionel-Groulx	1 376 \$
46	841020	Longpré	1 735 \$
47	841024	Louis-Joseph-Huot	1 796 \$
48	841005	Marguerite-Bourgeois	1 385 \$
49	841014	Marie-Victorin	1 849 \$
50	841031	Paul-Arseneau	6 932 \$
51	841011	Pie-XII	1 359 \$
52	841110	St-Charles	1 385 \$
53	841055	St-Guillaume	2 750 \$
54	841106	St-Joachim	1 508 \$
55	841007	St-Louis (Assomption)	1 989 \$
56	841107	St-Louis (Terrebonne)	3 520 \$
57	841015	Soleil-de-l'Aube	1 429 \$
58	841032	Tournesol	3 675 \$
Montant total demandé			167 590 \$

Montant maximal prévu **172 374 \$**

Montant versé 167 590 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Affluents (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	841136	de l'Orée-des-Bois	4 783 \$
Montant total demandé			4 783 \$

Montant maximal prévu 4 784 \$

Montant versé 4 783 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Samares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	842004	Sainte-Anne	1 192 \$
2	842005	Saint Joseph	2 768 \$
3	842006	Source d'Autray	1 813 \$
4	842007	Sainte Anne	1 341 \$
5	842008	Dusablé	1 253 \$
6	842009	Du Havre Jeunesse	4 641 \$
7	842011	Jean Chrysostome Chaussé	1 936 \$
8	842012	De la Rive	3 765 \$
9	842015	Ste-Julienne	2 881 \$
10	842016	Saint Cœur de Marie	1 341 \$
11	842017	Sainte Bernadette	1 393 \$
12	842018	Émmélie Caron	1 210 \$
13	842022	Notre Dame, Ste Marguerite	2 242 \$
14	842025	Bernèche	1 691 \$
15	842027	Panet	1 245 \$
16	842029	L'Ami soleil	1 393 \$
17	842031	Bérard	1 113 \$
18	842033	Youville	1 420 \$
19	842035	Germain Caron	1 096 \$
20	842037	Ste Hélène	1 402 \$
21	842040	Saint Jean Baptiste	1 367 \$
22	842041	Saint Alphonse	1 533 \$
23	842043	Pavillon Saint-Anne	2 321 \$
24	842047	St Côme	1 236 \$
25	842048	Ste Marceline	1 157 \$
26	842049	St-Théodore	1 708 \$
27	842050	Notre Dame de la Merci	1 218 \$
28	842053	Trois Temps	3 993 \$
29	842054	des Amis-Soleils	1 568 \$
30	842055	de la Source	1 770 \$
31	842056	des Eaux-Vives	1 621 \$
32	842058	Louis Joseph Martel	1 936 \$
33	842059	Notre Dame	2 120 \$
34	842064	Dominique Savio	2 330 \$
35	842066	des Mésanges	2 242 \$
36	842069	Lorenzo Gauthier	1 962 \$
37	942070	MGR J.A. Papineau	1 218 \$
38	842075	Ste Thérèse	1 393 \$
39	842079	Saint Pierre	2 461 \$
40	842084	Sacré Cœur de Jésus	1 656 \$
41	842085	Notre Dame de la Paix	1 778 \$
42	842086	Notre Dame du Sacré-Cœur	1 778 \$
43	842087	des Brise-Vent	1 542 \$
44	842089	Saint Joseph	1 183 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Samares

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
45	842091	Notre Dame	2 216 \$
46	842093	Ste Marie Salomé	1 280 \$
47	842096	Dominique Savio	1 367 \$
48	842098	de l'Achigan	5 761 \$
49	842099	de l'Érablière	5 052 \$
50	842100	Espace Jeunesse	1 280 \$
51	842103	Thérèse Martin	7 231 \$
52	842104	Pierre de Lestage	4 842 \$
53	842105	Barthélemy-joliette	6 347 \$
54	842107	des Montagnes	1 533 \$
55	842108	Bermon	2 890 \$
56	842109	Des Chutes	3 590 \$
57	842114	Grands Vents	2 076 \$
58	842125	Carrefour des Lacs	1 866 \$
Montant total demandé			127 558 \$

Montant maximal prévu 127 599 \$

Montant versé 127 558 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	851278	Alpha	3 717 \$
2	851245	Arc-en-ciel	2 500 \$
3	851216	Arthur-Vaillancourt	2 500 \$
4	851246	Au Cœur-du-Boisé	2 000 \$
5	851223	Chante-Bois	1 800 \$
6	851250	Clair-Matin	2 400 \$
7	851247	Cœur à Cœur	2 000 \$
8	851249	Curé-Paquin	2 000 \$
9	851213	De Fontainebleau	2 863 \$
10	851201	De l'Amitié	2 600 \$
11	851225	De l'Aquarelle	2 112 \$
12	851224	De l'Envolée	2 748 \$
13	851288	De l'Harmonie-Jeunesse	2 600 \$
14	851276	De la Clairière	2 000 \$
15	851206	De la Clé-des-Champs	2 045 \$
16	851218	De la Renaissance	2 700 \$
17	851222	De la Seigneurie	2 036 \$
18	851142	Des Érables	1 335 \$
19	851270	Des Grands-Chemins	2 300 \$
20	851208	Des Lucioles	2 300 \$
21	851253	Des Mésanges	3 100 \$
22	851210	Des Perséides	2 349 \$
23	851202	Des Pins	2 500 \$
24	851220	Des Ramilles	2 200 \$
25	851226	Des Semailles	2 500 \$
26	851287	Du Bois-Joli	2 300 \$
27	851275	Du Mai	2 302 \$
28	851285	Du Ruisseau	2 500 \$
29	851214	Du Trait d'Union	1 722 \$
30	851240	Emmanuel-Chénard	2 568 \$
31	851273	Gabrielle-Roy	2 500 \$
32	851274	Gaston-Pilon	2 492 \$
33	851203	Girouard	1 500 \$
34	851209	Horizon-du-Lac	2 482 \$
35	851252	Horizon-Soleil	2 344 \$
36	851280	Le Carrefour	2 200 \$
37	851282	Le Rucher	3 000 \$
38	851215	Le Sentier	1 900 \$
39	851271	Le Tandem	2 700 \$
40	851279	Le Tournesol	2 084 \$
41	851284	Marie-Soleil-Tougas	2 100 \$
42	851242	Notre-Dame	2 300 \$
43	851221	Notre-Dame-de-l'Assomption	2 000 \$
44	851219	Plateau Saint-Louis	2 350 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
45	851344	Polyvalente Deux-Montagnes	8 139 \$
46	851305	Polyvalente Sainte-Thérèse	9 000 \$
47	851205	Prés fleuris	2 178 \$
48	851207	Rose-des-Vents	1 750 \$
49	851217	Saint-Pierre	2 500 \$
50	851204	Sainte-Scholastique	1 655 \$
51	851241	Sauvé	2 300 \$
52	851251	Terre des Jeunes	2 500 \$
53	851212	Terre-Soleil	2 500 \$
54	851343	Secondaire des Patriotes	8 000 \$
55	851372	Secondaire Du Harfang	5 100 \$
56	851311	Secondaire Henri-Dunant	5 600 \$
57	851374	Secondaire Hubert-Maisonnette	7 870 \$
58	851371	Secondaire Jean-Jacques-Rousseau	5 771 \$
59	851303	Secondaire Lucille-Teasdale	4 697 \$
60	851304	Saint-Gabriel	6 900 \$
61	851277	Val-des-Ormes	2 000 \$
62	851244	Village-des-Jeunes	2 000 \$
Montant total demandé			183 009 \$

Montant maximal prévu 183 017 \$

Montant versé 183 009 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Rivière-du-Nord

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	852001	de la Durantaye	1 420 \$
2	852004	Frenette	3 680 \$
3	852005	Dubois	1 972 \$
4	852006	Notre-Dame	1 788 \$
5	852007	Prévost	1 875 \$
6	852008	Saint-Stanislas	3 558 \$
7	852009	St-Jean-Baptiste	1 718 \$
8	852010	Polyv. St-Jérôme	13 068 \$
9	852011	Cap-Jeunesse	6 138 \$
10	852012	Saint-Joseph	1 394 \$
11	852013	Mariboisé	1 440 \$
12	852028	La Fourmilière	1 490 \$
13	852014	Horizon-Soleil	1 919 \$
14	852015	Sainte-Paule	1 650 \$
15	852016	Bellefeuille	1 692 \$
16	852017	Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus	2 689 \$
17	852018	Aux-Quatre-Vents	1 963 \$
18	852019	Jean-Moreau	2 278 \$
19	852020	Sacré-Cœur	2 366 \$
20	852021	Val-des-Monts	1 980 \$
21	852022	des Hauteurs	2 024 \$
22	852023	des Hautbois	1 814 \$
23	852024	Sainte-Anne	1 823 \$
24	852027	À l'Unisson	1 753 \$
25	852030	de L'Envolée	1 621 \$
26	852035	de la Source	2 234 \$
27	852036	du Joli-Bois	2 094 \$
28	852037	du Champ-Fleuri	2 112 \$
29	852038	de la Croisée-des-Champs	2 427 \$
30	852039	à l'Orée-des-Bois	2 331 \$
31	852040	de la Volière	2 190 \$
32	852041	des Hauts-Sommets	5 016 \$
33	852042	École sec. de Mirabel	3 909 \$
34	852051	Saint-André	1 438 \$
35	852052	L'Oasis	1 718 \$
36	852053	Saint-Philippe	1 490 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Rivière-du-Nord

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
37	852054	Saint-Hermas	1 219 \$
38	852055	Saint-Alexandre	1 823 \$
39	852056	Saint-Julien	1 674 \$
40	852057	Bouchard	1 639 \$
41	852058	Dansereau/	1 464 \$
42	852059	Polyv. Lavigne	5 390 \$
43	852032	Le Tremplin	1 153 \$
Montant total demandé			106 434 \$

Montant maximal prévu

106 435 \$

Montant versé

106 434 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Laurentides

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	853004	Sacré-Coeur	2 715 \$
2	853004	ND Lourdes	1 700 \$
3	853009	ND Sagesse	1 464 \$
4	853025	Chante-au-Vent	1 350 \$
5	853011	Campus Tremblant	3 170 \$
6	853021	De la Vallée	3 450 \$
7	853019	St-Joseph	1 858 \$
8	853024	St-Jean Baptiste	2 024 \$
9	853027	Mgr O. Charlebois	1 236 \$
10	853022	La Relève	1 131 \$
11	853020	Le Tremplin	1 516 \$
12	853003	Mgr Bazinet	1 604 \$
13	853002	A.N. Morin	4 981 \$
14	853028	Poly. Des Monts	4 273 \$
15	853013	Le Carrefour	1 359 \$
16	853010	Arc-en-Ciel	1 114 \$
17	853001	Poly. Curé-Mercure	6 128 \$
Montant total demandé			41 071 \$

Montant maximal prévu 44 425 \$

Montant versé **41 071 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Pierre-Neveu

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	854010	Jean-XXIII et du Sacré-Coeur	1 427 \$
2	854014	St-Eugène	2 209 \$
3	854001	de la Madone et de la Carrière	1 843 \$
4	854003	Ferme-Neuve et des Rivières	2 000 \$
5	854007	du Val-des-Lacs	1 340 \$
6	854006	aux Quatre Vents	1 470 \$
7	854005	de la Lièvre Sud	1 985 \$
8	854018	du Méandre	3 850 \$
9	854009	des Trois Sentiers	1 783 \$
10	854017	Polyvalente St-Joseph	6 326 \$
Montant total demandé			24 233 \$

Montant maximal prévu **24 233 \$**

Montant versé **24 233 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Sir Wilfrid Laurier

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	885151	Arundel	1 164 \$
2	885152	Crestview	1 338 \$
3	885153	Grenville	1 129 \$
4	885154	Hillcrest	1 736 \$
5	885155	Pinewood	1 601 \$
6	885156	John F. Kennedy	1 562 \$
7	885157	Joliette	1 353 \$
8	885158	Laurentia	1 293 \$
9	885159	Laurentian	1 601 \$
10	885161	McCaig	1 835 \$
11	885162	Morin Heights	1 318 \$
12	885163	Mountainview	1 507 \$
13	885164	Our Lady of Peace	1 248 \$
14	885165	Rawdon	2 531 \$
15	885166	Souvenir	2 128 \$
16	885168	St-Jude	1 482 \$
17	885169	St-Paul	1 850 \$
18	885170	Genesis	1 353 \$
19	885171	Ste-Adèle	1 094 \$
20	885172	Ste-Agathe	1 189 \$
21	885173	Terry Fox	1 770 \$
22	885174	Twin Oaks	1 522 \$
23	885175	St-Vincent	1 239 \$
24	885177	Pierre E. Trudeau	1 636 \$
25	885178	Jules Verne	1 482 \$
26	885179	Franklin Hill	1 412 \$
27	885181	Joliette High School	1 832 \$
28	885182	Laval Junior High School	9 133 \$
29	885183	Lake of Two Mountains High School	3 990 \$
30	885184	Laurentian Regional High School	4 323 \$
31	885185	Laurier Senior High School	500 \$
32	885186	Phoenix Alternative	500 \$
33	885187	Rosemere High School	7 761 \$
34	885188	Mother Teresa Junior High School	8 866 \$
35	885189	Ste-Agathe Academy	1 592 \$
36	885190	Laval Liberty High School	500 \$
37	885191	Mountainview High School	673 \$
Montant total demandé			79 045 \$

Montant maximal prévu **79 046 \$**

Montant versé **79 045 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Sorel-Tracy

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	861040	Au Petit Bois	2 142 \$
2	861038	Christ-Roi	1 188 \$
3	861034	Int. Yamaska	1 347 \$
4	861052	Laplume	3 321 \$
5	861024	Maria-Goretti	2 170 \$
6	861054	Martel	1 050 \$
7	861036	Mgr-Brunault	1 238 \$
8	861020	Mgr-Prince	1 288 \$
9	861032	Pierre-de-St-Ours	1 258 \$
10	861026	Saint-Gabriel-Lalemant	2 002 \$
11	861055	Saint-Roch	1 075 \$
12	861030	Sainte-Anne-les-Îles	1 805 \$
13	861022	Sainte-Victoire	1 694 \$
14	861009	Secondaire Bernard-Gariépy	12 725 \$
Montant total demandé			34 303 \$

Montant maximal prévu 34 304 \$

Montant versé **34 303 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Saint-Hyacinthe

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	862 003	Casavant	4 238 \$
2	862 004	Fadette	5 244 \$
3	862 005	Polyvalente Hyacinthe-Delorme	6 136 \$
4	862 040	René-Saint-Pierre - primaire	1 718 \$
5	862 052	Polyvalente Robert-Ouimet	4 693 \$
6	862 103	Saint-Hugues/Saint-Marcel	1 228 \$
7	862 104	Notre-Dame-de-la-Paix	1 175 \$
8	862 105	Au Cœur-des-Monts	2 146 \$
9	862 107	Saint-Charles-Garnier	1 639 \$
10	862 109	Plein-Soleil	1 263 \$
11	862 110	De la Rocade	1 464 \$
12	862 111	Saint-Nazaire	1 210 \$
13	862 112	Saint-Pierre	1 438 \$
14	862 113	Roméo-Forbes	2 251 \$
15	862 114	Maurice-Jodoin	1 403 \$
16	862 115	Henri-Bachand	1 726 \$
17	862 116	De la Croisée	1 359 \$
18	862 140	Roger-LaBrèque	1 770 \$
19	862 141	Saint-André	1 814 \$
20	862 142	Des Moissons	1 280 \$
21	862 143	Notre-Dame	1 166 \$
22	862 144	Saint-Jean-Baptiste	1 516 \$
23	862 146	Saint-Joseph/Spénard	1 805 \$
24	862 201	La Présentation	1 394 \$
25	862 202	Assomption	1 613 \$
26	862 203	Bois-Joli/Sacré-Cœur	2 864 \$
27	862 205	Aux Quatre-Vents	1 709 \$
28	862 206	Douville	1 980 \$
29	862 207	Lafontaine	1 341 \$
30	862 208	Larocque	1 245 \$
31	862 212	Sainte-Rosalie	1 928 \$
32	862 215	Saint-Damase	1 560 \$
33	862 216	Saint-Sacrement	1 954 \$
34	862 217	Saint-Thomas d'Aquin	1 595 \$
Montant total demandé			68 865 \$
Montant maximal prévu			68 874 \$
Montant versé			68 865 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Hautes-Rivières

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	863 001	Jean-XXIII	1 438 \$
2	863 002	Saint-Michel	1 473 \$
3	863 003	Saint-Vincent	2 059 \$
4	863 004	Micheline-Brodeur	1 656 \$
5	863 005	Paul-Germain-Ostiguy (sec.)	4 079 \$
6	863 006	Notre-Dame-du-Sourire	1 368 \$
7	863-015	Notre-Dame-de-Lourdes (Iberville)	2 050 \$
8	863 018	Laflamme	1 954 \$
9	863 021	Sacré-Cœur (Iberville)	1 744 \$
10	863 022	Hamel	1 928 \$
11	863 025	Henryville	1 289 \$
12	863 026	Saint-Alexandre	1 569 \$
13	863 027	Sainte-Anne	1 411 \$
14	863 028	Frère-André	1 674 \$
15	863 029	Du Petit-Clocher	1 350 \$
16	863 030	Saint-Joseph (St-Sébastien)	1 254 \$
17	863 032	De Richelieu	1 866 \$
18	863 033	Jeanne-Mance	1 289 \$
19	863 035	Crevier	2 715 \$
20	863 037	Pointe-Olivier	1 709 \$
21	863 039	Alberte-Melançon	1 525 \$
22	863 042	Sacré-Cœur (St-Luc)	2 680 \$
23	863 043	Saint-Jacques	1 315 \$
24	863 044	Saint-Blaise	1 341 \$
25	863 046	Saint-Joseph (Lacolle)	1 411 \$
26	863 047	Napoléon-Bourassa	2 173 \$
27	863 049	Saint-Eugène	2 234 \$
28	863 050	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 656 \$
29	863 051	Saint-Gérard	1 726 \$
30	863 052	Notre-Dame-de-Lourdes (St-Jean)	1 963 \$
31	863 054	Bruno-Choquette	2 216 \$
32	863 055	Saint-Lucien	1 919 \$
33	863 056	Félix-Gabriel-Marchand (sec.)	4 500 \$
34	863 059	Joseph-Amédée-Bélanger	1 613 \$
35	863 061	Marguerite-Bourgeoys (sec.)	4 894 \$
36	863 065	Marcel-Landry (sec.)	7 134 \$
37	863 067	Chanoine-Armand-Racicot (sec.)	6 364 \$
38	863 068	Dr-Alexis-Bouthillier (sec.)	4 894 \$
39	863 069	Mgr-Euclide-Théberge (sec.)	5 874 \$
40	863 080	Marie-Rivier	1 228 \$
41	863 081	Aux Quatre-Vents	2 400 \$

42	863 084	Des Prés-Verts	2 418 \$
43	863 085	Marie-Derome	1 823 \$
Montant total demandé			101 176 \$

Montant maximal prévu 101 176 \$

Montant versé 101 176 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Marie-Victorin

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	864 033	Lajeunesse	3 000 \$
2	864 025	Guillaume-Vignal	2 000 \$
3	864 027	Hubert-Perron	2 000 \$
4	864 009	Christ-Roi	1 849 \$
5	864 003	Des Mille-Fleurs	1 900 \$
6	864 058	Saint-Laurent	1 945 \$
7	864 039	Marie-Victorin à Brossard	2 212 \$
8	864 061	Tourterelle	1 515 \$
9	864 013	De Maricourt	2 050 \$
10	864 041	Maurice-L. Duplessis	1 700 \$
11	864 048	Préville	2 237 \$
12	864 054	Sainte-Claire à Brossard	2 100 \$
13	864 022	Gentilly	2 800 \$
14	864 044	Paul-de-Maricourt	800 \$
15	864 168	Hélène-De Champlain	600 \$
16	864 057	Samuel-De Champlain à Longueuil	16 847 \$
17	864 014	De Normandie	1 160 \$
18	864 023	George-Étienne-Cartier	6 000 \$
19	864 015	des Quatre-Vents	2 550 \$
20	864 043	Paul-Chagnon	1 744 \$
21	864 001	Adrien-Gamache	1 954 \$
22	864 042	Monseigneur-Forget	1 750 \$
23	864 038	Lionel-Groulx	2 080 \$
24	864 005	Bourgeois-Champagnat	700 \$
25	864 004	des Quatre-Saisons	1 455 \$
26	864 040	Marie-Victorin à Longueuil	1 850 \$
27	864 007	Charles-Bruneau	3 552 \$
28	864 032	de la Mosaïque	7 025 \$
29	864 049	Rabeau	1 744 \$
30	864 017	D'Iberville	4 400 \$
31	864 050	Saint-Joseph	1 750 \$
32	864 030	Joseph-Sérigny	1 400 \$
33	864 046	Pierre-Laporte	2 500 \$
34	864 035	Laurent-Benoît	2 000 \$
35	864 002	Armand-Racicot	1 400 \$
36	864 010	Du Curé-Lequin	500 \$
37	864 021	Gaétan-Boucher	1 884 \$
38	864 029	Jean-De Lalande	1 300 \$
39	864 006	Carillon	1 900 \$
40	864 275	André-Laurendeau	1 750 \$
41	864 285	Pierre-Brosseau	8 218 \$

42	864 280	Jacques-Rousseau	16 500 \$
43	864 078	Gérard-Filion	16 200 \$
44	864 287	Saint-Jean Baptiste	5 500 \$
45	864 225	Participative Agora	5 500 \$
46	864 284	Mgr-A.-M.-Parent	4 708 \$
Montant total demandé			156 528 \$

Montant maximal prévu 163 274 \$

Montant versé 156 528 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Patriotes

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	865 101	Saint-Mathieu	2 593 \$
2	865 102	Jolivent	2 000 \$
3	865 105	Le Petit-Bonheur	1 904 \$
4	865 016	Polybel	7 687 \$
5	865 107	Le Tournesol	2 443 \$
6	865 111	Louis-Hippolyte-Lafontaine	1 940 \$
7	865 112	Pierre-Boucher	1 959 \$
8	865 113	Antoine-Girouard	1 730 \$
9	865 114	Paul-VI	2 380 \$
10	865 115	De La Broquerie	1 487 \$
11	865 116	Père-Marquette	950 \$
12	865 117	De Mortagne	8 100 \$
13	865 118	Les Jeunes Découvreurs	1 040 \$
14	865 130	du Parchemin	1 867 \$
15	865 140	Le Tremplin	1 386 \$
16	865 141	de la Roselière	1 429 \$
17	865 143	De Bourgogne	2 586 \$
18	865 144	Sainte-Marie	2 890 \$
19	865 145	De Salaberry	2 306 \$
20	865 146	Jacques-De Chambly	1 895 \$
21	865 147	de Chambly	6 400 \$
22	865 150	Mère-Marie-Rose	2 106 \$
23	865 161	La Farandole	1 500 \$
24	865 170	Au-Fil-de-l'Eau	2 589 \$
25	865 173	de la Pommeraie	1 081 \$
26	865 174	Ozias-Leduc	6 500 \$
27	865 175	de l'Aquarelle	2 041 \$
28	865 180	Notre-Dame	2 471 \$
29	865 190	François-Williams	4 003 \$
30	865 191	Le Sablier	1 589 \$
31	865 192	de l'Envolée	1 518 \$
32	865 200	Georges-Étienne-Cartier	1 310 \$
33	865 211	Jacques-Rochelleau	2 500 \$
34	865 212	de la Chanterelle	2 086 \$
35	865 213	de la Mosaïque	2 309 \$
36	865 220	De Montarville	2 333 \$
37	865 223	Albert-Schweitzer	2 196 \$
38	865 224	Mgr-Gilles-Gervais	2 000 \$
39	865 225	du Mont-Bruno	6 418 \$
40	865 230	Saint-Charles	1 345 \$
41	865 240	Saint-Denis	1 467 \$

42	865 245	de l'Amitié	1 629 \$
43	865 250	des Trois-Temps	1 365 \$
44	865 260	École d'éducation internationale	6 196 \$
45	865 270	L'Arpège	2 045 \$
46	865 271	Le Rucher	2 450 \$
47	865 272	Aux-Quatre-Vents	2 379 \$
48	865 273	Arc-en-ciel	2 123 \$
49	865 274	Du Moulin	2 600 \$
50	865 275	du Grand-Chêne	1 700 \$
51	865 276	du Grand-Coteau	4 588 \$
52	865 277	du Tourne-Vent	1 448 \$
53	865 281	Marie-Victorin	1 800 \$
54	865 282	les Marguerite	2 000 \$
55	865 283	la Roseraie	1 995 \$
56	865 284	de la Source	2 177 \$
57	865 285	le Carrefour	5 262 \$
58	865 286	du Carrousel	2 004 \$
59	865 290	Ludger-Duvernay	2 115 \$
Montant total demandé			152 210 \$

Montant maximal prévu **152 210 \$**

Montant versé **152 210 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Marie-Victorin (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	864 045	Pierre-D'Iberville	1 910 \$
2	864 055	Sainte-Claire (Longueuil)	1 811 \$
3	864 284	Mgr-A.-M.-Parent	1 149 \$
4	864 275	André-Laurendeau	1 250 \$
Montant total demandé			6 120 \$

Montant maximal prévu 6 746 \$

Montant versé 6 120 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : du Val-des-Cerfs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	866 003	Avé-Maria	2 199 \$
2	866 024	Centrale	1 293 \$
3	866 002	de l'Assomption	2 324 \$
4	866 045	de la Chantignole	2 022 \$
5	866 037	de la Clé-desChamps	1 418 \$
6	866 020	de la Moisson-d'Or	1 711 \$
7	866 022	Joseph-Poitevin	2 039 \$
8	866 032	Mgr-Desranleau	1 844 \$
9	866 035	Mgr-Douville	1 835 \$
10	866 028	Notre-Dame-de-Lourdes	1 160 \$
11	866 006	Rowton Pond	1 622 \$
12	866 008	Saint-André	2 075 \$
13	866 010	Saint-Bernard	1 986 \$
14	866 021	Saint-Bernardin	3 079 \$
15	866 040	Saint-Édouard	1 480 \$
16	866 011	Saint-Eugène	2 484 \$
17	866 036	Saint-François-d'Assise	1 249 \$
18	866 007	Saint-Jean	2 164 \$
19	866 012	Saint-Joseph (Granby)	1 933 \$
20	866 026	Saint-Joseph (N.-D.-de-Standbridge)	1 187 \$
21	866 041	Saint-Léon	3 310 \$
22	866 014	Saint-Luc	2 013 \$
23	866 025	Saint-Romuald	1 560 \$
24	866 044	Saint-Vincent-Ferrier	1 800 \$
25	866 016	Sainte-Cécile	1 489 \$
26	866 019	Sainte-Famille	1 595 \$
27	866 039	Sutton	1 418 \$
28	866 055	Jean-Jacques-Bertrand	3 590 \$
29	866 050	L'Envolée	6 508 \$
30	866 057	Massey-Vanier	5 353 \$
31	866 032	Mgr-Desranleau	1 119 \$
32	866 051	Sacré-Cœur	7 680 \$
33	866 053	Wilfrid-Léger	2 901 \$

Montant total demandé **77 440 \$**

Montant maximal prévu **77 440 \$**

Montant versé **77 440 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Grandes-Seigneuries

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	867 077	Daigneau	2 270 \$
2	867 076	Louis-Cyr	3 894 \$
3	867 065	Pierre-Bédard	3 702 \$
4	867 079	Saint-Bernard	1 244 \$
5	867 071	Saint-Édouard	1 262 \$
6	867 060	Saint-Isidore-Langevin	1 473 \$
7	867 072	Saint-Michel-Archange	1 719 \$
8	867 075	Saint-Patrice	1 435 \$
9	867 080	Saint-Romain	1 467 \$
10	867 063	Saint-Viateur	2 351 \$
	867 064	Clotilde-Raymond	
11	867 073	Sainte-Clotilde	1 392 \$
12	867 007	de la Magdeleine	3 420 \$
13	867 001	De la Petite-Gare	1 839 \$
14	867 069	Des Moussaillons	1 835 \$
15	867 002	Émilie-Gamelin	2 519 \$
16	867 012	Fernand-Séguin	3 328 \$
17	867 068	Jacques-Barclay	1 301 \$
18	867 013	Jean-Leman	3 031 \$
19	867 006	Jean-XXIII	1 784 \$
20	867 004	Notre-Dame	2 632 \$
	867 003	Saint-Joseph	
21	867 005	St-François-Xavier	3 031 \$
22	867 014	Saint-Marc	2 219 \$
23	867 031	Armand-Frappier	2 808 \$
24	867 032	de l'Aquarelle	2 033 \$
25	867 021	de L'Odyssée	2 302 \$
26	867 023	des Bourlingueurs	2 603 \$
	867 024	Sainte-Catherine	
27	867 019	des Cheminots	2 311 \$
28	867 022	des Timoniers	4 973 \$
29	867 081	du Tournant	1 117 \$
30	867 033	Félix-Leclerc	2 642 \$
31	867 030	Jacques-Leber	4 332 \$
32	867 018	Louis-Lafortune	2 622 \$
33	867 028	Piché-Dufrost	2 894 \$
34	867 025	Saint-Jean	2 127 \$
35	867 029	Vinet-Souligny	2 428 \$
36	867 055	Bonnier	2 448 \$
37	867 043	de la Rive	2 039 \$
38	867 039	des Trois-Sources	2 048 \$

39	867 042	Gabrielle-Roy	2 873 \$
40	867 038	Gérin-Lajoie	1 964 \$
41	867 041	Laberge	2 127 \$
42	867 048	Louis-Philippe-Paré	3 800 \$
43	867 046	Marguerite-Bourgeois	3 865 \$
44	867 045	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 797 \$
45	867 054	Saint-Joseph	1 872 \$
46	867 047	Saint-Jude	2 270 \$
47	867 056	Saint-René	2 263 \$
48	867 040	Saint-Jean-Baptiste	1 748 \$
Montant total demandé			115 454 \$

Montant maximal prévu 115 455 \$

Montant versé 115 454 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Vallée-des-Tisserands

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	868 001	Saint-Eugène	1 380 \$
2	868 002	Notre-Dame-de-la-Paix	1 480 \$
3	868 003	Saint-Étienne	1 280 \$
4	868 004	Jésus-Marie	1 780 \$
5	868 005	Saint-Paul	1 680 \$
6	868 006	Sacré-Cœur	1 480 \$
7	868 007	Saint-Urbain	1 380 \$
8	868 008	Montpetit/Saint-Joseph	1 480 \$
9	868 009	Saint-Jean	1 380 \$
10	868 010	Saint-Antoine-Abbé	1 480 \$
11	868 011	Omer-Séguin	1 380 \$
12	868 012	Notre-Dame-du-Rosaire	1 480 \$
13	868 013	Notre-Dame	2 080 \$
14	868 014	Des Jeunes-Riverains	1 380 \$
15	868 015	Notre-Dame-de-l'Assomption	1 330 \$
16	868 016	Marie-Rose	1 930 \$
17	868 018	Élisabeth-Monette	1 880 \$
18	868 019	Montpetit	1 380 \$
19	868 020	Sainte-Agnès	1 730 \$
20	868 021	Saint-Joseph-Artisan	1 380 \$
21	868 022	Langlois	1 680 \$
22	868 023	Frédéric-Girard	1 680 \$
23	868 024	Dominique-Savio	1 380 \$
24	868 025	Notre-Dame-du-St-Esprit	1 680 \$
25	868 026	Sacré-Cœur	1 380 \$
26	868 027	Saint-Eugène	1 580 \$
27	868 034	du Parcours	1 280 \$
28	868 035	des Patriotes	4 480 \$
29	868 036	Sainte-Martine	1 480 \$
30	868 038	Edgar-Hébet	7 680 \$
31	868 039	De la Baie-Saint-François	2 280 \$
32	868 040	Arthur-Pigeon	4 119 \$
Montant total demandé			61 449 \$

Montant maximal prévu **61 471 \$**

Montant versé **61 449 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Trois-Lacs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	869 005	Léopold-Carrière	2 170 \$
2	869 006	De la Riveraine	2 098 \$
3	869 007	du Chêne-Bleu	6 211 \$
4	869 008	Saint-Ignace	2 530 \$
5	869 011	Sainte-Madeleine	3 448 \$
6	869 015	Marguerite-Bourgeoys	2 062 \$
7	869 018	de l'Épervière	1 810 \$
8	869 019	Harwood	2 215 \$
9	869 023	Notre-Dame-de-la-Garde	1 279 \$
10	869 020	José-Maria	1 216 \$
11	869 022	Notre-Dame-de-Lorette	2 215 \$
12	869 025	Virginie-Roy	1 873 \$
13	869 016	Saint-Thomas	2 224 \$
14	869 026	François-Perrot	2 215 \$
15	869 025	La Perdriolle	1 828 \$
16	869 002	Sacré-Cœur	1 999 \$
17	869 001	Sainte-Marthe	1 370 \$
18	869 003	Soulanges	7 002 \$
19	869 004	de la Cité-des-Jeunes	10 988 \$
20	869 017	Auclair	3 250 \$
21	869 014	du Papillon Bleu	2 890 \$
22	869 028	De la Samare	1 972 \$
Montant total demandé			64 865 \$

Montant maximal prévu **64 866 \$**

Montant versé 64 865 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Riverside

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	884 012	Boucherville Elementary	1 500 \$
2	883 013	Cedar Street	1 648 \$
3	884 032	Chambly Academy	2 698 \$
4	884 014	Courtland Park International	1 569 \$
5	884 035	Centennial Regional High School	6 880 \$
6	884 006	Good Shepherd	1 893 \$
7	884 037	Harold Napper	2 619 \$
8	884 021	Harold Sheppard	1 236 \$
9	884 003	John Adam Memorial	1 665 \$
10	884 011	Mount Bruno	1 936 \$
11	884 017	Mountainview	1 665 \$
12	884 031	Reach	1 158 \$
13	884 009	Royal Charles	1 385 \$
14	884 008	Royal Oak	1 638 \$
15	884 005	St.Jude	2 286 \$
16	884 030	St.Lambert	2 470 \$
17	884 025	St.Lawrence	2 540 \$
18	884 019	St.Mary's	2 085 \$
19	884 018	Terry Fox	1 359 \$
20	884 027	William Latter	2 015 \$
21	884 001	St.Johns	3 826 \$
22	884 016	Heritage Regional High School	7 200 \$
Montant total demandé			53 271 \$

Montant maximal prévu **56 747 \$**

Montant versé 53 271 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Riverside (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	884 029	The Alternate School	1 009 \$
Montant total demandé			1 009 \$
Montant maximal prévu			3 476 \$
Montant versé			1 009 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : New Frontiers

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	889 004	Centennial Park	1 400 \$
2	889 005	Franklin Elementary	800 \$
3	889 009	Gault Institute	1 600 \$
4	889 019	Harmony Elementary	1 500 \$
5	889 012	Hemmingford Elementary	821 \$
6	889 008	Heritage Elementary	1 400 \$
7	889 010	Howick Elementary	600 \$
8	889 006	Mary Gardner School	1 100 \$
9	889 011	Ormstown Elementary	1 100 \$
10	889 003	St. Willibrord School	2 100 \$
11	889 014	Chateauguay Valley H. S.	5 500 \$
12	889 002	Howard S. Billings	6 500 \$
Montant total demandé			24 421 \$

Montant maximal prévu **24 421 \$**

Montant versé **24 421 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Pointe-de-l'Île

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	761001	Saint-Octave	1 525 \$
2	761002	Sainte-Germaine-Cousin	1 910 \$
3	761003	Félix-Leclerc	2 024 \$
4	761004	François-La-Bernade	2 085 \$
5	761006	Sainte-Marguerite-Bourgeoys	1 980 \$
6	761008	Montmartre	1 884 \$
7	761009	Notre-Dame	1 998 \$
8	761011	Sainte-Maria-Goretti	2 313 \$
9	761013	Saint-Marcel	1 954 \$
10	761020	Alphonse-Pesant	1 936 \$
11	761021	Gabrielle-Roy	2 243 \$
12	761022	La Dauversière	2 111 \$
13	761023	Lambert-Closse	2 094 \$
14	761024	Pie XII	1 543 \$
15	761025	Victor-Lavigne	2 225 \$
16	761026	Wilfrid-Bastien	1 954 \$
17	761030	Cardinal-Léger	1 595 \$
18	761031	Chénier	1 884 \$
19	761033	Des Roseraies	1 674 \$
20	761035	Jacques-Rousseau	2 260 \$
21	761037	Saint-Joseph	1 543 \$
22	761038	Wilfrid-Pelletier	2 794 \$
23	761039	Albatros	1 228 \$
24	761040	Denise-Pelletier	2 216 \$
25	761042	Fernand-Gauthier	1 534 \$
26	761044	Marc-Aurèle-Fortin	2 418 \$
27	761045	Notre-Dame-de-Fatima	2 155 \$
28	761046	Simone-Desjardins	3 135 \$
29	761050	Adélard-Desrosiers	2 593 \$
30	761052	De la Fraternité	1 578 \$
31	761054	Jean-Nicolet	2 383 \$
32	761055	Jules-Verne	2 645 \$
33	761057	Le Carignan	2 461 \$
34	761058	Marc-Laflamme	1 446 \$
35	761059	Pierre-de-Coubertin	1 980 \$
36	761060	René-Guénette	2 426 \$
37	761062	Saint-Rémi	2 243 \$
38	761063	Saint-Vincent-Marie	2 689 \$
39	761064	Sainte-Colette	1 691 \$
40	761066	Sainte-Gertrude	1 919 \$
41	761070	Daniel-Johnson	5 323 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Pointe-de-l'Île

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
42	761071	Pointe-aux-Trembles	6 084 \$
43	761072	Le Tournesol	1 543 \$
44	761075	Antoine-de-St-Éxupéry	8 630 \$
45	761078	Anjou	6 731 \$
46	761083	Jean-Grou	6 784 \$
47	761088	La Relance	1 534 \$
48	761090	Calixa-Lavallée	7 536 \$
49	761092	Henri-Bourassa	10 293 \$
50	761094	Le Prélude	1 551 \$
Montant total demandé			138 278 \$

Montant maximal prévu 138 306 \$

Montant versé 138 278 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école		Montant demandé
1	762001	École Philippe-Labarre	Est	3 800 \$
2	762002	École Armand-Lavergne	Est	9 800 \$
3	762003	École Saint-Justin	Est	3 800 \$
4	762005	École La Vérendrye	Est	3 800 \$
5	762009	École Sainte-Claire	Est	3 800 \$
6	762010	École Sainte-Louise-de-Marillac	Est	3 800 \$
7	762012	École Saint-François-d'Assise	Est	4 800 \$
8	762013	École Boucher-De La Bruère	Est	3 800 \$
9	762014	École Saint-Donat	Est	3 245 \$
10	762015	École Saint-Fabien	Est	2 950 \$
11	762019	École Guillaume-Couture	Est	2 950 \$
12	762019	École Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâtisseurs	Nord	3 000 \$
13	762022	École Notre-Dame-des-Victoires	Est	1 400 \$
14	762023	École Alphonse-Desjardins	Centre	1 400 \$
15	762024	École Notre-Dame-du-Foyer	Centre	2 800 \$
16	762025	École Saint-Clément	Est	1 600 \$
17	762029	École Saint-Jean-Vianney	Centre	2 732 \$
18	762032	École Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle	Est	2 000 \$
19	762033	École Saint-Nom-de-Jésus	Est	1 400 \$
20	762034	École Bienville	Nord	890 \$
21	762040	École Saint-Albert-le-Grand	Centre	1 800 \$
22	762043	École Sainte-Bernadette-Soubirous	Centre	1 803 \$
23	762044	École Saint-François-Solano	Centre	1 575 \$
24	762046	École Rose-des-Vents	Centre	1 905 \$
25	762048	École Saint-Émile	Centre	1 575 \$
26	762058	École Saint-Jean-de-la-Lande	Centre	2 500 \$
27	762064	École Saint-Jean-de-Brébeuf	Centre	1 530 \$
28	762065	École Saint-Marc	Centre	2 700 \$
29	762068	École Saint-Anselme	Sud	1 493 \$
30	762070	École Saint-Louis-de-Gonzague	Sud	1 679 \$
31	762071	École Saint-Barthélemy, pavillon des Érables	Centre	2 500 \$
32	762074	École Jean-Baptiste-Meilleur	Sud	1 408 \$
33	762075	École La Visitation	Nord	2 080 \$
34	762076	École Saint-Grégoire-le-Grand	Centre	1 634 \$
35	762077	École Madeleine-de-Verchères	Centre	1 750 \$
36	762079	École Saint-Pierre-Claver	Sud	1 330 \$
37	762080	École Champlain	Sud	1 358 \$
38	762081	École Élan	Sud	1 465 \$
39	762084	École Saint-Gabriel-Lalemant	Centre	1 634 \$
40	762085	École Garneau	Sud	1 500 \$
41	762086	École Saint-Ambroise	Centre	2 296 \$
42	762087	École Paul-Bruchési	Sud	1 565 \$
43	762089	École Lanaudière	Sud	1 445 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
44	762090	École Le Plateau Sud	2 500 \$
45	762091	École Marguerite-Bourgeoys Sud	1 408 \$
46	762094	École Marie-Favery Centre	1 633 \$
47	762095	École Saint-Arsène Centre	1 900 \$
48	762096	École Saint-Étienne Centre	1 350 \$
49	762097	École Arc-en-Ciel Sud	1 150 \$
50	762098	École Louis-Hippolyte-Lafontaine Sud	1 540 \$
51	762103	École Laurier Sud	1 950 \$
52	762104	École Saint-Gérard Centre	1 634 \$
53	762105	École La Mennais Centre	1 660 \$
54	762106	École Hélène-Boullé Centre	1 850 \$
55	762107	École Sainte-Cécile Centre	1 634 \$
56	762110	École La Petite-Patrie, pavillon Notre-Dame-de-la-Défense Centre	1 900 \$
57	762111	École Saint-Enfant-Jésus Sud	1 400 \$
58	762114	École Au Pied de la Montagne Sud	1 635 \$
59	762115	École Lambert-Closse Sud	1 500 \$
60	762117	École Ahuntsic Nord	1 250 \$
61	762119	École Saint-André-Apôtre Nord	2 500 \$
62	762121	École Saint-Benoît Nord	2 389 \$
63	762127	École FACE Sud	3 438 \$
64	762128	École Barthélemy-Vimont Centre	3 000 \$
65	762129	École De la Petite-Bourgogne Ouest	2 648 \$
66	762130	École Charles-Lemoyne Ouest	2 533 \$
67	762131	École Jeanne-LeBer Ouest	2 289 \$
68	762132	École François-de-Laval Nord	2 250 \$
69	762135	École Bedford Ouest	3 350 \$
70	762136	École Internationale de Montréal (sec) Sud	3 690 \$
71	762139	École Victor-Rousselot Ouest	2 303 \$
72	762140	École Ludger-Duvernay Ouest	2 246 \$
73	762142	École Notre-Dame-des-Neiges Ouest	2 000 \$
74	762145	École Gilles-Vigneault Nord	2 000 \$
75	762146	École Sainte-Odile Nord	2 000 \$
76	762147	École Alice-Parizeau Nord	5 500 \$
77	762149	École Saint-Pascal-Baylon Ouest	3 350 \$
78	762149	École Lucille-Teasdale Ouest	3 897 \$
79	762150	École Simonne-Monet Ouest	3 350 \$
80	762151	École Louisbourg Nord	2 000 \$
81	762152	École des Nations Ouest	3 350 \$
82	762153	École du Petit-Chapiteau Ouest	3 350 \$
83	762154	École Saint-Zotique Ouest	1 975 \$
84	762155	École Iona Ouest	4 000 \$
85	762156	École Notre-Dame-de-Grâce Ouest	3 094 \$
86	762162	École Marie-de-l'Incarnation Ouest	1 379 \$
87	762163	École Marc-Favreau Ouest	2 306 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
88	762164	École Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours Ouest	1 672 \$
89	762165	École Coeur-Immaculé-de-Marie Ouest	1 572 \$
90	762166	École Dollard-des-Ormeaux Ouest	1 465 \$
91	762167	École Saint-Jean-de-Matha Ouest	1 715 \$
92	762170	École Sainte-Catherine-de-Sienne Ouest	1 598 \$
93	762201	École Gadbois EHDAA	1 000 \$
94	762205	École Victor-Doré EHDAA	720 \$
95	762207	École Charles-Bruneau EHDAA	4 000 \$
96	762208	École Dominique-Savio / Accès Nord EHDAA	500 \$
97	762208	École Dominique-Savio EHDAA	122 \$
98	762209	École Saint-Pierre-Apôtre EHDAA	1 000 \$
99	762215	École de l'Étincelle EHDAA	1 800 \$
100	762217	École de la Lancée EHDAA	3 500 \$
101	762217	École de la Lancée / Accès Est EHDAA	1 300 \$
102	762226	École Henri-Julien EHDAA	3 050 \$
103	762242	École Espace-Jeunesse EHDAA	2 000 \$
104	762248	École Le Vitrail Est	2 500 \$
105	762252	École Louise-Trichet Est	2 500 \$
106	762258	École Marguerite-De Lajemmerais Centre	6 117 \$
107	762262	École Joseph-François-Perrault Nord	12 000 \$
108	762263	École Louis-Joseph-Papineau Nord	4 000 \$
109	762264	École Pierre-Dupuy Sud	3 195 \$
110	762265	École Jeanne-Mance Sud	3 315 \$
111	762267	Académie De Roberval Centre	1 600 \$
112	762268	École Père-Marquette Centre	4 039 \$
113	762269	École Georges-Vanier Centre	6 950 \$
114	762271	École Sophie-Barat, annexe Nord	17 000 \$
115	762274	École Saint-Louis Sud	2 600 \$
116	762278	École Lucien-Pagé Centre	8 350 \$
117	762282	École La Dauversière Nord	9 000 \$
118	762287	École Honoré-Mercier Ouest	4 260 \$
119	762291	École Saint-Luc Ouest	5 283 \$
120	762000	BRAC CSDM	11 000 \$
121	762000	BRAC CSDM	24 518 \$
122	762000	Réseau Ouest Ouest	4 867 \$
Montant total demandé			368 481 \$

Montant maximal prévu

368 481 \$

Montant versé

368 481 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Marguerite-Bourgeoys

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	763001	Académie Saint-Clément	4 516 \$
2	763005	Bois-Franc-Aquarelle	2 000 \$
3	763006	Cardinal-Léger	2 880 \$
4	763008	Enfant-Soleil	2 645 \$
5	763009	Guy-Drummond	2 042 \$
6	763010	Katimavik-Hébert	3 000 \$
7	763011	Henri-Beaulieu	3 054 \$
8	763012	Jonathan	1 296 \$
9	763013	Lajoie	2 124 \$
10	763014	Laurentide	1 920 \$
11	763015	Morand-Nantel-Beau-Séjour	2 512 \$
12	763016	Nouvelles-Querbes	1 600 \$
13	763018	Saint-Germain-d'Outremont	2 200 \$
14	763019	De la Mosaïque	2 584 \$
15	763020	Jean-Grou	2 155 \$
16	763038	Mont-Royal	4 751 \$
17	763040	Paul-Gérin-Lajoie d'Outremont	3 500 \$
18	763041	Saint-Laurent, pavillon Émile-Legault	6 130 \$
19	763042	Pierre-Laporte	3 240 \$
20	763100	Chanoine-Joseph-Théorêt	1 797 \$
21	763101	Des Rapides-de-Lachine	1 770 \$
22	763102	Du Grand-Héron	1 429 \$
23	763103	Henri-Forest	1 818 \$
24	763104	Île-des-Sœurs	2 700 \$
25	763105	Jardin-des-Saints-Anges	1 500 \$
26	763106	Laurendeau-Dunton	2 267 \$
27	763107	Pierre-Rémy	2 200 \$
28	763108	Lévis-Sauvé	1 777 \$
29	763109	Martin-Bélanger	1 766 \$
30	763110	Notre-Dame-de-la-Garde	2 656 \$
31	763111	Notre-Dame-de-la-Paix	1 800 \$
32	763112	Notre-Dame-de-Lourdes	1 734 \$
33	763113	Notre-Dame-des-Rapides	1 500 \$
34	763114	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	1 598 \$
35	763115	Paul-Jarry	1 531 \$
36	763116	Philippe-Morin	1 750 \$
37	763117	Sainte-Catherine-Labouré	2 226 \$
38	763118	Ste-Geneviève Sud	1 877 \$
39	763119	Terre-des-Jeunes	1 500 \$
40	763122	Catherine-Soumillard	2 000 \$
41	763136	Collège St-Louis, pavillon Lachine	4 500 \$
42	763138	Cavelier-de-LaSalle	6 865 \$
43	763139	Dalbé-Viau	5 670 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Marguerite-Bourgeoys

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
44	763142	Mgr-Richard, pavillon Rhéaume	6 866 \$
45	763200	Dollard-des-Ormeaux	2 387 \$
46	763201	Du Grand-Chêne	1 991 \$
47	763202	Émile-Nelligan	2 564 \$
48	763203	Gentilly	2 000 \$
49	763206	Jacques-Bizard	2 067 \$
50	763208	Jonathan-Wilson	2 472 \$
51	763209	Joseph-Henrico	2 165 \$
52	763210	Lalande	2 165 \$
53	763211	Marguerite-Bourgeoys	2 758 \$
54	763212	Murielle-Dumont	2 737 \$
55	763213	Perce-Neige	3 200 \$
56	763214	Beaconsfield	1 889 \$
57	763216	Pointe-Claire	2 247 \$
58	763217	Saint-Gérard	1 821 \$
59	763218	Saint-Louis	2 226 \$
60	763219	Saint-Luc	2 380 \$
61	763220	Saint-Rémi	2 492 \$
62	763221	Ste-Geneviève Ouest	2 809 \$
63	763222	Du Bout-de-L'Isle	2 000 \$
64	763236	Des Sources	5 644 \$
65	763237	John-F.-Kennedy	1 348 \$
66	763240	Félix-Leclerc	5 840 \$
67	763241	Dorval-Jean XXIII	5 000 \$
68	763243	Saint-Georges	4 271 \$
Montant total demandé			183 719 \$

Montant maximal prévu **183 719 \$**

Montant versé **183 719 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : English-Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	887001	Bancroft	1 585 \$
2	887002	Carlyle	1 585 \$
3	887003	Cedarcrest	1 585 \$
4	887004	Dalkeith	2 785 \$
5	887005	Dante	2 785 \$
6	887006	Dunrae Gardens	2 785 \$
7	887007	East Hill	2 785 \$
8	887008	Edinburgh	2 785 \$
9	887009	Edward Murphy	2 785 \$
10	887010	Elizabeth Ballantyne	2 785 \$
11	887012	Pierre Elliott Trudeau	2 785 \$
12	887014	Gardenview	3 275 \$
13	887015	Gerald McShane	2 785 \$
14	887016	Hampstead	1 585 \$
15	887017	Holy Cross	1 585 \$
16	887018	Honoré Mercier	2 785 \$
17	887019	John Caboto	1 585 \$
18	887021	Leonardo Da Vinci	2 785 \$
19	887023	Merton	1 585 \$
20	887024	Michelangelo	2 785 \$
21	887026	Nesbitt	2 785 \$
22	887027	Our Lady of Pompei	2 785 \$
23	887028	Parkdale	2 785 \$
24	887029	Pierre de Coubertin	2 785 \$
25	887030	Roslyn	2 785 \$
26	887031	St. Brendan	1 585 \$
27	887032	Sinclair Laird	1 585 \$
28	887035	St. Dorothy	1 585 \$
29	887036	St. Gabriel	1 585 \$
30	887037	St. John Bosco	1 585 \$
31	887039	St. Monica	1 585 \$
32	887042	Westmount Park	2 785 \$
33	887043	Willingdon	2 785 \$
34	887044	St. Raphael	885 \$
35	887045	Coronation	2 785 \$
36	887046	Royal Vale	3 275 \$
37	887047	F.A.C.E.	2 785 \$
38	887048	General Vanier	1 585 \$
39	887101	James Lyng	2 785 \$
40	887102	John F. Kennedy	3 275 \$
41	887103	John Paul I	3 916 \$
42	887104	Lauren Hill	3 916 \$
43	887106	Lester B. Pearson	3 916 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : English-Montréal

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
44	887108	Marymount	3 275 \$
45	887109	Paul VI	885 \$
46	887110	Rosemount	3 275 \$
47	887111	Royal West	3 275 \$
48	887114	Vincent Massey	3 275 \$
49	887116	Westmount High	3 275 \$
50	887117	John Grant	885 \$
51	887206	Venture	885 \$
52	887207	Vezina	885 \$
53	887208	Perspectives	885 \$
54	887251	Elizabeth House	885 \$
55	887255	Mountainview	885 \$
56	887259	Centre Horizons de la Jeunesse – Programme FOCUS	885 \$
Montant total demandé			129 372 \$

Montant maximal prévu **129 372 \$**

Montant versé **129 372 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Lester-B.-Pearson

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	888002	Allion	1 860 \$
2	888003	Beacon Hill	1 851 \$
3	888004	Beechwood	1 784 \$
4	888009	Children's World	2 054 \$
5	888010	Christmas Park	1 877 \$
6	888012	Dorset	1 742 \$
7	888013	Edgewater	1 936 \$
8	888014	Evergreen	2 180 \$
9	888016	Greendale	1 995 \$
10	888017	Purcell	2 475 \$
11	888021	Meadowbrook	1 724 \$
12	888022	Mount Pleasant	1 733 \$
13	888024	Riverview	1 910 \$
14	888027	Saint Anthony	2 071 \$
15	888029	Saint Charles	1 885 \$
16	888030	Saint Edmund	1 860 \$
17	888031	Saint John Fisher Sr.	2 644 \$
18	888032	Soulanges	1 025 \$
19	888033	Saint Paul	1 953 \$
20	888037	Terry Fox	1 961 \$
21	888038	Thorndale	2 079 \$
22	888040	Westpark	2 644 \$
23	888041	Wilder Penfield	2 239 \$
24	888044	Saint Patrick	1 674 \$
25	888045	Pierre Elliott Trudeau	1 978 \$
26	888046	Margaret Manson	1 902 \$
27	888047	Verdun	1 514 \$
28	888048	Forest Hill Sr.	2 484 \$
29	888051	Beaconsfield	5 198 \$
30	888057	John Rennie	5 738 \$
31	888058	Lakeside	5 150 \$
32	888059	LaSalle Communautaire	4 625 \$
33	888060	Lindsay Place	5 409 \$
34	888061	Macdonald	3 301 \$
35	888062	Pierrefonds Comprehensive	5 426 \$
36	888063	Riverdale	3 790 \$
37	888065	Saint Thomas	5 055 \$
38	888066	Westwood	5 072 \$
39	888069	Beurling	8 194 \$
40	888080	Clearpoint	2 045 \$
41	888081	Dorval	2 012 \$
42	888083	Saint Lawrence Sr.	3 352 \$
43	888084	Sunshine	2 256 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Lester-B.-Pearson

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
44	888085	Springdale	2 425 \$
45	888087	Sherwood Forest	2 534 \$
46	888088	Jubilee	1 919 \$
47	888089	Orchard	1 497 \$
Montant total demandé			130 031 \$

Montant maximal prévu 130 032 \$

Montant versé 130 031 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Draveurs

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	771075	Carle	1 749 \$
2	771066	de l'Envolée	2 365 \$
3	771070	de l'Odyssée	2 295 \$
4	771064	de la Colline	616 \$
5	771080	de la Montée	1 161 \$
7	771086	de la Rose-des-Vents	1 427 \$
9	771079	des Belles-Rives	1 539 \$
10	771068	des Cépages	1 959 \$
12	771072	du Bois-Joli	1 623 \$
13	771053	du Nouveau-Monde	1 889 \$
14	771067	du Vallon	1 889 \$
16	771059	l'Oiseau Bleu	1 861 \$
18	771051	la Source	1 091 \$
19	771065	le Petit-Prince	1 987 \$
20	771056	le Tremplin	1 022 \$
21	771033	L'Érablière	7 710 \$
22	771038	du Versant	7 109 \$
23	771035	le Carrefour	11 013 \$
24	771022	Nicolas-Gatineau	18 164 \$
25	771015	Ste-Élisabeth	1 036 \$
Montant total demandé			69 505 \$

Montant maximal prévu **82 184 \$**

Montant versé **69 505 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Draveurs (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	771083	la Sablonnière	2 309 \$
2	771050	Massé	1 553 \$
3	771051	de la Traversée	1 399 \$
4	771082	Raymond	952 \$
Montant total demandé			6 213 \$

Montant maximal prévu 12 679 \$

Montant versé 6 213 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Portages-de-l'Outaouais

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	772001	Euclide-Lanthier	2 105 \$
2	772002	Côte-du-Nord	2 255 \$
3	772003	des Rapides-Deschênes	3 395 \$
4	772004	du Mont-Bleu	2 296 \$
5	772005	Jean-de-Brébeuf	1 648 \$
6	772006	du Village	2 796 \$
7	772007	Lac-des-Fées	1 881 \$
8	772008	du Plateau	2 338 \$
9	772011	du Vieux-Verger	2 138 \$
10	772012	du Grand-Boisé	1 939 \$
11	772013	Saint-Paul	1 773 \$
12	772014	des Trois-Portages	1 914 \$
13	772015	du Parc-de-la-Montagne	1 648 \$
14	771016	St-Jean-Bosco	1 748 \$
15	772018	du Dôme	1 922 \$
16	771019	St-Rédempteur	1 590 \$
17	772020	au Cœur-des-Collines	2 298 \$
18	772027	de la Vallée-des-Voyageurs	2 132 \$
19	772042	des Lacs	2 047 \$
20	772044	Grande-Rivière	7 066 \$
21	772046	Mont-Bleu	5 512 \$
22	772048	de l'Île	6 061 \$
Montant total demandé			58 502 \$

Montant maximal prévu **61 772 \$**

Montant versé **58 502 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Portages-de-l'Outaouais (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	772017	Notre-Dame	1 200 \$
2	772028	des Deux-Ruisseaux	1 864 \$
Montant total demandé			3 064 \$

Montant maximal prévu 3 270 \$

Montant versé 3 064 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : au Cœur-des-Vallées

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	773001	Adrien-Guillaume	1 201 \$
2	773002	St-Cœur-de-Marie	1 333 \$
3	773004	Providence	2 523 \$
5	773006	Centrale	1 026 \$
6	773007	St-Michel (M)	1 228 \$
7	773009	St-Pie X	1 298 \$
8	773010	Louis-Joseph-Papineau	3 529 \$
9	773016	Sacré-Cœur	1 245 \$
10	773017	Sainte-Famille/aux Trois-Chemins	2 645 \$
11	773018	Maria-Goretti	1 656 \$
12	773019	St-Jean-de-Brébeuf	1 578 \$
13	773021	du Sacré-Cœur	1 840 \$
14	773022	aux Quatre-Vents	1 814 \$
15	773023	du Ruisseau	1 648 \$
16	773026	Mgr Charbonneau	1 385 \$
17	773027	St-Michel (G)	1 849 \$
18	773028	St-Laurent	1 901 \$
19	773029	du Boisé	1 954 \$
20	773030	secondaire Hormisdas-Gamelin	7 300 \$
21	773033	de la Montagne	850 \$
22	773034	Notre-Dame-de-la-Garde	806 \$
Montant total demandé			40 609 \$

Montant maximal prévu **40 615 \$**

Montant versé 40 609 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (2^e vague)

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	774002	Primaire-Pontiac	2 452 \$
2	774003	Cœur-de-la-Gatineau	3 235 \$
3	774004	Le Rucher	2 815 \$
5	774001	Sieur-de-Coulonge	2 938 \$
6	774005	Cité étudiante de la Haute-Gatineau	3 862 \$
Montant total demandé			15 302 \$

Montant maximal prévu 15 303 \$

Montant versé 15 302 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Western Québec

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	886002	Pontiac High School	3 250 \$
2	886022	Onslow Elementary School	1 300 \$
3	886005	Dr. Wilbert Keon School	2 450 \$
4	886007	St-John's Elementary School	1 850 \$
5	886009	Namur Intermediate School	1 650 \$
6	886009	Noranda School	1 850 \$
7	886011	Buckingham Elementary School	1 800 \$
8	886013	Pierre Elliott Trudeau School	2 250 \$
9	886015	Chelsea Elementary School	1 700 \$
10	886016	Greater Gatineau Elementary School	2 250 \$
11	886017	Hadley Jr. High School	4 000 \$
12	886019	Wakefield Elementary School	1 750 \$
13	886021	Dr. S.E. McDowell School	2 010 \$
14	886023	Eardley Elementary School	2 550 \$
15	886025	Symmes Jr. High School	5 000 \$
16	886030	Maniwaki Woodland School	2 000 \$
17	886037	G. Theberge School	2 200 \$
18	886032	Poltimore Elementary School	1 300 \$
19	886033	Queen Elizabeth Elementary School	1 033 \$
20	886034	Lord Aylmer School (Jr & Sr)	2 550 \$
21	886012	St-Michael's High School	1 356 \$
Montant total demandé			46 099 \$

Montant maximal prévu 46 109 \$

Montant versé 46 099 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Lac-Témiscamingue

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	781060	Gilbert-Théberge	1 971 \$
2	781058	St-Gabriel	1 666 \$
3	781069	Carrefour	1 421 \$
4	781036	Béarn	1 428 \$
5	781038	Belleterre	1 245 \$
6	781048	Laverlochère	1 490 \$
7	781087	St-Viateur	1 087 \$
8	781044	Marie-Assomption	1 411 \$
9	781053	St-Joseph	1 131 \$
10	781043	Guérin	1 175 \$
11	781067	Rivière-des-Quinze	2 156 \$
12	781049	Marcel-Raymond	2 532 \$
Montant total demandé			18 713 \$

Montant maximal prévu 18 714 \$

Montant versé 18 713 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Rouyn-Noranda

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	782009	Sacré-Cœur	8 500 \$
2	782020	Des Kekeko	1 250 \$
3	782007	Notre-Dame-de-Protection	1 500 \$
4	782004	Notre-Dame-de-Grâce	1 500 \$
5	782012	Évain	1 500 \$
6		Projet collectif de la commission scolaire visant l'ensemble des élèves de 3e cycle du primaire	3 156 \$
7	782018	La Source	13 349 \$
8	782003	Cléricy/Mont-Brun/Destor	891 \$
9	782008	D'Alembert	771 \$
Montant total demandé			32 417 \$

Montant maximal prévu 32 420 \$

Montant versé 32 417 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Harricana

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	783001	Polyvalente de la Forêt	1 332 \$
2	783003	Sainte-Gertrude	1 287 \$
3		Saint-Paul	1 211 \$
4	783006	Natagan	1 951 \$
5	783007	Morency - Villemontel	1 272 \$
6	783008	Saint-Joseph	1 544 \$
7	783009	Saint-Thomas d'Aquin	1 287 \$
8	783010	Des Coteaux	1 302 \$
9	783011	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur	1 649 \$
10	783012	Sainte-Thérèse	2 284 \$
11	783015	Christ-Roi	1 649 \$
12	783016	Notre-Dame-de-Lourdes	1 513 \$
13	783017	Saint-Dominique	1 438 \$
14	783018	Saint-Viateur	2 797 \$
15	783019	Tétreault - La Motte	1 544 \$
16	783020	Notre-Dame-de-Fatima	1 680 \$
17	783074	La Calypso	1 227 \$
Montant total demandé			26 967 \$

Montant maximal prévu 26 968 \$

Montant versé **26 967 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Or-et-des-Bois

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	784001	Projet collectif pour l'ensemble des écoles primaires (3e cycle) et secondaire (1er cycle) - Rejoint 1335 élèves	36 505 \$
	784002		
	784003		
	784004		
	784005		
	784006		
	784007		
	784008		
	784009		
	784011		
	784012		
	784013		
	784014		
	784015		
	784016		
	784022		
	784023		
	784024		
	784025		
Montant total demandé			36 505 \$

Montant maximal prévu 36 505 \$

Montant versé 36 505 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Lac-Abitibi

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	785001	Dagenais	2 470 \$
2	785002	Quatre-Cantons (3 pavillons)	1 367 \$
3	785003	Cité étudiante Polyno	3 363 \$
4	785004	Royal-Roussillon	2 741 \$
5	785005	Envol (2 pavillons)	2 703 \$
6	785006	Abana	1 831 \$
7	785007	Du Maillon (3 pavillons)	1 498 \$
8	785008	Bellefeuille (3 pavillons)	1 595 \$
Montant total demandé			17 568 \$

Montant maximal prévu **17 568 \$**

Montant versé **17 568 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : Baie-James

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	801002	Bon-Pasteur	1 438 \$
2	801003	La Porte-du-Nord	2 978 \$
3	801004	Vatican II	1 885 \$
4	801005	St-Dominique-Savio	1 300 \$
5	801008	Le Filon	1 438 \$
6	801012	Galinée	1 341 \$
7	801014	Le Delta	1 393 \$
8	801015	Jacques-Rousseau	1 175 \$
9	801016	La Taïga	1 533 \$
10	801017	Boréale	1 490 \$
11	801018	Beauvalois	1 148 \$
12	801801	Notre-Dame-du-Rosaire	1 498 \$
Montant total demandé			18 617 \$

Montant maximal prévu 18 679 \$

Montant versé 18 617 \$

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : du Littoral

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	689010	Mountain Ridge	1 550 \$
2	689012	St-Augustine	1 800 \$
3	689019	Netagamiou	1 430 \$
4	689009	Kegaska	700 \$
5	689007	Harrington	1 550 \$
6	689014	St-Paul	1 740 \$
7	689015	St-Theresa	1 870 \$
8	689017	Saint-Joseph	1 060 \$
9	689018	Gabriel-Dionne	1 370 \$
10	689016	Mgr Scheffer	660 \$
11	689104	Marie-Sarah	1 370 \$
Montant total demandé			15 100 \$

Montant maximal prévu **15 101 \$**

Montant versé **15 100 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de l'Estuaire

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	791037	St-joseph	760 \$
2	791041	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (primaire)	1 151 \$
3	791043	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (secondaire)	1 330 \$
4	791039	Marie-Immaculée	1 249 \$
5	791068	St-Luc	1 623 \$
6	791011	Richard	1 151 \$
7	791015	Ste-Marie	972 \$
8	791035	Bois-du-Nord	1 753 \$
9	791006	St-Cœur-de-Marie	647 \$
10	791008	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	760 \$
11	791002	Mgr Bouchard	647 \$
12	791019	Boisvert	1 867 \$
13	791016	Mgr Labrie	516 \$
14	791036	Dominique Savio	581 \$
15	791059	Poly des Berges	1 900 \$
16	791027	Mgr Bélanger	1 184 \$
17	791032	Père Duclos	549 \$
18	791058	Polyvalente des Baies	6 653 \$
19	791078	La Marée	1 216 \$
20	791080	Les Dunes	988 \$
21	791026	Trudel	1 265 \$
22	791028	St-Cœur-de-Marie	1 412 \$
23	791044	ESSB	5 704 \$
24	791046	Poly des Rivières	2 779 \$
25	791018	Saint-Joseph Baie-Trinité	630 \$
26	791020	Leventoux	2 307 \$
Montant total demandé			41 594 \$

Montant maximal prévu

Montant versé

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : du Fer

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	792001	Des Découvertes	1 699 \$
2	792003	Horizon-Blanc	1 609 \$
3	792015	Mère d'Youville	1 636 \$
4	792018	St-Alexandre (regroupement 3 écoles)	3 699 \$
7	792026	Maisonneuve	1 736 \$
8	792033	Jacques-Cartier	1 654 \$
9	792034	Gamache	2 371 \$
10	792039	Marie-Immaculée	2 026 \$
11	792047	Jean-du Nord	6 241 \$
12	792049	CÉLA	2 753 \$
13	792051	Camille-Marcoux	1 654 \$
14	792064	Bois-Joli	1 636 \$

Montant total demandé **28 714 \$**

Montant maximal prévu **28 715 \$**

Montant versé **28 714 \$**

PROGRAMME : ÉCOLES EN FORME ET EN SANTÉ 2008-2009

Commission scolaire : de la Moyenne-Côte-Nord

Projet	Code de l'école	Nom de l'école	Montant demandé
1	793002	Roger-Martineau	7 153 \$
Montant total demandé			7 153 \$

Montant maximal prévu

7 153 \$

Montant versé

7 153 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Programme Agir autrement : Tout projet de révision, document, note, état de situation depuis 2003.

RÉPONSE

L'équipe de recherche de l'Université de Montréal a terminé la collecte de données débutée en 2003. Le rapport final de l'évaluation 2003-2007 devrait être déposé à l'automne 2009.

Des données préliminaires de l'évaluation ont été présentées au Comité national de pilotage de la Stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA). Cette évaluation est présentée en document d'appoint.

La Stratégie d'intervention ***Agir autrement* (SIAA)**

Perspectives d'avenir

Coordination des interventions en milieu défavorisé
Équipe d'évaluation de la SIAA

Le 24 février 2009

Les fondements de la SIAA

- Stratégie visant les écoles des communautés les plus à risque (milieux défavorisés)
- Stratégie principalement fondée sur :
 - o la mobilisation des communautés éducatives (approche «bottom up»);
 - o une complète autonomie des écoles dans le choix des objectifs et moyens d'action;
 - o les principes de la résolution de problèmes :
 - analyse des besoins et services offerts dans le milieu (forces et faiblesses) sur la base des connaissances des déterminants du décrochage scolaire;
 - priorisation des objectifs;
 - choix de mesures d'action prometteuses et reconnues pour leur efficacité;
 - évaluation de la mise en œuvre des interventions (monitorage);
 - évaluation des effets;
 - ajustements en continu sur la base du monitorage de l'implantation et des effets observés.

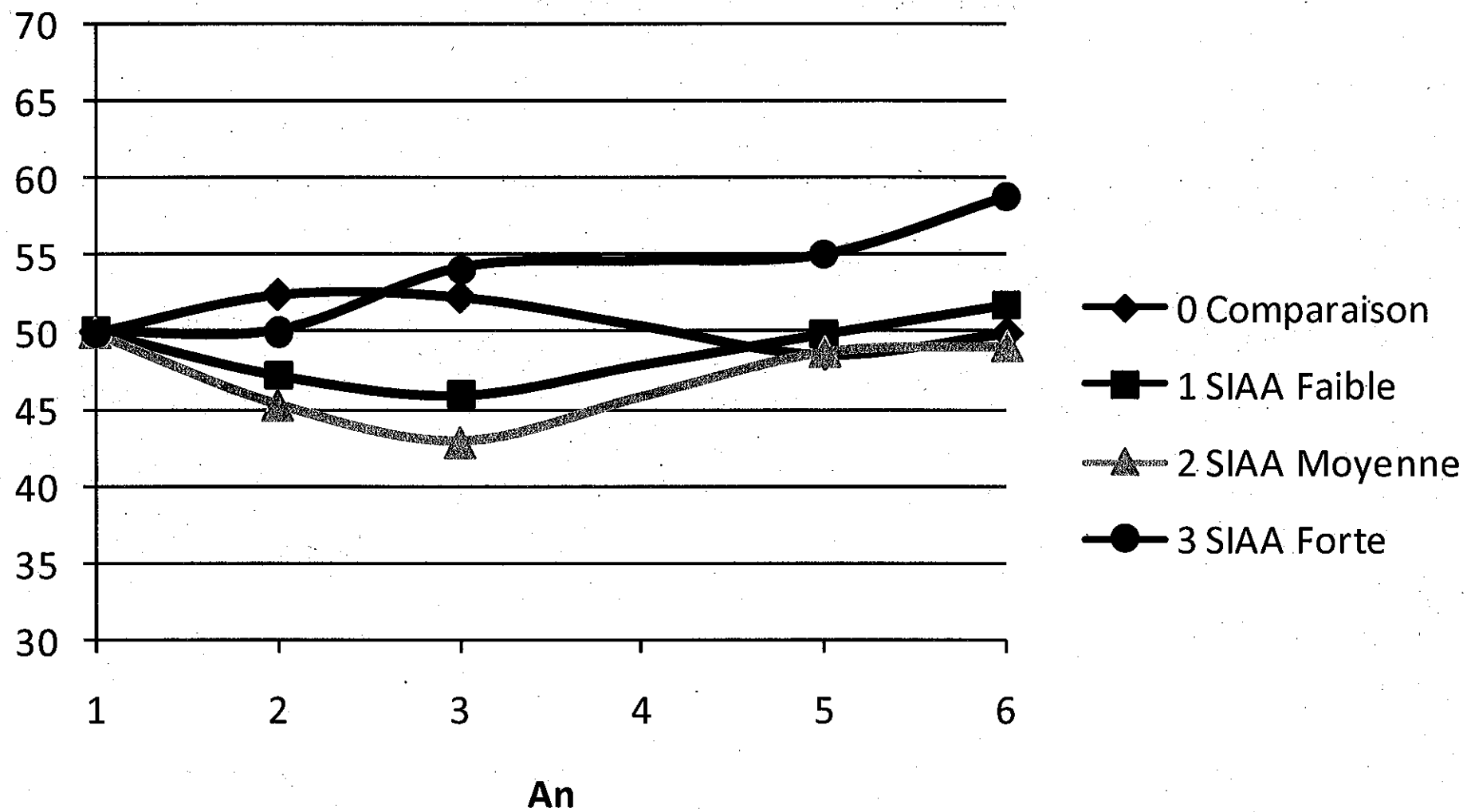
Limites des résultats de l'évaluation

- Le traitement des données d'évaluation de la SIAA sera complété au cours de l'été 2009.
- Compte tenu que les signes d'une implantation prometteuse de la SIAA sont peu apparents avant la troisième année du projet (2004-2005), les cohortes d'élèves ayant pu bénéficier d'un maximum d'effet arriveront au terme de leurs études secondaires à partir 2008-2009.
- Les informations sur le décrochage scolaire pour l'année 2007-2008 (6e année de la mise en œuvre de la SIAA) seront disponibles au printemps 2009.

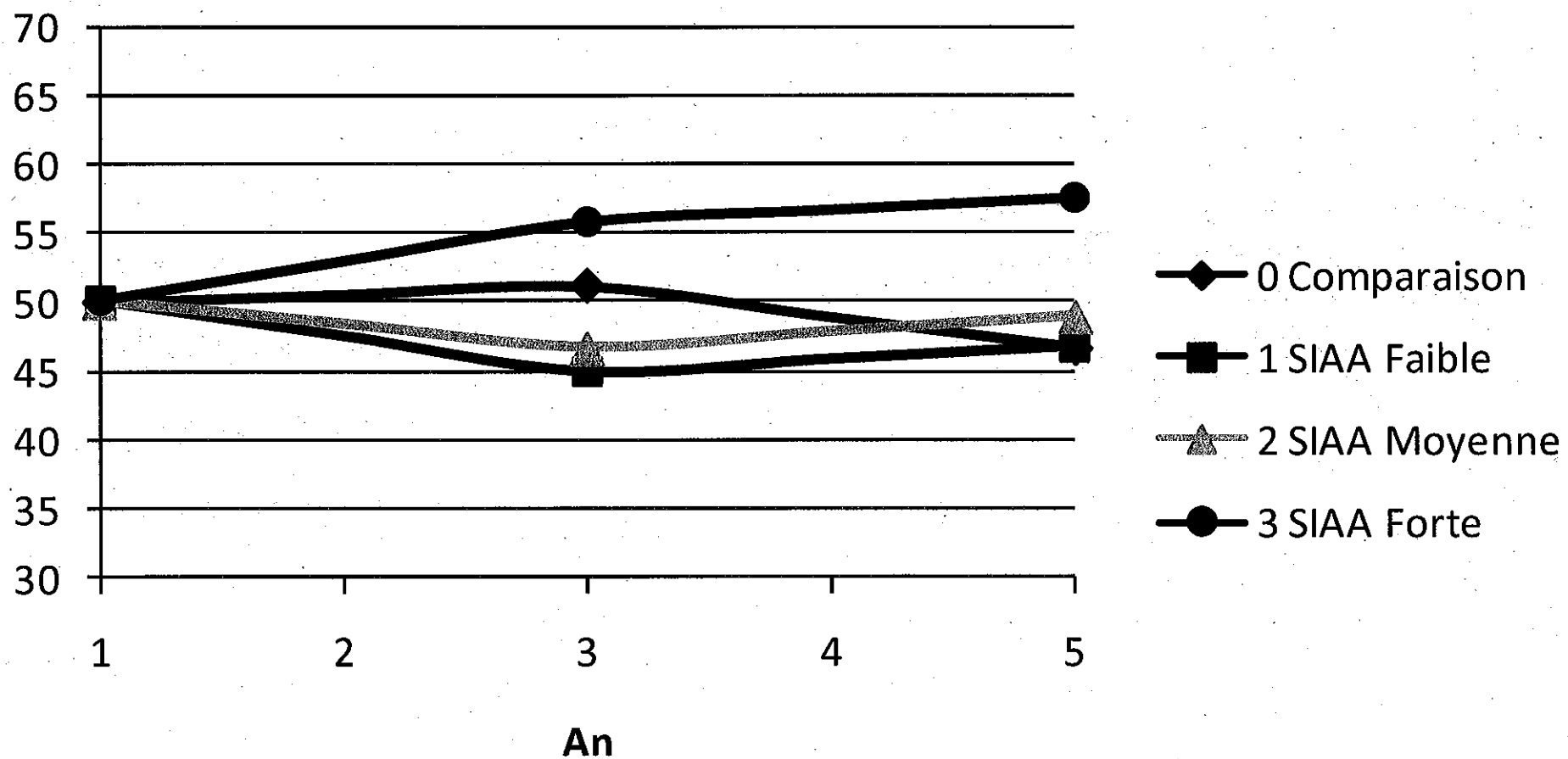
Effets de la SIAA sur la réussite scolaire

- Plus les écoles appliquent les principes de la SIAA plus elles améliorent leur potentiel éducatif et la réussite des élèves (instruction, socialisation, qualification).
- Cependant, l'ampleur des effets observés auprès de l'ensemble des élèves touchés par la SIAA permettra difficilement de se traduire par une réduction du taux de décrochage.

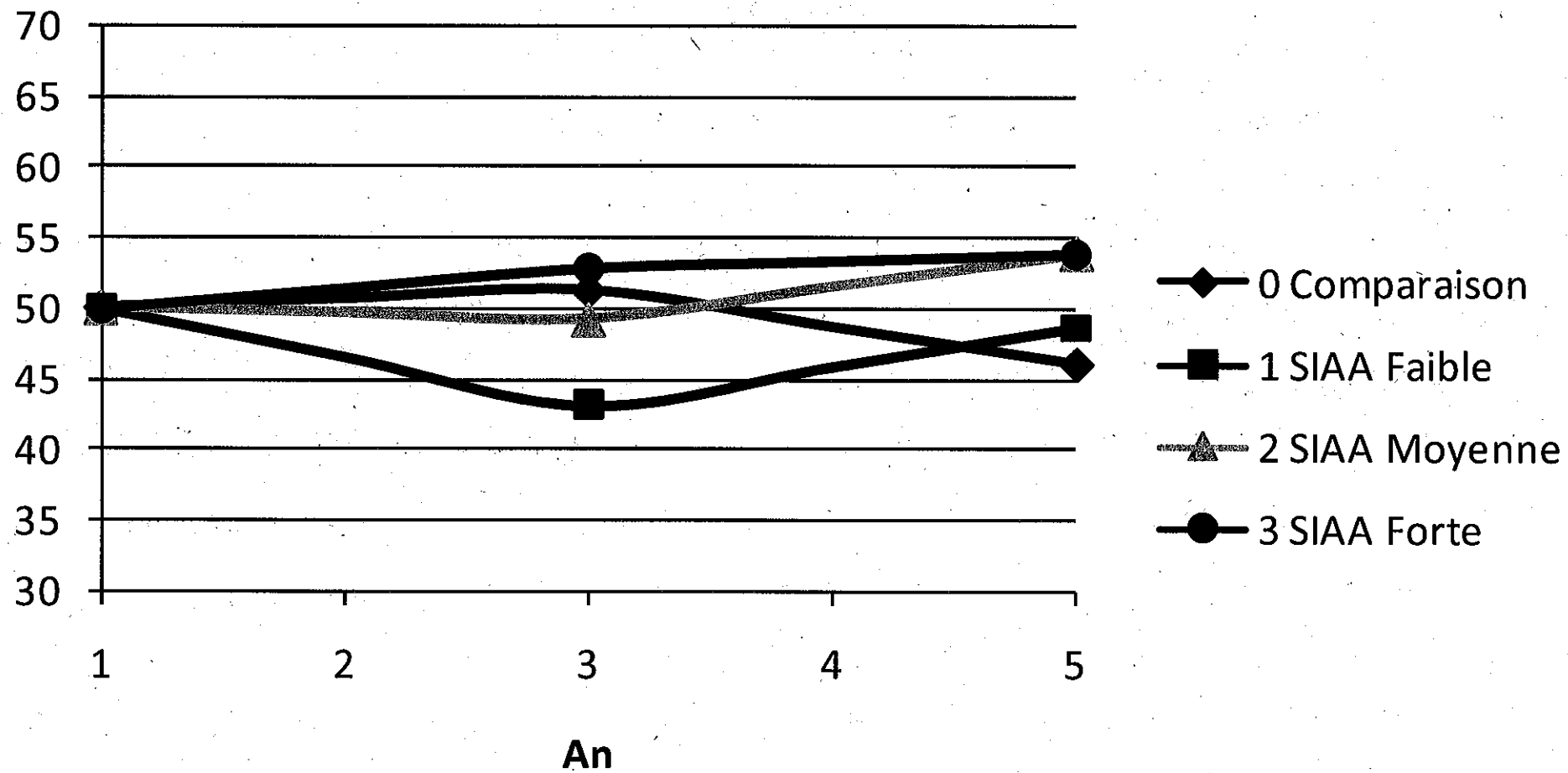
Attrait de l'école



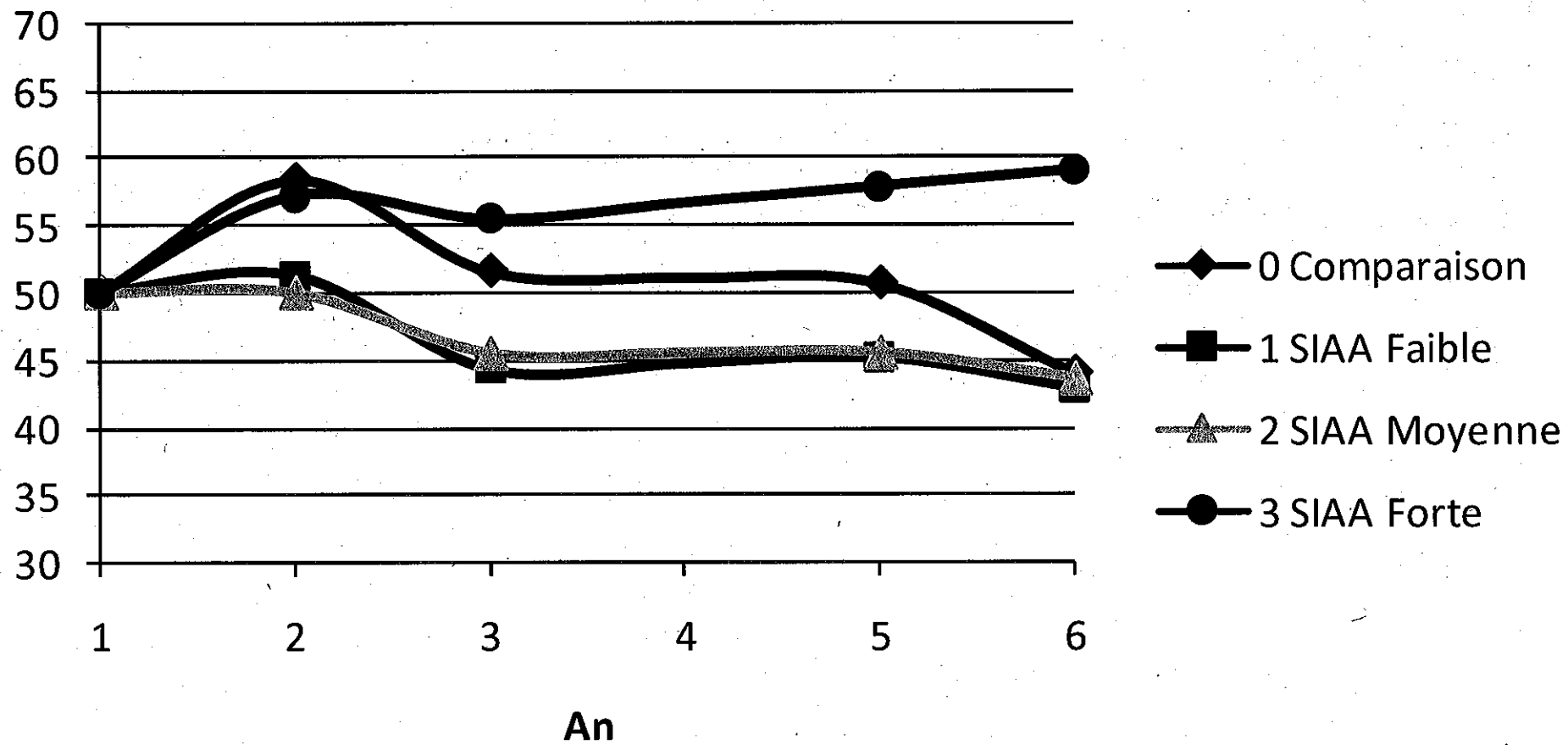
Climat éducatif



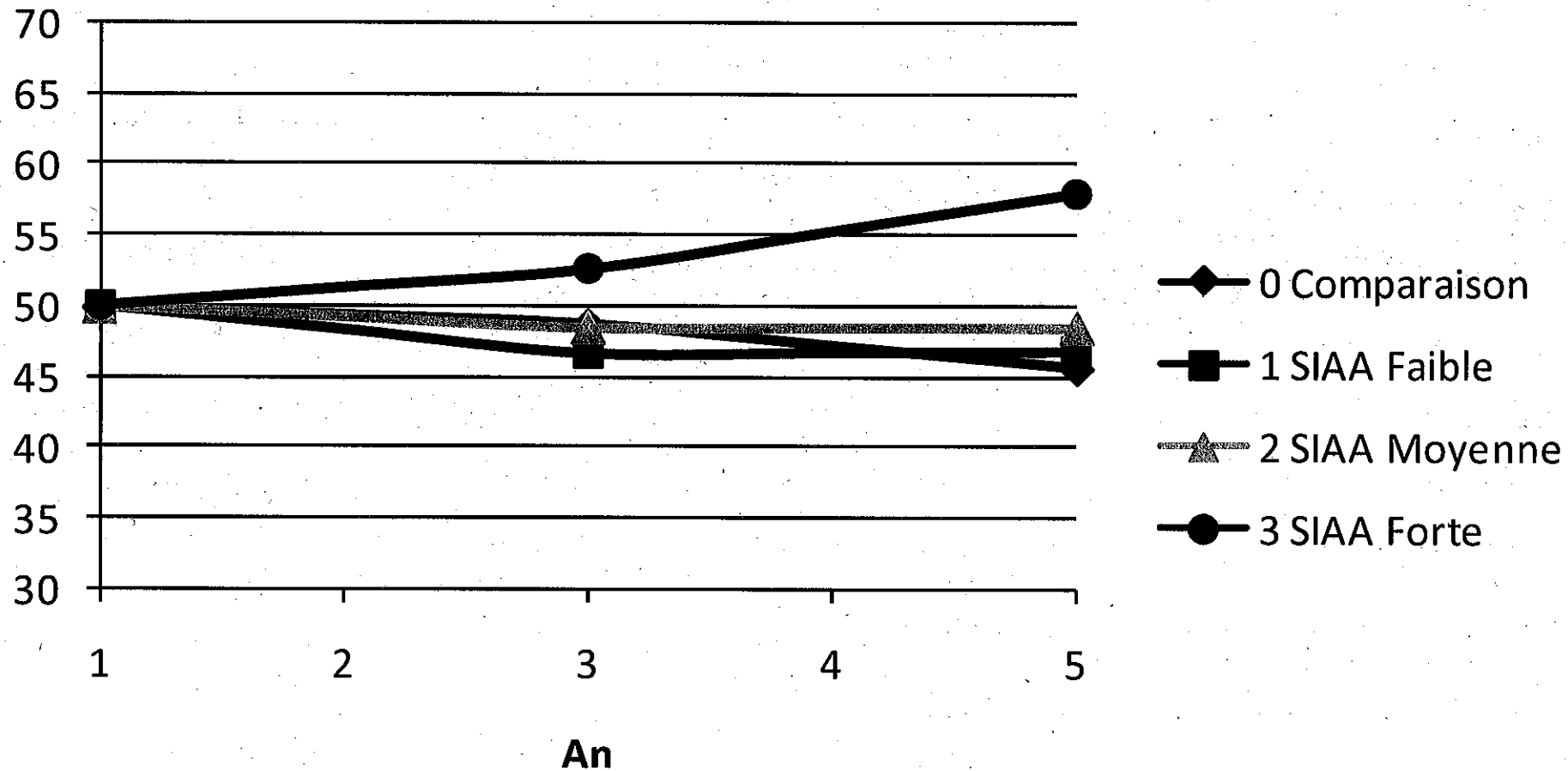
Climat relationnel entre les élèves



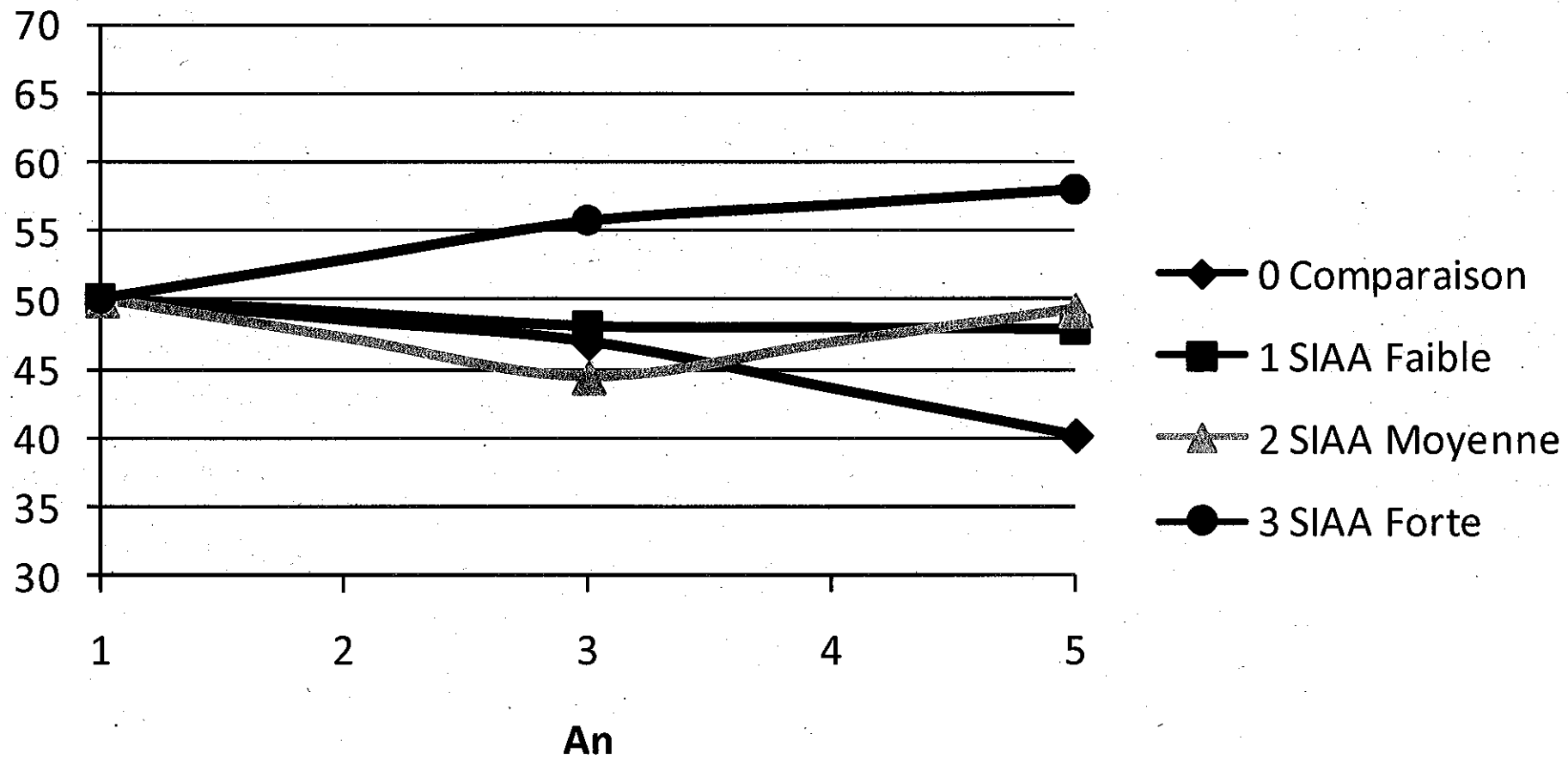
Relations chaleureuses avec les enseignants



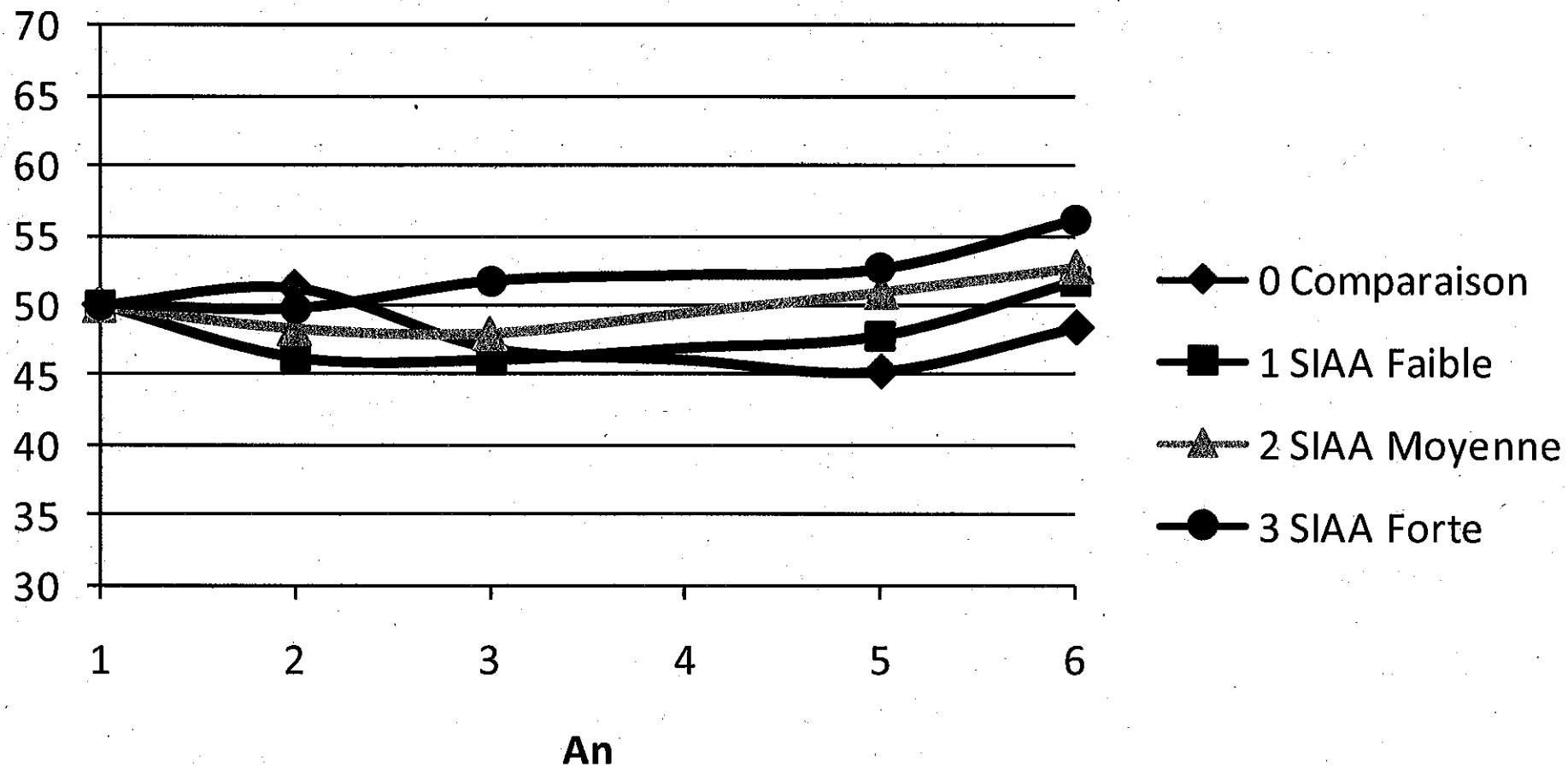
Pratiques pédagogiques



Soutien aux élèves en difficulté



Perception de compétence en français



Principaux écueils : MELS

- Précipitation de la mise en œuvre (manque de préparation: communication, soutien, développement d'expertises)
- Ressources insuffisantes pour la coordination de la stratégie au niveau national
- Objectifs nationaux trop nombreux, pas assez spécifiques; pas d'appels aux écoles à arrimer leurs objectifs aux objectifs nationaux
- Efficacité mitigée du système de soutien-communication par intermédiaires : CIMD-DR-CS
- Mécanismes de reddition de compte timides et peu en liens avec l'atteinte des objectifs et soutien offert

**Mobilité du personnel,
Gestion non intégrée (en silo) des multiples priorités concurrentes à la SIAA**

Principaux écueils CS

- Adhésion, mais mobilisation tardive ou mitigée des CS : leadership hésitant des DG, gestion en silo, peu de ressources humaines dédiées au soutien des écoles
- Allocation inégale des ressources (CS avec peu d'écoles et peu d'argent)
- Peu de ressources utilisées pour offrir un accompagnement et un soutien les écoles
- Manque d'expertise pour assumer leur rôle de soutien (pratiques efficaces, milieux défavorisés, gestion du changement...)
- Gestion décentralisée (absence de mécanismes de reddition de compte en lien avec les objectifs et le soutien offert)

Compréhensions non uniformes ou tardives des fondements de la SIAA, des rôles et responsabilités; faible vision commune et réseautage

**Mobilité du personnel,
Gestion non intégrée (en silo) des multiples priorités concurrentes à la SIAA**

Principaux écueils : Écoles

- Malgré une adhésion généralisée à la SIAA, faible pénétration et mobilisation en dehors de la direction et des proches collaborateurs (faible mobilisation d'une communauté éducative élargie).
- Capacité limitée d'analyser sa situation (manque d'un modèle explicatif intégrateur).
- Le processus de planification n'a pas eu la fonction mobilisatrice souhaitée, ni donné lieu au déploiement d'interventions nouvelles ou plus efficaces auprès des élèves (réaction de faire *plus de la même chose*).
- L'expertise en matière de monitoring et d'évaluation des interventions a peu progressé.
- Faible utilisation des connaissances issues de la recherche.

Compréhensions non uniformes ou tardives des fondements de la SIAA, des rôles et responsabilités; faible vision commune et réseautage

**Mobilité du personnel,
Gestion non intégrée (en silo) des multiples priorités concurrentes à la SIAA**

Principaux écueils

MELS

Précipitation de la mise en œuvre (manque de préparation: communication, soutien, développement d'expertises).

Ressources insuffisantes pour coordonner la SIAA au niveau national (CIMD).

Objectifs nationaux trop nombreux, pas assez spécifiques; pas d'appels aux écoles à arrimer leurs objectifs aux objectifs nationaux.

Efficacité mitigée du système de soutien-communication par intermédiaires : CIMD-DR-CS.

Mécanismes de reddition de compte timides et peu en liens avec l'atteinte des objectifs et soutien offert.

CS

Adhésion mais mobilisation tardive ou mitigée des CS : leadership hésitant des DG, gestion en silo, peu de ressources humaines dédiées au soutien des écoles.

Allocation de ressources inégales (CS avec peu d'écoles et peu d'argent) et peu utilisées pour offrir du soutien aux écoles

Manque d'expertise pour assumer leur rôle de soutien (pratiques efficaces, milieux défavorisés, gestion du changement...).

Gestion décentralisée: absence de mécanismes de reddition de compte en lien avec les objectifs et le soutien offert.

Compréhensions non uniformes ou tardives des fondements de la SIAA, des rôles et responsabilités; faible vision commune et réseautage

Écoles

Malgré une adhésion généralisée à la SIAA, faible pénétration et mobilisation en dehors des directions et proches collaborateurs; faible mobilisation d'une communauté éducative élargie.

Capacité limitée d'analyser sa situation (manque d'un modèle explicatif intégrateur).

Le processus de planification n'a pas eu la fonction mobilisatrice souhaitée, ni donné lieu au déploiement d'interventions nouvelles ou plus efficaces auprès des élèves (réaction de faire *plus de la même chose*).

L'expertise en matière de monitoring et d'évaluation des interventions a peu progressé.

Peu d'utilisation des connaissances issues de la recherche.

Mobilité du personnel,

Gestion non intégrée (en silo) des multiples priorités concurrentes à la SIAA

Stratégie générale des interventions

À MAINTENIR

- La promotion du changement de pratiques en s'appuyant sur la mobilisation des acteurs.
- Un déploiement de nouvelles pratiques encadré par une démarche rigoureuse d'analyse de situation, de planification et d'évaluation.
- Un programme d'évaluation de la mise en œuvre et des effets de la stratégie.

SUR LES OBJECTIFS

- Prioriser et limiter le nombre d'objectifs nationaux à quelques déterminants majeurs du décrochage (ex. compétences en lecture et mathématiques, l'engagement scolaire...).
- Des objectifs significatifs aux yeux du milieu scolaire et du public.
- Des cibles atteignables (sur le plan national ou local).

Principes généraux de mise en œuvre

SUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE VISION COMMUNE

- Instaurer des mécanismes de communication qui assurent une compréhension commune et claire des visées et fondements de l'action de la stratégie ainsi que des rôles et responsabilités des acteurs des différents paliers.

SUR LA GESTION NON INTÉGRÉE DES DOSSIERS

- Restreindre le nombre de dossiers et de mandats «prioritaires» à mener en parallèle par les écoles.
- Faciliter une compréhension intégrée des différentes mesures à mettre en place, dont la SIAA.

Principes généraux de l'intervention

SUR LE SOUTIEN

- Faire du développement professionnel et du développement d'expertise dans les écoles une concentration majeure de la Stratégie.
 - Identifier les pratiques organisationnelles et éducatives reconnues efficaces pour atteindre les objectifs de la Stratégie; Identifier les outils nécessaires pour les appliquer (transfert de connaissances).
 - Accorder le temps et les ressources humaines et matérielles nécessaires aux différents acteurs (CIMD, MELS, CS) chargés de soutenir les écoles dans l'appropriation des pratiques efficaces.
 - Simplifier les mécanismes de communication et voies de contact entre la coordination des interventions en milieu défavorisé (MELS) et les commissions scolaires et leurs écoles.
 - Lier explicitement le soutien à l'atteinte des objectifs.
 - Identifier et mobiliser les ressources et expertises actuelles pour soutenir l'implantation des pratiques efficaces en liens avec les objectifs de la Stratégie.
 - Doter le Québec d'un programme intensif de développement et de validation d'outils et de programmes d'interventions pour les besoins de la Stratégie (ex. Alliances stratégiques universités-communauté; Programme de Recherche-Action sur la Persévérance Scolaire (MELS-FQRSC).
-
- Accentuer et soutenir l'utilisation des connaissances issues de la recherche.

Stratégies générales de l'éducation

SUR LA MOBILITÉ DU PERSONNEL

- Intensifier la recherche et la mise en place de stratégies en vue de diminuer la mobilité du personnel, à tous les paliers de la Stratégie, et d'en atténuer les effets.

SUR LE RÉSEAUTAGE ET LE LEADERSHIP

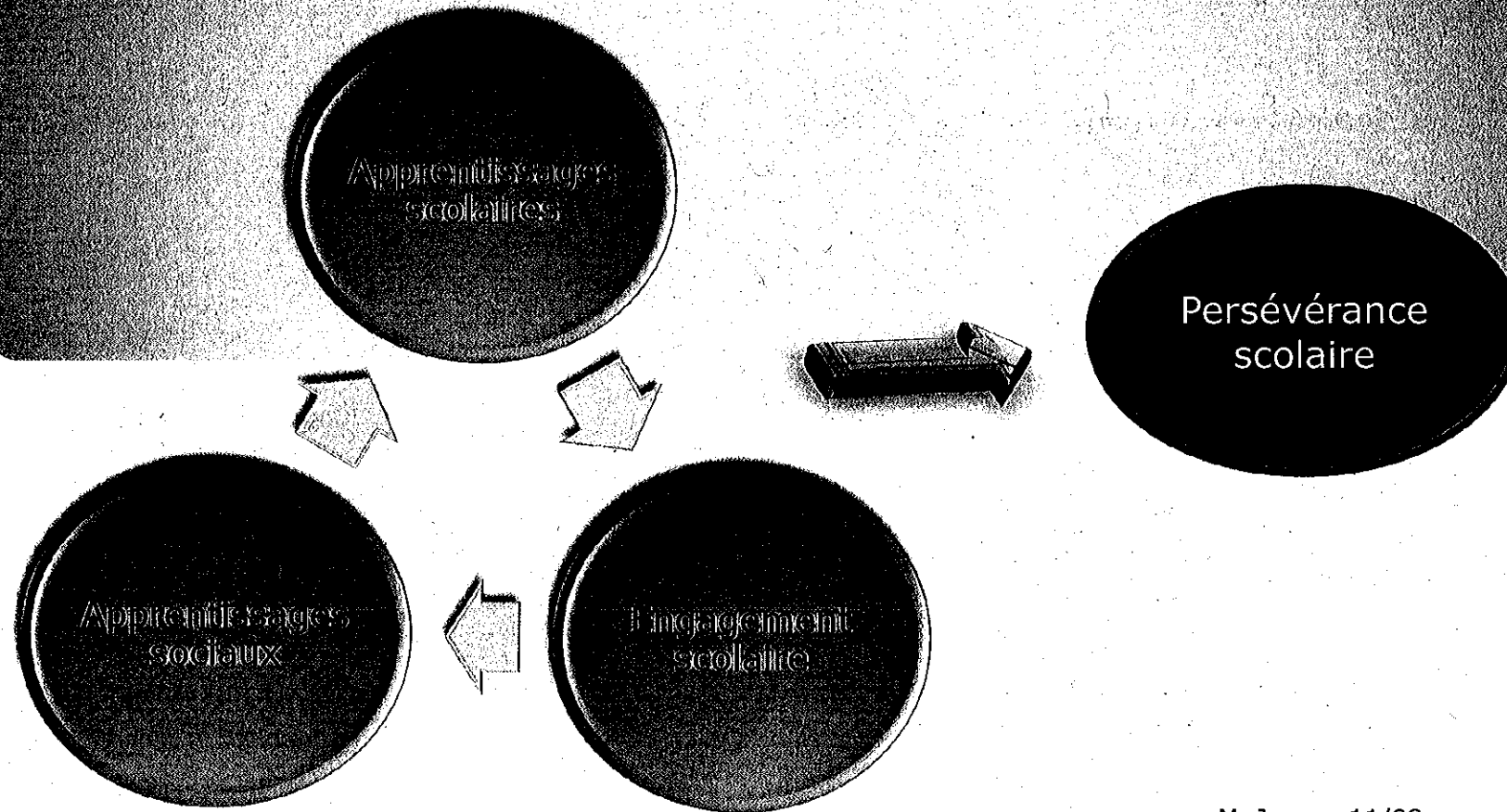
- Soutenir le réseautage des acteurs-clés (leaders, «champions»), à tous les paliers du réseau de l'éducation ainsi qu'entre les écoles et leurs communautés.
- S'assurer de la mobilisation réelle des personnes en autorité (administrative et éducative) envers la Stratégie et soutenir leur leadership.

Thèmes généraux de recherche

Sur le processus d'analyse de situation et de planification

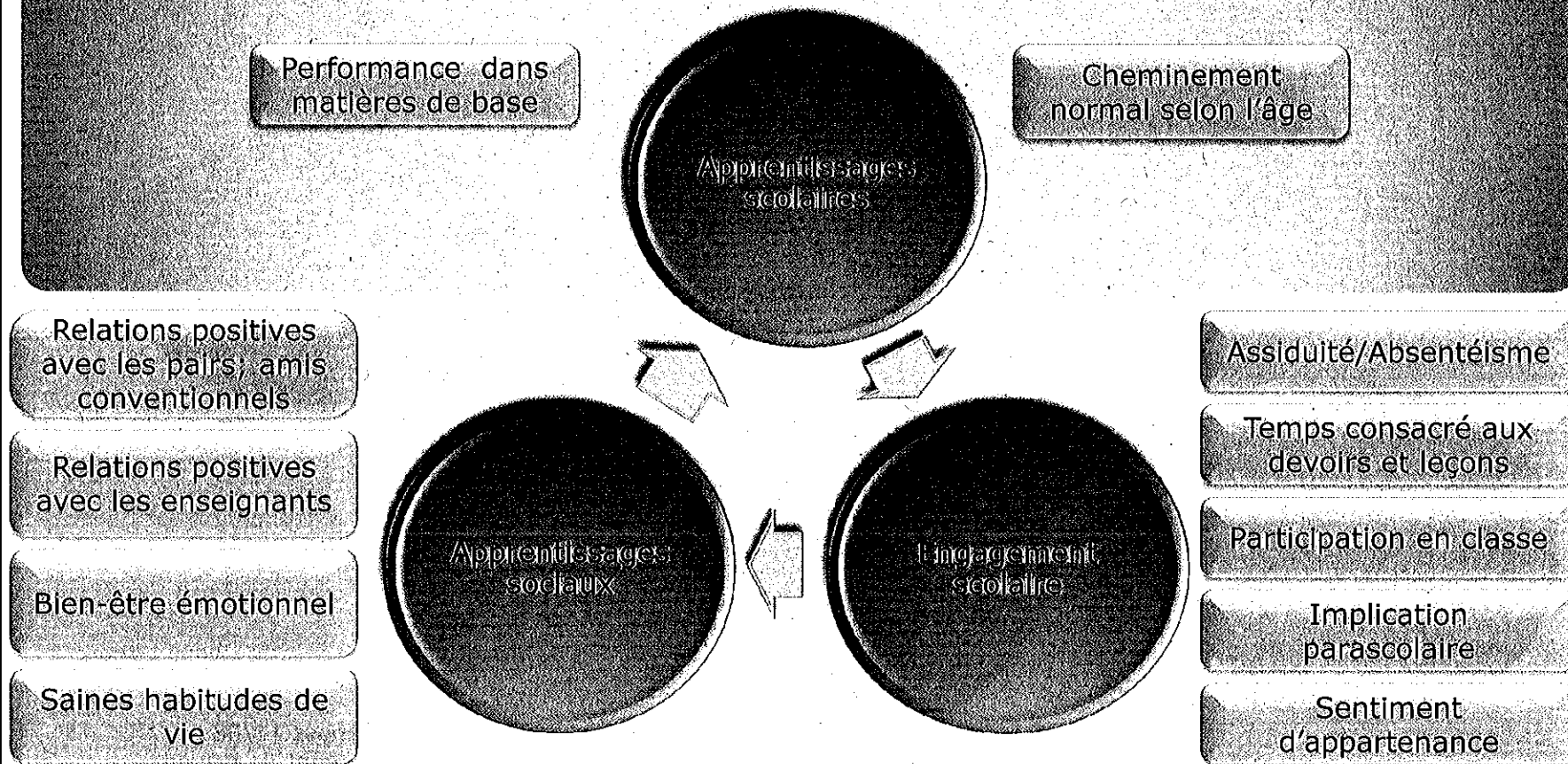
- Proposer un cadre théorique simple et intégrateur pour faciliter l'analyse de situation (principaux déterminants de l'abandon; indicateurs simples permettant un analyse des besoins, forces, vulnérabilités, urgences...)
- *(voir les deux acétates suivantes pour exemple)*

Les grands déterminants de la persévérance scolaire



M. Janosz 11/08
Document de travail

Principaux indicateurs des grands déterminants de la persévérance scolaire pour le MELS



Sur le processus d'analyse de situation et de planification

- Favoriser l'analyse réflexive (au cœur de la fonction mobilisatrice de l'opération) et faciliter la conciliation entre la réalité locale des écoles et les visées nationales de la Stratégie.
- Doter les commissions scolaires et les écoles d'outils et d'instruments valides et conviviaux pour faciliter leur analyse de situation et les former à leur utilisation.
- Repenser le rôle des planifications SIAA et clarifier leur importance relative face aux autres prescriptions de la stratégie; coordonner les attentes du MELS et des CS à cet égard.
- Pondérer la fonction «reddition de compte» de cette opération au profit de son action mobilisatrice (pratique réflexive) et structurante pour l'action.

Processus généraux de redynamisation

Sur le processus d'analyse de situation et de planification

- Assouplir et simplifier le processus de planification au profit d'une plus grande implication du personnel scolaire et de la communauté dans le déploiement des innovations.
- Assurer un accompagnement continu du processus de planification et non seulement du produit à déposer.
- S'assurer que les fonctions de mobilisation et de structuration de l'action sont bien vécues dans le processus de planification.

Sur le monitoring et l'évaluation des actions locales

- Développer dans les commissions scolaires et les écoles le savoir et savoir-faire en matière d'évaluation (implantation et effets) des interventions.
- Doter les commissions scolaires et les écoles d'outils validés et conviviaux pour leur permettre de monitorer la mise en œuvre de leurs actions et évaluer les effets de leurs interventions. Les former à leur utilisation.
- S'assurer que ces outils soient compris comme un soutien au développement d'expertise et non comme un outil de contrôle ou de reddition de compte.

Mécanismes généraux de reddition de compte

Sur la reddition de compte

- Doter les instances de soutien, de mécanismes ou d'un pouvoir de gestion (reddition de comptes) permettant de recentrer les actions ou de faire évoluer des situations jugées problématiques.
- Doter le MELS et les commissions scolaires d'outils et d'instruments valides et conviviaux pour leur permettre de suivre la progression de la mise en œuvre de la SIAA ainsi que l'atteinte des objectifs.
- S'assurer que tous comprennent que l'utilité et la légitimité des mécanismes de reddition de compte ne se défendent que dans la mesure où le soutien pour atteindre les résultats attendus sont pleinement disponibles.

Deuxième partie

Proosition de plan d'action 2009-2010

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

1^{re} action : *S'attaquer à la gestion en silo*

Réviser les initiatives ministérielles déployées au sein du réseau scolaire (enseignement primaire et secondaire) dans une optique d'harmonisation et de complémentarité afin de répondre adéquatement aux besoins du milieu scolaire relativement à son objectif d'accroître la persévérance et la réussite scolaires

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

2^e action : *Prioriser des objectifs nationaux*

Entreprendre une analyse de la situation et une consultation en vue d'établir un consensus sur l'identification d'un nombre limité d'objectifs nationaux centrés sur des déterminants majeurs du décrochage et modifiables par des interventions en milieu scolaire (ex. compétences en lecture et mathématiques, l'engagement scolaire...)

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

3^e action : *Développer l'expertise en matière d'intervention*

Dans le cadre du *Programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires* prioriser le financement de recherches sur le développement et la validation d'outils et de programmes d'interventions efficaces en lien avec la persévérance scolaire en milieu défavorisé et les objectifs prioritaires

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

4^e action : *Développer un savoir-faire en matière de planification efficace pour soutenir la mobilisation, la structuration de l'action et l'atteinte des objectifs nationaux*

Accompagner une centaine d'écoles secondaires, parmi les plus à risque, dans un exercice de planification centrée sur la mobilisation des milieux et la mise en œuvre d'actions efficaces pour l'atteinte des objectifs nationaux (ex. les apprentissages dans les matières de base, l'engagement scolaire...).

Mettre à la disposition de ces milieux (écoles et commissions scolaires) des outils et des instruments validés et conviviaux pour faciliter leur analyse de situation.

***En 2009, une centaine d'écoles seraient identifiées auxquelles s'ajouteraient un nombre équivalent d'écoles l'année suivante.**

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

5^e action : *Réduire la mobilité du personnel*

**Mettre en place un comité d'experts chargés de proposer :
(1) des mécanismes et stratégies qui favoriseront, à tous les paliers, une plus grande stabilité du personnel; (2) des mécanismes et stratégies qui permettront de réduire les impacts de la mobilité du personnel sur la mise en œuvre des actions locales et régionales pour favoriser la réussite scolaire en milieu défavorisé.**

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

6^e action : *Développer un système de monitoring local convivial et efficace pour la planification et le suivi des interventions*

A) Mise en œuvre d'un projet pilote dans deux commissions scolaires à grande concentration d'élèves provenant de milieux défavorisés dans le but de valider des outils et procédures :

- d'aide à la réalisation d'un état de situation sur la base de données valides;**
- d'aide au suivi de la mise en œuvre et des effets des interventions réalisées pour atteindre les objectifs locaux et en liens avec les priorités nationales en matière persévérance et de réussite de leurs élèves.**

Plan d'action de la SIAA 2009-2010

6^e action : Développer un système de monitoring local convivial et efficace pour la planification et le suivi des interventions

B) Entreprendre le développement d'un portail électronique qui rendra accessible au milieu scolaire des outils valides pour la planification, l'évaluation et le suivi d'indicateurs liés à la réussite scolaire et aux objectifs locaux et nationaux.

Ce portail capitaliserait sur les outils, savoirs et savoir-faire développés dans le cadre de l'évaluation de la SIAA depuis 2002 et serait piloté par une équipe apte à apporter un soutien adéquat aux écoles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

RÉPONSE

Vous trouverez joint en documents d'appoint, la copie de la politique de l'adaptation scolaire « *Une école adaptée à tous les élèves* » et du Plan d'action en matière d'adaptation scolaire.

Les ressources accordées pour l'adaptation scolaire regroupent des allocations de fonctionnement du Ministère et des revenus provenant du produit maximal de la taxe scolaire (taxe scolaire et subvention de péréquation).

Pour l'année scolaire 2007-2008, ces ressources s'élèvent à 1 712,3 M\$, ventilées comme suit :

1. Allocations MELS

– Allocations de base liées à l'enseignement	1 030,9 M\$
– Allocations de base liées au soutien à l'enseignement	253,6 M\$
– Allocations de base liées à l'organisation des services	14,3 M\$
– Allocations supplémentaires	132,6 M\$

2. Produit maximal de la taxe scolaire

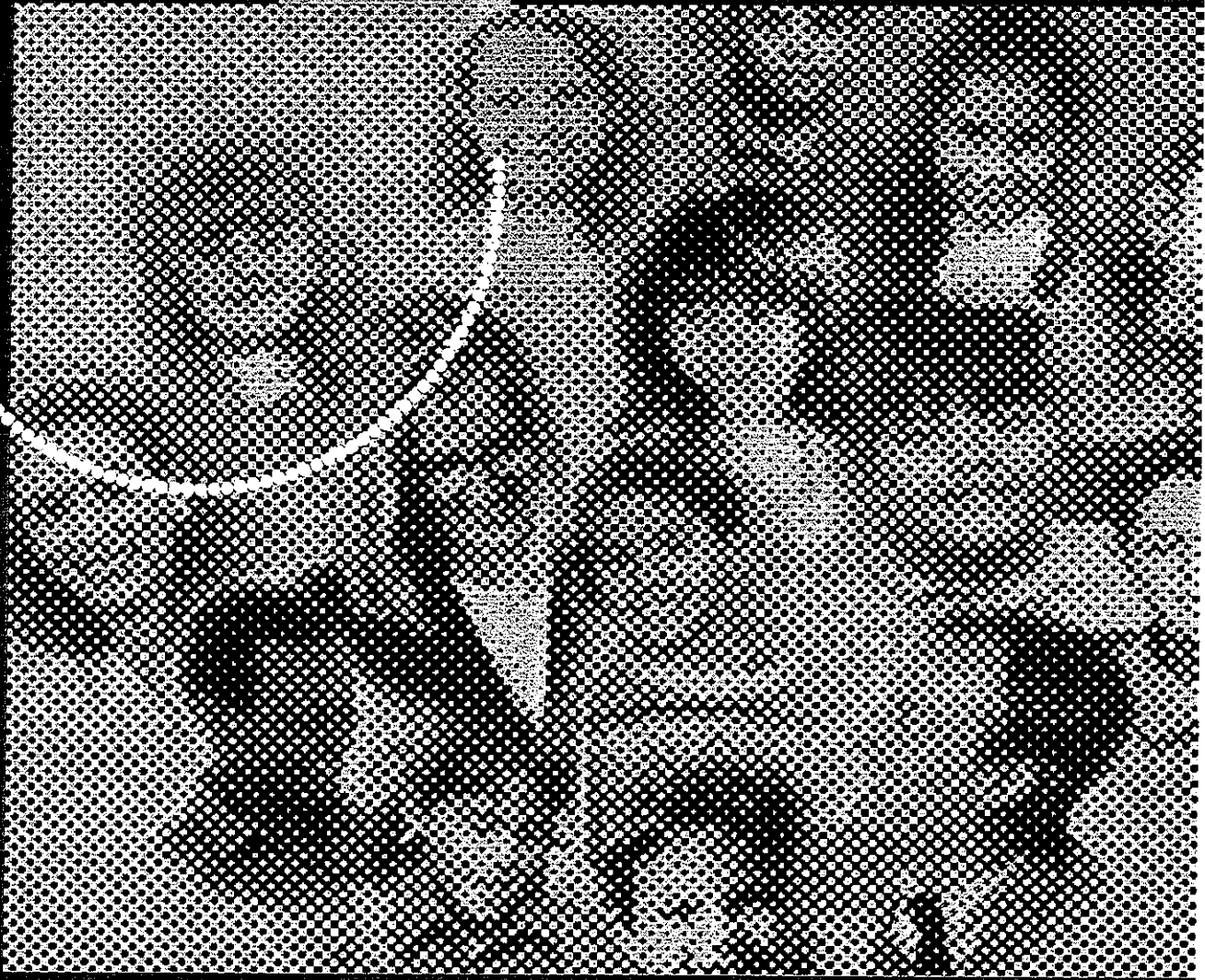
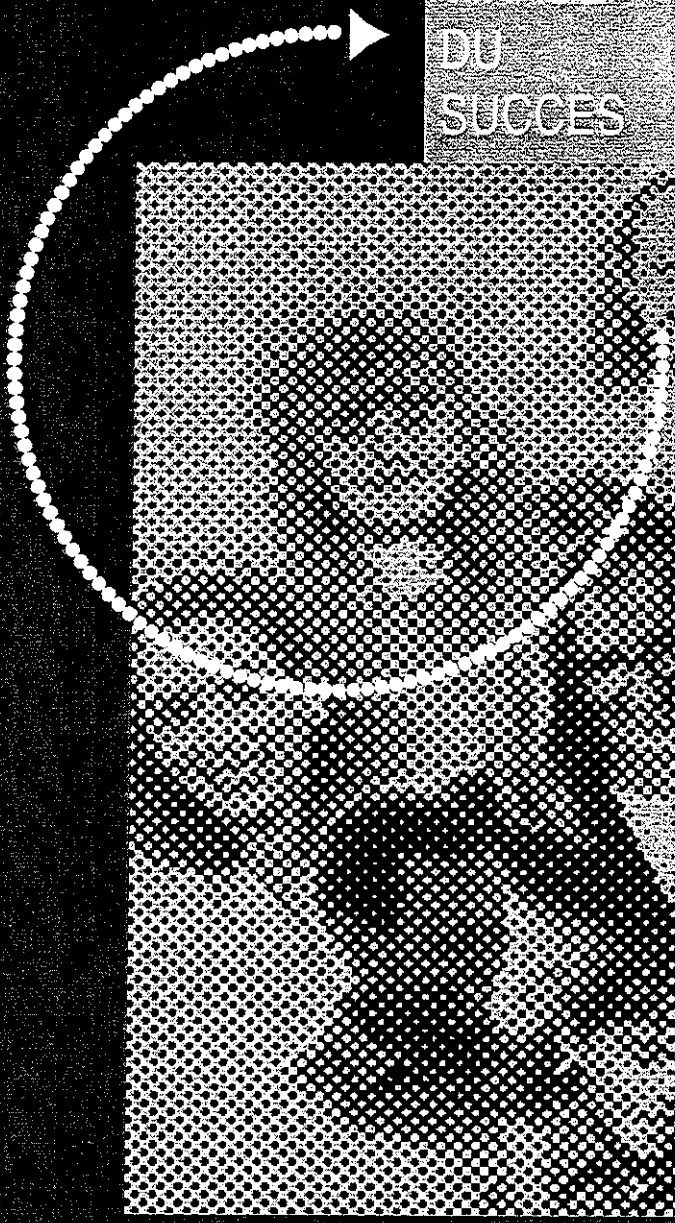
– Part pour l'adaptation scolaire	280,9 M\$
	1 712,3 M\$

Les données pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 ne sont pas disponibles.

Une école adaptée à tous ses élèves

PRENDRE
LE
VIRAGE
DU
SUCCÈS

POLITIQUE
DE L'ADAPTATION SCOLAIRE



Une école adaptée à tous ses élèves

PRENDRE
LE
VIRAGE
DU
SUCCÈS



POLITIQUE
DE L'ADAPTATION SCOLAIRE

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1999 — 99-0798

ISBN 2-550-35226-2

Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Québec, 1999



Au moment où nous nous préparons à aborder le troisième millénaire en soulignant l'importance de la jeunesse pour l'avenir du Québec, il me semble particulièrement opportun de mettre l'accent sur les conditions propres à assurer à tous les jeunes des chances égales de réussite éducative et de participation pleine et entière à la vie de la société. Nous ne pouvons nous permettre de laisser pour compte aucun jeune, et le sort de ceux d'entre eux qui ont le plus besoin de notre aide demeure préoccupant.

C'est pourquoi la politique de l'adaptation scolaire, que je propose au milieu scolaire et aux parents, met en avant des avenues nouvelles pour soutenir et conduire à la réussite et à l'intégration sociale les milliers de jeunes qui sont handicapés ou qui éprouvent des problèmes de comportement ou d'apprentissage.

Pour véritablement les mener à la réussite, il faut aller plus loin que la politique actuelle, adoptée en 1992, et vraiment doter le Québec d'« Une école adaptée à tous ses élèves ». C'est dans cette direction que nous conduit l'énoncé de politique, en ajoutant aux efforts entrepris jusqu'à maintenant pour l'intégration de ces élèves à l'école et dans la société un volet non moins important de dépistage et de prévention. L'adoption de mesures préventives était souhaitée et voulue depuis longtemps. Tous conviennent en effet qu'il est primordial d'intervenir rapidement, dès les premières manifestations des difficultés plutôt que d'attendre que celles-ci s'accumulent jusqu'à compromettre la réussite. Et c'est ce que propose l'énoncé de politique.

Ses voies d'action se concrétisent maintenant dans un plan d'action qui précise les engagements que prend le Ministère pour mieux aider le milieu à relever le défi de la réussite pour tous. Ce plan d'action a pour objet de faciliter la tâche aux enseignants, aux enseignantes et à tout le personnel scolaire qui se dévouent auprès de ces élèves et qui ne ménagent pas leurs efforts pour les mettre sur la voie de la réussite, à l'école comme dans la vie.

Je sais déjà que je puis compter sur l'appui des parents, de tout le milieu scolaire et de ses partenaires pour la mise en œuvre de cette politique. Elle résulte en effet d'un travail considérable auquel a été associé de près le Groupe de concertation en adaptation scolaire, constitué des principaux partenaires intéressés. Les commentaires reçus au moment de la consultation des commissions scolaires y sont également pris en considération.

Les jeunes aux prises avec des difficultés non seulement demandent que nous nous préoccupions d'eux, mais exigent de nous que nous les conduisions vers la réussite. Il s'agit là d'une obligation de résultat à laquelle nul ne peut se soustraire. C'est pourquoi nous devons tous faire en sorte d'évaluer la portée de nos actions afin de rajuster le tir, si cela est nécessaire.

C'est donc en toute confiance que je demande aux milieux concernés d'unir leurs efforts pour l'intégration pleine et entière dans notre société des jeunes qui sont handicapés ou en difficulté.

Le ministre d'État à l'Éducation
et à la Jeunesse,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Legault', written in a cursive, flowing style.

FRANÇOIS LEGAULT

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I EXPOSÉ DE LA SITUATION	3
Données de base	3
Données complémentaires	5
Insertion sociale et intégration professionnelle	6
Information provenant d'autres sources	7
Principales préoccupations.....	8
CHAPITRE II NOUVEAU CONTEXTE ENGENDRÉ PAR LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION	11
La révision de la Loi sur l'instruction publique.....	11
Autres éléments de contexte.....	14
CHAPITRE III ORIENTATION FONDAMENTALE ET VOIES D'ACTION	17
Orientation fondamentale de la politique de l'adaptation scolaire	17
Aider l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage à réussir sur les plans de l'instruction, de la socialisation et de la qualification. À cette fin, accepter que cette réussite éducative puisse se traduire différemment selon les capacités et les besoins des élèves, se donner les moyens qui favorisent cette réussite et la reconnaître de façon officielle	
Voies d'action à privilégier	18
• Reconnaître l'importance de la prévention ainsi que d'une intervention rapide et s'engager à y consacrer des efforts supplémentaires.....	18
• Placer l'adaptation des services éducatifs comme première préoccupation de toute personne intervenant auprès des élèves handicapés ou en difficulté	20
• Mettre l'organisation des services éducatifs au service des élèves handicapés ou en difficulté en la fondant sur l'évaluation individuelle de leurs capacités et de leurs besoins, en s'assurant qu'elle se fasse dans le milieu le plus naturel pour eux, le plus près possible de leur lieu de résidence et en privilégiant l'intégration à la classe ordinaire	23
• Créer une véritable communauté éducative avec l'élève d'abord, ses parents puis avec les organismes de la communauté intervenant auprès des jeunes et les partenaires externes pour favoriser une intervention plus cohérente et des services mieux harmonisés	25

• Porter attention à la situation des élèves à risque, notamment ceux qui ont une difficulté d'apprentissage ou relative au comportement, et déterminer des pistes d'intervention permettant de mieux répondre à leurs besoins et à leurs capacités.....	28
• Se donner des moyens d'évaluer la réussite éducative des élèves sur les plans de l'instruction, de la socialisation et de la qualification, d'évaluer la qualité des services et de rendre compte des résultats	30
CONCLUSION	33
ANNEXE	35

LISTE DES TABLEAUX

TABLERAU 1	Répartition des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage - Secteur public, 1997-1998
TABLERAU 2	Répartition des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage selon le sexe et l'ordre d'enseignement, 1997-1998
TABLERAU 3	Répartition des élèves handicapés ou en difficulté selon le code de difficulté et l'ordre d'enseignement, 1997-1998
TABLERAU 4	Évolution des taux de déclaration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans chaque région pour les années 1995-1996 à 1997-1998
TABLERAU 5	Nombre et pourcentage d'élèves handicapés ou en difficulté dans chaque région - Écarts observés dans les taux de déclaration, 1997-1998
TABLERAU 6	Répartition des élèves en difficulté et des élèves handicapés selon la langue d'enseignement, 1997-1998
TABLERAU 7	Pourcentage des élèves à risque intégrés à l'école
TABLERAU 8	Pourcentage des élèves handicapés intégrés à l'école ordinaire
TABLERAU 9	Pourcentage des élèves à risque intégrés en classe ordinaire
TABLERAU 10	Pourcentage des élèves handicapés intégrés en classe ordinaire
TABLERAU 11	Évolution de l'effectif (personnel professionnel) des services complémentaires (ETC) pour l'ensemble des régions administratives secteur des jeunes, 1990-1991 à 1997-1998
TABLERAU 12	Évolution de l'effectif (personnel technique) des services complémentaires (ETC) pour l'ensemble des régions administratives secteur des jeunes, 1990-1991 à 1997-1998
TABLERAU 13	Répartition des élèves inscrits en cheminement particulier temporaire de formation selon le code de difficulté et le classement au secondaire, 1997-1998
TABLERAU 14	Répartition des élèves inscrits en cheminement particulier continu de formation selon le code de difficulté et le classement au secondaire, 1997-1998

INTRODUCTION

Dans la foulée des États généraux sur l'éducation, le ministère de l'Éducation rendait publiques, à l'automne 1996, les grandes orientations de la réforme de l'éducation qui vise à mieux prendre en compte l'évolution des besoins de la société. Le monde de l'éducation était alors invité à relever un défi de taille : faire prendre à l'éducation le virage du succès, et ce, en vue de passer de l'accès du plus grand nombre au succès du plus grand nombre.

Pour concrétiser cette réforme, le *Plan d'action ministériel* et l'*Énoncé de politique éducative* ont été rendus publics; des amendements législatifs et réglementaires ont été apportés. C'est donc un tout nouveau contexte qui a cours dans le milieu scolaire pour les prochaines années.

À première vue, le défi à relever semble encore plus grand pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) qui ont des besoins particuliers. Il est donc essentiel de bien comprendre les grandes idées de la réforme et de voir comment elles se traduisent pour ces élèves. Il est surtout important de déterminer les mesures qui doivent aider le plus grand nombre à réussir.

Au moment de prendre le virage du succès proposé, il paraît important que la politique de l'adaptation scolaire s'inscrive dans les changements proposés par la réforme, qu'elle donne une orientation claire, ajustée au contexte actuel, de même que des voies d'action à privilégier pour atteindre les objectifs fixés pour ces élèves.

La politique de l'adaptation scolaire se divise en trois chapitres. Après avoir fait le point sur l'évolution de la situation des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage au cours des dernières années, elle donne les grandes lignes du contexte actuel qui peuvent avoir des répercussions sur les services à mettre en place. Par la suite, l'orientation fondamentale de la politique actualisée et les voies d'action à privilégier sont données. Un plan d'action, constitué de moyens concrets que le Ministère entend prendre pour aider le milieu scolaire à relever le défi, accompagne la politique.

CHAPITRE I

EXPOSÉ DE LA SITUATION

Pour faire le point sur la situation de l'adaptation scolaire et en dégager les principaux constats, diverses sources d'information sont utilisées.

Tout d'abord, un portrait quantitatif est tracé à partir des données disponibles sur la situation des EHDA. Les premières données fournies font référence aux *données de base* les plus connues. Il s'agit d'une mise à jour de données qui ont déjà été utilisées par le Ministère ou par des partenaires. La répartition des élèves, les taux de déclaration des EHDA, l'information sur l'intégration dans des écoles et des classes ordinaires ainsi que l'évolution du personnel des services complémentaires font partie de ces données. Afin de fournir d'autres indicateurs permettant de suivre l'évolution des EHDA, des *données complémentaires* concernant la diplomation, le cheminement scolaire de ces élèves de même que les résultats d'un sondage effectué auprès de jeunes non diplômés de l'école secondaire sont présentées.

Par la suite, une référence sera faite à deux documents (publiés en 1996) qui révèlent d'autres aspects de la situation des EHDA qui devraient être améliorés. Il s'agit de l'avis du Conseil supérieur de l'éducation intitulé *L'intégration scolaire des élèves handicapés et en difficulté* et de l'*Exposé de la situation*, produit par la Commission des États généraux sur l'éducation. De ces sources d'information seront dégagées les principales préoccupations constatées.

Données de base

En 1997-1998, au secteur public, 1 033 099 élèves étaient inscrits à l'éducation préscolaire, au primaire et au secondaire, dont 128 343 élèves, soit 12,42 p. 100 de l'effectif scolaire, étaient handicapés ou avaient des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (tableau 1). De ce nombre, 115 333 élèves, soit 11,16 p. 100 de l'effectif scolaire, avaient des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage, et 13 011 élèves, soit 1,26 p. 100 de l'effectif, étaient handicapés.

Par ailleurs, pour la même année scolaire, 2 939 élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage étaient inscrits dans les établissements d'enseignement privé, ce qui correspond à 2,3 p. 100 de l'ensemble des élèves handicapés ou en difficulté (public et privé). Ce sont, en majorité, des élèves en difficulté (61 p. 100), plus particulièrement des élèves en difficulté d'apprentissage (31,2 p. 100) ou en difficulté de comportement (29,9 p. 100). Les autres groupes d'élèves les plus représentés sont les élèves ayant une audimutité (8,1 p. 100) et ceux qui ont une déficience intellectuelle moyenne (7,2 p. 100). Ces élèves sont généralement inscrits en établissement privé à la suite d'ententes de scolarisation établies entre des commissions scolaires et des écoles spécialisées privées (75 p. 100 des cas).

En ce qui concerne les données d'ensemble (secteur public), bien que les filles soient plus nombreuses que les garçons au primaire et au secondaire, presque deux

fois plus de garçons présentaient des difficultés, et ce, autant à l'éducation préscolaire qu'à l'enseignement primaire et secondaire. Cette différence est toutefois moins importante dans le cas des élèves handicapés (tableau 2). Cette observation va dans le même sens que d'autres données parues ces dernières années concernant le décrochage scolaire, le redoublement et les échecs scolaires.

Lorsqu'on prend connaissance de la répartition des élèves selon le type de difficulté (tableau 3), on observe que la grande majorité des élèves en adaptation scolaire est constituée d'élèves ayant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (89,8 p. 100). Ce sont les élèves en difficulté d'apprentissage qui constituent la majorité des EHDAA (66,7 p. 100), suivis des élèves ayant un trouble du comportement (19,3 p. 100). En ce qui concerne les élèves handicapés, ce sont les élèves ayant des déficiences multiples (2,3 p. 100) qui sont les plus nombreux et les élèves ayant une déficience intellectuelle moyenne ou profonde (2,1 p. 100).

Pour leur part, les taux provinciaux de déclaration pour l'ensemble des EHDAA ont été relativement stables ces trois dernières années (tableau 4). Toutefois, un coup d'œil sur les taux obtenus dans chaque région permet de nuancer cette perception. En effet, des écarts importants sont observés d'une région à l'autre et même d'une commission scolaire à l'autre, pour une région donnée (tableau 5).

La répartition des effectifs, en fonction de la langue d'enseignement (tableau 6), indique que les taux de déclaration des élèves en difficulté sont plus élevés au primaire et au secondaire au secteur anglophone qu'au secteur francophone. Les taux de déclaration des élèves handicapés sem-

blent toutefois assez équivalents pour les deux secteurs, sauf à l'éducation préscolaire où le taux de déclaration des élèves handicapés est plus élevé du côté anglophone.

Un aspect important de la situation des EHDAA porte sur leur intégration dans les écoles et les classes ordinaires. En effet, cet aspect de la situation des élèves a certainement constitué l'enjeu majeur des revendications des organismes représentant ces élèves au cours des dernières années. Les tableaux 7 et 8 permettent de constater que la grande majorité des élèves sont intégrés à l'école ordinaire et que cette situation est en progression pour la plupart des EHDAA.

Les taux d'intégration en classe ordinaire (tableaux 9 et 10) ont augmenté de façon importante pour sept des dix catégories d'élèves présentées. Il est à noter que certains pourcentages d'intégration d'élèves en difficulté (difficulté grave d'apprentissage et trouble du comportement) demeurent faibles même s'ils sont en progression.

Par ailleurs, on observe un écart important entre les taux d'intégration des élèves de l'éducation préscolaire et du primaire et ceux du secondaire, et ce, pour toutes les catégories EHDAA. Cette observation permet de nuancer la perception de la situation et de mieux définir les cibles d'intervention possibles.

Les statistiques relatives au personnel des services complémentaires donnent un aperçu des services offerts à ces élèves. Les tableaux 11 et 12 présentent l'évolution des effectifs (personnel professionnel et personnel technique) depuis 1990-1991. Du côté du personnel professionnel, il y a eu une diminution d'effectifs au cours des deux dernières années, alors que du côté du personnel technique, on note une croissance significative depuis 1990-1991.

Données complémentaires

Pour obtenir de l'information sur d'autres aspects de la situation des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, on a interrogé les banques de données du Ministère pour connaître le taux de réussite de ces élèves et le cheminement scolaire des élèves non diplômés. Ce type de données est particulièrement intéressant dans le contexte où l'école doit faire des efforts supplémentaires pour assurer la qualification des élèves et conduire le plus grand nombre au succès.

Tout d'abord, il est possible de connaître, pour l'année en cours, la répartition des élèves inscrits en cheminement particulier de formation. En 1997-1998, 20 118 EHDAA empruntaient un cheminement particulier temporaire (tableau 13) et 18 854, un cheminement particulier continu (tableau 14). Pour ce qui est du cheminement particulier temporaire, on trouve un bon pourcentage d'élèves ayant une difficulté légère d'apprentissage et d'autres ayant un trouble du comportement. Quant au cheminement particulier continu, on trouve surtout des élèves ayant une déficience intellectuelle légère ou moyenne, une audimutité ou une difficulté grave d'apprentissage. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont donc les élèves dont les difficultés sont les plus importantes qui poursuivent leurs études en cheminement particulier continu.

En ce qui concerne la diplomation, le traitement des données est plus complexe. Il faut établir, à partir des données du système, une cohorte d'élèves et suivre son évolution au cours des ans. La cohorte choisie est celle des élèves qui, en 1990, avaient 14 ans et étaient déclarés EHDAA. Ces élèves ont été suivis jusqu'à l'âge de 21 ans.

Les résultats obtenus sont intéressants, car ils permettent de voir quelles catégories d'élèves sont les plus nombreuses à obtenir un diplôme et lesquelles ont plus de difficulté à en obtenir un. Par ailleurs, ils permettent de constater que certaines catégories d'élèves privilégient d'autres parcours scolaires que l'enseignement secondaire au secteur des jeunes.

À titre de comparaison, on enregistre, pour les élèves qui n'étaient pas déclarés EHDAA, un taux de réussite total de 83,1 p. 100. Ce total se répartit comme suit : 71,2 p. 100 ont obtenu un diplôme du secteur des jeunes (DES, jeunes), 8,8 p. 100 du secteur de la formation professionnelle (DEP) et 3,1 p. 100 du secteur de la formation des adultes (DES, adultes).

Du côté des EHDAA, les plus forts taux de réussite sont obtenus par les élèves ayant une déficience visuelle (44,4 p. 100), une déficience auditive (42,9 p. 100), une déficience motrice légère ou organique (44,3 p. 100) et par les élèves ayant une difficulté légère d'apprentissage (37,6 p. 100). Des taux particulièrement faibles sont observés chez les élèves ayant un trouble du comportement (14,9 p. 100) et les élèves ayant une difficulté grave d'apprentissage (12,7 p. 100).

En ce qui concerne les résultats en fonction du secteur de formation, les taux de réussite les plus élevés, au secteur des jeunes, sont enregistrés chez les élèves ayant une déficience motrice légère ou organique (39,8 p. 100), une déficience visuelle (40,0 p. 100), une déficience auditive (31,6 p. 100) et chez les élèves ayant une difficulté légère d'apprentissage (21,0 p. 100).

Les taux de réussite les plus élevés en formation professionnelle sont attribués aux élèves ayant une déficience auditive

(9,8 p. 100) et aux élèves ayant une difficulté légère d'apprentissage (9,7 p. 100). Ces derniers sont aussi ceux qui ont obtenu les taux de réussite les plus élevés au secteur des adultes (6,9 p. 100).

Par ailleurs, quant aux élèves de cette cohorte qui n'ont pas obtenu de diplôme au cours de cette période, on note que c'est au secteur des adultes qu'on retrouve une bonne proportion des élèves ayant un trouble du comportement (43,2 p. 100), un trouble psychopathologique (42,9 p. 100), une difficulté grave d'apprentissage (42,2 p. 100) et une difficulté légère d'apprentissage (30,4 p. 100). Au secteur de la formation professionnelle, 8,7 p. 100 des élèves ont une difficulté légère d'apprentissage et 7,3 p. 100, un trouble du comportement. Les autres groupes non diplômés sont proportionnellement plus nombreux à avoir poursuivi leurs études au secteur des jeunes.

Insertion sociale et intégration professionnelle

Deux sondages portant sur l'insertion sociale et l'intégration professionnelle des jeunes non diplômés de l'école secondaire ont été effectués au printemps 1996. Le premier visait à faire le point sur la situation des jeunes en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et le second, sur celle des jeunes handicapés. Plusieurs éléments présentés dans la conclusion de ces documents méritent d'être relevés.

Globalement, par rapport aux différents aspects considérés, notamment l'emploi, la situation des jeunes handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage qui ne sont pas diplômés est plus difficile que celle des autres jeunes non diplômés de la formation générale. Chez les jeunes en difficulté, ce sont surtout ceux et celles qui

ont une difficulté d'adaptation (trouble du comportement) qui connaissent le plus de problèmes. Au contraire, sur le plan de l'intégration professionnelle, la situation des jeunes ayant une déficience intellectuelle légère ou une déficience sensorielle se compare à celle des autres non-diplômés de la formation générale.

Les garçons sont majoritaires dans tous les groupes de jeunes non diplômés à l'exception du groupe des jeunes ayant une déficience physique. Cette représentation est encore plus importante chez les jeunes ayant une difficulté d'adaptation.

Les taux de redoublement observés sont très importants chez les élèves non diplômés; les jeunes ayant des difficultés graves d'apprentissage sont ceux qui redoublent le plus souvent.

Pour ce qui est de l'intégration professionnelle, les jeunes ayant une difficulté d'adaptation sont plus nombreux que les autres non-diplômés à ne pas étudier ou travailler; ils sont aussi plus touchés par le chômage et l'inactivité; ils quittent l'école plus tôt que les autres. Les jeunes handicapés ayant fait des stages occupent un emploi dans une proportion qui est presque le double de celle observée chez ceux qui n'en ont pas fait. En général, les jeunes en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ont un salaire légèrement inférieur à celui des autres jeunes.

Au regard de leur insertion sociale, un pourcentage non négligeable de jeunes handicapés, particulièrement les plus gravement handicapés, vivent un isolement social important (ils ont moins d'activités, ils sont plus nombreux à ne pas avoir d'amis, etc.). Pour les jeunes en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, la situation se compare à celle des jeunes non diplômés de

la formation générale, à l'exception des jeunes en difficulté d'adaptation qui sont plus nombreux à ne pas pouvoir compter sur un tel réseau.

Information provenant d'autres sources

L'évaluation de la situation au regard de l'adaptation scolaire ne peut se résumer aux données disponibles. Ainsi, pour avoir une vue d'ensemble, il importe de porter une attention particulière à d'autres aspects de la situation qui ont été mis en lumière au cours des années.

Dans son avis à la ministre de l'Éducation sur l'intégration scolaire des élèves handicapés et en difficulté, publié en 1996, le Conseil supérieur de l'éducation note d'abord que « des progrès indéniables ont été accomplis au cours des deux dernières décennies sur le plan de la scolarisation des élèves handicapés ou en difficulté¹ ». Quant à l'intégration scolaire des élèves handicapés ou en difficulté, le Conseil constate « une intégration qui progresse mais de façon variable² » selon l'ordre d'enseignement, les catégories d'élèves et les régions.

Toujours en matière d'intégration scolaire, le Conseil parle de « succès réels mais peu connus³ ». Il mentionne que plusieurs recherches visent à créer « de nouvelles approches ou de nouveaux modes d'intervention⁴ » et que des liens entre l'école et la communauté ont été créés.

Toutefois, selon le Conseil supérieur de l'éducation, des irritants persistent et même s'aggravent avec le temps. « Ces irritants ont surtout trait à la nature du soutien dont le personnel enseignant dispose, à la préparation de ce personnel, à la planification et à l'évaluation des interventions, à la persistance de croyances ou de pratiques qui freinent encore l'intégration ainsi qu'à un mode de financement qui mécontente à peu près tous les partenaires⁵. »

Il se pose encore « des dilemmes non résolus auxquels on n'ose pas s'attaquer⁶ » : l'imperfection de la typologie servant à identifier les élèves (certains considèrent qu'elle pourrait être avantageusement réduite à deux catégories – élèves handicapés et élèves en difficulté – alors que d'autres réclament une typologie axée sur les besoins plutôt que sur les difficultés); l'ambivalence des pratiques en matière de redoublement; les limites de la recherche en éducation, en particulier dans le domaine des services aux EHDAA; et les questions complexes d'ordre éthique (écart entre les besoins particuliers de chaque élève et la capacité du système scolaire d'y répondre) auxquelles les personnes sont confrontées au cours de l'éducation de ces élèves.

Dans l'*Exposé de la situation* de la Commission des États généraux sur l'éducation, on peut lire, en ce qui concerne les points de vue exprimés au regard de l'adaptation scolaire :

1. CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. *L'intégration scolaire des élèves handicapés et en difficulté*, Avis à la ministre de l'Éducation, Québec, 1996, p. 6.

2. *Ibid.*, p. 33.

3. *Ibid.*, p. 42.

4. *Ibid.*, p. 42.

5. *Ibid.*, p. 43.

6. *Ibid.*, p. 55.

« Des organismes voués à la défense des intérêts de ces groupes, des parents d'élèves aux prises avec ces difficultés et ces élèves eux-mêmes dressent un bilan plutôt sombre des actions éducatives organisées, et en particulier des efforts d'intégration. [...] Quant aux enseignants, ils dénoncent l'intégration sauvage, menée dans la précipitation et sans mesures de soutien adéquates⁷. »

« Rares sont les personnes qui s'opposent à l'intégration des EHDAA à la classe ou à l'école ordinaire. Par contre, si certains sont pour une intégration sans réserve et revendiquent en conséquence la disparition des écoles spéciales, la majorité des participants, de toutes catégories, sont pour l'intégration conditionnelle⁸. »

« Par ailleurs, tous les participants semblent d'accord sur les principaux problèmes éprouvés avec ces élèves : le dépistage est tardif; le diagnostic n'est pas toujours juste; les classements, tout comme les plans d'intervention, répondent plus à des normes administratives qu'aux besoins des élèves et de ceux qui les encadrent; les services et le personnel spécialisés font défaut ou sont peu connus; le personnel enseignant manque de formation. De plus, les parents considèrent qu'ils ne sont pas suffisamment associés à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'intervention destiné à leur enfant. Les organismes de défense des droits de ces personnes estiment que leur compétence n'est pas assez sollicitée et mise à profit et réclament une politique globale qui clarifierait les relations entre les in-

tervenants. Les enseignants disent n'être ni informés, ni consultés, ni associés, ni soutenus. Les étudiants leur reprochent de confondre difficultés d'apprentissage et problèmes de discipline. Quant aux administrateurs, ils invoquent que l'élaboration et la gestion des plans d'intervention sont des opérations trop lourdes pour leur être entièrement laissées, étant donné la faiblesse de leurs moyens⁹. »

Principales préoccupations

Les données quantitatives donnent un point de vue partiel de la situation en ce sens qu'elles ne fournissent aucune indication sur la qualité des services offerts et sur les résultats obtenus auprès des élèves. Toutefois, certaines préoccupations peuvent être dégagées en vue de fournir des pistes d'intervention pour les prochaines années.

L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer l'évolution de la situation des élèves handicapés ou en difficulté, soit l'intégration dans des écoles et des classes ordinaires, permet de constater qu'il y a une progression constante depuis plusieurs années, particulièrement pour certaines catégories d'élèves handicapés. Fait à souligner, les taux d'intégration des élèves ayant une difficulté grave d'apprentissage et ceux des élèves ayant un trouble du comportement demeurent plutôt faibles même si on note une amélioration de la situation. Enfin, l'écart entre les taux observés pour l'éducation préscolaire et le primaire et ceux du secondaire est aussi une information importante à considérer.

7. COMMISSION DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION. *Exposé de la situation*. Québec, ministère de l'Éducation, 1996. p. 31-32.

8. *Ibid.*, p. 32.

9. *Ibid.*, p. 33.

La situation des élèves ayant un trouble du comportement semble préoccupante sous d'autres aspects : faible taux de réussite; décrochage scolaire en bas âge; difficultés d'intégration professionnelle et d'insertion sociale.

La proportion de garçons chez les élèves handicapés, mais surtout chez les élèves en difficulté, est très élevée. Elle l'est aussi chez les non-diplômés, particulièrement chez les élèves qui présentent un trouble du comportement.

Le cheminement scolaire des jeunes handicapés ou en difficulté devrait être suivi de plus près. Il est intéressant de constater un bon taux de réussite des élèves handicapés inscrits en formation professionnelle. De plus, une forte proportion d'élèves non diplômés ayant un trouble du comportement ou une difficulté grave d'apprentissage poursuivent leurs études au secteur des adultes.

En ce qui a trait aux perceptions exprimées par le Conseil supérieur de l'éducation et lors des États généraux sur l'éducation, on retient que l'intégration scolaire des élèves handicapés ou en difficulté n'est pas remise en question. On observe, d'ailleurs, une progression de la situation et des succès réels. Les principales difficultés mentionnées portent sur la préparation du personnel enseignant et le soutien qui lui est donné, sur le manque d'évaluation des interventions et surtout sur l'importance accordée à certains aspects administratifs liés au financement des services. Ces commentaires reflètent bien les messages le plus souvent entendus concernant la situation des élèves handicapés ou en difficulté.

Les voies d'action qui sont privilégiées tiennent compte de ces observations.

CHAPITRE II

NOUVEAU CONTEXTE ENGENDRÉ PAR LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION

La réforme de l'éducation s'amorce dans un tout nouveau décor, celui tracé par l'implantation de nouvelles commissions scolaires francophones et anglophones dans toutes les régions du Québec. De plus, les modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique donnent aux écoles une plus grande marge de manœuvre et plus de pouvoirs pour qu'elles fassent les choix les plus appropriés pour les élèves. Ces changements obligent les commissions scolaires à revoir les politiques et règlements concernant les services à offrir aux élèves handicapés ou en difficulté de façon à harmoniser les interventions. C'est dans ce contexte propice à la réflexion que s'inscrivent la réforme de l'éducation et la révision de la politique de l'adaptation scolaire.

Les lignes essentielles de la réforme, ainsi que les moyens pour la concrétiser, se trouvent principalement dans les modifications qui ont été apportées à la Loi sur l'instruction publique et dans l'*Énoncé de politique éducative*. L'idée maîtresse de la réforme est de proposer un virage vers le succès : le succès du plus grand nombre.

Pour concrétiser cette idée, un chantier majeur est amorcé : il consiste à réviser en profondeur le curriculum scolaire. Un tout nouvel environnement éducatif est donc recherché. Cet environnement met l'accent sur l'essentiel, rehausse le niveau culturel des programmes d'études et introduit plus de rigueur à l'école, mais il accorde une attention particulière à chaque élève, notamment les élèves handicapés ou en difficulté, assure aux élèves les bases de la for-

mation continue et met l'organisation au service des élèves.

Le nouveau curriculum insiste sur le développement de compétences transversales qui doivent être présentes non seulement dans les disciplines enseignées mais aussi dans l'ensemble des activités éducatives organisées par l'école. La politique d'évaluation des apprentissages doit d'ailleurs être révisée pour tenir compte des modifications apportées.

La révision de la Loi sur l'instruction

La Loi sur l'instruction publique propose aussi des changements qui peuvent avoir des répercussions sur la façon de concevoir l'adaptation scolaire et l'organisation des services. Relevons quelques éléments clés de cette Loi.

Mission de l'école et ouverture à la communauté

La mission de l'école est précisée à l'article 36 de la Loi. L'école a pour mission, dans le respect du principe de l'égalité des chances, d'instruire, de socialiser et de qualifier les élèves, tout en les rendant aptes à entreprendre et à réussir un parcours scolaire. La qualification des élèves est désormais une préoccupation clairement exprimée.

La mission se réalise dans le cadre d'un projet éducatif élaboré, réalisé et évalué périodiquement avec la participation des élèves, des parents, de la direction de

l'école, du personnel enseignant, des autres membres du personnel de l'école, des représentants de la communauté et de la commission scolaire.

L'ouverture de l'école, vue sous l'aspect particulier de sa contribution au développement social et culturel de la communauté, constitue aussi une ligne de fond de la réforme de l'éducation. Réciproquement, la contribution de la communauté - d'abord celle des parents, puis celle des partenaires qui interviennent auprès des jeunes d'âge scolaire - doit être mise à profit pour assurer la cohérence et la complémentarité des interventions. L'établissement d'une communauté éducative doit être visé dans le respect des rôles et des responsabilités de chacun.

Autonomie de l'école

Une plus grande autonomie de l'école est visée. Cette orientation fondamentale a pour objet de rapprocher les décisions importantes du cœur même de l'intervention éducative. À cette fin, la Loi prévoit la mise sur pied d'un conseil d'établissement qui est soutenu et alimenté par la direction de l'école et qui est doté d'un pouvoir décisionnel. Au conseil d'établissement, une place importante est faite aux parents, au personnel scolaire, à la communauté ainsi qu'aux élèves du second cycle du secondaire (art. 42) dans les écoles qui offrent cet enseignement.

L'école, par l'intermédiaire du conseil d'établissement et de la direction, assume de nouvelles fonctions qui concernent plusieurs aspects de la vie de l'école. Le conseil d'établissement doit, notamment, adopter le projet éducatif de l'école, voir à sa réalisation et procéder à son évaluation (art. 74). Il approuve la politique d'enca-

drement des élèves proposée par le directeur de l'école (art. 75). Cette politique prévoit, entre autres, des mesures relatives à l'utilisation, et ce, à des fins pédagogiques et éducatives, du temps hors enseignement et hors horaire, l'aménagement d'activités parascolaires et le développement de moyens pour favoriser la réussite scolaire des élèves.

Le conseil d'établissement approuve les règles de conduite et les mesures de sécurité proposées par le directeur de l'école (art. 76). Il approuve la mise en œuvre, proposée par le directeur de l'école, des programmes des services complémentaires et particuliers déterminés par la commission scolaire (art. 88). Les propositions qui concernent la politique d'encadrement des élèves, les règles de conduite et les mesures de sécurité ainsi que la mise en œuvre des programmes de services complémentaires sont élaborées avec la participation des membres du personnel de l'école (art. 77 et 89). Il approuve aussi l'orientation générale proposée par le directeur de l'école en vue de l'enrichissement ou de l'adaptation par le personnel enseignant des objectifs et des contenus indicatifs des programmes d'études établis par le ministre et en vue de l'élaboration de programmes d'études locaux pour répondre aux besoins particuliers des élèves (art. 85).

Enfin, c'est le directeur de l'école qui, après consultation des membres du personnel de son école, fait part à la commission scolaire des besoins de l'école pour chaque catégorie de personnel ainsi que des besoins de perfectionnement de ce personnel (art. 96.20). C'est également le directeur qui gère le personnel de l'école et qui détermine les tâches et responsabilités de chaque membre du personnel (art. 96.21).

Transparence et reddition de comptes

L'exercice du pouvoir s'accompagne de responsabilités qui doivent être assumées dans la plus grande transparence. Ainsi, le conseil d'établissement doit préparer et adopter un rapport annuel contenant un bilan de ses activités et le transmettre à la commission scolaire (art. 82). Il doit aussi informer la communauté que dessert l'école des services qu'elle offre et lui rendre compte de leur qualité (art. 83). Pour sa part, la commission scolaire prépare un rapport annuel contenant un bilan de ses activités pour l'année scolaire et un rapport sur les activités éducatives et culturelles de ses écoles; elle doit en transmettre copie au ministre (art. 220).

Cette préoccupation de reddition de comptes s'inscrit dans une perspective d'évaluation des résultats présente dans la réforme. Elle doit se concrétiser à différents niveaux, notamment à l'échelle provinciale où des efforts seront consacrés à l'évaluation et au soutien à offrir au milieu scolaire pour améliorer les pratiques d'évaluation.

Adaptation scolaire

En ce qui concerne plus particulièrement l'adaptation scolaire, plusieurs principes ont été réaffirmés et certaines modifications ont été apportées pour fournir des balises plus claires quant aux services à mettre en place pour répondre aux besoins des élèves handicapés ou en difficulté.

Droit de l'élève

Le droit de l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage aux services éducatifs est réaffirmé, et ce, jusqu'à l'âge de 21 ans dans le cas d'une personne handicapée (art. 1).

Adaptation des services

L'adaptation des services est toujours privilégiée. La commission scolaire doit adapter les services éducatifs à l'élève handicapé ou en difficulté selon ses besoins, d'après l'évaluation qu'elle doit faire de ses capacités (art. 234).

Plan d'intervention

L'obligation d'élaborer un plan d'intervention adapté aux besoins de chaque élève handicapé ou en difficulté est maintenue (art. 96.14). Le directeur de l'école doit voir à la réalisation et à l'évaluation périodique du plan d'intervention et en informer régulièrement les parents. Le plan d'intervention doit respecter la politique de la commission scolaire portant sur l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés ou en difficulté et tenir compte de l'évaluation des capacités et des besoins de l'élève faite par la commission scolaire avant son classement et son inscription dans l'école.

Politique relative à l'organisation des services

L'intégration dans les classes ou groupes ordinaires est privilégiée. La commission scolaire doit adopter une politique relative à l'organisation des services éducatifs offerts aux élèves handicapés ou en difficulté (art. 235). Cette politique assure l'intégration harmonieuse de chacun de ces élèves dans une classe ou un groupe ordinaire et aux autres activités de l'école lorsque l'évaluation de ses capacités et de ses besoins démontre que cette intégration est de nature à faciliter ses apprentissages et son insertion sociale et qu'elle ne constitue pas une contrainte excessive ou ne porte pas atteinte, de façon importante, aux droits des autres élèves.

La politique doit notamment prévoir les modalités d'évaluation des élèves handicapés ou en difficulté, d'intégration de ces élèves dans les classes ou groupes ordinaires, de regroupement de ces jeunes ainsi que les modalités d'élaboration et d'évaluation des plans d'intervention qui leur sont destinés.

Ententes de services

L'organisation des services éducatifs par la commission scolaire de l'élève, le plus près possible de son lieu de résidence, est davantage favorisée (art. 209). La commission scolaire doit organiser elle-même les services éducatifs qu'elle offre aux élèves handicapés ou en difficulté qui relèvent de sa compétence. Toutefois, si elle peut démontrer qu'elle n'a pas les ressources nécessaires ou si les parents en font la demande, la commission scolaire peut les faire organiser par une commission scolaire avec laquelle elle a conclu une entente, tout en favorisant l'organisation des services le plus près possible du lieu de résidence des élèves.

Comité consultatif et comité de parents

Le comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (art. 185), qui est constitué par la commission scolaire, est davantage consulté lorsque cette dernière doit prendre des décisions relatives à l'organisation des services. Le comité lui donne son avis sur la politique d'organisation des services éducatifs à ces élèves (art. 187) et sur les ententes de services qu'elle conclut avec une autre commission scolaire pour des élèves handicapés ou en difficulté (art. 213). Un représentant du comité consultatif, plus précisément un

parent, fait partie du comité de parents (art. 189). Le comité de parents doit notamment transmettre à la commission scolaire l'expression des besoins des parents déterminés par les représentants des écoles et par le représentant du comité consultatif (art. 192).

Autres éléments de contexte

Le monde de l'éducation n'est pas le seul à s'inscrire dans des changements profonds. C'est toute la société québécoise et ses structures de services qui sont dans un processus de changement. Le contexte économique difficile combiné aux besoins complexes et variés de la population de même que la préoccupation du gouvernement de réduire le déficit budgétaire de la province ont amené ce dernier à revoir l'ensemble des services offerts. Les compressions budgétaires effectuées dans le domaine de l'éducation ces dernières années ont pu avoir des effets sur les services offerts aux élèves handicapés ou en difficulté même si les budgets attribués à ces élèves n'étaient pas directement visés par ces compressions.

Dans ce contexte de restrictions budgétaires, il devient primordial de trouver des façons de faire qui permettent de mieux utiliser les ressources disponibles, d'éviter les dédoublements de services et de mettre à profit toute l'expertise de façon cohérente et complémentaire. Cela nous mène à la grande préoccupation observée depuis quelques années en faveur de la concertation et du partenariat. Cette orientation fait déjà partie des pratiques de l'école. Elle se développera davantage par la mise sur pied des conseils d'établissement qui donnent un rôle plus important aux parents, aux membres du personnel et à la communauté.

On observe aussi ce désir de concertation dans les liens qu'entretient l'école avec ses partenaires externes. Des collaborations avec les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux sont déjà établies et devraient se concrétiser aux divers paliers de planification et d'offre de services au cours des prochaines années. Des collaborations seront aussi établies avec les centres de la petite enfance. En effet, la nouvelle politique familiale du gouvernement devrait assurer une meilleure complémentarité entre les services de garde et les autres services offerts aux enfants, et ce, dans l'intérêt des tout-petits et de leurs parents. Le travail concerté avec d'autres partenaires externes, tels que les intervenants des réseaux de la justice et de la sécurité publique, s'accroît également. À l'échelle provinciale et régionale, plusieurs groupes de travail, constitués de ces partenaires, cherchent ensemble à offrir aux jeunes d'âge scolaire une réponse plus cohérente et mieux adaptée à leurs besoins.

La nécessité de mettre l'accent sur la prévention des difficultés constitue un élément important qu'il faut dégager du contexte actuel. Une intervention efficace et rapide, dès les premières manifestations d'une difficulté ou même avant son apparition, constitue certainement la meilleure approche à préconiser pour réduire, à long terme, les coûts humains et sociaux. Il est donc normal que les jeunes d'âge scolaire en soient la cible privilégiée. On constate d'ailleurs que ce message est bien intégré par les divers partenaires intervenant auprès des jeunes.

L'évolution des technologies de l'information et de la communication est un autre élément qui ne doit pas être négligé. Au moment où la société québécoise subit des

changements profonds suscités, notamment, par l'ouverture sur le monde que permettent ces technologies, il paraît essentiel que l'école adapte ses façons de faire pour tirer profit de ces nouveaux moyens de communication mis à sa disposition. Or, le plan du ministère de l'Éducation visant à doter les écoles d'équipements informatiques va dans ce sens. Il reste toutefois beaucoup à faire pour que ces moyens soient intégrés aux pratiques et qu'on soit en mesure d'en évaluer toutes les possibilités. Pour l'élève handicapé ou en difficulté, ce nouvel élément de contexte prend une importance particulière puisqu'il ouvre la porte à de nouvelles adaptations possibles pour répondre à ses besoins. Pour certains de ces élèves, il s'agit même d'un moyen essentiel d'accès aux apprentissages.

Finalement, tous ces efforts d'adaptation des pratiques doivent pouvoir être validés et ajustés pour répondre le mieux possible aux besoins de la population. Une attention importante accordée à l'évaluation des résultats est donc souhaitable et conséquente avec le désir d'améliorer la situation. En éducation, comme dans les autres secteurs d'intervention, des efforts supplémentaires doivent être consentis pour évaluer les résultats atteints. Les instances provinciales ont un rôle à jouer en ce sens, de même que tous les niveaux d'organisation des services.

CHAPITRE III

ORIENTATION FONDAMENTALE ET VOIES D'ACTION

Orientation fondamentale de la politique de l'adaptation scolaire

Le virage proposé par la réforme qui consiste à passer de l'accès du plus grand nombre au succès du plus grand nombre est ambitieux et exigeant pour l'ensemble des élèves et pour les personnes qui les accompagnent. Toutefois, il l'est sans doute davantage en ce qui concerne les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

La politique de l'adaptation scolaire livre un message clair quant à la place que doivent occuper les élèves handicapés ou en difficulté dans cette réforme de façon à ce qu'ils en tirent profit au même titre que les autres élèves. La mission de l'école, qui est d'instruire, de socialiser et de qualifier les élèves, précise les cibles pour lesquelles la réforme vise une plus grande réussite. L'orientation fondamentale qui doit guider toute intervention à effectuer dans le domaine de l'adaptation scolaire et qui doit mobiliser tous les partenaires se définit ainsi :

Aider l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage à réussir sur les plans de l'instruction, de la socialisation et de la qualification. À cette fin, accepter que cette réussite éducative puisse se traduire différemment selon les capacités et les besoins des élèves, se donner les moyens qui favorisent cette réussite et en assurer la reconnaissance.

Cette orientation pose plusieurs défis que doit relever le milieu scolaire. Le premier est sans doute de prendre conscience que, comme les autres élèves, l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage peut réussir à s'instruire, à se socialiser et à se qualifier à condition qu'on l'aide à y arriver et qu'on accepte que cette réussite puisse se traduire différemment selon les élèves.

La réussite, c'est l'obtention de résultats observables, mesurables et reconnus qui rendent compte de l'évolution de l'élève, des progrès continus enregistrés. Elle est l'aboutissement des efforts concertés de ce dernier, de ses parents et du personnel scolaire. Il importe donc de formuler des objectifs clairs, concrets et réalistes sur les plans de l'instruction, de la socialisation et de la qualification, d'aider l'élève à atteindre ces objectifs de même qu'à obtenir les meilleurs résultats et de reconnaître les acquis.

L'exposé de la situation nous amène à constater que les efforts des dernières années ont permis d'enregistrer certains progrès au regard de l'intégration scolaire des élèves handicapés ou en difficulté : ils sont désormais plus nombreux à être scolarisés à l'école ordinaire et en classe ordinaire, avec les jeunes de leur quartier. L'un des défis qu'entraîne la réforme est la poursuite des efforts nécessaires pour que la réussite de l'élève handicapé ou en difficulté se manifeste aussi sur les plans de l'instruction et de la qualification.

L'orientation fondamentale, centrée sur la réussite des élèves handicapés ou en difficulté, amène une nouvelle perspective en

ce qui concerne l'intervention auprès d'eux. Elle invite le milieu scolaire et ses partenaires à une réflexion sur la contribution que peut apporter l'adaptation scolaire à la réussite des élèves en misant sur la créativité et l'engagement sincère du personnel de l'école pour ce qui est d'ajuster ses pratiques et de relever les défis sous-jacents à cette orientation fondamentale.

Pour concrétiser l'orientation fondamentale, six voies d'action sont privilégiées. Elles précisent les éléments sur lesquels doivent porter les efforts, c'est-à-dire les grands objectifs à poursuivre pour assurer la réussite des élèves handicapés ou en difficulté, et font état des attentes quant à la contribution possible du milieu scolaire pour atteindre ces objectifs. Plusieurs milieux sont déjà engagés dans ces voies d'action, et il est important de les aider à poursuivre en ce sens. D'autres ont besoin d'être soutenus davantage dans leurs efforts pour atteindre les objectifs fixés.

Le ministère de l'Éducation est conscient que la nouvelle politique de l'adaptation scolaire sollicite des efforts supplémentaires de la part du milieu scolaire pour amener les élèves handicapés ou en difficulté à prendre le virage du succès. Le plan d'action qui accompagne la politique démontre sa volonté réelle de soutenir concrètement le milieu scolaire dans cette action.

Voies d'action à privilégier

Reconnaître l'importance de la prévention ainsi que d'une intervention rapide et s'engager à y consacrer des efforts supplémentaires

Par où commencer pour assurer la réussite de l'élève? La réponse est simple : par le début, le plus tôt possible, avant même

l'apparition des difficultés ou de façon à en prévenir l'aggravation. La prévention constitue donc la première voie d'action à privilégier pour obtenir des résultats durables et elle doit se faire avec l'aide de l'ensemble des partenaires, particulièrement des parents.

Deux aspects de la prévention méritent une attention particulière : d'une part la création d'un environnement favorable aux apprentissages et à la réussite et, d'autre part, une attention et une intervention rapide, dès les premières manifestations des difficultés.

Créer un environnement favorable aux apprentissages et à la réussite de tous les élèves

Un milieu scolaire qui, dès le départ, prend des moyens tenant compte de la diversité des besoins et des capacités des élèves et qui préconise une approche ouverte et souple permettant de respecter les différences, favorise les apprentissages et voit augmenter les réussites des élèves, incluant ceux ayant des besoins particuliers. Le projet éducatif de l'école, élaboré par la direction et adopté par le conseil d'établissement, peut constituer un bon moyen permettant d'effectuer une réflexion et de prévoir des actions concrètes en ce sens.

C'est d'ailleurs dans cette optique que la révision du curriculum a été amorcée avec la réforme. Le Programme de formation, qui fournit le cadre d'élaboration des programmes, favorise une vision globale et intégrée de la formation de l'élève qui reconnaît tous les apprentissages de ce dernier à l'intérieur des cours et des programmes d'études officiels, aussi bien que dans les autres activités éducatives qu'offre l'école. De plus, les programmes d'études sont élaborés ou révisés en prenant en considéra-

tion, dès le départ, la diversité des besoins et des capacités des élèves, notamment des élèves handicapés ou en difficulté, l'objectif étant d'adapter les programmes *a priori*.

L'attitude du milieu est importante, mais le résultat n'est pas magique. Les conditions favorisant de nouvelles façons de faire doivent être présentes et le rôle de la direction de l'école est déterminant. Elle doit, notamment, encourager et soutenir le personnel dans l'innovation de ses approches et de ses modes d'intervention de façon à favoriser la gestion de la diversité. Elle doit aussi prendre les moyens qui permettent le changement : temps prévu à l'horaire pour le partage d'expertise, le travail d'équipe et les activités de perfectionnement.

Reconnaître les premières manifestations des difficultés et intervenir rapidement

Certains élèves arrivent à l'école avec des besoins particuliers dus à une déficience, à une incapacité ou à un milieu de vie déficient ou encore avec des attentes, ayant déjà reçu des services qu'ils voudraient continuer à recevoir. D'autres vivent à l'école leurs premières difficultés. Ils peuvent être à risque, notamment au regard de l'échec scolaire, si une intervention rapide n'est pas effectuée. Les exigences de l'apprentissage ainsi que les contraintes liées à la vie en groupe font ressortir les différences entre les élèves ainsi que les besoins de soutien pour assurer la réussite.

Par ailleurs, certains moments de la vie scolaire sont susceptibles de susciter chez les élèves une plus grande vulnérabilité; il est important de s'attarder à ces moments pour préparer les jeunes à bien les vivre. Il en est ainsi des périodes marquant l'arrivée à l'école, le passage entre le primaire et

le secondaire de même que la transition de l'école au marché du travail.

Pour les élèves handicapés et les élèves en difficulté, il semble que l'intervention précoce, dès les premières années scolaires, donne d'excellents résultats. Une attention particulière doit être portée aux élèves qui présentent des signes de difficulté de façon à trouver au plus tôt la façon d'adapter l'intervention pour mieux aider ces élèves. Cette attention devrait d'ailleurs se poursuivre tout le long du parcours scolaire, à tous les stades de développement de l'élève, dans une optique de prévention des difficultés. Rappelons que les garçons sont beaucoup plus nombreux que les filles parmi les élèves handicapés ou en difficulté et qu'il faudra en tenir compte dans la recherche de nouveaux modes d'intervention.

Le milieu scolaire n'est pas le seul à intervenir dans une optique de prévention. Il doit s'assurer que ses interventions tiennent compte de ce qui a été réalisé dès la petite enfance par les parents et les autres partenaires de l'école, notamment les centres de services à la petite enfance ainsi que le réseau de la santé et des services sociaux. Le rôle des parents auprès des jeunes enfants est capital. Il importe de mettre en place des mesures permettant d'aider les parents qui éprouvent certaines difficultés à développer leurs habiletés et de bien collaborer avec eux dans une optique de prévention et de dépistage précoce des difficultés de leur enfant.

La conviction des intervenants concernant les bienfaits de la prévention semble acquise. D'ailleurs, plusieurs milieux scolaires expérimentent déjà de nouvelles méthodes qui favorisent la gestion de la diversité et le respect des différences. Diverses

approches dans les domaines de l'enseignement et de la gestion de classe en sont des exemples. D'autres préconisent l'intervention précoce auprès des élèves handicapés ou en difficulté pour diminuer les difficultés qu'ils éprouvent ou empêcher leur aggravation. D'autres encore mettent l'accent sur des projets visant à soutenir les parents dans leur rôle d'éducateurs. Il reste toutefois beaucoup à faire pour que la prévention prenne la place qui lui revient et rapporte les résultats escomptés.

Le défi consiste désormais à en faire une priorité d'action et à y consacrer les efforts financiers et humains pour la réaliser. En effet, dans un contexte où les ressources sont limitées, on a tendance à répondre aux besoins les plus pressants ou les plus visibles, oubliant qu'une intervention préventive pourrait contribuer à diminuer certaines des manifestations.

Il va sans dire que le milieu scolaire ne doit pas porter seul cette responsabilité. Le ministère de l'Éducation doit aussi démontrer clairement l'importance qu'il accorde à la prévention en apportant un soutien concret au milieu scolaire dans ses efforts pour favoriser la prévention. Il doit, notamment, collaborer avec ses partenaires pour convenir des meilleurs services à offrir aux enfants handicapés de 4 ans. Il doit favoriser le développement des connaissances au regard des interventions qui permettent de prévenir ou de réduire l'effet des difficultés. Il doit soutenir concrètement les initiatives du milieu scolaire qui favorisent la prévention, le dépistage et l'intervention dès les premières manifestations des difficultés.

Placer l'adaptation des services éducatifs comme première préoccupation de toute personne intervenant auprès des élèves handicapés ou en difficulté

Dans le prolongement de la première voie d'action, l'adaptation des services éducatifs doit être envisagée tout d'abord en fonction des services offerts à l'ensemble des élèves, puis des services adaptés plus spécialisés. L'adaptation peut se réaliser de différentes façons : en ajustant ou en modifiant des pratiques ou en proposant différentes possibilités à l'élève pour trouver la réponse la mieux adaptée à ses besoins. Quel que soit le moyen choisi, l'adaptation requiert une attitude d'ouverture face à la différence ainsi que de la créativité dans la recherche d'ajustements possibles permettant de respecter les besoins particuliers des élèves.

Ajuster ou modifier des façons de faire

L'adaptation des services est l'orientation fondamentale de la Loi. En ce qui concerne l'organisation des services aux EHDAA, c'est à l'école ordinaire et en classe ordinaire que sont dispensés les services éducatifs à la majorité des élèves. C'est donc une adaptation des services qui y sont offerts qui doit d'abord être privilégiée pour les élèves handicapés ou en difficulté. Divers moyens sont à prévoir : élaboration de programmes qui tiennent compte de la diversité des élèves, adaptation des modalités d'enseignement et du matériel didactique, approches pédagogiques souples qui respectent le rythme d'apprentissage des élèves, utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc.

L'aménagement des programmes d'études par cycle de deux ans, au primaire, devrait donner au personnel scolaire la marge de manœuvre nécessaire pour aider les élèves à consolider leurs apprentissages. L'accès aux technologies de l'information et de la communication à l'école doit aussi être vu comme un nouveau moyen mis à la disposition du personnel pour aider l'élève à acquérir et à développer ses connaissances et ses compétences. Pour certains élèves handicapés ou en difficulté, l'arrivée de ces technologies représente beaucoup plus qu'un moyen supplémentaire et attrayant : il s'agit d'un outil de communication essentiel leur permettant de faire des apprentissages. À titre d'exemple, pensons à certains élèves qui ont une déficience physique importante et pour qui l'ordinateur constitué le seul moyen de communication avec leur entourage.

La préoccupation de l'adaptation des services éducatifs doit aussi déborder le cadre de la classe de façon à ce que les autres activités de l'école (services de garde, activités parascolaires, etc.) soient accessibles et adaptées aux besoins des élèves handicapés ou en difficulté. Chaque membre du personnel scolaire devrait avoir son rôle à jouer. Chacun et chacune doit structurer ses activités de façon à les rendre plus accessibles aux élèves ayant des besoins particuliers.

Le personnel enseignant est cependant le premier visé en ce qui a trait à l'adaptation des services. Pour celui qui est responsable d'une classe, la tâche n'est pas facile puisqu'il doit répondre aux besoins individuels des élèves dans un contexte où il doit rendre compte de l'évolution des apprentissages de tout un groupe. Il importe qu'il soit soutenu dans cette tâche et qu'il dispose de conditions facilitant son travail.

La collaboration de ses collègues, notamment celle du personnel spécialisé en adaptation scolaire et du personnel des services complémentaires, peut être précieuse pour l'aider à envisager différents moyens d'aider l'élève à réussir.

Il va sans dire que la direction de l'école a un rôle particulièrement important à jouer pour favoriser l'adaptation des services. Elle doit soutenir son personnel dans ses efforts à cet égard. Elle doit faire en sorte que cette préoccupation soit intégrée aux pratiques de toute l'école. Elle doit adopter des mesures en ce sens, notamment en prévoyant du temps à l'horaire pour le partage d'expertise et l'adaptation du matériel. Les activités éducatives autres que celles liées à l'enseignement des programmes doivent aussi être adaptées, y compris les services de garde. Les services professionnels requis pour intervenir auprès des élèves ou soutenir le personnel enseignant doivent être accessibles. En outre, la direction de l'école doit encourager la formation continue de son personnel au regard de moyens favorisant l'adaptation des services dans des domaines comme celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Proposer différents choix à l'élève

Pour que l'élève handicapé ou en difficulté ait plus de chances de se qualifier, il importe que les établissements offrent des cheminements scolaires variés et adaptés aux intérêts et aptitudes de chaque élève, qu'ils favorisent l'accès aux profils de formation existants, particulièrement la formation professionnelle, et qu'ils facilitent le passage entre les voies de formation. De nouvelles options doivent être conçues pour offrir à ces élèves de meilleures possibilités de qualification. Les modes d'évalua-

tion des élèves, de même que les règles de sanction, doivent suivre cette évolution et permettre la reconnaissance des acquis et des qualifications.

Le lien entre l'école et le marché du travail doit être mieux établi. Pour l'élève handicapé ou en difficulté, les choix qui concernent son orientation scolaire et professionnelle sont particulièrement difficiles et décisifs pour son avenir. Il importe qu'il soit accompagné pour effectuer des choix éclairés. Toutes les démarches nécessaires pour aider l'élève à réussir son parcours scolaire et accéder au marché du travail devraient faire partie de son plan d'intervention.

La préparation au marché du travail, qu'il s'agisse de stages en milieu de travail, d'un programme d'insertion sociale et professionnelle ou d'autres moyens assurant la transition entre l'école et le marché du travail, devrait faire l'objet d'une attention particulière pour les élèves handicapés ou en difficulté. Des mesures doivent être prises pour mieux préparer les jeunes au marché du travail. Des occasions de stages doivent leur être offertes. Des collaborations doivent être établies avec les partenaires externes, notamment les Services externes de main-d'œuvre (SEMO), les centres locaux d'emploi (CLE) et l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), de même qu'avec les employeurs et les intervenants du secteur de la réadaptation pour créer des mécanismes efficaces d'insertion professionnelle.

Un cheminement scolaire planifié dans la perspective de la préparation de l'élève au marché du travail peut faire toute la différence et augmenter ses chances de succès. Des progrès en ce sens ont été enregis-

trés au cours des dernières années. Pensons aux stages effectués par les élèves en difficulté dans le cadre des cheminements particuliers de formation en insertion sociale et professionnelle ou encore à la mise à l'essai, depuis 1996 au secondaire, des programmes d'études adaptés aux élèves ayant une déficience intellectuelle. Beaucoup de travail reste cependant à faire.

La qualification des élèves est un élément clé du virage du succès proposé par la réforme. Pour prendre ce virage, des adaptations, des choix sont nécessaires pour donner à l'élève handicapé ou en difficulté des chances égales de réussir. Le défi est d'importance et tous les paliers de l'organisation doivent être mis à contribution pour le relever.

Le ministère de l'Éducation a un rôle particulièrement important à jouer pour aider le milieu scolaire à relever le défi de l'adaptation des services éducatifs. Tout d'abord, il doit s'assurer que la formation initiale et la formation continue des membres du personnel les préparent bien à répondre aux attentes qui leur sont adressées. Il doit contribuer à mettre en place les conditions favorisant cette adaptation, notamment en ce qui concerne le temps nécessaire pour la concertation. Il doit reconnaître que des ressources supplémentaires sont requises en milieu scolaire pour aider le personnel enseignant à répondre aux besoins variés et complexes des élèves handicapés ou en difficulté et être prêt à consentir des efforts importants en ce sens. Il doit aussi réduire les obstacles qui pourraient nuire au parcours scolaire de l'élève handicapé ou en difficulté et à son accès au marché du travail.

Mettre l'organisation des services éducatifs au service des élèves handicapés ou en difficulté en la fondant sur l'évaluation individuelle de leurs capacités et de leurs besoins, en s'assurant qu'elle se fasse dans le milieu le plus naturel pour eux, le plus près possible de leur lieu de résidence et en privilégiant l'intégration à la classe ordinaire

Connaître la situation des élèves handicapés ou en difficulté

Il faut d'abord veiller à ce que les besoins de ces élèves soient bien connus et que leurs intérêts soient considérés au moment où se prennent des décisions qui peuvent avoir des répercussions sur eux. Dans un contexte où l'école bénéficie d'une plus grande autonomie et où les instances locales, particulièrement le conseil d'établissement, ont un pouvoir décisionnel important, il est essentiel que ce conseil soit conscient de la présence de ces élèves et que les décisions, notamment concernant le projet éducatif et la politique d'encadrement, en tiennent compte.

Il importe donc que le conseil d'établissement soit bien sensibilisé à la réalité des élèves handicapés ou en difficulté. En ce sens, le comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage devrait être mis à contribution, étant donné sa connaissance des besoins de ces élèves. D'autres moyens de formation ou de sensibilisation des membres du conseil d'établissement en ce qui concerne la réalité de l'adaptation scolaire doivent aussi être envisagés.

Organiser les services en fonction de l'évaluation individuelle des besoins et des capacités des élèves et privilégier l'intégration à la classe ou au groupe ordinaire

La commission scolaire a d'abord l'obligation d'adapter les services éducatifs à chaque élève handicapé ou en difficulté, d'après l'évaluation de ses besoins et de ses capacités. La Loi prévoit que les services éducatifs doivent être organisés sur la base de l'évaluation individuelle des besoins et des capacités des élèves handicapés ou en difficulté. Cette évaluation doit être effectuée par la commission scolaire dès l'admission de l'élève, avant son inscription et son classement dans une école. Elle doit être faite selon les modalités établies dans la politique relative à l'organisation des services. Les modalités d'évaluation doivent prévoir la participation des parents et de l'élève lui-même, à moins qu'il n'en soit incapable.

Une fois l'élève inscrit dans une école, la Loi prévoit l'établissement d'un plan d'intervention individuel adapté à ses besoins. C'est dans ce plan d'intervention que sera décrit et précisé de quelle façon l'élève recevra des services éducatifs dans son école et quels seront les services d'appui auxquels il aura droit. Ce plan d'intervention, établi par la direction de l'école avec l'aide des parents, du personnel touché et de l'élève lui-même, s'il en est capable, doit favoriser la coordination des interventions à effectuer et des services à donner. Les services éducatifs adaptés doivent être organisés dans le milieu le plus naturel pour eux. La norme générale est l'intégration des élèves dans une classe ou un groupe ordinaire en raison des avantages que cela procure habituellement.

Ainsi, dès que l'évaluation individuelle d'un élève handicapé révèle que son intégration, partielle ou complète, en classe ordinaire est la mesure la plus profitable pour lui en vue de maximiser ses apprentissages et son insertion sociale, la commission scolaire doit procéder à cette intégration et offrir à l'élève les moyens jugés nécessaires, à moins que cela ne constitue pour elle une contrainte excessive ou ne porte atteinte de façon importante aux droits des autres élèves.

En effet, la Loi précise que la politique d'organisation des services qu'élabore la commission scolaire doit assurer l'intégration harmonieuse dans une classe ou un groupe ordinaire de tout élève dont l'évaluation individuelle des capacités et des besoins démontre qu'une telle intégration facilitera ses apprentissages et son insertion sociale. Ce n'est que si cette intégration constitue une contrainte excessive pour la commission scolaire ou qu'elle porte atteinte de façon importante aux droits des autres élèves qu'une commission scolaire pourra faire un autre choix que l'intégration de l'élève dans une classe ou un groupe ordinaire. La démonstration de ce fait incombe toutefois à la commission scolaire. En effet, comme les droits sont protégés par des chartes, il faudra qu'il s'agisse d'une contrainte vraiment lourde et non pas d'un refus injustifié, celui-ci pouvant constituer de la discrimination par rapport au handicap des personnes visées par cette décision.

Pour sa part, la détermination de ce qui constitue une contrainte excessive ou de ce qui porte atteinte de façon importante aux droits des autres élèves est une question de fait qui doit s'apprécier selon les circonstances. Ces motifs ne devraient être invoqués que de façon exceptionnelle, lorsque, par exemple, les mesures requises entraînent des coûts exorbitants et déraisonna-

bles, sont inapplicables sur le plan pédagogique ou mettent en danger la sécurité de l'élève lui-même ou des autres jeunes. Dans ce cas également, il incombe à la commission scolaire d'en faire la démonstration.

La Loi privilégie clairement l'intégration à la classe ordinaire lorsqu'il est établi qu'elle est profitable à l'élève. Pour certains ayant des besoins particuliers, des services adaptés plus spécialisés peuvent être jugés nécessaires pour maximiser leurs apprentissages et leur insertion sociale. Or, la commission scolaire doit être en mesure de les offrir. Ce n'est qu'à cette condition que l'organisation des services profitera réellement aux élèves.

La Loi favorise l'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté par la commission scolaire dont relèvent les jeunes, généralement la commission scolaire d'origine, le plus près possible de leur lieu de résidence. La commission scolaire peut conclure une entente de services avec un autre organisme, par exemple un établissement d'enseignement privé spécialisé, seulement si elle démontre qu'elle n'a pas les ressources nécessaires pour organiser elle-même les services éducatifs, et ce, après avoir consulté les parents de l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, ou l'élève lui-même s'il est majeur, et le comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

C'est à partir des évaluations individuelles et dans le respect de sa politique relative à l'organisation des services offerts à ces élèves que la commission scolaire doit faire la planification globale de ces services.

Le défi des administrateurs scolaires demeure la planification de l'organisation d'ensemble des services en tenant compte

de l'évaluation individuelle des élèves. Ce défi est d'autant plus grand que les règles de financement des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage font référence à des catégories d'élèves. Même si ces règles ne visent pas à orienter l'organisation des services, mais plutôt à assurer une répartition équitable des ressources, le lien direct établi entre le financement et l'organisation suscite confusion et mécontentement chez certains partenaires. Une simplification des règles de financement relatives aux services offerts aux élèves handicapés ou en difficulté de même qu'une plus grande transparence des ressources financières allouées ont été demandées à plusieurs reprises au cours des dernières années. Le travail déjà amorcé en ce sens devra se poursuivre et une attention particulière devra lui être accordée pour que soit clarifiée la portée réelle de ces règles dans l'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté.

La socialisation des élèves demeure un objectif important de la mission de l'école. Cet objectif prend toutefois une signification particulière pour l'élève handicapé ou en difficulté. L'école constitue un des premiers lieux de la vie en société. Il est donc essentiel que l'élève différent y trouve sa place et s'y prépare à devenir un citoyen responsable, comme le font les autres jeunes de son âge. Des efforts ont été faits ces dernières années et des résultats positifs ont été observés, même si des écarts importants subsistent entre les élèves. Toutefois, des réussites et des progrès doivent être enregistrés pour assurer à ces élèves des progrès et une véritable égalité des chances.

Le ministère de l'Éducation doit aider le milieu scolaire à mettre l'organisation au service des élèves. Il doit notamment diminuer les contraintes administratives liées

à la déclaration nominale des élèves et poursuivre les efforts de clarification des règles de financement. Il doit aussi élaborer une carte de services spécialisés pour répondre aux besoins très particuliers de certains jeunes pour lesquels tous les milieux ne peuvent avoir l'expertise nécessaire.

Créer une véritable communauté éducative avec l'élève d'abord, ses parents puis avec les organismes de la communauté intervenant auprès des jeunes et les partenaires externes pour favoriser une intervention plus cohérente et des services mieux harmonisés

Considérer l'élève comme l'acteur principal de sa réussite

L'élève est l'acteur principal de sa réussite. Il a toutefois besoin d'être accompagné et soutenu pour développer son autonomie et pour exercer pleinement ses responsabilités. Ses parents, étant les premiers intervenants, ont un rôle majeur à jouer dans son éducation. Le milieu scolaire et ses partenaires doivent aussi apporter leur contribution pour que l'élève fasse les apprentissages requis pour participer activement à sa réussite.

Accueillir les parents à l'école et soutenir leur participation

Compte tenu du rôle essentiel des parents, il importe qu'ils soient bien accueillis et soutenus pour faire connaître les besoins de leur enfant à l'école et que leur compétence soit reconnue. Leur collaboration pour déterminer les objectifs à poursuivre avec leur enfant et pour suivre de près ses progrès doit être encouragée. Certains parents ne sont pas à l'aise en milieu scolaire et, dans le contexte où l'on veut assurer un partenariat pour une plus grande réussite

des élèves, il est plus important que jamais de leur faire une place à l'école pour qu'ils apportent leur contribution en tant que premiers responsables de leur enfant.

La direction de l'école a un rôle important à jouer pour que tous les parents prennent une part active à la réussite de leur enfant. Elle doit soutenir son personnel pour qu'il mette en œuvre des moyens qui encourageront la collaboration avec les parents, notamment en réservant du temps à l'horaire pour des communications régulières avec eux en ce qui concerne le suivi, les progrès ou les difficultés de l'élève. La communication ne doit pas être vue uniquement comme un moyen de régler des problèmes, mais surtout comme une occasion de complicité avec les parents, permettant de travailler avec eux à la réussite de leur enfant.

L'engagement exigé des parents d'enfants handicapés ou en difficulté s'avère encore plus grand que celui demandé aux autres parents : ils doivent notamment collaborer à l'évaluation des capacités et des besoins de leur enfant que fait la commission scolaire avant son classement et son inscription à l'école. Ils doivent participer à l'élaboration de son plan d'intervention et suivre de près sa progression tout le long de son cheminement scolaire. Les responsabilités sont exigeantes et il est essentiel que les mesures favorisant la participation des parents soient prises par la direction de l'école pour les aider à assumer pleinement ces responsabilités.

Assurer une meilleure coordination des interventions

Le plan d'intervention demeure l'outil privilégié pour planifier les interventions devant être effectuées auprès des élèves handicapés ou en difficulté. Adapté aux

besoins de chaque jeune, ce plan doit favoriser la concertation entre les personnes qui offrent des services à ces élèves. De plus, le plan d'intervention doit tenir compte de l'évolution de la situation, permettre de suivre les progrès de l'élève et d'évaluer les résultats des interventions effectuées.

Ce plan a été associé, par certains, à une contrainte administrative imposée par la Loi. Il importe de corriger cette perception afin que le milieu scolaire y voie une occasion de concertation et de suivi au regard des services à offrir à l'élève. Des liens doivent être établis avec le plan de services individualisé lorsque des acteurs externes sont touchés par l'aide à apporter à l'élève.

La direction de l'école doit voir à ce que l'élaboration du plan d'intervention représente une occasion privilégiée pour les parents d'un enfant handicapé ou en difficulté de prendre une part active tout le long du processus, notamment au choix des objectifs que l'école et la famille doivent poursuivre à l'égard de l'enfant. Cette participation des parents garantit une plus grande cohérence et une plus grande continuité dans les interventions, tant à l'école qu'à la maison. Au besoin, la direction de l'école peut donner aux parents la possibilité de se faire accompagner pour faciliter leur participation.

Ouvrir l'école aux partenaires, soit d'abord aux parents, pour constituer une communauté éducative

La Loi sur l'instruction publique concrétise la volonté d'ouvrir davantage l'école à la participation des parents en leur accordant un rôle important au sein du conseil d'établissement. Cette structure locale de décision qui prévoit aussi la participation de représentants de la communauté -

organismes communautaires, municipaux, de loisirs, etc. - introduit une nouvelle dynamique de relations avec les partenaires qui change la vision de l'école. Ce partenariat vise à former une communauté éducative avec les différents acteurs qui ont une responsabilité envers le jeune et qui ont, comme préoccupation commune, son bien-être et son développement optimal. À ce titre, les parents sont certainement les plus touchés et leur apport essentiel doit être reconnu.

Tout en respectant les rôles, les responsabilités, les compétences et le champ d'expertise de chacun et chacune, il faut viser la poursuite d'un but commun, soit celui d'offrir à l'élève un milieu éducatif stimulant, qui le conduira à la réussite.

La direction de l'école doit s'assurer que l'ouverture qui est faite aux parents et à la communauté, avec la mise sur pied du conseil d'établissement, se traduise en une réelle collaboration. Elle doit accueillir et soutenir leur participation, en les sensibilisant et en les informant sur les différents aspects de la vie de l'école pouvant avoir des répercussions sur les décisions à prendre au conseil d'établissement. Elle doit aussi veiller à ce que ce dernier soit bien sensibilisé à la réalité des élèves handicapés ou en difficulté.

En effet, il importe que les besoins particuliers des élèves handicapés ou en difficulté soient bien connus et que ces élèves soient bien représentés au moment où se prennent des décisions qui les concernent. En vertu de la Loi sur l'instruction publique, le comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage est appelé à jouer un rôle clé auprès de la commission scolaire en ce qui concerne l'orga-

nisation des services offerts à ces élèves. De plus, un représentant de ce comité fait partie du comité de parents qui a pour fonction, entre autres, d'indiquer à la commission scolaire les besoins exprimés par les parents.

Ces structures reconnues officiellement sont importantes pour assurer collectivement une représentation des besoins des élèves handicapés ou en difficulté et de leurs parents. La commission scolaire doit donc s'assurer que ces structures de représentation des parents prévues par la Loi (comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, comité de parents) soient constituées et consultées dans des conditions favorisant pleinement l'exercice de leurs fonctions.

Par ailleurs, les services dont les élèves handicapés ou en difficulté peuvent avoir besoin ne se trouvent pas seulement à l'école. Ils proviennent aussi d'autres secteurs d'intervention (services de garde, services à la petite enfance, services de santé, services sociaux, sécurité publique, etc.) qui doivent collaborer pour offrir des services mieux coordonnés.

Le partenariat entre les secteurs d'intervention doit d'abord se concrétiser à l'échelle locale, notamment au conseil d'établissement avec les parents, le personnel de l'école et les organismes de la communauté, mais aussi à l'échelle régionale et provinciale par la mise en place de mécanismes de concertation en vue d'une meilleure planification, d'une meilleure harmonisation des services. Cette collaboration entre les secteurs d'intervention doit d'abord se traduire par une connaissance plus approfondie des rôles et des réalités d'intervention de façon à rendre les atten-

tes plus réalistes de part et d'autre. Elle doit viser la meilleure utilisation possible des ressources ainsi qu'une meilleure intégration des services offerts aux élèves handicapés ou en difficulté.

La commission scolaire doit établir des modalités concrètes de collaboration avec ses partenaires externes, particulièrement ceux du réseau de la santé et des services sociaux, pour que son organisation des services mette à profit l'expertise et les ressources disponibles et respecte les orientations données par les deux ministères touchés. Elle doit aussi apporter sa contribution aux exercices de planification régionale des services des deux secteurs d'intervention de façon à ce que les besoins du milieu scolaire soient pris en compte au moment où seront réparties les ressources dans la région.

Pour sa part, le ministère de l'Éducation doit aider le milieu scolaire à établir cette communauté éducative. Il doit soutenir le milieu scolaire dans son appropriation du plan d'intervention comme moyen privilégié de coordonner les interventions et d'assurer notamment la participation active de l'élève et de ses parents. Il doit aussi poursuivre sa collaboration avec ses partenaires, particulièrement ceux du réseau de la santé et des services sociaux, pour définir des orientations qui facilitent l'harmonisation et l'intégration des services aux élèves handicapés ou en difficulté.

Porter attention à la situation des élèves à risque, notamment ceux qui ont une difficulté d'apprentissage ou relative au comportement, et déterminer des pistes d'intervention permettant de mieux répondre à leurs besoins et à leurs capacités

Améliorer les connaissances et dégager des pistes d'intervention appropriées

La préoccupation du milieu scolaire en ce qui concerne les élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, particulièrement ceux et celles qui ont une difficulté relative au comportement, s'est accrue au cours des dernières années. Parmi les éléments ayant pu y contribuer, il y a la transformation des ressources d'hébergement du secteur de la santé et des services sociaux qui a ramené à l'école ordinaire des élèves auparavant scolarisés dans des centres de réadaptation.

Divers aspects de la situation des élèves en difficulté d'apprentissage ou de comportement sont préoccupants. Leur taux d'intégration en classe ordinaire ainsi que leur taux de réussite sont relativement faibles et certains éprouvent des difficultés d'insertion sociale et d'intégration professionnelle à leur sortie de l'école. Les difficultés d'adaptation ou d'apprentissage peuvent provenir de multiples causes et se traduire de différentes façons selon les élèves.

L'environnement scolaire, les approches utilisées, les attitudes adoptées (tolérance, rigidité, etc.) peuvent aussi avoir une incidence sur les manifestations des difficultés, d'où la complexité de l'intervention auprès de ces élèves et la nécessité d'obtenir la collaboration de la famille et des autres milieux pour assurer une intervention cohérente.

Les garçons sont fortement représentés chez les élèves qui ont une difficulté relative au comportement ou à l'apprentissage et aussi chez certaines catégories d'élèves handicapés. Les études et rapports récents font ressortir les différences et les écarts entre les garçons et les filles sous différents aspects de la vie scolaire, par exemple l'écart observé dans la réussite scolaire. Le développement des connaissances doit donc se poursuivre pour qu'on soit davantage en mesure de déterminer les pistes d'intervention appropriées.

Par ailleurs, on ne peut négliger le fait que certains élèves, qui ne sont pas déclarés officiellement comme ayant une difficulté d'apprentissage ou relative au comportement, éprouvent quand même des difficultés qui les mettent dans une situation de vulnérabilité si une intervention rapide n'est pas effectuée. Fait à noter, cette préoccupation à l'égard des élèves en difficulté ou à risque se retrouve un peu partout en Europe et aux États-Unis. On y reconnaît l'importance d'une intervention préventive auprès des élèves qui présentent des facteurs de vulnérabilité ou qui risquent d'éprouver des difficultés si une intervention précoce n'est pas effectuée.

L'enjeu est important et le milieu de la recherche doit apporter son aide pour dégager des pistes d'intervention appropriées. Le milieu scolaire doit aussi collaborer à cette réflexion.

Des gestes concrets doivent être faits pour tenir compte de la situation des élèves en difficulté ou à risque. À titre d'exemple, la direction de l'école doit, avec le conseil d'établissement, prendre en considération la situation de ces élèves au moment de définir le projet éducatif de l'école, d'élaborer la politique d'encadrement des élè-

ves et d'établir les règles de conduite et les mesures de sécurité. La vision de la situation doit être large et prendre en compte les interventions effectuées pour prévenir ou contrer les problématiques sociales ainsi que celles qui tiennent compte des différences observées entre garçons et filles.

La direction de l'école doit aussi aider l'ensemble du personnel à adapter son intervention auprès de ces élèves. Elle doit prendre en compte les besoins de perfectionnement de son personnel et mettre en place des conditions favorisant le partage d'expertise.

Pour sa part, la commission scolaire doit accorder une attention particulière à ces élèves lors de l'élaboration de la politique d'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Elle doit notamment veiller à ce que les écoles bénéficient des ressources dont elles ont besoin pour offrir des services appropriés à ces élèves.

Acquérir une vision globale et intégrée des difficultés qu'éprouvent les jeunes et des moyens d'intervenir

On ne peut penser aux élèves en difficulté sans penser à certains problèmes sociaux que vit cette génération : toxicomanie, violence, suicide, décrochage scolaire, etc. Les besoins des jeunes sont complexes et variés et certains facteurs sociaux tels le chômage et la pauvreté ont contribué à cet accroissement des besoins. L'intervention par rapport à ces problèmes doit être envisagée dans une perspective d'ensemble des solutions à apporter pour aider les jeunes en difficulté, en concertation avec les partenaires touchés.

Cela pose au milieu scolaire un défi particulier en ce qui a trait aux ressources requises pour offrir des services aux élèves

en difficulté. L'expertise nécessaire pour répondre aux besoins et aux capacités de ces élèves reste à développer dans le milieu scolaire et chez ses partenaires. La collaboration entre les secteurs d'intervention pour assurer, d'une part, une vision commune de la situation et, d'autre part, la complémentarité et la continuité des services offerts à ces élèves est essentielle. Cette concertation doit être présente tant sur le plan provincial que sur les plans régional et local.

Beaucoup de travail reste à faire pour améliorer les connaissances et pour dégager des pistes d'intervention appropriées afin d'assurer la réussite éducative des élèves à risque, notamment ceux ayant une difficulté d'apprentissage ou relative au comportement. Pour ces élèves comme pour les élèves handicapés, l'une de ces pistes semble particulièrement prometteuse, celle de la prévention. Le bien-fondé de cette approche semble reconnu. Toutefois, qu'on opte pour la prévention ou pour d'autres pistes d'intervention, il faut être prêt à y consacrer les efforts nécessaires.

Le ministère de l'Éducation reconnaît que la situation des élèves en difficulté d'apprentissage ou relative au comportement pose un défi particulier pour le milieu scolaire et qu'il faut l'aider à trouver des pistes d'intervention appropriées tout en gardant une vision globale et intégrée des difficultés qu'éprouvent les jeunes. Il doit favoriser le développement des connaissances et de la recherche concernant ces élèves, définir les orientations à privilégier et donner au milieu scolaire l'information lui permettant de porter un jugement éclairé pour élaborer les approches les plus appropriées.

Se donner des moyens d'évaluer la réussite éducative des élèves sur les plans de l'instruction, de la socialisation et de la qualification, d'évaluer la qualité des services et de rendre compte des résultats.

Pour aider les élèves handicapés ou en difficulté à réussir, il faut avoir une juste représentation de la situation, des éléments qui favorisent cette réussite et de ceux qui créent des obstacles. L'information doit porter sur les élèves et permettre de connaître leurs progrès et leurs succès de même que leurs difficultés et leurs besoins. Elle doit aussi viser l'organisation scolaire et les mesures prises pour aider les élèves à progresser (services offerts, adaptations prévues, collaborations obtenues, etc.).

Le défi de l'évaluation est de se doter de points de repère, qu'on désigne comme étant des indicateurs, pour vérifier si les efforts faits et les modifications apportées donnent les résultats escomptés. Ce qui est visé essentiellement, c'est l'obtention de l'information requise pour prendre les bonnes décisions, améliorer la situation et être en mesure d'expliquer les résultats obtenus.

Bien que l'on reconnaisse généralement le bien-fondé de l'évaluation, elle suscite une certaine inquiétude chez les personnes qui croient qu'elle sert à dénoncer des situations plutôt qu'à les faire progresser. Le fait qu'il y ait très peu d'indicateurs utilisés actuellement contribue certainement à créer de la confusion et à tirer de mauvaises conclusions. De nouveaux indicateurs devraient fournir une information plus complète sur la situation et éclairer les décisions dans l'intérêt des élèves.

Le ministère de l'Éducation doit être vigilant pour que les indicateurs proposés au milieu scolaire respectent le sens recherché et qu'ils soient utiles aux intervenants de façon à ce que l'évaluation devienne partie intégrante de leur pratique.

Évaluer les progrès des élèves pour ajuster l'intervention

Au cours des dernières années, pour décrire la situation des élèves handicapés ou en difficulté, on a souvent parlé de leur intégration à l'école ou dans une classe ordinaire. Il s'agit d'un bon indicateur pour évaluer l'effort consacré pour favoriser l'intégration sociale. Toutefois, peu d'indicateurs permettent d'évaluer les progrès des élèves sous différents aspects de leurs apprentissages et de leur développement global et d'établir leur réussite sur le plan scolaire et celui de la qualification. Il serait important de recueillir des données grâce auxquelles pourraient être apportés les ajustements qui s'imposent. L'évaluation des élèves n'est valable que si elle permet de suivre leurs progrès, d'éclairer le personnel scolaire sur la qualité de leurs apprentissages et de leur insertion sociale et de prendre des décisions qui les aident dans leur cheminement.

Améliorer la qualité des services rendus

L'évaluation ne doit pas porter uniquement sur les élèves. En l'absence d'autres indicateurs formels, les résultats scolaires sont parfois utilisés pour évaluer la qualité de l'enseignement, voire de l'établissement. Il y a alors un risque d'attribuer aux élèves tous les efforts à faire et d'oublier que divers aspects de l'organisation scolaire et des services offerts ont aussi des répercussions sur la réussite scolaire et qu'il importe de les améliorer. À titre d'exemple, des indica-

teurs devraient servir à vérifier les efforts consacrés à l'adaptation des services, les conditions mises en place pour favoriser cette adaptation ainsi que les mesures prises pour assurer la qualification des élèves handicapés ou en difficulté.

Il est essentiel que des indicateurs soient élaborés afin de donner à l'école et à la commission scolaire une vision plus complète de la situation pour qu'elles puissent vérifier si les décisions prises donnent les résultats escomptés et effectuer des choix éclairés quant aux priorités d'intervention à adopter pour améliorer la qualité des services. Ces indicateurs doivent permettre de mesurer l'efficacité et l'efficience des services, porter sur leur état, leur quantité, leur qualité, leur organisation ainsi que sur les résultats obtenus.

L'utilisation de ces indicateurs doit être accompagnée d'une démarche d'évaluation qui vise, d'une part, à ajuster les services en fonction des orientations de la politique de l'adaptation scolaire et, d'autre part, à améliorer la qualité des services de façon continue. Cette démarche doit mettre à contribution les autorités scolaires, le personnel touché, le conseil d'établissement et le comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté et tenir compte des différents aspects de la vie scolaire, dans une perspective d'amélioration des services.

Rendre compte des résultats obtenus

Les pouvoirs plus nombreux accordés aux écoles et aux commissions scolaires dans le cadre de la réforme s'accompagnent, d'une part, de responsabilités qui doivent être assumées dans la plus grande transparence et, d'autre part, d'une imputabilité quant aux résultats obtenus, compte tenu des décisions prises.

En effet, la Loi sur l'instruction publique contient certaines dispositions qui amènent le milieu scolaire à rendre compte des résultats obtenus. Ainsi, la commission scolaire doit démontrer de quelle façon se répartissent les ressources attribuées aux services aux élèves handicapés ou en difficulté. Elle doit obtenir l'avis du comité consultatif des services aux élèves handicapés ou en difficulté relativement aux ressources financières attribuées pour les services à ces élèves. Elle est imputable des services rendus en fonction des sommes allouées. Une gestion transparente de ces budgets de même qu'un effort pour rendre compte des résultats obtenus sont attendus. Elle doit notamment produire des rapports annuels incluant un bilan des activités. Pour sa part, l'école doit informer la communauté des services qu'elle offre et lui rendre compte de leur qualité.

La commission scolaire a un rôle important à jouer pour concrétiser la volonté d'évaluer les résultats obtenus dans le domaine de l'adaptation scolaire. Elle doit prendre des mesures favorisant la réalisation de cette évaluation. Elle doit notamment prévoir les ressources requises pour planifier et organiser cette évaluation. Elle doit rendre disponible toute information permettant d'avoir un portrait complet de la situation. Elle doit soutenir les écoles pour qu'elles puissent bien jouer leur rôle dans la réalisation de cette évaluation, notamment en préparant l'information et la formation destinées au personnel.

La direction de l'école doit aussi apporter sa contribution à l'évaluation des résultats. Elle doit, par exemple, sensibiliser le conseil d'établissement et le personnel de l'école à l'importance de l'évaluation en vue d'améliorer la qualité des services rendus.

Le conseil d'établissement et le personnel de l'école doivent participer à la démarche d'évaluation, notamment en donnant leur point de vue en ce qui a trait aux objets d'évaluation et aux moyens de réalisation de façon à être partie prenante des décisions qui découleront des évaluations effectuées.

L'évaluation fait aussi partie des grands chantiers du ministère de l'Éducation pour les prochaines années. Il s'agit d'un défi important à relever puisqu'il doit proposer des démarches d'évaluation réalisables en collaboration avec l'ensemble des acteurs du milieu scolaire. Il doit aussi déterminer les indicateurs permettant d'évaluer la qualité des services rendus et les résultats obtenus, afin de déterminer, notamment, les effets de la réforme et les ajustements à apporter. La politique de l'adaptation scolaire doit aussi faire l'objet d'une évaluation.

L'égalité des chances en éducation est une valeur fondamentale de l'école québécoise. Pour les élèves handicapés ou en difficulté, l'égalité des chances est possible grâce à l'adaptation des services éducatifs. Ce principe ne peut être remis en question. Toutefois, considérant les ressources budgétaires et humaines engagées dans ce domaine, on doit rendre compte des résultats obtenus en fonction des choix effectués. Il s'agit d'une question d'équité par rapport à l'ensemble des élèves et d'une question d'ouverture d'esprit quant aux ajustements à apporter pour obtenir de meilleurs résultats.

CONCLUSION

La nouvelle politique de l'adaptation scolaire témoigne de la volonté réelle du ministère de l'Éducation de mettre tous les efforts nécessaires pour aider les élèves handicapés ou en difficulté à réussir et celui-ci sait qu'il peut compter sur l'engagement du milieu scolaire et de ses partenaires pour y arriver.

Toutefois, l'avenir des jeunes handicapés ou en difficulté n'est pas la seule responsabilité de l'école. D'ailleurs, bien avant l'arrivée des enfants à l'école, des mesures doivent être prises, des conditions doivent être en place pour prévenir l'apparition de difficultés ou en réduire les conséquences. Certaines décisions d'ordre économique ou social ont des incidences sur les conditions de vie des familles et des enfants. D'autres décisions ont des répercussions sur leur insertion sociale ou leur intégration professionnelle.

Les attentes sont grandes à l'endroit du milieu scolaire, mais elles ne doivent pas faire oublier le rôle important et les responsabilités qu'assument d'autres partenaires sociaux et économiques. Chacun doit apporter sa contribution pour améliorer les chances de réussite des jeunes handicapés ou en difficulté.

En contribuant à bâtir *une école adaptée à tous ses élèves*, la politique de l'adaptation scolaire constitue l'apport que peut fournir le secteur de l'éducation à cette réussite.

ANNEXE

Composition du Groupe de concertation en adaptation scolaire

BÉGIN, Diane

Service de l'adaptation et de l'intégration sociale, ministère de la Santé et des Services sociaux

BISAILLON, Robert

Président du Groupe de concertation, Bureau de la sous-ministre, ministère de l'Éducation

BOUCHARD, Gilles

Association des directeurs généraux des commissions scolaires

CHAMPAGNE, Nancy

Association provinciale des enseignantes et des enseignants du Québec

COLIN, Thérèse

Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées

COMEAU, Michelle

Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec

COULOMBE, Benoît

Office des personnes handicapées du Québec

DESTREMPE-MARQUEZ, Denise

Association québécoise pour les troubles d'apprentissage

DOIRON, Lucille

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec

DOLBEC, Berthier

Fédération des commissions scolaires du Québec

GIROUX, Normand

Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec

GOSSELIN, Denise

Direction de l'adaptation scolaire et des services complémentaires, ministère de l'Éducation

HOBBS, Julie

Association québécoise des commissions scolaires

LAFLEUR, Louise

Association québécoise pour les troubles d'apprentissage

LAURIN, Élyse

Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec

LEBLANC, Jacinthe

Association des orthopédagogues du Québec

LEROUX, Marcel

Fédération des enseignantes et enseignants des commissions scolaires, Centrale de l'enseignement du Québec

MERCIER, Jacques

Association québécoise du personnel de direction des écoles

MIRON, Diane

Fédération des comités de parents de la province de Québec

PARADIS, Esther

Centrale de l'enseignement du Québec

PERRON, René

Association des cadres scolaires du Québec

PICARD, Liette

Direction de l'adaptation scolaire et des services complémentaires, ministère de l'Éducation

POIRIER, Michel

Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement

RIOUX, Michèle

Service de l'adaptation et de l'intégration sociale, ministère de la Santé et des Services sociaux

RIOUX-DOLAN, Margaret

Direction de l'adaptation scolaire et des services complémentaires, ministère de l'Éducation

ROBITAILLE, Monique

Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec

TRAVERS, Lynn

Service à la communauté anglophone, ministère de l'Éducation

TABLEAU 1

**RÉPARTITION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ
D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE - SECTEUR PUBLIC
1997-1998**

	Éducation préscolaire	Primaire	Secondaire	Total
Élèves en difficulté	839	52 680	61 813	115 333
(%)	(0,79)	(9,91)	(15,7)	(11,16)
Élèves handicapés	1 218	6 400	5 393	13 011
(%)	(1,14)	(1,20)	(1,37)	(1,26)
Total des EHDA	2 057	59 080	67 206	128 343
(%)	(1,93)	(11,11)	(17,04)	(12,42)
Élèves ordinaires	104 758	472 730	327 268	904 755
(%)	(98,07)	(88,89)	(82,96)	(87,58)
Total des élèves ordinaires	106 815	531 810	394 474	1 033 099
(%)	(100,0)	(100,0)	(100,0)	(100,0)

TABLEAU 2

**RÉPARTITION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ
D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE
SELON LE SEXE ET L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT
1997-1998¹**

	Education préscolaire		Primaire		Secondaire		TOTAL	
	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.
Elèves en difficulté (%)	551 (65,7)	288 (34,3)	35 136 (66,7)	17 544 (33,3)	40 543 (65,6)	21 270 (34,4)	76 230 (66,1)	39 102 (33,9)
Elèves handicapés (%)	775 (63,6)	443 (36,4)	4 050 (63,3)	2 350 (36,7)	3 154 (58,5)	2 239 (41,5)	7 979 (61,3)	5 032 (38,7)
Total des EHDAA (%)	1 326 (64,4)	731 (35,5)	39 186 (66,3)	19 894 (33,7)	43 697 (65,0)	23 509 (35,0)	84 209 (65,6)	44 134 (34,4)
Total des élèves ordinaires (%)	53 396 (51,0)	51 362 (49,0)	234 665 (49,6)	238 065 (50,4)	160 033 (48,9)	167 234 (51,1)	448 094 (49,5)	456 661 (50,5)

1 Données relatives au Secteur public

TABLEAU 3

**RÉPARTITION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ
SELON LE CODE DE DIFFICULTÉ ET L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT
1997-1998¹**

	Éducation préscolaire (% d'EHDAA)	Primaire (% d'EHDAA)	Secondaire (% d'EHDAA)	Total (% d'EHDAA)
Diff. légère d'apprentissage	144 (7,0)	21 246 (36,0)	19 804 (29,5)	41 194 (32,1)
Diff. grave d'apprentissage	381 (18,5)	17 296 (29,3)	26 761 (39,8)	44 438 (34,6)
Trouble du comportement	166 (8,1)	10 987 (18,6)	10 034 (14,9)	21 187 (16,5)
Trouble grave du comportement	14 (0,7)	675 (1,1)	2 904 (4,3)	3 593 (2,8)
Déficiência intell. légère (21+71)	134 (6,5)	2 476 (4,2)	2 310 (3,4)	4 920 (3,8)
TOTAL PARTIEL	839 (40,8)	52 680 (89,2)	61 813 (92,0)	115 332 (89,8)
Déficiência intell. moyenne-prof.	198 (9,6)	1 088 (1,8)	1 443 (2,1)	2 729 (2,1)
Déficiência motrice légère, organique	163 (7,9)	792 (1,3)	495 (0,7)	1 450 (1,1)
Déficiência motrice grave	79 (3,8)	332 (0,6)	323 (0,5)	734 (0,6)
Déficiência visuelle	31 (1,5)	220 (0,4)	213 (0,3)	464 (0,4)
Déficiência auditive	134 (6,5)	791 (1,3)	658 (1,0)	1 583 (1,2)
Autisme	97 (4,7)	312 (0,5)	229 (0,3)	638 (0,5)
Audimutité	201 (9,8)	1 271 (2,2)	300 (0,4)	1 772 (1,4)
Troubles psychopatho.	67 (3,3)	314 (0,5)	347 (0,5)	728 (0,6)
Déficiences multiples	248 (12,1)	1 280 (2,2)	1 385 (2,1)	2 913 (2,3)
TOTAL PARTIEL	1 218 (59,2)	6 400 (10,8)	5 393 (8,0)	13 011 (10,2)
Total des EHDAA	2 057	59 080	67 206	128 343
Élèves ord. +	106 815	531 810	394 474	1 033 099

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 4

**ÉVOLUTION DES TAUX DE DÉCLARATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ
D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE DANS CHAQUE RÉGION
POUR LES ANNÉES 1995-1996 À 1997-1998¹**

	1995-1996 %	1996-1997 %	1997-1998 %
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	13,34	13,34	14,40
Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	13,21	12,93	13,09
Québec-Chaudière-Appalaches (03)	11,89	11,53	10,59
Mauricie-Centre-du-Québec (04)	11,94	12,10	12,28
Estrie (05)	13,69	13,79	13,92
Laval-Laurentides-Lanaudières (06.1)	9,88	9,76	9,84
Montréal (06.2)	12,90	13,00	12,90
Montréal (06.3)	13,35	12,93	14,03
Outaouais (07)	13,24	13,62	13,77
Abitibi-Témiscamingue (08)	14,70	14,50	14,49
Côte-Nord (09)	12,61	13,60	12,97
Nord-du-Québec (10)	6,28	5,59	12,08
TOTAL	12,37	12,26	12,42
Écart entre régions	6,28 et 14,70	5,59 et 14,50	9,84 et 14,49

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 5

**NOMBRE ET POURCENTAGE D'ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ DANS CHAQUE RÉGION
ÉCARTS OBSERVÉS DANS LES TAUX DE DÉCLARATION
1997-1998¹**

	Élèves en difficulté Nombre (%)	Élèves handicapés Nombre (%)	Total des EHDA Nombre (%)	Écarts entre les comm. scol. de la région
Bas-Saint-Laurent- Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	6 706 (13,20)	610 (1,20)	7 316 (14,40)	8,30 et 24,03
Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	5 980 (11,63)	750 (1,46)	6 730 (13,09)	7,47 et 14,96
Québec-Chaudière-Appalaches (03)	13 625 (9,35)	1 809 (1,24)	15 434 (10,59)	7,11 et 16,85
Mauricie-Centre-du-Québec (04)	7 974 (11,04)	896 (1,24)	8 870 (12,28)	7,30 et 17,35
Estrie (05)	5 206 (12,62)	537 (1,30)	5 743 (13,92)	11,16 et 27,28
Laval-Laurentides-Lanaudière (06.1)	15 874 (8,80)	1 876 (1,04)	17 750 (9,84)	5,75 et 17,33
Montréal (06.2)	22 892 (11,81)	2 108 (1,09)	25 000 (12,90)	3,19 et 22,90
Montréal (06.3)	24 645 (12,43)	3 176 (1,60)	27 821 (14,03)	5,39 et 16,54
Outaouais (07)	6 420 (12,50)	655 (1,28)	7 075 (13,77)	9,87 et 20,85
Abitibi-Témiscamingue (08)	3 784 (13,29)	344 (1,21)	4 128 (14,49)	6,36 et 21,05
Côte-Nord (09)	1 837 (11,45)	243 (1,52)	2 080 (12,97)	7,25 et 20,99
Nord-du-Québec (10)	389 (11,86)	7 (0,21)	396 (12,08)	—
Total	115 332 (11,16)	13 011	128 343 (12,42)	
Écarts entre les régions	8,80 et 13,29	1,09 et 1,60	9,84 et 14,49	

¹ Données relatives au Secteur public

TABEAU 6
RÉPARTITION DES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ ET DES ÉLÈVES HANDICAPÉS
SELON LA LANGUE D'ENSEIGNEMENT
1997-1998¹

		Éducation préscolaire		Primaire		Secondaire		Total	
		Nombre (%)		Nombre (%)		Nombre (%)		Nombre (%)	
Élèves en difficulté	français	798	(0,83)	45 620	(9,53)	54 314	(15,28)	100 732	(10,8)
	anglais	41	(0,44)	7 060	(13,30)	7 495	(19,20)	14 601	(14,2)
Élèves handicapés	français	1 079	(1,12)	5 764	(1,20)	4 883	(1,37)	11 726	(1,26)
	anglais	139	(1,50)	636	(1,20)	515	(1,32)	1 285	(1,25)
Total des EHDAA	français	1 877	(1,95)	51 384	(10,73)	59 197	(16,66)	112 458	(12,1)
	anglais	180	(1,94)	7 696	(14,52)	8 010	(20,50)	15 886	(15,5)
Élèves ordinaires	français	94 449	(98,05)	427 444	(89,27)	296 221	(83,34)	818 114	(87,92)
	anglais	10 309	(98,28)	45 286	(85,47)	31 046	(79,49)	86 641	(84,51)
Élèves ordinaires + EHDAA	fran- çais	96 326		478 828		355 418		930 572	
	anglais	10 489		52 982		39 056		102 527	

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 7

POURCENTAGE DES ÉLÈVES À RISQUE INTÉGRÉS À L'ÉCOLE¹

Année	Diff. légère d'apprentissage	Diff. grave d'apprentissage	Diff. d'ordre comportemental	Déficiences intell. légère
Éducation préscolaire				
1990-1991	100,0 %	99,7 %	87,7 %	98,0 %
1993-1994	97,7 %	90,9 %	97,9 %	96,0 %
1997-1998	100,0 %	100,0 %	100,0 %	95,0 %
Primaire				
1990-1991	99,8 %	99,0 %	89,9 %	95,0 %
1993-1994	100,0 %	99,3 %	95,3 %	98,0 %
1997-1998	100,0 %	99,7 %	96,0 %	98,0 %
Secondaire				
1990-1991	99,8 %	94,4 %	81,0 %	79,0 %
1993-1994	99,9 %	94,9 %	79,9 %	83,0 %
1997-1998	99,8 %	96,6 %	82,1 %	85,0 %
Total				
1990-1991	99,8 %	96,4 %	85,0 %	87,0 %
1993-1994	99,9 %	96,5 %	87,2 %	90,0 %
1997-1998	99,9 %	97,9 %	88,8 %	92,0 %

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 8

POURCENTAGE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS INTÉGRÉS À L'ÉCOLE ORDINAIRE¹

Année	Déficience					
	Intell. moyenne	Intell. profonde	Visuelle	Auditive	Physique	Multiple
Éducation préscolaire						
1990-1991	88 %	38 %	84 %	63 %	91 %	56 %
1993-1994	87 %	50 %	78 %	68 %	71 %	66 %
1997-1998	84 %	36 %	81 %	69 %	71 %	67 %
Primaire						
1990-1991	80 %	49 %	87 %	83 %	94 %	71 %
1993-1994	81 %	46 %	87 %	83 %	87 %	70 %
1997-1998	79 %	44 %	89 %	84 %	89 %	75 %
Secondaire						
1990-1991	49 %	40 %	71 %	90 %	79 %	49 %
1993-1994	57 %	42 %	81 %	94 %	75 %	55 %
1997-1998	63 %	43 %	84 %	95 %	82 %	60 %
Total						
1990-1991	64 %	43 %	81 %	84 %	89 %	60 %
1993-1994	68 %	45 %	83 %	87 %	82 %	64 %
1997-1998	71 %	43 %	86 %	87 %	85 %	68 %

Note : Une déficience physique est une déficience motrice légère, une déficience motrice grave ou une déficience organique.

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 9

POURCENTAGE DES ÉLÈVES À RISQUE INTÉGRÉS EN CLASSE ORDINAIRE¹

Année	Diff. légère d'apprentissage	Diff. grave d'apprentissage	Diff. d'ordre comportemental	Déficiência intell. légère
Éducation préscolaire				
1990-1991	99,0 %	87,0 %	77,0 %	81,0 %
1993-1994	97,0 %	80,0 %	87,0 %	84,0 %
1997-1998	99,3 %	91,6 %	99,4 %	83,0 %
Primaire				
1990-1991	97,0 %	50,0 %	63,0 %	27,0 %
1993-1994	98,0 %	62,0 %	70,0 %	30,0 %
1997-1998	98,7 %	68,2 %	74,4 %	35,0 %
Secondaire				
1990-1991	51,0 %	14,0 %	30,0 %	3,0 %
1993-1994	53,0 %	17,0 %	35,0 %	4,0 %
1997-1998	56,1 %	24,4 %	39,5 %	9,0 %
Total				
1990-1991	81,0 %	29,0 %	46,0 %	15,0 %
1993-1994	79,0 %	36,0 %	51,0 %	18,0 %
1997-1998	78,3 %	42,0 %	56,3 %	25,0 %

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 10

POURCENTAGE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS INTÉGRÉS EN CLASSE ORDINAIRE¹

Année	Déficience					
	Intellectuelle moyenne	Intellectuelle profonde	Visuelle	Auditive	Physique	Multiple
Éducation préscolaire						
1990-1991	60 %	21 %	84 %	33 %	89 %	43 %
1993-1994	77 %	21 %	78 %	38 %	79 %	51 %
1997-1998	71 %	5 %	81 %	39 %	67 %	50 %
Primaire						
1990-1991	21 %	2 %	75 %	68 %	78 %	18 %
1993-1994	27 %	3 %	78 %	71 %	73 %	25 %
1997-1998	25 %	4 %	86 %	74 %	74 %	31 %
Secondaire						
1990-1991	1 %	1 %	42 %	48 %	40 %	2 %
1993-1994	3 %	1 %	55 %	59 %	49 %	5 %
1997-1998	4 %	1 %	64 %	63 %	53 %	8 %
Total						
1990-1991	11 %	2 %	62 %	57 %	67 %	12 %
1993-1994	18 %	3 %	69 %	63 %	64 %	18 %
1997-1998	18 %	2 %	76 %	67 %	65 %	23 %

Note : Une déficience physique est une déficience motrice légère, une déficience motrice grave ou une déficience organique.

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 11

**ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF¹ (PERSONNEL PROFESSIONNEL) DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES (ETC²)
POUR L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES
SECTEUR DES JEUNES, 1990-1991 À 1997-1998³**

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998 ³
Animateur d'activités étudiantes	72,75	69,13 (-5,0)	76,57 (+10,8)	86,24 (+12,6)	88,69 (+2,8)	89,47 (+0,9)	81,97 (-8,4)	76,94 (-6,1)
Animateur de pastorale	342,83	325,78 (-5,0)	324,12 (-0,5)	320,61 (-1,1)	305,17 (-4,8)	294,49 (-3,5)	276,56 (-6,1)	253,63 (-8,3)
Conseiller d'information scolaire	45,07	48,65	41,69	45,80	22,53	26,44	23,86	25,84
Conseiller d'orientation	484,26	476,97 (-1,5)	479,98 (+0,6)	481,64 (+0,3)	510,04 (+5,9)	501,73 (-1,6)	487,62 (-2,8)	450,30 (-7,7)
Diététiste, cons. alimentation	9,89	10,42	12,26	14,18	13,43	11,85	13,23	8,73
Ergothérapeute, physio. agent	8,34	5,81	7,74	6,83	8,80	8,80	9,05	10,28
Orthopédagogue (PNE)	14,16	67,19 (+374,5)	76,97 (+14,6)	94,18 (+22,3)	93,37 (-0,9)	95,75 (+2,5)	96,80 (+1,1)	102,49 (+5,9)
Orthophoniste	164,94	167,52 (+1,6)	172,46 (+2,9)	180,32 (+4,6)	191,61 (+6,3)	202,62 (+5,7)	202,42 (-0,1)	209,67 (+3,6)
Psycho-éducateur	218,34	212,23 (-2,8)	248,63 (+17,1)	286,11 (+15,1)	303,80 (+6,2)	321,68 (+5,9)	317,33 (-1,4)	308,18 (-2,9)
Psychologue	568,91	592,43 (+4,1)	614,29 (+3,7)	648,74 (+5,6)	640,20 (-1,3)	638,98 (-0,2)	627,69 (-1,8)	607,56 (-3,2)
Travailleur social	18,80	19,86	25,66	36,61	29,82	28,04	24,51	20,74
PERSONNEL PROFESSIONNEL TOTAL	1948,29	1995,99(+2,4)	2080,37(+4,2)	2201,26(+5,8)	2207,46(+0,3)	2219,85(+0,6)	2161,04(-2,6)	2074,36(-4,0)
EFFECTIF SCOLAIRE (ÉLÈVES)	1 033 240	1 034 622 (+0,13)	1 039 989(+0,52)	1 033 544(-0,62)	1 034 421(+0,08)	1 037 807(+0,33)	1 035 946(-0,18)	1 033 099(-0,27)

1. Le système PERCOS qui compile les données relatives au personnel scolaire a été établi sur la base des catégories du plan utilisé pour la classification des emplois professionnels et techniques en milieu scolaire.

2. ETC : nombre de postes, transposé en équivalence au temps complet.

3. Données relatives au Secteur public.

() Pourcentage d'écart avec l'année antérieure.

DASSC - AVRIL 1998

Note : Les données pour 1997-1998 doivent être utilisées avec prudence, car elles peuvent évoluer au cours de l'année scolaire.

TABLEAU 12

**ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF¹ (PERSONNEL TECHNIQUE) DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES (ETC²)
POUR L'ENSEMBLE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES
SECTEUR DES JEUNES, 1990-1991 À 1997-1998³**

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998 ³
Aide médicale	32,40	44,52	38,70	41,07	40,67	36,12	36,60	35,25
Infirmier	9,50	8,44	14,79	13,00	9,57	6,00	7,00	6,00
Préposé aux services de garde	1021,49	1076,43 (+5,4)	1166,76 (+8,4)	1274,88 (+9,3)	1435,28 (+12,6)	1692,04 (+17,9)	1804,99 (+6,7)	1961,20 (+8,7)
Surveillant d'élèves	1274,86	1509,78 (+18,4)	1566,98 (+3,8)	1582,83 (+1,0)	1593,82 (+0,7)	1631,14 (+2,3)	1581,52 (-3,0)	1778,86 (+12,5)
Surveillant sauveteur	36,96	54,19	52,01	45,81	46,32	40,86	45,47	42,02
Technicien en aide sociale	55,22	62,03 (+12,3)	91,94 (+48,2)	130,98 (+42,5)	131,07 (+0,1)	129,79 (-1,0)	125,31 (-3,5)	117,33 (-6,4)
Technicien en éducation spécialisée	874,95	993,62 (+13,6)	1222,04 (+23,0)	1403,30 (+14,8)	1521,99 (+8,5)	1627,00 (+6,9)	1688,53 (+3,8)	1821,89 (+7,9)
Technicien en loisirs	130,12	135,62 (+4,2)	142,05 (+4,7)	155,13 (+9,2)	163,17 (+5,2)	158,93 (-2,6)	166,28 (+4,6)	162,05 (-2,5)
Technicien en psychométrie	25,98	23,43	22,13	21,41	21,43	19,05	16,81	15,76
PERSONNEL TECHNIQUE TOTAL	3461,48	3908,06 (+12,9)	4317,40(+10,5)	4668,41 (+8,1)	4963,32(+6,3)	5340,93(+7,6)	5472,51(+2,5)	5940,36(+8,5)
EFFECTIF SCOLAIRE (ÉLÈVES)	1 033 240	1 034 622 (+0,13)	1 039 989(+0,52)	1 033 544(-0,62)	1 034 421(+0,08)	1 037 807(+0,33)	1 035 946(-0,18)	1 033 099(-0,27)

1. Le système PERCOS qui compile les données relatives au personnel scolaire a été établi sur la base des catégories du plan utilisé pour la classification des emplois professionnels et techniques en milieu scolaire.
2. ETC : nombre de postes, transposé en équivalence au temps complet.
3. Données relatives au Secteur public.
- () Pourcentage d'écart avec l'année antérieure.

DASSC - AVRIL 1998

Note : Les données pour 1997-1998 doivent être utilisées avec prudence, car elles peuvent évoluer au cours de l'année scolaire.

TABLEAU 13
RÉPARTITION DES ÉLÈVES INSCRITS EN CHEMINEMENT PARTICULIER TEMPORAIRE DE FORMATION
SELON LE CODE DE DIFFICULTÉ ET LE CLASSEMENT AU SECONDAIRE
1997-1998¹

	1 ^{re} sec.	2 ^e sec.	3 ^e sec.	4 ^e sec.	5 ^e sec.	7 ^e sec.	8 ^e sec.	TOTAL (% total de cat.)
Diff. lég. d'apprent.	4049	2571	1537	1121	326	0	23	9627 (48,6)
Diff. grave d'apprent.	2114	1640	1478	1137	575	0	6	6 950 (26,0)
Trouble du comp.	929	683	387	226	86	0	2	2 313 (23,1)
Trouble grave du comp.	268	250	173	85	33	0	1	810 (27,9)
Déf. intell. légère	24	31	11	10	7	0	3	86 (3,7)
Déf. intell. moyenne-prof.	3	2	0	1	2	0	0	8 (0,6)
Déf. motrice légère, organique	23	21	12	19	3	0	1	79 (16,0)
Déf. motrice grave	11	4	3	1	2	0	0	21 (6,5)
Déf. visuelle	14	11	6	0	5	0	0	36 (16,9)
Déf. auditive	24	23	18	17	15	0	5	102 (15,5)
Autisme	1	1	2	1	0	0	0	5 (2,2)
Audimutité	21	0	6	1	0	0	0	28 (9,3)
Troubles psychopatho.	10	2	6	3	1	0	0	22 (6,3)
Déf. multiples	8	10	2	4	7	0	0	31 (1,4)
Total des EHDAA	7499	5249	3641	2626	1062	0	41	20 118 (29,9)

¹ Données relatives au Secteur public

TABLEAU 14

**RÉPARTITION DES ÉLÈVES INSCRITS EN CHEMINEMENT PARTICULIER CONTINU DE FORMATION
SELON LE CODE DE DIFFICULTÉ ET LE CLASSEMENT AU SECONDAIRE
1997-1998¹**

	1 ^{re} sec.	2 ^{de} sec.	3 ^{de} sec.	4 ^{de} sec.	5 ^{de} sec.	7 ^{de} sec.	8 ^{de} sec.	TOTAL (% total de cat.)
Diff. lég. d'apprent.	64	103	86	80	55	0	0	388 (2,0)
Diff. grave d'apprent.	3112	2558	2470	1835	1099	10	0	11 084 (41,4)
Trouble du comp.	888	664	636	430	236	0	0	2 854 (28,4)
Trouble grave du comp.	245	241	155	108	53	0	1	803 (27,7)
Déf. intell. légère	420	253	315	225	366	6	22	1 607 (69,6)
Déf. intell. moyenne-prof.	104	48	90	87	284	9	59	681 (47,2)
Déf. motrice légère, organique	37	33	21	17	19	1	0	128 (25,9)
Déf. motrice grave	18	40	17	20	15	0	3	113 (35,0)
Déf. visuelle	9	5	4	4	9	0	0	31 (14,6)
Déf. auditive	16	16	23	17	25	0	0	97 (14,7)
Autisme	17	4	14	12	28	1	7	83 (36,2)
Audimutité	48	38	26	24	38	0	2	176 (58,7)
Troubles psychopatho.	23	12	26	10	33	0	0	104 (30,0)
Déf. multiples	97	104	96	102	273	6	27	705 (31,2)
Total des EHDAA	5098	4119	3979	2971	2533	33	121	18 854 (28,1)

¹ Données relatives au Secteur public



Gouvernement du Québec
Ministère
de l'Éducation